

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 136-137

**Juillet-Août 1996**

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## SOMMAIRE

- INTERVENTION MILITAIRE IRANIENNE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN
- REPRISE DES COMABTS ENTRE LE PDK ET L'UPK
- ANKARA : LE CABINET ERBAKAN OBTIENT LA CONFIANCE DU PARLEMENT
- MORT DE 12 GRÉVISTES DE LA FAIM DANS LES PRISONS TURQUES
- PARIS: ASSASSINAT D'UN REPRÉSENTANT KURDE IRAKIEN
- STRASBOURG : LA COMMISSION EUROPÉENNE PORTE DEVANT LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME L'AFFAIRE DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLEGUES DU *PARTI DE LA DÉMOCRATIE*
- DES ONG OCCIDENTALES ET TURQUES DÉNONCENT LES DÉPLACEMENTS MASSIFS DES POPULATIONS KURDES EN TURQUIE
- AINSI QUE...
- EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE

---

## ***Intervention militaire iranienne dans le Kurdistan irakien***

**L'**ARMÉE iranienne a pénétré le 27 juillet dans le Kurdistan irakien, officiellement pour «une opération limitée visant à détruire le bases du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI)» accusé par Téhéran de lancer à partir de ces bases des actions militaires contre des objectifs iraniens. Une

force de 2000 à 3000 gardiens de la révolution, équipés d'armes lourdes, a d'abord séjourné dans une caserne de Souleimanieh, puis, après avoir au total parcouru environ 200 km sur le territoire kurde irakien cette force a pris position sur les monts dominant la ville de Koy Sandjak, située à 80 km d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Le 29 juillet au petit matin

l'artillerie lourde iranienne a commencé, à partir de ses positions, à soumettre à un pilonnage intensif les camps des Kurdes iraniens et un hôpital géré par Médecins du Monde et Aide médicale internationale situés dans la plaine de Koy Sandjak. Au terme de 48h de pilonnages plusieurs centaines de maisons des réfugiés kurdes iraniens ont été détruites. Informée de l'intervention militaire iranienne, ceux-ci avaient pu à temps fuir leurs foyers, de sorte qu'il n'y aurait qu'un mort, une vieille femme, à déplorer. 2500 de ces réfugiés sont allés camper devant les bureaux de

l'ONU à Erbil demandant à la communauté internationale d'intervenir d'urgence pour mettre un terme à l'agression iranienne commise sous le regard des avions de la force alliée *Provide Comfort* supposée assurer la protection de cette «zone de sécurité» (*safe haven*) kurde. Une zone qu'après les fréquentes incursions de la Turquie, l'Iran viole à son tour, pour la deuxième fois, et en toute impunité. Les média occidentaux ont également souligné cette aberration et plusieurs États occidentaux ont appelé l'Iran à retirer ses troupes. Celles-ci, leur mission accomplie, ont finalement à partir du 31 juillet regagné le territoire iranien.

Au-delà des dégâts matériels occasionnés, l'intervention iranienne a

grandement contribué à la détérioration des relations entre les deux principaux partis kurdes irakiens, le PDK et l'UPK, qui observaient depuis plusieurs mois une fragile trêve. Le PDK de Barzani, pour avoir interdit aux Iraniens de transiter par les territoires qu'il contrôle a été menacé d'un «châtiment exemplaire». L'UPK de Talabani qui a laissé les troupes iraniennes emprunter les territoires sous son contrôle a été critiqué à la fois par M. Barzani et par le PDK iranien, cible principale de l'agression iranienne. Ce climat de plus en plus empoisonné, alourdi d'accusations et menaces réciproques, devait conduire à la reprise massive des affrontements entre les deux factions kurdes à partir du 17 août.

régime de Saddam Hussein, affirmant que Bagdad avait offert aux forces de M. Barzani «des véhicules blindés qui sont utilisés dans la bataille». Le 16 août, intervenant longuement sur la chaîne de télévision de son parti, J. Talabani avait annoncé «la bonne nouvelle de la fin imminente du PDK» et avait demandé à la population d'aller «présenter ses condoléances à la direction de ce parti qui va disparaître définitivement du Kurdistan».

Le 21 août, au 4<sup>ème</sup> jour des combats, un représentant du PDK indiquait à l'A.F.P. qu'au moins cent personnes, des civils et des combattants, avait été tuées dans des affrontements avec l'UPK. «L'opération militaire de l'UPK est soutenue par les troupes iraniennes qui bombardent les régions frontalières contrôlées par le PDK» affirme un communiqué de ce parti diffusé ce même jour, estimant que l'intervention de Téhéran équivalait à «une déclaration de guerre contre le PDK et les Kurdes». Tandis que l'UPK rejette à nouveau ces accusations, la Grande Bretagne se déclare «inquiète» devant «ce conflit qui met en danger un programme d'aide humanitaire internationale substantielle dans la région, ainsi que la mise en place de la résolution 986 des Nations-Unies (portant sur l'échange 'pétrole contre nourriture'». Londres appelle instamment les deux partis kurdes à cesser leurs affrontements.

Cependant sur le terrain la guerre fait rage. Le 22 août, le PDK, cité par l'A.F.P., appelle «les alliés occidentaux à arrêter l'ingérence de l'Iran dans les combats». «L'agression de l'Iran (...) et son appui militaire à l'UPK visent à torpiller les arrangements humanitaires et de sécurité mis en place par la communauté internationale et l'opération 'Provide Comfort' et à contrecarrer les efforts américains de paix dans la région»

## Reprise des combats entre le PDK et l'UPK

**L**e samedi 17 août à l'aube, quelques heures à peine après le méga-concert du chanteur Sivan Perwer devant plusieurs dizaines de milliers de personnes à Dohouk qui devait couronner les festivités marquant le 50<sup>ème</sup> anniversaire du PDK, le Kurdistan irakien s'est réveillé au son des canons. Tandis que l'artillerie iranienne à longue portée pilonnait les localités de Haj Omran et de Choman, des affrontements violents éclataient en plusieurs endroits de la province d'Erbil entre les forces du PDK et de l'UPK.

Dans des déclarations à la presse (voir notre Revue de presse) les responsables des deux bords ont affirmé qu'il s'agissait des «combats les

plus importants entre les deux partis rivaux depuis la conclusion d'un accord de cessez-le-feu en septembre 1995 à Drogheda, en Irlande, sous l'égide américaine».

Se rejetant mutuellement la responsabilité de la reprise des hostilités, les deux factions kurdes s'accusent aussi d'agir de concert avec «les ennemis du peuple kurde». Ainsi, un porte-parole du PDK, cité par une dépêche d'A.F.P. du 18 août, accuse l'UPK d'utiliser dans les combats «toutes sortes d'armes lourdes qui lui ont été offertes en cadeau par l'armée iranienne pour le remercier de sa coopération au cours de la dernière incursion de l'armée de Téhéran dans le Kurdistan irakien». De son côté l'UPK, dans un communiqué du même jour, accuse le PDK de «collusion et de coordination» avec le



précise le communiqué de ce parti cité par l'A.F.P. qui avertit: *«Si les membres de la coalition alliée n'interviennent pas pour dissuader l'intervention iranienne, les répercussions seront très graves pour toutes les parties et les gouvernements concernés par la stabilité et la sécurité de la région»*. Le PDK affirme, dans le même texte, que *«les autorités iraniennes ont facilité, mercredi 21 août, le mouvement de milliers de combattants de l'UPK sur son territoire pour leur permettre d'attaquer les positions arrières du PDK et fourni à ces combattants des armes, des munitions et des véhicules de transport. Des officiers de liaison iraniens et des instructeurs militaires pour les mortiers et les mini-katiouchas escortent les forces de l'UPK»*.

Washington qui, le 15 août, était entré en contact avec les dirigeants des deux partis kurdes pour mettre les dernières touches à *«un accord global»* devant régler le conflit inter-kurde s'inquiète sérieusement de cette escalade qui, selon le porte-parole du département d'État *«ouvre des possibilités à des intervenants extérieurs»*. Sans prendre ouvertement à son compte les accusations concernant *«l'ingérence iranienne»*, Washington demande aux deux factions kurdes d'arrêter immédiatement leurs hostilités. Le 23 août, sous la pression américaine, un cessez-le-feu est conclu. Son artisan, le secrétaire d'État adjoint chargé du Proche-Orient Robert Pelletreau qui s'est entretenu au téléphone avec les chefs kurdes M. Barzani et J. Talabani, les invitait à se rendre en septembre à Washington afin d'y signer en sa présence un accord global de paix.

Cependant ce cessez-le-feu est passé sous silence par les radio-télévisions de l'UPK et du PDK. Dès le 25 août des affrontements sont à nouveau signalés par des responsables de l'ONU autour de Choman et de Qasri. Le 26 août, un responsable de

l'UPK, cité par l'A.F.P., déclarait que sa formation était prête à accepter une trêve sans condition préalable mais qu'aucun accord n'a encore été conclu. De son côté, un dirigeant du PDK affirme que son parti n'accepterait pas une trêve si Washington ne condamnait pas l'UPK pour avoir *«provoqué»* les derniers affrontement et l'Iran pour son soutien militaire à l'UPK.

Le 27 août, un pas de plus est franchi dans l'escalade. Le chef de la diplomatie iranienne, Ali Akbar Velayeti, déclare qu'il ne croit pas au succès des initiatives américaines pour mettre fin aux combats dans le Kurdistan irakien et que son pays est le mieux placé pour ramener la paix dans cette région. Le même jour, l'UPK, dans un communiqué cité par l'A.F.P., affirme que *«le conflit est allé trop loin et nécessite un règlement global»* car *«les cessez-le-feu ne peuvent que perpétuer le statu quo»*. Interrogé au sujet de l'Iran, le représentant de l'UPK à Londres a indiqué que son parti *«accueillait favorablement toute initiative»* soulignant que *«l'Iran est un important voisin que nous ne pouvons ignorer»*. Le département d'État exprime ses inquiétudes face à l'intervention de Téhéran dans le conflit, affirmant sans nommer l'Iran, qu'une *«intervention extérieure visant à manipuler et à attiser le conflit doit prendre fin»*. Plus explicite, le PDK accuse l'Iran d'agir de concert avec l'UPK *«pour mettre en échec un règlement de paix parrainé par les États-Unis»*. Pour sa part Bagdad qui avait, le 25 août accusé l'Iran d'intervenir dans les combats aux côtés de l'UPK, a dénoncé les propos de M. Velayeti comme *«une ingérence inadmissible»*.

Le 28 août, Washington annonce avoir obtenu la veille un accord de cessez-le-feu qui doit entrer en vigueur dans

la matinée à 4h00 GMT. Cet accord a été signé grâce, une nouvelle fois, à la médiation de M. Robert Pelletreau. *«Nous sommes en train d'essayer de nous assurer que cet accord va être respecté»* a indiqué Glyn Davies, porte-parole du département d'État. Les factions kurdes se sont mises d'accord sur *«le principe»* d'une conférence de paix à Londres, mais aucune date précise n'a encore été fixée pour la tenue de cette conférence, a encore indiqué M. Davies. *«L'objectif serait de les réunir pour qu'ils se redent compte de leur intérêt à mettre de côté leurs différences et à travailler ensemble dans le nord de l'Irak»*, a-t-il ajouté.

Les deux partis kurdes ont annoncé qu'ils respecteraient ce cessez-le-feu et qu'ils enverraient leurs représentants à *«une réunion préliminaire»* devant se tenir le 30 août à Londres afin de *«consolider le cessez-le-feu»*. Cette réunion, confirmée le 29 août par Washington, sera présidée par M. Robert Deutsch, directeur des affaires iraniennes et irakiennes du département d'État. Les factions kurdes devraient ultérieurement se retrouver pour une *«conférence de paix»* à Londres sous la présidence de M. Pelletreau.

Le 30 août, une délégation du PDK composée de Hoshyar Zebari et Mohsin Dizayee rencontre à l'ambassade des États-Unis à Londres, la délégation de l'UPK formée de Latif Rashid et Adnan Mufti. Ahmad Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI) et un observateur du gouvernement britannique assistent également à cette réunion présidée par Robert Deutsch et destinée à définir des mesures de consolidation de cessez-le-feu. La réunion dure jusqu'environ minuit. Une nouvelle séance est prévue pour le lendemain.

Dans la soirée le Pentagone a annoncé que «des mouvements inquiétants de troupes irakiennes avaient été repérés» et que «les forces américaines dans la région avaient été placées en état d'alerte, prêtes à intervenir». Au même moment à Bagdad, le ministre irakien de l'Information a réclamé «le retrait immédiat des troupes iraniennes du nord de l'Irak».

Le 31 août, un corps expéditionnaire irakien composé de 40.000 soldats de Gardes républicaines et de 300 chars entre dans Erbil après quelques heures d'affrontements avec les milices de l'UPK. Pour la première fois depuis 1991 le drapeau irakien est hissé sur le Parlement kurde. Des maisons et des commerces sont pillés. À Qushtep, près d'Erbil, 96 membres du Congrès national irakien sont arrêtés et passés par les armes. D'autres sont portés disparus.

Cette agression irakienne, intervenue en pleine campagne électorale américaine, est perçue comme une nouvelle provocation de Saddam Hussein et suscite de vives réactions. Cependant, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a déclaré que l'offensive «limitée» de l'armée irakienne visait à contrecarrer «une tentative iranienne de contrôler le nord de l'Irak». Selon lui, M. Barzani a demandé le 22 août le soutien de Saddam Hussein dans une lettre faisant état d'une «agression conjointe menée par l'Iran et les bandes de Talabani». «Nous ne pouvons en aucun cas permettre à l'Iran de contrôler le nord du pays, directement ou par le biais des bandes de Jalal Talabani. Ceci mettrait la sécurité et la souveraineté de l'Irak en danger» a ajouté T. Aziz. Selon lui, M. Barzani a affirmé dans sa lettre: «le complot dépasse nos capacités, c'est pourquoi nous demandons à votre excellence d'ordonner aux forces armées irakiennes d'intervenir

*pour repousser le danger étranger et mettre fin à la trahison de Jalab».*

Dans la soirée du 31 août, tandis que le PDK se vantait d'«avoir libéré Erbil de l'oppression de l'UPK» et affirmait que «sa coopération avec Bagdad était très ponctuelle et limitée» l'Irak annonçait un «retrait très prochain» de ses troupes à leurs positions antérieures. L'UPK et le CNI appelaient «la communauté internationale à intervenir pour stopper Saddam Hussein».

Londres a été la première capitale européenne à «condamner l'intervention irakienne» et à exprimer son «inquiétude». «Les Irakiens ont une réputation épouvantable quant à la façon dont ils traitent leur propre peuple» a déclaré un

porte-parole du Foreign Office.

Paris s'est contenté de «s'informer des mouvements de troupes irakiennes dans la région d'Erbil». Washington passait en revue les diverses options de représailles.

La guerre civile qui depuis mai 1994 sévit par intermittence au Kurdistan irakien, qui a paralysé les institutions du pays et ruiné les espoirs d'auto-détermination kurde, marque un tournant en cette fin août 1996. Mais rien ne permet d'affirmer qu'elle va bientôt toucher à sa fin. Craignant un retour en force du régime irakien et un retrait de la protection occidentale, la population vit dans la peur du lendemain et dans l'incertitude.

## Paris: Assassinat d'un représentant kurde irakien

**L**E représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), Jaffar Hasso Guly, a été découvert assassiné à son domicile parisien le 5 août par la police. Alertés par la compagnie de M. Guly qui n'avait pas eu de ses nouvelles depuis le 31 juillet, les policiers de la brigade criminelle ont découvert le corps de la victime sur un canapé de son appartement, le crâne fracassé. Selon les premiers éléments de l'enquête, le militant kurde aurait été étranglé dans la nuit du 31 juillet au 1er août par au moins deux hommes. Son appartement a été fouillé et, selon la police, des documents relatifs à ses activités politiques auraient disparu. Les tueurs n'ont pas emporté d'autre objets ni

une somme d'argent dont J. Guly disposait chez lui sans doute en prévision de son départ imminent pour le Kurdistan où il devait participer aux festivités marquant le 50ème anniversaire de son parti.

L'enquête sur ce meurtre presque parfait semble d'autant plus difficile que J. Guly était un homme très discret laissant même son proche entourage dans l'ignorance de son emploi du temps et de ses fréquentations.

Âgé de 42 ans, Jaffar Guly résidait en France depuis une vingtaine d'années. Après des études d'architecture à Paris, ce militant de longue date du PDK est devenu le représentant officiel de ce parti. A ce titre, il faisait

connaître auprès des media, des O.N.G. et des autorités l'action du PDK et organisait les contacts en France de ce parti. En 1992, le gouvernement régional kurde l'avait nommé comme son représentant-adjoint à Paris où avec son collègue de l'Union patriotique du Kurdistan il assurait les relations des autorités kurdes irakiennes avec le gouvernement français.

L'assassinat de ce militant connu pour son patriotisme a été douloureusement ressenti par la communauté kurde de France qui lui a rendu un hommage émouvant le 13 août à l'Institut kurde de Paris en présence des membres de sa famille venus du Kurdistan, de sa compagne et de son fils ainsi que des dirigeants de son parti. Son corps a été rapatrié au Kurdistan où dans sa ville de Zakho des milliers de personnes ont participé à ses funérailles.

villages kurdes, doivent aujourd'hui s'en mordre les doigts !

Habile tacticien et calculateur, Necmettin Erbakan, ex-professeur à l'Université technique d'Istanbul, a toutes les raisons de savourer sa victoire. Il a d'abord mis en accusation pour corruption Tansu Çiller pour provoquer l'éclatement de la coalition des partis conservateurs, puis offert à Çiller de passer l'éponge en échange d'une alliance gouvernementale. La capitulation de Tansu Çiller et des promesses mirifiques faites aux députés hésitants ont fait le reste pour sa «victoire historique».

## Ankara **Le cabinet Erbakan obtient la confiance du Parlement**

**L**E gouvernement de coalition formé entre le parti islamiste de la Prospérité (RP) de Necmettin Erbakan et le parti conservateur de la Juste Voie (DYP) de Tansu Çiller a réussi à franchir le difficile cap du vote d'investiture en obtenant le 8 juillet 278 voix contre 265. La majorité requise étant de 276 voix, le nouveau cabinet obtient son investiture d'extrême justesse grâce notamment aux 7 voix du parti de l'extrême droite religieuse de la Grande Union (BBP). 10 députés du DYP, dont Emre Gönensoy, ex-ministre des Affaires étrangères, Ismet Sezgin, ex-ministre de l'Intérieur, ont voté contre, «au nom de la défense de la laïcité». (Huit d'entre eux ont, le 16 juillet, présenté leur démission collective de la formation de Mme. Çiller). Quatre autres députés de cette formation, dont le général Güres, ex-chef d'état-major des armées et Hayri Kozakçıoglu, ex-super gouverneur des

provinces kurdes, ont préféré ne pas assister à cette séance du Parlement qualifiée d'historique par les médias turcs.

L'événement est en tout cas sans précédent dans l'histoire de la République turque. En effet, c'est la première fois dans les 74 ans d'existence de cette république qu'un islamiste déclaré va diriger le gouvernement. Cela avec seulement 21% des voix obtenues dans les élections législatives de décembre. Ironie du sort: c'est une femme politique qui, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, s'est présentée Comme «le rempart laïc contre le danger islamiste» qui sert de tremplin à l'accession au pouvoir des islamistes, simplement pour sauver sa tête, pour éviter d'avoir à répondre de lourdes charges de corruption devant la Haute cour de Justice. Ceux qui en Turquie et en Occident ont soutenu jusqu'au bout Mme. Çiller, y compris dans sa cruelle campagne de destruction des

L'argent a été largement décisif dans le vote des députés turcs. Le quotidien *Milliyet* annonçait à la «Une» de son édition du 6 juillet le tarif pratiqué: Sur ce marché extraordinaire 1 voix de député pour l'investiture vaut \$2 millions, 1 abstention ou absence vaut \$ 1 million. Un député d'opposition qui démissionne de son parti et rejoint le DYP de Tansu Çiller est payé \$3 millions. Le petit parti de la Grande Union (BBP) se serait vu offrir \$20 millions de dollars et divers postes lucratifs en échange de ses 7 voix.

Dans un pays où un professeur émérite des universités gagne, en fin de carrière, à peine 750 dollars par mois, ces sommes considérables semblent avoir joué un rôle autrement plus décisif que les «convictions» dans le vote du Parlement turc. Exprimant son «désarroi» devant «cette bourse honteuse» le député conservateur kurde Mehmet Sagdiç (ANAP) déclare au *Milliyet* du 6 juillet que «devant de telles tentations et un tel appât du gain je salue ceux qui parviennent à sauvegarder leur dignité».

Quelles que soient ses conditions

d'investiture, le cabinet Erdogan pourrait bien durer un certain temps, faute d'alternative. La fragilité de sa majorité ne lui permettra pas de mettre en pratique les options fondamentales de son programme islamiste mais, en tacticien habile, le chef du Refah va d'abord essayer d'asseoir la légitimité de son parti, de placer ses cadres dans l'appareil de l'État et tirer pour les siens le meilleur profit financier possible de son passage au pouvoir. Le programme «*Refah Light*» assorti d'une loi d'amnistie de délits économiques pour mettre à l'aise «*Tansu Çiller et ses 40 voleurs*» tout comme nombre de financiers occultes du Refah pourra être toléré par la haute hiérarchie militaire qui reste maître suprême du jeu politique en Turquie et qui pourrait à tout moment mettre un terme à ce «jeu» si elle estime que le gouvernement est allé trop loin.

Les porte-feuilles de sécurité (intérieur, défense et affaires étrangères) restent dans les mains du parti de Tansu Çiller. Au sein du Conseil de sécurité nationale (CSN) qui décide de la politique extérieure, des alliances militaires et des questions de sécurité intérieure, le Premier ministre Erdogan ne pourra compter que sur 1 voix sur 10, sa propre voix. Les 5 principaux commandants militaires membres de ce Conseil savent qu'à l'heure des décisions ils peuvent compter sur leurs voix et sur celles de Mme. Çiller, ministre des affaires étrangères, des ministres de l'Intérieur et de la Défense, tous deux membres du DYP ainsi que sur celle du président Demirel dont le seul souci semble désormais de «durer» et de ne pas connaître un troisième coup d'État militaire. Et si le Conseil de sécurité nationale ne leur donne pas entièrement satisfaction, les généraux turcs peuvent toujours jouer leur rôle

traditionnel de «*gardiens de la République*» et refaire un Coup d'État.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'attendre à ce que le cabinet Erdogan remette en question les alliances extérieures de la Turquie avec l'OTAN, les accords avec les États-Unis, Israël ou l'Union européenne. On peut tout juste prévoir quelques changements dans les relations d'Ankara avec l'Iran, la Syrie et certains États arabes et certaines mesures à caractère populiste pour reconforter l'électorat islamiste turc et kurde.

Ainsi, après avoir décidé le 9 juillet une hausse de 50% des salaires des fonctionnaires, le Premier ministre islamiste, à l'issue de son entretien avec le chef d'état-major des armées, a cru pouvoir annoncer le 11 juillet «*la bonne nouvelle du retour prochain des paysans déplacés dans leurs villages et hameaux évacués*». Erdogan a affirmé que c'est le général Karadayi, chef d'état-major, qui l'avait autorisé à faire cette annonce spectaculaire. Cependant, l'effet d'annonce et les manchettes de journaux passés, l'armée a fait une mise au point en précisant que le chef militaire avait simplement indiqué que «*les progrès dans le domaine de la lutte contre l'organisation terroriste PKK rendaient possible le retour progressif des paysans dans certaines zones où la sécurité est désormais assurée*». Il n'y a pour l'instant aucun calendrier ni mesures concrètes pour le retour dans ces trois mille villages, non seulement évacués mais détruits et rendus impropres à l'habitation. Les vignobles, les potagers, les vergers qui assuraient la subsistance de ces paysans ont été brûlés par l'armée, le bétail abattu ou pillé. Cette région qui par ses ressources agricoles nourrissait la Turquie et lui permettait même

d'exporter de la viande et des céréales est aujourd'hui dévastée. Les correspondants de presse accourus dans la région n'ont pas manqué d'évoquer la difficulté de faire repartir la vie dans ces champs de ruines et de demander l'élaboration d'un véritable plan économique de reconstruction si le gouvernement est sérieux dans ses promesses de retour de paysans. En attendant, l'armée continue d'évacuer et de brûler de nouveaux villages. Ainsi, au cours de la deuxième semaine de juillet, 3 villages du district de Hazro de la province de Diyarbakir, ont été brûlés avec leurs récoltes. D'autres villages sont évacués dans le district Gürpınar de Van. De même, l'idée d'un «*dialogue indirect avec le PKK*» avancée début août par l'écrivain islamiste Ismail Nacar se prévalant du soutien du Premier ministre a été écartée par M. Erdogan, sans doute à la suite des réactions virulentes de l'armée, du président Demirel et de Mme. Çiller qui lui ont rappelé que «*cette question était du ressort de l'État et non pas du gouvernement*».

Autre acte symbolique, la décision du ministre islamiste de la justice d'abroger les circulaires répressives de son prédécesseur. Cependant elle n'a pas eu les effets escomptés sur les grèves de la faim dans les prisons; la plupart des autres revendications des grévistes restant sans réponse, ceux-ci ont poursuivi leur mouvement «*jusqu'à la mort*». Erdogan n'a eu d'autre parade que d'user de sa prérogative de Premier ministre pour interdire aux télévisions d'évoquer les suites de ces grèves, interdiction qui a été enfreinte dès la mort du premier gréviste de la faim. Jusqu'ici les seules mesures concrètes de la coalition à direction islamiste concernent la décision de construire une mosquée géante sur la place Taksim, au coeur de Péra,

district européen d'Istanbul, la transformation éventuelle de la basilique Sainte-Sophie en mosquée et l'élaboration d'un décret portant sur les mutations d'environ 1600 juges et procureurs considérés comme «hostiles» par les islamistes. Ceux-ci cherchent à placer à des postes-clé leurs propres partisans mais la partie semble particulièrement difficile tant cela ressemble à une OPA islamiste sur l'État et ses institutions.

Sur le plan extérieur, l'initiative la plus spectaculaire du nouveau cabinet turc a été la visite de N. Erbakan à Téhéran. Au cours de cette visite de 3 jours, achevée le 12 août, le Premier ministre turc a signé un contrat gazier d'un montant de 23 milliards de dollars sur 20 ans faisant de l'Iran le deuxième fournisseur de la Turquie en gaz naturel. Les États-Unis ont critiqué cet accord qui selon eux «envoie un

signal erroné à l'Iran» et pourrait tomber sous le coup de la loi D'Amato qui prévoit des sanctions financières contre les États investissant en Iran, accusé de soutenir le terrorisme. De son côté Mme. Çiller a défendu la signature de ce contrat gazier qui selon elle serait en discussion depuis des années. Alors qu'elle s'évertuait à rassurer Washington, son partenaire islamiste dépêchait une délégation ministérielle turque en Irak, autre bête noire des Américains. Entre-temps M. Erbakan poursuivait sa tournée diplomatique dans les États musulmans; Pakistan, Malaisie et Indonésie où il a notamment affirmé que le XXIème siècle serait dominé par le monde musulman. A la suite d'un «incident technique grave» son Airbus a failli tomber. Incident ou avertissement ? Les commentateurs turcs n'ont pas fini de gloser sur le sujet.

*reconduit les circulaires de mai de l'ancien ministre Agar. 6- Ne pas empêcher les relations sociales et culturelles entre les prisonniers. 7- Ne pas empêcher la réception par les prisonniers de lettres, de journaux et de livres».*

Peu après la signature de ce protocole, un autre gréviste a succombé, portant à 12 morts le bilan de ce mouvement de grève le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie. Plusieurs voix se sont élevées en Europe face au durcissement du mouvement et à l'intransigeance des autorités turques. Le Parlement européen, s'inquiétant de la situation dans les prisons turques, avait intensifié ses pressions pour qu'une solution soit trouvée à la crise. L'institution européenne a menacé de bloquer, étape par étape, toute aide financière de l'Union européenne à la Turquie si Ankara n'améliore pas les conditions de détention des prisonniers politiques. De son côté, le gouvernement allemand avait demandé à la Turquie de «tout faire pour éviter de nouvelles victimes». Le ministre français des Affaires étrangères avait, quant à lui, écrit à son homologue, Mme. Çiller, lui rappelant que Paris souhaitait «des mesures d'apaisement». Ces réactions gouvernementales sont intervenues après que des actions et des appels ont été lancés par des représentants de la société civile et des organisations non-gouvernementales. En France, une dizaine d'organisations non-gouvernementales, dont la FIDH et la fondation France-Libertés, ont lancé un appel pour faire pression sur la Turquie. Le secrétaire national du Parti communiste français, M. Robert Hue, a de son côté adressé une lettre au président de la République, M. Chirac, lui demandant d'intervenir auprès des autorités turques afin qu'une amnistie générale soit décrétée et que cessent l'usage de la torture et

## **Mort de 12 grévistes de la faim dans les prisons turques**

**L**E mouvement de grèves de la faim dans les prisons turques, déclenché le 20 mai dernier, s'est achevé le samedi 27 juillet par la signature d'un protocole mis au point par la mission de médiation des intellectuels et des juristes, conduite par Yachar Kemal. Ce protocole qui a été signé par des représentants des grévistes et par les membres de la mission comporte notamment les mesures suivantes: «1- Fermeture de la prison de haute sécurité d'Eskisehir pour les prisonniers politiques

*et le transfèrement vers d'autres prisons des 102 prisonniers qui s'y trouvaient. 2- Abandon de l'usage des pressions physiques et de la violence lors du transport des prisonniers vers l'hôpital et vers les tribunaux. 3- Élaboration d'un règlement pénitentiaire unique compatible avec le respect de la dignité humaine et applicable dans toutes les prisons. 4- Abandon des pratiques de garde-à-vue, de répression et de torture contre les familles des prisonniers. 5- Abrogation des dispositions relatives au transfert des prisonniers de la circulaire du 9 juillet du nouveau ministre de la Justice, qui sur ce point résume et*

de mauvais traitements ainsi que la libération de Leyla Zana et de ses collègues parlementaires emprisonnés.

Quant aux autorités turques, dans une déclaration au quotidien *Hürriyet*, du 29 juillet, le ministère de la Justice confirme que le procureur général d'Istanbul et des députés ont, au nom du ministère, participé à des négociations avec les grévistes mais qu'ils n'ont signé aucun texte. Ce litige

risque de réduire la crédibilité du gouvernement et il pourrait être lourd de conséquences pour l'avenir. En attendant, 179 grévistes de la faim ont été hospitalisés dans une douzaine d'hôpitaux turcs. 18 d'entre eux sont dans un état critique. 20 prisonniers incarcérés à la prison d'Eskisehir devaient être transférés à la prison d'Umraniye d'Istanbul, les 82 autres à la prison de Gebze, située à environ 30 km à Istanbul.

Par ailleurs, une importante ONG islamiste turque, *Mazlum-Der*, dans un rapport de mission rendu public le 10 juillet à Istanbul, accuse l'État de «ne pas respecter ses engagements internationaux en matière des droits de l'homme et de pratiquer en fait une large déportation des Kurdes sous couvert de migrations devant le terrorisme». *Mazlum-Der* appelle les forces de sécurité et les responsables turcs «à renoncer à leurs pratiques inhumaines et contraires au Droit envers la population du Sud-Est». Les 5 membres de cette mission, dont 3 femmes, ont enquêté principalement dans les villes de Semdinli, Yüksekova, Van, Diyarbakir, Elazig, Palu, Pertek, Tunceli, Adana et Mersin particulièrement touchées par les déplacements des populations. Ils affirment que «les Unités Spéciales de l'armée leur ont interdit l'accès de certains villages et les ont constamment suivis». «Il serait injuste de qualifier de migration ce qui est vécu dans la région» souligne le rapport qui parle d'une «persécution aux dimensions dépassant l'entendement et toutes sortes de pratiques de déportations».

En conclusion, la mission attire l'attention sur «les conséquences effroyables des déportations», évoque la situation des villes comme Diyarbakir, Adana, Mersin et Antalya «qui subissent une véritable invasion de vendeurs à la sauvette, les épidémies de pneumonie, de bronchites, et, le véritable désastre de l'enseignement». Le rapport indique aussi qu'à la suite des déplacements de populations, les villes de la côte méditerranéenne comme Adana, Mersin et Antalya sont devenues des villes à majorité kurde et que de ce fait de vives tensions opposent les habitants originels de ces villes qui n'acceptent pas que leurs cités soient devenues des «villes kurdes». Dans chacune de ces villes, Kurdes, Arabes et Turcs vivent désormais dans des quartiers séparés où on ne vend pas de logement à des gens «d'une autre nationalité».

## Des O.N.G. occidentales et turques dénoncent les déplacements massifs des populations kurdes en Turquie

**U**NE délégation occidentale formée des représentants de Médecins du Monde, American Association for the Advancement of Science, Association Médicale de Berlin, US. Helsinki Commission et Physicians for Human Rights a effectué du 1er au 6 juillet une mission en Turquie. Après avoir assisté à Adana au procès de Tufan Köse, médecin, et de Mustafa Kiliç, représentant de la Section d'Adana de la Fondation turque des droits de l'homme, la délégation s'est rendue à Diyarbakir notamment pour y rencontrer Dr. Seyfettin Kizilkan, président de l'Union des chambres de Médecins, récemment condamné à 3 ans 9 mois de prison à la suite d'une machination policière. Elle a également rencontré des officiels turcs, des avocats, des représentants de la société civile et des victimes de la politique de terre brûlée pratiquée par l'armée turque dans les campagnes du Kurdistan.

Au terme de cette visite la mission a publié un communiqué commun où elle dit notamment: «La Délégation a vu et entendu des preuves des conséquences graves pour la santé et les droits de l'homme de la destruction de plus de 3000 villages kurdes et du déplacement massif de la population dans le Sud-Est de la Turquie. La Délégation appelle le gouvernement turc à poursuivre des moyens politiques pacifiques pour résoudre le conflit armé, qui a abouti à une tragédie humaine ainsi qu'à des déplacements massifs de population et qui ne peuvent qu'accroître le mécontentement». Cette délégation se dit par ailleurs «préoccupée par les attaques (par les autorités) contre les normes éthiques médicales acceptées internationalement» et invite la Turquie à «soutenir les efforts de la Fondation des droits de l'homme visant à soigner et à réhabiliter les victimes de la torture, pas seulement pour remplir ses obligations légales internationales découlant de la Convention de l'ONU contre la torture mais aussi au bénéfice de la société turque».

Voici, selon ce apport, le nombre de Kurdes déplacés installés dans les principaux sites d'accueil, qu'il estime au total à 4.185.000 personnes: Diyarbakir, 1.150.000; Adana, 1.200.000; Sanliurfa, 450.000; Gaziantep, 400.000; Van, 350.000; Mardin, 250.000; Batman, 230.000; Elazig, 70.000; Hakkari, 50.000 et Malatya, 35.000.

Au cours de leur conférence de presse du 10 juillet (cf. *Milliyet* du 11 juillet), peu répercutée par les médias turcs,

les membres de cette mission ont appelé l'État à «renoncer aux solutions militaires du problème kurde, à supprimer le système de milices locales dites protecteurs de village, à aider les populations déplacées en leur fournissant notamment des emplois et des logements et en payant aux chômeurs une indemnité de survie, à mettre fin à la pratique routinière de gardes à vue et d'arrestations arbitraires, d'exécutions sans jugement, de tortures et de disparitions et à donner à l'identité kurde des moyens de s'exprimer librement».

## Strasbourg

### **La Commission européenne porte devant la Cour européenne des droits de l'homme l'affaire de Leyla Zana et de ses collègues du Parti de la démocratie**

**L**A procédure d'appel devant les juridictions européennes de Strasbourg, instruite en urgence, progresse. Statuant sur une première requête, la Commission européenne a adopté le 23 mai à l'unanimité un rapport déclarant recevables, «les griefs des requérants concernant la légalité et la durée de leur garde à vue ainsi que l'absence du contrôle judiciaire et le droit à la réparation». Après avoir transmis son rapport au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, la Commission a saisi le 10 juillet la Cour européenne de cette affaire. Celle-ci sera donc plaidée dans les mois à venir devant cette Cour dont les décisions sont sans appel. Par ailleurs la Commission poursuit sa

procédure d'examen des requêtes en appel relatives au fond de l'affaire, à savoir la condamnation à de lourdes peines de prison des députés kurdes pour délit d'opinion.

Cependant, les institutions démocratiques occidentales continuent leurs pressions sur Ankara pour la libération des députés kurdes. Ainsi à l'issue de sa cinquième session annuelle qui s'est tenue du 5 au 9 juillet à Stockholm, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a adopté une nouvelle résolution sur cette question. Elle demande «la libération de trois anciens membres de la Grande Assemblée nationale de Turquie (Leyla Zana et ses deux collègues députés kurdes) et de tous les autres prisonniers

détenus seulement pour l'expression non violente de leurs opinions». Elle appelle «le Gouvernement turc à établir des mécanismes consultatifs avec des organisations kurdes non violentes qui reconnaissent l'intégrité territoriale de la Turquie, à dissiper les sources de conflit et à proposer des stratégies pour résoudre la crise dans le sud-est de la Turquie». Elle demande aussi à Ankara «de promouvoir des moyens économiques, sociaux, culturels, législatifs et autres pour résoudre les problèmes internes, en particulier ceux concernant la population du Sud-Est de la Turquie» et «d'agir d'urgence pour stopper l'usage général de la torture par la police et les autres officiels et de mettre un terme à la persécution des professionnels de médecine et des ONG qui soignent les victimes de la torture et exposent les abus des droits de l'homme». Enfin, pour faire bonne mesure, la résolution de l'OSCE condamne aussi «le terrorisme dans toutes ses formes, spécialement par des groupes radicaux comme le PKK» et appelle «la fin urgente de tout soutien logistique et financier fourni par certains pays».

Par ailleurs, le 4 août à Genève, la Turquie a été mise sur la sellette à la réunion de la Sous-Commission des droits de l'homme pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Le représentant de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'homme FIDH a affirmé que «152 lois ont pour unique objet la «régulation» de la liberté d'opinion et d'expression. La situation ne cesse de d'empirer. Le recours abusif à l'état d'urgence et aux lois d'exception a pour effet de restreindre gravement les libertés, notamment celle d'expression». Par ailleurs, le représentant de l'Association turque des droits de l'homme IHD a dressé un bilan accablant de la situation en Turquie: «461 journalistes ont été détenus en 1995. 231 disparitions en détention,

122 exécutions extrajudiciaires, 321 meurtres par des assaillants inconnus, 57 décès en détention à la suite de torture, 1412 cas de tortures».

## Ainsi que...

• **INCARCÉRATION DE 39 DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE HADEP.** La cour de sûreté de l'État d'Ankara a décidé, le 5 juillet, l'incarcération des 39 principaux dirigeants du parti pro-kurde légal HADEP. Ces dirigeants sont collectivement tenus responsables de «*la profanation du drapeau turc lors du 2ème Congrès du HADEP le 23 juin*». Ce jour-là un individu cagoulé avait décroché le drapeau turc accroché sur le mur de la salle du Congrès et l'avait remplacé par un drapeau du PKK. Plusieurs dirigeants du Parti avaient parlé de «*provocation policière*» et exprimé «*leur regrets et leurs excuses au peuple turc*». Les médias nationalistes ont développé une vaste campagne demandant «*le châtement des traîtres et l'interdiction de leur parti*». Les principaux dirigeants nationaux et régionaux du Hadep ont été arrêtés à la sortie même de la salle du Congrès par l'imposant dispositif policier déployé. Après 12 jours de garde-à-vue, la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a décidé d'incarcérer 39 responsables de ce parti, dont son président Murat Bozlak. Les chefs d'inculpation évoqués sont: «*appartenance à une organisation illégale (PKK)*» et «*aide à une organisation illégale*». Ces responsables kurdes sont passibles de 3 à 15 ans de prison et leur parti risque d'être interdit. Leur procès aura lieu en septembre.

\*\*\*

• **UN NOUVEAU BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.** L'Association turque des droits de l'homme (IHD) a rendu public le 12 juillet un décompte des violations perpétrées au cours des 5 premiers mois de l'année où on dénombre notamment 10.434 arrestations, 40 villages kurdes évacués, 77 disparus, 39 exécutions sommaires sans procès, 8 morts sous la torture ou au cours de manifestations. Les femmes et les enfants fournissent un fort contingent de ces victimes. Rien qu'en mai et juin 1996, sur 4861 personnes arrêtées, on comptait 1776 femmes et 100 enfants. Le rapport d'IHD fait état de 369 prisonniers d'opinion et se montre très pessimiste pour l'avenir car malgré maintes promesses publiques aucun changement significatif n'a eu lieu dans la pratique routinière turque de violations des droits de l'homme.

Par ailleurs, l'IHD affirme que 44 écrivains et journalistes ont été condamnés pendant les 6 premiers mois de l'année. 14 de ces condamnations ont été prononcées par des cours de sûreté de l'État et des tribunaux militaires. Au cours du premier semestre 1996 au total 73 écrivains et journalistes ont été gardés à vue et détenus. Certains d'entre eux ont été gardés à vue à plusieurs reprises. 33 procès impliquant des écrivains et des journalistes pour leurs écrits sont actuellement en cours devant les tribunaux qui ont, en 6 mois, prononcé 33 saisies de journaux et de revues et 12 interdictions définitives de publication. 22 journalistes ont subi des agressions physiques.

\*\*\*

• **EN 1994 LA TURQUIE A ÉTÉ LA SIXIÈME IMPORTATRICE D'ARMES DANS LE MONDE.** C'est ce qui ressort des données officielles de l'*US Arms Control and*

*Disarmement Agency (ACDA)* citées par le *Turkish Daily News* du 5 juillet. Les cinq premiers importateurs d'armes en 1994 étaient : Arabie Saoudite (\$ 5,2 milliards); Égypte (\$ 1,5 milliards); États-Unis (\$ 1,1 milliards); Israël (\$ 1 milliard) et Corée du Sud (\$ 1 milliard). Avec un montant total de \$ 950 millions d'armes importées, principalement des États-Unis, la Turquie arrive en 6ème position. Selon le même rapport, dans la période 1992-1994, la Turquie a acheté pour plus de \$3 milliards d'armes à l'étranger, les achats d'armes turcs représentent 23% des achats d'armes de l'ensemble des pays européens pendant cette période. Les importations turques proviennent pour \$ 2,5 milliards des États-Unis; \$ 220 millions de France; \$ 120 millions de Russie; \$ 90 millions d'Allemagne et \$ 70 millions du Royaume-Uni. Avec des effectifs de 811.000 soldats, l'armée turque est la septième armée la plus nombreuse du monde. Selon le rapport d'ACDA, Ankara consacre 4,1% de son PNB aux dépenses militaires. Cependant avec un revenu annuel *per capita* de \$ 2075, la Turquie arrive au 78ème rang dans le palmarès mondial du développement, souligne ce rapport qui indique par ailleurs qu'en 1994 les États-Unis ont fourni 50% de toutes les livraisons d'armes à travers le monde, dont \$ 17 milliards de ventes au Moyen Orient seulement.

\*\*\*

• **LE PARLEMENT TURC A VOTÉ LA PROLONGATION POUR 5 MOIS DE L'AUTORISATION DE SÉJOUR DE L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT.** Se conformant aux «*recommandations*» du Conseil de Sécurité nationale, à dominante militaire, le Parlement turc s'est prononcé le 30 juillet en faveur de la prolongation jusqu'au 31 décembre 1996 de l'autorisation donnée à la



force aérienne alliée dite *Provide Comfort* d'utiliser la base turque d'Incirlik. Après un débat sans surprise, où Mme. Çiller, chef du Parti de la Juste voie et ministre des Affaires étrangères, a tenu à être absente et où les parlementaires de l'opposition et de la majorité ont échangé leurs arguments habituels, on est passé au vote à main levée. Pour justifier son abstention attendue, le Parti de la Mère-Patrie (ANAP) de Mesut Yilmaz a proposé un amendement demandant «le transfert dans les 3 mois vers une localité turque du Centre de la Mission *Provide Comfort*» installé depuis juin 1991 dans la ville kurde irakienne de Zakho. Cet amendement ayant été rejeté, car inacceptable pour les États-Unis, la Grande Bretagne et la France associées dans la force alliée *Provide Comfort*, qui pensent qu'un tel geste risque d'envoyer un message erroné à Saddam Hussein, les députés de l'ANAP se sont abstenus. Ceux de la Gauche démocratique (DSP) de Bulent Ecevit, fidèles aux engagements pro-Saddam de leur leader ont, comme d'habitude, voté en bloc contre la prolongation. Ils ont été rejoints dans leur opposition par la poignée de députés du Parti de la Grande Union, extrême droite islamiste, et par ceux du Parti républicain du peuple (CHP) de Deniz Baykal. Pendant ses quatre années de participation à la coalition gouvernementale, le CHP avait pourtant à chaque fois voté pour la prolongation du mandat de *Provide Comfort* tandis que le Refah islamiste votait systématiquement contre. Arrivés au pouvoir, les Islamistes du Refah, tout comme l'ensemble des députés du DYP de Mme. Çiller, ont voté en faveur de la prolongation de 5 mois. Le Département d'État américain s'est félicité du «sens de responsabilité» et de «l'esprit coopératif» du gouvernement Erbakan.

Le vote du Parlement a été précédé d'un long débat sur la prolongation du mandat de l'opération *Provide Comfort*. A quelques jours de l'expiration du mandat de cette force aérienne alliée, chargée de la protection des Kurdes irakiens contre les attaques éventuelles du régime irakien, la classe politique turque a une nouvelle fois brandi l'épouvantail de «la création d'un État kurde» sous l'aile protectrice des Occidentaux. Les marchandages entre Turcs et Américains ont duré un certain temps. Le chef-adjoint d'état-major conjoint des armées américaines s'est rendu à Ankara pour y évoquer cette question avec les chefs militaires turcs. Puis Mme. Madeleine Albright ambassadrice des États-Unis à l'ONU, a également effectué une visite en Turquie où elle a pu s'entretenir avec les principaux dirigeants turcs. L'armée turque est partisane de la prolongation du mandat de l'opération *Provide Comfort* au moins pour trois raisons:

1- la participation turque à cette force alliée permet de mieux s'informer de ses missions, de les contrôler et d'obtenir grâce à ces vols des renseignements, notamment des photos aériennes, sur le Kurdistan irakien et les forces kurdes.

2- En échange du séjour de leurs forces sur une base turque, les Alliés acceptent de fermer les yeux sur les fréquentes incursions des troupes et de l'aviation turques dans le Kurdistan irakien et sur la cruelle guerre de destruction menée par les troupes turques dans le Kurdistan turc.

3- En rendant service aux Occidentaux, les militaires turcs pensent espérer ne pas rencontrer d'obstacles majeurs dans leur ambitieux programme d'achats d'armements. L'armée étant pour la prolongation, elle peut, obtient chaque fois du gouvernement et du Parlement d'entériner sa décision.

Mais dans un partage des rôles traditionnels dans la politique turque, des partis de l'opposition se livrent à des surenchères nationalistes sur le thème de la «menace de la création d'un État kurde» et le gouvernement évoque ces «difficultés au Parlement» pour essayer d'obtenir périodiquement des concessions politiques et économiques de ses partenaires occidentaux. Et régulièrement les chefs des partis qui dans l'opposition s'opposaient à *Provide Comfort*, finissent par l'approuver une fois qu'ils sont au pouvoir, «dans l'intérêt de l'État» et après avoir été dûment «briefés» par l'état-major des armées. L'islamiste Erbakan, «ami de la Syrie et de l'Iran, opposant de la première heure à cette force d'intervention chrétienne en terre d'Islam» a dû, à son tour, de sacrifier à ce rite classique de la politique turque.

Convoqué le 23 juillet à l'état-major des armées, le Premier ministre Erbakan, qui a la réputation d'arriver toujours en retard à ses rendez-vous, même avec les chefs d'État (Demirel, Mubarak) a fait preuve d'une ponctualité toute militaire pour ne pas faire attendre le chef d'état-major, le général Karadayi. Entouré de Mme. Çiller et des principaux ministres du Cabinet, M. Erbakan a eu droit à un long «briefing» donné par les chefs militaires sur «les menaces extérieures et intérieures pesant sur la sécurité nationale». Outre «la menace séparatiste kurde» et les contentieux avec les pays voisins «le péril intégriste musulman» a été évoqué au cours de ce «briefing». Les chefs militaires ont profité de cette occasion pour rappeler «l'attachement irréductible de l'armée au nationalisme d'Atatürk, à la laïcité et à la démocratie» (plus précisément à la conception bien singulière et martiale que les généraux turcs ont de la démocratie !) Ils ont également recommandé «au gouvernement de se

*montrer très prudent dans la levée progressive de l'état d'urgence dans les provinces kurdes».*

Après ce briefing, tel un collégien rappelé à l'ordre, le Premier ministre s'est rangé aux raisons des militaires, y compris pour l'opération *Provide Comfort*. Seulement, pour ne pas donner l'impression d'opérer un virage en U, il a essayé de faire endosser la décision de prolongation du mandat de la force alliée par le Parlement. Celui-ci pour la première fois de son histoire, a décidé de procéder à l'audition des ambassadeurs des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France, MM. Marc Grossman, Kieran Prendergast et François Doppfer. Ceux-ci ont bien voulu se prêter à cet exercice devant la commission des Affaires étrangères du Parlement turc, tout en affirmant *"l'attachement de leurs pays à l'intégrité territoriale de l'Irak et leur opposition à la création d'un État kurde indépendant"*, les trois ambassadeurs n'ont pas manqué de souligner que *Provide Comfort* servait largement les intérêts de la Turquie. *"Sans la présence de cette force alliée, il y aura un vide qui sera rempli par l'Iran et la Syrie. Et l'Irak qui dispose toujours de missiles à têtes nucléaires et chimiques capables d'atteindre le territoire turc pourrait être tenté de s'en servir"* ont notamment affirmé les envoyés occidentaux.

Enfin à la question des dommages matériels subis par la Turquie en raison de l'embargo des Nations-unies contre l'Irak, ils ont répondu qu'ils *"comprenaient les doléances turques dans ce domaine et que d'ailleurs c'est pour cette raison que leur pays ferment les yeux sur les trafics illicites de pétrole irakien avec la Turquie et diverses autres infractions à l'embargo et qu'ils étaient prêts à examiner les demandes turques d'indemnités financières"*. Ankara, après avoir réclamé en 1994, par la voix de Mme. Çiller, avec plomb, *"un préjudice*

*économique de 20 milliards de dollars"* se contenterait finalement de 1 milliard 50 millions de dollars à prélever sur le fond d'indemnisation des Nations-unies pour les victimes de la guerre du Golfe. Les 3 ambassadeurs ont indiqué que cette question relevait du Conseil de Sécurité de l'ONU et que la Turquie pourrait faire valoir ses revendications auprès de cette instance.

Après cette audition, la Commission des Affaires étrangères a, comme convenu, décidé de recommander au Parlement de voter la prolongation du mandat de *Provide Comfort* et le Parlement a entériné sans surprise la «recommandation» du Conseil de sécurité nationale de prolonger le mandat de *Provide Comfort*.

\*\*\*

#### • PROLONGATION DE QUATRE MOIS DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LES PROVINCES KURDES.

Après le vote sur l'opération *Provide Comfort*, les députés turcs ont, le même jour, entériné à une forte majorité "la recommandation" du Conseil de Sécurité nationale en faveur d'une nouvelle prolongation de 4 mois de l'état d'urgence dans les 10 provinces kurdes. Outre les députés des deux partis de la coalition gouvernementale, le DYP et le Refah, ceux de l'ANAP et du Parti de la Grande Union ont également tous voté en faveur du maintien de l'état d'urgence. Les députés de DSP et du CHP ont voté contre. Ces provinces kurdes sont pratiquement depuis 1979 soumises à l'état de siège et à l'état d'urgence. Comme le faisait remarquer récemment le maire islamiste de Diyarbakir, les jeunes Kurdes âgés de moins de 20 ans n'auraient de leur vie connu que ces régimes arbitraires et répressifs dérogatoires au droit commun. *Le Refah* qui a mené sa campagne dans le Kurdistan avec les promesses de *"mettre fin à la guerre*

*fratricide"* et *"d'abroger l'état d'urgence"* se trouve en porte à faux vis-à-vis de son important électorat kurde. Les fédérations de ce parti islamiste dans les provinces kurdes connaissent de ce fait une vive effervescence où nombre de militants crient à la trahison. Ce débat interne risque de s'envenimer au cours des semaines à venir où le gouvernement Erbakan ne pourra qu'endosser la politique kurde de l'armée basée sur la guerre, la répression aveugle et la destruction. Depuis la création en 1923 de la Turquie moderne, les provinces kurdes auront, au total, vécu pendant 50 ans sous des régimes de loi martiale, d'état de siège et d'état d'urgence, c'est à dire sous l'administration arbitraire de l'armée et de la police.

\*\*\*

#### • ARRESTATION DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME (IHD), M. AKIN BIRDAL.

La police turque a fait une descente dans le domicile du président de l'Association turque des droits de l'homme, M. Akin Birdal, le 2 septembre, à 20h 30, à Ankara. M. Birdal a été arrêté et gardé à vue dans les locaux de la police d'Ankara. Cette arrestation est intervenue immédiatement après le retour de M. Birdal du Kurdistan d'Irak où, accompagné d'un député islamiste du parti Refah d'Erbakan et du vice président d'une autre association des droits de l'homme Mazlum-Der, il s'était rendu pour intervenir auprès du PKK afin qu'il libère les soldats turcs prisonniers qu'il détient. M. Birdal est accusé par la police turque d'avoir eu *"des entretiens avec les représentants d'une organisation terroriste séparatiste"*.

*"Selon nous, ce genre d'attaques sont en vain. Nous avons toujours enduré toutes sortes de persécution dans notre lutte pour*

la paix, pour la pleine jouissance et amélioration des droits de l'homme. Et nous sommes toujours décidés à continuer. Nous défendrons nos opinions" a déclaré le secrétaire général d'IHD, M. Hüsnü Öndül à la suite de cette arrestation. "Nous croyons que les solutions à la question kurde par d'autres moyens que militaires sont possibles" a-t-il ajouté. Par ailleurs, le procureur de la Cour de sûreté d'Ankara a ouvert une enquête contre le député islamiste, Fethullah Erbas, membre de cette mission humanitaire. Mais il ne peut être arrêté car il bénéficie de l'immunité parlementaire. M. Birdal ainsi que le vice-président de *Muzlum-Der* ont, finalement été libérés le vendredi, 6 septembre, après une garde à vue de 4 jours.

\*\*\*

• **LES COURS TURQUES ACCUMULENT 13 665 AFFAIRES DE MEURTRES NON ELUCIDÉES.** Selon le quotidien *Turkish Daily News* du 2 août qui cite cette statistique, les procureurs des 8 cours de sûreté de l'État ont, du 1er janvier au 31 décembre 1995, enregistré 2401 nouvelles affaires de meurtres non élucidés qui s'ajoutent au 11.264 affaires des années précédentes. La Cour de Diyarbakir, avec 11 699 meurtres non élucidés, arrive de loin première dans ce triste palmarès, suivie de celles de deux autres villes kurdes, Malatya, 879 meurtres, et Erzincan, 695 meurtres. Les affaires de meurtres non élucidés représentent en moyenne 56,4 du travail des cours de sûreté (75,2% de celle de Diyarbakir). En 1995 la Cour de sûreté de l'État de Diyarbakir n'a pu élucider que 100 dossiers de meurtres. Ceux-ci, pour la quasi-totalité d'entre eux, sont liés à la guerre et sont la plupart du temps perpétrés par les unités spéciales ou les multiples polices parallèles. Dans une région soumise à l'état de siège où l'armée et la police sont assurées d'une

impunité totale, la probabilité d'identifier et de poursuivre les auteurs de ces meurtres généralement politiques est très faible. La statistique turque a néanmoins

le mérite d'évaluer l'ampleur du phénomène de «meurtres mystérieux» de la «sale guerre du Kurdistan».

## En bref, la revue de la presse

**LE LEADER ISLAMISTE TURC: QUEL MILITANT ?** (*International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> juillet 1996), p.1.

**HÉCATOMBE KURDE – ATTAQUE SUICIDE EN TURQUIE.** – Attentat suicide perpétré dimanche à Tunceli qui fait six morts et 30 blessés parmi des militaires, a été perpétré par une militante du PKK souffrant de troubles psychologiques, a annoncé le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar. – **LE PKK REVENDIQUE L'ATTENTAT-SUICIDE DE TUNCELI.** (*Libération*, *Le Progrès*; *A.F.P.*, 1<sup>er</sup> juillet; *Libération*; *Le Quotidien de Paris*; *Libération Champagne*, 2 juillet 1996), p.1-3, 6, 8.

**LA TURQUIE VIOLE LE DROIT DE RECOURS DEVANT LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DE SES CITOYENS.** (*Gamk.*, 1<sup>er</sup> - 2 juillet 1996), p.4.

**NECMETTIN ERBAKAN CONFRONTÉ D'ENTRÉE AU PROBLÈME KURDE:** La thérapie à base de «fraternité islamiste» prônée par le nouveau Premier ministre turc Necmettin Erbakan pour résoudre le problème kurde est mise à l'épreuve par un sanglant attentat-suicide dès le lendemain de sa prise de fonctions. (*A.F.P.*, 1<sup>er</sup> juillet 1996), p.5-6.

**LES ISLAMISTES TURCS PRÉSENTENT UN PROGRAMME MODÉRÉ DE GOUVERNEMENT.** (*Le Monde*, 2 juillet 1996), p.7.

**LES KURDES DÉFIENT ERBAKAN:** Six soldats tués dans un attentat-suicide. (*Ouest France*, 2 juillet 1996), p.7.

**22 REBELLES DU PKK TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE.** (*A.F.P.*, 2 juillet 1996), p.8.

**RAID DE L'AVIATION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK, SELON UN RESPONSABLE DE L'ONU.** (*A.F.P.*, 2 juillet 1996), p.9.

**ONU-IRAK: «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE»: VETO AMÉRICAIN.** (*Le Figaro*, 2 juillet 1996), p.9.

**LES POLITICIENS PRO-KURDES RESTERONT EN PRISON. – UNE NOUVELLE CRISE DANS LES RELATIONS TURCO-IRANIENNES.** (*Turkish Daily News*, 2 juillet 1996), p.10.

**LES MILITAIRES POSENT TROIS CONDITIONS POUR LA PROLONGATION DE PROVIDE COMFORT.** (*Turkish Daily News*, 2 juillet 1996), p.11-12.

**LES ÉTATS-UNIS ACCUSENT BAGDAD DE TRICHER SUR L'ACCORD AVEC L'ONU.** (*International Herald Tribune*, 2 juillet 1996), p.12.

**LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION PRO-KURDE MED TV CESSE SES ÉMISSIONS.** (*Turkish Daily News*, 3 juillet 1996), p.13.

**1069 TERRORISTES TUÉS, 367 ARRÊTÉS DANS LE PREMIER**

SEMESTRE DE 1996. (*Turkish Daily News*, 3 juillet 1996), p.13.

LES PRESSIONS AMÉRICAINES SUR BAGDAD NE DÉCOURAGENT PAS LES MILIEUX D'AFFAIRES. – Malgré l'endettement irakien, la France envisagerait de détacher sur place un conseiller commercial. (*Le Monde*, 3 juillet 1996), p.14.

TURQUIE: LES SUPPLÉTIFS DE L'EMPIRE. – Sur plusieurs théâtres d'opérations, le pays d'Atatürk sert de force d'appoint aux États-Unis. (*Jeune Afrique*, 3-9 juillet 1996), p.15-16.

THE NEW YORK TIMES: LES IRAKIENS BRADENT LEURS ANTIQUITÉS. – Des pilliers de tombes associés à des contrebandiers internationaux. (*Jeune Afrique*, 3-9 juillet 1996), p.16.

LE RESPONSABLE AMÉRICAIN EST OPTIMISTE APRÈS SES RENCONTRES AVEC LES DIRIGEANTS TURCS (*International Herald Tribune* 3 juillet 1996), p.17.

L'UPK DÉCLARE QUE BAGDAD A INTENSIFIÉ LE NETTOYAGE ETHNIQUE À KIRKUK. (*Turkish Daily News*, 4 juillet 1996), p.17.

QUATRE MILITAIRES TUÉS PAR DES REBELLES KURDES. (*A.F.P.*, 3 juillet 1996), p.18.

LA JUSTICE ALLEMANDE ACCEPTE D'ALLER EN IRAN ENTENDRE DES TÉMOINS dans le cadre du procès pour l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin, dont le parquet fédéral rend responsable le ministre iranien des Renseignements, Ali Fallahian. (*A.F.P.*, 4 juillet 1996), p.18.

39 MEMBRES DU PARTI PRO-KURDE DE LA DÉMOCRATIE DU PEUPLE (HADEP), dont ses principaux dirigeants, ont été inculpés par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara, en relation avec

la profanation du drapeau turc lors du congrès du parti le 23 juin. (*A.F.P.*, 4 juillet; *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Midi Libre*, *Courrier Picard*, 5 juillet 1996), p.19, 25.

LE PLAN DE DISTRIBUTION DE VIVRES PAR L'IRAK EST SOUMIS À UN STRICT EXAMEN. (*Le Monde*, 4 juillet 1996), p.20.

LES ORGANISATIONS HUMAINITAIRES INTERNATIONALES DÉCLARENT QUE LA TURQUIE A IMPOSÉ UN EMBARGO SECRET AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 5 juillet 1996), p.21.

LA TURQUIE EST LE SIXIÈME IMPORTATEUR D'ARMES DANS LE MONDE. (*Turkish Daily News*, 5 juillet 1996), p.22.

ARRESTATION DE MURAT BOZLAK, PRÉSIDENT DE HADEP. (*Turkish Daily News*, 5 juillet 1996), p.22.

LA QUESTION KURDE HANTE ERBAKAN. (*Turkish Probe*, 5 juillet 1996), p.23-24.

POINT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 5 juillet 1996), p.24.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 5 juillet 1996), p.24.

LE PDK DEMANDE A LA TURQUIE DE RESTREINDRE SES OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 5 juillet 1996), p.25.

LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE ORGANISÉE FIN JUIN À MOSCOU, LA DOUMA SOULEVE LA QUESTION DU SOUTIEN À LA CAUSE KURDE. (*La Lettre de l'UGAB*, 6 juillet 1996), p.26.

LA COUR SUPRÊME CONFIRME L'EXTRADITION DE KANI YILMAZ, dirigeant présumé du PKK en Europe. (*Turkish Daily News*, 6 juillet 1996), p.26.

RÉSOLUTION SUR LA TURQUIE ADOPTÉE par le Comité sur la démocratie, les droits de l'homme et les questions humanitaires de l'OSCE. (*Assemblée Parlementaire de l'OSCE*, 5-9 juillet 1996), p.27-28.

HADEP CONSIDÈRE LES ARRESTATIONS DE SES DIRIGEANTS COMME UN NOUVEAU COUP D'ÉTAT. (*Turkish Daily News*, 6 juillet 1996), p.29.

TURQUIE: GRÈVES DE LA FAIM DES DÉTENUS D'EXTRÊME-GAUCHE ET PRO-KURDES. Un détenu affirme qu'il a été soumis à des bastonnades, à la torture, y compris des électrochocs, des canons à eau et la pendaison palestinienne. (*Libération*, 6-7 juillet 1996), p.29.

LA SYRIE ET L'IRAK DEMANDENT À LA TURQUIE DE NÉGOCIER SUR LE PARTAGE DES EAUX DE L'EUPHRATE. (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1996), p.30.

LES ISLAMISTES OBTIENNENT LE SOUTIEN DU PARLEMENT TURC. (*International Herald Tribune*, 9 juillet 1996), p.30-31.

TRAVAILLER AVEC LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 9 juillet 1996), p.31.

LES SANCTIONS DE L'ONU CONTRE L'IRAK VONT RESTER EN VIGUEUR. (*Turkish Daily News*, 7 juillet 1996), p.32.

RAS-LE-BOL D'ASSAD. (*International Herald Tribune*, 9 juillet 1996), p.32.

LE PARLEMENT (TURC) DIT «OUI» À LA COALITION. 278 VOIX POUR, 265 CONTRE. – Erbakan, le Premier

ministre, a obtenu la confiance du Parlement. Après soixante-treize ans de laïcité un islamiste dirige la Turquie. – UN CARREFOUR SOUS HAUTE SURVEILLANCE. Alliés et voisins de la Turquie sont dans une expectative prudente. – (*Turkish Daily News; Libération*, 9 juillet; *Le Monde*, 10 juillet 1996), p.33, 35-36, 39-41.

LE PARLEMENT (TURC) DIT «OUI» À LA COALITION. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1996), p.34.

LES FACTIONS RIVALES REPRENENT LE COMBAT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 10 juillet 1996), p.34.

L'ISLAM FAIT SON ENTRÉE DANS L'OTAN. (*International Herald Tribune*, 10 juillet 1996), p.37.

LA SOPHISTICATION DES ARMES UTILISÉES LORS DE LA GUERRE DU GOLF A ÉTÉ SURESTIMÉE. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1996), p.37.

ISRAËL SOUTIENT LA TURQUIE CONTRE LE TERRORISME SYRIEN. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1996), p.37.

LE DILEMME DES ONG AU NORD DE L'IRAK DEVIENT AUSSI CELUI D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1996), p.38.

LA TURQUIE ET LA BELGIQUE SIGNENT UN ACCORD DE SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1996), p.38.

UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION LOCALE DIFFUSE DES CHANSONS KURDES. – La première chaîne de télévision kurde au Sud-Est. (*A.F.P.*, 10 juillet; *Turkish Daily News*, 11 juillet 1996), p.42, 44.

34 REBELLES DU PKK TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. – Bombardement par l'armée turque d'un campement kurde

au nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 11 juillet 1996), p.43.

LA TURQUIE PROTESTE CONTRE BONN APRÈS UNE RÉUNION KURDE. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1996), p.44.

UN MARIAGE CYNIQUE TURC SOUS LES YEUX DE L'ARMÉE. (*International Herald Tribune*, 11 juillet 1996), p.45.

LES SYNDICATS PRÉSENTENT LEURS REVENDICATIONS AU NOUVEAU GOUVERNEMENT. – La coalition augmente les salaires des fonctionnaires de 50%. (*Turkish Daily News*, 11 juillet 1996), p.46.

UN GÉNÉRAL AFFIRME QUE LE RÔLE DE L'AVIATION DANS LA LUTTE CONTRE LE PKK EST COURONNÉ DE SUCCÈS. – LES HÉLICOPTÈRES MI-17 CONTROVERSÉS ENTRENT EN SERVICE DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 11 juillet 1996), p.47.

LE PARTI DE KOHL COURTISE LES IMMIGRÉS TURCS. – Chaque mois, 14000 Turcs demandent la nationalité allemande. L'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl découvre cet électorat au moment où celui-ci se détourne des Verts et des sociaux-démocrates. (*Courrier International*, 11-17 juillet 1996), p.48-49.

LA DROITE A SERVI DE MARCHÉ-PIED À L'ISLAMISME. – Les laïcs turcs se sentent «horriblement trompés». – Après avoir axé toute sa campagne sur la dénonciation des islamistes, Mme. Tansu Çiller, l'ex-Premier ministre, s'allie avec eux pour offrir à leur leader Necmettin Erbakan les rênes du pouvoir, alors que le parti intégriste n'a recueilli que 21 % des suffrages aux législatives. – Les Américains pas mécontents. (*Courrier International*, 11-17 juillet 1996), p.49-50.

LES VILLAGEOIS DÉPLACÉS REGAGNENT LEURS MAISONS, –

ERBAKAN: LES VILLAGES ÉVACUÉS AU SUD-EST SERONT RÉHABILITÉS. (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1996), p.52, 53.

L'OSCE DEMANDE À LA TURQUIE DE METTRE FIN À «LA TORTURE PRATIQUÉE PAR LA POLICE». (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1996), p.52.

APRÈS LA RENCONTRE DE LEURS EXPERTS LA TURQUIE ET L'IRAN SE DISENT PRÊTS À RESOUDRE LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1996), p.53-54.

SANLIURFA (ANCIENNE EDESSE DE LA BIBLE): CITÉ DE LÉGENDE ET DES PROPHÈTES. (*Turkish Probe*, 12 juillet 1996), p.55-56.

POINT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 12 juillet 1996), p.57.

PARUTION DU NOUVEAU RAPPORT DES DROITS DE L'HOMME DE L'IHD. (*Turkish Daily News*, 13 juillet 1996), p.58.

SURPRISE DE MEHMET AGAR (MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR) : IL N'Y A PAS EU D'ARRESTATION LORS DE LA MANIFESTATION DE SAMEDI DES MÈRES DES DISPARUS. (*Turkish Daily News*, 14 juillet 1996), p.59.

LYON: MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS TURCS. (*Le Progrès*, 14 juillet 1996), p.59.

PROMESSE D'ERBAKAN: Le nouveau premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a promis de faire restaurer dans le sud-est de la Turquie tous les villages kurdes évacués de force lors de la lutte contre la rébellion kurde, selon la télévision publique TRT. (*A.F.P.*, 13 juillet 1996), p.60.

PROVIDE COMFORT: ENTRETIENS DU SECOND CHEF D'ÉTAT-MAJOR

AMÉRICAIN À ANKARA. (*A.F.P.*, 15 juillet 1996), p.60.

STRASBOURG: LES REQUÊTES DE SIX DÉPUTÉS D'ORIGINE KURDE EMPRISONNÉS EN TURQUIE QUI S'ESTIMENT VICTIMES de violations de la Convention européenne des droits de l'homme ont été transmises à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, a-t-on appris auprès du Conseil de l'Europe. (*A.F.P.*, 15 juillet 1996), p.61.

LES OPÉRATIONS CONTRE LE PKK AU SUD-EST S'INTENSIFIENT. (*Turkish Daily News*, 15 juillet 1996), p.62.

HADEP ÉLIT UN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. (*Turkish Daily News*, 15 juillet 1996), p.62.

L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE, LE PLUTÔT SERA LE MIEUX. (*International Herald Tribune*, 15 juillet 1996), p.63.

28 SÉPARATISTES KURDES TUÉS DANS DES COMBATS AVEC L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 16 juillet 1996), p.64.

LE «PARLEMENT KURDE» EN EXIL EST RÉUNI DANS UN GRAND HÔTEL DE ROME, le ministère italien des Affaires étrangères ayant invité le conseil provincial à renoncer à l'accueillir dans ses murs, pour ne pas froisser la Turquie, a-t-on appris de source provinciale et gouvernementale. (*A.F.P.*, 16 juillet; *l'Humanité*, 17 juillet 1996), p.64-65, 79.

LES POURPARLERS TURCO-AMÉRICAINS SUR *PROVIDE COMFORT* S'ENLISENT. (*A.F.P.*, 16 juillet 1996), p.65-66.

ROTTERDAM: UNE QUARANTAINE D'OPPOSANTS AU GOUVERNEMENT TURC DEMANDANT «la fin de la terreur d'État contre le peuple kurde», ont occupé pendant quelques heures mardi matin le

dernier étage de l'Euromast, principal monument touristique de Rotterdam. (*A.F.P.*, 16 juillet 1996), p.67.

LA SECONDE SURPRISE DE MEHMET AGAR. Le jour du procès des policiers accusés du meurtre du journaliste Metin Göktepe, la police a attaqué de nombreux membres de la presse et occupé l'association des journalistes turcs. Beaucoup de journalistes ont été battus et arrêtés. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), 68-69.

ERBAKAN CENSURE LA CHAÎNE D'INFORMATION *INTERSTAR*. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.69.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES CONDAMNE L'OPPRESSION DE LA PRESSE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.70.

L'INCROYABLE INDIFFÉRENCE DU GOUVERNEMENT FACE AUX GRÈVES DE LA FAIM. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.72.

OPÉRATION *PROVIDE COMFORT* UN CASSE-TÊTE POUR LA COALITION DIRIGÉE PAR *REFAH*. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.72.

LE «PARLEMENT KURDE EN EXIL» SE RÉUNIT À ROME. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.73.

SELON LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN, LA LAÏCITÉ N'EST PAS UN «MUST» DANS LES RELATIONS TURCO-AMÉRICAINES. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1996), p.75.

UN COMMANDANT TURC ACCUSE L'IRAN D'AIDER LE PKK. (*A.F.P.*, 17 juillet 1996), p.76.

QUAND LA TURQUIE AURA UNE POLITIQUE SUR LE NORD DE L'IRAK ET LES KURDES. – Dans une visite à un poste frontalier, Demirel met en garde l'Iran contre toute attaque. (*Turkish Daily News*, 18 juillet 1996), p.77-78.

LE PARLEMENT (TURC) BLOQUE TOUTE PORTE DE SORTIE AU DILEMME DE *PROVIDE COMFORT*. (*Turkish Daily News*, 18 juillet 1996), p.78-79.

NOUS, LES TURCS. ....(*Turkish Probe*, 19 juillet 1996), p.80-81.

LA TENSION MONTE DANS LES QUARTIERS ALEVIS D'ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 19 juillet 1996), p.81.

INTENSIFICATION DES OPÉRATIONS ANTI-PKK DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 19 juillet 1996), p.82.

DES RESPONSABLES IRANIENS À ANKARA POUR DISCUTER DES PROBLÈMES DE LA FRONTIÈRE. (*Turkish Daily News*, 19 juillet 1996), p.82.

GRÈVE DE LA MORT: LES FAMILLES SE JOIGNENT AUX GRÉVISTES DANS LEUR GRÈVE DE LA FAIM. (*Turkish Daily News*, 19 juillet 1996), p.83-85.

POINT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 19 juillet 1996), p.86.

HUIT SÉPARATISTES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE DANS LA RÉGION DE SIRNAK. (*A.F.P.*, 18 juillet 1996), p.87.

*PROVIDE COMFORT* CONTINUE, EN ACCORD AVEC LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 20 juillet 1996), p.87.

ALORS QUE LA GRÈVE DE LA FAIM CONTINUE, LA POPULATION DE GAZIOSMANPASA S'EN PREND AUX BARRICADES. (*Turkish Daily News*, 20 juillet 1996), p.88-89.

L'ONU RAPPELLE SES INSPECTEURS DE DÉSARMEMENT, APRÈS QUE L'IRAK A BLOQUÉ LEUR ACCÈS (À DES SITES SUSPECTS). (*International Herald Tribune*, 20-21 juillet 1996), p.89.

MORT D'UN DÉTENU D'EXTRÊME-GAUCHE, AYGUN UGUR, QUI POURSUIVAIT UNE GRÈVE DE LA FAIM À LA PRISON D'UMRANIYE À ISTANBUL. – La grève jusqu'à la mort des détenus turcs. 220 militants d'extrême-gauche ont cessé de s'alimenter. L'un d'eux est décédé hier. – Grève de la faim dans les prisons: nouveau problème pour la Turquie. – LE RYTHME DES DÉCÈS S'ACCÉLÈRE. (*A.F.P.*, 21 juillet; *Libération*, 22 juillet; *A.F.P.*, 23 juillet; *A.F.P.*, 25 juillet 1996), p.90, 91, 92-93, 94-95.

17 REBELLES KURDES ET 3 SOLDATS TURCS TUÉS DANS DES AFFRONTEMENTS. (*A.F.P.*, 24 juillet 1996), p.93.

TURQUIE: LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ DEMANDE DE PROLONGER L'ÉTAT D'URGENCE DANS LE SUD-EST. (*A.F.P.*, 25 juillet 1996), p.95-96.

DES APPAREILS TURCS BOMBARDENT DES CAMPS KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 25 juillet 1996), p.96.

UN TROISIÈME GRÉVISTE DE LA FAIM EST MORT DANS LES PRISONS TURQUES. – Neuf détenus, en grève depuis plus de deux mois, seraient dans le coma. – Morts dans les prisons turques; – DÉCOMPTE MORTEL EN TURQUIE. – Ombre sur la Turquie. – Nouvelles morts en prison. – Yavuz Önen: «LE POUVOIR EST RESPONSABLE DE CES MORTS QUOTIDIENS». – Mort de 6 détenus turcs. (*Le Monde*, *Libération*, 25 juillet; *La Nouvelle République du Centre Ouest*; *Libération*; *International Herald Tribune*, 26 juillet 1996), p.97, 98-99, 100, 103-104, 105-106.

TURQUIE: UNE ASSOCIATION ISLAMISTE DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE LES DÉPORTATIONS DE KURDES. (*Gamk.*, 25 juillet 1996), p.100-102.

EXHUMATION DES RESTES

PRÉSUMÉS D'ENVER PACHA AU TADJIKISTAN. (*Gamk.*, 27-28 juillet 1996), p.106.

LES DÉTENUS EN GRÈVE DE LA FAIM EN TURQUIE SONT DÉCIDÉS À ALLER «JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE». – Des centaines de manifestants ont apporté leur soutien aux prisonniers. – «Une nourriture immangeable, des soins médicaux inexistant...». – HUITIÈME MORT EN PRISON. (*Le Monde*; *La Marseillaise*, 27 juillet 1996), p.107-108.

DES AFFRONTEMENTS ENTRE LES FORCES IRANIENNES ET DES OPPOSANTS KURDES BASÉS EN IRAK ONT ÉCLATÉ DIMANCHE, FAISANT MONTER LA TENSION À LA FRONTIÈRE IRANO-IRAKIENNE. – L'Armée iranienne a pénétré au Kurdistan d'Iran, selon les Kurdes iraniens. – TÉHÉRAN CHASSE «SES» KURDES EN IRAK. – Iran: Affrontements avec la minorité kurde. – L'ARMÉE IRANIENNE POURCHASSE LES REBELLES KURDES EN TERRITOIRE IRAKIEN. – Une situation qui ne fait que se dégrader. – DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS FUIENT L'ARMÉE DE TÉHÉRAN. (*A.F.P.*, 28 juillet; *Libération*; *L'Humanité*; *Courrier Picard*; *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 29 juillet; *Le Monde*, *L'Humanité*, *Libération Champagne*, 30 juillet 1996), p.109-110, 111, 112, 113, 119, 120.

FIN DE L'INCURSION IRANIENNE EN IRAK. – Retrait iranien d'un camp kurde. (*L'Humanité*; *Libération Champagne*, 31 juillet 1996), p.114.

KAZAN (MINISTRE DE LA JUSTICE) PROMET D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES PRISONS. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.115.

LE TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION TURQUE EN BAISSÉ. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.115.

SEPT GRÉVISTES DE LA FAIM

JUSQU'À LA MORT SONT DANS LE COMA. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.116.

L'INCURSION IRANIENNE AU NORD DE L'IRAK EST UN NOUVEL ÉLÉMENT D'INSTABILITÉ. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.117.

LES ERREURS AMÉRICAINNES SONT LA CAUSE DE L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN IRAK. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.118.

LA TURQUIE SE DIT PRÊTE À ACCUEILLIR UNE MISSION D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DANS SES PRISONS. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1996), p.118.

TURQUIE: RECONDUCTION DU MANDAT DE «PROVIDE COMFORT». (*A.F.P.*, 30 juillet 1996), p.121.

LA TURQUIE DEMANDERA À L'ONU L'AUTORISATION DE COMMERCER AVEC L'IRAK. (*A.F.P.*, 31 juillet 1996), p.121.

LES ETATS-UNIS NE REVIENDRONT PAS SUR LEURS ENGAGEMENTS VIS-À-VIS DE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> août 1996), p. 122-123.

PARIS A BIEN ACCUEILLI LA PROLONGATION DE PROVIDE COMFORT ET MET EN GARDE L'IRAN. – Ankara avertit les ambassades sur les activités des ONG au Nord de l'Irak. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> août 1996), p. 124.

LE PROBLÈME DU PKK CONFIE À SHEIKH OSMAN. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> août 1996), p. 125.

LES AMÉRICAINS ONT FORMELLEMENT BIEN ACCUEILLI LE VOTE TURC SUR LA PROLONGATION DU PROVIDE

COMFORT. (*Turkish Daily News*, 2 août 1996), p. 126.

13.665 MEURTRES NON ÉLUCIDÉS DEVANT LES COURS DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT. (*Turkish Daily News*, 2 août 1996), p. 127.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ÉGYPTIEN: LE SEUL MOYEN DE RÉSOUDRE PROBLÈME KURDE C'EST LE DIALOGUE. (*Turkish Daily News*, 2 août 1996), p. 127.

DES ACROBATIES POLITIQUES SAUVENT L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT. (*Turkish Probe*, 2 août 1996), p. 128-130.

L'INCURSION DE L'IRAN DANS LE NORD DE L'IRAK SOULÈVE DES DOUTES SUR SES MOTIFS. (*Turkish Probe*, 2 août 1996), p. 130-132.

LES MÈRES: «NOUS VOULONS LA PAIX». (*Turkish Probe*, 2 août 1996), p. 132-133.

POINT SUR LES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 2 août 1996), p. 134.

IRAK : AVERTISSEMENT À L'IRAN. L'Irak a mis en garde l'Iran contre une nouvelle intervention militaire sur son territoire et a affirmé son droit à prendre les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté. (*France soir*, 2 août 1996), p. 134.

TURQUIE : DE NOUVEAUX AFFRONTLEMENTS ENTRE L'ARMÉE ET DES SÉPARATISTES KURDES ONT FAIT 18 MORTS. (*Le Parisien*, 2 août 1996), p. 134.

INCERTITUDE SUR LE FRONT ANTI-PKK AU NORD DU L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 3 août 1996), p. 135.

PKK TUE 11 MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ PRÈS DE LA

FRONTIÈRE IRANIENNE. (*Turkish Daily News*, 3 août 1996), p. 135.

UNE TÉLÉVISION BRITANNIQUE PRÉSENTE UN PROGRAMME SUR LE SORT DU MED-TV. (*Turkish Daily News*, 3 août 1996), p. 136.

HUMAN RIGHTS WATCH APPELLE DE LA TURQUIE À METTRE EN ŒUVRE SES PROMESSES CONCERNANT LES PRISONS. (*Turkish Daily News*, 3 août 1996), p. 136.

L'INTOLÉRANCE POLITIQUE EN TURQUIE. (*The New York Times*, 3 août 1996), p. 137.

LES RESTES DU HÉROS TURC (ENVER PACHA) RAPATRIÉS À ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 4 août 1996), p. 137.

NOUS, LES TURCS. (*Turkish Daily News*, 4 août 1996), p. 138-139.

NEW YORK TIMES: L'ARRESTATION DES DIRIGEANTS DU HADEP EST DANGEREUSE. L'oppression des avocats pacifistes de la cause kurde foule aux pieds les libertés civiles et polarise la politique turque écrit le quotidien américain. (*Turkish Daily News*, 5 août 1996), p. 139.

LE GÉNÉRALISSIME OTTOMAN RETROUVE SA CÉLÉBRITÉ. – Le dirigeant ottoman de la première Guerre, Enver Pacha, enterré à Istanbul. – UNE LETTRE RACONTE UNE LOYAUTÉ DE LONGUE DATE ENVERS ENVER PACHA. (*Turkish Daily News*, 3 août 1996), p. 140-142.

OPÉRATIONS DANS LE SUD-EST: 20 MILITANTS DU PKK TUÉS, 2 ARRÊTÉS. (*Turkish Daily News*, 5 août 1996), p. 142.

LA TURQUIE VA PRODUIRE SES PROPRES HÉLICOPTÈRES. (*Turkish Daily News*, 5 août 1996), p. 142-143.

LE MILITANT PACIFISTE (ISMAIL NACAR) A GARDÉ DES ESPOIRS POUR UNE SOLUTION À LA QUESTION KURDE. (*Turkish Daily News*, 6 août 1996), p. 144-146.

L'ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE DIT QUE LE DYP N'EST PAS CONTRE «DES NÉGOCIATIONS INDIRECTES PAR LE BIAS D'INTERMÉDIAIRES» SI LE PKK DÉPOSE LES ARMES. (*Turkish Daily News*, 6 août 1996), p. 146-147.

UN RAYON D'ESPOIR POUR LA QUESTION KURDE. (*Turkish Daily News*, 6 août 1996), p. 147-148.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DU CHP, SINAN YERLIKAYA: IL N'Y A PAS DE RETOUR AUX VILLAGES. (*Turkish Daily News*, 6 août 1996), p. 148.

TURQUIE-PKK : DIALOGUE ÉVOQUÉ. Le gouvernement turc pourrait entreprendre un dialogue indirect avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) si cette organisation séparatiste kurde renonce à la lutte armée, a affirmé un collaborateur du ministre des Affaires étrangères (et ex-Premier ministre) Tansu Ciller. (*Libération, L'Humanité, La Tribune des fossés, L'Alsace*, 6 août 1996), p. 149.

UN REPRÉSENTANT DU KURDISTAN D'IRAK ASSASSINÉ EN FRANCE. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme, de 42 ans, Jaffar Hasso Guly, a été étranglé et a eu le crâne fracassé à son domicile à Paris. (*Libération, L'Humanité, La Tribune des fossés, L'Alsace*, 6 août 1996), p. 149.

LA COALITION (GOUVERNEMENTALE) DIVISÉE SUR LE PKK. – Çiller dit que «l'État ne parlera pas avec les bandits, surtout si le sang est versé» et le DSP et le MHP n'approuvent pas non plus la négociation. (*Turkish Daily News*, 7 août 1996), p. 150-151.



LE PKK DÉCLARE QUE LE DIALOGUE INDIRECT EST UN PAS POSITIF MAIS PAS SUFFISANT. (*Turkish Daily News*, 7 août 1996), p. 151.

UN GRAND LIBÉRATEUR DE L'EMPIRE OU UN HOMME RESPONSABLE DE LA DÉFAITE CATASTROPHIQUE DES OTTOMANS. – Enver Pacha, le dernier des radicaux ottomans est de retour à Istanbul et le débat se poursuit encore. (*Turkish Daily News*, 7 août 1996), p. 152-155.

9 MILITANTS DU PKK TUÉS. (*Turkish Daily News*, 7 août 1996), p. 155.

LE QUATRIÈME PAYS: LE DIRIGEANT KURDE SYRIEN MET EN LUMIÈRE LA LUTTE POLITIQUE INCONNUE DES KURDES DANS LA SYRIE D'ASSAD. (*Turkish Daily News*, 7 août 1996), p. 156-157.

JAMA: LES MÉDECINS TURCS AIDENT À TORTURER. – LES AUTEURS RAPPORTENT QUE 96% DES MÉDECINS TURCS INDIQUENT QUE LA TORTURE EST UN PROBLÈME EN TURQUIE. Cependant, 45 médecins n'ont pas considéré que les bastonnades seules constituent une torture et 34 ont indiqué que l'interrogatoire impliquant des menaces de faire mal ou intimidation sans blessure physique n'était pas non plus une torture. (*Turkish Daily News*, 8 août 1996), p. 158.

LES DEUX PARTENAIRES DE LA COALITION PRÉSENTENT DES PROJETS DE RÉOLUTION SUR LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 8 août 1996), p. 159.

KOÇ-SABANCI: RIVALITÉS QUI DIVISENT L'ÉCONOMIE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 8 août 1996), p. 159-161.

LE QUATRIÈME PAYS: LE DIRIGEANT KURDE SYRIEN MET EN LUMIÈRE LA LUTTE POLITIQUE INCONNUE DES KURDES DANS LA SYRIE D'A. (*Turkish Daily News*, 8 août 1996), p. 161-163.

TURQUIE : LES HONNEURS MILITAIRES POUR LE RETOUR EN TURQUIE D'UN ORDONNATEUR DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN. Enver Pacha qui avait envoyé à la déportation et à la mort des centaines de milliers d'Arméniens, n'avait pas hésité non plus à envoyer à la mort des dizaines de milliers de jeunes appelés turcs mal entraînés et mal équipés, qui ont péri avant même de combattre contre les troupes russes. (*Gamk*, 8 août 1996), p. 163-164.

UN PROCHE D'ERBAKAN DÉCLARE QUE LE PREMIER MINISTRE N'A PAS BESOIN D'AUTORISATION POUR VISITER L'IRAN. (*Turkish Daily News*, 8 août 1996), p. 165-166.

LE LEADER TURC REJETTE TOUTES NÉGOCIATIONS AVEC LES REBELLES KURDES. – Erbakan 'ne s'asseoira à la table avec la terreur'. (*International Herald Tribune*, 8 août 1996), p. 166.

KURDISTAN : PAS DE NÉGOCIATIONS OFFICIELLES. Le premier ministre turc Necmettin Erbakan a démenti avoir l'intention d'ouvrir des négociations avec le PKK qui mène une lutte armée depuis 1984. (*Le Progrès*, 8 août 1996), p. 166.

TURQUIE-KURDES : UNE OPÉRATION POLICIÈRE. Six personnes, dont deux fillettes, ont été tuées lors d'une opération policière contre une maison dans le village de Kucukdikili. (*A.F.P.*, 8 août 1996), p. 167.

SADDAM TOUJOURS. L'armée iranienne a lancé une offensive en territoire irakien contre les Kurdes. (*National Hebdo*, 8/14 août 1996), p. 167.

LA TURQUIE ÉPINGLEE SUR LES DROITS DE L'HOMME. La Commission internationale de juristes a dénoncé les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et les arrestations d'avocats défendant des membres du PKK. LA TURQUIE EST DE NOUVEAU SUR LA SELLETTE À L'ONU POUR ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME. (*Liberation*, 8 août; *Le Monde*, 10 août 1996), p. 167, p. 180.

L'ESTAMPILLE DU PKK POUR CEUX QUI CHERCHENT DES SOLUTIONS. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 168.

LE CHAOS DU «DIALOGUE» AVEC LE PKK D'OCALAN. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 168-169.

QUAND ET COMMENT SERA MIS FIN AU BAIN DE SANG DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 169.

MAZLUMDER SOUTIEN LE DIALOGUE ET CHERCHE UNE SOLUTION CIVILE À LA QUESTION DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 170-171.

LE TOURISME TURC SERAIT EN EXPANSION DURANT LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 171.

UN PAYSAN FERMIER DE KAYSERI FONDE LA HOLDING SABANCI. (*Turkish Daily News*, 9 août 1996), p. 171-174.

LES HÉROS INCONNUS DE L'HISTOIRE TURQUE: LES NATIONALISTES TURCS CHRÉTIENS. (*Turkish Daily News*, 10 août 1996), p. 174-176.

LES MINISTRES TURCS, KAZAN ET SAGLAM VISITERONT L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 11 août 1996), p. 177.

DEMIREL DÉNONCE LA DÉSINFORMATION SUR LA TURQUIE DANS LES MÉDIAS EUROPÉENS. (*Turkish Daily News*, 11 août 1996), p. 177.

ERBAKAN À TÉHÉРАН MALGRÉ LES PRESSIONS AMÉRICAINES. (*Turkish Daily News*, 11 août 1996), p. 178.

LA TURQUIE ISLAMISTE PERTURBE L'OUEST. (*International Herald Tribune*, 12 août 1996), p. 179.

COMBATS INTER-KURDES EN IRAK. Les violences inter-kurdes ont repris dans le nord de l'Irak, où neuf civils ont été tués et 21 blessés à Erbil, dans le Kurdistan irakien. (*A.F.P.*, 9 août 1996), p. 180.

L'OBJECTIF D'ERBAKAN: TRANSFORMER LA TURQUIE EN UN «JAPON MUSULMAN». (*Turkish Daily News*, 12 août 1996), p. 181.

DEUX KARS (ville kurde) MIEUX QU'UNE. (*Turkish Daily News*, 12 août 1996), p. 182.

INONDATIONS À VAN MENACENT L'AÉROPORT. - MINISTRES TURCS À BAGDAD. (*Turkish Daily News*, 12 août 1996), p. 182.

IRAN-TURQUIE : ALLIANCE ANTIKURDE. Necmettin Erbakan, le Premier ministre islamiste turc, n'a pas seulement consacré à l'Iran sa première visite officielle à l'étranger, ce qui suffisait à provoquer l'ire de son allié américain. TURQUIE-IRAN : L'ISLAM RAPPROCHE. Téhéran et Ankara veulent coopérer sur le terrain militaire. Le rapprochement entre les deux pays, dirigés par des islamistes, se fait aussi sur le plan économique, malgré les menaces américaines. RAPPROCHEMENT ENTRE L'IRAK ET LA TURQUIE. IRAN ET TURQUIE UNIS CONTRE LES KURDES. (*Libération, Courrier Picard, La nouvelle république du centre ouest, Le Méridional*, 12 août 1996), p. 183, 185.

LA TURQUIE ET L'IRAN SCELENT LEUR RAPPROCHEMENT AU DÉTRIMENT DES ÉTATS-UNIS. Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a achevé à Téhéran une visite qui a relancé les relations économiques, politiques et militaires entre l'Iran et la Turquie, passant outre les condamnations et les menaces de sanctions des États-Unis. (*A.F.P.*, 12 août 1996), p. 184-185.

LE CONTRAT GAZIER TURCO-IRANIEN UN TEST POUR LA LOI AMÉRICAINE SUR LA TERREUR ? (*The New York Times*, 13 août 1996), p. 186.

IRAK-TURQUIE : DEUX MINISTRES TURCS À BAGDAD. Une délégation ministérielle turque a entamé à Bagdad des entretiens témoignant de la volonté du gouvernement islamiste d'Ankara de restaurer les liens politiques et commerciaux avec l'Irak. ÉCHANGES COMMERCIAUX TURCO-IRAKIENS. L'Irak et la Turquie veulent reprendre à grande échelle leurs échanges commerciaux, dont le volume dépassera le milliard de dollars dans les six prochains mois. VERS UN FRONT ANTI-KURDES. (*A.F.P., L'Humanité*, 13 août 1996), p. 187, 188, 191.

LA RÉBELLION DU PKK A 13 ANS, SANS AUCUNE SOLUTION EN VUE. (*A.F.P.*, 13 août 1996), p. 189-190.

IRAN-TURQUIE : TÉHÉРАН JOUE UNE CARTE POLITIQUE RÉGIONALE POUR CONTRER LES ÉTATS-UNIS. Frappé d'ostracisme par les États-Unis, l'Iran cherche à jouer sur le plan régional la carte d'un axe commun avec Ankara et Damas, tant sur le plan économique que politique. (*A.F.P.*, 13 août 1996), p. 190-191.

LA TURQUIE COURT LE RISQUE DE SANCTIONS AMÉRICAINES (*International Herald Tribune*, 13 août 1996), p. 192.

L'IRAN SE JOINT AUX DISSIDENTS AUX NÉGOCIATIONS SUR

L'INTERDICTION DES ESSAIS NUCLÉAIRES. (*International Herald Tribune*, 13 août 1996), p. 192-193.

WASHINGTON INVITE LES FACTIONS KURDES À NÉGOCIER. Les États-Unis ont appelé à la retenue les factions kurdes irakiennes, dont les affrontements dans le nord de l'Irak ont fait au moins 100 morts, et les ont invitées à participer aux pourparlers de paix qui doivent s'ouvrir à Londres sous l'égide des États-Unis. (*A.F.P.*, 21 août 1996), p. 193.

TURQUIE... LA RÉPUBLIQUE MAFIEUSE : -La vente de terrains appartenant à l'État... -Opérations sur les lotissements de parking... -Ouverture de jardins de thé et d'emplacements... -L'obtention de visas... (*Gamk*, 14 août 1996), p. 194-195.

RENAULT INVESTIT EN TURQUIE, LA TURQUIE INVESTIT EN AZERBAÏDJAN. Selon le journal *Financial Times*, la firme française Renault va investir 362 millions de dollars pour la production de voitures «Mégane» en Turquie et qui devrait, toujours selon le même journal, créer plus de 1 100 emplois dans ce pays. (*Gamk*, 14 août 1996), p. 195.

LE PREMIER MINISTRE TURC MENE UNE DIPLOMATIE À HAUTS RISQUES. Après avoir finalisé un accord de coopération militaire avec Israël, donné satisfaction à L'OTAN sur l'Irak, Necmettin Erbakan, chef du gouvernement islamiste à Ankara, vient de conclure à Téhéran un contrat gazier aux allures de provocation pour les États-Unis. (*Le Monde*, 14 août 1996), p. 196-197.

LE RAPPROCHEMENT D'ANKARA AVEC TÉHÉРАН ET BAGDAD : LA TURQUIE INQUIÈTE LES OCCIDENTAUX. Le nouveau premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, se rapproche de ses deux turbulents voisins. LES LIAISONS DANGEREUSES DE NECMETTIN ERBAKAN. En signant un important contrat gazier avec Téhéran, le premier

ministre islamiste s'est placé dans le collimateur des États-Unis. WASHINGTON SE SENT TRAHI. Le contrat signé avec Téhéran pourrait susciter des sanctions américaines, selon le secrétaire d'État Warren Christopher. (*Le Figaro*, 14 août 1996), p. 198, 199, 201.

LA GUERRE DES MINARETS. Islamistes et laïcs s'affrontent autour de la réouverture de Sainte-Sophie au culte musulman et de la construction d'une mosquée à Taksim. (*Le Figaro*, 14 août 1996), p. 200-201.

LA TURQUIE JOUE AVEC LE FEU IRANIEN. Le nouveau Premier ministre islamiste fâche les États-Unis en signant de gros contrats avec Téhéran. Le rapprochement entamé par le nouveau Premier ministre turc avec l'Iran inquiète les capitales occidentales, mais le jeu risqué du Premier ministre turc les intéressent également, d'autant plus que les Quinze pourraient discuter en septembre d'éventuelles mesures de rétorsion contre Washington, dans le cas où la loi d'Amato serait appliquée par les États-Unis à des entreprises de l'UE. (*France Soir*, 15 août 1996), p. 203.

ALLEMAGNE-IRAN : BENI SADR CITÉ COMME TÉMOIN AU PROCES DES MEURTRIERS PRÉSUMÉS DE 4 KURDES. Selon une décision du tribunal, l'ancien président destitué par le régime islamiste, doit être entendu la semaine prochaine sur deux jours d'audience. La justice allemande a cité, à Berlin, l'ancien président iranien, Beni Sadr, comme témoin au procès des auteurs présumés de l'attentat qui coûta la vie à quatre opposants kurdes iraniens en 1992. (*A.F.P.*, 15 août 1996), p. 203-204.

OFFENSIVE TURQUE TOUS AZIMUTS. Le nouveau premier ministre turc, l'islamiste Necmettin Erbakan, ne perd pas de temps pour révolutionner la politique étrangère de son pays. La politique turque se montre également agressive à Chypre, où ce n'est pas un hasard si la tension se réchauffe. Rien de

tout cela n'est le fait du hasard. Panislamisme et panturquisme vont de pair. (*L'Humanité*, 16 août 1996), p. 204.

MED TV REPREND SA DIFFUSION. Une chaîne de télévision kurde par satellite destinée aux populations kurdes d'Europe et du Moyen-Orient diffusera ses émissions via le satellite américain Intelsat, après une interruption de plus d'un mois. TÉLÉVISION : MED TV ÉMET À NOUVEAU. La chaîne kurde, interdite de satellite européen, revient par le satellite américain. (*A.F.P.*, 16 août; *Le Figaro*, 21 août 1996), p. 205, 212.

TURQUIE-KURDES : HADEP DEMANDE L'ARRÊT DES OPÉRATIONS MILITAIRES. Le Parti pro-kurde de la Démocratie (HADEP) a demandé l'arrêt des opérations militaires contre les rebelles kurdes du PKK qui vise à établir un État kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. (*A.F.P.*, 18 août 1996), p. 205-206.

IRAK-KURDES : COMBATS À GRANDE ÉCHELLE DANS LE KURDISTAN D'IRAK. Des combats à l'arme lourde opposent les deux formations rivales kurdes irakiennes qui contrôlent le nord de l'Irak. L'ONU CONFIRME LES COMBATS ENTRE FORMATIONS KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. De violents combats entre formations kurdes rivales ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak. LES COMBATS FONT RAGE ENTRE FACTIONS KURDES RIVALES EN IRAK. «*Les combats ont commencé pour la troisième journée*» entre les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) près de la frontière avec l'Iran, a indiqué M. Morgen Hansen, commandant des gardes de l'ONU à Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien. (*A.F.P.*, 18 août; 19 août 1996), p. 206-207, 207-208, 208-209.

KURDISTAN IRAKIEN : COMBATS. Les deux formations rivales kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak, l'UPK de Jalal

Talabani et le PDK de Massoud Barzani, s'affrontent à l'arme lourde près de la frontière iranienne. Ces combats mettent fin à une trêve relative observée depuis avril. Quelque 2 200 personnes ont péri dans ces combats, ces deux dernières années. IRAK : AFFRONTEMENTS ENTRE FACTIONS KURDES : 100 MORTS. (*Libération*, *L'Alsace*; *L'Humanité*, 19 août; *Libération*, *Le Monde*, 20 août; *Le Figaro*, *Les Echos*, 22 août 1996), p. 209, 211, 220.

COMBATS ENTRE FACTIONS KURDES : ANKARA S'INQUIÈTE. La relance des combats entre factions kurdes dans le nord de l'Irak inquiète à nouveau les autorités turques qui estiment qu'elle est bénéfique aux séparatistes kurdes du PKK, en rébellion contre Ankara. (*A.F.P.*, 20 août 1996), p. 210.

AVERTISSEMENT DU GOUVERNEMENT TURC À MASSOUD BARZANI. Le gouvernement turc a lancé un avertissement au dirigeant kurde irakien Massoud Barzani, lui demandant de se distancer du PKK. (*A.F.P.*, 20 août 1996), p. 211.

ANKARA SOUHAITE UN ACCORD AVEC DAMAS POUR LUTTER CONTRE LES SÉPARATISTES KURDES. La Turquie reproche notamment à la Syrie d'héberger le principal dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, ce que dément Damas. (*A.F.P.*, 21 août 1996), p. 212.

IRAK-KURDES : COMBATS ENTRE FACTIONS KURDES. Les combats entre factions kurdes irakiennes rivales dans le nord de l'Irak ont fait 100 morts au moins et des centaines de blessés. (*A.F.P.*, 21 août 1996), p. 213.

TURQUIE: CERTAINS SE DEMANDERONT QUI L'A PERDUE, D'AUDRES SI ON L'A JAMAIS TROUVÉE. (*International Herald Tribune*, 22 août 1996), p. 214.

TURQUIE-IRAN : ANKARA BRISE

**LE BLOCUS ANTI-IRANIEN.** La visite à Téhéran du Premier ministre turc - du 10 au 12 août - et l'accord gazier qui en est résulté ont tout pour inquiéter l'Occident : membre de l'OTAN, Ankara veut renouer des relations avec ses voisins musulmans. «*The Times*» conseille à l'Occident de réagir avec prudence. **CE QUE TURCS ET IRANIENS SE SONT DITS.** «*Nous connaissons les adresses des militants du PKK*». (*Courrier International*, 22/28 août 1996), p. 215-216, 217.

**TURQUIE-KURDES : OPÉRATIONS DE L'ARMÉE TURQUE.** Trente-deux rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans diverses régions du sud-est anatolien. **CINQ MORTS, 11 BLESSÉS, DANS UNE EMBUSCADE DES REBELLES KURDES.** Trois gardiens de village (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) et deux civils ont été tués, 11 autres gardiens de villages blessés dans une embuscade des rebelles kurdes. (*A.F.P.*, 22 août 1996), p. 218.

**IRAK-KURDES : LE PDK APPELLE LES ALLIÉS OCCIDENTAUX À INTERVENIR CONTRE L'IRAN.** Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) a appelé les alliés occidentaux à arrêter l'ingérence de l'Iran dans les combats qui l'opposent à une formation kurde rivale dans le nord de l'Irak. **LONDRES «INQUIET» DES COMBATS ENTRE FACTIONS KURDES.** La Grande-Bretagne s'est déclarée «*inquiète*» des informations faisant état de la relance des combats entre factions kurdes dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 22 août, 21 août 1996), p. 219, 220.

**FRANCE-IRAK-HUMANITAIRE : APPEL À LA SOLIDARITÉ EN VUE D'UN «CONVOI POUR LES ENFANTS D'IRAK».** L'association humanitaire EquiLibre a lancé un appel pressant à la solidarité pour l'importante opération humanitaire qu'elle souhaite mener dans le sud de l'Irak où meurent des milliers d'enfants, victimes de l'embargo

international appliqué à l'Irak depuis bientôt six ans. (*A.F.P.*, *Lyon Figaro*, 22 août 1996), p. 221, 222.

**LE NOMBRE DE MORT S'ÉLÈVE ALORS QUE LES REBELLES KURDES COMBATTENT LES TURCS.** (*International Herald Tribune*, 23 août 1996), p. 223.

**EN IRAK, LES DEUX PRINCIPALES FACTIONS KURDES CONCLUENT UN CESSEZ-LE-FEU.** L'accord a été négocié sous la houlette de Washington. Les deux principaux mouvements kurdes irakiens, l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Massoud Barzani, ont accepté sous la pression des États-Unis, de conclure un cessez-le-feu, et de rencontrer, en septembre, le secrétaire adjoint américain chargé du Proche-Orient. Les combats entre ces deux factions avaient repris, depuis une semaine, dans le nord de l'Irak, et se seraient soldés par plus de cent morts. **CESSEZ-LE-FEU ENTRE KURDES.** (*Le Monde*, 25/26 août; *Le Provençal*, 24 août 1996), p. 224.

**AFFRONTEMENTS EN TURQUIE.** Dix-sept séparatistes kurdes et sept soldats turcs sont morts au cours de quatre affrontements récents dans le sud-est de la Turquie. (*Courrier Picard*, 24/25 août, *Charente Libre* 26 août 1996), p. 224, 225.

**ALLEMAGNE-IRAN : M. BANISADR DE NOUVEAU ENTENDU PAR LA JUSTICE ALLEMANDE.** L'ex-président iranien Abdolhassan Banisadr doit à nouveau témoigner le 5 septembre au procès des auteurs présumés de l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin dont il a rejeté la responsabilité sur les plus hauts responsables iraniens. (*A.F.P.*, 26 août 1996), p. 225.

**LES ALLEMANDS METTENT EN QUESTION LES RELATIONS AVEC L'IRAN.** (*International Herald Tribune*, 26 août 1996), p. 225.

**LES COMBATS INTER-KURDES SE**

**POURSUIVENT DANS LE NORD DE L'IRAK. L'IRAK DÉNONCE L'INTERVENTION DE L'IRAN DANS LES COMBATS INTER-KURDES. – COMBATS INTERKURDES AU NORD DE L'IRAK.** Le cessez-le-feu signé sous l'égide des Américains n'est pas respecté. (*A.F.P.*, *Le Journal du Centre, Libération*, 26 août 1996), p. 226, 229.

**ERBAKAN EST UN POLITICIEN RÉALISTE.** (*Die Zeit*, 16 août 1996), p. 227.

**LES RELATIONS DE LA TURQUIE AVEC L'IRAN NE SONT PAS UNE RAISON POUR PANIQUER.** Entre-temps, Ankara forge des relations en Asie Centrale. (*International Herald Tribune*, 27 août 1996), p. 227-228.

**TURQUIE-KURDES : PROJETS DE LOIS POUR LEVER L'ÉTAT D'URGENCE DANS PLUSIEURS PROVINCES.** Le gouvernement de coalition islamo-conservateur a déposé au parlement une série de projets de lois visant à préparer une levée éventuelle de l'état d'urgence dans plusieurs provinces du sud-est de la Turquie, à majorité kurde. (*A.F.P.*, 27 août 1996), p. 228-229.

**LUTTE D'INFLUENCE ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉРАН DANS LE KURDISTAN IRAKIEN.** Les États-Unis et l'Iran se livrent une lutte d'influence dans le nord de l'Irak, où Washington a échoué à calmer des combats interkurdes alors que Téhéran s'estime mieux placé pour ramener la paix. **IRAK-KURDES : POURSUITE DES COMBATS INTER-KURDES MALGRÉ LES APPELS AU CESSEZ-LE-FEU. LUTTE D'INFLUENCE ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉРАН DANS LE KURDISTAN IRAKIEN.** (*A.F.P.*, *Est Républicain*, 27 août; *Libération Champagne*, 28 août 1996), p. 230-231, 231-232, 232.

**L'ENVOYÉ DE L'ONU PROVOQUE DES TROUBLES, AFFIRME L'IRAK.** (*International Herald Tribune*, 28 août 1996), p. 233.

LES KURDES S'AFFRONTENT ALORS QUE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN RIVALISENT POUR ÉTABLIR LA PAIX. (*International Herald Tribune*, 28 août 1996), p. 233.

TURQUIE-KURDES-IRAK : LA TURQUIE APPELLE AU Cessez-le-feu ENTRE LES FACTIONS KURDES RIVALES. La Turquie a demandé aux deux factions kurdes rivales du nord de l'Irak d'observer un cessez-le-feu. IRAK-KURDES : L'UPK ANNONCE AVOIR ACCEPTÉ UN Cessez-le-feu AVEC SON RIVAL, LE PDK. WASHINGTON CONFIRME LE Cessez-le-feu ENTRE LES FACTIONS KURDES D'IRAK. Les États-Unis ont confirmé avoir obtenu des factions kurdes en guerre dans le nord de l'Irak la signature d'un cessez-le-feu, entré en vigueur, mettant fin aux combats qui les opposaient depuis plusieurs jours. (*A.F.P.*, 28 août 1996), p. 234, 234-235, 235.

IRAK : POURSUITE DES COMBATS INTER-KURDES MALGRÉ LES APPELS AU Cessez-le-feu. (*Le Méridional* 28 août 1996), p. 236.

ALLEMAGNE-IRAN : TÉHÉRAN DEMANDE À BONN L'EXTRADITION DE BANISADR. L'Iran a demandé à l'Allemagne l'extradition de l'ancien président iranien Abdolhassan Banisadr qui doit déposer à nouveau devant un tribunal berlinois. (*A.F.P.*, 28 août 1996), p. 236.

IRAK : Cessez-le-feu ENTRE FACTIONS KURDES. Washington a confirmé avoir obtenu des factions kurdes en guerre dans le nord de l'Irak la signature d'un cessez-le-feu. LE MÉDIATEUR AMÉRICAIN, ROBERT DEUTSCH, DEVRAIT RENCONTRER À LONDRES LES REPRÉSENTANTS DES DEUX FACTIONS KURDES IRAKIENNES POUR CONSOLIDER LE Cessez-le-feu CONCLU DANS

LE NORD DE L'IRAK. LES ÉTATS-UNIS SONT PARVENUS À FAIRE CESSER LES COMBATS QUI FAISAIENT RAGE DEPUIS DOUZE JOURS DANS LE NORD DE L'IRAK ENTRE LES FORMATIONS KURDES RIVALES. (*Le Figaro, A.F.P.*, 29 août; *Le Pèlerin Magazine, La Croix, Ouest France*, 30 août 1996), p. 236, 237-238, 238-239, 240.

LA TURQUIE SIGNE UN ACCORD DE DÉFENSE AVEC L'ISRAËL. (*International Herald Tribune*, 29 août 1996), p. 237.

LES ÉTATS-UNIS ONT ARRANGÉ UNE TRÈVE ENTRE LES KURDES D'IRAK ET LES INCITENT À DES POURPARLERS. (*International Herald Tribune*, 29 août 1996), p. 237.

TURQUIE : DÉBUT D'OUVERTURE ISLAMO-KURDE. Le Premier ministre, Erbakan, envisage une négociation sur le problème kurde. De son côté, le leader du PKK, Abdullah Ocalan, prône une approche « conciliante » vis-à-vis des islamistes au pouvoir, et, en signe de bonne volonté, pourrait libérer 7 soldats turcs prisonniers. (*Libération*, 30 août 1996), p. 239-240.

IRAK- KURDES-IRAN : BAGDAD RÉCLAME LE RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES IRANIENNES DU NORD DE L'IRAK. Le ministre irakien de l'Information Abdel Ghani Abdel Ghafour a réclamé le « retrait immédiat » des troupes iraniennes du nord de l'Irak, contrôlé par les formations kurdes d'opposition. (*A.F.P.*, 30 août 1996), p. 243.

RENCONTRE ENTRE FORMATIONS RIVALES KURDES POUR CONSOLIDER LE Cessez-le-feu. Les représentants des deux factions kurdes irakiennes ont entamé en présence du médiateur américain, Robert Deutsch, des négociations destinées à consolider le cessez-le-feu conclu dans le nord de l'Irak. L'ARTILLERIE IRAKIENNE BOMBARDE UN CAMP MILITAIRE

KURDE DU NORD. Les troupes irakiennes ont bombardé un camp militaire d'une faction kurde, l'UPK de Talabani, dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 30 août 1996), p. 241, 242.

KURDISTAN IRAKIEN: MÉDECINS DU MONDE ET AIDE MÉDICALE INTERNATIONALE S'INQUIETENT. Elles confirment la destruction de très nombreuses habitations dans les camps des Kurdes iraniens ainsi que de sérieux dommages matériels. (*La Croix du Midi*, 30 août 1996), p. 243.

IRAK-KURDES : LE DRAPEAU IRAKIEN FLOTTE SUR ERBIL. Le drapeau irakien a été hissé sur le bâtiment abritant le parlement kurde à Erbil alors que des chars ont pénétré dans la ville du nord de l'Irak où l'armée de Saddam Hussein est intervenue pour la première fois depuis sa défaite dans la guerre du Golfe. SOLDATS IRANIENS AU KURDISTAN. Le parti démocratique du Kurdistan a affirmé que des milliers de soldats iraniens avaient pénétré dans le nord de l'Irak. L'IRAK SE PRÉPARE À UNE OFFENSIVE MILITAIRE. Les États-Unis « pensent que l'armée irakienne se prépare à une offensive militaire » dans le nord de l'Irak et Washington « étudie tous les moyens nécessaires pour y faire face ». LE PDK « NE PEUT CONFIRMER » SON ENGAGEMENT AUX CÔTÉS DE L'IRAK À ERBIL. L'IRAK À L'ATTAQUE. Le gouvernement irakien a lancé une opération armée dans les régions kurdes du nord pour la première fois depuis cinq ans, s'exposant à des représailles militaires américaines. (*A.F.P.*, 31 août 1996), p. 244, 246, 247-248, 248, 249-250.

LES GRANDES DATES DU CONFLIT ENTRE LE PDK ET L'UPK. Le PDK et l'UPK s'opposent sur l'attitude à adopter à l'égard du régime du président irakien Saddam Hussein. LES KURDES D'IRAK : UNE AMÈRE EXPÉRIENCE D'AUTONOMIE. Les quelque 3,5 millions de Kurdes du nord de l'Irak, où

l'armée irakienne est intervenue, vivent depuis 1991 une amère expérience d'autonomie marquée par des combats fratricides. (A.F.P., 31 août 1996), p. 245-246, 251.

**ALLEMAGNE-IRAN : DES SERVICES IRANIENS ONT INTERROGÉ ET MENACÉ UN DIPLOMATE ALLEMAND.** Des agents des services secrets iraniens ont pris d'assaut, fin juillet dernier à Téhéran, le domicile d'un diplomate allemand qu'ils ont ensuite interrogé sous la menace. (A.F.P., 31 août 1996), p. 250.

**NOUVEAU DÉFI DE SADDAM HUSSEIN AUX OCCIDENTAUX DANS LE KURDISTAN.** Le président irakien Saddam Hussein a lancé un nouveau défi aux alliés occidentaux en intervenant militairement au Kurdistan, zone du nord de l'Irak placée depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 sous protection américaine, britannique et française. **LA JORDANIE N'APPUIERA AUCUNE INTERVENTION DANS LE KURDISTAN IRAKIEN.** La Jordanie ne

permettra pas que son territoire soit utilisé pour une intervention au Kurdistan irakien et n'interviendra elle-même « *d'aucune manière* » dans le conflit. **APPEL À L'AIDE DE L'UPK À LA FRANCE, À LA GRANDE-BRETAGNE ET AUX ÉTATS-UNIS.** Le représentant à Paris de l'Union Patriotique du Kurdistan a lancé un appel à l'aide occidentale après l'offensive de l'armée irakienne contre les zones kurdes du nord du pays. (A.F.P., 31 août 1996), p. 252-253, 256, 257.

**Irak-Kurdes : L'opposition chiite irakienne dénonce l'offensive de Bagdad contre Erbil.** L'opposition chiite irakienne a dénoncé l'offensive de l'armée irakienne dans la région d'Erbil, principale ville du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, et a demandé une intervention de la communauté internationale pour y mettre fin. (A.F.P., 31 août 1996), p. 253.

**NOMBREUX BLESSÉS LORS DE L'ENTRÉE DES FORCES IRAKIENNES DANS ERBIL.** « *De nombreux civils ont été blessés* » lors de l'entrée des forces irakiennes dans Erbil, principale

ville du Kurdistan irakien. **LA GRANDE-BRETAGNE « CONDAMNE L'INTERVENTION IRAKIENNE » À ERBIL. PAS DE TROUPES IRAKIENNES À ERBIL.** Un représentant du PDK a affirmé : « *Erbil est sous le contrôle complet du Parti démocratique du Kurdistan et il n'y a pas de forces irakiennes déployées dans la ville* ». **L'IRAK ANNONCE UN « TRES PROCHAIN » RETRAIT DE SES TROUPES DU KURDISTAN.** L'Irak va procéder « *très prochainement* » au retrait de ses troupes du nord de l'Irak à l'issue de leur mission. **LE PDK AFFIRME AVOIR PRIS LE CONTRÔLE D'ERBIL.** Le Parti démocratique du Kurdistan a affirmé avoir pris le contrôle d'Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, au détriment de son rival, l'Union patriotique du Kurdistan. **LE CNI DEMANDE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE STOPPER SADDAM HUSSEIN.** Le conseil exécutif du Congrès national irakien, (CNI), coalition de l'opposition basée à Londres, « *appelle la communauté internationale à stopper le bombardement sauvage* » des troupes de Saddam Hussien sur Erbil, principale ville du Kurdistan irakien. (A.F.P., 31 août 1996), p. 254, 255, 256, 257.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 1, 1996

# Turkish Islamist Leader: How Militant?

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

The man at the center of Turkey's political earthquake is considerably less militant than he was 20 years ago, but he has not abandoned his Islamic and anti-Western beliefs.

Necmettin Erbakan, the Islamic party leader who on Friday put together a coalition that made him prime minister of this resolutely secular country, has a grandfatherly manner and a broad, reassuring smile.

During the campaign leading up to a parliamentary election in December, in which his party won slightly more than 21 percent of the vote, he often plunged into crowds after speaking and spent hours shaking hands, kissing babies and listening to personal complaints.

But his winning manner is accompanied by a fervent belief that Turkey has strayed too far from its Muslim roots and become too close to Europe, Israel and the United States.

Now, Turks are wondering which Necmettin Erbakan is their new prime minister: the pragmatic reformer or the militant fundamentalist.

"Maybe he's a gentle demon," suggested Alan Makovsky, a specialist on Turkey at the Washington Institute for Near East Policy.

"The military effectively banned him from politics from 1980 to 1987, and since then he has decided to take a more gradualist approach," Mr. Makovsky said.

"He is softer and more personable, even though his anti-Western views are still there. He doesn't advocate imposition of Islamic law, but that may be because it's against the constitution to do that in Turkey, and he knows that his party would be banned right away if he came out and said that was his goal. So he tiptoes around it."

Mr. Erbakan used his political skills to negotiate an unlikely and even bizarre coalition with former Prime Minister Tansu Ciller, an outspoken secularist who only a few months ago asserted that her guiding principle was "no coalition with the fundamentalists."

Mrs. Ciller will serve as deputy prime minister and foreign minister. If the new government survives a confidence vote next month and manages to consolidate itself, she is to alternate with Mr. Erbakan as prime minister, with each serving for one year at a time.

In campaign speeches, Mr. Erbakan is given to sweeping pledges that rouse crowds. As he crisscrossed the country last year, he promised to join with other Muslim countries in what he described at various times as a military alliance, an

economic union and a passport-free travel zone.

When he kicked off his campaign before a crowd of thousands at an Istanbul mosque, he promised "to work for a just order" and "to liberate Bosnia, Azerbaijan, Chechnya and Jerusalem."

The cabinet list that Mr. Erbakan announced after cementing his coalition suggested that the military, which is resolutely secularist, is wary. Turkey is a North Atlantic Treaty Organization country with close ties to the United States and Israel, and military officers evidently want it to remain so.

Under the coalition agreement, Mrs. Ciller's True Path party will hold the foreign affairs, defense and interior ministries, giving it control of the national security apparatus.

Mr. Erbakan's Welfare Party will control the labor, public works and agriculture ministries. They offer great opportunities for passing out patronage and thereby building a strong political base.

In addition, the Welfare Party will control the Ministry of Environment and Energy, which oversees bidding for contracts by Western oil companies. It failed in a bid for the Education Ministry, but will control the Culture Ministry, giving it the opportunity to shape people's perceptions of what it means to be Turkish.

Libération

1 juillet 1996

## Hécatombe kurde

Au total, 1.128 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués en six mois par l'armée turque, selon l'agence Anatolie. Le combat du PKK pour un Etat indépendant, ainsi que les opérations de représailles de l'armée, ont fait en douze ans près de 22.000 morts.

LE PROGRES

1 juillet 1996

## Attaque suicide en Turquie

Deux sous-officiers et quatre soldats turcs ont été tués et neuf sous-officiers et 21 soldats blessés dans une attaque-suicide perpétrée, hier, par une femme à Tunceli, dans l'est de la Turquie. Une femme portant une bombe s'est approchée d'un groupe de soldats qui revenaient d'une cérémonie militaire de routine et a fait exploser l'engin. L'auteur de l'attentat a également trouvé la mort, tué déshabillé. L'action a été attribuée aux séparatistes kurdes du PKK.



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

#### Turquie-Kurdes

Attentat de Tunceli: l'auteur est une femme souffrant de troubles psychologiques

ANKARA, 1er juil (AFP) - L'attentat suicide perpétré dimanche à Tunceli (est), qui a fait six morts et 30 blessés parmi des militaires, a été perpétré par une militante du PKK qui souffrant de troubles psychologiques, a annoncé lundi soir le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar.

Parlant lors d'une émission de la chaîne privée de Show-Tv, M. Agar a indiqué que l'auteur de l'attentat était âgé de 24 ans et diplômée de psychologie de l'Université de Malatya (est).

Il a indiqué que cette jeune femme avait récemment rejoint le Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie.

Il a précisé que plusieurs personnes soupçonnées d'avoir aidé la jeune femme étaient placées en garde à vue à Tunceli, sans autre précision.

M. Agar a précisé que le femme n'était pas enceinte. "D'après nos informations, la femme terroriste était vraiment enceinte. L'autopsie établira si elle avait utilisé de la drogue ou un produit pharmaceutique susceptible de la stimuler avant l'attentat", avait auparavant déclaré M. Agar, lors d'une visite dans la journée à Tunceli.

Selon des témoins oculaires, elle a pu s'approcher des militaires en se donnant l'apparence d'une femme enceinte.

Selon l'agence kurde DEM, contrôlée par le PKK et basée en Allemagne, l'auteur de l'attentat s'appelait Zeynep Kinali, alias "Zilan", et était née à Malatya en 1972.

Selon l'agence, citée par Show-Tv, son mari était emprisonné à Adana (sud) dans le cadre d'un procès contre le PKK.

Cet attentat-suicide, le premier contre des militaires perpétré par le PKK, a visé une unité cérémoniale et une fanfare militaire qui participaient à une cérémonie de routine qui consistait à amener le drapeau dans le centre-ville de Tunceli.

La jeune femme, qui portait une bombe sur elle, a fait exploser l'engin près des militaires. Elle a également trouvé la mort.

M. Agar, qui avait promis à Tunceli une lutte accrue contre le PKK, a appelé la population à dénoncer à la police la présence suspecte de toutes sortes de sacs ou cartables dans les lieux publics pour prévenir d'éventuels attentats du PKK.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan alias "Apo", a menacé en mars de commettre des attentats suicide dans les grandes villes turques si les opérations militaires contre les maquisards kurdes n'étaient pas arrêtées. Il a également proféré des menaces contre les intérêts économiques et touristiques en Turquie.

On ne savait pas lundi soir à Ankara si le cessez-le-feu déclaré unilatéralement le 15 décembre par le chef du PKK était toujours en vigueur ou cet attentat suicide mettait fin à cette trêve.

L'armée, qui ne reconnaît pas ce cessez-le-feu, poursuit ses opérations quasi-quotidiennes contre les maquisards du PKK, leur infligeant de lourdes pertes, notamment depuis début avril en territoires turc et irakien

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

frontalier où ils trouvent refuge dans les montagnes situées près de la frontière irako-turque.

La rébellion du PKK et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait en douze ans plus de 22.000 morts.

Selon un bilan cité dimanche par l'agence semi-officielle Anatolie, de janvier à fin juin 1996, au total 1.128 rebelles du PKK ont été tués par l'armée lors d'opérations militaires et de combats, dont près 850 depuis début avril.

CE/mm

tf

AFP /AA1234/012047

JUL 96

Turquie-attentat lead

Le PKK revendique l'attentat-suicide de Tunceli

ANKARA, 1er juil (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué l'attentat-suicide perpétré dimanche contre des militaires à Tunceli (est), selon la presse turque de lundi.

Cet attentat-suicide, qui est apparemment le premier de ce genre perpétré par le PKK, a fait six morts et 30 blessés parmi des soldats qui participaient à une cérémonie militaire de routine à Tunceli.

MED-TV, chaîne de télévision contrôlée par le PKK et qui émet en Europe, a indiqué lors de son journal de dimanche soir que l'attentat avait été perpétré par un militant du PKK, selon la presse.

Une femme, qui portait une bombe sur elle, a fait exploser l'engin près des militaires turcs, selon un porte-parole de l'armée. Elle a également trouvé la mort, déchiquetée par la déflagration.

Les victimes faisaient partie d'une unité cérémoniale et d'une fanfare militaires.

Eh mars dernier, le chef du mouvement séparatiste, Abdullah Ocalan, avait menacé de commettre des attentats de ce genre s'il n'était pas mis fin aux opérations militaires contre les maquisards kurdes dans le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre habituel de la rébellion kurde depuis 1984.

CE/hc/bm t.f

AFP /AA1234/010950

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —



LUNDI-MARDI, 1-2 JUILLET 1996  
12<sup>e</sup> ANNEE, N° 2946  
5 F.

## LA TURQUIE VIOLE LE DROIT DE RECOURS DEVANT LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DE SES CITOYENS

**D**ans un rapport détaillant les violations de la Turquie de ses engagements contractés vis à vis de la Commission européenne des droits de l'homme, l'organisation non gouvernementale américaine, Human Rights Watch/Helsinki (HRW), examine sur le non-respect par la Turquie de sa propre législation et celle de la Convention européenne des droits de l'homme, dont la Turquie est membre signataire depuis 1954. La Turquie s'est donc depuis cette date engagée à se conformer à l'article 25 de la susdite Convention qui stipule: "La Commission peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers, qui se prétend victime d'une violation des droits reconnus dans la présente Convention... Les Hautes parties contractantes ayant souscrit une telle déclaration s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit". Depuis 1991, au moins 778 citoyens de nationalité turque ont fait recours à la Commission, très souvent pour des violations liées à la guerre du Kurdistan. Toutefois, les citoyens qui ont porté plainte, surtout ceux qui habitent les régions kurdes sous état d'urgence, après avoir épuisé les moyens de

recours internes, déclarent être la cible de persécutions, d'intimidations et de mauvais traitements de la part des autorités turques, pour avoir exercé leur droit de recours en vertu de l'article 25 de la Convention européenne. Les requêtes portent souvent sur la détention par les forces de sécurité, perquisition des maisons, menaces de mort téléphoniques anonymes et directes, des "conversations amicales" avec les officiers et la torture. Lors d'une rencontre entre les responsables de HRW et les membres Secrétariat de la Commission, ceux-ci ont déclaré que la plupart des violations de l'article 25 par la Turquie concernent une seule région en particulier: les requêtes émanant du Sud-Est du pays. Quant à la version turque de ces faits; dans une interview accordée par le représentant du gouvernement turc à la Commission au magazine Nokta, du 1-7 janvier 1995, il dit "Nous voulons faire partie de l'Europe. Nous reconnaissons le droit de recours individuels devant la Commission européenne des droits de l'homme. Nous reconnaissons l'autorité de la Cour européenne, à Strasbourg... On se voit comme des Européens... Pour nous, il n'y a pas de différence entre (l'autorité de) la Cour de Strasbourg et celle de la Cour de Kadikoy à Istanbul.

*Il n'est pas possible de dire je mange des hamburgers, je m'habille en jeans, je bois du Nescafé, mais je n'accepte pas tous les articles de la Convention européenne des droits de l'homme".*

Pour rendre effectif le droit de recours devant la Commission européenne des droits de l'homme par les citoyens de Turquie, le rapport de Human Rights Watch contient quelques recommandations allant dans ce sens à l'adresse des parties en question: **la Turquie doit "enquêter sur les allégations de violations de l'article 25 et punir les responsables en conformité avec les normes internationales reconnues dans ce domaine; ne pas permettre aux représentants de l'État de nuire aux requérants de les interroger sur leur cas en l'absence de leur avocat...appliquer en due forme toutes les lois en vigueur de la Cour européenne des droits de l'homme" à la Commission "d'enquêter d'une façon plus active sur les violations de l'article 25 et de trouver un mécanisme pour aider les requérants persécutés" au Secrétaire général du Conseil de l'Europe:** en vertu de l'article 57 de la Convention la Turquie doit fournir les explications requises "sur la manière dont son droit interne assure l'application effective de toutes les dispositions de cette convention"; à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe et au gouvernement américain de "condamner les violations relatées dans ce rapport et de s'assurer que les recommandations sont menées à bien; de continuer à financer des stages pour les avocats de Turquie travaillant sur les requêtes à destination de la Commission".

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes prev

Necmettin Erbakan confronté d'entrée au problème kurde  
par Hervé COUTURIER

ANKARA, 1er juil (AFP) - La thérapie à base de "fraternité islamiste" prônée par le nouveau Premier ministre turc Necmettin Erbakan pour résoudre le problème kurde est mise à l'épreuve par un sanglant attentat-suicide dès le lendemain de sa prise de fonctions.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué cet attentat, commis dimanche à Tunceli (est) et qui a fait six morts et 30 blessés parmi des militaires turcs membres d'une unité cérémoniale et d'une fanfare.

La revendication a été faite sur la chaîne MED-TV, contrôlée par le PKK et qui émet en Europe, selon la presse turque de lundi.

L'auteur de l'attentat, une femme qui portait les explosifs sur elle et est morte déchiquetée, avait crié des slogans "séparatistes", selon l'armée.

Il s'agit apparemment du premier attentat-suicide jamais perpétré par le PKK. En mars dernier, le chef du mouvement séparatiste, Abdullah Ocalan dit "Apo", avait menacé de commettre des attentats de ce genre s'il n'était pas mis fin aux opérations militaires contre ses hommes.

Le PKK mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est anatolien à majorité kurde, visant à créer un Etat kurde indépendant. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

L'attentat est survenu au lendemain de la prise de fonctions comme Premier ministre du chef du parti islamiste de la Prospérité (Refah) Necmettin Erbakan.

Samedi, en présentant le protocole de coalition qu'il a signé avec sa partenaire Tansu Ciller, M. Erbakan avait promis de lever progressivement l'état d'urgence en vigueur dans dix régions administratives de l'Est et du Sud-Est, dont celle de Tunceli.

"L'état d'urgence sera levé progressivement dans la région et le concept de fraternité sera développé avec des mesures destinées à améliorer la vie économique et sociale", avait-il dit, tout en ajoutant: "Mais la lutte de l'Etat contre le terrorisme séparatiste se poursuivra avec toute sa vigueur".

Avant les élections législatives de décembre dernier, M. Erbakan était un critique virulent du traitement tout militaire du problème du Sud-Est par les gouvernements précédents, notamment celui de Mme Ciller, qui a dirigé une coalition droite-gauche de juin 1993 à mars 1996.

Il affirmait que les peuples turc et kurde, tous deux musulmans, n'avaient pas de raison de se battre et il se faisait fort de régler rapidement la question, "grâce à la fraternité islamiste". Mais il n'avait jamais explicité ce concept.

L'attentat de Tunceli est ainsi de mauvais augure, Abdullah Ocalan ne semblant guère impressionné par cette idée de fraternité.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Le prédécesseur de M. Erbakan, Mesut Yilmaz, avait lui aussi promis de lever progressivement l'état d'urgence dans le Sud-Est, qui donne des pouvoirs très étendus aux autorités et aux forces de sécurité, situation qui a donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'Homme.

Resté au pouvoir seulement trois mois, il n'en a pas eu le temps. Mais les sceptiques ne manquaient pas pour dire que sa promesse resterait lettre morte.

Ils s'appuyaient sur le fait que la politique kurde d'Ankara est le domaine quasi réservé des militaires, jusqu'ici très réticents à desserrer le dispositif de sécurité mis en place dans la région.

A cet égard, l'attentat de Tunceli ne facilitera pas non plus la tâche de M. Erbakan.

HC/bm eaf

AFP /AA1234/011131

JUL 96

## Libération

2 juillet 1996

### Six morts dans un attentat suicide du PKK en Turquie

En prenant ses fonctions samedi, le Premier ministre turc Necmettin Erbakan avait promis aux Kurdes une ère de « fraternité ». Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a répondu le lendemain par un sanglant attentat-suicide. Dimanche, une femme bardée d'explosifs s'est fait exploser près d'une unité militaire et d'une fanfare à Tunceli, dans l'est du pays, après avoir crié des slogans « séparatistes » selon l'armée turque. Le PKK a revendiqué l'attentat qui a fait 6 morts et 30 blessés parmi des militaires.

Il s'agit apparemment du premier attentat-suicide jamais perpétré par le PKK. En mars, le chef du mouvement, Abdullah Ocalan dit « Apo », avait menacé de commettre des attentats de ce genre s'il n'était pas mis fin aux opérations militaires contre ses hommes. Samedi, en présentant le protocole de coalition signé avec Tansu Ciller, Erbakan, chef du Parti de la prospérité (Refah, islamiste), avait promis de lever progressivement l'état d'urgence dans les régions où le PKK mène une lutte armée depuis 1984 — dont celle de Tunceli. Une promesse remise en cause par l'attentat et l'incertitude planant sur l'avenir de la coalition gouvernementale, très critiquée par les membres du parti de Tansu Ciller. (D'après AFP)

LE QUOTIDIEN DE PARIS

2 juillet 1996

### Attentat en Turquie

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué l'attentat-suicide perpétré dimanche contre des militaires à Tunceli (est), selon la presse turque de lundi. Cet attentat-suicide a fait six morts et 30 blessés parmi les soldats qui participaient à une cérémonie militaire de routine à Tunceli. MED-TV, chaîne de télévision contrôlée par le PKK et qui émet en Europe, a indiqué lors de son journal de dimanche soir que l'attentat avait été perpétré par un militant du PKK, selon la presse. Deux sous-officiers et quatre soldats turcs ont été tués et neuf sous-officiers et 21 soldats blessés dans l'attentat. Une femme « terroriste » portant une bombe s'est approchée d'un groupe de soldats qui revenaient d'une cérémonie militaire de routine et a fait exploser l'engin.

LE MONDE 2 juillet 1996

## Les islamistes turcs présentent un programme modéré de gouvernement

ISTANBUL

de notre correspondante

La question kurde, sous la forme d'un attentat-suicide commis, dimanche 30 juin, par une jeune femme, qui a tué six soldats et blessé une trentaine d'autres personnes dans la ville sud-anatolienne de Tunceli, s'est une nouvelle fois imposée comme étant le plus grave problème auquel le gouvernement turc sera confronté, un jour après que le nouveau premier ministre, Necmettin Erbakan, eut présenté son programme d'action, en compagnie de sa partenaire, Tansu Ciller. Cet attentat, particulièrement alarmant puisque la méthode du commando kamikaze est utilisée pour la première fois depuis le début du conflit kurde, aurait été revendiqué par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), selon la presse turque.

Le protocole de coalition signé par le Parti de la prospérité (RP, islamiste, la formation de M. Erbakan) et le Parti de la juste voie (DYP, de M<sup>me</sup> Ciller) ne contient

aucune solution miracle pour mettre fin au conflit. Le gouvernement, qui s'est engagé à poursuivre la lutte contre le « terrorisme », a tout au plus mentionné de tenir compte de « dimensions spirituelles et psychologiques » dans la lutte contre le PKK.

Apparemment aussi prudent que pragmatique depuis son arrivée au pouvoir, le dirigeant islamiste Necmettin Erbakan a présenté un programme modéré, dans lequel ne figure aucun des projets radicaux de sa campagne électorale. Economie libérale, privatisation, encouragement aux investissements étrangers : les thèmes mentionnés paraissent être une reprise directe des gouvernements conservateurs précédents. La majeure partie de l'économie et plusieurs ministères importants demeurent d'ailleurs entre les mains du DYP de M<sup>me</sup> Ciller.

En politique étrangère, M. Erbakan a mentionné que son pays développerait ses contacts avec les

pays islamiques et ceux d'Asie centrale - chers à son parti - tout en maintenant ses liens avec l'Occident. Le premier ministre a affirmé que le gouvernement respecterait tous les engagements internationaux pris par la Turquie, mais a souligné qu'il ne permettrait pas que « les intérêts de la Turquie soient mis à mal ». Pour ce qui concerne l'union douanière avec l'Europe, à laquelle le RP s'opposait, le gouvernement a promis d'appuyer tous les changements légaux nécessaires pour permettre le succès de cet accord.

Malgré les garanties introduites dans le document pour rassurer ceux qui perçoivent le RP comme une menace pour le régime laïque, la nouvelle coalition fait face à une presse hostile et à une forte opposition. « Nous faisons tout ce que nous pouvons pour empêcher ce gouvernement d'obtenir le vote de confiance », a déclaré Ismet Sezgin, à la tête d'un groupe de dissidents au sein du DYP. De leur côté, les responsables de gauche ont ap-

pelé les défenseurs de la laïcité à s'opposer au gouvernement.

Les réactions ne sont cependant pas toutes négatives. Après des mois d'incertitude, une partie de l'opinion publique est soulagée d'avoir enfin un gouvernement, quel qu'il soit. D'autres perçoivent même l'arrivée des islamistes au pouvoir comme un test que la démocratie turque semble avoir passé avec succès. « Le 28 juin 1996 marque le jour où nous avons été délivrés, d'un seul coup, de deux craintes, deux phobies qui planaient constamment sur la Turquie : "Refah va venir", "l'armée va venir" », écrit l'éditorialiste Gülay Gökürk, dans le quotidien *Yeni Yüzyil*. Même l'ancien chef d'état-major Dogan Güres, député DYP, qui parlait récemment de coup d'Etat en cas de gouvernement islamiste, a changé d'avis. « Pour l'instant, la composition du cabinet ne me paraît pas mauvaise », a-t-il déclaré au quotidien *Hürriyet*.

Nicole Pope

OUEST FRANCE 2 juillet 1996

## Turquie : six soldats tués dans un attentat-suicide Les Kurdes défient Erbakan

**Necmettin Erbakan, le nouveau Premier ministre islamiste turc, se trouve d'entrée de jeu confronté au problème kurde.**

Necmettin Erbakan, le nouveau chef du gouvernement turc, ne s'attendait sans doute pas si vite à un coup comme celui-là : dimanche, un jour après son entrée en fonction et avant même le vote d'investiture au Parlement, le PKK (Parti des travailleurs, marxiste), s'est rappelé à son bon souvenir en commettant un attentat-suicide comme on en vit naguère au Liban et tout récemment en Israël.

Cela s'est passé vers 18 h 30 à Tunceli (est), juste après la cérémonie de la descente des couleurs, organisée chaque jour dans le centre de la ville. Les soldats

turcs, fantassins, trompettes et tambours, regagnaient leur caserne, lorsque une femme en apparence enceinte s'est approchée de la petite troupe et a littéralement... explosé. En deux fois, car la grenade qu'elle tenait serrée dans sa main n'a sauté qu'un quart d'heure après la charge principale, dissimulée sous sa jupe. Bilan : six morts et 21 blessés.

Aussitôt attribué au PKK d'Abdullah Ocalan, cet attentat a été revendiqué hier sur la chaîne de télévision MED-TV, contrôlée par le parti séparatiste.

Pour Necmettin Erbakan, le choc est rude. Il s'était engagé en décembre, pendant sa campagne électorale, à résoudre le problème kurde à l'« islamiste », c'est-à-dire avec « fraternité ». Samedi encore, en prenant ses fonctions, il avait promis de « le-

ver progressivement l'état d'urgence » au Kurdistan. Ceux que l'Etat kurde, laïc et unitaire, combat sans état d'âme depuis douze ans, ont frappé sans même attendre que le nouveau Premier ministre passe de la parole aux actes.

Il y a quatre mois, Abdullah Ocalan avait menacé Ankara d'attentats de ce genre si le gouvernement turc n'arrêtait pas immédiatement les opérations au Kurdistan. Ni M<sup>me</sup> Ciller, ni son successeur, Turgut Yilmaz, n'ont tenu compte de l'avertissement. Au contraire, ils ont accentué la chasse aux séparatistes jusqu'en Irak et jusqu'en Iran. Le PKK, lui, a tenu parole. Même si depuis 1984, année du réveil de l'autonomisme kurde, la guerre a fait au moins 22 000 morts dans cette région.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Turquie-Kurdes

22 rebelles du PKK tués par l'armée turque

ANKARA, 2 juil (AFP) - Vingt-deux rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires par l'armée turque, a annoncé mardi la super-préfecture de Diyarbakir.

Ces opérations se sont déroulées dans les régions de Van, Bitlis, Mus, Bingol et de Mardin, situées dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, selon un communiqué de cette préfecture chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Six autres "terroristes" (terminologie officielle pour désigner les rebelles kurdes) ont été capturés et sept autres se sont rendus aux forces de l'ordre turques lors de ces opérations, selon le document cité par l'agence Anatolie.

La rébellion du PKK, déclenchée contre Ankara en 1984, et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 22.000 morts, civils, militaires, policiers et rebelles.

CE/pht TF

AFP /AA1234/021330 JUL 96

---

---

## LIBERATION CHAMPAGNE 2 juillet 1996

### Le PKK revendique l'attentat-suicide de Tunceli

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué l'attentat-suicide perpétré dimanche contre des militaires à Tunceli (est).

Cet attentat-suicide, qui est apparemment le premier de ce genre perpétré par le PKK, a fait six morts et 30 blessés parmi des soldats qui participaient à une cérémonie militaire de routine à Tunceli.

MED-TV, chaîne de télévision contrôlée par le PKK et qui émet en Europe, a indiqué lors de son journal de dimanche soir que l'attentat avait été perpétré par un militant du PKK.

Une femme, qui portait une bombe sur elle, a fait exploser l'engin près des militaires turcs, selon un porte-parole de l'armée. Elle a également trouvé la mort, déchiétée par la déflagration.

Les victimes faisaient partie d'une unité cérémoniale et d'une fanfare militaires.

En mars dernier, le chef du mouvement séparatiste, Abdullah Ocalan, avait menacé de commettre des attentats de ce genre s'il n'était pas mis fin aux opérations militaires contre les maquisards kurdes dans le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre habituel de la rébellion kurde depuis 1984.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Irak-Kurdes-Turquie

Raid de l'aviation turque dans le nord de l'Irak, selon un responsable de l'ONU

DOHUK (Irak), 2 juil (AFP) - Des chasseurs-bombardiers turcs ont tiré mardi quatre bombes sur un camp de réfugiés dans le nord de l'Irak, sous contrôle kurde, sans faire de victime, a indiqué à l'AFP un responsable des Nations unies.

"Quatre petites roquettes sont tombées dans différents endroits du camp sans exploser, dont une sur une tente et une deuxième près d'une mosquée", a-t-il précisé.

Les habitants du camp de Atrouche, situé à 65 km au sud-est de Dohuk, un village à 100 km de la frontière irakienne, ont confirmé la chute de quatre roquettes sur le camp.

Selon le responsable de l'ONU, des débris de roquettes ont été trouvés à l'intérieur du camp.

Quelques 15.000 kurdes de Turquie fuyant la guerre que mène l'armée turque contre les rebelles séparatistes dans le sud-est du pays, vivent dans le camp de Atrouch, sous contrôle du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Les rebelles kurdes mènent depuis 12 ans la guerre contre Ankara et utilisent le nord de l'Irak comme base arrière pour leurs opérations en territoire turc.

Une unité de commandos formée de 12 bataillons, soit 5 à 6.000 hommes, appuyés par des hélicoptères Cobra, a lancé la semaine dernière une opération en territoire irakien. De telles opérations, destinées à chasser les militants du PKK du nord de l'Irak, sont fréquentes.

str-pc-nab/szb/mm

tf

AFP /AA1234/022252

JUL 96

LE FIGARO - 2 juillet 1996

### ONU-IRAK

#### **« Pétrole contre nourriture » : veto américain**

☐ Les Etats-Unis ont mis leur veto à l'application de l'accord « pétrole contre nourriture » signé il y a six semaines entre l'ONU et l'Irak. Washington accuse Bagdad de vouloir profiter de cette opération humanitaire pour durcir son contrôle sur les Kurdes au nord et pour contourner les sanctions internationales. Paris et Moscou ont dénoncé ces « interférences » américaines.



Turkish Daily News TUESDAY, JULY 2, 1996

# Pro-Kurdish politicians to remain in jail

Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara State Security Court (DGM) has upheld the imprisonment of Sirri Sakık, a former deputy of the now-defunct Democracy Party (DEP), who was arrested last week on charges of inciting separatism, the Anatolia news agency reported.

Sakık's attorney, Yusuf Alataş, claimed that the charges brought against Sakık were unacceptable. "Sakık was one of the people who reacted strongly against the act of pulling down the Turkish flag at the People's Democracy Party (HADEP) Congress.

He even warned the supreme council and left the hall to protest against the act," he explained.

Alatas said that Article 8-1 of the Anti-Terrorism Law, which covers "separatist propaganda," does not include a provision on arrest.

"It is impossible to understand why the prosecutor decided to arrest Sakık merely to allay public anxiety. Sirri Sakık has made conciliatory speeches after the incident. It is impossible to describe the Turkish flag as someone else's flag. Certain members of the press are responsible for the present situation," he added.

The Turkish flag was taken down at the HADEP Congress and the flag symboliz-

ing the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was put up along with pictures of the PKK's leader. On the night of the incident, Sakık made a statement on television saying that those who want respect for their own flag should respect the flags of others.

Meanwhile, a press release issued by HADEP said that members of the anti-terrorist police forced their way into the party's headquarters for the second time yesterday at around 11.30 a.m.

The police checked the ID's of all party members and visitors, and took into custody HADEP's Ankara provincial chairman and party assembly member Kemal Okutan, party assembly member Abdullah Varlı and a visitor, Nurettin Aydın. Abdullah Varlı is well-known as the first person to translate the Koran into Kurdish.

The first forced entry by the police took place on June 24.

DGM prosecutor Nuh Mete Yüksel said that yesterday's operation raised the number of people taken into custody from 41 to 50. Yüksel said that the 50 people, including HADEP Chairman Murat Bozlak, will remain in custody until July 4 and that the prosecutor's office is not considering postponing the release date.

The police are continuing to search for the person who pulled down the Turkish



Sirri Sakık

flag at the congress. Yüksel noted that all members of HADEP's Ankara Provincial Executive Board have been taken into custody except for one who has not yet been found.

Turkish Daily News TUESDAY, JULY 2, 1996

# Another crisis erupts in Turco-Iranian ties

By Ayşe Karabat

Turkish Daily News

ANKARA- Another crisis in Turkey-Iran ties has begun following Tehran's claim that Turkish helicopters attacked Iranian civilians, leaving six dead and 16 wounded.

An Iranian diplomat claimed that three Turkish helicopters flew 25 kilometers into Iranian territory last Wednesday and killed four women and two children.

"We are sure that Turkish helicopters entered Iran," the diplomat said. "We want to establish a joint committee in order to investigate this event

and we invited a Turkish delegation to Tehran to discuss this issue. We are still waiting for an answer.

However, a senior official of the Turkish Foreign Ministry said that it was unnecessary to form an investigative committee for an event which had not occurred.

Meanwhile, following Iran's claims, the Turkish consulate in Urumiye, Iran was attacked on Friday.

The Turkish Foreign Ministry issued a written statement on Saturday saying they had protested to the Iranian

government.

The statement said that Turkey wanted to improve relations with Iran but this kind of event would be harmful to ties. Turkey has asked for compensation for damages to the consulate in Urumiye.

Turkey and Iran engaged in a "war of spies" in March when a Turk, İrfan Çağırıcı was arrested for the murder of Çetin Emeç, the editor-in-chief of Hürriyet. Çağırıcı said he had been trained in Iran and had received help from Iranian diplomats.

The spy crisis ended with the recall of four Turkish and Iranian diplomats.

Turkish Daily News TUESDAY, JULY 2, 1996

# Military has three conditions for mandate of Provide Comfort

✓ The military coordination center in Zakho should be moved to Turkey to overcome fears that it is sponsoring the establishment of a Kurdish state in the region

✓ Non-governmental organizations functioning in northern Iraq should be closely supervised

✓ Those living in northern Iraq should be asked to establish a dialogue with the Baghdad regime according to the United Nations resolutions

By Hayri Birler  
*Turkish Daily News*

ANKARA- The Turkish Armed Forces have three conditions for the extension of the mandate of Operation Provide Comfort, which will ease serious concerns in Turkey that the force is opening the way for the establishment of a Kurdish state in northern Iraq.

According to officials from the Turkish General Staff Headquarters, the military wants the military coordination center of Provide Comfort, now stationed in Zakho, to be shifted to Turkey to overcome fears that it is sponsoring the establishment of a Kurdish state in the region.

The officials, who asked not to be named according to military ground rules, said the armed forces also want the non-governmental organizations (NGOs) operating in northern Iraq to be

the United States and military personnel from France and Britain, stationed in the Incirlik Air Base in southern Turkey. The force also has a military coordination center in the northern Iraqi city of Zakho.

The United Nations declared northern Iraq a no-fly zone for Iraq, which had launched an attack against the Kurds siding with the coalition forces during the Gulf War. Provide Comfort planes have been patrolling the skies of northern Iraq and monitoring Iraqi military movements ever since.

The mandate for the force has been renewed at regular intervals but in recent months Turkish politicians who have been fearing that the force is encouraging Kurds to set up their own separate state in northern Iraq, have been less enthusiastic about Provide Comfort.

The mandate of the force was extended for only a month and will expire at the end of July.

Turkey's newly appointed prime minister, Necmettin Erbakan, the leader of the pro-Islamic Welfare Party, is an ardent opponent of Provide Comfort.

General Staff officials briefing the Turkish Daily News on Provide Comfort said the military and the Foreign Ministry are working in close coordination on the issue of the extension of the mandate of Provide Comfort and stated "we are pleased to say we have very close cooperation with the Foreign Ministry." The General Staff officials said they are aware that there has been some debate on Provide Comfort and that people have voiced concerns about its problems, which have never been substantiated. "We are now involved in an effort to overcome these concerns and we hope we can reach a conclusion which will be satisfactory for everyone," an official said.

The General Staff officials say: "We are in full control of the military side of Provide Comfort. We have no problems concerning military issues. What is a matter of deep concern for us is the fact that if once again there is a flood of refugees into Turkey from northern Iraq the terrorists of the PKK organization will infiltrate into Turkey. But despite no substantial proof, there are claims and debates that a Kurdish state is in the offing in northern Iraq. We are now working on steps



supervised more effectively than in the past.

They said that "those living in northern Iraq" should be asked to establish a dialogue with the Baghdad regime according to the United Nations resolutions.

Operation Provide Comfort was established in 1991 after the Gulf War to protect Kurds living in northern Iraq against Saddam Hussein's forces. It basically includes fighter planes and crews from

to make the necessary arrangements that will overcome these claims and concerns."

So they said one way of doing this would be to switch the military coordination center in Zakho to Turkey and closely monitor the activities of the NGOs in northern Iraq. There have been claims in Turkey that some officials at the coordination center, as well as the NGOs operating in the area, have been providing know-how to the Kurds on how to set up a separate state.

The officials also say: "We also have an important point to make. According to

Resolution 688, northern Iraqis are obliged to establish a dialogue with the Baghdad administration. But as you know, the Americans are not too enthusiastic about this.

Look at the TV programs and you will see Barzani and Talabani are now openly accusing us. What we want is for these people to talk to the Baghdad administration. We want these people to be pushed into opening a dialogue with Baghdad.

The Americans have to accept this. If they don't then that is unacceptable because Resolution 688 requires such an approach.

Britain and France are not too pushy on this issue. As a matter of fact their contributions in relative terms are too little. But the Americans have to respond positively to our demands. Our target is to take steps which will convince the Turkish public and the Parliament to accept the extension of the mandate of Provide Comfort."

The officials said they will be discussing these issues with the U.S. undersecretary of state, Peter Tarnoff, who will arrive in Ankara today as well as with the U.S. deputy joint chiefs of staff who will be coming here in late July.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 2, 1996

# U.S. Accuses Baghdad Of Cheating On UN Deal

## 'Deliberate' Moves Are Jeopardizing Food-for-Oil Plan

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — A plan allowing Iraq to sell limited amounts of oil to meet urgent civilian needs was thrown into jeopardy Monday when the Clinton administration said that Baghdad was trying to twist the exemption and import high-technology goods in violation of economic sanctions.

Madeline K. Albright, the chief U.S. representative here, charged Monday that the Iraqis also were hoping to get

U.S. envoy discusses plans for UN's nuclear watchdog. Q&A, Page 5.

control of goods intended for Kurdish areas in the north of the country, which they could skim off in violation of procedures established by a UN Security Council resolution.

"What is going on now is a deliberate attempt by the government of Saddam Hussein to yet again try to figure out how to get around the rules," Mrs. Albright said. "He's trying to skin the cat 15 different ways. This cat is dead."

Mrs. Albright dismissed Iraq's national distribution plan for goods imported through the oil-sale exemption as

"unacceptable." The 47-page plan, with 500 pages of annexes, was presented to the United Nations last Thursday and is now being studied by officials here.

The American announcement appeared intended to preempt a serious consideration of the proposal, one of several being drawn up in consultation with UN officials to cover details of oil sales of up to \$2 billion over six months and the imports the money can buy.

[The UN official in charge of scraping Iraq's war arsenal said Monday that Baghdad might be hiding up to 16 prohibited long-range missiles, but if Baghdad cooperated with his mission, its work might be completed "quite quickly," Reuters reported from Kuwait.

["They may be concealing six to sixteen missiles with a long-range capability," said Rolf Ekeus, head of a UN Special Commission. "This is a number of missiles we have not accounted for."]

A decision on whether to accept the distribution proposals rests with the UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, who is in Europe and has not yet seen the document, according to his spokeswoman. The situation could be awkward for the Clinton administration, which has said it would veto a second term for Mr. Boutros Ghali.

The announcement provoked immediate negative reactions from other Security Council members, including Sergei Lavrov, Russia's representative, who said that the procedures governing the oil sales were clearly laid down in a memorandum "adopted to everyone's satisfaction." That memorandum was adopted on May 20.

"I see no way how this can be changed," Mr. Lavrov told reporters. "Everything else is not relevant."

Abdul Amir Anbari, the Paris-based Iraqi envoy who negotiated the memorandum, dismissed the U.S. objections as "arrogant" and suggested they were tied to American presidential politics. The Clinton administration, under criticism for security arrangements in Saudi Arabia following the deaths of 19 American soldiers in a bomb blast there, has to make a case for the necessity of

basing U.S. troops in the Gulf region because of a continued Iraqi threat.

On Monday, Mrs. Albright said that the Iraqis planned to put food and other goods intended for the Kurds in three northern governorates in a warehouse in Baghdad "and thereby allow the Iraqis to make a discrimination on what should go where, and perhaps skim off."

She said the Iraqis also asked to import "telephone switching networks, computers and a variety of other things that go way beyond what is necessary for monitoring." Under the oil-for-food plan, Iraq was allowed to bring in some equipment to repair oil installations. Mr. Anbari said Monday that UN officials had suggested computers to keep track of goods going to the Kurdish north. UN agencies will be watching to assess whether supplies are reaching their intended recipients.

Of the \$2 billion Iraq will be allowed to sell over six months, about \$130 million to \$150 million must be set aside for the Kurds, which are under international protection after repression by Baghdad.

Shiite leaders in southern Iraq also want special attention, saying that they are concerned that Baghdad will withhold food, medicine and other supplies from them as punishment for attempting to rebel against President Hussein and the Sunni Muslim establishment in Iraq at the close of the 1991 war over Kuwait.

The Security Council did not establish a special distribution system for them as it did for the Kurds, however. But U.S. officials said that they were working on plans to enhance monitoring in the southern marsh areas where the Shiites live.

One-third of the oil income was to be set aside for compensation to victims of the Iraqi attack on Kuwait.

The oil-for-food exemption did not touch the economic sanctions, which will remain in place until Iraq has eliminated all its weapons of mass destruction, returned stolen Kuwaiti property and accounted for missing Kuwaiti prisoners of war.

# Pro-Kurdish TV is taken off the air

*Turkish Daily News*

ANKARA. The London-based MED-TV, widely believed to be run by Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) has ceased its broadcasts, the pro-Kurdish daily Demokrasî reported on Tuesday, quoting station officials.

The Kurdish-language TV went off the air after the unnamed country which was providing satellite communications facilities, unilaterally terminated the contract, the paper said. It added that the station would fight what they said, was a violation of contract.

The sudden cessation of the broadcasts, beamed via satellite for more than two years, followed Turkey's persistent efforts to persuade European governments not to allow them.

Turkish officials recently told the TDN that many European countries that were reluctant to intervene, altered their stance when Ankara provided documentary proof, backed by recordings of programs, that the station violated accepted norms of transboundary broadcasts.

The officials explained that the channel was launched in April 1994 in London by PKK supporters who were naturalized British citizens. In the same year a transponder was rented from France Telecom for \$6.5 million. Two companies set up in

Belgium would cypher the broadcasts and beam them back to London for final broadcasting via the Copernicus satellite. This was eventually replaced by a U.S.-operated communications satellite, the officials explained.

After Ankara's repeated protests, France Telecom refused to renew the transponder contract when it expired, upon which MED-TV officials hired a transponder from a Portuguese company which provided limited broadcasting time.

The Turkish officials, noting that the MED-TV needed at least \$25 million to start broadcasting and employed 200 people across Europe, said the money was easily collected by the separatist organization through the illegal drugs trade and money extorted from the large community of Turkish citizens living in European countries.

But the main factors playing into the PKK's initial success with the TV experiment were the European governments' ignorance of the links between the separatist group and its array of front organizations, or their toleration of its activities.

It took patient efforts on the part of Ankara to persuade these governments to stop their direct or indirect assistance, the officials said. This required careful homework in mastering the complexities of TV broadcasting and legal procedures in view of

the sympathy felt by local authorities in some countries to the separatists.

"Specific countries when confronted by us say they cannot prevent MED-TV broadcasts because they are unable to track its source," one official said. "But every time they say this now, we give them a file. We also go beyond this. Before they would say 'give us evidence that this station incites violence and we will act because this is against our law also.' Because we did not know how to compile this evidence then, we could not give the necessary data," he added.

"But we are no longer novices in this game and now provide them not just with written evidence, but visual evidence through cassette recordings of MED-TV programs which are in violation of, say, the ITC's own regulations," this official said. He also noted that sometimes the Turkish diplomats had to point at restrictions these countries had been implementing against their own separatists.

He recalled the restrictions there are today on carrying reports on TV in Great Britain which promote the point of view of the Irish Republican Army (IRA), and the "gagging order" that existed on Sinn Fein leader Gerry Adams until recently, whereby his remarks could not be given in his own voice.

## 1,069 terrorists killed, 3,674 captured by June 1996

*Turkish Daily News*

ANKARA. Seven terrorists have surrendered. 22 have been killed and six injured terrorists been captured in operations carried out by security forces in Van, Muş, Mardin, Bitlis and Bingöl, the Anatolia news agency reported.

A total of 1,069 terrorists were killed, and 3,674 surrendered or were captured in the first five months of 1996 in anti-terrorism operations throughout Turkey. According to the Interior Ministry, 126 terrorists gave themselves up while security forces killed 1,069 terrorists and captured 3,548 alive — of which 72 were injured — in operations both in urban and rural areas.

Of the 3,548 captured terrorists, 3,167 were members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), while 1,352 were members of leftist parties and 224 members of rightist parties. Officials from the ministry said that nationals of Syria, Iraq and Germany were among those captured.

Of the leftist terrorists, 669 were members of the Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP/C), 163 of the Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army (TIKKO), and 169 of the Marxist-Leninist Communist Party (MLKP), while 15 of the rightist

terrorists were from Hizbullah and 10 from the Islamic Great East Raiders' Front (IBDA-C).

In the operations, security forces seized 1,039 rifles, 237 pistols, 668 bombs, 88,053 rounds of ammunition and 1,386 explosives.

According to a survey conducted among 1,082 PKK militants, 15 percent are illiterate while 13.2 percent are fully literate. 35.85 percent are primary school graduates, 6.2 percent secondary school graduates, 15.55 percent high school graduates, 2.4 percent technical high school graduates and 7.8 percent university graduates. Four percent of the ter-

rorists did not supply details of their education.

A survey conducted among 303 leftist militants showed that 3.6 percent were illiterate.

Thirty-one percent received elementary education, while 16.6 percent graduated from secondary school, 29 percent from high school and 19.8 percent from university. Of 200 rightist terrorists, 1.5 percent were illiterate while 2.5 percent are fully literate. Nineteen percent graduated from primary school, 14 percent from secondary school, 40.5 percent from high school and 22.5 percent from university.

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996

# Les pressions américaines sur Bagdad ne découragent pas les milieux d'affaires

## Malgré l'endettement irakien, la France envisagerait de détacher sur place un conseiller commercial

Alors que les Etats-Unis s'opposent à l'application de la formule dite « pétrole contre nourriture » qui devrait permettre à l'Irak d'exporter

une quantité limitée de pétrole pour subvenir à des besoins alimentaires cruciaux, les milieux d'affaires, notamment français, s'efforcent de

prendre pied sur un marché jugé à terme particulièrement lucratif, en dépit de la situation catastrophique des finances publiques.

**PLUS D'UN MOIS** après la signature, le 20 mai à New York, de l'accord entre l'Irak et l'ONU sur la formule « pétrole contre nourriture », les Irakiens n'ont pas encore vu le premier cent des 2 milliards de dollars qu'est supposée fournir la vente de quantités limitées de pétrole pendant six mois.

« Deux choses restent à boucler, explique un diplomate. L'Irak vient seulement de remettre à l'ONU le plan de distribution de produits alimentaires et pharmaceutiques qu'il entend suivre », plan que les Etats-Unis ont jugé en l'état « inacceptable ». L'autre question porte sur « les rôles respectifs des contrôleurs

mois après ses premières livraisons, mais les clients pourraient proposer des préfinancements pour faciliter les choses.

Au moment où l'Italie envisage d'ouvrir une section d'intérêts à Bagdad, la France, selon une source bien informée, aurait décidé de détacher auprès de sa propre section d'intérêts un conseiller commercial, qui serait Jacques Sarnelli, actuellement conseiller commercial à Hanoï. Le Quai d'Orsay affirme que rien n'est décidé à ce stade, même si, sur le principe, une telle démarche « n'est pas impensable ». « Auquel cas, précise-t-on de même source, l'intéressé aurait le statut

l'un des groupes d'« amis » de l'Irak, l'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice), a conduit, du 8 au 13 juin, à Bagdad une mission de six délégués d'entreprises alimentaires, pharmaceutiques et de transports.

Des diplomates mettent en garde contre « les illusions sur la solvabilité de l'Irak, compte tenu de l'importance de son endettement et des prélèvements qui devront être faits dans ses rentrées en devises, même après la levée de l'embargo, pour payer les indemnités et compensations requises ». Mais certains hommes d'affaires estiment que le jeu en vaut la chandelle. Telle entreprise alimentaire, dont le représentant souhaite garder l'anonymat, prévoit même d'ouvrir un bureau dans la capitale irakienne, dirigé, comme l'exige la législation locale, par un Français - les pétroliers Elf et Total ont déjà ouvert de telles représentations.

L'investissement pour un tel bureau serait important, mais cela reviendrait globalement moins cher que des voyages à répétition à Bagdad, explique cet homme d'affaires. Cela permet aussi d'assurer une présence permanente à un moment où la concurrence sera féroce entre sociétés de tous pays. L'Irak, ajoute-t-il, est par ailleurs quasiment un pays à découvrir, y compris pour une société comme la sienne, qui commerçait déjà avec Bagdad avant l'imposition de l'embargo des Nations unies en août 1991, tant celui-ci a créé de nouvelles réalités.

Autrefois, explique-t-il, « nous traitions directement avec les ministères concernés. Maintenant, les officiels nous renvoient vers les privés, anciennes familles qui ont une longue tradition dans le négoce, mais aussi nouveaux arrivés qui contrôlent désormais une partie au moins des circuits d'importation ».

Nombre de Jordaniens se sont aussi solidement implantés dans les affaires, en jouant les intermédiaires pour les sociétés occidentales et il est peu vraisemblable qu'ils abandonnent leur position avantageuse. Autre phénomène nouveau, la corruption prend une

dimension quasi institutionnelle, nombre de fonctionnaires n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

L'Irak jouera aussi la concurrence entre les sociétés étrangères, privilégiant, dans un premier temps au moins, les meilleurs prix aux dépens de la qualité. D'où une rivalité féroce entre entreprises de différentes nationalités, celles des pays de l'Europe de l'Est, de Russie, de Turquie ou d'Asie offrant une marchandise à bas tarifs représentant un « danger » certain pour les Occidentaux.

Cela permet d'assurer une présence permanente à un moment où la concurrence sera féroce entre sociétés de tous pays

Les responsables irakiens, eux, tiennent pratiquement porte ouverte pour accueillir les représentants des sociétés françaises. Le vice-premier ministre, Tarek Aziz, a répété à la délégation de l'Afice que son pays entendait privilégier la France par gratitude pour son attitude qu'il juge favorable à son pays et aussi pour pousser Paris à exiger du Conseil de sécurité la levée totale de l'embargo pétrolier imposé à son pays. Michel Grimard, membre fondateur de l'Afice, qui dirigeait la délégation, estime comme M. Aziz que la France pourrait, par exemple, ne plus contribuer aux patrouilles aériennes dans le sud de l'Irak - assurées avec les aviations britannique et américaine - et demander que l'aviation civile irakienne soit autorisée à nouveau à reprendre ses vols.

Mouna Naim

### Washington opposé à l'accord « pétrole contre nourriture »

Les Etats-Unis ont qualifié d'« inacceptable », lundi 1<sup>er</sup> juillet, le plan irakien de distribution de vivres remis à l'ONU, mettant ainsi un veto de fait à l'application de l'accord « pétrole contre nourriture », signé le 20 mai et prévu pour permettre à Bagdad de répondre à une situation alimentaire désastreuse depuis l'embargo décrété en 1990. La France et la Russie ont réagi en rappelant que la décision d'approuver ou de rejeter le plan irakien revient au seul secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Washington accuse Bagdad de chercher « encore une fois délibérément » à tricher et à « contourner les règles » en présentant un plan de distribution de vivres visant, d'une part, à établir un contrôle sur les régions kurdes du nord de l'Irak - de facto autonomes - et à transformer une exception humanitaire en une suspension plus large des sanctions en vigueur depuis l'invasion du Koweït, il y a six ans. Les Américains accusent Bagdad de vouloir inclure parmi les produits importés des équipements pour l'informatique, les télécommunications et des pièces détachées, notamment pour hélicoptères. - (AFP)

censés surveiller l'application de l'accord et du Comité 661 [ou comité des sanctions] ». « Les Etats-Unis ont insisté pour que tout passe par le comité, ajoute le diplomate. On semble maintenant s'acheminer vers une formule qui accorderait une large autonomie aux contrôleurs, sous la supervision du comité ».

Par ailleurs, aucune date n'a encore été fixée pour le début des exportations du brut irakien, bien que techniquement, les deux voies d'acheminement, Kirkouk-Yumurtalik (Turquie) et Mina El Bakr, dans le nord du Golfe, soient prêtes. En principe, l'Irak ne devrait commencer à être payée que trois

d'adjoint du chef de la section d'intérêt », Jean-François Nodinot.

Les entreprises françaises semblent très intéressées par le marché irakien, et pas seulement dans la perspective de l'application de la résolution 986. « C'est un marché de quelque 21 millions de consommateurs [potentiels], un des plus grands du Proche-Orient et l'embargo sera forcément levé un jour ou l'autre », explique le représentant d'une société alimentaire française, qui a fait récemment un séjour à Bagdad. Après la visite en avril d'une délégation du Conseil national du patronat français et d'une autre d'Alcathel-Alsthom,

**Turquie.** Sur plusieurs théâtres d'opérations, le pays d'Atatürk sert de force d'appoint aux Etats-Unis.

# Les supplétifs de l'Empire.

PAUL-MARIE DE LA GORCE

**T**out le monde en convient : l'accord militaire israélo-turc, conclu voici trois mois, est l'une des données principales de la nouvelle situation au Proche-Orient. Et tout le monde reconnaît qu'il n'en aurait pas été question sans l'impulsion directe de Washington. Et ce qui s'est passé depuis – l'arrivée au pouvoir de Benyamin Netanyahu et la brusque tension turco-syrienne – n'a fait que le confirmer : la Turquie sera, désormais, un instrument privilégié des Etats-Unis dans cette région du monde.

Au temps de la guerre froide, la Turquie constituait l'articulation essentielle entre l'OTAN, c'est-à-dire le théâtre européen, et le Moyen-Orient. Aussi bien était-elle membre à la fois du pacte atlantique et du pacte de Bagdad. Son rôle aujourd'hui, loin de diminuer, s'est accru et diversifié. Il s'exerce sur quatre théâtres principaux : Asie centrale, Caucase, Balkans et Proche-Orient.

La politique américaine a un double objectif en Asie centrale : parachever le retrait de toute présence russe afin d'éviter, là comme ailleurs, la reconstitution d'une puissance comparable à l'ancienne URSS et empêcher que l'Iran, considéré comme l'ennemi majeur des Etats-Unis, n'y étende son influence. L'instrument de Washington, pour atteindre cet objectif, est la Turquie. Son atout principal, c'est que toutes les Républiques musulmanes naguère soviétiques sont, à l'exception du Tadjikistan, turcophones. A quoi s'ajoute l'avantage, pour la Tur-

quie, d'incarner le modernisme et, dans une certaine mesure, la démocratie, tout en étant un pays musulman. Dans ce jeu, elle est irremplaçable.

Elle l'est tout autant au Caucase. Ici, il s'agit de s'opposer à l'extension de l'influence iranienne, principalement en Azerbaïdjan et auprès des communautés musulmanes en territoire russe, arménien ou géorgien. La partie n'est pas facile : l'Arménie et de la Géorgie s'opposent, avec le soutien de la Russie, à

partenaire principal. Le retour turc dans les Balkans n'est pas en harmonie avec l'héritage de Kemal Atatürk, qui prescrivait de rompre avec les rêves archaïques de domination ottomane. Les circonstances et le jeu des Etats-Unis dans cette partie du monde en ont décidé autrement. La volonté d'Alija Izetbegovic et de son parti, le SDA, d'établir en Bosnie une République islamique, et l'impitoyable confrontation dans laquelle ils se sont engagés contre les populations croates et serbes, ont modifié l'échiquier régional. Car, au-delà de la Bosnie musulmane, il y a les musulmans du Kosovo et du Sandjak, l'Albanie où la population musulmane est majoritaire, la Macédoine avec sa très forte communauté albanaise et musulmane. Les Etats-Unis ont commencé de mettre en place dans les Balkans un dispositif diplomatique, politique et, dans une certaine mesure, stratégique, dont l'instrument privilégié et le point d'appui principal est constitué par le gouvernement bosniaque musulman. Ce faisant, les Américains cherchent, comme



Principal interlocuteur des Américains : l'armée turque (ici en opération au Kurdistan irakien).

abrite, en effet, les canaux d'approvisionnement en argent, en équipements, en matériels, de la rébellion tchéchène. Les Américains, qui utilisent celle-ci comme moyen de pression sur la Russie, ont donc fait de la Turquie, sur ce deuxième « théâtre d'opérations », leur

tout activisme turc. Déjà, cependant, la Turquie y remplit une mission discrète mais importante : elle

la savent tous ceux qui ont suivi de près la crise bosniaque, à donner satisfaction aux pays musulmans, au moment même où leur politique s'identifie plus que jamais à celle d'Israël. Or, dans cette entreprise aussi, la Turquie a joué le rôle le plus important : elle a approvisionné, plus ou moins discrètement, les milices bosniaques musulmanes, formé leurs officiers, veillé à ne pas laisser l'influence iranienne s'étendre à Sarajevo...



Le Proche-Orient est aujourd'hui un autre « théâtre d'opérations ». On en voit l'importance avec l'accord israélo-turc, comme on l'a vu naguère avec l'utilisation du territoire turc pour l'opération *Provide Comfort* sur les régions kurdes du nord de l'Irak. Sur ce dernier point, il est vrai, on se heurte à de difficiles contradictions. Les responsables turcs savent que c'est justement de cette zone incontrôlée, où les Occidentaux ont aboli l'autorité de Bagdad, que proviennent les approvisionnements en hommes, armes et argent, du PKK. Mais c'est le rôle de la Turquie comme partenaire militaire d'Israël qui est essentiel aux yeux de Washington et il sera d'autant plus important que la politique américaine pourrait devenir plus hostile envers la Syrie dont Benyamin Netanyahou déclare qu'elle « se comporte de plus en plus comme un Etat terroriste menaçant toute la région »...

Mais si les Etats-Unis ont réussi à faire de la Turquie leur instrument sur autant de théâtres décisifs, c'est que leur interlocuteur dans ce pays est, avant tout et en permanence, l'armée. C'est elle qui, par-delà l'alternance des partis au pouvoir, détient la responsabilité suprême pour tout ce qui concerne la « sécurité », autrement dit les aspects principaux de la politique étrangère et militaire. De ce fait, l'armée turque a ses exigences et ses propres préoccupations. C'est ainsi qu'elle projette de dépenser 150 milliards de dollars au cours des trente prochaines années pour réduire sa dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs, alors que, de 1989 à 1993, elle a acheté 7,73 milliards de dollars de matériels militaires, essentiellement aux Etats-Unis. De même devrait-elle retarder l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est, par crainte que la Russie ne réplique en resserrant encore ses liens avec la Géorgie et l'Arménie. Et, à propos du nord de l'Irak, son souci est de ne pas provoquer un démembrement territorial qui favoriserait la révolte kurde, et de réclamer, pour elle-même, la direction militaire de *Provide Comfort*.

La politique américaine ne sera pas obligée de satisfaire ces revendications. En revanche – et c'est ce qui conditionnera la formation du futur gouvernement turc – elle voudra garder l'armée comme interlocuteur, tant est considérable le rôle qu'elle assigne à la Turquie. ■

## KIOSQUE

*The New York Times* Quotidien, Etats-Unis

### Les Irakiens bradent leurs antiquités.

Le marché de Portobello Road et les antiquaires de Bond Street, à Londres, regorgent, depuis quelques mois, d'objets de fouilles exportés illégalement d'Irak, vestiges des anciennes civilisations sumérienne, assyrienne et babylonienne. Il est impossible de faire une estimation globale de la valeur des pièces proposées, mais étant donné leur nombre et le fait que certaines valent jusqu'à 50 000 dollars (250 000 FF), il y en a probablement pour des millions de dollars.

Les objets mésopotamiens exportés légalement depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusque dans les années soixante se sont généralement vendus à des prix très élevés : un bas-relief provenant d'un ancien palais a atteint, par exemple, les 12 millions de dollars. Les nouveaux vendeurs sont souvent des membres des classes moyennes qui dilapident leur patrimoine ou des commerçants qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts à cause de l'embargo imposé à l'Irak depuis 1990. Mais, de l'avis des experts, la plupart de ces objets ont été mis sur le marché par des pilliers de tombes, associés à des réseaux de contrebandiers internationaux.

#### Des pilliers de tombes associés à des contrebandiers internationaux.

Des centaines de pilliers ont été signalés près des sites archéologiques. Un camion chargé de tablettes cunéiformes a été intercepté alors qu'il s'appropriait à gagner l'Arabie saoudite. Le commerce des objets de fouilles irakiens est si prospère qu'il a entraîné l'apparition sur le marché de très nombreuses contrefaçons.

Les diplomates, collectionneurs, marchands et experts qui suivent de près ces opérations (mais souhaitent, pour des raisons évidentes, garder l'anonymat) ne sont pas tous d'accord sur leurs modalités. Selon certains, les commanditaires seraient des Irakiens haut placés, y compris dans les diverses administrations : ils expédieraient les pièces en Occident, via la Jordanie. D'autres, comme Nizar Hamdoun, ambassadeur irakien auprès de l'ONU, accusent les Kurdes, en état de rébellion permanente, qui sont, depuis toujours, d'invétérés contrebandiers. De toute façon, selon Hamdoun, il est impossible de surveiller les centaines de milliers de sites archéologiques – dont un grand nombre sont facilement accessibles – que compte l'Irak. Selon les spécialistes américains, la collection du Musée irakien de Bagdad, l'une des plus belles du monde, serait toutefois intacte. En général, les responsables des musées irakiens sont honnêtes et veillent jalousement sur les trésors dont ils ont la charge. Hélas, il semble qu'il y ait des exceptions. Un historien de l'art, John McRussell, de l'université Columbia, à New York, a récemment signalé la présence sur le marché international de trois grands fragments de bas-reliefs de la salle du trône du palais de Sennacherib, à Ninive, qu'il avait photographiés en 1990. ■

BARBARA CROSSETTE

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 3, 1996

# U.S. Aide Optimistic After Talk With Turk Leaders

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ANKARA — A senior U.S. official who met Tuesday with leaders of Turkey's new Islamic-led government said he had found "good understanding, good resonance" as he discussed American security concerns in this region.

Peter Tarnoff, an undersecretary of state, said he was confident that the Turkish Parliament would soon renew its approval of the American-led operation based here that protects Kurds in northern Iraq. He also said he doubted the new government would cancel Turkey's military cooperation agreement with Israel.

Mr. Tarnoff is the first ranking member of the Clinton administration to visit Ankara since the leader of the Islamic Party, Necmettin Erbakan, took office as prime minister last week.

He met with Mr. Erbakan and with President Suleyman Demirel and the new foreign minister, Tansu Ciller.

Mrs. Ciller heads the pro-Western and secular True Path Party, which has joined in a

tenuous coalition with Mr. Erbakan's Welfare Party. She served as prime minister for nearly three years until her center-right government collapsed last year.

Also on Tuesday, Deputy Undersecretary of Defense Jan Lodal met with the new Turkish defense minister, Turhan Tayan.

Some officials in Washington and elsewhere had expressed concerns about Mr. Erbakan's rise to the prime minister's job.

During his campaign last year, Mr. Erbakan said he favored Turkey's withdrawal from the North Atlantic Treaty Organization, an end to military ties with Israel and cancellation of the agreement under which American forces protect the Kurdish enclaves.

Mr. Tarnoff, however, said he doubted Mr. Erbakan's government would take any of those steps. He said that in his discussions Tuesday, he found "a commitment to work with the United States on all the issues that have been important to us in recent years and recent decades.

"We found a disposition in all of our conversations to respond to all of our security cooperation concerns," Mr. Tarnoff said.

According to reports published Tuesday in

Turkish newspapers, the new government is asking for several changes in the Kurdish operation, including the transfer of its headquarters from the Iraqi town of Zakho to a site inside Turkey.

Mr. Tarnoff declined to comment on the reports, but suggested that the United States was willing to adjust the mission to meet Turkish concerns.

"It's natural that these discussions be ongoing," he said. Asked about the military cooperation agreement between Turkey and Israel, he replied, "I have no sense from the people I have been talking to that this agreement would be canceled."

In a written statement, Prime Minister Erbakan confirmed that he wanted friendly ties to the United States.

"Turkey and the U.S. have always been friends and they will always stay friendly," the statement said.

Mr. Erbakan said in the same statement: "It is necessary for the stability of the region for Turkey to form closer relations with all the brotherly Muslim countries in the region."

He told the State Department official that Israel, as a first step to secure peace in the Middle East, must "withdraw from the territories it invaded, including the Golan Heights."

Both Mr. Erbakan and Mrs. Ciller appeared Tuesday at an Independence Day reception sponsored by the U.S. Embassy here. Their presence was taken as another sign of friendship.

"You won't find another politician in this country as shrewd as Erbakan," said a diplomat who attended the reception. "Have you ever heard of the Shiite Muslim concept of *taqiyyah*? It is about the need for concealment in a hostile world. Mr. Erbakan understands."

But 48 hours after Mr. Erbakan took office, Kurdish rebels sent him a message in the form of a fatal bomb attack on Turkish soldiers.

As the soldiers were marching through the eastern town of Tunceli, an apparently pregnant woman stepped from the crowd. She turned out to be carrying a bomb under her dress, and when it went off, she and nine soldiers were killed. More than 20 others were wounded. It was a reminder that regardless of which party holds power here, the war in the southeast remains the country's most intractable problem.

Turkish Daily News THURSDAY, JULY 4, 1996

## PUK claims Baghdad intensifies ethnic cleansing in Kirkuk

Turkish Daily News

ANKARA- The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani has claimed that the Baghdad government has issued decrees turning over all real estate in the city of Kirkuk to the central administration. According to a written statement from the PUK, this real estate and agricultural land, as well as all contractual leases and leaseholds on agricultural land in Kirkuk, will be reissued and reallocated to Arabs.

In an appeal to the U.N. secretary-general, Talabani called on the international com-

munity to force the government of Iraq to abandon its policy of ethnic cleansing in Kirkuk. The statement said the decree would dispossess the Kurdish inhabitants of Kirkuk and another 3,000 families living in the districts of Daqouq, Kakei, Haweeja, Talaban and Dubz.

Kirkuk is above the 36th parallel but under the control of the Baghdad government, and has very rich oil reserves. Turkmens living in Kirkuk are also reportedly under pressure from the central government.



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes

Quatre militaires tués par des rebelles kurdes

ANKARA, 3 juil (AFP) - Quatre militaires turcs ont été tués et trois autres blessés mercredi matin dans une attaque des rebelles kurdes dans la région de Tunceli (est), a rapporté l'agence Anatolie.

Un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a ouvert le feu, vers 05h00 (02h00 GMT) près du village de Cicekli, sur un véhicule militaire transportant les militaires qui revenaient d'une opération contre les maquisards kurdes, selon la même source.

Les blessés ont été hospitalisés à Tunceli.

Le centre-ville de Tunceli a été le théâtre dimanche d'un attentat-suicide d'une militante du PKK contre des militaires, qui a fait, selon un dernier bilan, sept morts et 29 blessés après le décès d'un des blessés qui a succombé à l'hôpital.

CE/hc/pht TF

AFP /AA1234/030927 JUL 96

Allemagne-Iran

La justice allemande accepte d'aller en Iran entendre des témoins

BERLIN, 4 juil (AFP) - La justice allemande a accepté jeudi de se rendre en Iran pour entendre deux témoins dans le cadre du procès pour l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin, dont le parquet fédéral rend responsable le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian.

Cette décision du tribunal de Berlin, devant lequel un Iranien et quatre Libanais répondent de ces assassinats, va probablement repousser de plusieurs mois l'issue du procès, ouvert en octobre 1993 et qui a déjà enregistré plus de 200 jours d'audience.

L'Iran a soudainement accepté, fin juin, que deux témoins soient entendus par la justice allemande à Téhéran, le jour même où le parquet de Berlin devait prononcer sa plaidoirie en vue du verdict.

Les deux témoins doivent déposer en faveur du principal accusé, l'Iranien Kassem Darabi. Il s'agit d'un frère de M. Darabi et d'un de ses anciens partenaires en affaires. La date à laquelle ces auditions pourraient avoir lieu, à l'ambassade d'Allemagne à Téhéran, n'était pas connue jeudi.

La décision de Téhéran a été dénoncée par le procureur général et les représentants de la partie civile comme une tentative d'influencer le procès et de repousser sa conclusion.

L'acte d'accusation met en cause les services secrets iraniens dans l'assassinat des quatre Kurdes. Le parquet fédéral à Karlsruhe, compétent pour les affaires de terrorisme, a lancé en mars un mandat d'arrêt pour meurtre contre l'hodjatoleslam Fallahian, déjà ministre des Renseignements à l'époque des assassinats, et à ce titre responsable des services secrets.

Les quatre opposants, dont le dirigeant kurde iranien Sadegh Charafkandi, avaient été assassinés à l'arme automatique dans le restaurant "Mykonos" en septembre 1992 à Berlin.

vl/pub tf

AFP /AA1234/041300 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes 2èlead

Inculpation de 39 membres du parti pro-kurde Hadep

ANKARA, 4 juil (AFP) - Trente-neuf membres du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (Hadep), dont ses principaux dirigeants, ont été inculpés jeudi par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, en relation avec la profanation du drapeau turc lors du congrès du parti le 23 juin.

L'agence semi-officielle Anatolie, qui a annoncé les inculpations, n'a pas indiqué immédiatement sous quels articles du code pénal ou de la loi ils sont inculpés.

Mais elle a souligné que les chefs d'accusation seraient probablement "appartenance à une organisation illégale" (le PKK) ou "aide à une organisation illégale", qui les rendraient passibles respectivement de 10 à 15 ans de prison ou de 3 à 5 ans.

Parmi les inculpés se trouvent le président du Hadep, Murat Bozlak, quatre vice-présidents et le secrétaire général.

Lors du congrès du parti, un militant au visage masqué avait décroché du plafond et jeté à terre un drapeau turc. Par ailleurs, un emblème du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ainsi qu'un portrait en tissu de son chef Abdullah Ocalan dit "Apo", avaient été hissés.

Les images télévisées de l'incident ont causé un scandale dans tout le pays. Quarante-neuf membres du Hadep avaient été arrêtés le lendemain, sous l'accusation de profanation du drapeau, malgré les déclarations de plusieurs dirigeants du parti qui avaient condamné l'acte. Sur ces 49 personnes, 39 ont été inculpées et maintenues en détention jeudi. Dix autres ont été remises en liberté.

Le Hadep avait succédé au parti de la Démocratie (Dep), dissous par les autorités en juin 1994 pour "séparatisme". Il tentait de se présenter comme un parti "turc", démarqué du PKK. Aux législatives de décembre dernier, il n'avait pu franchir le seuil imposé de 10% des voix pour pouvoir entrer au parlement, ne recueillant que 4,5%.

Huit députés du Dep avaient été expulsés du parlement et leur immunité levée en mars 1994 sous l'accusation de liens avec le PKK.

Ils avaient été condamnés en décembre de la même année à de lourdes peines de prison, allant jusqu'à 15 ans.

L'affaire avait fait grand bruit en Europe. Elle avait dégradé pour un temps les relations de la Turquie avec les instances européennes, en particulier le parlement de Strasbourg et avait failli faire échouer le projet d'union douanière Turquie-UE finalement entré en vigueur en janvier dernier.

Soumise à d'intenses pressions, la Turquie avait adouci sa législation anti-terroriste courant 1995 et la Cour de cassation avait cassé les condamnations de certains députés.

A ce jour, quatre d'entre eux sont toutefois toujours en prison où ils purgent des peines de 15 ans, dont Mme Leyla Zana, un moment pressentie pour le prix Nobel de la Paix 1995. Le parlement européen lui a octroyé le prix Sakharov 95 pour la liberté d'expression.

Après l'incident du décrochage du drapeau, l'un des quatre ex-députés du Dep condamnés puis libérés, Sirri Sakik, présent sur les lieux, l'avait condamné. Mais il avait dit: "alors que nous (les Kurdes) luttons pour la reconnaissance de nos droits culturels, nous ne pouvons approuver que l'on profane le drapeau d'autrui". Ce simple mot "autrui", délibéré ou non, lui a valu d'être lui-même arrêté et inculpé la semaine dernière pour "propagande séparatiste".

HC/bds eaf

AFP /AA1234/041652

JUL 96

LE MONDE - 4 juillet 1996

## Le plan de distribution de vivres par l'Irak est soumis à un strict examen

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

Malgré le rejet public par les Américains du plan irakien pour la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture » (*Le Monde* du 3 juillet), les négociations continuent et ont toutes les chances d'aboutir.

La France - qui préside le Conseil de sécurité pour le mois de juillet - et la Russie se sont contentées de marquer, lundi 1<sup>er</sup> juillet, leur désagrément après les déclarations américaines, en rappelant que la décision d'approuver ou de rejeter le plan irakien revient au seul secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier, pour qui l'application de l'accord « pétrole contre nourriture » a « la plus haute priorité », a décidé de calmer le jeu, en demandant à ses collaborateurs de revoir « point par point » le plan irakien de distribution des vivres.

Le cap le plus difficile ayant été franchi, avec la signature, le 20 mai à New York, d'un accord entre

Bagdad et l'ONU permettant à l'Irak de vendre du pétrole à hauteur de 2 milliards de dollars par semestre, pour subvenir aux besoins humanitaires de la population, les experts estiment aujourd'hui que les objections américaines au plan préparé par Bagdad sont « insignifiantes » et devraient être réglées. Ces experts rappellent qu'en tout état de cause, chaque transaction qui sera entreprise par l'Irak, qu'il s'agisse de vente du pétrole ou d'achat à des fins humanitaires, doit être approuvée par le Comité des sanctions. Celui-ci décide par consensus des quinze membres du Conseil de sécurité, chacun disposant de la possibilité d'empêcher une transaction.

De passage à New York pour présenter le plan de distribution préparé par son pays, Abdel Amir El Anbari, diplomate irakien, qui a habilement négocié l'accord, se dit frustré. « L'élection présidentielle américaine est devenue une malédiction pour le reste du monde, a-t-

il déclaré au *Monde*. En criant sur tous les toits, les Américains ont non seulement montré leur mauvaise foi vis-à-vis de l'Irak, mais ils ont aussi donné la preuve de leur manque de respect pour M. Boutros-Ghali, à qui il revient d'accepter notre plan », a ajouté M. El Anbari. Washington accuse l'Irak de « tricher ». La demande irakienne d'importer des équipements d'informatique, de télécommunication, pour les forages pétroliers et des pièces détachées pour hélicoptères est jugée « inacceptable » par les Etats-Unis.

### COMITÉ DES SANCTIONS

Selon différents diplomates, c'est plutôt le « ton » du document irakien qui irrite les Etats-Unis. En vertu de la résolution 986, qui est à la base de la formule « pétrole contre nourriture », la distribution des vivres dans les provinces kurdes du nord de l'Irak est « entièrement » assurée par les agences de l'ONU, alors que Bagdad veut avoir un rôle important dans cette

distribution. Quant à la date à laquelle l'Irak pourra commencer à exporter son brut, elle dépend du Comité des sanctions. Présidé par l'ambassadeur allemand, Tono Eitel, le Comité devrait proposer des procédures « simplifiées » au début de la semaine prochaine. Selon des diplomates, un des points de divergence entre les principaux acteurs - Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie - porte sur le nombre et la nationalité des contrôleurs chargés d'approuver chaque contrat pétrolier. Pour l'instant, ils sont au nombre de quatre, trois de nationalités américaine, française, russe, et un représentant d'un pays neutre. L'autre point de divergence a trait aux prérogatives de ces contrôleurs. Washington souhaite que chaque contrat soit approuvé par les gouvernements représentés, tandis que les autres souhaitent que la décision finale revienne aux contrôleurs eux-mêmes.

Afsané Bassir Pour

L'EXPRESS

4/10 juillet 1996

## Turquie : le plan d'Erbakan

La nomination d'un Premier ministre islamiste à la tête de la Turquie laïque constitue évidemment un tournant. Le virage sera-t-il pour autant spectaculaire ? Plutôt subtil. Car, à 69 ans, **Necmettin Erbakan**, le chef du Refah (le parti islamiste), est passé maître dans l'art du louvoiement. Plutôt que de dénoncer ouvertement les principes de la République laïque, il essaiera d'en minimiser l'influence. La répartition des portefeuilles ministériels avec l'autre partenaire de la coalition, le centre droit



Le Premier ministre islamiste turc.

de **Tansu Ciller**, donne déjà une idée des domaines où l'influence islamiste risque de se manifester. Si les ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères - bastions de l'armée, garante de la laïcité - échappent au Refah, ce dernier récupère, notamment, la Justice, la Culture, le Logement et la Sécurité sociale. Assez pour placer ses hommes et modifier discrètement bien des orientations. Deux inconnues menacent cependant le plan d'Erbakan : la durée de vie d'un gouvernement dont l'assise parlementaire est fragile et la réaction des militaires. Quel que soit son réel commanditaire, l'attentat-suicide (six soldats tués), revendiqué par les Kurdes armés du PKK, au lendemain d'un discours d'investiture où le nouveau Premier ministre promettait de lever l'état d'urgence dans le Sud-Est, est à cet égard un avertissement pour un gouvernement sous surveillance.

J.-M. D.

# International relief groups charge Turkey imposed secret embargo against north Iraq

By M. Akif Beki

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- International relief agencies are complaining that Turkey is obstructing humanitarian aid reaching Northern Iraq and are urging a policy review under the new government led by Prime Minister Necmettin Erbakan.

More than \$1 million worth of humanitarian aid in the form of medicine, provided as part of a campaign organized by the International Relief Association (IRA), faces the prospect of going to waste due to a "secret embargo" put in place by the Turkish government against northern Iraq, the relief agencies claim.

The IRA, a nonprofit tax-exempt American relief organization founded in 1992, is dedicated to alleviating the pain and suffering of poor and needy people around the world. It applied for and obtained the approval of both the United Nations and the United States government to send six shipments of medicines and medical equipment to the people of Northern Iraq in the UN mandated protection zone.

After completing the process of gaining permission to carry out their aid activities, the IRA brought the six loads of supplies to Turkey, the first arriving six months ago, for transshipment to Northern Iraq. At present the first of the aid cargos is being held at the Turkish-Iraqi border crossing at Habur. The other five are at the port of Istanbul with an additional 17 boxes being impounded at the Istanbul airport since May 9.

Dr Khalil Jassemm, chairman of the IRA, and Ms Vicki A. Robb, medical director of the organization, were surprised when they arrived in Turkey to accompany the shipments to Northern Iraq and to supervise the distribution of the medicine. The problem was that the Turkish Foreign Ministry changed its policy towards permitting humanitarian aid being sent to Northern Iraq. Dr Jassemm said he could not understand what the reason behind this change was.

"We tried everything possible to get the shipments across the border, but we could not succeed," he said.

Mehmet Bolovali, an IRA official and a resident of Ankara for the last 15 years, criticized the Foreign Ministry for not respecting international rules and laws and added that the organization had been sending humanitarian supplies to Northern Iraq since 1992 through this country without any problems. "A few years ago there was a permission process to send anything to Northern Iraq and we went along with it. But lately we know there is no law or circular letter that requires permission for our campaign. That is why we asked the Foreign Ministry to please show us a document preventing our organization's work. But they could not," the IRA official said. "Later we took the Foreign Ministry to court," said Bolovali, "The Foreign Ministry demanded time to prepare their defense, because they do not have any acceptable reason to show to the court. If they don't say they prohibited sending help to Northern Iraq, they will lose. If they do say that, the Turkish State will be criminal according to international agreements." After all these developments, officials of the Foreign Ministry recommended to the IRA to hand over all six medical shipments to the Turkish Red Crescent since they have a better chance of delivering them to Northern Iraq.

Negotiations have begun between the IRA and the Turkish Red Crescent over sending the medicines and medical equipment to Northern Iraq. IRA officials are trying to do everything to distribute these supplies before they become spoiled, resulting in the loss of \$1 million of much needed aid.

"We are not closer to any one group or party in Northern Iraq more than the others. We only aim to help the needy people of Northern Iraq, not support any party," declared one IRA official. "If they do not believe us, they can say this. If there is any harmful organization in Northern Iraq according to the Turkish state, why don't they ban just them, instead of punishing all the organizations and thus the needy people?" he stressed.

According to claims, the Turkish Foreign Ministry worries that relief and volunteer organizations working in Northern Iraq are possibly supporting illegal groups or parties in their struggle against the Turkish state.

## Turkey is world's sixth largest arms importer

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Turkey was the sixth-largest arms importer in the world in 1994, according to official U.S. data released by the U.S. Arms Control and Disarmament Agency (ACDA). But in terms of GNP per capita, Turkey ranks 78th in the world, with \$2,075 per capita, according to ACDA. In terms of military expenditure as a percentage of total GNP, Turkey ranked 36th with 4.1 percent.

Turkey imported \$950 million-worth of arms in 1994, mainly from the United States. Turkey amassed "slightly over \$3 billion in purchases in 1992-1994, accounting for 23 percent of the European total," the ACDA report said. Of those arms, \$2.5 billion-worth were imported from the United States; \$220 million from France; \$120 million from Russia; \$90 million from Germany; and \$70 million from the United Kingdom.

The top five arms importers in 1994 were: Saudi Arabia (\$5.2 bn); Egypt (\$1.5 bn); United States (\$1.1 bn); Israel (\$1 bn); and South Korea (\$1 bn). Turkey has the seventh-largest armed forces in the world, with a total of 811,000 troops.

The ACDA report says that total arms exports have declined by 73 percent since the beginning of the decade.

The United States provided 50 percent of all arms deliveries in the world, with over \$17 billion-worth of arms sold to the Middle East alone. The United States sold 61 percent of all arms purchased in Europe during 1992-94, for a total of \$8 billion.

## HADEP chairman Bozlak arrested

*Turkish Daily News*

ANKARA- Thirty-nine members of the People's Democracy Party (HADEP), including party leader Murat Bozlak, were officially arrested yesterday by Ankara's State Security Court. A total of 49 people had been detained after the HADEP general congress two weeks ago, where some separatist participants took down the Turkish flag and replaced it with some symbols of separatist and terrorist organizations. Yesterday these detainees were taken to the State Security Court.

HADEP chairman Murat Bozlak, deputy chairmen Ismail Arslan, Osman Özçelik, Hikmet Fidan, Şehabettin Özaslan, and Deputy General Secretary Zeynettin Unay were among those detained. After the trial, 39 people were arrested, including chairman Bozlak. The other 10 were freed, but cases against them are pending. Police brought the flags and symbols of the separatist and terrorist groups to the State Security Court as evidence. The police took strict security mea-

sures around the court and made identity checks before letting people in.

### Protest of the Ankara bar association

The State Security Court attorney-general decided yesterday that lawyers who did not have any duty in the trial should not be let in. The board of administrators of the bar association in Ankara protested against this ruling. A member of the board of administrators, Şahin Mengü, made a statement representing the opinion of the bar association about the issue. He said: "It is a completely unjust decision, and we can see traces of a search for judgements without defense counsels in this decision, which is completely against the concept of the state under the rule of law."

Meanwhile, the attorney general in Ankara launched a case against people who demonstrated in front of the head office of the Labor Party (EP), protesting the Constitutional Court lawsuit to close down the party. The attorney general is demanding prison terms of

one to three years for the protestors. The indictment said the protests were against the law, and that the protestors had ignored the warnings of the police, continued to shout slogans and moved against the police forces. In the clashes the chief of the police forces, Turgut Yaşlı, wounded his head, police officer Hüseyin Bulut's arm was broken, and 13 other police officers were injured.

Vedat Korkmaz, owner of the left-leaning newspaper Evrensel, said that he had also been wrongly detained, and that he would bring a case against the police forces.

He said that he had been to Hacettepe hospital to visit the protestors wounded in the clashes, and had witnessed the police attempting to detain even those who had been wounded.

He said he had tried to intervene but the police had detained him as well. Korkmaz is also included among those for whom the attorney-general is demanding a one- to three-year prison term.

TURKISH PROBE JULY 5, 1996

Turkey's national symbol has come under increasing attack from the PKK separatists.



# Kurdish Problem Haunts Erbakan

ILNUR ÇEVİK

A weekend suicide bomber showed it will take much more than "Muslim brotherhood" to put an end to Kurdish separatism in eastern and southeastern Turkey.

Observers said they were encouraged when the coalition between the pro-Islamic Welfare Party (Refah) and the True Path Party (DYP) took office on Friday because Refah has managed to capture the sympathy of the Kurds by offering them cultural rights as well as using the spirit of "Muslim brotherhood" to end their alienation, especially in southeastern Turkey. Refah won a majority of the seats in eastern and southeastern Turkey and thus represents the people of the area. In some eastern and southeastern provinces Refah emerged as the number one party while in some it was second to the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), which could not win seats because it failed to pass the 10 percent national threshold in the polls.

However, things seemed to change when a Kurdish female suicide bomber killed nine Turkish soldiers last week-

end during a parade in the eastern provincial center of Tunceli. Erbakan was quick to condemn the incident and say he would oppose everything that undermined the security forces. "I strongly condemn this abhorrent attack and wish that Allah shows compassion to our martyrs," Erbakan said in a message to Chief of Staff General Ismail Hakkı Karadayı.

Erbakan had previously hinted that his administration could allow Kurdish-language television and education, but at a protocol signing ceremony for the new coalition government before the attack, he showed little sign that he would deviate from the policy of past governments.

"We will not allow debates that weaken our security forces in the fight against terrorism," he said at the weekend, reading from the coalition agreement made with the DYP.

He said the Kurdish problem's "spiritual and psychological dimensions" would be taken into account in combatting the PKK, but did not elaborate.

Zeynep Kınalı, 24, disguised as a pregnant woman, rushed into the military parade in Tunceli on Sunday and let

## Cautious:

Erbakan had previously hinted that his administration could allow Kurdish-language television and education, but at a protocol signing ceremony for the new coalition government before the attack, he showed little sign that he would deviate from the policy of past governments

off a bomb hidden under her clothes.

A Kurdish news agency affiliated to the separatist movement in Turkey said Kınalı was a member of the PKK terrorist group and her husband was also a member of the organization, and was serving a prison sentence in Adana.

It was the first such attack in 12 years of the bloody separatist campaign and was carried out three months after PKK leader Abdullah Öcalan threatened a wave of suicide bombings. Turkish military officials had told the Turkish Daily News earlier that they feared such bomb attacks in major cities. Witnesses said the bomber timed the attack to coincide with the climax of a ceremony when soldiers were lowering the red and white Turkish flag in front of a statue of national hero, Kemal Atatürk.

The bombing came just as Turks were experiencing a bout of "flag fever" following incidents when masked youths tore down a huge Turkish flag at the annual convention of HADEP. This sparked a national outcry and HADEP officials who failed to prevent the assault on the flag were jailed along with three young men who allegedly abused the flag. They face possible charges of separatism and "insulting the Turkish flag." The red and white Turkish flag fluttered from public buildings, apartment balconies and shops.

Police also held a former Kurdish

deputy Sırrı Sakık for comments he made on television about the HADEP incidents in which he referred to the Turkish flag as belonging to "other people."

As all these events were occurring, Turkish troops backed by air power poured into northern Iraq on Thursday and killed more than 44 Kurdish terrorists. Military officials said U.S.-made Cobra helicopters were firing rockets at suspected positions of the PKK, which has bases in the mountains of northern Iraq.

Prime Minister Erbakan while meeting U.S. Undersecretary of State Peter Tarnoff complained that the failure of the Americans to deliver new Cobra helicopters to Turkey was undermining Ankara's fight against terrorism. He said Turkey had already paid half of the money for the helicopters and stressed it was hard to explain to the Turkish people why the United States was doing this.

American sources have said the anti-Turkish lobby which is sympathetic to the Kurds has been blocking the delivery of the helicopters in Congress.

Observers said Erbakan's remarks suggested there will be no let up in the fight against the PKK during his administration. It also suggested he wants to be on good terms with the military who desperately want the helicopters. ■

—  
TURKISH PROBE JULY 5, 1996  
—

## —Focus on Human Rights—

### Hunger Strike at Buca Prison Continues

Ercan Demir, the Izmir branch chairman of the Human Rights Association, claimed over the weekend that the hunger strike launched by inmates of Buca prison had entered its sixth week and that the condition of three inmates had become serious. In a written statement, Demir claimed that the relations between the prisoners and the prison administration had become tense when one of the inmates was not allowed to see his family during their visit a short time ago. He claimed that the number of the striking inmates was 180.

### Turkey Asks European MPs To Reconsider Kurd Ruling

Turkey urged the European Parliament on June 26 to reconsider its condemnation of Ankara's policy towards the Kurds after a weekend rebel attack. "These terrorist murders occurred only three days after the European Parliament's resolution," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel told a news briefing. "Turkey calls on the members of parliament who supported the resolution to re-evaluate their action." Ankara blamed the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist group for

Saturday's killing of eight people, including women and children, near the southeastern city of Diyarbakır.

### 5 Dead in Prison Fight in Uşak Jail

Five prisoners were killed on July 1 in a fight at a jail in the provincial center of Uşak in western Turkey. The dead men, who were stabbed, had been convicted of robbery offences. Two other prisoners were wounded in the incident. More than 1,500 far-left and Kurdish militant prisoners have been on hunger strikes in jails throughout Turkey since May.

### Turkish Minority Rights Violated in Greece

The Greek state has tried to take control of the Turkish minority's foundations at Gumulcine in Greece by designating administrators for these foundations, the Anatolia news agency reported. The Turkish minority gathered at the Yeni Mosque on July 2 in order to discuss how to combat this move. The Greek authorities sent police forces to prevent the gathering and closed mosques in the surrounding area. Greek police surrounded the

mosques and the foundation building of the Turkish minority, as well as nearby streets, thus raising the tension considerably. The police were reinforced by additional forces brought from other cities. The gathering was organized by the Minority Information Council and was attended by Ahmet Faikoğlu and İsmail Rodoplu, independent deputies in the Greek parliament, and the appointed muftis of İskece, İbrahim Serif and Mehmet Emin Ağa. Also present were the Turkish administrators of certain townships, the Turkish chairmen of various associations and the Turkish members of the municipality councils of İskece and Gumulcine.

### Jail Families Protest New Turkish Coalition

Turkish police arrested around 50 people demonstrating against prison conditions outside the building where the new Islamist-led government was holding its first Cabinet meeting on June 29. The protestors, mostly middle-aged women, held banners reading "Our sons are dying" and demanded to see new Interior Minister Mehmet Açar, a former hardline police chief. The Anatolia news agency said police in central Istanbul detained around 100 people demonstrating against the disappearance of political activists who protestors say have been illegally detained or killed by police.

Turkish Daily News FRIDAY, JULY 5, 1996

# KDP asks for restriction of military operations in N.Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), has sent a letter to the heads of state of Turkey, the United States, France, Germany and Britain asking them to restrict Turkish military operations in northern Iraq, according to an Anatolia news agency report based on KDP radio broadcasts.

Barzani asked that military operations be used in a limited framework.

Safin Dizayee, the representative of the KDP in Ankara, said that they had given this message to the Foreign Ministry and they might be presenting the letter to President Demirel. The KDP Ankara

office, in a written statement, said that since early April there have been aerial operations and military incursions into northern Iraq.

"These operations are done under the pretext of the pursuit of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and targeting their suspected camps.

Sadly in many such operations civilian settlements have fallen victim to these unnecessary raids.

If such indiscriminate attacks continue, it will further encourage people to abandon their homes and create a real vacuum which can only be an advantage for the PKK," indicated the statement.



KDP leader Massoud Barzani

L'HUMANITE

5 juillet 1996

## Turquie : 39 progressistes inculpés

Trente-neuf membres du parti de la Démocratie du peuple (Hadep), qui se prononce pour une solution négociée au Kurdistan, ont été inculpés hier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Le prétexte : ils auraient profané le drapeau turc lors de leur congrès.

MIDI LIBRE

5 juillet 1996

TURQUIE

## 39 députés pro-kurdes inculpés

■ Trente-neuf membres du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (Hadep), dont ses principaux dirigeants, ont été inculpés hier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Ils sont accusés de profanation du drapeau turc lors du congrès du parti, le 23 juin dernier.

LE FIGARO

5 juillet 1996

## Inculpation de 39 membres du parti pro-kurde

□ Trente-neuf membres du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (Hadep), dont ses principaux dirigeants ont été inculpés, hier, par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, pour avoir profané le drapeau turc lors du Congrès du parti le 23 juin. L'agence Anatolie indique que les chefs d'inculpation seraient probablement « appartenance à une organisation illégale » (le PKK) ou « aide à une organisation illégale » et passibles de 3 à 15 ans de prison.

COURRIER PICARD

5 juillet 1996

## 39 du PKK arrêtés

Trente-neuf membres du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (Hadep), dont ses principaux dirigeants, ont été inculpés hier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, en relation avec la profanation du drapeau turc lors du congrès du parti le 23 juin.

Mais elle a souligné que les chefs d'accusation seraient probablement « appartenance à une organisation illégale » (le PKK) qui les rendraient passibles respectivement de 10 à 15 ans de prison ou de 3 à 5 ans.

Lors du congrès du parti, un militant masqué avait décroché du plafond et jeté à terre un drapeau turc. Par ailleurs, un emblème du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ainsi qu'un portrait en tissu de son chef avaient été hissés.



# La Lettre de l'UGAB

n° 135 - Samedi 6 juillet 1996

ISSN n° 1249-271X

## ALLIANCES

Lors d'une conférence organisée fin juin à Moscou

### La Douma soulève la question du soutien à la cause kurde

Le quotidien russe *Nezavissimaïa Gazeta* du 26 juin dernier rapporte qu'une conférence a été organisée la veille dans l'enceinte de la Douma russe, à l'initiative de la Commission «Relations internationales et Géopolitique» du Parlement, sur l'avenir de la question kurde. Ont participé à cette conférence, aux côtés de membres du gouvernement et du Parlement russes, des représentants d'organisations politiques et non-politiques kurdes et des délégués venus des anciennes République soviétiques, dont l'Arménie.

Les participants ont décidé au terme des travaux de former une commission kurde interparlementaire, et de confier le soin au ministère russe de l'Intérieur de mener la lutte pour la reconnaissance du peuple kurde dans les tribunaux internationaux, contre les pressions exercées sur la question kurde au plan international, pour la création d'une radio kurde à Moscou, etc...

Tirant les enseignements de cette conférence, M. Alexandre Vengerovski, député de la Douma, membre de la Commission «Relations internationales et Géopolitique», a déclaré que la Russie apportait une «contribution active» à la recherche d'un règlement pacifique de la question kurde, et a condamné les actes de violence perpétrés à l'encontre des «Kurdes épris de paix». «La Russie veut

développer des liens d'amitié avec le Kurdistan, car cela contribuera à maintenir la stabilité le long de la frontière sud de la Russie», a-t-il ajouté.

Côté turc, selon le Service de Renseignements militaires, cité par le journal *Cumhuriyet*, l'on affirme que la Russie aide l'organisation séparatiste kurde du PKK, afin de consolider ses positions dans les trois Républiques du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). Le vice-président de la commission «Relations internationales et Géopolitique» de la Douma russe a eu beau indiquer, durant son intervention à la tribune de cette conférence, qu'il ne souhaitait pas inscrire à l'ordre du jour de ses travaux la question du lien entre le règlement du problème kurde et le transit par le territoire turc du pétrole azerbaïdjanais, la sécurité militaire turque n'en a pas moins estimé que l'aide militaire russe pourrait compromettre sérieusement le projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan voulu par la Turquie.

Quant à la presse turque, elle a réagi bien entendu à la tenue de cette conférence sur un ton franchement critique, en affirmant que son objectif était de «démembrer la Turquie à l'aide de la carte kurde». ■

*Turkish Daily News* SATURDAY, JULY 6, 1996

## British High Court upholds extradition of Kani Yilmaz

By Orya Sultan Halisdemir

*Turkish Daily News*

LONDON- The British High Court rejected on July 4 the appeal made by Kani Yilmaz, the alleged head of the European section of the ERNK — a Kurdistan Workers' Party front organization — against the decision made by the Home Office to extradite him to Germany.

Yilmaz will be extradited on July 18. However,

sources told the TDN that another appeal was possible, this time to the House of Lords, the final court of appeal on points of law for civil and criminal cases. His solicitors are said to be preparing for this appeal.

Yilmaz was jailed on his way to address British parliamentarians on Oct. 26, 1994. Last year a court ruled that Germany's extradition request was in order. The appeal against the decision of extradition was heard on May 20, 21 this year. The House of Lords previously listened to debate regarding Yilmaz's imprisonment on May 16. During the debate in the House, as well as in court, Yilmaz's barristers argued that he should be released immediately and should not be deported to Germany on the basis that his life was at risk if Germany extradited him to Turkey.



Plen (96) 7  
Original: English  
Received: 6.7.96

**SUPPLEMENTARY ITEM**

**RESOLUTION**

**ON**

**TURKEY**

adopted by the

**Committee on Democracy, Human Rights and Humanitarian Questions**

The OSCE Parliamentary Assembly,

1. Hoping that the excellent cooperation and dialogue between representatives of the Turkish nation and the OSCE Parliamentary Assembly, engendered by the Assembly's May 1995 Delegation visit, will continue in the same positive spirit;
2. Concerned about ongoing violence in Turkey which is causing losses of thousands of lives and large-scale human suffering;
3. Condemning terrorism in all forms, especially by radical groups such as PKK, and calling for the urgent termination of any kind of logistical and financial support provided by some countries;
4. Reaffirming previous Declarations of the OSCE Parliamentary Assembly concerning the appeal to release all prisoners detained solely for non-violent expression of their views, including three former Members of the Turkish Grand National Assembly;

5. Welcomes legislative efforts to amend the Constitution to eliminate such provisions which, as remnants of military rule, restrict political activities fundamental to democratic societies;
6. Calls upon the Turkish Government and Parliament to abolish Article 8 of the Anti-Terror Law, Article 312 of the Penal Code and other statutes which violate the principle of freedom of expression;
7. Urges the Turkish Government to take urgent action to halt widespread use of torture by police and other officials, and to end its persecution of medical professionals and NGOs who provide treatment to victims of torture and expose human rights abuses;
8. Calls upon the Turkish Government to promote economic, social, cultural, legislative and other peaceful means to solve internal problems, in particular those concerning the Kurdish population in southeastern Turkey;
9. Urges the Turkish Government to establish consultative mechanisms with non-violent Kurdish-based organizations, which recognize the territorial integrity of Turkey, to defuse sources of conflict and propose strategies to resolve the crisis in southeastern Turkey;
10. Welcomes an invitation by the Turkish Grand National Assembly for an OSCE Parliamentary Assembly delegation to visit Turkey to examine developments in the human rights situation and the respect of OSCE commitments since the visit of the last Assembly delegation in May 1995;
11. Urges the Chairman-in-Office of the OSCE to send a personal representative to Turkey, in conjunction with the aforementioned Parliamentary Assembly delegation, to develop recommendations regarding the scope and mandate of future OSCE activities.

VALEURS ACTUELLES - 6/12 juillet 1996

COALITION "IMPOSSIBLE" EN TURQUIE  
**Islamisme-libéralisme ?**

**L'islamiste Necmettin Erbakan s'allie avec la libérale Tansu Ciller pour gouverner. Mais le discours anti-occidental d'Erbakan ne passe toujours pas.**

**L'**attentat-suicide (six soldats tués et une trentaine de blessés) commis dimanche 30 juin dans le sud-est de l'Anatolie et revendiqué par le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) est un premier avertissement pour Necmettin Erbakan, le nouveau premier ministre turc.

Avant de combattre le PKK, Erbakan devra asseoir

son propre pouvoir. Il a présenté son gouvernement en compagnie de Tansu Ciller, nommée vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Le DYP (parti de la Juste Voie de Mme Ciller) obtient quelques ministères d'importance, comme l'Intérieur, la Défense et l'Education nationale. Mais le Refah (parti islamiste) prend les commandes des Finances, de la Culture et, ce qui est loin d'être négligeable en Turquie, de l'Energie.

Reste à savoir si le Parlement validera la coalition gouvernementale le lundi 8 juillet. Seize députés du DYP ont dit

qu'ils voteront « non » par « respect de la laïcité » ; neuf ont déclaré qu'ils seraient absents lors du scrutin. Le quotidien *Hürriyet* estimait mardi dernier que le gouvernement Erbakan-Ciller devrait être censuré par la Chambre par deux cent soixante-douze « non » contre deux cent soixante « oui ».

Necmettin Erbakan est entré en politique en 1969. En 1974, il était vice-premier ministre lors de l'intervention turque à Chypre. « Hoca » (« Maître », son surnom) vilipende aujourd'hui un Occident qu'il connaît très bien. Il a fait de brillantes études à

Aix-la-Chapelle qui lui ont permis de devenir, à vingt-sept ans, le plus jeune professeur agrégé des universités turques.

Une silhouette rondouillarde et une petite moustache blanche lui donnent aujourd'hui une allure de grand-père bienveillant. Elle ne rassure pas totalement l'électorat. Gouvernée par des laïcs depuis 1923, la Turquie est inquiète de le voir déclarer que « les Turcs ont été réduits en esclavage par l'Ouest » et que « l'Union européenne est un club de chrétiens auquel il faut substituer une union islamique du Maroc au Kazakhstan ».

Cem Serdengesti



Reşit Dinç (center) claimed at a press conference that he was subjected to beating and torture whilst in custody. HADEP İzmir chairman Güven Özata (L) and Adana chairman Eyüp Karageçili (R) also spoke at the press conference. TDN Ali Fuat Ulay

## HADEP sees arrests as a new coup d'etat

**In custody:** A detainee claimed he was subjected to beatings and torture, including electric shocks, water cannons and Palestine hanging

*Turkish Daily News*

ANKARA- The People's Democracy Party (HADEP) İzmir chairman, Güven Özata, at a press conference on Friday said that the arrests of 39 members of the party, including party Chairman Murat Bozlak, was a new coup d'etat. He said that the real perpetrators of the "flag event" were known by police, but that they will never catch them because the event was a provocation aimed at shutting down HADEP.

The pro-Kurdish Democracy Party, HADEP's predecessor was closed down two years ago and many of its deputies were arrested on March 2, 1994 — a date which many

Kurds refer to as a "coup d'etat" — and were later sent to prison.

At the HADEP general congress two weeks ago, a Turkish flag was cut down and replaced with Kurdistan Workers' Party (PKK) symbols. Later that day, scores of HADEP officials were detained and on Thursday the Ankara State Security Court formally arrested 39 party members.

Three young men, namely Reşit Dinç, Veysel Dağdaş and Ömer Doyuran, were detained by police on suspicion of having cut down the flag.

Dinç and Dağdaş were later released and Doyuran was formally arrested. Dinç later told

the press that whilst in custody they were beaten and tortured in various ways, including electric shocks, water cannons and Palestine hanging (a form of hanging where one's hands are tied behind one's back and then one is lifted by a pole placed under the armpits).

İzmir Chairman Özata said that the real perpetrators, provocators who are known very well by the police, would never be captured. "These young men are living proof of the conspiracy," Özata pointed out.

"We condemn the desecration of the flag and we protest the revengeful attacks against our party," Özata said.

Özata said that if HADEP shuts down they might establish a new party but that no matter what happens they will continue to pursue their aims in whatever way necessary.

Libération  
6/7 juillet 1996

### Turquie: grèves de la faim

La série de grèves de la faim tournantes, suivies depuis 45 jours par 9.500 détenus d'extrême-gauche et pro-kurdes dans une trentaine de prisons turques, s'est durcie. Certains font une grève totale pour obtenir la fermeture de la prison de haute sécurité d'Eskisehir.

Turkish Daily News MONDAY, JULY 8, 1996

# Syria and Iraq call on Turkey to discuss Euphrates' waters problem

**Syrian delegation head:** 'The subject of waters is a matter of life or death to Syria and also Iraq. Half of our people live on the Euphrates along with their crops and livestock'

*Turkish Daily News with wire dispatches*

ANKARA- Iraq and Syria accused Turkey for the continuation of water problem at meetings they held in Bagdad on Saturday. They also invited Turkey to another meeting between three countries to discuss the water question, the Anatolia news agency reported.

The head of the Syrian delegation, Muhammed al-Rifa'i, told Agence France Presse that Iraq and Syria would bring the problem to international and Arab platforms and would warn foreign companies who participate in the construction of dams on Euphrates.

Al-Rifa'i accused Turkey of polluting the Euphrates and rejecting repeated Syrian overtures for a solution to the problem, which he described as "a matter of life or death" to his country, Reuters reported.

"We are keen to establish good relations with Turkey. The hurdle is the subject of waters. If this issue is

solved, nothing will bar normalized relations," Rifa'i told Reuters. He accused Turkey of polluting the Euphrates, which winds through Syria before entering Iraq.

He also charged that Ankara reneged on a promise in a 1987 agreement to reach a permanent solution once the gigantic Atatürk dam was filled. "There is a pact we signed with Turkey in 1987 under which more than 500 cubic metres per second should be allowed to flow into Syria until the filling of Atatürk dam. That dam is already full but the Turks are still unwilling to strike a new agreement.

"The subject of waters is a matter of life or death to Syria and also Iraq. Half of our people live on the Euphrates along with their crops and livestock," Rifa'i said.

Rifa'i said salinity and pollution had increased in the waters reaching Syria, a country which loses large areas of agricultural land each year.

Rifa'i is heading a delegation of technicians for talks with Iraqi coun-

terparts to coordinate there stand toward Turkey on the sharing of waters from the Tigris and Euphrates rivers, both of which originate in Turkey.

Turkey offered a three step plan for the flow of Tigris and Euphrates. According to this plan the three countries will determine their water needs, the quality of their soil and will then make an agreement according to the data. Iraq and Syria both rejected the plan.

Relations between Turkey and Syria have worsened in recent months. Ankara accuses Damascus of harboring guerrillas of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Turkey argues that unless Syria stops supporting terrorism, Turkey will not discuss anything with Syria.

In pursuit of PKK rebels, Turkey has mounted several cross-border raids into Iraqi territory, drawing condemnation from Baghdad.

Rifa'i said that Iraq and Syria ended the talks on Saturday with a plea to their upstream neighbour to settle the issue on the basis of international law.

Iraq and Syria, ruled by rival factions of the Arab Baath Socialist Party, have no diplomatic relations. But the two arch-foes strive to coordinate stands on water.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 9, 1996

## Islamists Win Backing In Turkish Parliament Coalition Leader Has Vowed to Restore Muslim Dominance

By Kelly Couturier  
*Washington Post Service*

ANKARA — The Turkish Parliament gave the green light Monday to the country's first Islamic-led government in a vote of confidence that ended the secular elite's 73-year monopoly on Turkish politics.

The coalition government of Necmettin Erbakan was approved by a vote of 278 to 265, a majority of three votes in the 550-seat assembly.

Mr. Erbakan, leader of the Islamic Welfare Party, beamed as supporters lined up to congratulate him after the vote, kissing him on both cheeks or kissing his hand in a traditional Turkish sign of respect.

In a speech following the vote, the veteran politician congratulated the "65 million Turks for at last getting a government capable of addressing their problems."

He thanked his supporters, including former Prime Minister Tansu Ciller,

whose center-right True Path Party agreed last week to be the coalition partner the Islamists have been seeking for months.

Ten members of Mrs. Ciller's party failed to support her in Monday's confidence vote, including the outgoing Foreign Minister Emre Gonensay, and have said they will resign from the party, leaving the government with a very slim margin of support.

After Mr. Gonensay announced his "no" vote, some pushing and shoving broke out in the True Path seats in Parliament, and after the vote, fighting was reported in the corridors between True Path members and between opposing members of other parties.

Mr. Erbakan was named prime minister last week after announcing a coalition with Mrs. Ciller's party.

Once prime minister, the Islamist leader almost immediately dropped his

impassioned anti-Western rhetoric and radical campaign promises to pull Turkey out of NATO, create an Islamic United Nations and replace the Turkish lira with an Islamic dinar.

Instead, Mr. Erbakan, 70, announced a government program that reaffirms the status of Turkey as a "democratic, secular and social state of law" and stipulates that Turkey will maintain its ties to the West and its free-market orientation, while developing its ties to Islamic countries.

Opposition to the Islamists coming to power, something many believed unthinkable in overwhelmingly Muslim but staunchly secular Turkey just a few years ago, has been worn down by nine months of political instability and the

inability of the country's bitterly divided secular parties to come up with solutions to the country's problems.

Many among the country's powerful elite, which includes the military and business community as well as the political class, refused to acknowledge the growing power of the Welfare movement, even after the party swept municipal elections in 1994, and continued building its grassroots movement, enabling it to emerge victorious with 21 percent of the vote in December's parliamentary elections.

A secular center-right coalition was set up to block the Islamists' path to power after the December vote, but was brought down by the Welfare Party's opposition efforts and the incessant in-

ternal squabbling between Mrs. Ciller and her coalition partner, Mesut Yilmaz, the leader of the Motherland Party.

The impotence of that coalition led many Welfare opponents, especially in the business community, to begin accepting the idea of letting the Welfare Party try its hand at solving the problems of chronic inflation, ballooning public deficits, Kurdish insurgency and social unrest that are plaguing the country.

The moderating effect of Mrs. Ciller's party and the presence of the discreet but powerful military, who have vowed to defend the secular nature of the Turkish republic, provide guarantees that Mr. Erbakan will not be allowed to radically alter Turkey's traditional pro-Western course, analysts said.

## Herald Tribune.

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

### Work With Turkey

TUESDAY, JULY 9, 1996

Turkey, a key U.S. military ally straddling Europe, Central Asia and the Middle East, now has its first Islamic-led government since Mustafa Kemal Ataturk overthrew the sultans and proclaimed a secular republic in 1923. Despite assurances from Prime Minister Necmettin Erbakan that he wants continued cooperation with the United States, his rise to power could make Ankara a less cooperative partner for Washington on issues like Israeli-Arab relations and U.S. relief assistance for Iraqi Kurds. But America would serve its own best interests and its democratic principles by extending the hand of friendship.

Mr. Erbakan's Welfare Party earned its right to form a government in last December's parliamentary elections. Backed by millions of poor urban voters disillusioned by the corruption of secular parties and attracted by Welfare's subsidized food prices and expanded public services, it won 21 percent of the vote, more than any other party. But the first post-election government was formed by a coalition of secular center-right parties that between them won nearly 40 percent. When the coalition fell apart over personal rivalries, Welfare got its turn.

During most of Mr. Erbakan's 25-year political career, his ambitions have been thwarted by Turkey's powerful, secularist military. Military interventions led to the banning of several parties he formed, and a military regime in the early 1980s convicted him on charges of trying to create an Islamic state. His views have moderated over the years. He now pledges to maintain Turkey's secular character and to play by the democratic rules that brought him to power. But army leaders are concerned that he might en-

danger Ataturk's secular legacy and are sure to monitor his policies closely.

Mr. Erbakan's majority parliamentary support rests on the backing of former Prime Minister Tansu Ciller, who expects to alternate with him as prime minister. But some members of her secular party have refused to back the new alliance, putting the new government's survival in doubt.

Mrs. Ciller's improbable alliance with Welfare could provide her with parliamentary protection from prosecution for alleged corruption during her own term in office. Her prominent role, and her party's control over the foreign, defense and interior ministries, offer the military reassurance that the new government will not deviate too far from secularism.

But while the basic tenets of secularism appear safe, Turkish foreign policy could veer in a more nationalist and Islamic direction.

On Cyprus, where the rise of a moderate new Greek government has brought hope of a compromise to end two decades of partition and partial Turkish military occupation, Mr. Erbakan is likely to endorse the army's hard-line stance.

On the Middle East, where Turkey recently signed a strategic cooperation arrangement with Israel, Mr. Erbakan favors a pro-Arab tilt, perhaps including a softer line on Saddam Hussein. But drastic shifts in Middle East policy seem unlikely, given Turkey's long-standing quarrels with Syria and Iraq and the military's strong links to the West.

Washington would do best by working to maintain as much continuity and cooperation as possible with this NATO ally now experimenting with democratic Islamic rule.

— THE NEW YORK TIMES.

# UN sanctions against Iraq to remain in force

Turkish Daily News SUNDAY, JULY 7, 1996

Reuters

UNITED NATIONS- The Security Council, conducting a periodic review, retained intact the wide-ranging sanctions first imposed on Iraq in August 1990, after Baghdad sent its army into Kuwait.

The council, which examines the curbs every 60 days, announced no changes after performing its 32nd review.

A key condition for any easing of sanctions, which include a ban on oil exports, is a report by U.N. weapons inspectors that Baghdad's nuclear, chemical, biological and ballistic missile programmes have been scrapped and will not be revived.

Only last month Iraq was involved in the latest of its periodic clashes with the Security Council when it barred access to several sites which U.N. teams suspected of housing weapons-related materials and documents.

The crisis was defused only when the head of the U.N. Special Commission in charge of disarming Iraq, Rolf Ekeus, was sent to Baghdad armed with a stiff council warning. On June 22 Iraqi deputy Prime Minister Tareq Aziz signed an undertaking that U.N. inspectors would be given

unconditional, unrestricted access to all facilities they wished to enter — a pledge the U.N. Special Commission is expected to test soon by sending in new teams

Last month's stand-off figured in statements by British and U.S. envoys during the latest close-door council review. Ambassador Edward Gnehm of the United States said it provided "dramatic evidence that Iraq does not accept its obligations" under Security Council resolutions.

Expressing scepticism about Baghdad's latest pledge of cooperation, he said: "So far, there is no indication that Iraq intends to honour this commitment any more than the dozens of other promises it has made to the council in the past."

Gnehm, whose remarks were later made public, said Iraq had also failed to return property seized during its seven-month occupation of Kuwait or account for hundreds of Kuwaiti and other nationals who disappeared.

"These issues must be resolved before there can be any change in the sanctions regime," he said. This reflected a tough U.S. view not shared by a number of other council members, including Russia, France and China, who link the easing of sanctions only to the arms-scrapping provisions.

Britain's David Richmond told the council his country continued to share the U.N. Special Commission's "well-founded suspicions" that Iraq was still engaging in proscribed activities. The recent obstruction of U.N. inspectors only heightened those suspicions, he added.

Because economic sanctions have caused hardship for ordinary Iraqis, the United Nations and Iraq signed an agreement May 20 permitting Baghdad to sell \$2 billion of oil over six months to buy food, medicine and other supplies.

This humanitarian exception to the sanctions ran into trouble earlier this week when the United States complained that an Iraqi plan for distributing humanitarian goods included such items as telephone switching equipment, computers and helicopter parts, as well as food and medicine. Iraq said the items were needed for crop-dusting helicopters, for its oil ports and for other purposes related to the oil-for-food scheme.

Although it is up to Secretary-General Boutros

Boutros-Ghali to approve the distribution plan, if he fails to take into account the concerns of council members they could block the scheme when individual sales contracts come up for approval by the council's Iraqi sanctions committee.

The same committee also has yet to complete work on regulations and procedures governing oil sales and the purchase of humanitarian goods.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 9, 1996

## Fed Up With Assad

Syria's president, Hafez Assad, is widely labeled as a sponsor and leading facilitator of Palestinian terrorists who wield their wicked bombs against Israelis. So widely labeled, in fact, that the information tends to lose its shock value and to become a part of the normal political buzz, something that requires no special response in attitude or policy. Against that background, it was interesting to read two stories the other day. The Washington Post reported that U.S. investigators had identified individuals who surveilled U.S. housing in Saudi Arabia before the June 25 bomb that killed 19 soldiers and who had passed through Syria and perhaps other Middle East nations. The New York Times wrote that Syria supports the Kurdish terrorist and separatist group known as the PKK, whose leader maintains a residence in Damascus and whose guerrillas are "armed and sheltered by the Syrian government."

A Syrian touch in Saudi Arabia? A Syrian hand in Turkey? Plus who knows what? The facts and their operational implications are always hard for outsiders to confirm in these affairs, but there seems little reason to doubt that Syria is a full-fledged, equal-opportunity terrorist. It does not confine its machinations to Israelis. Rather, it uses these tactics against a variety of political foes — sometimes, of course, against its own citizens.

The common link is that it does not accept the international rules, written and unwritten, that attempt to influence states to put certain limits on the conduct of their disputes and rivalries with each other. The regime of Hafez Assad is prepared to play very dirty against just about anyone.

To contemplate the full and banal viciousness of this man, who is often pictured smiling inoffensively, is to wonder why anybody who didn't ab-

solutely have to deal with him at all. In recent years, Israel and the United States gave it a go. In both countries, successive administrations of the major parties sought terms of accommodation. These efforts failed.

You might have thought that, once deprived of his Soviet patrons, President Assad would have acted on his strategic isolation and taken cover in an agreement; a moderate Israeli politician, Shimon Peres, was available. But for his own reasons Mr. Assad held back, thus helping to elect the new Israeli leader, Benjamin Netanyahu.

Mr. Netanyahu evidently sees no reason to pay Syria for halting terrorism. He takes office with a hard line. That does not address every concern that lies between the two countries, but it is not a bad place for Mr. Netanyahu to start, and he deserves American company.

— THE WASHINGTON POST.

# Parliament says 'Yes' to coalition

## YES: 278 NO: 265

### Tension: Erbakan lampoons Yılmaz for missing his chance, roughed up DYP rebels set to resign

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Parliament on Monday nodded its assent to the Islamist-led government, supporting the coalition between Prime Minister Necmettin Erbakan's Welfare Party (RP) and Tansu Çiller's center-right True Path Party (DYP).

The Islamist-conservative partnership was backed by 278 deputies in the electrified ballot, while the secularist parties opposing the partnership could only muster 265 "No" confidence votes. One deputy abstained.

Support from the seven-strong Grand Unity Party (BBP) ensured government's survival of the confidence vote, although its leader, Muhsin Yazıcıoğlu, earlier said the backing would be "reluctant."

Although the government's lead was larger than predicted, the True Path Party (DYP) looked marked for escalating tensions as some deputies who voted against the government were roughed up by Çiller loyalists. Ten DYP deputies, including former Foreign Minister Emre Gönensay and Ismet Sezgin, one of the founding fathers of the party, voted against the coalition with Islamists, while four other deputies stayed away from the vote.

Refaeddin Şahin, one of the DYP rebels, said the 10 who voted against the government would resign from the party later this week. The DYP had earlier announced that those defying a party resolution to support the government would be expelled. Eight deputies have already left the DYP in protest of the deal with the Islamists.

Taking the floor after the vote, Erbakan declared the begin-

ning of a new era in the country and congratulated "65 million Turks for at last getting a government capable of addressing their problems."

He also addressed a provocative jibe to Mesut Yılmaz, the Motherland Party (ANAP) leader, saying Çiller had demonstrated her difference by steering her party into the government whereas Yılmaz had "let the bird slip from his clutch." An angry Yılmaz attributed the "gaffe" to Erbakan's inexperience but wished him success.

Under the coalition protocol, Erbakan will head the partnership for two years and leave his post to Çiller for an equal term. Until then, she will serve under Erbakan as the deputy prime minister and foreign minister.

The approved RP-DYP coalition has replaced the short-lived partnership Yılmaz set up with Çiller after the Dec. 24 election to block the path to Islamists.

The DYP leader terminated the partnership after Yılmaz backed corruption probes against her, tabled by the Islamists to undermine the shaky center-right alliance.

Çiller later turned to Erbakan when he moved to kill another probe motion targeting her after she broke with Yılmaz.

Since then, she has been under attack from the media and party rebels objecting to the U-turn she executed after months of rhetoric against the Islamists whom she said would drag the country into darkness.

Çiller has been defending the move with the need to check the Islamists, saying that the DYP would be the guardian of the state's secular order. Exploiting Erbakan's eagerness to come to power, she succeeded in bagging key ministries and bureaucratic posts for DYP in the division of the Cabinet portfolios. She also retained the full control of the economy for her party.

Addressing her party's deputies earlier on Monday, Çiller said if she had not struck the partnership with the RP, Yılmaz would have, thus indirectly replying to charges that she had swallowed her hostility to the Islamists in order to escape corruption probes.

ANAP and two leftist parties in vain sought to prevent Çiller's alliance with the Islamists, but could not agree to form an alternative coalition themselves.



Turkish Daily News TUESDAY, JULY 9, 1996

# Rival parties clash in northern Iraq

KDP radio said that PUK peshmergas had attacked KDP positions in the Molla Hasan Valley east of Saklawa, killing one KDP member.

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- Last Sunday saw fighting between rival Kurdish groups in northern Iraq. The Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, clashed with its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) headed by Jalal Talabani, the Anatolia news

agency reported, quoting KDP radio broadcasts.

KDP radio said that PUK peshmergas had attacked KDP positions in the Molla Hasan Valley east of Saklawa, killing one KDP member.

Safin Dizayee, Ankara KDP representative,

said he was not in a position to confirm the reports, but claimed that the PUK had been encouraging the Surci family to attack the KDP.

Last month a senior member of the Surci family, a prominent northern Iraqi tribe, was killed by the KDP which had accused them of spying for the PUK.

Sehzad Saib, Ankara PUK representative, said that while these kind of clashes could be expected on the front lines, the cease-fire between the two parties was still in force.

## Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

WEDNESDAY, JULY 10, 1996

### Islam Enters NATO

A NATO country with an Islamist prime minister? Last December the religious Welfare Party took 21 percent of the vote to become the largest party in the Turkish Parliament. Now its leader, the veteran politician Necmettin Erbakan, has formed modern secular Turkey's first Islamic-led government, which received a vote of confidence in Parliament on Monday.

The passage is occurring democratically, but it is inspiring fears of new tensions in Turkey and of a geopolitical turn across the region.

Mr. Erbakan, 69, has had a typical Turkish political life, some of it in government, some in jail. To rally supporters, he took an Islamist line, pledging to remove Turkey from NATO, to cut ties with Israel, to outlaw interest charges and so on. But now to form a government — and perhaps to calm a military that has ousted three civilian regimes since the 1960s — he is talking more as the Turkish nationalist than the Islamic fundamentalist.

To become (a minority) prime minister, he had to swallow his previous denunciations and deal with the Western-oriented True Path Party of Tansu Ciller. In turn, Mrs. Ciller had to swallow her previous self-portrayal as a bulwark against Mr. Erbakan's Welfare. They have split up the ministries and are expected to batter each other bloody.

Turkey was drawn into the Western alliance to help contain Soviet power in the Cold War. Since then, this secular state of Muslims has offered itself as a bridge to the Muslim hinterland.

Currently, for instance, Turkey enables NATO to shelter Iraq's embattled Kurds — even while it deals with separatist demands by some of its own Kurds. The question that is sharpened by these dramatic developments in Turkish politics is whether Turkey can keep on serving in that strategic role. Or is it passing into a phase of internal preoccupation that will at best put it on the geopolitical sidelines and at worst deposit it among the fundamentalists?

The West cannot avoid the question. But in its nervousness it should beware of inadvertently contributing to a self-fulfilling prophecy.

Turkey's Western economic, cultural and strategic leanings, its Western friends and its army, which has its own reasons, are real. The Islamists have so far played by the prevailing political rules. Their hold on power is shaky, but even while they may abuse office they may be schooled by what are for them the novel responsibilities of governing.

The situation bears the closest watching. The stakes are immense.

— THE WASHINGTON POST.

# Erbakan, le Premier ministre, a obtenu la confiance du Parlement. Après soixante-treize ans de laïcité un islamiste dirige la Turquie

Après le vote de confiance des députés hier à Ankara, acquis à une très faible majorité, la coalition entre islamistes du Parti de la prospérité (Refah) et conservateurs du Parti de la juste voie va pouvoir gouverner la Turquie. Necmettin Erbakan devient donc le premier chef de gouvernement islamiste depuis la fondation de la république laïque en 1923. Situation susceptible d'inquiéter les partenaires d'un pays jusqu'à présent pro-occidental, membre de l'Otan et candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

Ankara envoyés spéciaux

Les uns après les autres, les députés islamistes défilent au pied de la tribune pour baiser la main de celui qu'ils appellent respectueusement *hodja* (le maître ou le sage). Necmettin Erbakan, ingénieur et notable islamiste au visage de pacha débonnaire, annonce, rayonnant, «qu'une nouvelle ère commence pour la Turquie».

Le tabou est brisé: le premier gouvernement à direction islamiste en 73 ans d'histoire de la République turque s'installe au pouvoir avec une courte majorité. Hier, en début d'après-midi, par 278 voix

Libération - 9 juillet 1996

contre 265 et une abstention, le Parlement turc a voté la confiance au leader charismatique du Refah (Parti de la prospérité, islamiste) qui dirige une coalition avec le DYP (Parti de la juste voie, 127 députés, droite) de l'ex-Premier ministre Tansu Ciller, qui occupe le poste de vice-président du Conseil.

Certes, Necmettin Erbakan avait déjà, par trois fois, été vice-Premier ministre dans des gouvernements de coalition entre 1974 et 1978, offrant l'appoint du petit parti islamisant qu'il animait. Cette fois, c'est lui qui est aux commandes et en position de force. Avec 159 députés et 21 % des voix aux législatives de décembre, le Refah s'est affirmé d'une courte tête comme la première force politique du pays.

Forteresse de pierre grise au cœur de la capitale turque, la grande Assemblée nationale faisait salle comble dans l'hémicycle comme dans les galeries du public occupées par nombre de militants du Refah, des hommes presque exclusivement, pour assister à cette journée définie comme «historique». *Milli Gazete*, le quotidien du Refah, annonçait avec grandiloquence que, «après presque un siècle de règne des ennemis de l'islam, commence maintenant la période des croyants». Dans une atmosphère électrique, parfois houleuse, les parlementaires, à l'appel de leur nom, annoncent leur position.

Une poignée de dissidents du parti de Ciller, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Emre Gonensay, et quelques femmes ont voté contre, sous les applaudissements de l'opposition. Les voix des sept députés du BBP, petit parti d'extrême droite, ont suppléé aux défaillances, donnant au gouvernement sa mince majorité. Jusqu'au dernier moment, négociations en sous-main et tractations de couloir s'étaient poursuivies. Tansu Ciller, en s'alliant avec

ses anciens adversaires, abat sa dernière carte pour éviter une inculpation pour corruption. Necmettin Erbakan, quant à lui, a un besoin vital du pouvoir pour se rendre crédible vis-à-vis d'un électorat à qui il prêche maintenant la patience. Le leader islamiste doit rassurer. Il ne ménage pas ses efforts, surtout vis-à-vis des Américains dont il pourfendait il y a encore quelques jours la politique «impérialiste et sioniste». Dans la composition comme dans le programme du gouvernement, il multiplie les concessions, laissant, par exemple, l'essentiel de l'économie ainsi que les Affaires étrangères et l'Education au DYP. Il annonce que «la Turquie respectera tous les traités déjà signés», sauf quand «ils seraient contraires à l'intérêt national», une phrase qui semble viser l'accord de défense israélo-turc qui déchaîne, depuis février, la colère du monde musulman. Il promet de poursuivre les efforts d'intégration du pays à l'Union européenne, qu'il dénonçait il y a peu comme «le club chrétien qui veut dicter sa politique à la Turquie». Lui qui promettait aux déshérités «l'ordre juste» fondé sur la tradition et l'islam se pose désormais en défenseur de l'économie libérale. Sur la question kurde, il reprend l'intransigeance de ses prédécesseurs et flatte les militaires. Mieux, il proclame qu'il agira «dans le respect des principes démocratiques et laïques d'Atatürk».

Politicien consommé, le *hodja* sait qu'il lui faut procéder étape par étape. Sa coalition est fragile et ne durera probablement guère plus d'un an. Il veut arriver aux élections anticipées en position de force après avoir placé le maximum de ses fidèles dans l'administration. Sur tout ce qui concerne l'islam et la vie quotidienne, il ne peut rien faire, sachant que le camp laïque l'attend au tournant. En politique extérieure, il doit, pour les mêmes raisons, être prudent. C'est

donc probablement dans l'économie et le social, avec une politique populiste de dégrèvements fiscaux et d'aug-

mentations de salaire pour les fonctionnaires, qu'il va tenter de démontrer à ses partisans

que quelque chose commence vraiment à changer ●

MUSA AKDEMIR  
et MARC SEMO



Hier à Ankara. Necmettin Erbakan, qui vient d'obtenir le vote de confiance des députés, est félicité par ses amis politiques.

## Un carrefour sous haute surveillance

*Alliés et voisins de la Turquie sont dans une expectative prudente.*

**A** Washington, Moscou, Bruxelles, Jérusalem, Athènes et sans doute ailleurs, un clignotant orange s'est allumé hier sur les planisphères: un islamiste est désormais Premier ministre d'un Etat placé à un important carrefour stratégique, jusque-là résolument pro-occidental. Qu'on en juge: la Turquie est à la fois un pays clé du flanc sud de l'Otan, la base arrière de l'opération tripartite (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne) *Provide Comfort* au profit des Kurdes du nord de l'Irak, le «grand frère» des républiques musulmanes issues de l'ex-URSS, et le partenaire d'Israël dans un accord militaire qui fait grand bruit dans la région... Pour toutes ces raisons, le changement de pouvoir à Ankara est loin d'être anodin. Les récentes déclarations du Premier ministre se veulent apaisantes et en retrait par rapport à la rhétorique panislamisme et anti-occidentale de sa campagne électorale de l'an dernier: pas question, désormais, de rompre avec l'Otan, de tourner le dos à l'Union européenne ou de revenir sur l'accord avec l'Etat hébreu. De surcroît, la nomination de Tansu Ciller au poste de ministre des Affaires étrangères est censée fournir une garantie de continuité: c'est elle qui, en tant que Premier ministre, a conclu bon nombre d'accords

qui régissent aujourd'hui la politique extérieure pro-occidentale de la Turquie, en particulier avec l'UE et Israël. Il semble en outre peu probable que le nouveau chef du gouvernement entame son mandat en entrant en conflit avec l'armée, supposée solidement laïque et ancrée dans l'Alliance atlantique et, à ce titre, gardienne de l'identité kémaliste.

Les Etats-Unis, qui ont récemment dépêché un émissaire à Ankara, se disent confiants du maintien de leurs bonnes relations avec leur allié, tandis qu'Israël affirmait hier que, «sous quelque gouvernement que ce soit, la Turquie continuera à être un partenaire éminent et efficace dans la promotion de la paix et des relations bilatérales». Le ministère des Affaires étrangères à Jérusalem soulignait même que le changement à Ankara «ne modifie pas les intérêts communs de la Turquie et d'Israël».

Cette analyse israélienne, si elle cherche avant tout à faire bonne figure en attendant d'y voir plus clair, tient compte des réalités proche-orientales. Puissance régionale à part entière, la Turquie a des relations difficiles avec plusieurs de ses voisins, en particulier la Syrie, accusée de soutenir les séparatistes kurdes du PKK, et avec l'Iran, accusé d'aider des groupes isla-

mistes armés. Le changement de gouvernement ne devrait pas modifier grand-chose, surtout avec la Turquie, en raison du différend plus fondamental qui porte sur le partage des eaux de l'Euphrate.

Si les principales capitales misent sur la continuité, il n'empêche que le moindre inflexion de la politique extérieure turque peut avoir des répercussions régionales en chaîne. Ainsi, avec l'arrivée de la droite en Israël et des relations plus tendues entre Jérusalem et le monde arabe, la tentation de mettre en veilleuse, plutôt que de dénoncer, l'accord militaire israélo-turc pourrait être grande. De même, le renouvellement du «bail» des aviations occidentales chargées d'assurer la sécurité de la zone de sécurité kurde du nord de l'Irak à partir des bases aériennes turques devra être plus chèrement négocié qu'auparavant. Enfin, le rôle de la Turquie dans la mise en œuvre de l'accord de Dayton en Bosnie-Herzégovine redevient problématique avec le «soupçon» islamique qui s'attachera désormais à ses actions.

Quoi qu'il en soit, les partenaires de la Turquie devront s'habituer à voir un islamiste s'inviter officiellement à la table de l'Otan ou de l'UE. Ils ne savent pas encore s'ils doivent réellement s'en inquiéter ●

PIERRE HASKI

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 10, 1996

# Smart Arms In Gulf War Are Found Overrated

## Pentagon's Reliance On High-Tech War Questioned in Review

By Tim Weiner  
New York Times Service

WASHINGTON — During and after the Gulf War, the Pentagon dramatically oversold the effectiveness of its most expensive high-tech aircraft and missiles, the most thorough independent study to date has found.

The Pentagon and its principal military contractors made claims for the precision of their most impressive new weapons — the Stealth fighter jet, the Tomahawk land-attack missile and laser-guided "smart bombs" — that "were overstated, misleading, inconsistent with the best available data or unverifiable," the study by the nonpartisan General Accounting Office found.

The accounting office concluded that new, costly "smart" weapons systems did not necessarily perform better in the Gulf War than old-fashioned, cheaper "dumb" ones. It called into question the wisdom of the military's plans to depend increasingly on weapons that extend the state of the art of war at a cost of tens of billions of dollars.

The accounting office analyzes government programs for Congress. Its secret four-year study of the air war conducted during Operation Desert Storm is the most detailed analysis of its kind to be made public.

It used more than one million pieces of information: Defense Department databases compiled for commanders, intelligence reports, after-action analyses and reports from military contractors. The accounting office also interviewed more than 100 Desert Storm pilots, war planners and battlefield commanders.

An unclassified summary of the 250-page secret report is scheduled to be published this week. The report was commissioned in 1992 by Senator David Pryor, Democrat of Arkansas, and Representative John D. Dingell, Democrat of Michigan, to help Congress decide what future weapons to buy.

The secret report contains facts and figures to buttress the 13-page unclassified summary, which was made available to The New York Times by a government official familiar with the underlying report.

During the war, Pentagon briefers treated the public to videotapes showing a smart bomb diving down the air shaft of a Baghdad building and told anecdotes about the extraordinary accuracy of Tomahawk missiles launched from afar. The study concluded that while some of those stories were true, they were not the whole truth.

The Pentagon did not dispute the new report's main conclusions. In an April 28 letter to the accounting office, the Defense Department said it "acknowledges the shortcomings" of its precision-guided munitions, the aircraft that carry them, the Tomahawk missiles and the department's ability to assess the effectiveness of its bombing campaign in the Gulf War.

It said it would deal with those shortcomings by building improved smart weapons, studying whether it has the right mix of weaponry in its arsenal and proposing new ways to locate and destroy targets.

American air power overwhelmed the Iraqi military during the 1991 Gulf War. The United States deployed nearly 1,000 combat aircraft and unleashed nearly as many tons of bombs each day as were dropped on Germany and Japan daily during World War II.

But for all their superior technology, pilots often could not tell whether a presumed target was a tank or a truck or whether it already had been destroyed,

the report said. Their sensors — laser, electro-optical and infrared systems — could not see clearly through clouds, rain, fog, smoke or high humidity, the report said.

The sleek black F-117 Stealth fighter jet, despite its high cost and its highly touted ability to get close to a target while evading detection, did not necessarily outperform older, cheaper aircraft.

The U.S. Air Force claimed an 80 percent success rate on bombing runs by the Stealth fighter, but the reality was closer to 40 percent, the report found.

"It is inappropriate, given aircraft use, performance and effectiveness demonstrated in Desert Storm, to characterize higher-cost aircraft as generally more capable than lower-cost aircraft," the summary said.

Nor did smart bombs necessarily deliver bang for buck, the summary said.

Only 8 percent of the bomb tonnage dropped on Iraq were smart bombs, or guided munitions. But they accounted for 84 percent of the cost of munitions in the war, the summary said.

Despite their cost, "the air campaign data did not validate the purported efficiency or effectiveness of guided munitions, without qualification," the summary said. "'One-target, one-bomb' efficiency was not achieved."

The cost of smart bombs being built by the Pentagon and planned for the future is now estimated to be more than \$58 billion, more than triple what the government will spend this year on the FBI, the war on drugs, immigration control, customs, federal courts and prison construction.

"The cost of guided munitions," the summary concluded, "and the limitations on their effectiveness demonstrated in Desert Storm need to be addressed by the Department of Defense."

This is not the first time praise for Pentagon weaponry in the flush of victory in the Gulf has been questioned. In 1991, President George Bush said the Patriot missile system had been nearly perfect, shooting down 41 out of 42 Iraqi missiles aimed at Israel and Saudi Arabia.

Defense officials later said that the Patriot was far from perfect, knocking out perhaps 40 percent of the Scuds aimed at Israel and 70 percent of those aimed at Saudi Arabia.

## Israel supports Turkey against Syrian terrorism

Israel PM Netanyahu: It is unacceptable for Syria to be a center of terrorism against Turkey

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- Benjamin Netanyahu, the new Israeli prime minister, has attacked Syria for harboring terrorist groups.

"We will make great efforts to encourage the international community to oppose this Syrian policy," Netanyahu said in a June 26 interview with the Yediot Aharonot newspaper. Under

the headline "We will mobilize the world against Syrian terrorism," Netanyahu called Syria a center of terrorism against Turkey and Jordan.

In later interview with the Jerusalem Post on June 28, the leader of the right-wing Likud party denied that he was proposing a policy of containment.

Rather, he said, "We are simply not going to play by Syrian rules," which he defined as "lashing out with terrorism 360 degrees ... against Turkey and against Jordan and increasingly against us."

In the Post interview he warned Syria that a political price would be exacted unless Damascus took action.

Turkish Daily News

TUESDAY, JULY 9, 1996

# NGOs hand Ankara northern Iraq dilemma

Requests for sophisticated communication equipment force Foreign Ministry to balance needs of NGOs with security concerns

By Ayye Karabat

Turkish Daily News

ANKARA - The communications gear the Western non-governmental organizations (NGOs) want to take into the Kurdish-held northern Iraq has caused Turkey to juggle pressure from the West and threats to the country's security from northern Iraq.

The Transport Ministry has opposed NGO plans to equip themselves with satellite telephones, cellular phones, wireless sets and other sophisticated communications equipment, fearing they might fall in the hands of the Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels fighting a separatist war in southeastern Turkey.

Beside boosting the rebels' field communications, the equipment could also enable them to intercept Turkish military messages, the officials say.

The PKK, fighting for Kurdish self-rule in southeast Turkey since 1984, have established

despite some efforts to restore local communications, links with the outside world require the use of satellite equipment.

Before reversing its policy on giving permission, the Foreign Ministry consulted the Transport Ministry, the General Staff, and the Interior Ministry and other relevant departments.

In response, the Transport Ministry warned that the requested equipment would cover an area of 50 to 3,000 square kilometers and could be used to monitor air and ground broadcasts — including those of the Turkish military — in all weather conditions.

"We note with interest the intention of sending this highly sophisticated equipment to the region patrolled by Operation Provide Comfort," one letter pointedly said, reflecting official suspicion about the activities and motives of the myriad relief groups. Although Ankara has not taken direct action against the NGOs, in private conversations senior officials say many of the groups "are engaged in activities incompatible with their declared aims."

Provide Comfort (OPC) is a controversial multinational air force tasked with enforcing the

no-fly zone above the 36th parallel and deterring an Iraqi attack on the Kurdish enclave.

Many in Ankara believe that OPC, based on Turkey's south coast, perpetuates the power vacuum in northern Iraq, allowing the PKK to operate out of the area. They fear that OPC makes the creation of an independent Kurdish state far more likely.

Initially the Foreign Ministry, in letters to related offices, recommended permission for the passage of the equipment even at the risk of their falling into PKK hands, to forestall accusations that it was putting the lives of relief workers in peril.

But after the policy change, NGOs now need to inform the Foreign Ministry through diplomatic channels in advance about all their personnel and equipment. The NGOs also have to furnish guarantees that they will not engage in activities other than providing humanitarian aid.

NGO activity will be monitored randomly, with groups breaking the regulations being liable to be expelled from the area. Among the forbidden equipment are mine detectors and bullet-proof vests prized by the PKK separatists.

# Turkey and Belgium sign security agreement

Turkish Daily News

ANKARA - A security agreement has been signed between Turkey and Belgium, the Anatolia news agency reported.

The agreement was signed in Ankara by security chief Alaadin Yüksel on behalf of Turkey and by General Commander of Gendarmerie Willy Derrider on behalf of Belgium.

Yüksel said that the agreement included such areas as international drug smuggling, terrorism, organized crimes, cooper-

ation on illegal migration, illegal workers, expert training and the appointment of liaison teams.

Derrider stated his confidence that the measures would be put into force rapidly and said that despite the differences between the two countries, efficient liaison would bring about effective cooperation.

Asked his opinion of the pro-Kurdish private television channel, MED TV, broadcasting from Belgium, Derrider answered that the Belgian police would do

its best as soon as they had concrete evidence. The Belgian security chief acknowledged the presence of Kurdistan Workers' Party (PKK) offices in Belgium. He said the representations were being watched but cautioned that his department had limited authority because it was a political matter.

After the ceremony, Derrider and Yüksel met with Interior Minister Mehmet Ağar.

Ağar said that the large number of Turks in Belgium and the rise in terrorist activity there made cooperation between the two countries all the more important.

LE MONDE - 10 juillet 1996

# Un islamiste prend la tête du gouvernement en Turquie

Necmettin Erbakan s'efforce de rassurer les Occidentaux

**LE GOUVERNEMENT TURC** est dirigé, pour la première fois depuis la fondation de la République laïque par Kemal Ataturk, en 1923, par un islamiste. Necmettin Erbakan, le dirigeant du Refah, a obtenu la confiance, lors d'une séance houleuse à l'Assemblée nationale d'Ankara, lundi 8 juillet, pour former une coalition avec le parti conservateur de Tansu Ciller (Parti de la Juste Voie). Cela n'a été possible que grâce à l'appui de quelques députés d'un parti d'extrême droite. La coalition n'a en effet réuni que trois voix de plus que la majorité absolue. Nombre d'observateurs estiment qu'elle est peu viable, notamment en raison des querelles que se sont livrées ces derniers mois M. Erbakan et M<sup>me</sup> Ciller. Dans ses premières déclarations, M. Erbakan s'est efforcé de rassurer les Occidentaux, tandis que le département d'Etat américain l'invitait à respecter les engagements internationaux de la Turquie, notamment en tant que membre de l'OTAN.



**ANKARA** L'Assemblée nationale turque a accordé, lundi 8 juillet, sa confiance au premier gouvernement dirigé par un islamiste, Necmettin Erbakan, depuis la fondation de la République laïque en 1923. Il s'agit d'une coalition entre le Parti de la prospérité (Refah), que dirige M. Erbakan, et le Parti de la juste voie (DYP, conservateur) de M<sup>me</sup> Tansu Ciller. ● LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE s'est efforcé, dans ses premières déclarations de

se montrer rassurant, rompant avec les propos extrémistes qu'il avait précédemment tenus. ● À WASHINGTON, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a invité M. Erbakan à respecter les engagements internationaux de la Turquie et notamment son statut de partenaire des Etats-Unis. Nombre d'observateurs estiment peu viable la coalition formée entre deux dirigeants qui se sont violemment opposés depuis les élections de décembre 1995.

# Le gouvernement turc est dirigé pour la première fois par un islamiste

Necmettin Erbakan a obtenu, lundi 8 juillet, la confiance de l'Assemblée nationale à une courte majorité. L'alliance de son parti - arrivé en tête aux législatives de décembre 1995 - avec celui de Tansu Ciller est néanmoins fragile

## ISTANBUL

de notre correspondante

« Une ère nouvelle s'ouvre en Turquie », a déclaré triomphalement Necmettin Erbakan, le chef du Parti de la prospérité (RP, Refah), après avoir obtenu le vote de confiance de l'Assemblée nationale, par 278 voix, contre 265 et une abstention. Devant son groupe parlementaire, ce vétéran de la politique turque, qui a commencé sa longue marche vers le pouvoir voilà vingt-sept ans, a exprimé sa joie d'être enfin arrivé au but dans son langage coloré habituel : « Je vole comme un papillon. »

La presse turque ne partage pas cet optimisme. « La Turquie s'est rendue au Refah », titre le quotidien *Cumhuriyet* (La République), fervent défenseur de la laïcité. « Merci beaucoup Ciller », ironise de son côté *Yeni Yüzyil* (Le Nouveau Siècle), faisant allusion aux remerciements émus prodigués par le nouveau premier ministre à sa partenaire. Quant à *Sabah* (Le Matin), il adresse des remontrances aux députés qui ont échangé des coups de poing durant le vote.

L'atmosphère était en effet particulièrement explosive dans la grande salle du Parlement turc, où 544 des 550 députés s'étaient réunis pour rendre une décision qu'ils savaient historique, sur la coalition formée par Necmettin Erbakan et Tansu Ciller, du Parti de la juste voie (DYP). Les dix jours pré-

cédents avaient été marqués par des marchandages et des retournements. Plusieurs parlementaires sont ainsi passés du camp des « pro » à celui des « anti », et vice versa. Un député avait même quitté le Parti démocratique de gauche (DSP) qui s'opposait à la coalition pour rejoindre le DYP, avant de changer d'avis trois jours plus tard et de retrouver sa formation d'origine.

## OPPOSANTS

Les sept membres du Parti de la grande union (BBP) - un petit parti à la fois islamiste et d'extrême droite - qui étaient entrés à l'Assemblée sous l'étiquette du Parti de la mère patrie (ANAP) avant de reprendre leur indépendance ont joué un rôle-clé au cours du scrutin en votant avec le RP. En définitive, dix députés du DYP ont ouvertement défié la consigne de leur parti. Cefi Kamhi, le seul député juif à l'Assemblée nationale, s'est abstenu pour ne pas joindre sa voix au Parti de la prospérité, aux accents souvent antisémites. D'autres, comme l'ancien ministre des affaires étrangères, Emre Gönsensay, et deux femmes du DYP, avaient annoncé leur opposition à ce gouvernement au nom de la laïcité. « C'est passé, mon général, vous pouvez sortir », annonçait le quotidien *Hürriyet* (Liberté), sarcastique à l'égard de l'ancien chef d'état-major Dogan Güres, qui a préféré ne pas paraître en séance. Trois autres membres du parti,



il Damas d'abandonner son soutien aux combattants kurdes ? Avant la fin du mois, le gouvernement devra aussi se prononcer à la fois sur le renouvellement du mandat de l'opération alliée « Provide Comfort », qui fournit une protection aérienne aux Kurdes d'Irak du Nord, à laquelle M. Erbakan s'était opposé par le passé, et sur l'extension de l'état d'urgence dans le sud-est anatolien, dont la levée était prévue par le gouvernement précédent.

Necmettin Erbakan s'efforce de se montrer raisonnable et pragmatique. Son but principal est de rassurer l'armée, les électeurs turcs et la communauté internationale sur ses intentions ; il est probable qu'il évitera tout conflit avec l'institution la plus puissante en Turquie sur les questions de politique étrangère. Rien, dans le programme exposé devant le Parlement, ne laisse prévoir un changement de cap radical pour la Turquie. Le plan d'action de M. Erbakan est celui d'un gouvernement conservateur, semblable à ceux des coalitions précédentes. A long terme, les islamistes espèrent arriver au pouvoir avec une majorité suffisante pour gouverner et imposer un programme plus ouvertement islamique. Dans l'immediat, ils préféreront s'attaquer aux problèmes qui affectent le plus l'homme de la rue, notamment l'inflation et les salaires des fonctionnaires, plutôt que de se lancer dans des polémiques dangereuses.

Le nouveau gouvernement va devoir tenter de rétablir les équilibres économiques mis à mal par neuf mois d'instabilité politique et s'attaquer aux problèmes cruciaux sacrifiés aux querelles partisans. Et d'abord le problème kurde : au cours des dernières semaines, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui avait marqué une pause depuis décembre 1995, a repris ses activités, qui coïncident avec le regain de tension entre la Turquie et la Syrie. Le rapprochement avec les pays islamiques que prône Necmettin Erbakan convaincra-t-

donc l'ancien gouverneur d'Istanbul, avaient suivi son exemple. Les opposants à Mme Ciller, les anciens « demirélites », forment cependant la majeure partie des opposants au sein du DYP. Ils seront expulsés du parti s'ils ne démissionnent pas avant. Tansu Ciller, qui s'est engagée dans cette alliance avec les islamistes - qualifiée de « *suicide politique* » par ses adversaires -, pour éviter de se retrouver devant la Cour suprême pour corruption, contrôlera mieux un parti par ailleurs affaibli.



« MATURITÉ »

Les marchés financiers, qui craignent l'instabilité plus que tout, ont bien réagi à la formation du gouvernement. Peu de gens s'attendent que la coalition dure plusieurs années, mais, dans l'imédiat, elle sert les intérêts des deux partis. Tansu Ciller ne peut espérer convaincre son électorat que si la coalition a un bilan positif. De plus, l'accord signé entre les deux partis prévoit son retour à la tête du gouvernement dans deux ans. De leur côté, les islamistes sont conscients que l'opinion publique et les cercles insti-

tutionnels turcs ne sont pas encore prêts à les laisser gouverner seuls.

« Ce n'est pas la fin du monde », commentait...philosophe, l'éditorialiste Hasan Cemal, qui s'était opposé à la coalition dans le quotidien *Sabah*. Etape dangereuse vers le fondamentalisme pour les uns, la formation d'une coalition à composante islamiste, sans que l'armée intervienne, est perçue par d'autres comme un signe de « maturité démocratique ».

Les laïcs demeurent sur la défensive. Après tout, M. Erdogan est l'homme qui, à quelques jours du coup d'état de 1980, avait mené

une manifestation demandant ouvertement l'introduction de la loi islamique. Il a certes montré un visage différent ces derniers jours et, après le vote, il a rappelé que son gouvernement serait soumis aux règles de la démocratie, qu'il était « aux ordres de l'Assemblée nationale ». Le protocole de coalition et la Constitution stipulent clairement que le principe de la laïcité ne peut pas être remis en question.

Plus qu'une révolution islamiste, c'est une infiltration graduelle dans les ministères, des changements subtils dans la politique culturelle, un grignotement

progressif que craignent les défenseurs de la laïcité. Le Refah n'est d'ailleurs pas seul en mesure de mener cette politique car les partis conservateurs, l'ANAP et le DYP, ont eux aussi une forte composante religieuse. Il n'en reste pas moins que le nouveau gouvernement est placé sous haute surveillance. M. Erdogan le sait. Il est un trop fin politique pour risquer de mettre en danger ses objectifs à long terme par des gestes inconsidérés dans cette situation encore hautement incertaine.

Nicole Pope

## De la nostalgie ottomane au réalisme diplomatique

QUAND FAUT-IL croire Tansu Ciller ? Quand elle dénonçait, il n'y a pas si longtemps, le Parti de la prospérité (Refah) comme « un danger mortel pour l'orientation occidentale de la Turquie » ou quand elle s'allie avec lui pour rester au pouvoir ? Quand faut-il croire Necmettin Erdogan ? Lorsqu'il voulait tirer la Turquie loin de l'Europe pour lui faire prendre la tête du monde islamique ou lorsqu'il déclare vouloir respecter « tous les engagements internationaux » signés par son pays ? Ces contradictions entre les propos pré et post-électorales ne sont pas l'apanage de la Turquie. Elles montrent toutefois que les nouveaux partenaires reviennent de loin ; chacun a dû accepter des compromis douloureux dont la pérennité n'est pas assurée.

Sous l'œil vigilant de la hiérarchie militaire, le nouveau premier ministre a pris des engagements qui devraient rassurer, dans un premier temps au moins, les alliés occidentaux de son pays. Il a ainsi répondu par la négative à la question que tout le monde se pose implicitement : la Turquie est-elle engagée sur une voie iranienne ? M. Erdogan a réaffirmé ses engagements lors d'une récente visite du sous-secrétaire d'Etat américain, Peter Tarnoff, à Ankara, et il s'est rendu ostensiblement à l'ambassade américaine, le 4 juillet, pour l'Independence Day.

Pièce essentielle du dispositif de sécurité occidental pendant la guerre froide, la Turquie reste un pays charnière aux confins de l'OTAN, de l'ancienne Union soviétique et du monde arabe. Dixième partenaire commercial de l'Union européenne, avec laquelle elle a conclu une union douanière dont l'entrée en vigueur est bloquée par la Grèce, deuxième client et fournisseur de la Russie, elle est liée par l'histoire et la langue à l'Asie centrale ; confrontée au mouvement sécessionniste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), elle n'en est pas moins la base arrière de l'opération « Provide Comfort » menée par la France, la Grande-

Bretagne et les Etats-Unis pour venir en aide aux populations kurdes d'Irak. Entretien des rapports très tendus avec la Syrie voisine, Ankara a signé en février un accord de coopération militaire avec Israël, que M. Erdogan avait vivement critiqué quand il était dans l'opposition.

C'est un des points sur lesquels le chef du Refah est revenu. Il ne devrait pas mettre en cause cet accord, auquel tiennent les militaires. De même a-t-il remis son opposition à l'intégration européenne (y compris à l'union douanière), à la participation de son pays à l'OTAN et passé sous silence son projet de créer des Nations unies islamiques. Pour dénoncer l'Occident chrétien, M. Erdogan prenait argument de la guerre en Bosnie où, disait-il, les pays occidentaux ont laissé massacrer les Musulmans. Aussi longtemps que la coalition avec le Parti de la juste voie subsistera, la présence de Tansu Ciller à la tête du ministère des affaires étrangères apparaîtra comme une garantie pour le maintien des grandes orientations de la diplomatie turque.

En revanche, il ne faut pas s'attendre à des progrès rapides sur les grandes questions dans lesquelles la Turquie se trouve impliquée. Les relations avec la Grèce, obérées par le différend sur la mer Egée et l'occupation de la moitié de Chypre par les troupes turques, ont peu de chances de se dégeler. Cela ne facilitera pas la tâche du premier ministre grec, Costas Simitis, qui s'était promis de rechercher un compromis avec Ankara, afin d'accroître sa marge de manœuvre diplomatique dans la région.

Face à la rébellion kurde, il est peu probable que le nouveau gouvernement fasse preuve de la clairvoyance et du courage qui ont manqué à ses prédécesseurs pour sortir d'une conception purement répressive du problème. La fragilité de la coalition, les risques de surenchère de l'opposition, l'intransigeance d'une partie au moins de l'establishment militaire laissent peu d'espoir pour une solution politique, que les plus lucides des observateurs et des hommes politiques turcs considèrent, à terme, comme inévitable.

S'il ne faut donc pas craindre des

changements radicaux dans la diplomatie turque, on ne peut exclure que Necmettin Erdogan lui imprime sa marque ; la nostalgie de l'époque ottomane, qu'il a cultivée tout au long de son ascension vers le pouvoir, pourrait rapidement apparaître dans ses relations avec les pays voisins ; cependant la tentation de s'intéresser en priorité aux anciens territoires de l'empire sera tempérée par les possibilités réelles - limitées - de la Turquie, comme l'a montré l'expérience de ces dernières années.

A court terme, le gouvernement de coalition qui vient d'être investi à Ankara est utile aux deux partenaires. Dans cette phase de transition, l'immobilisme devrait prévaloir en politique étrangère. En sera-t-il de même à moyen terme, quand le Refah estimera avoir suffisamment consolidé ses positions pour imposer ses vues à son allié, voire pour se passer de ses services ? Autrement dit, M<sup>me</sup> Ciller peut-elle jouer durablement un rôle modérateur ou servira-t-elle de tremplin à M. Erdogan ?

Daniel Vernet

### COMMENTAIRE

## LA VICTOIRE DE L'OPPORTUNISME

Certes, c'est la première fois depuis la fondation de la République laïque par Kemal Atatürk, il y a soixante-dix ans, qu'un islamiste arrive à la tête du gouvernement à Ankara. Il y a quelques années encore, l'énorme majorité des Turcs aurait juré qu'une telle évolution était chez eux impossible et que de toute façon l'armée, fidèle gardienne du dogme kémaliste, ne le permettrait pas. Faut-il pour autant déclencher l'alerte rouge et affirmer qu'un pays membre de l'OTAN, élément stratégique crucial pour les Occidentaux, vient de « basculer » ?

Necmettin Erdogan reste sous la

surveillance attentive de l'armée, qui lui a posé ses conditions. Cette dernière, pendant longtemps, eut pour habitude en Turquie de mettre un terme aux périodes d'instabilité politique par des coups d'état. La patience dont elle a fait preuve, pendant les six mois qui se sont écoulés depuis les élections, envers une classe politique incapable d'accoucher d'un gouvernement et qui donnait d'elle-même un spectacle affligeant, est plutôt un signe de maturité. Comme l'est aussi son acceptation du verdict des urnes, qui ont fait du Refah, en décembre 1995, le premier parti turc. L'armée gardienne du dogme de la laïcité a su mettre un peu d'eau dans son vin et c'est une évolution positive. L'extrémisme kémaliste était devenu aussi, il y a quelques années, une forme de répression contre la

société musulmane turque et menaçait d'engendrer les germes d'une réaction fondamentaliste.

La majorité des musulmans de Turquie, notamment les alévites, sont très attachés à une laïcité bien comprise et moderne. Même l'islamisme du Refah est un « islamisme soft », comme l'a écrit Samih Vaner, chercheur en sciences politiques à Paris, et M. Erdogan apparaît lui-même plutôt comme un démagogue que comme un religieux pur et dur. Par ses manœuvres et revirements pour accéder au pouvoir, il a déjà fait la preuve de son opportunisme et est déjà entré dans cette catégorie de dirigeants politiques arrivistes et affairistes, que de nombreux électeurs avaient voulu sanctionner en votant pour lui en décembre 1995.

Claire Tréan



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Turquie-média-Kurdes

Une chaîne de télévision locale diffuse des chansons kurdes

ANKARA, 10 juil (AFP) - Une chaîne de télévision privée locale basée à Diyarbakir (sud-est) diffuse depuis quelque mois des vidéo-clips de chansons kurdes, ce qui constitue une première en Turquie.

"Nous avons commencé à diffuser, entre autres, des vidéo-clips de musique kurde depuis six mois", a déclaré au téléphone à l'AFP Nevzat Bingol, propriétaire de la chaîne Can-Tv. "Mais, a-t-il ajouté, la langue de nos émissions est le turc".

Can-Tv, créée en août 1994, est la première chaîne de télévision privée du sud-est anatolien à majorité kurde et la première à diffuser des chansons kurdes, selon son propriétaire. Elle émet onze heures par jour et diffuse des programmes d'actualité, de variétés et d'informations.

L'usage du kurde avait été interdit sous le régime militaire du général Kenan Evren, après le coup d'Etat de septembre 1980. Cette interdiction a été abolie en décembre 1990 et l'enregistrement et la vente de cassettes vidéo et audio en kurde ont été autorisés. Mais les émissions radio-télévisées en kurde sont toujours interdites.

M. Bingol a cependant osé diffuser en kurde, le 10 mars dernier, le premier film évoquant un sujet historique sur une épopée kurde du 17ème siècle, tourné en Turquie en 1991 et intitulé Mem-u Zin (deux prénoms kurdes), évoquant des scènes de la vie des Kurdes d'Anatolie du sud-est sous l'Empire ottoman.

Il a indiqué avoir subi à ce moment-là des harcèlements de la part de la police. Dans un premier temps, celle-ci a saisi les vidéo-clips de chansons kurdes, mais les a rendus plus tard.

Elle a également souffert d'interdictions "sommaires" décidées parfois par la police de certains vidéo-clips, même s'ils sont en turc. Au total, la diffusion de 235 clips, en turc ou kurde, a été interdite, a affirmé M. Bingol.

"Un jour, notre antenne a été détruite, ce qui nous a valu un arrêt des émissions pendant une vingtaine de jours. Nous avons également reçu des menaces anonymes au téléphone", a ajouté M. Bingol.

"Des enquêtes et procès sont toujours en cours à propos de nos émissions et le Conseil suprême de la radio-télévision (chargée de superviser la presse audiovisuelle) nous réclame fréquemment les bandes enregistrées de nos émissions", a-t-il indiqué.

"Nous avons des attentes de la part du nouveau gouvernement" à propos des émissions en langue kurde, a indiqué M. Bingol, sans entrer dans les détails.

La levée de l'interdiction des émissions en kurde est l'une des revendications des Kurdes modérés.

CE/hc

tf

AFP /AA1234/101521

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes

34 rebelles du PKK tués par l'armée turque

ANKARA, 10 juil (AFP) - Trente-quatre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dans l'est et le sud-est anatoliens lors d'opérations militaires et combats, a annoncé mercredi la super-préfecture de Diyarbakir.

Vingt-sept rebelles kurdes ont été tués mercredi lors de combats dans la région de Hakkari, à l'extrême sud-est du pays, situé à la frontière avec l'Irak et la Syrie, indique un communiqué de cette préfecture.

Sept maquisards kurdes ont été tués dans d'autres opérations et combats dans les régions de Tunceli (est), Elazig (est), Bingöl (est) et de Bitlis (sud-est), selon le document.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée ont fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires, civils et policiers.

CE/php t.fra

AFP /AA1234/101317 JUL 96

Turquie-Kurdes

Bombardement par l'armée turque d'un campement kurde au nord de l'Irak

ANKARA, 11 juil (AFP) - L'armée turque a annoncé jeudi qu'un de ses avions de combat avait bombardé mercredi un campement de militants séparatistes kurdes dans le nord de l'Irak, tuant de nombreux Kurdes.

"Beaucoup de terroristes ont été tués et leur arsenal et camp d'entraînement ont été détruits lors de cette attaque dans la région de Bote" (à une vingtaine de kilomètres de la frontière turque), a déclaré un responsable de l'état-major turc dans un communiqué.

"Tous les avions sont rentrés à leur base sans dommage... De telles opérations se reproduiront chaque fois que cela sera nécessaire", poursuit l'armée dans le communiqué.

Les autorités d'Ankara, qui accusent les Kurdes d'organiser des attaques sur le territoire turc à partir de camps établis dans le nord de l'Irak, ont lancé plusieurs attaques contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la région ces dernières années.

Par ailleurs cinq militaires turcs ont trouvé la mort jeudi lorsque leur véhicule a explosé sur une mine dans la province de Diyarbakir (sud-est), a annoncé la télévision publique TRT.

Enfin trois militants du PKK ont été tués mercredi lors d'un affrontement avec les forces de sécurité dans la province de Batman, a annoncé jeudi l'agence Anatolia.

Plus de 22.000 personnes ont été tuées dans le sud-est de la Turquie depuis que le PKK a lancé en 1984 sa lutte armée indépendantiste.

ue/hc/chr/mmr tf

AFP /AA1234/111844 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, JULY 10, 1996

## Turkey sends protest to Bonn after Kurdish meeting

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey has sent a protest to the German government over a Kurdish meeting held in Bonn, the Anatolia news agency reported. The Turkish Embassy contacted the German Foreign Ministry immediately after the Kurdish meeting and requested an explanation. The German ministry replied that the meeting was outside the control of the German government. The German officials also denied that the German Foreign Minister, Klaus Kinkel, had sent a message to the meeting.

The Turkish government had contacted Bonn before the meeting took place and demanded that the German authorities cancel it. The message from the Turkish government said: "There is a separatist organization behind the meeting and the German government should not allow this meeting to be held." The meeting took place despite the warnings.

Yaşar Kaya and Mahmut Kılıç, members of the so-called Kurdish parliament, also attended the meeting.

*Turkish Daily News* THURSDAY, JULY 11, 1996

## First Kurdish TV in Southeast

Private CAN TV launches regular broadcasting in Kurdish

*Turkish Daily News*

ANKARA- A private television channel, CAN TV, has started regular broadcasting in Kurdish, marking a first in the history of the highly Kurdish populated Southeast region of Turkey, the Anatolia news agency reported.

Nevzat Bingöl, owner of Diyarbakır-based CAN TV, told Anatolia that their broadcasting was limited to only several hours daily but they aimed at having 24-hour continuous broadcasting in the future.

"For the time being we only have music programs in Kurdish. Music is universal. And, I don't suppose that anyone can claim that we are propagating separatism because we let people listen to music in Kurdish. Music has no language," Bingöl said. Referring to the current Turkish legislation regarding the use of Kurdish, Bingöl stressed that Kurdish was not actually illegal.

"However, the courts are very ready to sentence you on the grounds that you are spread-

ing separatism propaganda. We are being very careful not to fall into this trap," Bingöl added. Pointing out that the state-run TRT's Southeastern Channel, GAP, was also preparing to broadcast in Kurdish, Bingöl predicted that TRT would not be as successful as they are. Bingöl also called on the new government to issue new laws regarding broadcasting in Kurdish.

"We just want to have a law which will make it clear what is illegal and what is legal. We are definitely ready to act in line with it later on," Bingöl noted.

# A Cynical Turkish Marriage Under the Army's Gaze

By Jim Hoagland

**WASHINGTON** — Cynicism has propelled an Islamic fundamentalist into the prime minister's chair in Turkey. The political fate of a vital U.S. ally now hinges on a game that a pair of Turkish con artists are running on each other and ultimately on the Clinton administration.

The first task for the White House in the new and dangerous situation in Turkey is to understand the shabbiness of what happened in Ankara and not to gloss over it.

Wriggling to stay out of court, Tansu Ciller, former prime minister and leader of the secular True Path Party, provided the votes in Parliament to confirm Necmettin Erbakan, leader of the fundamentalist Welfare Party, as prime minister. In return, Mr. Erbakan gave Mrs. Ciller control of important ministries and a promise to turn the top job over to her in a year.

Mrs. Ciller, who dazzled President Bill Clinton and other senior U.S. officials on visits to Washington, had sold herself to the Americans as the only bulwark against the "dark forces" of the fundamentalists. Now she has ushered them into the prime minister's office.

So the Clintonites have a choice between a Turkish leader who has throughout his career openly opposed U.S. interests and advertised his anti-Semitism and one who has just sold out U.S. interests to save her own skin.

American policy has taken on its own cynical edge. Washington quietly hopes that Mr. Erbakan's government will fail miserably and collapse, and that Mrs. Ciller will pick up the pieces.

But Mrs. Ciller's return to

power — if it happens — will not solve Turkey's deepening political crisis. Still, U.S. officials find reason for hope because she will be deputy prime minister and foreign minister under Mr. Erbakan. They portray her presence as a moderating force.

But that underestimates the distance that Mrs. Ciller has traveled to strike this cynical bargain. Mr. Erbakan had convinced much of the public that she was responsible for the disappearance of millions of dollars while she was prime minister, and had demanded an inquiry. He dropped his demand as part of the deal with her, but the sword still hangs over her head.

Mrs. Ciller is, in any event, a weak reed on which to lean a policy. Her record as prime minister is far more flawed than is admitted by Clintonites aware of the boss's enthusiasm for her.

Mr. Erbakan's Welfare Party's share of the national vote rose to 21 percent largely on her watch, allowing it to move into position to form a coalition government when the secular parties deadlocked. He now has a chance to widen Welfare's influence through the party's control of the social and economic ministries, and to put his supporters in the military and foreign affairs bureaucracy.

Mrs. Ciller also never tried to gain control over the Turkish military, still a dominant force in the country's politics. The military has been throwing its weight around, stoking the fires of nationalism by aggressively confronting with Greece and smacking around Turkey's own Kurdish citizens and Kurdish guerrillas in Iraq and Iran.

With only tenuous political control coming from Mr. Erbakan



By TOUGHAN in Al Goughourys (Carto). C & W Syndicate.

and Mrs. Ciller, the Turkish military may be tempted to destabilize a new Greek government and resist a U.S. initiative on Cyprus — unless Washington wakes up to the dangerous regional pressures that are building.

Washington needs to recognize that the rise of Islamic fundamentalism in Turkey is itself a symptom of a broken political system that Turkey must be made

to acknowledge. But the administration goes with the flow.

After Undersecretary of State Peter Tarnoff met with Mr. Erbakan and Mrs. Ciller in Ankara last week, he said on his return that he had been "reassured by the conversations."

The United States has to deal with governments it dislikes and distrusts across the globe. Grinning and bearing it is frequently

the only policy available. But Turkey is a privileged recipient of U.S. aid, military equipment and favors. Washington cannot continue to pretend that instability is not stalking this vital country, and continue business as usual.

The Turks cannot be allowed to think that their cynical machinations will go unnoticed, and uncensored.

Washington Post Writers Group.

## Unions make their demands on new government

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's big three union confederations have called on the new government to exempt the minimum wage from taxation, to increase job security, to introduce unemployment benefits and to reform the social security system, the Anatolia news agency reported.

Representatives from the Confederation of Turkish Labor Unions (Türk-İş), the Confederation of Revolutionary Workers' Unions (DİSK) and the Hak-İş labor confederation also called on the government to keep wages in line with inflation and to take control of Turkey's huge blackmarket.

Salih Kılıç, the Türk-İş education

secretary, said that the Welfare party must keep the promises it made when it was in opposition. He also called for the scrapping of

"anti-democratic, anti-union" laws and wage increases. "The wages of all the working people must be increased and the government must not ignore these demands," Kılıç said. Rıdvan Buljak, the chairman of DİSK, also called on the new government to increase the wages of workers but said that the biggest problem is inflation.

"One of the most important tasks before the government should be the reduction of inflation. The only way to achieve this is to increase invest-

ment and production," Budak said. He also called for tax reform to make the system fairer for all.

Salim Uslu, the chairman of Hak-İş, said he was happy the a new government had been set up. He said that the government and the opposition should set aside their differences and work together to solve the country's ills. He also called on the government to be levelheaded in its policies.

"I expect the government to be rational and not to follow populist policies. The government has to work on structural reforms rather than concentrating on financial balances," said Uslu.

## Coalition gives civil servants 50% pay rise

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's new Prime Minister Necmettin Erbakan on Tuesday announced a 50 percent pay rise for millions of civil servants and pensioners a day after being confirmed as the country's first Islamist leader.

"I want to give you the best of news. Our cabinet has decided to increase civil servants' wages by an average of 50 percent," Erbakan told a televised news conference.

Treasury officials say the figure is higher than they can afford but Erbakan was confident his coalition government's coffers could handle it.

The last civil servant pay rise was

an average of 53 percent, announced by the previous government in October ahead of the December general elections.

"This decision was taken after being certain that it could be recompensed," he said.

More than seven million of Turkey's 60 million people, struggling under annual inflation of around 80 percent, will receive the rise.

In Turkey, civil servants include almost all blue- and white-collar state workers, the police and the large military. Erbakan promised to get parliament's backing for bonuses for the security forces.



Prime Minister Necmettin Erbakan

## Finance minister pledges lower inflation

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Turkey's new Islamist finance minister on Wednesday said he would bring down yearly inflation despite speculation new civil servant wage rises would boost the current annual rate of around 80 percent.

"The inflation numbers for this year will be lower than the level they are now," minister Abdullatif Şener told a news briefing. He also added that the government would soon announce how an additional TL 125 trillion burden from the pay rises would be financed in the second half of 1996.

*Turkish Daily News* THURSDAY, JULY 11, 1996

## General asserts air force role in successful fight against PKK

**Maj. Gen. Asparuk:** With its education and training levels, the Turkish Air Force has the highest performance levels in Europe and is second only to the United States

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish Air Force pilots have been successful in raids against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), especially since 1991, said Maj. Gen. Cumhuri Asparuk, commander of the Second Tactical Air Force.

Asparuk was speaking at a medal award ceremony in Diyarbakır where the commander of the Diyarbakır 8th Main Jet Base, Gen. Hasan Aksay, was given a medal of distinction. Asparuk said that Turkish pilots fly in all sorts of weather and have been very successful in

fighting the PKK, both within Turkey and outside. Asparuk continued pointed out the increase in the number of sorties flown by the air force since 1991.

He said that since 1991 approximately 9000 sorties, including 1200 reconnaissance sorties, were flown from the bases of Malatya and Diyarbakır. He said that with its education and training levels, the Turkish Air Force has the highest performance levels in Europe and is second only to the United States.

## Controversial Mi-17 copters put into service in Southeast

**Outdated:** Compared to the rest of the Turkish helicopter fleet, the Mi-17s are primitive and slow, military officials say. The copters are being used for transport and medical evacuations and steer clear of combat zones

**By Metehan Demir**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Despite the harsh criticism of Turkey's purchase of Mi-17s, Turkey has been using the Russian-made helicopters for transport and medical evacuations in operations against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Southeast, military officials said.

The \$65 million purchase of 19 Mi-17s in 1995 was attacked by defense experts and the media. The critics said that the lack of spare parts and maintenance support for the helicopters were the main problems, adding that the Mi-17s were incompatible with NATO standards.

The helicopters stood idle in Ankara for months until sufficient spare parts were flown in and the helicopters could be put into service in the Southeast.

Turkish military officials said that the helicopters are being used as transport and hospital carriers in support of the massive state

operations aiming to wipe out the PKK terrorists.

Although the Mi-17 are capable of performing an attack role when their weapons pods are loaded, the officials said it was impossible to use them for such missions because of their low performance and poor agility.

During operations, the Mi-17s steer clear of battle fields, according to military officials.

Compared to the other helicopters in use in the Turkish Armed Forces such as the Cobras and Sikorskys, the Mi-17s have primitive technology, the officials said, adding that the Mi-17s' mechanical engineering lags 30 years behind the electronic systems of the Sikorskys.

The \$65-million agreement signed by Turkey and Russia in 1995 for the 19 Mi-17 copters was the result of a Russian proposal to cover its nearly \$200-million debt to Turkey.

**ALLEMAGNE** Chaque mois, 14 000 Turcs demandent la nationalité allemande. L'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl découvre cet électorat au moment où celui-ci se détourne des Verts et des sociaux-démocrates.

## Le parti de Kohl courtise les immigrés turcs

DIE TAGESZEITUNG  
BERLIN

Les Turcs arrivent en masse – et la CDU s'en réjouit. Lors du congrès de la Fondation Konrad Adenauer sur les médias, qui s'est tenu à Ankara à l'automne 1995, les journalistes allemands ont été fort étonnés d'entendre débattre ouvertement de ces nouveaux électeurs potentiels de la CDU. Des dizaines de milliers de Turcs doivent être prochainement naturalisés en Allemagne, expliquait-on dans les cercles proches de l'Union chrétienne-démocrate, et le parti ne veut pas laisser ces éventuelles voix de côté. Il convient, disait-on, "d'identifier ce nouveau potentiel électoral et d'agir en conséquence".

En lisant attentivement les pages de politique intérieure de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* au fil des mois suivants, on pouvait déjà relever les traces des premiers pas entrepris par les conservateurs pour attirer à eux ce nouveau groupe d'électeurs. Il y eut, en effet, de longs articles sur les Turcs

engagés au sein de la CDU et du FDP [Parti libéral, appartenant à la coalition gouvernementale]. Entre-temps, un dirigeant de l'Association libérale germano-turque est devenu collaborateur occasionnel du journal. Avec les 27 000 demandes de naturalisation déposées par des Turcs dans la seule ville de Berlin, le reporter de la *Frankfurter Allgemeine*, journal proche du gouvernement et généralement d'un style très sobre, ne parvenait plus à contenir son enthousiasme : "A Berlin, il pourrait y avoir très prochainement 3 à 4 % d'électeurs turcs. Ceux-ci pourraient jouer un rôle décisif aux prochaines élections – en l'occurrence, au profit de la CDU."

Mustafa Cakmakoglu, président de la très conservatrice Communauté turque de Berlin et depuis un an membre de la section CDU de Kreuzberg, explique que, si "l'attitude de la CDU envers les étrangers était, jusqu'alors, plutôt réservée", c'est parce que les chrétiens-démocrates ne croyaient pas pouvoir s'assurer les voix de leurs "concitoyens turcs". En effet, tous les sondages des années 80 révélaient que les

Turcs étaient plutôt prêts à donner leurs voix au SPD et aux Verts.

Ce sont les Verts qui ont facilité l'accès au Parlement à des immigrés tels Ismail Hakki Kosan, à Berlin, ou Cem Özdemir, à Bonn. Cela s'inscrivait dans la conception même du parti des Verts et trouvait un écho très favorable auprès de leur électorat. La sympathie était alors réciproque : la politique d'immigration que défendaient les Verts – et aussi le SPD – fut de loin, pendant de longues années, la plus appréciée par les minorités.

Mais les années 90 ont apporté des changements fondamentaux, y compris pour la minorité turque établie en RFA. La cote des Verts et du SPD a commencé à baisser d'autant plus qu'ils fustigeaient la politique officielle d'Ankara. Les déclarations du ministre-président [social-démocrate] de Basse-Saxe, Gerhard Schröder, sur le "génocide des Kurdes" perpétré par le régime ont déclenché une vague de départs dans les rangs du SPD – parti qui, jusque-là, comptait la plus forte communauté turque en son sein.

### ● Vers un abandon partiel du "droit du sang"

Vingt-neuf députés chrétiens-démocrates du Bundestag ont présenté un projet de réforme du code de la nationalité, visant à introduire une forte dose de *jus soli* (droit du sol) en Allemagne. Une telle réforme – qui faciliterait également la naturalisation des immigrés déjà présents dans le

pays – est réclamée depuis longtemps par tous les autres partis, des libéraux aux Verts, en passant par le SPD. Mais cette large majorité réformatrice n'est que virtuelle, et elle le restera aussi longtemps que la ligne officielle du parti du Chancelier sera influencée par les défenseurs du droit

du sang, qui se trouvent essentiellement dans les rangs de la CSU bavaroise. "Ce serait une chance", commente la *Süddeutsche Zeitung*, "si les 29 députés pouvaient réussir à modifier la politique gouvernementale, car elle est dangereuse. Personne ne peut en effet accepter à la

longue d'être traité en citoyen de seconde zone dans son propre pays. Un nouveau code de la nationalité est un devoir démocratique, mais il est également nécessaire pour garantir la paix intérieure et sociale. L'apartheid n'a pas d'avenir, pas plus en Allemagne qu'ailleurs."

Les Verts ont perdu encore plus de points lorsqu'ils ont voté contre la modification de la législation sur le droit d'asile [qui a eu pour effet de limiter le nombre des demandeurs]. En effet, de nombreux Turcs établis en Allemagne ressentent instinctivement les demandeurs d'asile comme de fâcheux concurrents. Mais d'autres raisons expliquent que les électeurs turcs se détournent du parti écologiste : l'hostilité, par exemple, de ce parti à une intervention militaire en Bosnie-Herzég-

ovine, où les Musulmans étaient abandonnés à leur sort, et à l'interdiction du PKK kurde en Allemagne. L'expulsion rapide des "étrangers criminels" [voulue par les conservateurs] n'a pas seulement rencontré l'assentiment de l'Allemand moyen, mais aussi celui des couches moyennes turques, qui craignent pour leur propre existence.

Emine Demirbükten, membre depuis peu de la CDU berlinoise, confirme que de nombreux immigrés, surtout ceux de la première génération, ont un fond conserva-

teur : "On partage les valeurs conservatrices des chrétiens-démocrates, comme le sens de la famille", souligne-t-elle. M. Cakmakoglu, lui, est d'avis que le comportement électoral des Turcs en Allemagne ressemblera à celui de leurs compatriotes en Turquie : là-bas, depuis le putsch de 1980, les partis libéraux et conservateurs ont généralement obtenu une majorité des deux tiers.

Dilek Zaptçioğlu

## TURQUIE

Après avoir axé toute sa campagne sur la dénonciation des islamistes, Mme Tansu Çiller, l'ex-Premier ministre, s'allie avec eux pour offrir à leur leader Necmettin Erbakan les rênes du pouvoir, alors que le parti intégriste n'a recueilli que 21 % des suffrages aux législatives.

# La droite a servi de marchepied à l'islamisme

## Les laïcs turcs se sentent "horriblement trompés"

MILLIYET  
ISTANBUL

Si vous êtes, comme moi, parmi les 80 % qui ont voté pour d'autres partis que le [parti islamiste] Refah, vous devez vous sentir horriblement trompés, pris en otage. Si vous êtes parmi ces 80 %, vous avez dû voter pour ces partis laïques qui se présentaient précisément comme une "assurance contre le Refah". Tous nous ont demandé des votes dans ce sens.

Les deux leaders [Necmettin Erbakan, nouveau Premier ministre et chef du Parti de la prospérité, le Refah, et Tansu Çiller, chef du Parti de la juste voie (DYP), maintenant alliés] estiment aujourd'hui légitime de nous bernier en nous regardant dans les yeux et en parlant différemment "avant le scrutin" et "après", considérant nos voix comme autant de chèques en blanc. Ils se préparent, comme chefs de tribu, à envahir et se partager le pouvoir et l'Etat. Les élections ne sont-elles que de la poudre aux yeux destinée à tromper le monde extérieur avec de belles affirmations du genre "la Turquie est la seule démocratie des pays musulmans" ?

Les bulletins de vote glissés dans les urnes sont un contrat entre les électeurs et les partis politiques. Honorer ce contrat est une obligation morale. Et le débat sur la morale ne peut se limiter au cadre étroit des affaires de détournements de fonds. Car la plus grande et la plus dangereuse des "immoralités politiques" est la formation de la coalition entre le DYP et le Refah, alors que ce même DYP, appartenant au "système laïc", a fait campagne avant les élections [en se présentant

comme un rempart] contre le Refah.

C'est dangereux, car les gouvernements qui obtiennent le pouvoir en confisquant de cette façon le vote des électeurs ne peuvent être considérés comme disposant d'une assise légitime, même s'ils ont la confiance du Parlement. S'ils réussissent à passer ce test en achetant des députés avec des promesses de portefeuilles ministériels, ils ne peuvent et ne devront pas bénéficier d'une légitimité politique aux yeux des électeurs qui, comme moi-même, se trouvent dans ces fameux 80 %.

Dans les démocraties, les gouvernements assoient leur légitimité sur un large consensus chez les gouvernés. Or la coalition entre le Refah et le DYP annihile cette légitimité, aussi bien dans le sens de "l'éthique politique" que dans celui de la morale générale tout court. Il est évident qu'un gouvernement pareil ne peut que se sentir "vulnérable et sans confiance". La seule chose qu'il fera pour compenser ce manque de confiance sera de recourir aux méthodes autoritaires fondées sur la répression et la violence. Les "précautions contre la presse", d'ores et déjà envisagées pour mettre celle-ci au pas, en sont un exemple. Un autre est, depuis trois semaines, la répression croissante, la violence brutale et les coups contre les "mères du samedi" [il s'agit des proches des prisonniers politiques disparus, qui manifestent chaque samedi au centre d'Istanbul].

Faire taire l'opposition par la répression est une méthode utilisée par les pouvoirs qui essaient de dis-



simuler les cadavres remplissant leurs placards. L'Histoire et la montée du fascisme sont remplies d'illustrations tragiques de cette réalité. Pour ces raisons, je ne peux considérer le problème actuel avec la légèreté qui consiste à dire : essayons pour voir. D'après une thèse en vogue, "le DYP tirera le Refah vers le centre, l'amenant à se transformer en un parti comparable aux formations chrétiennes-démocrates d'Europe". Ceux qui croient à cette déclaration se leurrent. Le DYP a déjà du mal à tenir son propre groupe, comment voulez-vous qu'il contrôle le Refah ? D'autre part, il n'y a aucune similitude entre ce dernier et un parti chrétien-démocrate.

Les chrétiens-démocrates sont des partis issus de la résistance contre le fascisme en Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Idéologiquement liés à l'Eglise, ils s'appuient sur l'Union européenne, l'OTAN, et sont politiquement proaméricains. Nos religieux, à l'inverse, sont – dans leurs discours du moins – contre l'UE, l'Amérique et l'OTAN, et ils s'appuient sur les pays arabes et musulmans. Les fondateurs des chrétiens-démocrates, De Gasperi en Italie et Adenauer en Allemagne, étaient des leaders honnêtes, "aux mains propres". Leurs choix politiques étaient tournés vers l'avenir et la civilisation occidentale. Ils ont réussi à faire prendre à leurs pays, qui sortaient du fascisme, un tournant démocratique et social, conduisant des réformes judiciaires et agraires.

Les partis chrétiens-démocrates sont des formations qui ont une large assise dans différentes couches sociales et disposent de l'appui d'une partie considérable de l'intelligentsia. Le Refah, lui, est un "parti protestataire" marginal, exprimant l'identité des "exclus du système".

Les députés qui ont voté la confiance à un tel parti auront une responsabilité très lourde envers notre histoire républicaine vieille de soixante-dix ans. ●



Cartoonists & Writers Syndicate

Erbakan et la Turquie. Dessin d'Oliver paru dans *Der Standard* - VIENNE

## ● Les Américains pas mécontents

Necmettin Erbakan s'est officiellement entretenu avec une délégation américaine, qui n'a même pas attendu le vote de confiance du Parlement, le 7 juillet, pour le rencontrer. Avant d'accéder au pouvoir, le leader du Refah dénonçait le récent accord militaire de son pays avec Israël, ainsi que la présence sur le sol turc des forces alliées parti-

cipant à l'opération "Provide Comfort" en faveur des Kurdes d'Irak. A présent, il semble avoir compris les exigences de la realpolitik. Il ne devrait donc pas remettre en cause la politique de Washington dans la région, indique la presse turque. Soulignant la satisfaction américaine, le quotidien *Cumhuriyet* rappelle que "les Etats-Unis n'ont

jamais eu pour souci, dans leurs relations avec les pays du Moyen-Orient et du monde arabe, d'avoir des régimes démocratiques et modernes en face d'eux. Dans ces conditions, une Turquie laïque et contemporaine pouvait même être un mauvais exemple pour les autres pays musulmans entretenant de bons rapports avec les Etats-Unis."

ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE  
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE  
ORGANIZACION MUNDIAL CONTRA LA TORTURA  
WELTORGANISATION GEGEN DIE FOLTER

OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT - OMCT

**SPECIAL APPEAL**  
**HUMAN RIGHTS DEFENDERS**  
**Case TUR 100596.1**  
**Follow-up of Case 100596**

The International Secretariat of OMCT/SOS Torture has received new information and requests your continuing intervention in the following situation in Turkey.

**Brief reminder of the situation:**

The Association for the Prevention of Torture (APT), a member of the network, expressed its grave concern over the systematic repression of human rights defenders in Turkey, in particular of leaders and employees of the Turkish Foundation of Human Rights (TIHV).

According to information received, leaders as well as the medical and other staff of the TIHV are being subjected to various forms of intimidation by the Turkish authorities, which has intensified since December 1995.

The TIHV sections of Ankara, Istanbul, Izmir and Adana are being both judicially and administratively prosecuted by the Ministry of Health by request of the Ministry of Foreign Affairs. Besides, Mr **Mustafa Cinkiliç** and Mr **Tufan Köse**, leaders of the TIHV section of Adana, are currently being charged with "disobedience to the orders of official authorities". These charges have been brought against them because of their refusal to reveal the names of victims of torture, being treated by the organisation. The first hearing took place, on 10 May 1996.

**New information:**

OMCT has been informed by IRCT, a member of the network, that the second hearing on the case of Mr **Mustafa Cinkiliç** and Mr **Tufan Köse** was held on 5 July and ended in postponement.

The next hearing is scheduled for 13 September 1996.

**Actions requested:**

Please continue to write to the Turkish authorities urging them to:

- i. take the appropriate measures to guarantee the physical and psychological integrity of Mr **Mustafa Cinkiliç** and Mr **Tufan Köse** and all other people working in the field of human rights;
- ii. assure Mr **Mustafa Cinkiliç** and Mr **Tufan Köse** the full respect of their procedural rights and, in the absence of valid juridical charges, release them immediately;
- iii. put immediately an end to the harassment of human rights defenders and/or associations;
- iv. guarantee in all circumstances respect for human rights and fundamental freedoms in accordance with national laws and international standards.

# Displaced villagers return to home province

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Thirty-two families, out of the 45 who had been evacuated from the village of Yavrucak in Başkale, Van, in May 1994 due to terrorist attacks, have returned and started work on rebuilding their houses, which were destroyed by terrorists, the Anatolia news agency reported.

Gov. Abdulkadir Sari said that the returning villagers were a sign that peace and order had been established in the region, while the villagers said that they would fight against all kinds of oppression.

"We will help those who want to return to their villages. We have provided them with tents to live in and cement to build their houses. We have asked for more help from the Office of the Emergency Rule Governor. We will also help them through the Association of Social Aid and Solidarity."

First of all, we have appointed 42 rural guards to the area; the number will be increased to 50 in the near future. We will utilize our resources to the full," Sari said, adding that there was no problem in the region with respect to order due to the unity of the residents and decisive action



Villagers express their determination to rebuild their rural lives shattered by terrorist violence.

of security forces, even though Başkale shares a border with Iran.

"Terrorist attacks have caused the villagers to migrate to Van, Başkale, Ankara, Istanbul and Antalya. They wanted to return since they could not find jobs in the

cities. Their wish received a positive response and was fully supported. From now on, we will not give in to a group of bandits. We want to die on our own soil," said Kinyas Karadağ, head of the rural guards, who noted that there were 3,000

sheep in the village before the migration but that presently there were only 150.

"We have trust in the government and believe that it will protect and support us," said Yurus Karadağ, the oldest member of the village.

# OSCE tells Turkey to stop 'torture by police'

*Turkish Daily News*

**WASHINGTON-** The Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), following its Fifth Annual Session of Parliamentary Assembly in Stockholm, Sweden, held from July 5-9, has adopted a resolution urging the Turkish government "to take urgent action to halt widespread use of torture by police and other officials and to end its per-

secution of medical professionals and non-governmental organizations (NGOs) who provide treatment to victims of torture and expose human rights abuses."

The organization also called on the Turkish government "to promote economic, social, cultural, legislative and other peaceful means to solve internal problems, in particular those concerning the Kurdish population in south-

eastern Turkey."

The resolution condemned "terrorism in all forms, especially by radical groups such as the PKK" (outlawed Kurdistan Workers' Party) and called for "urgent termination of any kind of logistic and financial support provided by some countries."

Besides asking for the release of "three former (Democracy Party) members of the

Turkish Grand National Assembly" and all other "prisoners detained solely for non-violent expression of their views," the OSCE urged the Turkish government "to establish consultative mechanisms with non-violent Kurdish-based organizations which recognize the territorial integrity of Turkey, to defuse sources of conflict and propose strategies to resolve the crisis in southeastern Turkey."

*Turkish Daily News* FRIDAY, JULY 12, 1996

# Turkey and Iran pledge to solve security problems after experts meet

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish officials promised officials from Iran that Turkey would establish a committee to investigate claims by Iran that Turkish helicopters attacked Iranian civilians one month ago, the Anatolia news agency reported.

Iranian officials claimed that Turkish helicopters had passed 25 kilometers over the border into Iran and attacked civilians, six of whom died.

Erol Çakır, Turkey's undersecretary at the Foreign Minister, said at a press meeting in Tehran on Wednesday that Turkey denied Iran's allegations, but their counterparts exchanged documents related to this issue.

Delegates discussed Iran's allegations at the third High Security Commission meetings between Turkey and Iran, which began early this week.

"We promised that we will take the initiative for the establishment of a technical delegation in order to investigate these claims," Çakır said.

But Çakır also alluded to Syria and the Kurdistan Workers' Party (PKK) when he said that there was a terrorist organization supported by one of Turkey's neighbors to the south that was using the Turkish-Iranian border for attacking Turkey. Çakır said that because of this 71 security officials and 17 civilians died and more than 100 were wounded. "As a result, there was fire at the Iranian-Turkish border," Çakır said. The PKK has been fighting for an autonomous-rule administration in southeastern Anatolia since 1984, and PKK leader Abdullah "Apo" Öcalan resides in Damascus. Meanwhile Iranian Foreign Minister Undersecretary Aladdin Burujerdi told the Ahbar newspaper on Thursday that they would not bring the case to the attention of international organizations.

"Our two countries have good neighborly relations. I hope we can solve the problems in cooperation," Burujerdi said.

## Erbakan: Evacuated hamlets to reopen in the Southeast

**By Kemal Balcı / TDN Parliament Bureau**

ANKARA- Prime Minister Necmettin Erbakan, in what was billed as a major change in Turkey's official policy on the troubled Southeast, announced the hamlets in the region which were evacuated due to security considerations in the past would be reopened to settlement.

**Victims of terrorism return to their village, page A5**

The prime minister said the former inhabitants of these hamlets would be allowed to return to their homes.

In addition to this the state will operate all the idle meat processing plants in the region, buying all the livestock the region's farmers are prepared to sell.

The hamlets were evacuated after military officials felt they had become a security hazard.

They said the separatist terrorists of the PKK organization used these hamlets to obtain food or for other logistic purposes. The PKK also raided some of these hamlets killing men, women and even children.

Erbakan made the announcement at the end of a 90-minute meeting with Chief of Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı.

He stressed that Gen. Karadayı, too, favored the resettling of the hamlets, and that the general said explicitly that the people in the Southeast could be assured that the hamlets were now secure. The prime minister said he would visit Elazığ and Bingöl next Saturday to give these two pieces of good news to the inhabitants of the region.

He noted that in the region 35 meat combines remained closed, 17 of them still owned by the state.

Underlining the importance the government attached to the development of animal husbandry, he said the state would buy from the farmers all their livestock, reopen immediately the 17 state-owned meat combines and process the meat there.

**Finding resources**

As soon as it assumed office, the government



Prime Minister Necmettin Erbakan (R) and Foreign Minister Tansu Çiller (L) chat with General Staff Chief Ismail Hakkı Karadayı at the presidential palace before the welcoming ceremony for Egyptian President Hosni Mubarak. Gen. Karadayı later paid a visit to the Islamist leader for the first time. TDN Ali Fuat Ulay

granted the civil service and the pensioners the highest pay increase possible, Erbakan said.

Bağ-Kur (the social security organization of the self-employed) pensioners have been granted a 385 percent increase, he stressed.

Referring to the resources with which the government would finance all these, Erbakan said that before everything else, wasteful spending, which had reached spectacular levels, would be prevented.

For this purpose five of the state ministers will be given the task of preventing wasteful spending and creating new resources for the state. He pointed out the vastness of the wasteful spending at two government departments, namely, the State Waterworks and the Highways Authority.

Despite the huge amounts of resources assigned these two departments, roads did not get built and farmers were still avidly waiting for the construction of hundreds of irrigation pools.

Selling pieces of Treasury land, Erbakan said, could provide the financial resources needed but this would take a long time.

He said: "Selling a single piece of public property requires a minimum of one year (due to the formalities) whereas we need money now.

For this reason we change the method. In the past we had first laid the first stone for a plant and then had the title deed formalities completed

for the piece of land involved. Now we will employ methods which will enable us to work with such speed."

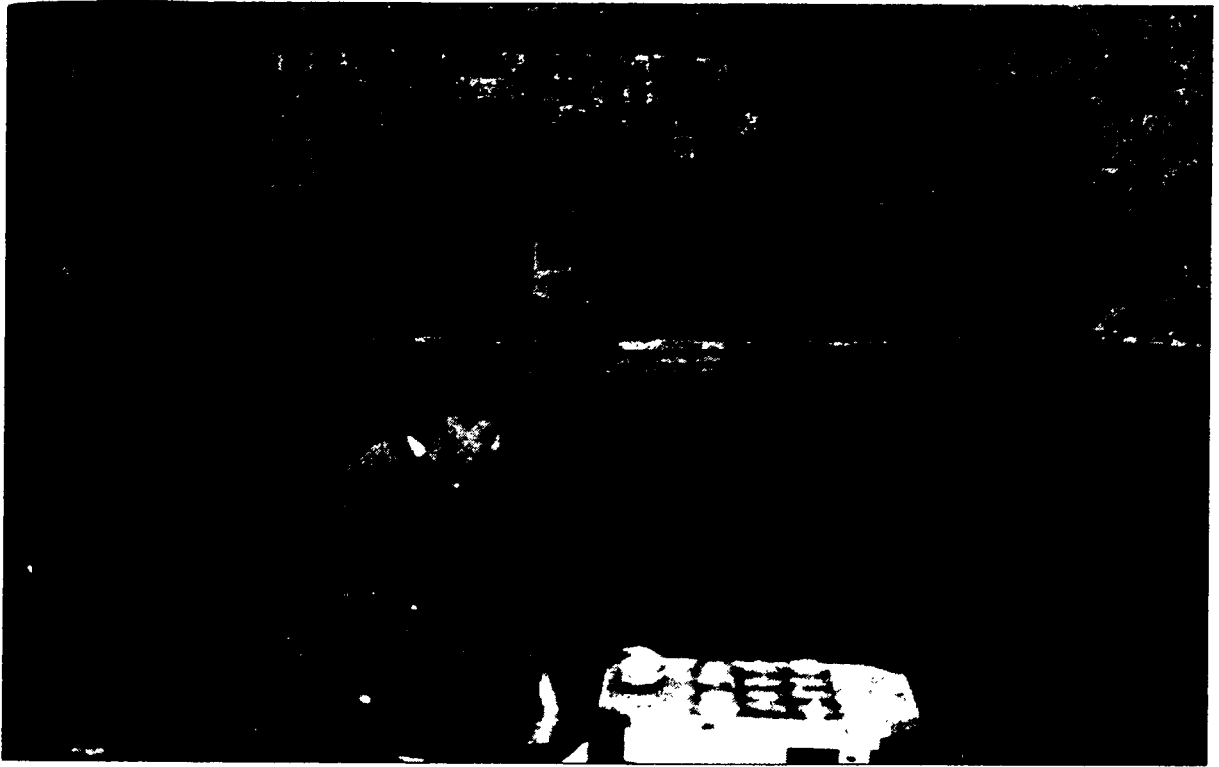
Erbakan stressed that theirs was a "government of change" and underlined their intention to "transform the country's blessings into a fortune."

Meanwhile, the RP group meeting, during which Erbakan spoke, was attended by a record number of RP supporters. About a thousand people filled the packed room and the corridors. Those who could not get in had to stay in the Parliament's garden.

After his talks with Demirel, the Egyptian leader also conferred with Prime Minister Necmettin Erbakan who said they had discussed ways and means of boosting bilateral cooperation, furthering the peace process in the region and coordinating the two countries' stances in the international arena.

Asked whether Mubarak had offered to mediate in Turkey's security and water disputes with Syria, Erbakan replied evasively, saying "We noted our common views regarding the need for brotherly ties between Turkey, Egypt, Iran, Iraq, Syria and Turkey with none of the sides allowing any activity against the others, and decided to cooperate to achieve that."

TURKISH PROBE JULY 12, 1996



Hallî-ür Rahman lake A boy sells bait to tourists to feed the fish.

# Şanlıurfa: The City of Legend and Prophets

SERDAR ALYAMAÇ

## Divine Intervention:

Legend has it that God said to the fire, "Fire, be cool and nurturing for Ibrahim." The fire became water, the burning logs became fish and Balıklıgöl, Şanlıurfa's famous pool of sacred carp, was formed, so that Ibrahim fell unharmed

Şanlıurfa — called "the city of prophets" because the prophets Ibrahim (Abraham) and Eyyub (Job) lived there — has had many names. In a past that stretches back to the paleolithic age, Şanlıurfa has been host to Hittite and Arab civilizations. In Hittite texts from the 2nd millennium, B.C. the city was called Ruhua or Ru'ua. Urfa gained the prefix "Şanlı," or "renowned," after battles against the Russians during World War I.

Şanlıurfa today is the scene of the biggest infrastructure development project in Turkish history: the Southeast Anatolia Project (GAP), which is supposed to irrigate and provide power for a huge swathe of Turkey's troubled and underdeveloped Southeast.

The project is expected to bring

new life to Şanlıurfa and the arid Harran Plain.

Şanlıurfa has religious significance for both Christians and Muslims. The prophets Ibrahim and Eyyub are the most celebrated historical figures that make Şanlıurfa a much-visited site for local tourism. Stories of the two prophets have been told from generation to generation in the region.

The prophet Ibrahim was one of the first proponents of monotheism. According to legend, King Nimrod dreamed that he would lose his kingdom.

A priest interpreting the dream told Nimrod that a child born that year would put an end to idolatry and abolish the kingdom. Nimrod thus ordered all children born that year killed, and all fetuses aborted. Ibrahim's mother, Nuna, hid her pregnancy, later giving birth secretly in a cave, where Ibrahim lived until the age of seven.

As an adult, the priest's forecast came true: Ibrahim resolved to battle against Nimrod and the idolatry of the people, insisting that there was only one God.

The furious Nimrod commanded that Ibrahim be apprehended and had him hurled by catapult from the hill where Şanlıurfa citadel now stands into a huge fire. Legend has it that God said to the fire, "Fire, be cool and nurturing for Ibrahim." The fire became water, the burning logs became fish and Balıklıgöl, Şanlıurfa's famous pool of sacred carp, was formed, so that Ibrahim fell unharmed.

According to a tale told by locals, the second lake in the area was also created as a result of divine intervention. Zeliha, the daughter of Nimrod, cast herself into the fire after Ibrahim. The spot where she fell is now called Aynzeliha lake.

The fish in both lakes are considered sacred and are never eaten. Tourists visiting the lakes feed the fish with bait bought from lake side vendors.

The story of the other famous prophet of Şanlıurfa, Eyyub or Job, is a lesson in patience. Local tradition has it that Eyyub's wealth and chil-

dren were taken from him and he was "struck down" with illness. His illness caused him to be infested with worms and to break out in sores.

He was thus driven to live in a cave. Despite this, he never failed to worship God and be faithful. One day, according to the tale, God said to Eyyub: "Go out of the cave and hit your heel on the ground." Eyyub went out and did as he was told and water gushed out.

Eyyub washed himself in the water and regained his health. Today, the cave where the ailing Eyyub stayed is a popular tourist spot.

Şanlıurfa is also an important Christian site. The Osroene Kingdom, as legend has it, was the first to convert to Christianity. The ruling monarch, King Agbar, sent a letter to Jesus, notifying him of his conversion and requesting him to visit the town, then called Edessa. Unable to visit, Jesus instead sent a handkerchief containing a "miraculous image of his face."

In addition to the religious tales that attract tourists to the town, Şanlıurfa artisans produce handicrafts, including copper ware, fur, headscarves, jewellery, carpets and leather goods. ■

Libération

11 juillet 1996

## Turquie: le cadeau aux fonctionnaires du Premier ministre

Dès le lendemain de son investiture, le nouveau gouvernement du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan arrive où on l'attendait. Le gouvernement de coalition islamo-conservateur a décidé mardi d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 50%, à partir du 15 juillet. Cette mesure, qui concerne quelque 7,5 millions de personnes, est plus large que l'augmentation de l'ordre de 30% promise par le précédent gouvernement de Mesut Yilmaz (dont Tansu Ciller, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement, était la partenaire). Erbakan a également promis des augmentations supplémentaires et exceptionnelles pour les militaires et les policiers. Le ministre de la Justice Sevket Kazan, élu du Refah (islamiste), est revenu pour sa part sur les décisions prises par son prédécesseur (droite), qui étaient à l'origine d'un mouvement de grèves de la

faim dans les prisons. Sevket Kazan a notamment annoncé que les détenus, y compris ceux condamnés pour activités terroristes, auraient droit à davantage de visites. Les exigences des détenus membres du Parti des travailleurs du Kurdistan ont cependant été rejetées: ils réclamaient notamment une reconnaissance du statut de «prisonnier de guerre». (D'après AFP)

L'HUMANITE

11 juillet 1996

**KURDISTAN. L'armée turque a tué 34 Kurdes au cours de récents accrochages dans le Kurdistan de Turquie, ont annoncé hier les autorités turques.**

TURKISH PROBE JULY 12, 1996

## Focus on Human Rights

### Artists Back Hunger Strike at Prisons

A group of artists gathered in front of Ankara's maximum security prison on July 4 to call attention to the plight of prisoners on hunger strikes, many of whom are close to death, the Anatolia news agency reported. The artists were denied permission to visit the strikers and Şükrü Erbaş, a poet, made a statement on behalf of all the artists, saying that over 120 prisoners had been on hunger strikes for 47 days. "We are here to draw the public's attention to this situation before it is too late. There are prisoners who are close to death because of deteriorating health," said Erbaş.

### Police to Protect

#### Reporters from Police

Hasan Özdemir, the Izmir police chief, has announced a series of measures designed to protect reporters from police violence. The plan allocates each journalist an officer responsible for his or her safety, the Anatolia news agency reported. The move follows the beating of three reporters during the July 2 gathering in Izmir in memory of the Sivas arson attack. "Whoever raises his truncheon against a reporter is also raising one against me," Özdemir told a press conference. "We have taken some measures. The most important of these is that the police will protect reporters from possible attacks by malicious people either in the police force or in society. If necessary, we will assign a police officer to protect a reporter at every public event." Özdemir explained that these officers would shadow the reporters, with a

senior officer acting as a coordinator. He said that members of the mobile force would receive special training for this new role and pledged that there would be no repeat of last week's violence.

### Hunger Strike Continues Despite Government Move

All the memorandums issued by the former Minister of Justice Mehmet Açar — now the Interior Minister of the new government — have been cancelled by the newly appointed Minister of Justice Şevket Kazan. Açar's memorandums, which claimed that there were no problems in the prisons while he was justice minister, have been revoked by the Islamist Kazan. In a new memorandum, Kazan said that rights given can also be taken away if the state's security is abused. Meanwhile, the hunger strikes continued amid claims that these new letters were no different from the old, and that none of the requests of the prisoners had been accepted. The hunger strike in prisons has now become a death fast. The hunger strike, in its 54th day on July 11, continues in many prisons, with the condition of the prisoners deteriorating daily. According to the memorandum, which was sent to every prison, new prisoners would not be moved to Buca and Bayrampaşa prisons and the prisoners in those jails would stay there. The Eskişehir prison, considered to be a "coffin" by the prisoners and their relatives, would not be closed. Also according to the memorandum, the prisoners' health and food needs would be ameliorated and they would be allowed to see their families and any children under

### Author İsmail Beşikçi Sent to Prison Again

The State Security Court in Ankara once again convicted author İsmail Beşikçi to a one-year prison term, and fined him TL 145 million after finding him guilty of spreading separatist propaganda in his book "Nonfunctioning Prohibitions: Prohibitions on thought — Prohibitions on fraud," the Anatolia news agency reported. Ünsal Öztürk, the publisher, was fined TL 26.8 million. During the trial, Beşikçi said that he was not concerned about the penalties but he wished he did not have to face such trials. Öztürk said that they were looking forward to a time when freedom of thought in Turkey was legal.



# New human rights report issued

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The Turkish Human Rights Association (IHD) has issued its latest report on Turkey's somewhat tarnished human rights record.

The new report, showing only some small changes in the number of cases of abuse, remains pessimistic. According to its figures, the number who died under arrest and torture in the first five months of 1996 totaled 39.

A total of 544 people out of 5,963 who were arrested were imprisoned with May and June accounting for 4,471 of those.

The number arrested in the first five months reached 10,434. The number of executions without trial was seven.

The IHD prepared two reports for 1996. The first report comprises January, February and March and the second May and June. The reports reveal human rights violations in Turkey from the beginning of 1996.

## Report for the first three months

Execution without trial.....	39
Deaths in struggle .....	205
Torture victims.....	168
Evacuated villages .....	40
Arrests.....	5963
Those tortured and torture claims .....	168
Bombed places .....	32
Those discharged. ....	2201
Journalists arrested.....	37
Prohibited publications .....	38

Total prison sentences and fines required.....779 years nine months of prison and TL3.8 billion in fines.

Total prison and fines given.....98 years seven months of prison and TL2.8 billion in fines.

Prisoners of thought.....369

## May and June Report

Number of women arrested.....	1776
Number of men arrested .....	2585
Number of children arrested .....	100
<b>Total. ....</b>	<b>4861</b>

## Missing

Missing people.....	7
(Sabri Taşlı, Ekrem Gözcü, Orhan Habir, Mahmut Tayzı, Lezgin Akay, Hüseyin İmanlı, Yalçın Kaygusuz, Mustafa Tokuş)	

## Right to life

Those killed in gun fights .....	1
Security officers killed in gun fights.....	2
Security officers injured in gun fights .....	13
Civilians injured in gun fights and attacks.....	21
Students injured in student demonstrations .....	10
Injured on May 1 demonstration.....	41
Police officers injured on May 1 demonstration.....	49

## Executions

Those killed by police gun shots on demonstrations .....	3
Those killed due to neglecting police warnings.....	4
Those killed by torture.....	1

## Freedom of thought

Journalists arrested.....	43
Journalists tortured.....	12
Number of newspaper and magazines issues prohibited .....	25
Number of books prohibited .....	
Prison sentences for thought .....	11
years 9 months Fines for thought .....	TL23,333 million
Trade Union and association members arrested .....	1747

## Torture report for May

Number of claims.....	8
Women.....	2
Men .....	6
Children .....	3
Torture under arrest for judicial reasons.....	2
Torture under arrest for political crimes.....	6
Torture under anti-terrorism .....	5
Sexual abuse .....	2
Handicapped after torture .....	4
Announcements of crime .....	3

Turkish Daily News SUNDAY, JULY 14, 1996



A scene from the peaceful "Saturday mothers" demonstration at Galatasaray

## Mehmet Ağar's surprise: no arrests in Saturday protest

Turkish Daily News

ISTANBUL- The now traditional Saturday protest of mothers of missing persons passed off peacefully this weekend without police intervention or arrests.

Interior Minister Mehmet Ağar had stated previously that he had a "surprise" in store for the mothers, which was rumored to be permission for them to stage their regular demonstration freely and without fear of being taken into custody. In contrast to the previous seven weeks of mass arrests, this, the 61st week of the Saturday protests, occurred without any incidents.

Istanbul police began intervening in the demonstrations in their 54th week, and arrested many people following that each weekend.

However, this weekend Istanbul police briefly gave permission to the Saturday protests. The demonstrators again gathered in Galatasaray square and staged a peaceful action. Members of the Chamber of Turkish Architects and Engineers Union also came to Galatasaray to participate in support of the mothers. Another group, supporting the prisoners who are currently on hunger strike in several of Turkey's jails in protest against what they consider to be bad conditions, chanted slogans calling for an end to what they saw as oppressive regulations in the prisons.

The protestors all dispersed peacefully at the end of the demonstration, leaving some members of the press and public surprised at the police's new attitude to the event.

LE PROGRES.- 14 juillet 1996



## Lyon : manifestation de soutien aux prisonniers turcs

La place Bellecour a connu une agitation particulière hier après-midi avec la manifestation du comité lyonnais de soutien aux grèves de la faim dans les prisons turques.

«Arrêtons les massacres dans les prisons de Turquie et du Kurdistan», «Vive la solidarité internationale» ou bien encore «Ne te tais pas. Si tu te tais, ton tour viendra» ont autant de slogans marqués sur les banderoles déployées par le comité pour soutenir les 1 560 détenus turcs qui ont entamé une grève de la faim depuis le 19 mai dernier. A l'origine de ce mouvement de révolte se trouverait, selon le comité, «la décision de l'Etat turc de construire de nouveaux cercueils» (des cellules individuelles) pour «enterrer les détenus dans ces cachots et couper leurs liens avec leurs camarades et l'extérieur». Le comité reproche au gouvernement «de ne pas laisser un détenu seul avec son avocat» quand celui-ci vient le voir et d'avoir «interdit la lecture dans les prisons».

La manifestation, qui s'est ensuite rendu place Guichard, a également dénoncé, toujours par la voix de ses organisateurs, «la torture et les massacres» dans les prisons turques. Des photos de détenus morts ou des dessins portant les inscriptions «Turquie, une prison de 780 000 km<sup>2</sup>» ont circulé.

L'abrogation de la circulaire instaurant les cellules-cercueils ainsi que la suppression des obstacles entravant les droits de la défense et les soins médicaux sont les principales revendications de ce comité créé il y a une semaine.

Turquie-Kurdes

M. Erbakan promet de restaurer les villages kurdes évacués

ANKARA, 13 juil (AFP) - Le premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a promis samedi de faire restaurer dans le sud-est de la Turquie tous les villages kurdes évacués de force lors de la lutte contre la rébellion kurde, selon la télévision publique TRT.

"Tous ceux qui veulent retourner dans leurs villages pourront le faire. Nous allons reconstruire ou restaurer leurs maisons et villages", a dit M. Erbakan lors d'un meeting à Elazig (sud du pays).

De son côté, le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar a indiqué samedi que plus de 2.600 villages dans 20 provinces du sud-est et de l'est avaient été évacués au cours des dernières années provoquant l'exode de 330.000 personnes.

La plupart de ces villages avaient été évacués par les forces de sécurité, qui y voyaient le moyen de détruire les bases logistiques du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), mis hors-la-loi par Ankara.

Plus de 22.000 personnes ont été tuées dans des violences dans la région, où le PKK essaie de faire valoir la cause kurde depuis 1984.

ue/bir/phv tf

AFP /AA1234/131617

JUL 96

---

FRS0734 4 I 0242 TUR /AFP-EY45

Turquie-diplomatie

Provide Comfort: entretiens du second chef d'état-major américain à Ankara

ANKARA, 15 juil (AFP) - Le second chef d'état-major des armées des Etats-Unis, le général Joseph Raltson, a eu lundi des entretiens avec les autorités militaires et diplomatiques turques sur l'opération Provide Comfort, a rapporté l'agence Anatolie.

Le général Raltson, arrivé dimanche à Ankara, a rencontré notamment le second chef d'état-major des armées turques, le général Cevik Bir et le sous secrétaire du ministère turc des Affaires étrangères, Onur Oymen, selon la même source.

L'opération Provide Comfort, découlant d'une résolution de l'ONU, consiste en une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik (sud de la Turquie) et chargée de fournir une aide aux Kurdes d'Irak et de les protéger contre les troupes de Bagdad.

Le mandat de cette force multinationale, renouvelé dernièrement par le parlement turc pour un mois, expire à la fin du juillet.

La reconduction du mandat se pose comme une question délicate. Le parti islamiste de la Prospérité (Refah) du premier ministre Necmettin Erbakan qui était un farouche adversaire du Provide Comfort quand il était en opposition, n'a pas encore précisé son attitude au pouvoir.

Le général Raltson s'est contenté de qualifier de "constructif" ses rencontres avec les militaires turcs, lors d'une brève allocution à la presse, selon l'agence.

KG/AFP tf

AFP /AA1234/151857

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0388 4 I 0347 EXT /AFP-CQ65

Europe-Turquie-Kurdes lead

La Cour européenne saisie des requêtes des 6 députés kurdes emprisonnés

STRASBOURG, 15 juil (AFP) - Les requêtes de six députés d'origine kurde emprisonnés en Turquie qui s'estiment victimes de violations de la Convention européenne des droits de l'homme ont été transmises à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, a-t-on appris lundi auprès du Conseil de l'Europe.

Les six députés ont été détenus sans contrôle judiciaire, en violation des dispositions de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme, ont estimé les juristes de la Commission européenne des droits de l'homme. Leur avis n'est cependant que consultatif et c'est la Cour qui tranchera en dernier ressort et sans appel.

Arrêtés les 2 et 4 mars 1994, aussitôt après la levée de leur immunité parlementaire, les six députés --anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde)-- avaient été maintenus en garde à vue jusqu'au 16 mars puis placés en détention provisoire jusqu'au jugement de la Cour de sûreté de l'Etat.

Celle-ci les avait condamnés en décembre 1994 à des peines allant de trois ans et demi à quinze ans d'emprisonnement pour propagande séparatiste, ou appartenance à une bande armée.

La levée de l'immunité parlementaire, l'arrestation et la condamnation des six députés avaient provoqué des protestations dans le monde entier. Si deux des parlementaires ont été libérés l'année dernière, les condamnations à 15 ans de prison des députés Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak et Ohran Dogan ont été confirmées.

Dans une autre requête examinée actuellement par la Commission européenne des droits de l'homme, les six députés invoquent les articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantissent les droits à être entendu par un tribunal indépendant et impartial, et à la liberté d'expression.

Il font également valoir que l'article 14 de la Convention réprime les discriminations dans l'exercice des droits de l'homme fondées sur l'appartenance à une minorité nationale.

dro/bds t.f.

AFP /AA1234/151400

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

# Extensive anti-PKK operations in Southeast

Security forces seized 101 rifles, four pistols, 91 hand grenades, seven mortars, five missile launchers, 12 missiles, 3,205 mortar shells, 3,891 rounds of ammunition and food in the operations

*Turkish Daily News*

ANKARA - A total of 21 Kurdistan Workers' Party (PKK) militants have been killed in operations carried out by security forces in Hakkari, Tunceli and Van, while 48 members of the PKK have been captured in Elazığ, Mardin, Siirt and Tunceli, the Anatolia news agency reported.

Security forces seized 101 rifles, four pistols, 91 hand grenades, seven mortars, five missile launchers, 12 missiles, 3,205 mortar shells, 3,891 rounds of ammunition and various food stuffs in the operations.

In Igdir, Murat Erçmen, a PKK militant — was killed in a clash between security forces and

militants near Adetli village in the Mt. Ararat region during an extensive operation.

The area has recently seen the penetration of militants from Iran trying to take shelter in the area around Mt. Ararat. Officials said that operations will continue until all the militants in the region are uprooted.

On July 10, the Turkish Air Force carried out an operation against a PKK camp in Bote, northern Iraq, which resulted in a heightening of tensions between Turkey and Iran.

Local sources said that due to the accidental bombing of an Iranian security station on the border, the Iranians retaliated with mortar fire on a

Turkish border station.

It was reported that the Turkish Foreign Ministry made a formal protest to Tehran over the retaliatory attack.

A top official from the Foreign Ministry confirmed the clash on the Turkish-Iranian border but said that the identity of those who opened fire was not known.

The Chief of General Staff's office has denied that an Iranian border station was hit during the operation, saying that there was a distance of 30-35 kilometers between the border and the camp. With respect to the attack on the Turkish station, a military official said that it was a group of PKK militants who carried out the attack.

Local sources, on the other hand, said that Turkish planes, while returning to their base, bombed the station, thinking it belonged to the PKK, and caused the death of 20 Iranian soldiers. The same sources also said that the two countries have started to move troops into the region.

# HADEP elects new general-secretary

*Turkish Daily News*

ANKARA - The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) Assembly elected new members to its central executive board. Mehmet Satan became the general-secretary of the party, the Anatolia news agency reported. The deputy chairman of HADEP, Gıven Özata, made the announcement to the press.

Özata stated that the central officials of HADEP defined the recent event — where the Turkish flag was put down and the flag of the Kurdistan Workers' Party (PKK) was raised instead at the second congress of the party — as a "provocation."

Özata also indicated that his party believed that all the

problems, including the Southeast problem can only be solved through political means.

"Our party will continue with its alliance policy with some other parties as it did in the Dec. 24 elections," said Özata.

According to Özata, they also made decisions about the new members of the party's board of administrators after evaluating the latest political developments.

In answering journalists' questions, he stressed again, that HADEP was completely against the recent occurrence that took place during the party congress and they believed that the Turkish police were able to catch the criminals who took down the Turkish flag.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 15, 1996

# The Sooner Turkey Enters the European Union the Better

By Amir Taheri

**L**ONDON — EU foreign ministers meet in Brussels this Monday to decide on steps to bring Turkey closer to the European Union. The meeting, a week after the new Turkish government began work, deserves more than casual interest.

Even at the risk of sabotaging the free trade accords between the Union and 12 Mediterranean countries, some participants want to delay rapprochement, ostensibly to put the Turkish coalition, headed by "Islamist" Prime Minister Necmettin Erbakan, on probation. Delay could play into the hands of those who do not wish Turkey ever to join the Union.

Turkey's proper place is in a pluralist Europe. The sooner it joins the European Union, the better for both.

The presence of the Welfare Party as senior partner in the coalition is seen by some commentators as a fundamentalist foot in the door of power in Ankara. There is another way of looking at this remarkable development. Is it not Turkey's secular political system that is bringing the "Islamist" constituency, almost a quarter of the electorate, into the fold?

Fundamentalist commentators in the Muslim world had advised Mr. Erbakan not to accept a coalition. By ignoring them, he has not only isolated the "partisans of Allah" in Turkey but dealt a blow to fundamentalist positions all over the Muslim world. The message is that democracy is a large enough tent to accommodate all who respect its rules.

Mr. Erbakan should be judged by deeds rather than by

selective quotations.

His first move was to repeal a prison legislation that evoked "Midnight Express" images of incarceration in Turkey. His second was to visit areas where ethnic Kurds form a majority. He went beyond symbolism and canceled edicts that have driven tens of thousands of Kurdish peasants out of their villages. Breaking another taboo, he al-

lowed a local television station to broadcast in Kurdish.

That the military has remained in its barracks is a sign of Turkish democracy's maturity. The assumption that tanks will roll into the heart of Ankara as soon as Parliament produces a government that the top brass do not like may have become history.

Turkey began to open to Western political ideas last century with the *Tanzimat* reforms. It began building its democracy in 1923. With deviations represented by three military coups d'état, it has since had governments accountable to reasonably freely elected parliaments. Half a dozen parties, representing a richly diverse political spectrum, have shared in the government.

Turkey was a pluralist democracy, albeit an imperfect one, when Portugal, Spain and Greece, all members of the European Union today, were ruled by dictators. (Not to mention that Turkey from the 1920s to the 1940s was certainly closer to the democratic model than were Germany and Italy under Hitler and Mussolini.)

In the past decade Turkish democracy has made further progress. The tradition of having a retired general as head of state ended when Turgut Ozal became president. His successor, Suleyman Demirel was long a *bête noire* of the generals.

Today Turkey has a robust multiparty system, and a press that is one of the freest, although not always the most professional, in Europe. It has moved away from the economic statism established by Ataturk, founder of the republic. A dynamic private sector serves as the engine of growth, with thousands of small and medium-sized businesses started each year.

A customs union with the European Union came into effect in January and will further liberalize the economy.

Turkey is one of the very few Muslim countries where a substantial segment of society has had a direct experience of life in Western democracies. Since the late 1940s, millions of Turks have lived, studied and worked in the West, among them Mr. Erbakan and almost all the members of his cabinet. Thanks to that experience, Turkish democracy, introduced from above, has a strong popular base beyond urban elites.

Turkey still has much to do. The Kurdish issue must be tackled with humane and realistic policies. Outdated laws and economic practices should be abandoned. The place of religion in society needs to be better defined.

A more sympathetic attitude from the European Union could encourage such steps. The Union's predecessor, the European Community, helped democratization in Spain, Portugal and Greece. The Union could do the same for Turkey.

*The writer, an Iranian journalist and writer abroad, contributed this comment to the International Herald Tribune.*

## Turquie-Kurdes

28 séparatistes kurdes tués dans des combats avec l'armée turque

ANKARA, 16 juil (AFP) - Vingt-huit séparatistes kurdes ont au total été tués lors de deux affrontements distincts avec les troupes gouvernementales turques dans le sud-est de la Turquie, selon un communiqué officiel diffusé mardi.

Quinze membres du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, mouvement séparatiste kurde illégal) ont été tués au cours de combats dans la province de Van et treize autres ont trouvé la mort dans la province d'Hakkari, frontalière de l'Iran et de l'Irak, a précisé le communiqué du bureau du gouverneur de la région où sont situées les provinces.

Le texte ne fournit pas les dates exactes de ces incidents et n'indique pas s'il y a eu ou non des pertes dans les rangs gouvernementaux.

L'agence Anatolie citant des sources officielles avait rapporté dimanche que 21 rebelles kurdes avaient été tués lors d'opérations de l'armée turque dans plusieurs régions du sud-est anatolien, également sans mentionner de dates.

Le PKK, qui cherche à créer un Etat indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, mène une rébellion armée depuis 1984 dans ces régions contre le pouvoir central d'Ankara. Cette rébellion et les opérations de repréailles des forces de sécurité ont fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires, civils et policiers.

ue/bds/bir t.f.

AFP /AA1234/161451 JUL 96

## Italie-Turquie-Kurdes

Le "parlement kurde" en exil réuni à Rome

ROME, 16 juil (AFP) - Le "parlement kurde" en exil est réuni depuis lundi dans un grand hôtel de Rome, le ministère italien des Affaires étrangères ayant invité le conseil provincial à renoncer à l'accueillir dans ses murs, pour ne pas froisser la Turquie, a-t-on appris mardi de source provinciale et gouvernementale.

Il s'agit de la cinquième réunion de ce "parlement" en exil créé en 1995 après celles de La Haye, Vienne, Moscou et Copenhague. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui mène une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, est l'une des principales composantes de cette assemblée, dont font partie également d'ex-députés kurdes expulsés du parlement turc en 1994. Ankara a toujours critiqué les pays accueillant ces réunions.

Initialement, les 64 délégués kurdes devaient tenir leurs travaux au Palais Valentini, siège des autorités de la province de Rome. Cependant le ministère des Affaires étrangères, a fait pression pour que les débats aient lieu hors de tout bâtiment officiel italien.

La participation à la session de membres du Front de Libération National du Kurdistan, branche politique du PKK, est la raison de la préoccupation gouvernementale italienne.

Le ministère, a expliqué au conseil provincial "le contexte général de la politique étrangère italienne", exposant les principes qui l'inspirent, notamment l'observation du droit international et des règles de l'Union européenne, la ferme condamnation de la violence comme instrument de lutte

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

politique, la défense des droits des minorités et l'encouragement au dialogue entre les parties.

"Les autorités de la province, selon les Affaires étrangères, ont compris ces motivations et modifié leur programme pour éviter une implication directe des institutions publiques italiennes dans le déroulement de cette assemblée".

Le président de la province de Rome, Giorgio Fregosi, a confirmé: "on nous a fait remarquer que nous aurions pu causer des préjudices à notre pays, et nous avons décidé de changer de programme".

Les délégués kurdes devront notamment assurer eux-mêmes les frais de la location de la salle des congrès durant les trois jours que dure la session.

Les Verts et Refondation Communiste (extrême-gauche), qui soutiennent le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, ont critiqué "l'ingérence de la Farnesina" qui selon eux, veut "rendre service à l'Alliance atlantique".

Le Parti Démocratique de la Gauche (ex-PCI), principal parti de la majorité gouvernementale, en félicitant le conseil provincial d'avoir invité le "parlement kurde" en exil, a adressé une critique voilée au ministre des Affaires étrangères Lamberto Dini, lui demandant d'assurer "une défense toujours plus nette" des droits de l'homme dans le monde.

jlw/xb/pht TF

AFP /AA1234/161355

JUL 96

= = = = =

#### Turquie-Kurdes

Les pourparlers turco-américains sur Provide Comfort s'enlisent  
Par Umit ENGINSOY

ANKARA, 16 juil (AFP) - Les pourparlers turco-américains sur l'avenir de la force aérienne internationale basée dans le sud de la Turquie pour protéger les Kurdes d'Irak contre les troupes de Bagdad se sont enlisés, à la suite d'un différend sur le lieu d'installation du centre de coordination de cette force, selon des sources diplomatiques à Ankara.

Lancée juste après la guerre du Golfe de 1991, l'opération Provide Comfort, découlant d'une résolution de l'ONU, consiste, en effet, en une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik. Son mandat, récemment renouvelé par le parlement turc pour un mois, expire à la fin du mois de juillet.

Ces avions, qui ont effectué des missions de surveillance dans le nord de l'Irak à partir des bases turques d'Incirlik et de Diyarbakir --également dans le sud de la Turquie-- disposent d'un centre de coordination militaire à Zakho, dans le nord de l'Irak.

Or, le gouvernement turc veut que ce centre soit désormais installé en territoire turc, affirmant que sa présence en Irak avait contribué à aider les séparatistes kurdes de Turquie basés dans le nord irakien.

La Turquie, qui a au départ soutenu la création de cette force multinationale, se plaint dorénavant qu'elle agisse hors du contrôle d'Ankara, et a réclamé, en vain jusqu'à présent, des modifications dans son commandement et ses structures.

Le chef en second de l'état-major des forces armées américaines, le général Joseph Ralston, a eu lundi des entretiens avec les autorités militaires et diplomatiques turques sur l'opération Provide Comfort, mais ceux-ci n'ont permis aucune avancée, a-t-on appris de source diplomatique à Ankara.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Le général Raltson, depuis dimanche dans la capitale turque, a notamment rencontré le chef en second de l'état-major des armées turques, le général Cevik Bir, et le sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères, Onur Oymen.

La reconduction du mandat de la force multinationale est une question délicate et le parti islamiste de la Prospérité (Refah) du Premier ministre Necmettin Erbakan, qui était un farouche adversaire de Provide Comfort quand il était dans l'opposition, n'a pas encore précisé quelle serait son attitude, maintenant qu'il est au pouvoir.

"Quand nous arriverons au pouvoir, la première chose que nous ferons sera de demander à cette force de gentiment quitter la Turquie", avait ainsi dit M. Erbakan le 6 janvier, après que son parti eut remporté les élections législatives de décembre.

Il a toutefois modéré sa position après sa nomination, fin juin, au poste de Premier ministre : "nous discuterons de la situation avec nos commandants militaires avant de prendre une décision", avait notamment déclaré M. Erbakan le 30 juin.

Côté américain, un haut responsable ayant requis l'anonymat a souligné que "la présence du centre (de coordination militaire) en Irak du nord est très importante, parce qu'elle dissuade les troupes du (président irakien) Saddam Hussein d'attaquer les Kurdes". "Si ce centre était transféré en Turquie, nous pourrions voir une nouvelle vague de réfugiés" kurdes d'Irak, a-t-il ajouté.

Plus de 500.000 Kurdes d'Irak ont fui vers les zones frontalières turques en mai 1991 pour ne pas être la cible des attaques irakiennes.

Le général Raltson s'est, pour sa part, borné à qualifier de "constructives" ses discussions avec les militaires turcs, lors d'une brève intervention devant la presse.

Des sources diplomatiques ont, en tout cas, estimé que toute tentative d'expulser la force aérienne multinationale de Turquie --le parlement doit se prononcer d'ici la fin du mois sur le prolongement ou non de son mandat-- pourrait altérer de façon irréparable les relations entre Ankara et les Etats-Unis, son plus proche allié au sein de l'OTAN.

Ces sources relèvent aussi que c'est la première fois que les Américains ont à traiter avec un gouvernement turc dans lequel les islamistes jouent les premiers rôles.

ue/bds/phv

eaf

AFP /AA1234/161433

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0435 4 GI 0353 HOL /AFP-JV18

Pays-Bas-Kurdes

Fin de l'occupation de l'Euromast de Rotterdam

ROTTERDAM (Pays-Bas), 16 juil (AFP) - Une quarantaine d'opposants au gouvernement turc demandant "la fin de la terreur d'état contre le peuple kurde", ont occupé pendant quelques heures mardi matin le dernier étage de l'Euromast, principal monument touristique de Rotterdam (sud-ouest).

Ils ont quitté la tour de 185 mètres de haut à 12h45 (10h45 gmt), a annoncé le directeur de l'Euromast, M. Wim van Hartesveldt.

Selon M. Van Hartesveldt, les quarante hommes n'ont pas dit qu'ils étaient kurdes, mais qu'ils appartenaient à des mouvements et groupuscules d'extrême-gauche turcs. Ils avaient promis que leur action serait calme si on leur laissait occuper le dernier et principal étage, a ajouté le directeur. Le porte-parole de l'Euromast avait initialement annoncé qu'il s'agissait de Kurdes.

Selon un communiqué distribué sur place, les quarante manifestants annonçaient que "la grève de la faim commencée à la mi-mai dans trois prisons turques par des prisonniers politiques se terminera par leur mort".

Dans ce communiqué, les grévistes de la faim dont les occupants de l'Euromast se faisaient l'écho, annonçaient qu'ils n'arrêteraient "pas leur grève de la faim tant que le décret du 6 mai sur les prisons de haute sécurité ne sera pas retiré, tant que les attaques contre les familles des prisonniers n'auront pas cessé et tant que nos droits à la défense et à des soins médicaux ne seront pas respectés".

"Il faut que cesse la terreur d'état contre le peuple kurde en particulier et contre les travailleurs en général", concluait le communiqué qui était signé de quatre groupes d'extrême gauche turcs: le DHKP-C, Parti et front révolutionnaire de Libération du peuple (nouveau nom du groupe Dev-Sol), du Mlkp (Parti communiste marxiste-léniniste), du TKP, Parti communiste de Turquie et du TKEP-léniniste, Parti communiste du Travail de Turquie.

L'occupation s'est passée dans le calme et les visiteurs ont pu continuer à entrer et sortir, pendant toute la durée de l'occupation de l'Euromast.

gil/php eua.fra  
AFP /AA1234/161350 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, JULY 17, 1996

# Mehmet Ağar's second surprise

On the day of the trial of the police officers accused of killing journalist Metin Göktepe, police attacked many members of the press and occupied the Turkish Journalists Association. Many journalists were beaten and arrested

By Jan Paçal and Erdinç Ergenç

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- After the surprise decision of Interior Minister Mehmet Ağar last weekend to permit the five minute sit-down demonstration outside Galatasaray High School of those protesting about their relatives missing in police custody — the "Saturday mothers" — another surprise occurred yesterday when police attacked journalists who had come to the trial of police officers accused of the murder of journalist Metin Göktepe.

Göktepe was killed in January after covering the funeral of inmates killed by security forces in a prison disturbance at Istanbul's Bayrampaşa jail.

Police attacked members of the press covering the trial at the Istanbul Law Court, and when the journal-

ists tried to take shelter in the Turkish Journalists Association (TGC) building, the police occupied the association and continued to attack them.

Events began when journalists who had come to cover the trial went to Çemberlitaş to follow a demonstration of relatives of prisoners currently on hunger strike in several of Turkey's jails, the strikers protesting at what they see as unacceptable conditions.

The prisoner's relatives wanted to walk to the Istanbul Governorship but were surrounded by the police and beaten. One hundred meters from the Governorship, the police attacked the journalists and tried to arrest Alper Turgut from Cumhuriyet newspaper and Yüksel Koç from Global. When Hatice Tuncer from Cumhuriyet tried to intervene, she was pulled by her hair and beaten before being arrested.

Journalists trying to escape from the police took shelter in the TGC building. The journalists entering the building shouted at the Association's General Secretary, Leyla Tavşanoğlu, who tried to stop them and said "Don't intervene, they are terrorists".

Evrensel journalists İrfan Kurt and Muhittin Erdoğan were beaten and dragged out of the building. The journalists who were arrested have now all been released except a reporter from the newspaper Atılım, Aysun Gündüz.



'PULLING' TO STATION -- Policemen 'pulling' a 'demonstrator' to police station for a questioning

TGC chairman Nail Güreli, coming to the association building after the event, went to the Governorship with a group of journalists. He was met by Governor Rıdvan Yenişen who asked him "How are you?". Güreli, who spent nearly an hour in the Governor's office, replied "As I understand it, you cannot control the police. The police are continually attacking journalists. And this time, they went one step more and attacked the Journalists Association. The journalists taking shelter in their own place were beaten and taken by force by the police.

The police force should be investigated urgently. They call the journalists taking shelter in the association 'terrorists'.

Nail Güreli stated that the TGC would gather evidence and put the perpetrators of the event on trial and asked press organizations to take notice of these events and to react accordingly.

Yesterday the TGC chairman went on to publish a press release stating that the police had deliberately attacked reporters who were only trying to do their job and had behaved like an enemy in the protest on Monday.

Güreli said that beating and arresting the journalists once again proved that reporters had no life and job security.

Gürel also pointed out that the three policemen who entered the Association building to arrest journalist showed how critical the situation was. He also called for the Istanbul police chief and Governor not

to stay silent on this issue.

Nail Gürel emphasized that the attitude of the Istanbul police was a clear attack on press freedom, violating the lawful principles of the state. He went on to say that those policemen who entered the Association building and arrested the reporters by beating them with their truncheons should be taken to court or the events would represent not only a step further towards a police state but also a path to brutality.

### 'The wrong conception of democracy'

Turkish Journalists Association Union chairman Ziya Sonay declared "This event proved that some police officials are in the wrong place and have the wrong conception of democracy. We want the ones who are responsible for this event to be judged and we completely disapprove of their attitude."

The Istanbul branch of the Modern Journalists Association declared that the mentality behind defining journalists as terrorists had first of all to be criticized.

It went on to state "We declare that we can only prevent these kinds of attacks by getting organized within the framework of our problems, and we call on the public to be more aware of attacks directed at members of the press."

### 'Death to terrorist journalists'

Cumhuriyet Newspaper covered the event under the title "Death to terrorist journalists" and said "A group of 'terrorists' at the Çağaloğlu center taking photographs of the prisoner's families were beaten by the riot police and anti-terrorist teams. The security forces destroyed the instruments of the crime, cameras, and took the films.

Then they attacked the Turkish Journalists Association building where the 'terrorists' were taking shelter. The police didn't let the terrorist journalists move on the day of the trial into the killing of their colleague Metin Göktepe, who was beaten to death by police forces."

### A dangerous development for the state of justice

Ankara Bar Chairman Tuncay Alemdaroğlu sent a message to Nail Gürel condemning the occupation of the Journalists Association building by the police and saying that the arrest of the journalists was a dangerous development for the state of justice.

Alemdaroğlu claimed that this event marked the beginning of the road leading to a police state, and said that the attitude of the police was threatening Turkey's democracy every day. He called on the authorities to be more aware of these kinds of events and to punish the police officials responsible.

## Erbakan censors Interstar TV News

Prime Minister Necmettin Erbakan censored a special report prepared on the prison hunger strikes made by the private Interstar TV news on July 15.

The hunger strikes, taking place in several of Turkey's prisons, are being held in protest against what the strikers consider to be unacceptable conditions.

On Interstar TV's main news hour it was declared that scenes from the strike's 58th week would be broadcasted several days later.

According to the Radio and Television High Council (RTÜK), the Justice Ministry applied to them to censor the news report but the RTÜK declared that they didn't have the right to stop the broadcast before publishing and sending two warnings to the channel.

The only people who have the right to ban a channel or news broadcast are officials of the Prime Minister's Office. So, according to Article 25 of the 3984 Radio and Television Law, Prime Minister Necmettin Erbakan used his position to censor the prisons report announced for broadcast during Interstar TV's main news hour on Monday July 15.

The Radio and Television Law allows the Prime Minister to censor broadcasts if they are considered a threat to national security.

### 'There can't be a kind of hatred like this'

Cumhuriyet reporter Alper Turgut, stating that the peaceful group protesting in support of the hunger strikers was attacked by the police with the aim of arresting them, said

"The protestors were women, children and old people. Those who saw the attitude of the police in the corner street attacked us. But this time we were the direct targets.

Their aim was to directly attack us and cause harm. I have never seen this kind of hatred. They took our friends from the Association's building and beat them... They broke our cameras and took our films."

Hatice Unçer stated that she had shouted out that she was Cumhuriyet newspaper reporter, but had been pulled by her hair and said that the journalists only fault was to follow the news.

"This is not the first time we have witnessed these kinds of events. The police are always like this. There is no change in their attitude, but this time they went too far. We haven't forgotten that they killed Metin."

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, JULY 17, 1996

## RSF condemns the oppression of the press

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Representatives of Journalists Without Frontiers (RSF), a Paris based organization that investigates attacks on freedom of thought and the press have condemned the activities of authorities in Turkey in suppressing freedom of the media and attacks on journalists by other groups, such as the kidnappings by the illegal separatist group the Kurdish Workers Party (PKK) in recent years.

The RSF delegates came to Turkey to visit Ocak Işık Yurtçu, a journalist being held in Sakarya Prison for publishing separatist propaganda, and to observe the trial of Metin Göktepe, the Evrensel journalist murdered by police officers while in custody.

The general secretary of Journalists Without Frontiers, Robert Menard, and another RSF representative, Jean Chichizola, visited Yurtçu on Monday but were unable to carry out the second part of their program because the trial of those accused of Göktepe's murder had been postponed and transferred from Istanbul to Aydın near İzmir.

Menard and Chichizola condemned the delay and transfer of the Göktepe trial and the kidnapping of Deniz Özcan, an eyewitness to the murder who had previously said that he had received threats and that if anything had happened to him the police were responsible.

The RSF delegates said that they would monitor the trial closely and were asking the authorities — and especially the Council of Europe of which Turkey is a member — to ensure that the trial follows the basic rules of international law. They went on to say that the trial would be a test of the Turkish authorities' commitment to democratic principles and to international agreements.

Menard and the organization's European and ex-USSR representative Chichizola talked to the TDN and explained that the main function of the RSF was not to support journalists but to investigate cases related to the abuse of freedom of expression and press freedom. Menard said that they know of at least 10 cases in Turkey in which journalist have been jailed merely for what they have reported and RSF is asking for the immediate release of these journalists who they consider as the "prisoners of conscience". For journalists who are arrested, prosecuted and imprisoned for other charges, the RSF demands they receive a fair trial.

Menard and Chichizola are hopeful of the future of Turkish society because, although they observe officially organized violence supported by a culture of violence on the one side, they also see a democratic civil society, civil organizations and people with a democratic culture.

## CPJ protests police abuse of Turkish journalists

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Committee to Protect Journalists (CPJ), a human rights organization to defend rights of journalists, sent a fax-letter to Prime Minister Necmettin Erbakan on Monday to register its "grave concern about police abuse of journalists who were covering a demonstration today in Istanbul."

The eyewitnesses alleged that "policemen intentionally targeted journalists" who were covering a demonstration against police brutality held in front of the office of the Governor of Istanbul. The police beat the five reporters and photographers and broke their cameras, CPJ said. When the Secretary General of the Journalists Association, Leyla Tavşanoğlu, tried to save the fleeing journalists from police beating, "the policemen told her that the journalists were terrorists."

Two reporters, Hatice Tuncer of daily Cumhuriyet and Sevil Erdoğan, working for daily

Siyah Beyaz, were detained, beaten, but later released.

"Unfortunately this is not an isolated incident," CPJ complained to Erbakan. "CPJ wrote to Your Excellency's predecessor on March 25 about a similar attack by police. We have received no reply to that letter."

"CPJ fears that unchecked police brutality against journalists will have a chilling effect on press freedom in Turkey," CPJ told Erbakan. "We respectfully urge Your Excellency to order an investigation into the police beating of journalists covering today's demonstration in Istanbul and see to it that those officers who carried out the beatings are brought to justice."

Erbakan came to power promising, among other things, a more compassionate and caring law enforcement than implemented by his predecessors.

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, JULY 17, 1996

## Governmental indifference to hunger strikes beyond belief

Is Şevket Kazan's 'positive' step regarding the dramatic hunger strikes actually a 'deception'?

*Turkish Daily News*

ANKARA- Amid the incredible indifference of the authorities regarding the protest of now more than 200 hunger striking prisoners, more loud voices are being heard both here and abroad. As the majority of the 204 inmates, protesting the ill conditions in prisons, entered their 59th day of fasting, the Association of Contemporary Lawyer's (CHD) on Tuesday appealed to the Supreme Court with the demand of transferring inmates to the provinces where they are facing trial.

The general-chairman of the CHD, Şenal Sarıhan, noted that the July 9 decree governing the prisons, issued by new Justice Minister Şevket Kazan, did not solve the problems created by the his predecessor Mehmet Ağar's decree.

"Kazan's regulations does not cancel a previous article under which the inmates are kept in distant prisons. The hunger striking prisoners consider this application unacceptable. Since these people risking death, I urge the court to urgently put a hold on this implementation," Sarıhan said.

Noting that they had earlier appealed to the court to have Ağar's decree cancelled,

Sarıhan argued that this appeal is useless now because Ağar's decree was superseded by Kazan. "However, Kazan did not actually take the demands of the inmates into consideration and thus it has merely resulted in our losing 40 days in terms of legal action," Sarıhan said angrily, adding that he questioned whether Kazan's "positive" step was actually a "deception".

As the Turkish courts enter an official holiday on July 20, the CHD's appeal will be heard by a court in a special session. However, it's unclear how fast the legal process will proceed. On Monday, Amnesty International issued a press release urgently calling on the Turkish government to take steps to resolve the hunger strikes before the prisoners die. However, in a sign of the government's negative attitude towards the situation, the private television station InterStar was on Monday prevented from broadcasting a television report on the issue.

"Security officials came 15 minutes before the programme and said the broadcast of our report was to be stopped. The order came from the prime minister," InterStar Television station news editor Cem Aydın told Reuters.

Security officials said that the program, scheduled to be shown on Monday evening, contravened a law against broadcasts that endanger national security or public order, Aydın said. The program was to describe the aims of the hunger strikers.

## OPC mandate headache for RP-led coalition

**Sticking point:** While Turkey wants the command center moved to Turkey, US says it should stay in northern Iraq and offers border security measures to calm Turkish worries about PKK infiltration

*Turkish Daily News*

ANKARA- The United States' rigid stance on the military protection for the Kurds in northern Iraq offered by Operation Provide Comfort will cause hard times for Turkey's new Islamist-led government.

To help persuade a reluctant parliament into pro-

longing the stay of the Western planes patrolling northern Iraq from a Turkish base, the fledgling Islamist-conservative coalition is planning to convene the legislature into a secret session in which the military and civilian officials will brief the lawmakers about security benefits for Turkey, a government source told the TDN.

Operation Provide Comfort (OPC) was established in 1991 after the Gulf War to protect Kurds living in northern Iraq from Saddam Hussein's forces. The

multinational force of British, French, Turkish and U.S. forces is mainly composed of fighter planes. OPC planes have been patrolling the skies of northern Iraq since the United Nations declared a no-fly zone above the 36th parallel.

The planes are stationed in Incirlik in southeastern Turkey but the force also has a Military Coordination Center (MCC) in Zakho in northern Iraq. And it is the location of the MCC that looks set to provide the biggest headache for the new government as the time to renew the mandate comes round again.

The mandate for the force has been renewed regularly, despite protests, by the Turkish Parliament but Turkish politicians, fearing that OPC facilitates the establishment of an independent Kurdish state, have become less enthusiastic about the multinational force. They charge that OPC perpetuates the power vacuum in northern Iraq where numerous Kurdish militias are jockeying for power, that it provides a safe haven for Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists and that it makes an independent Kurdish state more likely.

The mandate for the force was last extended for only one month just before the establishment of new pro-Islamist Welfare Party (RP) and True Path Party (DYP) coalition.

Gen. Joseph Ralston, U.S. deputy joint chief of staff, on Monday visited Turkey and discussed OPC, Syrian terrorism and Turkish border security with his counterpart Gen. Çevik Bir and Foreign Ministry officials. Ralston also visited Incirlik.

The RP, while in opposition, consistently voted against the mandate renewals. Now, the new government and the military want the Zakho command center moved to Turkey, because officials in Turkey believe the MCC encourages the establishment of Kurdish state in the region.

A senior U.S. official on Monday said that the presence of MCC in Zakho was extremely important. He indicated that having the MCC in northern Iraq was first a message to Saddam Hussein that the United States was interested in the region. Second, the United States says, if the MCC is moved it would cause a refugee problem, forcing Kurds to migrate to Turkey. They argue that the presence of the MCC in Zakho is not only in the interests of the United States but also of Turkey.

The official said that they were hopeful that a solution would be reached by the end of this month, adding that the U.S. side was prepared to be flexible in terms of the structure of the force. The extension of the mandate, he said, was very important for the United States.

The OPC mandate expires in 13 days, but the United States is insisting that the MCC stay in Zakho, thus causing serious problems for the RP-led government which has to reconcile grassroots opposition to the "alien" planes and a pragmatic need to preserve good relations with the United States. At the beginning of this month, at talks with U.S. Deputy Undersecretary of State for Political Affairs Peter Tarnoff, RP leader and Prime Minister Necmettin Erbakan pointed out Turkey's disquiet about OPC.

He said that the presence of the MCC was not preventing terrorist activities in northern Iraq. Cooperation should be aiming to prevent terrorism, he said, adding that Turkish security was his paramount concern. The MCC should be shifted, Erbakan said. Turkish officials claim that the presence of the MCC in Zakho creates a vacuum power in the region from which the PKK benefits, infiltrating Turkey from bases in northern Iraq.

PKK has been fighting for a self rule in southeastern Anatolia since 1984. It also has military bases in northern Iraq.

Senior U.S. officials say that during talks with Ralston, the United States offered some border security measures to Turkey. The official said that they were waiting for an answer.

The meetings also reportedly covered Syrian terrorism from which both countries are suffering. It is also known that the leader of the PKK, Abdullah Öcalan, resides in Syria.

## Kurdish 'parliament-in-exile' convenes in Rome

Turkish Foreign Ministry protests to Italy but Rome says the decision was made by local authorities

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Kurdish "parliament-in-exile" convened in Rome at the Ergife Palace Hotel on Tuesday.

The group was established by former members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). After the Turkish government banned the DEP in 1994, some of its deputies were sentenced 15 years in prison while others escaped abroad and established the parliament-in-exile. The group is known to have links to the pro-Kurdistan Workers' Party (PKK) which has been fighting for self-rule in southeastern Anatolia since 1984.

Before Rome, the Kurdish group had convened in Moscow and Vienna, eliciting angry protests from Turkey.

Italian officials responded to Turkey's protests by saying that the decision had been made by a local administration. Turkish Foreign Ministry officials said that they would watch developments closely and perhaps take some measures

against Italy.

The Italian press reported that the Kurdish parliament-in-exile came to Rome at the invitation of the Federal Council, but Italian Prime Minister Lamberto Dini was opposed to allowing the group to meet at the Council building so the Parliament met elsewhere, the Anatolia news agency reported.

The president of the Kurdish parliament, Yaşar Kaya, said that the cease-fire declared by the PKK eight months ago should be supported. He called for an end to military operations in southeastern Anatolia and for the release of political prisoners.

He said that if these conditions are met, his group would be ready to meet Turkish officials.

Zübeyir Aydar, a Kurdish parliament member and ex-Van deputy, said that the meeting showed the friendship that exists between Italians and Kurds, the pro-Kurdish DEM agency reported.

Both Aydar and Kaya mentioned the situation of northern Iraq and pointed out that they wanted to see a Kurdish federation established in that region, DEM reported.

Turkish Daily News WEDNESDAY, JULY 17, 1996

# US State Dept: 'Secularism is not a must for US-Turkish relations'

## Neutrality: 'That's up to Turkish people to decide'

By Uğur Akıncı  
Turkish Daily News

WASHINGTON — The US State Department dismayed some of the Turkish observers in Washington by downplaying secularism's role for the US administration, in reply to a TDN inquiry. Secularism has been one of Atatürk's main tenets when he founded the modern Turkish Republic in 1923.

TDN asked State Department spokesman Nicholas Burns on Monday if "secularism" is as universal a concept for the US policy makers like "democracy" and "human rights," or whether it is a notion secondary in importance, something that would concern only the "internal affairs" of Turkey.

### Turks should decide

"I don't believe we've ever said that 'secularism' is something that we feel must continue for us to have a relationship [with Turkey]," Burns told TDN. "I believe we said 'democracy' [is a must for our relationship]. It is clearly up to the Turkish people to decide that question [of secularism]. They don't need public advice from us on that."

### VOA on Erbakan's guarantee

Voice of America (VOA), the official radio of the US government, in an editorial aired on July 16 said that Prime Minister Necmettin Erbakan has committed himself to the secular nature of Turkish Republic. Erbakan, the chairman of Islamist Welfare Party, has lashed severely at secularism in the past.

"Turkey has a tradition of secular, constitutional government," VOA said. "In elections last December, Mr. Erbakan's Welfare party became the first Islamist party to win a plurality of seats in the Turkish Parliament ... Turkey's Constitution commits the government to secularism, and Mr. Erbakan has pledged that his government would abide by that commitment," VOA said.

VOA said that the editorial expressed "the policies of the United States government."

### Previous mentions

Concerning the past statements of State

Department officials on "secularism, Burns said "I think that we have never before, I don't believe in my tenure here, pronounced ourselves to be in support of secularism or in opposition to it."

Burns is partially right. Although no Administration official came out strongly for or against secularism, US Under Secretary of State for Political Affairs Peter Tarnoff during his press conference in Ankara on July 2, did refer to secularism in a positive way. "As a democratic nation, we have a particular interest in the enlargement of the democratic sphere, in which Turkey, as the region's only democratic and secular Muslim state, plays an important role," Tarnoff said.

The next day, on July 3, Burns himself repeated Tarnoff's phrase at the State Department daily briefing. During Tarnoff's visit, Turkish and American officials "emphasized the important role that Turkey plays in the region as really the only democratic and secular state in the region," Burns said.

### 'Secular' as an 'adjective'

So how could one explain such positive references to "secularism" as something that the US seemed to support and applaud in Turkey just twelve days ago? The term was used only as an adjective, Burns said, downplaying the previous juxtaposition of the two concepts, "secularism" and "democracy." "We've used the adjective ['secular'] to describe these Turkish governments," Burns told TDN. "Since Atatürk, that has been the Turkish tradition."

### NATO eyeglasses

Burns said Turks did not need any "public advice" on secularism. But, US had frequent exhortations for Turks to keep up with "democracy" and "human rights" — to the extent that Burns ended up bluntly warning Turkish Prime Minister Necmettin Erbakan to watch his anti-Western rhetoric. So there did exist some issues on which the State Department apparently did not hesitate to give "public advice" to Turks — if not on "secularism."

"That's different," Burns told TDN, "because NATO is a collection of democratic countries. Not a collection of democratic and communist countries. Or, democratic and autocratic countries. The reason why we are willing to defend other countries [within NATO] is because they share our view that their citizens should be treated the right way, that human rights should be respected, that their governments be set up on democratic principles. That's what defines NATO. That's what distinguished it from the Warsaw Pact. So that's why we emphasize democracy."

TDN reminded Burns that NATO is a secular bloc as much as it is democratic, in the sense that, for example, the Pope does not command any armies.

"I don't believe that in the treaty of Rome, which established NATO, there was ever any reference to 'secularism' as a great good. It was always 'democracy,'" Burns said.

"So you are looking at it from a NATO perspective," TDN followed up.

"Well, certainly that's the defining feature of our relationship with Turkey — the fact that we have a defense alliance in NATO. That's probably the most important thing we've got going with Turkey," Burns concluded.

Turkey, however, is trying for the last six years to wean its relationship with the US away from one based strictly on NATO-based security commitments and steer it towards a more multifaceted relationship, dubbed "enhanced partnership," that would include significant bilateral commercial relations (a la NAFTA) as well.

### Provide Comfort payment?

Some Turkish observers in Washington, who wanted to remain anonymous, regarded Burns' statement as a major departure from the Department's recent references to "secularism." It is clear that to delegate secularism, and possible re-interpretations of it, to the domain of Turkey's "internal affairs" can be received by the senior coalition partner Welfare Party as a "green light" for advancing the party's Islamist



agenda.

"The US Administration is signaling Erbakan that if he extends Operation Comfort (OPC), and does it in terms agreeable to the US, then Washington is ready to turn its head the other way for concessions that this government will try to exact from secularism," one observer claimed. OPC, which protects Iraqi Kurds from air bases in Turkey, is up for extension by the Turkish Parliament at the end of July.

#### Cyprus connection?

Another observer suggested Burns' move might be geared to "soften up" Erbakan before Amb. M. Albright arrives in a few days in Ankara to discuss the Cyprus issue.

Erbakan was Deputy Prime Minister in July 1974 when Turkish armed forces landed in Cyprus to protect the lives of Turkish Cypriots against the Greek EOKA-B guerrillas and he took full credit for the decision to intervene.

Thus some see Erbakan as the last politician in Turkey to agree to any serious concessions in Cyprus.

## Protests and attacks in Europe target Turkey

*Turkish Daily News*

ANKARA- Unidentified attackers firebombed a Turkish religious center in Frankfurt, Germany early on Tuesday morning, causing damage but no injuries, according to local police.

A bed sheet bearing the letters "TKPML" (Turkish Communist Party-Marxist Leninist) was found outside. The leftist TKPML group, like the Kurdistan Workers' Party (PKK), is banned in Germany.

Kurdish extremists have frequently targeted Turkish businesses and social centers in Germany as part of their fight for autonomy in southeastern Turkey.

Meanwhile, members of an illegal, extreme-leftist organization occupied the famous Cologne cathedral yesterday, the Anatolia news agency reported.

According to the police statement, the militants were expressing their support for the hunger strikes taking place in Turkish prisons.

The cathedral remained open to visitors during the occupation and no damage was done. The 30 Turks who had been arrested were later released.

Anatolia reported that another protest took place in the Netherlands, where forty members of various Turkish leftist organizations occupied the top floor of the touristic Euromast tower yesterday in Rotterdam in protest against the Turkish government's actions towards the hunger strikers.

The militants declared that the hunger strikes would continue until death. Wim van Hartesveldt, an administrator of the tower, said that the militants left the tower around 1:45 p.m. without causing any damage.

The invaders said they were not Kurdish.

## Turkish MPs differ in Washington on what kind of 'bridge' Turkey is

By Uğur Akıncı / Turkish Daily News

WASHINGTON- Ten Turkish members of the Parliament visiting Washington as guests of Center for Democracy has expressed to Sen. Richard Lugar their own divergent formulations of the kind of "bridge" Turkey forms between East and West.

The MPs, whose trip to Washington is sponsored by Philip Morris cigarette company which manufacture Marlboro brand in Turkey jointly with the Sabancı Holding, told Sen.

Lugar (R) of Indiana, chairman of foreign affairs subcommittee on European Affairs, that there won't be any changes in Turkey's foreign policy just because Necmettin Erbakan, chairman of the senior coalition-partner Islamist Welfare Party, became the Prime Minister.

The visiting deputies are: 1) Cevdet Akçalı (The senior coalition partner Welfare Party, RP; Adana Deputy. A leading member of his party, former member of the Constitution Commission.) 2) Saffet Arkan Bedük (The junior coalition member True Path Party, DYP.

A leading member of his party, and former Governor of Ankara.) 3) Işın Çelebi (Motherland Party, ANAP. Member, Constitutional Committee, and former State Minister in charge of economy.) 4) Ali Dinçer (People's Republican Party, CHP.

Former State Minister and Mayor of Ankara, and a leading member of his party.) 5) Uluç Gürkan (Democratic Left Party, DSP. Deputy Speaker of the Turkish Parliament and a leading member of his party.) 6) Gencay Gürün (DYP, Izmir.

A leading member of her party. One of the few female deputies of Turkish Parliament. She raised eyebrows by casting a "no" vote for her own coalition party during the vote of confidence rounds.) 7) Temel Karamollaoğlu (RP, Sivas. His name was mentioned frequently in the past in r

### Bridge, to where?

During the meeting with Sen. Lugar, TDN learned that senior coalition partner Welfare Party (RP) deputies described Turkey as a bridge between the West and the Islamic World. Some other deputies in the delegation have reportedly objected to their Islamist colleagues' description and interjected that such a description did not adequately describe Turkey's strategic role as a "bridge."

"We do not see the world divided into Islamic and non-Islamic countries," one deputy told TDN. "We have one policy for Pakistan, another for Saudi Arabia and yet another one for Syria, despite the fact that they are all Muslims," the deputy explained TDN.

"We told Senator Lugar that Turkey is indeed a bridge, but not only between Christian and Moslem countries, but also between the West and the Balkans, the West and the Caucasus," another non-RP deputy said.

"As an important regional leader, Turkey serves as a bridge between the West and the Middle Eastern and Central Asian countries as well, we told Lugar."

Non-RP members of the Turkish parliament told Lugar that his approach to Turkey should have a "wider angle" than suggested by the RP deputies.

Lugar told the visiting deputies that the US always considers Turkey as an important country in the region and that US-Turkish cooperation should continue to the mutual benefit of both allies.

### NATO

Deputies told TDN that they also discussed the need to develop a mechanism for NATO to rapidly intervene in out-of-area emergencies. "Sen. Lugar said he agreed with us," one deputy told TDN. The envisioned expansion of NATO would make such out-of-area operations even more diplomatic since it would be harder to obtain the necessary consensus among increased number of members, Lugar reportedly said.

### Gürün

Gencay Gürün, the junior coalition partner DYP deputy from Izmir, told TDN that she was surprised at the news from Turkey that she already resigned. Gürün was one of the ten DYP deputies that voted against the Erbakan-Çiller coalition government. "I am right here, in Washington, and I can tell you that I haven't resigned. I wonder who is that woman who they say resigned?" Gürün quipped.

### Wednesday

Turkish deputies will visit the US State Department on Wednesday and have meetings with Marshall Adair, Deputy Under Secretary for European and Canadian Affairs, and Robert Pelletreau, Assistant Secretary for Near Eastern Affairs. The delegation will also visit Jan Lodal, Principal Under Secretary of Defense for Policy at the Pentagon; and the Helsinki Commission members on the Capitol Hill.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

### Turquie-Iran-Kurdes

Un commandant turc accuse l'Iran d'aider le PKK

ANKARA, 17 juil (AFP) - Un chef militaire turc a accusé les gardiens de la révolution iraniens d'avoir pris part la semaine dernière à une attaque de rebelles kurdes contre un poste turc à la frontière entre la Turquie et l'Iran.

Le président Suleyman Demirel, accompagné du ministre de la Défense et du chef d'état-major des armées, a visité mercredi le poste frontière de Gulluk, cible d'une attaque jeudi dernier par des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui a fait cinq morts parmi les soldats turcs.

Des responsables turcs ont affirmé que les rebelles du PKK s'étaient infiltrés en Turquie en provenance d'Iran.

Informant M. Demirel de l'incident, le commandant de la division de gendarmerie locale, le général Yusuf Soybas, a indiqué que selon ses informations, quatre gardiens de la révolution iraniens avaient pris part à cette attaque aux côtés des militants du PKK, selon l'agence semi-officielle Anatolie.

Il a précisé que les rebelles avaient utilisé des mortiers d'un type perfectionné, que d'habitude le PKK ne possède pas, sous-entendant qu'ils appartenaient à l'Iran.

Les responsables turcs affirment que depuis l'an dernier, 59 soldats turcs ont été tués près de la frontière iranienne par des militants du PKK infiltrés d'Iran. C'est toutefois la première fois qu'ils accusent des troupes iraniennes d'avoir pris part activement à une attaque.

M. Demirel a indiqué que par le passé, les autorités iraniennes ont constamment démenti toute participation de Téhéran dans des actes menés contre la sécurité de la Turquie. Il a ajouté qu'il enverrait une lettre au président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsanjani à propos de cet incident.

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Alaaddin Burujerdi, était attendu à Ankara jeudi pour des discussions avec les autorités turques qui devraient inclure les incidents à la frontière.

Plus de 22.000 personnes ont été tuées dans le sud-est et l'est de la Turquie à majorité kurde depuis le début en 1984 de la rébellion armée du PKK pour créer un Etat kurde indépendant.

La Turquie affirme que le PKK possède des camps ou des abris sur les territoires de trois de ses voisins, l'Irak, l'Iran and la Syrie.

ue/hc/es

AFP /AA1234/171600

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

*Turkish Daily News* THURSDAY, JULY 18, 1996

## When will Turkey have a policy on N.Iraq and Kurds?

It is very sad to see that Turkey has practically no policy regarding northern Iraq and the Kurds who live there. All that Turkey does is voice its justified displeasure about the presence of the terrorist separatist Kurdish organization PKK in northern Iraq and launch military incursions into this territory to punish them...

Over the years Turkey has failed to devise a viable policy on northern Iraq and now we are paying the price. Instead of blaming ourselves for this, we seem to be creating alibis and thus our anger forces us to oppose Provide Comfort, antagonize the Iraqi Kurds and alienate Jalal Talabani and Massoud Barzani. It is true that nobody is an angel in this part of the world. Talabani and Barzani are accused of playing everyone against the other yet no one in Ankara really stops to think why this has been so. Turkey first alienated Talabani and then Barzani after Tansu Çiller became prime minister in 1993. Ever since then everything has been a down hill process for Turkey in northern Iraq. We have lost the initiative in the area to Syria and especially to Iran.

The PKK has found breathing room in the area and our negative relations with Talabani and Barzani have not helped. We have said we do not want Provide Comfort because it is allegedly trying to create a Kurdish state in the region, but no one has been able to substantiate these claims with hard facts. We wanted Provide Comfort so that the Kurds would be protected against Saddam's forces, and we actually allowed the force to be stationed on our soil. The reason was to always keep Ankara in sole control of the situation in northern Iraq.

But now some people simply want Provide Comfort to go. They want the pro-Islamic Welfare Party (Refah), the senior partner of the coalition government, to throw Provide Comfort out of Turkey so they can kill two birds with one stone. Their aim is to alienate Refah for good in the eyes of the Americans while they also ruin the security of northern Iraq...

Refah should not fall into this trap. Refah should demand a complete overhaul of our ties

with northern Iraq where we sit down and devise a viable policy which defines our ties with the Kurds, what we actually want to do with northern Iraq, what we want for the Turkomans living in the region, what kind of a relationship we want with Saddam Hussein.

Let no one make any mistake. If Turkey can bomb northern Iraq at will, if it can chase the PKK in this area and still not draw international reaction, it is because of Provide Comfort. Now Refah has to find a formula to keep Provide Comfort in Turkey without antagonizing the Turkish public. This will be the major test for Prime Minister Necmettin Erbakan and his party...

## Demirel warns Iran at visit to attacked outpost

*Turkish Daily News*

ANKARA- Paying a lightning visit to an army outpost recently attacked by separatist Kurdish terrorists on the Iranian border, President Süleyman Demirel on Wednesday issued a stern warning to neighbors against supporting the rebels.

"This visit has a special meaning: As the head of the Turkish Republic, I want to say this to everyone, at home or abroad, that these lands are ours. They were ours in the past, are so now, and will be ours in future," Demirel said.

"Turkey has finally approached the end in combating a terrorist movement besetting it for more than a decade. Let us say this to all those in the front or behind this terrorism; to those at home or abroad; to our neighbors who lend support to this terrorist movement: This is a futile exercise. You can never cow Turkey into submission through this," the president told the border troops. Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı accompanied Demirel on the surprise visit. The border post was attacked last week by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels fighting a separatist war in southeastern Turkey since 1984. The fighting has claimed over 20,000 lives so far while hundreds of thousands of local Kurds were forced to abandon their villages.

Five soldiers were killed and two injured in the attack on the border post by a PKK unit which crossed from Iran. The attack followed charges by Tehran that Turkish helicopters, engaged in strikes against separatist rebels sheltering in Iraq, had also hit an Iranian vil-

*editorial*



By İlnur Çevik

lage and caused civilian casualties. The Turkish General Staff denied the charges.

Military officials briefing Demirel at the army post about the recent attack complained of growing number of incidents in recent months.

They said four Iranian revolutionary guards had also taken part in the attack and that the attackers had used mortars normally unavailable to roaming bands.

Avoiding a direct accusation against Iran, Demirel recalled, however, a security cooperation agreement between the two countries and that the officials of the two sides had recently

met in Tehran to discuss mutual complaints.

He said the Iranian officials had been constantly assuring Turkey that they were not assisting the PKK rebels, but that he would write another letter to Iranian President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. Demirel's impression making visit came in the wake of recent moves by Turkey's Islamist prime minister Necmettin Erbakan to improve ties both with Iran and Syria, two countries Ankara believes are supporting the PKK. Erbakan has indicated plans to make his first foreign trips to Iran and Syria despite rumored opposition from the armed forces.

*Turkish Daily News* THURSDAY, JULY 18, 1996

# Parliament blocks exit from OPC dilemma

**Rejected:** Erbakan tries to pass hot potatoes of Provide Comfort and emergency rule to Parliament but speaker rejects his demand for a multi-party committee to debate the issues

**By Kemal Balci**  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Acting Speaker Hasan Korkmazcan has turned down a request by Prime Minister Necmettin Erbakan to set up a parliamentary committee to discuss the future of Operation Provide Comfort (OPC) and emergency rule in the Southeast.

Erbakan had called for a committee that would hear submissions from the U.S. Embassy, the Turkish General Staff and the Foreign Ministry and later offer proposals to Parliament.

Korkmazcan informed Erbakan on Wednesday that his request unconstitutional and contrary to parliamentary bylaws. This represents a setback for Erbakan, who is finding the twin issues of emergency rule and OPC increasingly hard to handle. Erbakan's Islamist Welfare Party (RP), while in opposition, consistently opposed extension of emergency rule and the renewal of the mandate for the Turkey-based multinational force whose planes have patrolled northern Iraq since the Gulf War to deter a fresh attack on northern Iraqi Kurdish by Saddam Hussein's forces.

Now in government, faced with realities and the

responsibilities these entail, and apparently finding it difficult to perform an about-face which would anger the Islamists who voted for the RP, Erbakan's proposal was a bid to involve Parliament in the decision-making process on these thorny issues. That way the RP would be able to tell its supporters that the



Prime Minister Necmettin Erbakan looks in for further difficult moments after the opposition parties refused to allow him an escape route from the embarrassing necessity of prolonging the stay of a Western air force protecting Iraq's Kurds.

OPC mandate was being renewed and emergency rule in the Southeast was being extended not because the government wanted it but because the majority of Parliament wanted it.

Main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yilmaz had roundly condemned Erbakan's proposal, saying that the Islamist's attempts to shift responsibility for the renewal of emergency rule and the OPC mandate to Parliament was unconstitutional. "The government is in a desperate situation," he said, adding that the Turkish Parliament was not the body to deal directly with embassy personnel.

Yilmaz, who lost his seat as prime minister

to Erbakan's new coalition, accused the RP of backing down from all of its election campaign rhetoric and turning to Parliament to get them out of the problem.

The RP and its coalition partner, the True Path Party (DYP) disagreed with the acting speaker's rejection, saying that special or provisional committees can be formed in Parliament.

Erbakan's proposed committee would have wound up its work by July 23, the day on which the chief of staff's office will brief the government on OPC. On July 25 the influential National Security Council will meet to give the government its recommendations on whether the mandate should be renewed yet

again.

Parliament must vote on the issue by July 31 at the latest, before the force's current mandate expires.

He had stressed that if a multi-party committee drafted proposals before Parliament took a formal decision, that would be "useful from the standpoint of pluralistic democracy" since all parties and Parliament would be contributing to the efforts to formulate a solution.

#### **Provide Comfort to be debated in closed session**

Erbakan also asked the speaker's office to have OPC debated in a closed session of Parliament's general assembly prior to July 23. He also called for a general assembly session to debate the extension of emergency rule in the Southeast but he did not seek a closed session in that case.

Erbakan's appeal for a multi-party provisional committee pushed the speaker's office into a tight spot. Unable to accept that request

since that would be unconstitutional and contrary to the bylaws, the speaker's office told Erbakan the Consultative Committee would discuss it.

The Consultative Committee met on Wednesday to decide whether the preliminary debates on OPC should be held the same day. No agreement could be reached, with the DYP supporting the RP argument and the opposition parties rejecting it.

The RP group in Parliament announced that in line with the bylaws it would directly ask the General Assembly to take a decision on the issue.

If the General Assembly can complete preliminary debates by Monday, it will go into closed session that day for confidential debate on.

The chief of staff's office will brief the government a few days later. And, following the National Security Council meeting on July 25, the government will formally ask

Parliament for a renewal of the

force's mandate.

#### **US efforts**

For some time U.S. officials have tried to persuade Turkish officials to renew the OPC force's mandate. U.S. Ambassador Mark Grossman recently paid a series of private visits to those who strongly oppose a renewal of the mandate, Democratic Left Party (DSP) and Welfare Party (RP) members. During these talks he underlined the threat posed by the Saddam Hussein administration in Iraq, and called for a renewal of the mandate.

Had Erbakan's request for a "provisional committee" been granted, the U.S. ambassador would have been for the first time invited in an official capacity to brief a parliamentary committee.

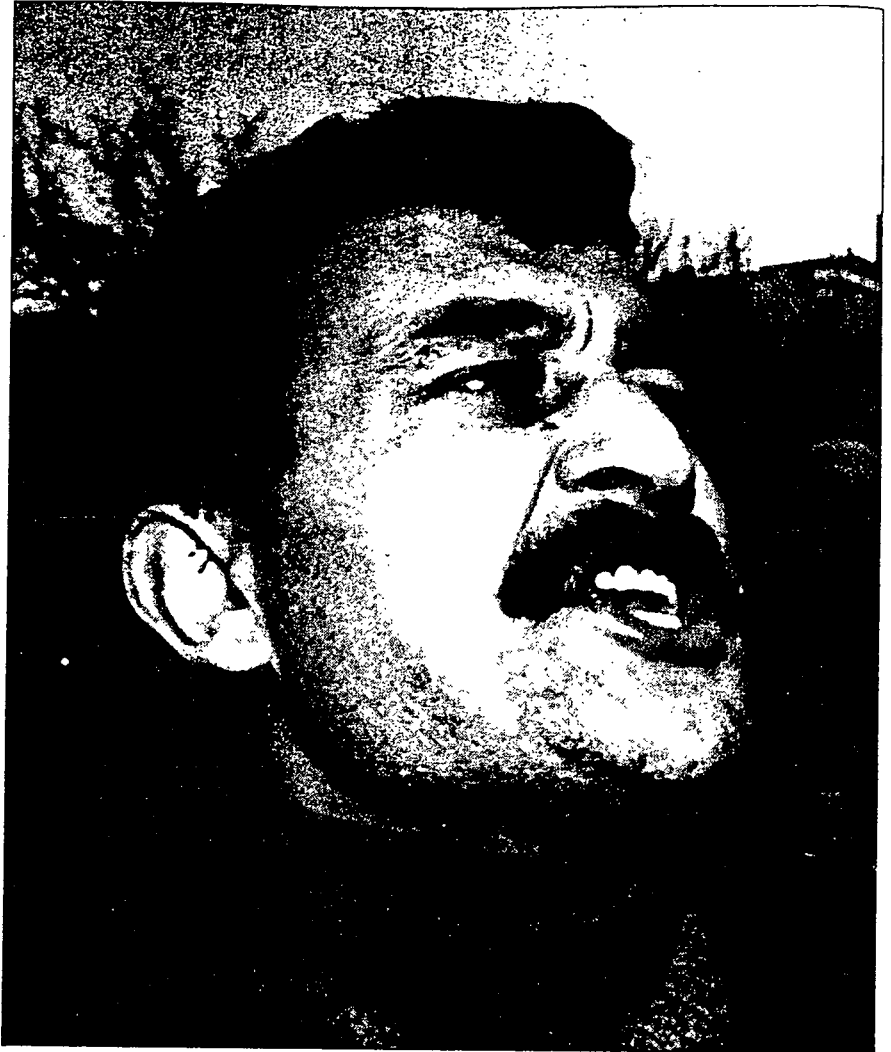
L'HUMANITE - 17 juillet 1996

#### **ITALIE (1). Le parlement kurde en exil,**

créé en 1995, est réuni depuis lundi dans un grand hôtel de Rome. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est l'une des principales composantes de cette assemblée, dont font partie également d'ex-députés kurdes expulsés du parlement turc en 1994. Les 64 délégués kurdes voulaient tenir leurs travaux au siège des autorités de la province de Rome. Cependant, le ministère des Affaires étrangères a fait pression pour que les débats aient lieu hors de tout bâtiment officiel italien.

## Everyone's Exempt

Cognizant that we have laws that are only applied to the powerless and that we have courts which drag on cases for years, we Turks start looking for alternative ways of satisfaction and compensation. Exemptions and privileges are one way. Even a traffic offender feels free to ask exemption from the due fine, or claims to be the nephew of someone important and demands privileged treatment



Quick temper seen as a dominant national characteristic.

# We, the Turks

DOĞU ERGİL  
PART II

## Rebellion

We Turks and our administrators never understood the functional side of rebellion. By suppressing it, rather than understanding it, we have stifled a major source of collective energy and positive change

On the whole, lacking institutionalized forms of pursuit for justice and the attainment of unalienable rights, we Turks resort to two things:

- The evasion of rules.
- Rebellion and counter-organization.

Cognizant of the fact that we have laws that are only applied to the powerless and that we have courts which drag on cases for years, we Turks start looking for alternative ways of satisfaction and compensation. Exemptions and

privileges are one way. Even a traffic offender feels free to ask exemption from the due fine, or claims to be the nephew of someone important and demands privileged treatment. Both of these positions indicate a stance which is either outside the law or above it. Why? Because the ordinary citizen sees that rules do not apply to the administrators or to the privileged. Whether they stage armed interventions aimed at the "system" or embezzle unbelievable amounts of money — and still talk of patriotism as a virtue — there are social groups above the law who are not punished.

If laws and due application of basic rules administered by elected bodies do not meet the dire and urgent needs of the

people, there are two possible options for the average Turk:

- Rebellion.
- Counter-organization.

There have always been rebellions in Turkey but hardly any revolutions. This is because revolutions need ideology, leadership and a post-revolutionary vision of the society to be transformed. We Turks love to talk about revolutions but seldom talk about the revolutionary society. The gap between rebellion and needs (that are never satisfied by a revolution) is filled by illegal organizations which are mistakenly called "Mafia." Police officials have admitted that there are 21,000 triggermen (or hitmen) in the ranks of the so-called mafia(s) in Turkey. These organized crime bands exist and function anywhere the state is incapable of performing its basic functions, i.e. land distribution, settlement and construction; check and bond payments, visa and immigration control; customs and imports employment; justice (arranging court cases and results); public transport, etc.

Of course, this kind of alternative/illegal organizations further fragment society and weaken the social bond. Lack of cohesion, security and problem solving is compensated for by either the proliferation of religious organizations or the mafia type of illegal groupings. These social (unfortunately civil) organizations are neither modern nor healthy. However, they exist because they are functional and meet needs. Unfortunately they do not act as agents for making the people into good citizens. Instead they air and represent both the 'rebellion and evasion' aspects of the overall protest situation.

Citizenship is a rational, chosen, learned and mature(d) collective identity. Rebellion is the darker, negative, even the underground sense of citizenship. Indeed, it is a protest against the barriers to becoming an equal, cared-for citizen. We Turks and our administrators never understood the functional side of rebellion. By suppressing it, rather than understanding it, we have stifled a major source of collective energy and positive change, the direction of which was imminent in the act(s) of rebellion.

Suppressing the "rebellions" and stifling protests led to an irrational administrative system basically preoccupied with security. Security meant the preservation of the status quo. This in turn meant the continuation of the management and shaping of the society by the state. Evasion, exemption and privilege-seeking became an endemic problem of the system. Apart from the burgeoning illegal deals and organizations within and at the near periphery of the state apparatus, a form of amoral individualism grew despite (or against) the prominence of the state. Amoral individualism took on the character of private initiative without any public responsibility. It took the form of consumerism without the drive to produce. Communalism started to replace statism and the control of daily life from above. But growing civic organizations lack a new legal system and a legitimizing system that could be the harbinger of a new social organization "from below," that is more popular and democratic than the old institutional structure. ■

*Turkish Daily News* FRIDAY, JULY 19, 1996

## Alawite quarter tense after Istanbul's standoff

By Erdinç Ergenç

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- A large crowd demonstrating in front of a communal house in Istanbul's Alawite-dominated Gaziosmanpaşa district barricaded the street Thursday in support of those currently on hunger strike in several of Turkey's jails. The demonstrators also protested the heavy police presence in the district ever since clashes between the police and residents left 25 dead in March last year. The latest unrest started Wednesday when local vigilantes detained and interrogated a man with five separate identity cards whom they suspected to be an undercover police agent.

Incidents continued all that night and yesterday. Leftist groups took control of the streets around the Cemevi, which is a meeting place for members of the district's large Alevi community, and set fire to barricades.

Istanbul police and riot police teams took strict security measures and surrounded the district with

armored vehicles. It appears that the police did not intervene and no one was injured.

Gaziosmanpaşa has been a hot spot for demonstrations since the district erupted last year following a gun attack on a cafe and the Cemevi. The incident spread to other quarters and 25 people were killed in the resulting rampage.

Leftist organizations try to be part of daily life in the Gazi quarter and see themselves as defenders of the district against what they say is police oppression. The police say they are trying to clear the quarter of extremists and dismiss charges of oppression.

The so-called "police spy" taken as a hostage by the demonstrators confessed his real name was Kenan Ok, and protestors announced that he had been released yesterday morning.

By the time TDN went into press, groups were gathering in front of the Cemevi and reinforcing the barricades to repel a possible police attack.



# Extensive anti-PKK operations in Southeast

Security forces seized 101 rifles, four pistols, 91 hand grenades, seven mortars, five missile launchers, 12 missiles, 3,205 mortar shells, 3,891 rounds of ammunition and food in the operations

## Turkish Daily News

**ANKARA-** A total of 21 Kurdistan Workers' Party (PKK) militants have been killed in operations carried out by security forces in Hakkari, Tunceli and Van, while 48 members of the PKK have been captured in Elazığ, Mardin, Siirt and Tunceli, the Anatolia news agency reported.

Security forces seized 101 rifles, four pistols, 91 hand grenades, seven mortars, five missile launchers, 12 missiles, 3,205 mortar shells, 3,891 rounds of ammunition and various food stuffs in the operations.

In Iğdır, Mürat Erkmen, a PKK militant — was killed in a clash between security forces and

militants near Adetli village in the Mt. Ararat region during an extensive operation.

The area has recently seen the penetration of militants from Iran trying to take shelter in the area around Mt. Ararat. Officials said that operations will continue until all the militants in the region are uprooted.

On July 10, the Turkish Air Force carried out an operation against a PKK camp in Bote, northern Iraq, which resulted in a heightening of tensions between Turkey and Iran.

Local sources said that due to the accidental bombing of an Iranian security station on the border, the Iranians retaliated with mortar fire on a

Turkish border station.

It was reported that the Turkish Foreign Ministry made a formal protest to Tehran over the retaliatory attack.

A top official from the Foreign Ministry confirmed the clash on the Turkish-Iranian border but said that the identity of those who opened fire was not known.

The Chief of General Staff's office has denied that an Iranian border station was hit during the operation, saying that there was a distance of 30-35 kilometers between the border and the camp. With respect to the attack on the Turkish station, a military official said that it was a group of PKK militants who carried out the attack.

Local sources, on the other hand, said that Turkish planes, while returning to their base, bombed the station, thinking it belonged to the PKK, and caused the death of 20 Iranian soldiers. The same sources also said that the two countries have started to move troops into the region.

# Iranian official in Ankara for border talks

## Turkish Daily News

**ANKARA-** President Demirel on Monday visited an army outpost recently attacked by Kurdish terrorists on the Iranian border and said that our neighbors who had given support to terrorism "could never allow Turkey into submission."

Iranian Deputy Foreign Minister Alladdin Burujerdi arrived in Ankara today for another round of meetings about the border issue. Burujerdi, who brought messages from Iranian President Ali Akbar Hasami Rafsanjani to Demirel and Prime Minister Necmettin Erbakan, reiterated on his arrival in Ankara that joint delegations should investigate the events at the border.

At the beginning of this month, Iran had claimed that Turkish helicopters had crossed the border and

attacked civilians, killing six and wounding many more. At a Turkey-Iran High Security Commission meeting last week, the two countries decided to establish a committee to investigate the claim. Burujerdi, responding to a question about this event, said that in general, the two countries agreed to establish investigation committees to look into this issue.

"In the past we have seen the benefit of doing this," he said. Burujerdi said that Turkey's Islamist-led coalition hopefully would improve the relations between the two countries. "We want to have a visit by the Turkish prime minister as soon as possible, it has been two years since a visit was planned."

That visit was postponed. Also we are expecting President

Rafsanjani to visit Turkey. During his visit, we hope President Demirel will set a time to visit Iran."

Burujerdi said that Iran is expecting a visit by Internal Minister Mehmet Ağar. "Reciprocal and frequent visits of state officials are very important for the improvement of relations. The new government in Turkey is a positive development," he said.

He also indicated that the Iranian attitude towards the Turco-Israeli military agreement had not changed and if this subject came up on the agenda, he would reiterate Iran's position.

In February, Turkey and Israel signed a military agreement which, among other things, enables Israeli air force pilots to train in Turkey's airspace.

# Fast to death: Families join inmates on hunger strike

**Bernar Satar, Buca Prison:**  
Continuous vomiting, loss of ability to walk and eyesight

**Erol Özbolat, Çankırı Prison:** Loss of eyesight, unconsciousness, unable to stand up, body does not accept water, continuous vomiting

**Cemal Çakmak, Ankara Central Prison:** Nausea, vomiting, trouble with speaking, loss of eyesight, severe headaches

**By Hande Çulpan and Sinem Sakaoğlu**

*Turkish Daily News*

ANKARA- "What would it take for people to starve themselves to death?" was the only thing to think about before climbing the stairs to the fourth floor of the old building, before the noise became recognizable as speech. "What would it take?" Two hundred seventeen detainees awaiting trial and convicts in a total of 33 prisons have been on a hunger strike-cum-death fast for 61 days, protesting against the conditions in prisons, and against the May 6, 8, 10 and July 9 decrees issued by the Justice Ministry.

Most of them have already lost consciousness, the ability to talk, the strength to walk, their eyesight, and many kilos of weight. They refuse medical treatment. Even according to the prison experts in the Justice Ministry most of them are sure to suffer from irreparable mental and physical disorders. Their families have lost their trust in the authorities but none of the relatives have lost hope. They support the inmates by protesting on the streets, submitting letters to the authorities and finally by going on a hunger strike for 17 days now.

Worried faces greet you as you walk through the door, which is wide open, into the stuffy flat of the Freedom and Solidarity Party (ÖDP) Center in Ankara where the families of the inmates have been staying for a month. As an official from the ÖDP led us along the corridor, a notice on one of the closed doors took our attention: "Please keep quiet so as not to disturb those fasting to death." We were soon taken into the room to be greeted by the intense smell of cologne.

Ali Rıza Eroğlu, 56, did not need any encouragement to pour out his heart. Despite his age, he is determined to support his son, Cafer Sadık Eroğlu, who is a convict in Ümraniye Prison. "I visited him in the prison. He complained about the conditions, saying that they had taken away their earned rights. If they are dying inside, then why should we live?" he asked with a scornful look on his face. "We have no trust in the officials, they take no heed of us. We have only got our children, ourselves and our hopes," he added with difficulty before falling back on the bed since he had had nothing but water for 17 days.

At this point a man handed us a piece of paper and left the room, never to be seen again. It read: "With the decision taken by the central coordination of prisons on May 19, 1996 an indefinite-term hunger strike has been started until the Eskişehir prison and the other 'coffins' are closed down; decrees dated May 6, 8, and 10 are cancelled; the oppression of inmates' families is stopped; and obstacles in the way of inmates' medical treatment and the right to defend themselves are eliminated."

Seeing the paper in our hands, Torun Karakaya, whose son is in Çankırı Prison, said that though the mentioned decrees had been cancelled, the decree issued by Justice Minister Şevket Kazan on July 9, in reality includes the cancelled decrees, stipulating in addition that there will be no communication between wards, and that no inmates will be allowed to speak to anyone from the Turkish or the foreign press unless a special permit is given by the Justice Ministry.

*Turkish Daily News* FRIDAY, JULY 19, 1996

# Promises, acts, reactions ... the road to death

## July 3

- Hunger strike turned into a "fast to death."
- Justice Minister Şevket Kazan meets officials from the Association of Contemporary Lawyers (CHD) and the Association of Human Rights (IHD) to discuss the issue, saying that he will do all in his power to end the strikes.

## July 5

- While Kazan discusses the issue with the chief prosecutors of Istanbul, Ankara, Izmir, Diyarbakir and Eskişehir, the condition of the strikers gets critical. Justice Ministry says it is impossible to solve the problem in line with inmates' demands.
- Relatives of strikers go to Prime Ministry and are rejected. Upon their shouting slogans, police intervene, use truncheons.

## July 6

- Kazan breaks his promise to solve problem in a few days' time, saying that the decrees issued by former Justice Minister Mehmet Ağar on May 6, 8 and 10 are of an essential nature, and that the strike did not stem from the prisons' deficiencies.
- Yüksel caddesi become the scene for a bloody act as police once again use truncheons on relatives of prisoners and convicts in sit-in protest. Strikers in critical condition, refuse medical care, death expected anytime.

## July 7

- Izmir Chamber of Medical Doctors' demand for medical examination of strikers in Buca prison is rejected.
- Relatives of inmates not allowed to see Prime Minister Erbakan.
- Artists and intellectuals call on government to put an end to the strike, saying impassiveness of the government is disturbing with respect to democracy and human rights.
- IHD calls for immediate action, asking the society to be more sensitive on the issue and articulate their protests at every opportunity.

## July 9

- Number of prisoners total 156, all of whom are in critical condition, death expected.
- Kazan says he will ask inmates to put an end to "this meaningless act" following examination of conditions and meetings with detainees' and convicts' representatives.
- A top official from the General Directorate of Prisons

and Detention Centers states that the strike's cause is infra-structural deficiencies in prisons, insufficiency of government-supplied food allowances and other social problems.

## July 10

- Kazan issues July 9 decree cancelling Ağar's May 6, 8 and 10 decrees. However, he says he will never agree to closing down the Eskişehir prison, which inmates refer to as the "coffin."
- Strikers declare that they will continue their strike until the Eskişehir prison is closed down.
- A total of 159 strikers. Conditions getting critical. Three strikers, all over 70 years of age, close to death.
- CHD and IHD say the decree is insufficient, even though it is of a nature accepting the unlawful quality of Ağar's decrees.

## July 11

- While Şevket Kazan gives the impression that he is going to solve the problems in prisons, members of fundamentalist cults ask for the execution of inmates who have been on the death roll for more than a year.
- The families of detainees and convicts claim that Kazan's decree (July 9) is nothing but deceit.
- A "Desk of Monitoring Hunger Strikes" is set up under Kazan's directions within the General Directorate of Prisons and Detention Centers.
- Prison experts in the Justice Ministry announce the results of a joint research that hunger strikes are carried out in five ways: "boycott of the prison food, short-term hunger strike, indefinite-term hunger strike, rotating hunger strike, fast to death."

## July 12

- Kazan states: "I cannot make any more sacrifices. I have done all in my power, the rest is up to the inmates."
- Police intervenes again. Five people are taken into custody at the protest of families of inmates in Istanbul.

## July 13

- Officials say most strikers have now become comatose.
- More people go on hunger strikes in the country and abroad to give support to inmates.
- In Istanbul, families of inmates block traffic on TEM highway, while in Ankara, they occupy the Ankara office of the Welfare Party (RP) for two hours and are taken into custody.
- IHD says 13 inmates in the Buca, Bergama and Aydin

prisons are in critical condition (bedridden, unconscious, blood in the urine).

- Kazan says: "We will improve prisons through teaching religion."
- Ağar announces that it is a must for the government to fight against terrorism, prevent prisons from being a source of terrorism, adding that prisons should not be devoted to punishment but to reforming.

## July 14

- NGO's call on strikers to "give a break" on the 56th day of the strike.
- Three strikers are hospitalized.
- Rıdvan Budak, chairman of the Confederation of Revolutionary Workers' Unions (DISK), sends letters to Erbakan and Kazan, asking them to resolve the problem.
- The Istanbul Chamber of Medical Doctors, after having request to make a medical examination of strikers rejected, issues a statement: "It is not possible to talk of a state based on law, democracy, justice or the presence of the right to live in a country where people have come to the edge of death."
- The Izmir branch of IHD submits a petition to Amnesty International.

## July 15

- Families of inmates claim that the call of NGO's to "give a break" to the strikers was an act of irresponsibility.

## July 16

- Three of the four strikers who were hospitalized at the state hospital in Izmir are taken back to prison after they refuse medical care.
- Most strikers have started to vomit blood, lose consciousness and eyesight as well as having intense pain.
- The police intervene in the protest of family members of inmates in front of the Governor's Office in Istanbul. Many journalists are beaten up and taken into custody.
- Amnesty International calls on the government to take immediate action to end the hunger strike. "If the ministry acts immediately, many lives might be saved. The three basic demands of the inmates, which are to end transfers to distant prisons, to stop mistreatment and not to prevent them from receiving medical care, should be met."

## July 17

- CHD applies to the Council of State Court for the cancellation of Kazan's July 9 decree.



Two elderly women, with the red ribbons of the leftist movements tied around their foreheads, display the effects of the fast on their emaciated faces. TDN- Sinem Sakaoglu

Nadire Çelik, 60, sits upright in the bed that she shares with Güzel Şahin, 55, with the help of another inmate mother who is looking after them. Nadire's son, Sezgin Çelik (28), is in Ümraniye Prison. She also has lost her trust in the authorities. "We do not trust anyone. We know they are going to transfer our children to other prisons after a few months even if they promise not to. Let Demirel, Çiller and Kazan fool themselves. They cannot fool us. When the son of Mehmet Açar (the former justice minister and the godfather of the May 6, 8 and 10 decrees) was sick, he took him to the United States for medical care. If I had the money and he did not I would not hesitate to take his son to the states. We are not murderers like they are. They are waiting for the death of our children," she said in one take and let herself back to sleep only to wake up afterwards for her photographs to be taken.

Şahin, who has two sons in prison, both on hunger strike, explains that she has not been able to see them for two months; she only knows that they are kept in single cells and are in critical condition. "We only want to live decently as human beings. We will not stop until our children's rights are given back to them. I am not afraid of death," she bursts out, her heart heavy with the anxiety she feels. "I am the mother of every inmate, and I am very worried as a mother. I am living in fear that at any moment I will receive news of their deaths," she adds.

"One of my sons is on death row, we could not hire a lawyer since we do not have any money. I cannot hang my laundry on a washing line any more because I cannot stand to see the rope. It just breaks my heart," she says, her voice showing signs of weakness from over-straining herself. "If the government wants death, then put me on a stretcher and take me to those who want it — the prime minister, the president or the minister of justice," are her last words before laying down from exhaustion. As she were walking away, just before the utterances turned back into noise, mothers were talking worriedly about what the latest news from the prisons was, whose son or daughter was in a bad condition, or if there were any news from the government. Children, unaware of what was going on, were chasing each other in the lounge.

The inmates and their parents started the strike of their own free will (not to mention that there was no other way for them to be heard), but will they still have the will or the time to decide to finish it?

TURKISH PROBE JULY 19, 1996

## Focus on Human Rights

### OSCE Tells Turkey to Stop Torture by Police

The Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), following its Fifth Annual Session of the Parliamentary Assembly in Stockholm, Sweden, has adopted a resolution urging the Turkish government "to take urgent action to halt widespread use of torture by police and other officials and to end its persecution of medical professionals and non-governmental organizations (NGOs) who provide treatment to victims of torture and expose human rights abuses."

### Amnesty International Urges Turkey: Resolve the Hunger Strikes Before the Prisoners Die

Amnesty International issued a press release urgently calling on the Turkish government to take steps to resolve the hunger strikes before the prisoners die.

"The new Minister of Justice, Şevket Kazan, has taken positive, though limited steps which brought about the end of hunger strikes in some prisons. But 36 prisoners are now in critical condition and run the risk of permanent physical damage. Ministerial action today could save lives," Amnesty's statement said.

### Case of Former DEP Deputies at Court of Human Rights

The European Commission of Human Rights has decided to pass on the appeal of six deputies of the now-closed Democracy Party (DEP) against Turkey to the European Court of Human Rights, the Anatolia news agency reported. The commission's report said that Turkey had violated the fourth and fifth paragraphs of Article 5 of the Convention on Human Rights, which deals with detention periods.

### Trial of Police Suspects in Göktepe Murder Postponed

The trial of 48 policemen implicated in the death of Evrensel newspaper journalist Metin Göktepe has been postponed until after the normal summer holiday taken by Turkey's courts of justice. The trial, moved from Istanbul to Aydın near Izmir for security reasons, was scheduled to start yesterday but could not because the relevant file had not yet reached that city's criminal court. The decision to change the venue of the case was forwarded to Aydın from the Supreme Court of Appeals.

### Turk TV Channel Says PM Erbakan Prevented Broadcast

Prime Minister Necmettin Erbakan stopped

the broadcast of a television report on hunger strikes in Turkish prisons on July 16. "Security officials came 15 minutes before the program and said the broadcast of our report was to be stopped after a decision by the prime minister," InterStar Television channel news editor Cem Aydın told reporters. The security officials said the program, scheduled to be shown on July 15, contravened a law against broadcasts that endanger national security or public order, Aydın said. The program described the aims of the hunger strikers, who have been protesting for better prison conditions since May.

### Mehmet Ağar's Surprise: No Arrests in Saturday Protest

The traditional Saturday protest of mothers of missing persons occurred peacefully last weekend without police intervention or arrests. Interior Minister Mehmet Ağar had stated previously that he had a "surprise" in store for the mothers, which was rumored to be permission for them to stage their regular demonstrations freely and without fear of arrests. Police behavior this last weekend was markedly different from previous weeks. The protestors have been demonstrating in Istanbul's Galatasaray Square for the last 61 weeks. Unlike this last weekend, Istanbul police had been intervening and arresting demonstrators every week for almost two months.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

### Turquie-Kurdes

#### Huit séparatistes kurdes tués

ANKARA, 18 juil (AFP) - Huit séparatistes armés kurdes ont été tués par les forces de l'ordre turques dans la région de Sirkak (sud-est), a rapporté jeudi l'agence Anatolie, citant des sources officielles.

Par ailleurs, dix autres rebelles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) se sont rendus aux forces de l'ordre à Sirkak et à Tunceli (est), selon l'agence qui cite un communiqué de la préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir. Cette dernière coordonne la lutte de l'Etat turc contre la rébellion du PKK.

Enfin, 26 membres présumés du PKK ont été arrêtés lors d'opérations dans plusieurs villes du sud-est, toujours selon la même source.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

KG/hc/ob eua.f.

AFP /AA1234/181151 JUL 96

=====

### Turquie-USA-Kurdes

#### Albright : "Provide Comfort" continue, en accord avec la Turquie

ANKARA, 20 juil (AFP) - Un "accord de principe" a été conclu entre la Turquie et les Etats-Unis pour la poursuite de l'opération "Provide Comfort", destinée à la protection des Kurdes d'Irak, a annoncé vendredi soir Madeleine Albright, ambassadeur des Etats-Unis à l'Onu.

Mme Albright qui s'est entretenu avec les responsables turcs, dont le Premier ministre Necmettin Erbakan, a déclaré espérer la ratification par le parlement turc, dans les prochains jours, de la reconduction de la mission de "Provide Comfort" en Turquie.

Les entretiens sur "Provide Comfort" ont été menés du côté américain par le chef en second de l'état-major des forces armées américaines, le général Joseph Raltson.

Mise en place après la guerre du Golfe de 1991, l'opération consiste en une force aérienne américano-franco-britannique basée à Incirlik (sud). Son mandat, récemment renouvelé par le parlement turc pour un mois, expire à la fin du mois de juillet.

Ces avions disposent d'un centre de coordination militaire à Zakhô, dans le nord de l'Irak, mais Ankara veut le déplacer en territoire turc.

Mme Albright n'a pas indiqué dans sa déclaration le résultat des entretiens sur ce principal différend entre les deux pays.

En outre, la Turquie s'est récemment plainte du fait que l'opération échappe à son contrôle et a réclamé des modifications dans son commandement et ses structures.

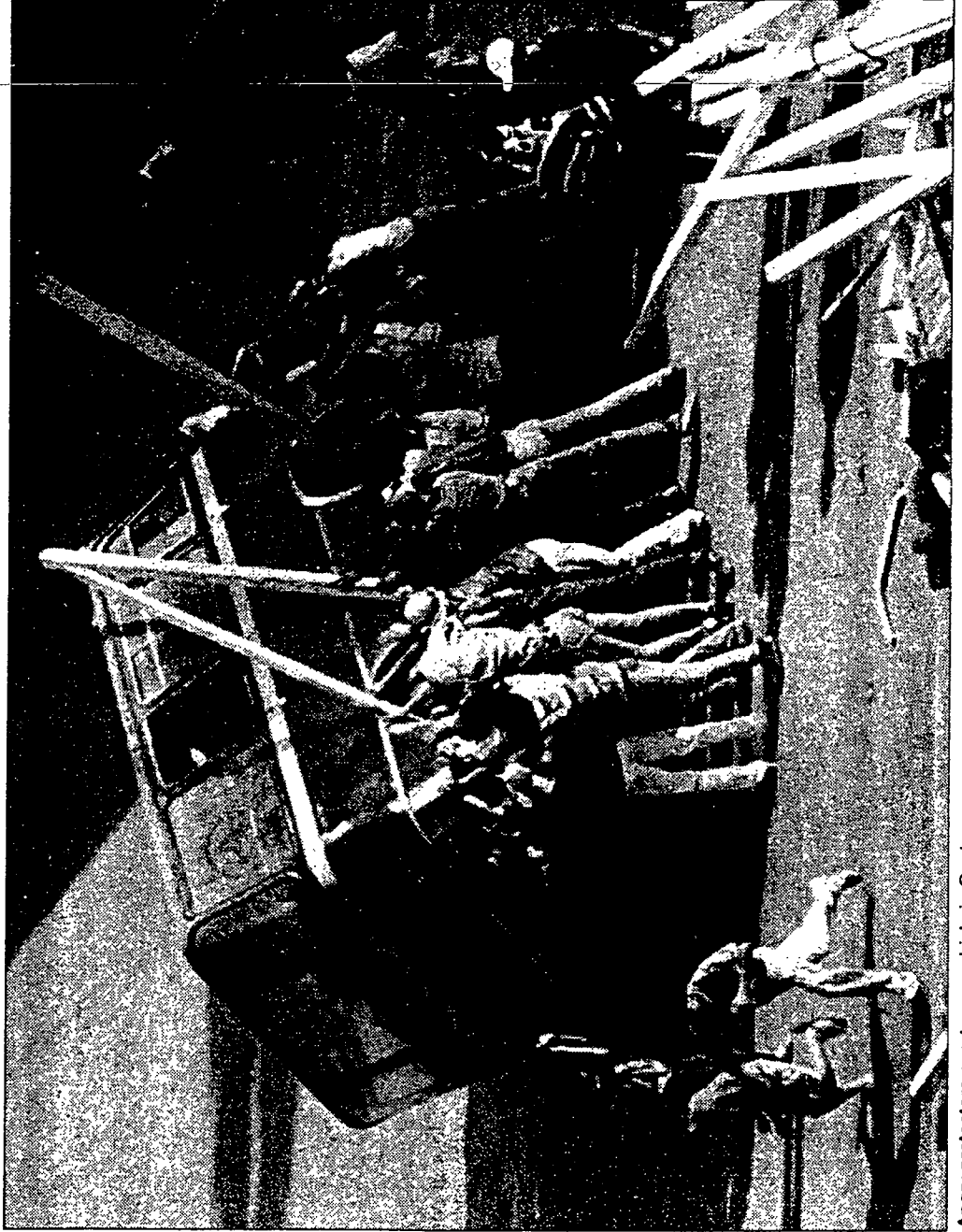
ue/gi/nj tf

AFP /AA1234/201141 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

# Barricades come down in Gaziosmanpaşa quarter as hunger strikes continue

**Roundup:** Police and special teams are now carrying out an operation to catch members of the leftist groups that started the barricade demonstrations



Angry protesters overturn a vehicle in Gaziosmanpaşa.

*Turkish Daily News* SATURDAY, JULY 20, 1996

**By Erdiñ Ergenc**

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Police intervention yesterday resulted in the end of the two-day barricade demonstration in Istanbul's Gaziosmanpaşa district.

Over 100 people were arrested as Istanbul police ended the demonstration, held in support of the hunger strikes in Turkey's prisons and organized by leftist groups in the district. Removing barricades that had been set up by the demonstrators, police broke down the door of the Gazi Cemevi, the Alevi religious meeting house where the protests had centered, using an armoured vehicle. Some demonstrators chained up the door of the Cemevi, but were arrested by police special teams, who threw a gas bomb into the religious centre.

The incident had begun after a crowd had gathered in front of the Gazi Cemevi on Tuesday and barricaded the street declaring they would continue the action until the hunger strikes had ended and the

demands of prisoners been accepted.

The prison hunger strikes, called in protest at what the strikers see as unacceptable conditions in the jails, have turned into death strikes after passing their 61st day, with deaths expected very soon.

Police and special teams are now carrying out an operation to catch members of the leftist groups that started the barricade demonstrations. The protests spread to Nurtepe where another group built a barricade, later removed by the police. Reports from the area indicate that further disturbances may still occur in neighboring districts.

The Governor of Istanbul and the Chief of Police visited the district after the police operation. Interior Minister Mehmet Ağar stated that police had intervened in the incident according to procedures laid down by law.

Ağar pointed out that Turkey was governed by the law and the police had shown

great restraint with the demonstrators.

**Hunger strikes continue**

The Istanbul Bar Association published a press release stating that the protestors in the prisons were near death and the hunger strike should be ended quickly. It was declared that the new decree issued on the prisons was violating the right to defence and it was unacceptable to send people to another city's prisons. According to the law, people should be kept in the jails of the city where they were tried. The Bar Association also pointed out that even one death would violate Turkey's democratic image and the strike should be concluded without stubbornness. The Contemporary Lawyers Association has also sent a petition to the Prime Ministry demanding an end to the hunger strikes. The chairwoman of the Association stated that the strikers were entering a dangerous and critical period and that responsibility for the prisoners lay in the hands of the government.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JULY 20-21, 1996

## UN Calls Off Arms Checks After Iraq Blocks Access

*Agence France-Presse*

UNITED NATIONS, New York — The top UN official verifying Iraqi disarmament announced Friday that he had called off a mission of weapons inspectors to Baghdad after the Iraqi authorities blocked the team for 60 hours.

Rolf Ekeus, chairman of the UN Special Commission for monitoring Iraqi compliance, said the team of experts, which had been searching for concealed weaponry, would concentrate on other tasks under a separate mission after being prevented from gaining access to certain sites.

Under UN resolutions, Iraq must provide immediate, unrestricted and unconditional access to all sites designated by the commission.

But since Tuesday, despite an agreement signed in Baghdad between Mr. Ekeus and Deputy Prime Minister Tariq Aziz on June 22, Iraqi guards have prevented the inspectors from reaching sites.

The Iraqis said the inspectors carrying out snap searches had no right to enter closed "presidential areas."

Mr. Ekeus said that he ended the searches for weaponry Thursday night, when the inspectors returned to their Baghdad hotel having been blocked on the way to facilities they wished to examine.

In Baghdad, meanwhile, Iraqis hit by six years of crippling UN sanctions were pinning their hopes Friday on a swift implementation of an oil-for-food deal after an amended plan to distribute humanitarian aid won UN approval.

On the financial markets, the Iraqi dinar rose slightly against the dollar with the news, trading Friday at 984 dinars to the dollar compared with 997 last week.

The Iraqi dinar has been in free fall since the United Nations slapped oil and trade sanctions on Baghdad following its August 1990 invasion of Kuwait. Before the invasion and seven-month occupation, the dinar was worth 3.2 dollars.

The chief negotiator for Iraq, Abdel Amir Al-Anbari, told journalists at the United Nations that UN Secretary-General Boutros Boutros Ghali had formally approved the food distribution plan in a letter.



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-prisons 2e lead

Mort d'un détenu gréviste de la faim

ISTANBUL, 21 juil (AFP) - Un détenu d'extrême-gauche, Aygun Ugur, qui poursuivait une grève de la faim à la prison d'Umraniye à Istanbul, est mort dimanche après être resté inconscient pendant cinq jours, ont annoncé ses avocats dans un communiqué.

Les autres détenus d'extrême-gauche de la prison refusaient dimanche soir de rendre le corps aux autorités et la situation dans la prison était tendue, ont encore indiqué les avocats.

Aygun Ugur, membre de l'organisation clandestine Parti Communiste de Turquie-Marxiste-léniniste (TKP-ML), est mort parce qu'il refusait de s'alimenter, ont précisé ses défenseurs qui ont indiqué qu'ils avaient été informés par le parquet. Les autorités ont cependant refusé de s'exprimer à ce sujet dimanche en début de soirée.

Selon ses avocats, Aygun Ugur (25), né à Tunceli (est), était en prison depuis 1992. Il était condamné à 12 ans et six mois de détention pour attentat à main armée contre les forces de l'ordre. Il était membre d'une famille de dix personnes, qui avait du quitter le village de Tunceli, évacué par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations menées contre les séparatistes kurdes.

Deux cent dix détenus d'extrême-gauche sont actuellement en grève de la faim dans différentes prisons de Turquie depuis deux mois. Ils réclament une amélioration générale de leurs conditions de détention ainsi que la fermeture de la prison de haute sécurité d'Eskisehir.

Vingt-quatre d'entre eux sont actuellement dans un état grave, dans quatre prisons: Gebze (à Koaceli, ouest), Bayrampasa (Istanbul), Buca (Izmir, ouest) et Iskenderun (sud), selon des militants turcs de défense des droits de l'homme.

Le mouvement de mécontentement des détenus a commencé il y a plus de deux mois par des grèves de la faim tournantes dans plusieurs prisons. Il s'est transformé en grève de la faim totale début juillet.

Il a été déclenché par un décret de l'ancien ministre de la Justice, Mehmet Agar, qui avait pris une série de mesures destinées à "discipliner" les prisons, devenues, selon lui, des "bastions" d'organisations clandestines. Parmi ces mesures figurait la réouverture de la prison de haute sécurité d'Eskisehir, connue pour son système de cellules d'isolement, qui avait été fermée fin 1992, un mois après son ouverture, sous la pression d'une vague de protestations et de grèves de la faim.

Les grévistes de la faim réclament que cette prison soit à nouveau fermée. Ils demandent aussi une amélioration des droits de la défense et à être détenus dans les villes où ils sont jugés.

En 1984, dans une prison d'Istanbul, quatre détenus d'extrême-gauche étaient morts des suites d'une grève de la faim qui avait duré plus de 60 jours.

53.040 détenus se trouvent actuellement dans les 562 prisons turques, selon les chiffres officiels. 8.561 de ces prisonniers sont détenus pour des crimes liés au "terrorisme".

kg/jpa tf

AFP /AA1234/211831

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Libération - 22 juillet 1996

# La grève jusqu'à la mort des détenus turcs 220 militants d'extrême gauche ont cessé de s'alimenter. L'un d'eux est décédé hier.

Istanbul de notre correspondant

« **P**hysiquement, tu ressens la mort s'approcher. On dirait que tu regardes les lointains, mais, en fait, tu ne vois rien. Tu sens que ton corps a commencé à fondre. Tu souffres beaucoup, mais tu ne le sens même plus. Tu oublies tout, jusqu'à ton propre nom et les raisons mêmes pour lesquelles tu luttas... », témoigne Zeyide AK, un ancien détenu politique rescapé d'une « grève de la mort », c'est-à-dire grève de la faim illimitée, il y a dix ans, dans la prison Metris d'Istanbul pour obtenir un allègement des conditions de détention. Il avait tenu quarante jours. Aujourd'hui, pour les mêmes raisons, 220 détenus, pour l'essentiel des militants (ou même des sympathisants) du groupe terroriste d'extrême gauche DHKP-C (ex-Dev Sol, organisation armée qui prône la guérilla urbaine) ont entamé un tel mouvement dans 32 prisons du pays et ne se nourrissent plus, si ce n'est d'eau, de sel et de sucre, depuis maintenant soixante-quatre jours.

« **Discipliner les prisons.** » Aygun Ugur, membre de l'organisation clandestine Parti communiste de Turquie (marxiste-léniniste), est, selon ses avocats, mort hier à la prison d'Umraniye à Istanbul. Pour trois autres jusqu'au-boutistes de la grève de la faim, Erol Ozbolat, Djemal Cakmak et une jeune fille, Bernar Satar, les heures sont désormais comptées. Ils demandent l'amélioration des soins médicaux, l'abolition de la censure sur la correspondance, la liberté de visite des parents et la liberté de mouvement entre les cellules d'une même prison. Ils veulent la fin de la torture et des mauvais traitements dans les pri-

sons, les postes de police et de gendarmerie, régulièrement dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme. Les détenus politiques kurdes ont arrêté la « grève de la mort » le 15 juillet dernier tout en continuant par solidarité des grèves de la faim, exigeant notamment la reconnaissance du statut de prisonniers de guerre aux militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre le pouvoir central depuis douze ans dans le Sud-Est anatolien). Le mouvement a été déclenché par un décret de l'ancien ministre de la Justice, Mehmet Agar, qui avait pris une série de mesures destinées à « discipliner » les prisons, devanues, selon lui, des « *bas-tions* » des organisations clandestines.

Le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice du gouvernement de coalition du Premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, ont promis d'améliorer les conditions de détention, mais ces concessions ont été jugées insuffisantes par les grévistes. L'Ordre des médecins, les organisations professionnelles des juristes et les associations des droits de l'homme alertent l'opinion sur « l'état d'au moins une vingtaine de prisonniers, au seuil de la mort ». Et ils semblent décidés à aller jusqu'au bout. « *Quand nous avons pris la décision de la grève de la faim en 1989, les détenus les plus passifs, les sympathisants étaient au premier rang de la liste pour participer à l'action. Pour eux, la grève de la faim était une*

sorte de libération. Quand on n'a aucune liberté, aucun moyen, ni voix, ni stylo, le corps devient une arme toute puissante... », explique Macit Tunç, ancien détenu de la tristement célèbre prison de Diyarbakir, capitale du Sud-Est anatolien à majorité kurde, où les militants kurdes ont plusieurs fois lancé de tels mouvements désespérés de protestation. Il se rappelle également, alors qu'ils en étaient à leur quarante-troisième jour sans aliment, la visite d'une équipe de médecins: « *Ils nous avaient dit qu'il était physiquement et médicalement impossible de survivre. Nous vivions à nos convictions et notre volonté.* »

La « grève de la mort » d'aujourd'hui a trouvé un large écho dans l'opinion publique turque et a créé un vaste mouvement de solidarité. Les médias également n'ont pas pu, cette fois, fermer les yeux. Même les télévisions, notamment les réseaux privés, ont commencé à « couvrir » l'événement malgré les pressions des autorités. Ainsi, un caméraman qui avait pu clandestinement filmer la cinquième neuvième journée de 10 grévistes de la faim dans une prison d'Istanbul n'a pas pu diffuser son reportage après une intervention directe du cabinet du Premier ministre, Necmettin Erbakan.

« **Manifestations de parents.** Les parents des détenus grévistes de la faim ont, en outre, commencé pour la première fois à s'organiser. Ils se voyaient seulement dans les files d'attente pour les rares visites, se connaissant juste de vue, même si quelques-uns appartenaient à l'Association des parents de détenus, plusieurs fois interdite. Depuis maintenant plus de deux

mois, ils multiplient les manifestations pacifiques devant les portes des prisons ou celle du ministère de la Justice ainsi que sur les places publiques, régulièrement matraqués par les forces de l'ordre et mis sous étroite surveillance policière. « *Avant, on restait chez nous dans l'attente d'une lettre ou de la visite d'un ami libéré qui nous racontait ce qui se passait vraiment là-bas. Maintenant, nous essayons de vraiment sensibiliser les gens, mais c'est difficile.* », raconte Husein Bagci, père de Bulent, qui est en train de mourir dans la prison d'Eskehir.

« **Accusations de manipulation.** Les autorités accusent les grévistes de la faim d'être manipulés par les organisations terroristes. Les rapports avec les médias ne sont pas toujours simples: « *Les télévisions nous assaillent de demandes d'interviews mais passent au mieux quelques secondes dans les journaux télévisés et souvent nous font dire ce que nous n'avons pas dit.* », souligne un autre proche des « grévistes de la mort ». Les mères, souvent de vieilles femmes des régions rurales portant le foulard traditionnel, ont, en outre, lancé leur propre association, l'Organisation des mères, avec des mots d'ordre tels que « *Salut à nos fils et nos filles qui ne capitulent pas, même devant la mort.* » dont la rhétorique gauchiste pourrait prêter à sourire s'il n'y avait la réalité de la tragédie en cours. Hariye Dogan, dont la fille Serife est entre la vie et la mort dans la prison de Sakarya, veut croire que, finalement, les autorités vont céder: « *Aucun responsable politique ne voudra passer pour assassin, surtout vis-à-vis de l'opinion mondiale.* » ●

MUSA AKDEMIR

Turquie-Prisons prev

Les grèves de la faim dans les prisons nouveau problème pour la Turquie  
par Hervé COUTURIER

ANKARA, 23 juil (AFP) - La Turquie est menacée d'une nouvelle dégradation de son image à l'étranger avec les grèves de la faim dans ses prisons, où deux détenus, l'un Aygun Ugur et l'autre Altan Berdan Kerimgiller, sont décédés dimanche et mardi.

Quelques organisations étrangères, dont la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), ont immédiatement réagi au décès d'Aygun Ugur, 25 ans, appelant Ankara à prendre des mesures pour améliorer les conditions de détention dans les prisons, ce que réclament les grévistes.

De son côté, le gouvernement n'a pas encore réagi et n'a fait aucun commentaire sur la mort des deux détenus.

Mardi, le nombre des détenus refusant toute nourriture est monté à 277, avec la participation de 52 nouveaux détenus, selon des sources proches des grévistes. Au 65ème jour du mouvement, les grèves de la faim se poursuivent ainsi dans 16 prisons à travers le pays.

Le Parti et Front Révolutionnaire de Libération Populaire (DHKP-C, anciennement Dev-Sol auquel aurait appartenu Altan Berdan Kerimgiller), qui prône la guérilla urbaine, est un des principaux meneurs du mouvement, auquel au moins six autres groupes d'extrême-gauche prennent un rôle actif.

Les détenus séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ne participent pas à ce mouvement.

Aygun Ugur est mort à la prison d'Umraniye à Istanbul. Membre du Parti Communiste de Turquie-marxiste-léniniste (TKP-ML, clandestin), il purgeait une peine de 12,5 ans pour attaque à main armée contre des policiers.

Quant à Kerimgiller, incarcéré depuis 1992 sans jugement, il est mort dans la matinée à la prison de Bayrampasa à Istanbul. Il souffrait d'hémorragie interne et était dans le coma, ont déclaré à l'AFP ses avocats.

Leur décès pourrait être suivi d'autres. Le procureur général d'Istanbul Ferzan Citici a indiqué lundi que quatre grévistes étaient "dans un état critique" dans deux prisons de la ville.

Des militants des droits de l'Homme avaient affirmé dimanche que le nombre des détenus dans un état grave allait jusqu'à 24.

La mort d'Aygun Ugur a été annoncée par ses avocats sans susciter beaucoup d'émotion en Turquie, l'extrême-gauche, souvent violente, n'ayant guère la cote dans le pays.

Les médias officiels ont attendu plusieurs heures avant d'en faire état, de manière succincte. Les grands journaux l'ont annoncée eux aussi brièvement, seuls les journaux de gauche lui donnant une large place, avec des commentaires critiques du gouvernement.

Le Turkish Daily News, journal en langue anglaise lu principalement par la communauté étrangère, résume mardi le dilemme posé aux autorités turques, entre la nécessité de maintenir l'ordre dans les prisons et celle de respecter les droits de l'Homme.

"Certains des grévistes sont des militants condamnés pour des actes terroristes (...), ils ont tué et blessé des innocents et doivent payer pour leurs crimes", écrit ainsi l'éditorialiste du journal.

"Mais en même temps, ajoute-t-il, il ne faut pas laisser ces grèves de la faim dégénérer et créer des problèmes inutiles à la Turquie sur le plan des droits de l'Homme. Même les terroristes sont des êtres humains et doivent être traités comme tels".

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

Le mouvement a été déclenché par un décret de l'ancien ministre de la Justice, Mehmet Agar, qui avait pris une série de mesures pour "discipliner" les prisons, devenues selon lui des "bastions" d'organisations clandestines. Dans les prisons turques, les détenus vivent ensemble et non en cellules individuelles.

Parmi ces mesures figurait la réouverture de la prison d'Eskisehir connue pour son système de cellules d'isolement, qui avait été fermée fin 1992, un mois après son ouverture, sous la pression d'une vague de protestations et de grèves de la faim.

Les grévistes de la faim réclament que cette prison soit à nouveau fermée. Ils demandent aussi une amélioration des droits de la défense et à être détenus dans les villes où ils sont jugés.

HC/pht EAF  
AFP /AA1234/231245 JUL 96

---

Turquie-Prisons-doc prev  
Les prisons turques (encadre)

ANKARA, 24 juil (AFP) - Les prisons turques, où près de 300 détenus d'extrême gauche sont en grève de la faim pour obtenir des améliorations de leurs conditions de détention, sont au nombre de 562 et quelque 53.000 personnes y sont incarcérées.

Sur ce nombre, 8.961 détenus ont été condamnés ou inculpés pour des actes liés au terrorisme, selon des chiffres officiels.

Ceux-ci incluent des membres des mouvements d'extrême gauche clandestins, des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et une poignée de militants d'extrême droite.

Les membres du PKK ne participent pas au mouvement de grèves de la faim.

Le fer de lance de ce mouvement est le Parti et front révolutionnaire de libération nationale (DHKP-C), anciennement Dev-Sol, qui prône la guérilla urbaine. Six autres groupes d'extrême gauche, dont le PC de Turquie marxiste-léniniste (TKP-ML), participent également.

Les deux principaux foyers du mouvement sont deux prisons d'Istanbul, connues pour leur ambiance explosive, Bayrampasa côté européen et Umraniye côté asiatique. La prison de Buca près d'Izmir (ouest) est également un important centre du mouvement.

Selon des chiffres officiels, 32 personnes sont mortes dans les prisons turques depuis 1980 soit dans des grèves de la faim, soit dans la répression de révoltes. Les organisations des droits de l'homme estiment ce chiffre en dessous de la réalité.

hc/nev eaf  
AFP /AA1234/241346 JUL 96

---

Turquie-Kurdes  
17 rebelles kurdes et 3 soldats turcs tués dans des affrontements

ANKARA, 24 juil (AFP) - 17 rebelles kurdes et trois soldats turcs ont été tués récemment au cours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, selon un communiqué publié par le gouverneur régional du sud-est mercredi.

Selon ce communiqué, 17 rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été tués par l'armée, tandis que trois soldats sont morts au cours de deux affrontements qui ont eu lieu dans les provinces de Hakkari et Mus. Aucune date n'était précisée.

ue/hc/gi/nev tf  
AFP /AA1234/241308 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Lorsque le Refah se trouvait dans l'opposition, avant d'arriver au pouvoir au sein d'une coalition gouvernementale formée fin juin avec le Parti de la Juste Voie (DYP, droite) du ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller, il se prononçait obstinément pour le départ de cette force alliée, accusée de favoriser la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak par les Kurdes de ce pays qui contrôle la région depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Elle est également soupçonnée de favoriser les rebelles du PKK, qui trouvent refuge dans le nord de l'Irak, en profitant de la vacance d'autorité qui y prévaut depuis le printemps 1991.

Le parlement turc doit se prononcer le 30 juillet sur le sort de la force multinationale.

Les grèves de la faim, observées depuis début mai par des détenus membres d'organisations clandestines d'extrême-gauche dans les prisons turques et qui ont déjà causé la mort de six grévistes depuis dimanche, ont également été examinées par le conseil, indique le document, sans autre précision.

CE/mmr tf  
AFP /AA1234/252018 JUL 96

#### Turquie-kurdes

Des appareils turcs bombardent des camps kurdes dans le nord de l'Irak

ANKARA, 25 juil (AFP) - Des appareils militaires turcs F-16 et F-4 ont bombardé jeudi cinq camps kurdes tenus par les séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, selon l'agence turque Anatolie.

Les appareils sont rentrés à leurs bases de Diyarbakir et Malatya, dans le sud-est du pays, après avoir infligé de lourdes pertes dans ces camps tenus par le PKK près de la frontière turque, selon Anatolie.

Ce type d'attaques aérienne est fréquent depuis plusieurs années. Les combats entre les forces turques et le PKK ont fait plus de 22.000 morts en douze ans.

ue/hc/es  
AFP /AA1234/251629 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996

# Un troisième gréviste de la faim est mort dans les prisons turques

## Neuf détenus, en grève depuis plus de deux mois, seraient dans le coma

La situation dans les prisons turques s'est aggravée, mercredi 24 juillet, avec la mort d'un troisième gréviste de la faim. Au total, deux cent soixante-dix-sept prisonniers, appartenant pour la plupart à des organisations politiques d'extrême gauche, poursuivent le mouvement – commencé depuis soixante-sept jours – dans seize prisons du pays. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

UN GRÉVISTE de la faim est mort, mercredi 24 juillet dans la matinée, à la prison de Bayrampasa, à Istanbul, ont annoncé ses avocats. C'est le troisième qui décède dans les prisons turques après la mort d'Aygun Ugur, dimanche (*Le Monde* du 24 juillet) et d'Altan Berdan Kerimgiller. Ilginc Ozkeskin, trente-cinq ans, était tombé dans le coma mardi soir. Arrêté en 1994, Ilginc Ozkeskin était accusé, dans son procès toujours en cours, d'être membre du Parti et Front révolutionnaire de libération populaire (DHKP-C).

Ce mouvement clandestin d'extrême gauche, dont était également membre Altan Berdan Kerimgiller, vingt-huit ans, autre gréviste de la faim, décédé mardi à la prison de Bayrampasa, prône la guérilla urbaine et a commis de nombreux assassinats. Le Parti et Front révolutionnaire de libération populaire est le principal meneur du mouvement de grèves de la faim dans les prisons turques, auquel d'autres formations illégales d'extrême gauche prennent également une part active.

Neuf détenus, en grève de la faim depuis environ deux mois à la prison de Bayrampasa, à Istanbul, sont actuellement dans le

coma, a pour sa part affirmé, mardi, l'Association des médecins d'Istanbul. Si rien n'est fait rapidement pour les sauver, « ces détenus vont mourir », a affirmé Sebnem Korur Fincanci, secrétaire générale de l'association. Ils mourraient mourir même s'il était mis fin au mouvement de grèves de la

Quelque 277 détenus, appartenant pour la plupart à des groupes politiques de gauche illégaux, observent cette grève de la faim, dans seize prisons du pays, depuis plus de deux mois. Ils demandent une amélioration générale de leurs conditions de détention et la fermeture de la prison

tants rassemblés dans le faubourg de Sarigazi, sur la rive asiatique du Bosphore.

Le ministre turc de la justice, Sevkettin Kazan, a rejeté, mardi, sur les organisations d'extrême gauche la responsabilité des grèves de la faim. Dans un discours à l'Assemblée nationale consacré à cette crise, M. Kazan a regretté la mort des détenus et promis une « initiative » prochaine pour mettre fin au mouvement. Mais il a aussi vivement condamné les groupes d'extrême gauche : « Nous regrettons les morts, mais les responsables en sont les dirigeants des organisations clandestines qui ont donné l'ordre à leurs adhérents de mourir. »

Les prisons d'Umraniye et de Bayrampasa, à Istanbul, où sont survenus les trois décès, « sont sous le contrôle d'organisations terroristes dont les chefs ont imposé le mouvement de grève », a ajouté le ministre. M. Kazan, qui est l'une des principales figures du Parti de la prospérité (islamiste, au pouvoir), avait annoncé des mesures d'apaisement, après sa prise de fonctions au mois de juillet, qui ont été considérées comme insuffisantes par les détenus. – (AFP, Reuter.)

### Paris souhaite des « mesures d'apaisement »

A Paris, le ministère français des affaires étrangères a souhaité que des « mesures d'apaisement » puissent mettre un terme à ces grèves de la faim. « L'amélioration des conditions de détention en Turquie est l'un des éléments nécessaires à l'amélioration des droits de l'homme en général, situation à laquelle nous sommes particulièrement attachés », a déclaré Jacques Rummelhardt, porte-parole du Quai d'Orsay. « Nous avons pris acte de l'annulation des mesures restrictives prises par le prédécesseur de l'actuel ministre (turc) de l'intérieur. Nous espérons que ce geste encourageant sera suivi de mesures d'apaisement pour trouver une issue à ce mouvement de grève de la faim », a-t-il ajouté.

faim, qui est entré dans son soixante-septième jour mercredi. « Une grève de la faim de cette durée endommage le système nerveux, le cerveau et d'autres organes, et peut causer, même si la mort est évitée au dernier moment, des désordres physiologiques graves et incurables », a-t-elle ajouté.

de haute sécurité d'Eskisehir (Centre). Plus de cinquante personnes ont été interpellées et plusieurs autres blessées parmi les manifestants qui protestaient, mardi à Istanbul, après la mort des deux détenus en grève de la faim. Les gendarmes sont intervenus contre quelque 150 manifestants

Libération - 25 juillet 1996

# Décompte mortel en Turquie

Un troisième détenu gréviste de la faim est décédé hier à Istanbul.



Des policiers interpellent une manifestante qui soutenait les détenus grévistes de la faim, mardi dans la banlieue d'Istanbul.

## Istanbul intérim

**U**n troisième détenu en grève de la faim, Ilginc Ozkeskin, 35 ans est mort hier dans la prison de Bayrampasa alors que le mouvement continue de se durcir. Au 66<sup>e</sup> jour de grève de la faim «à mort» de près de 300 militants d'extrême gauche, les autorités se contentent de comptabiliser les décès, et de prévenir toute manifestation pouvant dégénérer en émeute. Près de 500 personnes ont ainsi été interpellées à Istanbul, foyer de la contestation, depuis dimanche, date du premier décès.

Le ministre de la Justice, Sevket Kazan, islamiste convaincu et grand baron du Refah (le Parti

de la prospérité du Premier ministre Necmettin Erbakan) est quand même venu hier depuis Ankara pour rencontrer les différentes autorités en charge de ce dossier devenu de plus en plus embarrassant. Il n'a pas daigné entrer en contact avec les leaders de la protestation comme il s'était refusé les jours précédents à recevoir leurs familles. Au terme de sa visite, il a repoussé l'idée d'accéder aux moindres des revendications des grévistes afin «de ne pas leur donner raison», demandant aux associations de défense des droits de l'homme d'intervenir pour qu'ils cessent d'eux-mêmes cette action, faute de quoi il prendrait des «mesures sévères pour y

mettre un terme». Ces organisations se sont refusées à toute initiative qui contredirait la volonté des détenus.

La mobilisation croissante autour de ce que les syndicats dénoncent comme un «massacre» commence peu à peu à se faire sentir. Peu de politiques toutefois montent au créneau. L'Association des juristes contemporains a déclaré qu'elle allait demander la radiation de Sevket Kazan, avocat de formation, et estimait qu'il n'y avait «rien à attendre de cet homme qui a défendu les meurtriers» des 37 intellectuels alevites, tués à Sivas en 1993, dans l'incendie de leur hôtel par des militants islamistes...

Mardi matin, les deux écrivains,

Yaser Kemal et Orhan Pamuk, ainsi que le musicien Zülsü Livanelli ont pris position au cours d'une conférence de presse pour dénoncer l'acharnement et l'immobilisme du pouvoir. Accusant le ministre d'avoir «*déclenché la guerre sainte contre les détenus*», Yaser Kemal, qui s'est illustré ces dernières années en demandant

l'arrêt de la répression contre les Kurdes et, de ce fait, plusieurs fois poursuivi par la Cour de sûreté de l'Etat, a réclamé le respect minimum des droits de l'homme pour les prisonniers politiques. «*L'important n'est pas le lien de ces hommes avec des organisations clandestines mais la situation d'urgence qui est la leur; des hommes meurent, ne cherchez pas des prétextes...*»

Le quotidien *Cumhuriyet* a publié hier des extraits du rapport remis le 15 juillet au nouveau ministre de la Justice sur la situation dans les prisons turques. Il y est fait notamment mention du nombre important de prévenus incarcérés sans jugement: 4.909, sur un total de 8.652 détenus pour affaires de terrorisme, dont 4.878 appartenant à des formations de gauche et d'extrême gauche (incluant les militants du PKK). Altan Berdan Kerimgiller, mort mardi, était ainsi emprisonné depuis plus de quatre ans sans jugement mais les faits qui lui étaient reprochés risquaient de lui coûter la peine de mort (pas appliquée en Turquie). Seuls 2.852 personnes,

**«L'important n'est pas le lien de ces hommes avec des organisations clandestines mais la situation d'urgence qui est la leur; des hommes meurent, ne cherchez pas des prétextes...»  
Yaser Kemal, écrivain**

actuellement incarcérées pour activisme politique violent, ont été à ce jour jugées. Une enquête remise au précédent ministre de la Justice avait par ailleurs mis en relief la brutalité des opérations de répression menées contre les émeutiers de la prison d'Umraniye en janvier, au cours desquelles trois personnes

avaient été tuées. Plusieurs responsables de cette prison avaient alors été démis de leurs fonctions.

La gestion des prisons est une question de plus en plus brûlante. Le gouvernement de coalition entre le Parti de la juste voix (droite) et le Parti républicain du peuple (social-démocrate), tombé en décembre, avaient laissé les formations marxisantes illégales instaurer leurs propres règles derrière les murs des prisons. Les détenus ont par exemple toute latitude de communiquer avec l'extérieur, par fax ou même par téléphone portable, de prendre des photos ou de tourner des images vidéo de leurs réunions... Ces images sortent facilement des centres de détention et se retrouvent régulièrement dans les différents organes de propagande de la mouvance, tel *Kurtulus*. Hommes et femmes y vivent enfin dans les mêmes dortoirs à l'instar des prisonniers de droit commun.

C'est la décision de changer cet état de fait en isolant les pri-

sonniers politiques qui avait provoqué la colère des détenus en mai. Il était question également de «*dispenser*» ces militants regroupés dans les prisons d'Istanbul et d'Izmir. C'est dans ce but que devait être réouverte la prison de haute sécurité d'Eskisehir, baptisée «*Le cercueil*», que Sevket Kazan avait visitée dès son arrivée au pouvoir. Les détenus réclamaient également le droit de visite de leurs parents et proches, de même que le droit d'être incarcérés dans la ville où ils doivent être jugés, pour mieux assurer leur défense. Dernière réclamation: celle d'avoir accès à un minimum de soins médicaux et de ne plus subir de mauvais traitements lors des transports hors des centres de détention.

Pour l'instant, le bras de fer se poursuit, avec probablement son lot de décès à venir. Le nombre des détenus dans le coma (une trentaine en tout) laisse en effet peu d'espoir que le bilan en reste là ●

JÉRÔME BASTION



LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996

Le Monde

ÉDITORIAL

**I**LS avaient moins de quarante ans. Tous trois étaient turcs, militants d'organisations d'extrême gauche et emprisonnés pour une série d'actions violentes dans leur pays. Ils viennent de mourir au fond de leurs cellules des suites de deux mois de grève de la faim. Ils appartenaient à des mouvements marginaux, pratiquant volontiers le terrorisme, mais n'entendaient pas, avec ce jeûne, promouvoir leur cause. Ils avaient un objectif plus simple : dénoncer leurs conditions de détention. Ils sont les premières victimes d'un mouvement entrepris par plus de deux cents autres prisonniers politiques turcs, dont plusieurs sont déjà dans le coma. Ils apportent une nouvelle preuve, tragique, d'une situation bien établie, mais qu'aucun des alliés occidentaux d'Ankara ne veut dénoncer ouvertement : membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, liée à l'Union européenne par un accord de facilités douanières, la Turquie est un pays malade de la torture, malade de ses prisons.

On a toujours préféré se voiler les yeux à Washington, Bruxelles, Paris, Londres ou Bonn, tant la Turquie est un allié stratégique d'importance. Mais le terrible événement qui s'annonce dans les prisons turques - la mort

## Morts dans les prisons turques

possible de plusieurs dizaines de grévistes de la faim - était prévisible. A l'instar de toutes les autres organisations humanitaires, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dressait l'an passé un tableau terrifiant des prisons turques. Les mauvais traitements et autres tabassages à coups de barre de fer y sont systématiques, la torture coutumière, les viols monnaie courante, les conditions sanitaires cauchemardesques, la nourriture immangeable, l'entassement inhumain, etc.

Jour après jour, c'est *Midnight Express* - ce film retraçant le calvaire d'un jeune Américain emprisonné en Turquie - pour des milliers de malheureux. Sans avoir été démen-

tie, à notre connaissance, la FIDH citait des chiffres qui devraient faire réfléchir le Conseil de l'Europe : 147 détenus ont été portés « disparus » dans les prisons turques en 1995 et, la même année, 63 autres sont morts sommairement exécutés ou victimes de la torture.

En janvier dernier, déjà, un formidable mouvement de mutinerie avait été déclenché dans les prisons, pour les mêmes raisons. Il avait été réprimé dans le sang. Un journaliste turc qui enquêtait sur le mouvement a été assassiné par la police, le crâne défoncé à coups de crosse. Quelques semaines auparavant, la Turquie venait de signer l'accord d'union douanière la liant à l'Union européenne.

La Turquie n'est plus une dictature. En décembre, elle a prouvé une fois de plus que les élections se déroulaient sur son territoire de la manière la plus libre. Sa presse est combative, sa vie politique ouverte, sa justice plus moderne. Mais la nuit qui règne dans ses prisons et l'ignoble guerre qu'elle mène contre ses Kurdes empêchent qu'elle s'ancre davantage dans le camp européen. En ne le lui disant pas, ses alliés du Conseil de l'Europe et de l'OTAN ne lui rendent pas service. Ils sont même un peu complices.

ԿԱՍԻ  
gank

ՊԱՐՏՐԱԿ - ՊՈՒՏԻԵՆ ԱՐՄԵՆԻԵՆ

JEUDI, 25 JUILLET 1996  
12 ANNEE, N° 2043

### TURQUIE-KURDES

## Une association islamiste des Droits de l'Homme dénonce les déportations de Kurdes

**D**ans un rapport de mission rendu public le 10 juillet à Istanbul, cette importante association islamiste accuse l'État de « ne pas respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme et de pratiquer en fait une large déportation des Kurdes sous couvert de migrations devant le terrorisme ». Mazlum-Der appellent les forces de sécurité et les responsables turcs « à renoncer à leurs pratiques inhumaines et contraires au Droit envers la population du sud-est ». Les 5 membres de cette mission, dont 3 femmes, ont enquêté principalement dans les villes de Semsdinli, Yüksekova, Van, Diyarbakir, Elazig, Palu, Pertek, Tunceli, Adana et Mersin particulièrement touchées par les déplacements des populations. Ils affirment que « les Unités Spéciales de l'armée leur ont interdit l'accès de certains villages et les ont constamment suivis ». « Il serait injuste de qualifier de migration ce qui est vécu dans la région » souligne le rapport qui parle d'une « persécution aux dimensions dépassant l'entendement et toutes sortes de pratiques de déportations ». En conclusion, la mission attire l'attention sur « les

conséquences effroyables des déportations», évoque la situation des villes comme Diyarbakir, Adana, Mersin et Antalya «qui subissent une véritable invasion de vendeurs à la sauvette, les épidémies de pneumonie, de bronchites, et, le véritable désastre de l'enseignement». Le rapport indique aussi qu'à la suite des déplacements de populations, les villes de la côte méditerranéenne comme Adana, Mersin et Antalya sont devenues des villes à majorité kurde et que de ce fait de vives tensions opposent les habitants originels de ces villes qui n'acceptent pas que leurs cités soient devenues des «villes kurdes». Dans chacune de ces villes, Kurdes, Arabes et Turcs vivent désormais dans des quartiers séparés où on ne vend pas de logement à des gens «d'une autre nationalité».

**Voici, selon ce rapport, le nombre de Kurdes déplacés installés dans les principaux sites d'accueil, qu'il estime au total à 4.185.000 personnes**

Diyarbakir :	1.150.000
Adana :	1.200.000
Sanliurfa :	450.000
Gaziantep :	400.000
Van :	350.000
Mardin :	250.000
Batman :	230.000
Elazig :	70.000
Hakkari :	50.000
Malatya :	35.000

Au cours de leur conférence de presse du 10 juillet (cf. *Milliyet* du 11 juillet), peu répercutée par les media turcs, les membres de cette mission ont appelé l'État à «renoncer aux solutions militaires du problème kurde, à supprimer le système de milices locales dites protecteurs de village, à aider les populations déplacées en leur fournissant notamment des emplois et des logements et en payant aux chômeurs une indemnité de survie, à mettre fin à la pratique routinière de gardes à vue et d'arrestations arbitraires, d'exécutions sans jugement, de tortures et de disparitions et à donner à l'identité kurde des moyens de s'exprimer librement».

### **Les promesses d'Erbakan**

Après avoir décidé le 9 juillet une hausse de 50% des salaires des fonctionnaires, le Premier ministre islamiste, à l'issue de son entretien avec le chef d'état-major des armées a cru pouvoir annoncer le 11 juillet «la bonne nouvelle du retour prochain des paysans déplacés dans leurs villages et hameaux évacués». Erbakan a affirmé que c'est le général Karadayi, chef d'état-major, qui l'avait autorisé à faire cette annonce spectaculaire. Cependant, l'effet d'annonce et les manchettes de journaux passés, l'armée a fait une mise au point en précisant que le chef militaire avait simplement indiqué que «les progrès dans le domaine de la lutte contre l'organisation terroriste PKK rendaient possible le retour progressif des paysans dans certaines zones où la sécurité est désormais assurée». Il n'y a pour l'instant aucun calendrier ni mesures concrètes pour le retour dans ces trois mille villages (officiellement 2421 villages et hameaux fin 1995, selon *Hurriyet* du 12 juillet), non seulement évacués mais détruits et rendus impropres à l'habitation. Les vignobles, les potagers, les vergers qui assuraient la subsistance de ces paysans ont été brûlés par l'armée, le bétail abattu ou pillé. Cette région qui par ses ressources agricoles nourrissait la Turquie et lui permettait même d'exporter de la viande et des céréales est aujourd'hui dévastée. Les correspondants de presse accourus dans la région, n'ont pas manqué d'évoquer la difficulté de faire repartir la vie dans ces champs de ruines et de demander l'élaboration d'un véritable plan économique de reconstruction si le gouvernement est sérieux dans ses promesses de retour de paysans. En attendant, l'armée continue d'évacuer et de brûler de nouveaux villages. Ainsi, au cours de la deuxième semaine de juillet, 3 villages du district de

Hazro de la province de Diyarbakir, ont été brûlés avec leurs récoltes. D'autres villages sont évacués dans le district Gürpınar de Van.

La décision du ministre islamiste de la justice d'abroger les circulaires répressives de son prédécesseur n'a pas eu les effets escomptés non plus sur les grèves de la faim dans les prisons; la plupart des autres revendications des grévistes restant sans réponse, ceux-ci poursuivent leur mouvement «jusqu'à la mort». Erbakan n'a eu d'autre parade que d'user de sa prérogative de Premier ministre pour interdire aux télévisions d'évoquer les suites de ces grèves. Jusqu'ici les seules mesures concrètes de la coalition à direction islamiste concernent la décision de construire une mosquée géante sur la place Taksim, au coeur de Petra, district européen d'Istanbul, la transformation éventuelle de la basilique Sainte-Sophie en mosquée et l'élaboration d'un décret portant sur les mutations d'environ 1600 juges et procureurs considérés comme «hostiles» par les islamistes. Ceux-ci cherchent à placer à des postes-clé leurs propres partisans mais la partie semble particulièrement difficile tant cela ressemble à une OPA islamiste sur l'État et ses institutions.

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST - 26 juillet 1996

## Ombres sur la Turquie

par Bernard Venin

**O**N le savait déjà depuis longtemps : les geôles turques ont une détestable réputation. Déjà, au début de 1995, le Conseil de l'Europe avait eu des mots très durs au sujet du traitement sévère réservé aux prisonniers politiques — pour la plupart des militants d'extrême gauche ou encore des nationalistes kurdes incarcérés pour des délits d'opinion ou des actes de violence.

Le décès d'un sixième gréviste de la faim, dans une prison de l'ouest du pays, ne fait que confirmer l'aggravation d'une situation marquée un peu partout par une violation accélérée des droits de l'homme.

Au-delà de la revendication — allant jusqu'au sacrifice ultime — de ces mutins de l'ombre, pour obtenir des conditions de détention moins cruelles et plus décentes, ce qui semble se dessiner dans l'ancien empire ottoman, c'est une crise profonde d'identité. Une crise dont l'issue sera déterminante non seulement pour l'avenir de toute la région méditerranéenne, mais également pour celui de notre continent.

Située entre Europe et Asie, la Turquie occupe, en effet, depuis longtemps une place tout à fait à part dans le monde musulman. Cette singularité, elle la doit à un homme d'exception, Mustapha Kemal — ce ne fut d'ailleurs pas un tendre —, qui eut à partir de 1923 le mérite et le courage de lui façonner un visage moderne, plus ouvert vers

l'extérieur. En moins de vingt ans, Kemal, dit Atatürk, bouleversa la vieille structure des califes et des sultans. Il libéra partiellement la femme de la subordination ancestrale à laquelle elle était soumise depuis des lustres, imposa l'alphabet latin pour l'écriture de la langue nationale et même s'il se servit de l'islam pour lutter contre l'occupant occidental, l'empêcha ensuite par tous les moyens de gagner du terrain. Cette séparation du temporel et du spirituel aux portes de l'Orient, cette laïcité avant l'heure, intrigua et choqua l'ensemble du monde musulman. L'ennui, c'est qu'en dépit de ses affirmations, cet agitateur éclairé — mort en 1938 — ne sut pas très bien transmettre à ses successeurs tout ce qui fait une démocratie authentique. Bien que d'essence parlementaire, le régime reste marqué par un autoritarisme musclé à l'égard de ses opposants. La guerre qu'il mène actuellement contre la révolte kurde en est la preuve. Si l'on ajoute à cela le développement d'une corruption généralisée, on comprendra mieux le renouveau d'un islam pur et dur — la venue au pouvoir de M. Erbakan en est l'illustration — qui peut avoir ainsi la tentation de jouer le rôle du «chevalier blanc» en mettant sur le dos de cette démocratisation hésitante et incertaine, tous les malheurs présents et à venir de la Turquie moderne. Inquiétant.

Libération - 26 juillet 1996

# Turquie: nouvelles morts en prison

## Trois grévistes de la faim ont succombé hier, alors que le mouvement s'étend.

Istanbul intérieur

Trois nouveaux grévistes de la faim sont morts hier dans les prisons turques, portant à six le nombre des détenus d'extrême gauche qui, depuis dimanche dernier, ont succombé dans ce mouvement désespéré entré hier dans son 67<sup>e</sup> jour. Hier, les hélicoptères de la police ou de la gendarmerie n'ont cessé de bourdonner dans le ciel d'Istanbul. La ville n'avait pas connu une telle tension depuis le 1<sup>er</sup> mai, où des réunions publiques autorisées sous une étroite surveillance policière avaient dégénéré en émeutes violentes, se soldant par le lynchage d'un policier. Cette même fureur désespérée règne depuis plusieurs jours dans les banlieues misérables où les groupes gauchistes clandestins sont bien implantés. Depuis une semaine, les incidents se multiplient, prenant pour cibles tous les symboles de l'État. Le quartier de Gazi Osman Pasa, peuplé en majorité d'alevis (secte musulmane progressiste) au nord de la ville, fut le premier à réagir dès dimanche avec une journée passée à ériger des barricades que la police démantela sans trop de brutalités. Le lendemain, des bus municipaux furent incendiés à Maltepe, sur la rive



Les gendarmes turcs tentent d'étendre un bus incendié lors d'une manifestation de soutien aux grévistes de la faim qui a dégénéré, mardi dans la banlieue d'Istanbul.

asiatique du Bosphore, par des commandos armés et cagoulés du TKP-ML (Parti communiste marxiste-léniniste de Turquie), auquel appartenait le premier gréviste de la faim, décédé. Les autres faisant partie du mouvement Dev-Sol. A partir de mercredi, la tension s'est étendue à plusieurs autres villes. A Tarsus, dans le sud-est, d'où était originaire l'une des premières victimes, 700 personnes environ se sont rassemblées dans les rues pour crier leur colère contre le ministre de la Justice. A Izmir, plusieurs dizaines de proches des détenus en grève de la faim dans les deux prisons de la ville ont également manifesté. La protestation s'est encore radicalisée. Hier, à Istanbul, un policier a été tué et deux blessés lors du mitraillage de leur camionnette par un groupe masqué. La situation devient donc tous jours plus difficile pour le gouvernement de coalition de l'islamiste Necmettin Erbakan.

tanbul, 1.500 personnes environ, connues pour leur engagement à gauche, se sont rassemblées pour dénoncer « l'indifférence des autorités et le laisser-faire du ministre de tutelle ». Mais les politiciens gardent un silence embarrassé. Les partis qui se sont succédé au pouvoir ces dernières années, de gauche comme de droite, ne se sont pas illustrés par une meilleure approche des droits de l'homme, a fortiori quand il s'agit de « terroristes ».

JEROME BASTION

## «Le pouvoir est responsable de ces morts quotidiens» Le président de la Fondation des droits de l'homme turque déplore l'attitude d'Ankara.

**Y**avuz Onen, président de la Fondation des droits de l'homme en Turquie, l'une des organisations de défense civique les plus respectées, répond aux questions de Libération.

**Quelles sont les raisons de cette grève de la faim illimitée dans les prisons turques ?**

Depuis 1980, il y a déjà eu deux autres grèves similaires avec des morts. Mais celle-ci est la plus importante, aussi bien dans le nombre des établissements concernés que dans celui des détenus déterminés à aller jusqu'au bout. Le mouvement a éclaté en mai dernier après l'intervention de Mehmet Agar, le ministre de la Justice du précédent gouvernement, devenu ministre de l'Intérieur dans l'actuelle équipe, qui avait décidé de remettre de l'ordre dans les prisons affirmant que les détenus politiques, à l'intérieur, y faisaient régner leur loi. Il décida de disperser les prisonniers dans des établissements aux quatre coins du pays et de durcir le régime carcéral, ce qui déclencha cette réaction de détenus de groupes d'extrême gauche accusés de terrorisme. Au début, des détenus kurdes proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste, ndr) se joignirent au mouvement, notamment dans la prison de Diyarbakir,

● La présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Leni Fischer (chrétienne-démocrate allemande), a envisagé hier d'envoyer des observateurs en Turquie, à la suite de la mort des grévistes de la faim. « Les droits de l'homme élémentaires sont pour tout le monde et doivent être aussi respectés pour les prisonniers », a-t-elle affirmé en se déclarant « choquée » par les récents décès des grévistes de la faim turcs.

la faim, il n'y a aucune revendication à caractère politique. Elles sont toutes acceptables et devraient donc être acceptées. Le pouvoir porte l'entière responsabilité de ces nouveaux morts quotidiens...

**Quelles sont les réactions qu'entraîne ce mouvement désespéré dans l'opinion ?**

La mobilisation des gens est réelle comme en témoignent les manifestations pacifiques quotidiennes organisées à l'initiative des associations de droit de l'homme ou des organisations professionnelles, celle des médecins ou des avocats, celle des architectes ou des ingénieurs. Les confédérations syndicales ne sont pas en reste, aussi bien celles de la gauche que celles proches des islamistes. En revanche, les partis, y compris les sociaux-démocrates malheureusement, ne semblent guère sensibilisés à cette tragédie comme nous avons pu le constater hier en rencontrant au Parlement les représentants des diverses forces politiques. En revanche, je ne comprends pas pourquoi l'Europe est muette. La pression des capitales de l'Union européenne est essentielle pour que les autorités d'Ankara assoupissent leur attitude et ne laissent pas continuer l'hécatombe ●

Recueilli par MARC SEMO

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 26, 1996

## Death Toll at 6 In Turkish Hunger Strike

*The Associated Press*

ANKARA — Three more prisoners died Thursday in a nationwide hunger strike by nearly 2,000 jailed leftists, bringing the death toll to six in a protest over prison conditions in Turkey.

The crisis for the new government remained acute as inmates controlled three large prisons, and street protests broke out.

More than 50 other inmates have been reported in critical condition in some 33 jails around the nation.

The government ruled out concessions to end the 67-day hunger strike, and said it would not force fasting prisoners to eat or drink.

"We will show them the state's authority by doing whatever is necessary at the right time," Justice Minister Sevket Kazan said Thursday. Earlier he said it was "inevitable that further unfortunate incidents will occur" if authorities try to take prisoners to the hospital by force.

Two prisoners tried to burn themselves to death at a prison in the eastern city of Erzurum on Wednesday night to protest the government's stance, the Anatolia News Agency said. They were hospitalized and reported in stable condition. Anatolia said.

Gunmen killed a police officer and wounded another Wednesday night in Gebze, a town 25 kilometers (15 miles) east of Istanbul. Nobody claimed responsibility for the attack, but suspicion fell on leftist groups that have carried out similar attacks in recent months.

### ■ Store Bombed in Germany

A Turkish-owned department store in central Germany was firebombed, and the police said they were investigating the possibility of a link to similar recent attacks, believed to be the work of leftist Turks, Reuters reported from Bonn.

A police spokesman said an automatic sprinkler system at the store in Offenbach, near Frankfurt, put out the fire quickly. No one was injured.

Investigators suspect that recent attacks have been carried out by Turks supporting the hunger strikers in Turkish prisons.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JULY 27-28, 1996

## Turkey Under Fire in Prison

## Hunger Strike Deaths

By Alan Cowell  
*New York Times Service*

ISTANBUL — Facing its first serious crisis only weeks after taking office, Turkey's new Islamic government came under growing pressure Friday to reform prison conditions after an eighth leftist hunger striker died in jail and radical Kurds said they were joining the 68-day-old "death fast."

The authorities identified the latest hunger striker to die, and the first woman, as Ayse Idil Ekmen, 22.

The protest by hundreds of political prisoners held mainly on terrorism charges has already spilled far beyond Turkey's borders, with leftist Turkish sympathizers in Germany firebombing Turkish-owned properties there for most of this week.

Germany, Italy and the European Union all urged Turkey on Friday to move quickly to ease the growing tensions inside its overcrowded prisons. Socialist members of the European Parliament said they might seek to block financial support for Turkey, which seven months ago promised improvements in its human rights record in return for a lucrative customs union with the EU.

But in Ankara, Justice Minister Sevket Kazan brushed aside outsiders' criticism and warned the hunger strikers, scores of whom are reported near death, that security forces were poised to intervene at prisons. The government maintains that leftist militants in the prisons are denying their hunger-striking comrades access to medical help.

"If they do not surrender, we will be forced to intervene," Mr. Kazan said at a news conference.

"I don't give a damn about foreign press reports and letters from Amnesty International. I only care what happens in the jails. Turkey is an independent country."

The prison hunger strike has revived widespread concerns about Turkey's human rights record, long stained by documented instances of torture, police beatings and harsh conditions in jails, particularly those that house more than 8,000 prisoners held under laws supposed to curb both Kurdish separatism and Marxist-inspired violence.

But, diplomats said, the prison strike has also placed the government in a dilemma at a time when, ironically, Prime Minister Necmettin Erbakan's government has sought to ease the harsh prison conditions it inherited from its predecessors.

"The government is now in an untenable position," said a diplomat, since it is unable to either quickly solve a problem that has been building for decades or, apparently, to break the hunger

strikers' determination by peaceful means.

Either way, the diplomat said, Ankara's critics will hold it responsible for the strikers' deaths or the bloodshed almost certain to ensue from storming the prisons.

The strike has drawn in some 2,070 prisoners, either fasting or backing the action in 43 prisons across the country, Turkish officials said. They include 314 prisoners who have been fasting for almost two months. Around 60 of them are so debilitated they will die soon if they do not take nourishment, according to the Health Ministry in Ankara.

The strikers' demands include an end to the authorities' practice of sending prisoners to jails far from the provinces where they are held and improvements in their treatment while they are being transported, according to Amnesty International.

For several nights this week, protesters rampaged in Istanbul, hurling firebombs at police and fire trucks. Demon

s'alimenter. Le bilan des morts  
risque donc de battre un re-  
cord dans le déjà sinistre pal-  
marès des prisons turques et

strators also clashed with the police Friday in Ankara.

Turkish newspapers, too, have begun to berate the authorities for what they call their heartlessness in dealing with the hunger strikers, even though many Turks say there is little sympathy for the strikers'

extreme leftist ideology.

#### ■ Attacks in Germany

German police detained four Kurds on Friday after a new series of attacks on Turkish businesses that they believe could be linked to the hunger strike, Agence France-

Presse reported from Bonn.

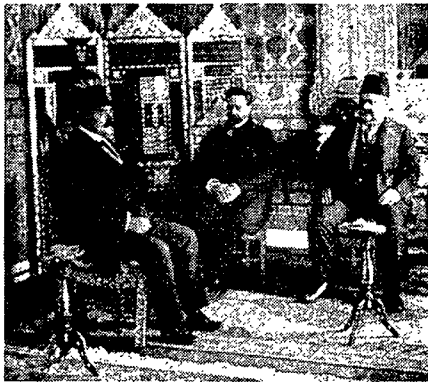
The four Kurds were held in a town in northern Germany on suspicion of throwing firebombs at a Turkish restaurant and grocery store.

Also, the fourth attack in a week was carried out in Switzerland.

Gamk - 27/28 juillet 1996

## Exhumation des restes présumés d'Enver Pacha au Tadjikistan

La Turquie, fut-elle républicaine, ne recule devant aucun obstacle pour glorifier ses héros nationaux, fussent-ils des tortionnaires. Une expédition turque a été ainsi montée mercredi pour se rendre dans une obscure bourgade d'un Tadjikistan en proie à la guerre civile et y déterrer les restes d'Enver pacha, l'un des membres du triumvirat "jeune turc" qui avait ordonné le génocide des Arméniens en



Talaat, Enver et Halil Bey, chefs du Comité jeune turc

1915. D'après le directeur de l'Institut d'histoire, d'archéologie et d'ethnographie du Tadjikistan, Rakhîm Masov, le groupe était attendu jeudi dans le village de Baldjuvan, au pied du Pamir, à près de 300 kilomètres au sud de Douchanbe, dans une région où s'est concentrée la résis-

tance islamiste au régime néo-communiste tadjik, soutenu par la Russie. Il est vrai que cette mission "sacrée", qui a été rendue possible après plusieurs mois de tractations entre Ankara et Douchanbe, ne risque pas d'être perturbée par l'opposition islamiste, alors que la Turquie a désormais un Premier ministre lui-même islamiste.

La Turquie a financé cette expédition, à laquelle des chercheurs turcs devraient se joindre la semaine prochaine, afin de procéder à une identification définitive des restes d'Enver Pacha, sur la base de sa taille essentiellement. Après de longues recherches, la dépouille présumée du leader "jeune turc" avait été retrouvée dans un cimetière de la localité de Baldjuvan, où il reposerait près d'un leader local de la résistance "basmatch", aux côtés duquel il se serait battu contre les Russes pour faire triompher l'idéologie panturquiste au nom de laquelle il avait voulu éliminer les Arméniens quelques années plus tôt sous d'autres cieux. Si les travaux d'identification s'avèrent positifs, sa dépouille serait rapatriée à Ankara où il reposera aux côtés d'une autre "gloire nationale" de la Turquie ottomane et républicaine, Talaat Pacha, qui y a depuis longtemps déjà son mausolée.

Le Monde - 27 juillet 1996

# Les détenus en grève de la faim en Turquie sont décidés à aller « jusqu'à la victoire finale »

Des centaines de manifestants ont apporté leur soutien aux prisonniers

**Un policier a été tué et un autre blessé dans une attaque au lance-roquettes, jeudi 25 juillet à Istanbul. Les actes de violence contre des policiers**

**se sont multipliés ces derniers jours tandis que se durcit, dans les prisons turques, le mouvement de grève de la faim, mené par des organi-**

**sations d'extrême gauche, qui a déjà fait six morts. A Istanbul, des centaines de manifestants ont apporté leur soutien aux détenus.**

## ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Jeudi 25 juillet, vers midi, la foule nonchalante flâne dans les rues de la vieille ville d'Istanbul. Mais à quelques mètres de là, sur la place historique de Sultanahmet, vidée de ses badauds, la tension est perceptible. Des policiers en position de combat bloquent des centaines de manifestants qui tentent de gagner le palais de justice. Le défilé est organisé par les défenseurs des droits de l'homme, le Parti de la liberté et la solidarité (gauche modérée), des fonctionnaires du Disk (syndicat révolutionnaire), des chambres professionnelles d'ingénieurs ou de médecins.

Va-t-on vers l'affrontement ? Les rares commerçants sur le pas de leur porte redoutent le pire. On vient d'apprendre la mort d'un sixième gréviste de la faim, « gréviste de la mort » depuis soixante-sept jours comme ses camarades d'extrême gauche des prisons. La rue bruisse également d'une autre information : un policier a été tué et deux autres blessés, la nuit précédente, au cours d'attaques au lance-roquettes contre deux commissariats de banlieue. Les forces présentes à Sultanahmet ne cachent pas leur nervosité. La veille, le ministre de la justice, Sevet Kazan (islamiste), avait réaffirmé son intention de ne pas céder aux revendications des détenus, menaçant même de revenir sur quelques assouplissements accordés.

Résultat : le mouvement se durcit. Les 277 prisonniers en grève dans seize établissements, désormais forts de leurs « martyrs », maintiennent leur mouvement « jusqu'à la victoire finale ». Ils appartiennent, pour moitié, à l'organisation clandestine DHKP-C (ex-Dev-Sol) qui prône la guérilla urbaine et pour moitié à trois autres partis marxistes-léninistes, le MKLP, le TKP-ML et le TKP-L. Estimant avoir atteint son but, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'idéologie fort différente, a cessé, au 50<sup>e</sup> jour, de participer à l'action.

Sur la place Sultanahmet, manifestants et forces de l'ordre fi-

nissent par choisir l'apaisement. Les barrages s'ouvrent pour laisser passer jusqu'au perron du palais de justice le cortège qui scande « *Etat assassin !* » et « *Kazan démission !* ». Le président d'une association des droits de l'homme (IHD) porte une lettre au procureur général. « *Pour éviter d'autres morts, peut-on y lire, les revendications des grévistes doivent être satisfaites.* »

Ces revendications, quelles sont-elles ? L'arrêt des transferts, qui séparent les détenus habitués à vivre ensemble dans les dortoirs et qui les éloignent à des centaines de kilomètres de leurs familles et du tribunal - au détriment des droits de la défense ; la fermeture de Eskisehir, la prison de haute sécurité au centre du pays, où viennent d'être transférés une soixantaine de militants dans des cellules d'isolement. Dès le retour du président de l'IHD, l'appel à la dispersion est lancé. Il est respecté, et Sultanahmet reprend un air d'été.

Dans les tavernes avoisinantes, adversaires et sympathisants des grévistes se cotoient discrètement.

Un lycéen se dit prêt à « rejoindre les opposants, mais une fois que j'aurai réussi à entrer à l'université ». Devant un bar enfumé, un jeune chômeur s'en prend à « ces assassins, ces terroristes qui n'ont qu'à crever ». Autour de lui, on s'éloigne sans mot dire. Mais d'une façon générale, c'est plutôt l'indifférence qui prévaut. La récente médaille d'or des haltérophiles turcs aux Jeux d'Atlanta passionne autrement la rue.

## SOUS LES INSULTES

Le même jour, dans un quartier populaire loin de la ville historique, au troisième étage d'un modeste immeuble, on redoute la mort que l'on sent de plus en plus proche. Une trentaine de parents assis en cercle dans l'appartement cherchent anxieusement à sortir leurs enfants grévistes de l'impasse mortelle. Depuis début juillet, ils ont eux-mêmes observé, à tour de rôle, une grève de la faim de cinq jours, pour se faire entendre. A l'évidence, cela n'a pas suffi. Alors, sachant que plusieurs de leurs fils et filles sont dans le coma, ils s'in-

terrogent, passent de l'espoir au découragement.

Ce jeudi, le premier ministre, Necmettin Erbakan, ainsi que le ministre de la justice, sont à Istanbul. « *Il faut rencontrer le premier ministre* », lance un père qui semble nourrir un ultime espoir. La veille, il s'était rendu à la prison de Bayrampasa, pour voir son fils. En vain. Le jeune homme, presque inanimé, ne pouvait se déplacer. Une autre mère, kurde halévi, n'a pas été autorisée à voir sa fille « *parce qu'elle est dans le coma* ». D'autres parents ont été interpellés et gardés à vue durant six heures au commissariat. Sous les insultes.

Aux portes des prisons d'Istanbul, une trentaine de personnes - des parents et proches des détenus - ont été frappées et blessées, précise un porte-parole de cette action familiale. « *Il faut apporter du sérum à nos enfants* », lance à nouveau le père. « *On nous autorise à les voir à condition de ne pas pleurer pour les décourager* », ajoute-t-il. Ce « on » recouvre les militants qui servent d'intermédiaires entre les grévistes enfermés derrière les hauts murs de la prison et les dirigeants des organisations clandestines restées au-dehors.

Yasar Kemal, le grand écrivain, a dénoncé, mercredi 24 juillet devant la presse, « *ce déshonneur* ». « *Le ministre de la justice, a-t-il dit, cet avocat islamiste, qui avait notamment défendu les auteurs du massacre de Sivas, il y a deux ans, commence sa guerre sainte en tuant ceux qui sont en prison ! Nous allons résister à sa Djihad* ». « *Si tu te tais, demain ce sera ton tour* », criaient les manifestants de Sultanahmet, en brandissant les portraits des victimes. Le silence est tombé comme une chape de plomb sur les quartiers déshérités, les bidonvilles de Gazi et de Küçükarmutlu, désormais placés sous haute surveillance. Entrées et sorties y sont sévèrement contrôlées, de jour comme de nuit. Les grévistes défunts sont enterrés en catimini. C'est un ordre.

Danielle Rouard



PANCHO



## « Une nourriture immangeable, des soins médicaux inexistantes... »

### ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire *Kurtulus* (Libération), proche du DHKP-C, publie huit pages en couleurs en l'honneur des grévistes emprisonnés à Bayrampasa. La maison d'arrêt, l'une des deux concernées par la grève à Istanbul, est destinée par le gouvernement à être vidée de ses occupants, car elle est devenue une terre d'autonomie pour l'ex-Devsol, et d'autres partis d'extrême gauche qui s'opposent à sa fermeture.

Les nombreux clichés de *Kurtulus*, tous pris de l'intérieur de la prison de Bayrampasa, montrent un groupe de militants détenus posant comme pour une photo de classe d'école, les visages des grévistes allongés sur leur grabat, ou la dernière photo de l'un d'entre eux, décédé depuis. Une jeune fille sourit à l'homme qui lui ceint le front d'un bandeau rouge portant les lettres jaunes de DHKP-C. Une réunion entre garçons et filles se déroule sous les affiches du fondateur défunt et de l'actuel dirigeant, Dursün Kazatas.

Les détenus disposent de fax et de téléphones portables. Mais ce n'est pas pour autant un paradis.

Selon M<sup>e</sup> Efkar Bolas, l'un des six avocats du « bureau populaire » qui assure la défense des grévistes de la faim : « La nourriture est immangeable, les soins médicaux sont inexistantes, les familles sont traitées comme des délinquants, et les avocats travaillent difficilement. »

La grève, ici comme ailleurs, est organisée en mouvement tournant, ou en « grève de mort » qui concerne une cinquantaine de prisonniers. « Ce sont tous des volon-

taires. Aller à la mort aussi doucement que sûrement est la chose la plus horrible. Personne ne peut vous l'imposer. Ce n'est pas le comité central qui choisit les "volontaires", le ministre Kazan ment quand il affirme cette contre-vérité », assure un journaliste de *Kurtulus*. Ailleurs, dans les quinze autres prisons de Turquie touchées par la grève, les clandestins ne font pas autant la loi. Mais les conditions matérielles y sont « tout aussi mauvaises, les coups fréquents », précise l'avocat.

A la suite de la publication des photos, le local de *Kurtulus* a été

saccagé par la police. Les nombreux reporters accourus pour la manifestation au palais de justice en profitent pour visiter les lieux, et découvrent des traces de sang et des meubles éventrés. Dans le sillage de la presse, sont arrivés, jeudi 25 juillet, un juge et un huissier, chargés de faire les constatations d'usage, vingt-quatre heures après la descente de police. Le bâtonnier d'Istanbul vient, lui, de demander au ministre de la justice de satisfaire les revendications pour mettre fin à la série noire.

D. R.

Le Monde - 27 juillet 1996

### TURQUIE

## Huitième mort en prison

Huit décès parmi les grévistes de la faim. Le gouvernement turc menace d'utiliser la force contre eux-ci. L'Union européenne pourrait prendre des sanctions politiques.

UN septième et une huitième gréviste de la faim sont morts hier en Turquie. Tahsin Yilmaz, est mort le matin à la prison Bayrampasa d'Istanbul et une femme de 22 ans, Ayce Idil Erkmén, l'après-midi à Cannakale, dans l'ouest du pays.

Le ministre de la Justice turc, Sevkettin Kazan, a précisé que 290 détenus étaient toujours en grève totale dans diverses prisons du pays, dont 100 dans la seule prison de Bayrampasa. Il s'est montré particulièrement dur, allant jusqu'à lancer un ultimatum aux grévistes. « C'est mon ultime appel, a-t-il dit. Cessez ces exécutions sommaires. Ne nous forcez pas à organiser une opération des forces de l'ordre ». Une telle opération tournerait inévitablement au carnage.

Le ministère turc de la Santé avait annoncé hier matin la constitution de cellules de crise dans 38 provinces du pays. Elles seront chargées de suivre l'état de santé physique et psychologique des grévistes et d'organiser les services sanitaires. Selon le ministère, soixante-huit détenus sont dans un état de détérioration physique avancée et peuvent mourir à tout moment.

Les trois centrales syndicales de Turquie - DISK, Turk-Is et Hak-Is ont appelé hier le gouvernement et les détenus à « agir avec sang-froid » et à « trouver une solution par le dialogue ». Elles appellent les grévistes à « cesser leur mouvement pour ne pas causer davantage de pertes en vies humaines » et le gouvernement à « améliorer les droits de la défense ».

Alors que Washington estimait hier qu'il s'agit d'une « affaire purement intérieure à la Turquie », la poursuite de l'hécatombe et le cynisme des dirigeants turcs commencent à susciter une certaine émotion dans les capitales européennes.

A Paris, le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, a écrit, vendredi, à son homologue turque, Mme Tansu Ciller. A Bonn, le gouvernement allemand a appelé Ankara « tout faire pour éviter de nouvelles victimes ». Le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel a écrit à Tansu Ciller pour souligner que Bonn attendait d'Ankara la mise en œuvre rapide de l'amélioration des conditions de vie dans les prisons, annoncée début juillet. Le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther a de son côté déploré la façon « ef-

frayante dont les relations à l'intérieur de la Turquie dégénèrent en violences en Allemagne », où vit une communauté de deux millions de Turcs. Dans la nuit de jeudi à vendredi, quatre nouveaux attentats ont été perpétrés contre des intérêts turcs en Allemagne où quatre Kurdes ont été arrêtés.

La tension est très vive en Turquie, où l'on craint des émeutes. Les forces de police ont pris position dans les faubourgs déshérités d'Istanbul d'où sont originaires nombre des prisonniers politiques. La colère monte parmi les proches et les familles de ceux qui font déjà figure de martyrs, d'autant que la police organise les obsèques en catimini, dans les lieux de son choix. Toujours à Istanbul, deux inconnus ont abattu jeudi soir un commissaire de police principal.

Affrontements entre militaires et kurdes iraniens à la frontière  
Iran-Irak

Par Kianouche DORRANIE

TEHERAN, 28 juil (AFP) - Des affrontements entre les forces iraniennes et des opposants kurdes basés en Irak ont éclaté dimanche, faisant monter la tension à la frontière irano-irakienne.

Les forces de sécurité, déployées au long de la frontière avec l'Irak, ont affirmé avoir repoussé une attaque des combattants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) "contre plusieurs villages" frontaliers dans l'ouest de l'Iran, selon l'agence officielle IRNA.

Un responsable militaire non identifié, cité par IRNA, a souligné que les gardes-frontières "s'attendaient à de telles opérations" des combattants du PDKI et qu'ils étaient "en état d'alerte pour faire face à toute autre attaque".

Le militaire iranien s'est refusé à donner "tout autre détail sur le déroulement des opérations ou sur le nombre des victimes éventuelles", selon l'agence. Des informations sur cette infiltration des rebelles kurdes seront publiées "ultérieurement", a-t-il dit.

Le nord-ouest de l'Iran, frontalier du Kurdistan d'Irak, est le théâtre de fréquents affrontements entre forces de sécurité et rebelles kurdes.

Les forces iraniennes ont renforcé leur présence et déployé un important dispositif militaire dans le nord-ouest et l'ouest de l'Iran en vue de prévenir les infiltrations des rebelles.

Selon des sources kurdes iraniennes, les combattants du PDKI ont multiplié leurs attaques sur le sol iranien et lancent régulièrement des opérations de commandos dans des régions montagneuses du Kurdistan d'Iran.

Créé en 1945, le PDKI est le plus ancien parti kurde. Sa direction politique a été décapitée ces dernières années par de nombreux attentats. Quatre de ses dirigeants avaient été notamment assassinés à Berlin en septembre 1992.

Il est dirigé actuellement par le conservateur Abdollah Hassanzadeh, âgé d'une soixantaine d'années. Une branche politique créée il y a trois ans, le "Commandement Révolutionnaire du PDKI", est dirigée par le radical Jalil Gadani, 56 ans.

Hormis l'Organisation des Moudjahidine du Peuple (principal mouvement d'opposition armée, basé en Irak), le PDKI ainsi que le Komaleh (communiste) demeurent les principales formations d'opposition kurde en lutte armée contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien.

Début juillet, deux policiers iraniens ont été tués et deux blessés lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes iraniens dans le nord-ouest du pays.

Depuis plusieurs jours, IRNA fait état de tentatives d'infiltration et d'attaques isolées des rebelles kurdes contre des villages iraniens. Selon IRNA, deux Iraniens ont été tués et trois blessés mercredi dernier lors d'une dernière attaque des rebelles kurdes.

Selon les autorités iraniennes, les rebelles du PDKI reçoivent une assistance de certaines formations kurdes irakiennes, qui contrôlent le nord de l'Irak, et en particulier de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Le journal pro-gouvernemental Iran News avait affirmé début juillet que le PDKI recevait également une aide financière de certains pays de la région, dans le but de mener des activités subversives en Iran.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Au cours des dernières années et à la suite d'attaques des rebelles de l'opposition armée iranienne, l'aviation et l'armée avaient bombardé les villages kurdes irakiens à partir desquels différentes formations de l'opposition mènent des opération en Iran.

kd/tp/php/ple

AFP /AA1234/281308

JUL 96

L'armée iranienne a pénétré au Kurdistan d'Irak, selon les Kurdes iraniens

ERBIL (Irak), 28 juil (AFP) - Le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a affirmé dimanche que 2.000 soldats iraniens ont pénétré dans le Kurdistan irakien, où ils se battent contre les maquisards kurdes iraniens.

Selon le responsable des relations publiques du PDKI à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, M. Taymour Moustapha, "deux mille soldats iraniens sont arrivés il y a trois jours à bord de deux cents véhicules militaires, portant des armes de tous calibres".

Il a précisé à l'AFP que "les assaillants avaient traversé un poste-frontière entre l'Irak et l'Iran dans le gouvernorat de Souleimanié et s'étaient installés dans le camp d'al-Salam, qui relève de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)".

L'UPK, un parti kurde irakien dirigé par Jalal Talabani, se partage le contrôle du Kurdistan d'Irak avec le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) depuis la révolte des Kurdes contre le régime au pouvoir à Bagdad dans la foulée de la guerre du Golfe, en 1991.

Le responsable kurde iranien a ajouté que "les forces armées iraniennes se sont dirigées samedi soir vers Koi Sanjaq", une localité située au sud d'Erbil à quelque 50 kilomètres de la frontière avec l'Irak, près de laquelle "des combats se déroulent actuellement" avec les combattants kurdes.

De source officielle iranienne à Téhéran, on avait affirmé auparavant que les forces iraniennes avaient repoussé une attaque de rebelles du PDKI basés en Irak contre le territoire iranien.

Selon l'agence officielle iranienne IRNA, l'armée iranienne a bombardé dimanche les positions des combattants du PDKI dans le nord de l'Irak.

"L'artillerie lourde a bombardé des positions des rebelles kurdes causant des dégâts matériels importants dans les positions des assaillants" dans le kurdistan irakien, a ajouté l'agence citant un haut responsable militaire.

L'agence iranienne n'a pas fait mention de l'entrée de l'armée de la République islamique en territoire irakien, comme rapporté par le PDKI.

kd/Kar/tp/ple

AFP /AA1234/281327

JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Libération - 29 juillet 1996

# Téhéran chasse «ses» Kurdes en Irak

*L'Iran a lancé une offensive contre ses opposants réfugiés au nord de l'Irak.*

Lorsque le réduit kurde du nord de l'Irak n'est pas assailli par l'armée turque, endeuillé par de terribles attentats imputables au régime de Saddam Hussein et déchiré par de durs combats entre formations kurdes rivales, c'est Téhéran qui, à son tour, s'emploie à destabuliser cette région. Depuis vendredi, l'armée iranienne a pénétré avec plusieurs milliers d'hommes sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur du territoire kurde irakien où ils affrontent les maquisards kurdes iraniens qui y ont trouvé refuge. Hier, les forces armées iraniennes cherchaient notamment à prendre des hauteurs stratégiques à proximité d'une base du Parti démocratique du Kurdistan

iranien (PDKI, principale formation d'opposition kurde), située près de Koi Sandjak, au sud d'Erbil, à environ 60 km de la frontière irako-iranienne.

«L'offensive a été menée par le corps des Pasdaran (Gardiens de la révolution, les unités d'élite du régime, Ndlr). De 2 à 3.000 hommes sont engagés, appuyés par 200 véhicules, dont des chars et des camions lance-roquettes», indiquait, hier à Paris, Shao Hosseini, responsable des relations internationales du PDKI. De son côté, Téhéran a reconnu des affrontements avec les partisans kurdes, qu'il accuse, via l'agence officielle Irna, d'avoir attaqué «plusieurs villages» frontaliers dans l'ouest de l'Irak. Citant un haut responsable militaire, Irna a ajouté que

les forces iraniennes bombardent «les positions des rebelles kurdes à l'artillerie lourde».

Ce n'est pas la première fois que l'Irak intervient à l'intérieur du territoire kurde irakien, notamment par son aviation et son artillerie. Selon Téhéran, cette nouvelle offensive vise à mettre fin aux incursions de la guérilla kurde. Toutefois, même si, selon Irna, deux Iraniens ont été tués et trois autres blessés mercredi par des rebelles kurdes, les activités de ceux-ci semblent assez réduites depuis plusieurs années. D'une part, parce que le PDKI ne s'est jamais remis de l'assassinat à Vienne, en 1989, de son chef charismatique Ghassemlou, puis de quatre de ses dirigeants à Berlin, en sep-

tembre 1992, par des tueurs venus d'Irak. D'autre part, pour ne pas gêner dans les relations avec Téhéran les principales formations kurdes irakiennes, dont les leaders se rendent régulièrement dans la capitale iranienne. Il est d'ailleurs significatif que tant le PDK de Jalal Talabani que l'UPK de Massoud Barzani n'aient toujours pas condamné l'offensive iranienne.

Ce silence inquiète les responsables du PDKI, de même que celui de la communauté internationale alors que le Kurdistan d'Irak est placé depuis avril 1991 sous la protection des forces aériennes américaines, britanniques et françaises, basées en Turquie ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Le Figaro - 29 juillet 1996



Le monde  
en bref

IRAN

## L'armée affronte les Kurdes en Irak

□ Près de 2 000 soldats iraniens ont pénétré dans le Kurdistan irakien, où ils se battent contre des maquisards kurdes iraniens, a affirmé hier le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Selon l'agence iranienne Irna, l'armée iranienne a bombardé les positions du PDKI dans le nord de l'Irak, faisant au moins huit morts chez les Kurdes. Le PDKI est l'une des principales formations d'opposition en lutte armée contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien. Depuis plusieurs jours, l'agence Irna fait état de tentatives d'infiltration et d'attaques isolées de rebelles kurdes contre des villages iraniens.

# L'armée iranienne en Irak

*Les soldats de Téhéran ont pénétré hier au Kurdistan d'Irak pour y affronter les maquisards kurdes.*

L'Irak ferme les yeux. Malgré la violation de ses frontières, le régime de Bagdad se tait. Pourtant, le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) a affirmé en effet hier que 2.000 soldats iraniens avaient pénétré dans le Kurdistan irakien, où ils se battent contre les maquisards kurdes iraniens.

Selon un responsable du PDKI à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, « deux mille soldats iraniens sont arrivés il y a trois jours à bord de deux cents véhicules militaires, portant des armes de tous calibres ».

Il a précisé que « les assaillants avaient traversé un

poste-frontière entre l'Irak et l'Iran dans le gouvernorat de Souleimanié et s'étaient installés dans le camp d'al-Salam, qui relève de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Le responsable kurde iranien a ajouté que « les forces armées iraniennes se sont dirigées samedi soir vers Koi Sanjaq », une localité située au sud d'Erbil à quelque 50 kilomètres de la frontière irako-iranienne, près de laquelle « des combats se déroulent actuellement » avec les combattants kurdes.

## Silence à Téhéran

De source officielle iranienne à Téhéran, on avait affirmé auparavant que les forces iraniennes avaient repoussé une attaque de rebelles du PDKI basés en Irak contre le territoire iranien.

Selon l'agence officielle iranienne IRNA, l'armée iranienne a bombardé les positions du PDKI dans le nord de l'Irak.

« L'artillerie lourde a bombardé des positions des rebelles kurdes causant des

dégâts matériels importants dans les positions des assaillants » dans le Kurdistan irakien, a ajouté l'agence citant un haut responsable militaire.

L'agence iranienne n'a cependant pas fait mention de l'entrée de l'armée de la République islamique en territoire irakien. Il est vrai qu'entrer dans un pays voisin les armes à la main n'est pas quelque chose dont on se vante...

## Des maisons brûlent

Le responsable du PDKI déjà cité plus haut a ajouté que « les combats se déroulent dans des camps, établis en 1992, où vivent les familles des combattants kurdes iraniens et où fonctionne un hôpital avec la participation d'organisations internationales ».

Un autre responsable du PDKI, M. Salam Azizi, a indiqué que les forces kurdes iraniennes « ne s'attendaient pas à se battre contre l'armée iranienne dans le Kurdistan d'Irak ».

« Des maisons sont en train de brûler et plusieurs familles ont déjà pris la fuite alors que les bombardements ont repris tôt ce matin contre nos bases », a-t-il encore dit.

Le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak, créé en 1945, est le plus ancien parti kurde. Sa direction politique a été décapitée ces dernières années par de nombreux attentats. Quatre de ses dirigeants avaient été notamment assassinés à Berlin en septembre 1992.

Il est dirigé actuellement par le conservateur Abdollah Hassanzadeh. Une branche politique créée il y a trois ans, le « Commandement Révolutionnaire du PDKI », est dirigée par le radical Jalil Gadani, 56 ans.

Hormis l'Organisation des Moudjahidine du Peuple (principal mouvement d'opposition armée, basé en Irak), le PDKI ainsi que le Komaleh (communiste) demeurent les principales formations d'opposition kurde en lutte armée contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien.

## Huit morts parmi les combattants kurdes

Au moins huit combattants kurdes ont été tués et « un nombre important » blessés lors des bombardements de l'armée iranienne hier dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence officielle IRNA.

« Compte tenu de l'envergure des bombardements de l'artillerie sur les positions des rebelles kurdes, il est possible que le nombre des victi-

mes soit encore plus important », a ajouté un responsable militaire cité par IRNA.

Le responsable iranien cité par l'agence a indiqué que « les opérations » iraniennes avaient été lancées à la suite d'une « agression des forces contre-révolutionnaires et des bandits armés contre les villages iraniens » dans le nord-ouest du pays.

L'HUMANITE - 29 juillet 1996

## Bombardements iraniens au Kurdistan d'Irak

L'ARMÉE iranienne a bombardé hier des positions des combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence officielle iranienne IRNA. L'agence précise que ces bombardements ont causé des « dégâts matériels importants ». Selon un commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran), ils répondaient à une attaque lancée dans la matinée par « plusieurs groupes d'agents du PDKI, de trafiquants et de bandits », qui « ont été repoussés et se sont retirés vers leurs positions en territoire irakien ».

Taymour Moustapha, responsable des relations publiques du PDKI à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, a confirmé l'existence de combats mais en a donné une

autre version. Selon lui, 2.000 soldats iraniens ont pénétré vendredi soir à bord de 200 véhicules militaires dans le Kurdistan irakien, où ils se battent contre les maquisards kurdes. « Les combats, a-t-il précisé, se déroulent dans des camps, établis en 1992 près de Soulemanieh, où vivent les familles des combattants et où fonctionne un hôpital avec la participation d'organisations internationales. Des maisons sont en train de brûler et plusieurs familles ont déjà pris la fuite alors que les bombardements ont repris tôt ce matin. »

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, créé en 1945, est le plus ancien parti kurde. Plusieurs de ses dirigeants ont été assassinés ces dernières années par des agents iraniens, généralement au cours de séances de négociations.

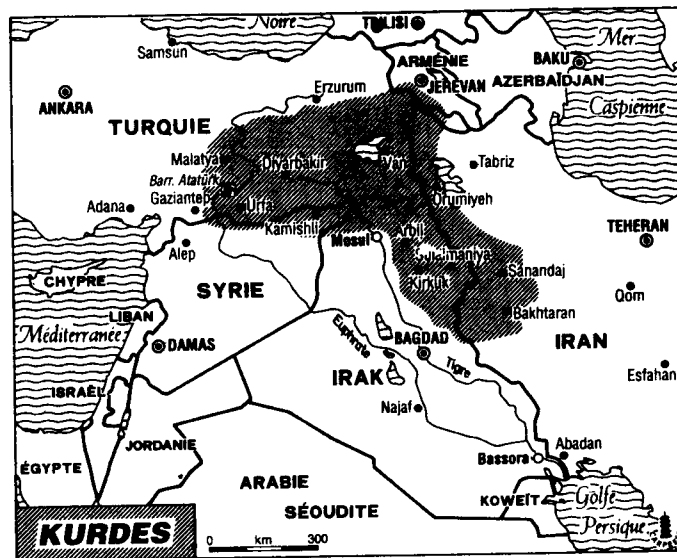
# Iran : affrontements avec la minorité kurde

●●● La frontière irano-irakienne a été le théâtre hier de nouveaux affrontements entre les forces du régime iranien et l'opposition kurde. En représailles, l'aviation iranienne a bombardé des positions kurdes dans le nord de l'Irak.

D'après l'agence officielle INRA, des opposants kurdes au régime des mollahs basés en Irak auraient mené une attaque contre des villages iraniens proches de la frontière, entraînant des représailles aériennes sur le territoire irakien. Ces bombardements auraient entraîné la mort de huit combattants kurdes.

La minorité kurde, forte de huit millions de personnes en Iran, abrite un foyer de résistance contre le régime iranien depuis l'avènement de la République islamique en 1979. Les accrochages sont fréquents, au nord-ouest de l'Iran, frontalier du Kurdistan d'Irak, entre forces de sécurité et rebelles kurdes.

Moustapha Taymour, le responsable des relations publiques du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI, opposition) à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, a par ailleurs affirmé que 2000 soldats iraniens avaient pénétré il y a trois jours dans le Kurdistan irakien, où ils se battent contre les maquisards kurdes iraniens. Il n'a pas fait mention de l'attaque du PDKI contre



des villages de l'ouest de l'Iran.

Des centaines de familles kurdes fuyaient, hier, la zone de combats et de bombardements et réclamaient l'intervention de l'ONU. D'après Moustapha Taymour, «les combats se déroulent dans des camps, établis en 1992, où vivent les familles des combattants kurdes iraniens». Plus de 450 familles fuyant devant les combats auraient trouvé refuge au sein du siège du Haut commissariat des Nations unies (HCR) à Erbil. «Ils ont commencé à brûler nos maisons à partir de six heures du matin», racontait une femme, mère de trois enfants. «Nous ne quitterons le siège du HCR que lorsque l'on nous ramènera chez nous», a-t-elle ajouté.

## Commandos

Selon des sources kurdes iraniennes, les combattants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), ont multiplié

les attaques sur le sol iranien et lancent régulièrement des opérations de commandos dans les régions montagneuses du Kurdistan d'Irak.

Les forces de sécurité, déployées le long de la frontière avec l'Irak, ont affirmé hier avoir repoussé une attaque des combattants du PDKI «contre plusieurs villages» frontaliers dans l'ouest de l'Irak.

Créé en 1945, le PDKI est le plus ancien parti kurde. Sa direction politique a été décapitée ces dernières années par de nombreux attentats. Quatre de ses dirigeants avaient été notamment assassinés à Berlin en septembre 1992. Le PDKI ainsi que le Komaleh (communiste) demeurent les principales formations d'opposition kurde en lutte armée contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien avec l'Organisation des Moudjahidin du Peuple (principal

mouvement d'opposition armée, basé en Irak).

Depuis plusieurs jours, IRNA, l'agence de presse iranienne, fait état de tentatives d'infiltration et d'attaques isolées des rebelles kurdes contre des villages iraniens. Selon IRNA, deux Iraniens ont été tués et trois blessés mercredi dernier lors d'une dernière attaque des rebelles kurdes.

D'après les autorités iraniennes, les rebelles du PDKI reçoivent une assistance de certaines formations kurdes irakiennes, qui contrôlent le nord de l'Irak, et en particulier de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Le journal pro-gouvernemental *Iran News* avait même affirmé début juillet que le PDKI était aidé financièrement par certains pays de la région, dans le but de mener des activités subversives en Iran.

## Bombardements

C'est en réponse au regain d'activisme des kurdes que l'armée iranienne a bombardé hier les positions des combattants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak dans le nord de l'Irak. «L'artillerie lourde a bombardé des positions des rebelles kurdes causant des dégâts matériels importants aux assaillants», a indiqué IRNA.

«L'opération des forces iraniennes se poursuivra jusqu'à la répression des agresseurs», aurait précisé un responsable militaire.

Selon ce dernier, les assaillants ont essayé «un lourd échec» et se sont retirés «vers leur positions en territoire irakien».

L'HUMANITE - 31 juillet 1996

## Fin de l'incursion iranienne en Irak

L'armée iranienne a commencé son repli du nord de l'Irak où elle menait, depuis vendredi, une offensive meurtrière contre des réfugiés kurdes. L'attaque a fait plusieurs morts et blessés parmi les réfugiés, a indiqué, mardi à Bagdad, le chef du bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Le responsable a indiqué qu'« un calme précaire » prévalait mardi dans la région des combats et que les bombardements iraniens de la région s'étaient arrêtés lundi après-midi.

LIBERATION CHAMPAGNE - 31 juillet 1996

## Irak

### Retrait iranien d'un camp kurde

L'armée iranienne s'est retirée mardi d'un camp de rebelles kurdes iraniens dans le nord de l'Irak, mais pourrait attaquer des réfugiés fuyant les combats, a indiqué un responsable de l'ONU sur place.

Selon ce responsable, qui a souhaité garder l'anonymat, les forces de la République islamique, qui avaient traversé jeudi dernier la frontière irako-iranienne, ont commencé à se replier du camp de Koi Sanjaq, établi par le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI).

La situation dans le Kurdistan d'Irak, qui échappe depuis 1991 au contrôle du régime de Saddam Hussein, a suscité l'inquiétude des Etats-Unis, qui ont demandé à Téhéran d'en "retirer ses troupes immédiatement".

"Il n'y a pas de place pour une implication de l'Irak dans cette région", a déclaré lundi le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns.

L'Irak a également demandé lundi le retrait immédiat des forces iraniennes, qu'il estime à 3.000 soldats, de son territoire, alors que l'Irak faisait valoir un droit à l'"auto-défense", dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, par le représentant iranien.

De violents combats s'étaient déroulés depuis dimanche dans le camp de Koi Sanjaq, situé à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec l'Irak.

Le responsable de l'ONU, qui s'exprimait à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, a précisé que "la situation est maintenant calme", ajoutant que les troupes iraniennes s'étaient repliées sur la région de Ranva.

plus à l'est, non loin de la frontière irako-iranienne.

Il a cependant exprimé la crainte que "les Iraniens ne bombardent les réfugiés kurdes à Ranya". "Ces réfugiés ne peuvent fuir vers Erbil, la route entre cette ville et Ranya étant contrôlée par l'armée iranienne", a-t-il dit.

Quelque 2.500 Kurdes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont quitté la région de Koi Sanjaq alors que les forces iraniennes bombardaient le camp où vivent des miliciens (appelés Peshmergas) et des civils.

Un porte-parole du PDKI à Erbil, Taymour Moustapha, a indiqué qu'"une partie des militaires iraniens s'était retirée alors qu'une autre partie était restée dans la région de Ranya".

Les Gardiens de la Révolution iraniens (Pas-daran) ont affirmé, de leur côté, que les opérations militaires "s'étaient achevées et avaient été couronnées de succès".

Les agences des Nations unies et les Organisations non-gouvernementales (ONG) ont poursuivi, mardi, leur aide aux réfugiés, qui se pressaient devant le bureau du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Erbil.

Elles tentaient notamment de leur assurer des abris et leur fournissaient une aide en médicaments, en nourriture et en eau.

Une femme kurde iranienne de 35 ans a affirmé au journaliste de l'AFP qu'elle "restera devant les bureaux du HCR à Erbil jusqu'à ce qu'un abri (lui) soit assuré. Le bombardement de nos maisons est un crime et l'ONU devrait interroger l'Irak à ce sujet".

Turkish Daily News TUESDAY, JULY 30, 1996

# Kazan promises to improve living conditions in prisons

**Justice minister:** 'We will issue new regulations and every party, including the state and the inmates will have to abide by these new regulations. The trouble with Turkey is that nobody abides by the rules'

By Sinem Sakaoğlu

*Turkish Daily News*

ANKARA- As the hunger strikes ended and the public interest focused on the Justice Ministry and what reforms it is going to undertake in prisons. Justice Minister Şevket Kazan claimed to have already included the expected reforms in his July 9 decree, promising to prepare the necessary regulations.

"I would not call the conclusion reached with the inmates an "agreement" but "the persuasion of the inmates by government representatives." We have not signed anything with the inmates. An agreement signed by some writers is not binding for the ministry," he said at a press conference yesterday, referring to the protocol which contains the reform demands of inmates, signed between writers Yaşar Kemal and Zülfü Livaneli, and political prisoners. "However," Kazan continued, "I have seen the content of the protocol. I observed that the demands were not contrary to what we

already have included in the July 9 decree."

He said that he completely agreed with Livaneli's statement to let the system run according to law. "We are going to implement the rules valid in western countries," said the minister.

"The Prison Regulation Act will be amended according to criminal procedures law. We will issue new regulations and every party, including the state and the inmates will have to abide by these new regulations.

The trouble with Turkey is that nobody abides by the rules. I promise to take the necessary action immediately." Kazan also stated that they were going to sell the land on which Ulucanlar prison in Ankara, Bayrampaşa prison in Istanbul and Buca prison in Izmir were built. "We will use this money to build a juvenile detention center, a women's prison, and a regular prison in each of the three biggest cities of Turkey."

He said that there has not been a ward-search in Bayrampaşa prison for six months, and thus those who claim that the inmates do not have weapons or faxes would not have a basis for their statements. "I would like to read some items from a list that was prepared during the transfer of some inmates from Bayrampaşa prison to Ümraniye prison on Nov. 24, 1995. This list contains the belongings of the inmates: 24 boxes of vari-



**Minister Kazan:** 'We will implement the rules valid in western countries.'

ous medicines including chemicals, a 32cm. iron saw, 27 bottles (each 1kg) of serum, 1 lt. of thinner, a book containing instructions as to how to make a bomb," he noted.

"Why were there so many deaths if there was going to be an agreement?" asked a journalist to which Kazan's reply was: "Ask that question to the inmates."

## Turkish population growth rate on the slide

*Turkish Daily News*

ANKARA- The population growth rate is expected to fall according to estimations made by the government in the 7th Five Year Development Plan, the Anatolia news agency reported. The plan stated that the population growth rate has fallen from 1.71 in 1995 to 1.68 this year. It is estimated that for 1997 this rate will fall further still to 1.5.

The population of Turkey is expected to increase to 63.22 million, up from 62.7 million as of July this year. The fertility rate has also fallen from 2.62 children per woman in 1995 to 2.55 this year and is estimated to fall to 2.33 in 1997. A fertility rate

below two leads to a fall in population, as is now being experienced by many countries in Europe. In the first six months of 1996, the population has increased by 526,000 and is expected to reach to 67.33 million by the end of the year 2000.

The number of child deaths, between birth and one year, has fallen from 44.4 deaths per thousand in 1995 to 42.2 per thousand in 1996. Despite the fall, this figure is still one of the highest in the world. The plan estimates that the rate will fall to 35.3 per thousand by the year 2000. The number of births per year is also falling. In 1995, 1.381 million children were born, with the estimated number

in 1996 to be 1.379 and 1.37 by the end of the year 2000

Another conclusion made by the plan is that Turkey has an ageing population. In 1995 the average life expectancy for women was 70.3 years and for men 65.7. The estimates for 1996 put the figures at 70.5 for women, 65.9 for men. By the end of the year 2000, the figures are estimated to be 71.5 for women, 66.9 for men.

One positive aspect of a falling population growth rate will be the accompanying decrease in the proportion of children to adults, thus relieving the education system.



*Turkish Daily News* TUESDAY, JULY 30, 1996

# Seven former 'death fast' inmates in intensive care

**Critical:** First three days most important, medical experts say

**By Hande Çulpan**  
*Turkish Daily News*

ANKARA- With the end of the 69-day protest action in prisons, doctors all over Turkey are fighting to save the lives of former hunger strikers, seven of whom are reported to be in critical condition.

The hunger strikes came to an end on July 27 through negotiations carried out by government representatives and some intellectuals. With the end of the unrest, which has claimed 12 lives, 210 prisoners were given medical care in 15 different hospitals.

Dr. Füsün Sayek, chairwoman of the Central Council of the Turkish Medical Union (TTB), said that the treatment program to be followed began with giving fasters nutrition orally without delay using an appropriate diet which consists of liquids and vitamins.

Sayek said that the TTB had prepared special diets for the strikers and passed them onto doctors, as well as a warning against possible complications they might encounter. "Nutrition plays a vital role in the treatment of a hunger striker," said Sayek.

Sayek said that they had gathered sufficient information on the treatment of hunger strikers through meticulous studies over two months.

"Even though long-term hunger strikes and death fasts are rarely-encountered events, we have gathered the necessary information. However, the fact that there is sufficient information does not mean that doctors will be able to solve the problem completely," Sayek said.

Professor Mehmet Tunca from the Department of Internal Disorders at Dokuz Eylül University Hospital said the complete recovery of a patient who has lost 25 percent of his body weight takes an entire year and required extra care.

"Long-term hunger strikes result in an over-use of proteins, and once this starts happening then the person cannot live longer than three weeks," said Tunca, noting that the initial nutrition of the strikers should be liquid such as yoghurt or skimmed milk given hourly.

Experts say that the first three days are the most important. Especially in the first 48 hours, nutrition should consist solely of a serum rich in proteins and

vitamins. In the following 24 hours, it is possible to give solid food which is rich in carbohydrates but low in calories. Experts point out that it is possible to return to normal nutrition in five days.

## Kazan holds first press conference

In his first press conference following the compromise settlement of the prison dispute, Kazan said that an agreement had not been reached with the prisoners but that the inmates had been persuaded by government officials to end the protest action. "The items in the protocol are already included in the July 9 decree," Kazan claimed.

Kazan promised to take immediate action to amend prison regulation, adding that with the revenues gained through the sales of Üluçanlar prison in Ankara, Bayrampaşa prison in Istanbul and Buca prison in Izmir, new prisons would be built. Asked whether some former strikers were being chained to their beds, Kazan said that he had received similar information. "However, this is not our responsibility. As soon as a prisoner is taken out of the prison, he is in the responsibility of the gendarmerie, which is a force working under the Interior Ministry," Kazan explained. "I have called Interior Minister Mehmet Ağar and asked him to deal with the matter. I believe such practices, if there were any, have been put to an end."

## Livaneli seeks help from president

Zülfü Livaneli, who participated in the negotiations to end the strike, has asked President Süleyman

Demirel to assist in the fulfilment of the promises which were key in ending the protest action.

"Justice Minister Şevket Kazan and Prime Minister Necmettin Erbakan have given various promises to end the unrest in prisons. I have reminded the President of them, and he has told me that he would see to the matter," Livaneli, a composer and writer, told journalists.

"Just when tension has ceased and democratization has been initiated in prisons, some people are trying to declare the winners and the losers. In fact, the real winner is peace and friendship," added Livaneli.

On the other hand, Ercan Kanar, head of the Istanbul branch of the Human Rights Association (İHD), and Mustafa Üçdere, head of the Istanbul branch of the Contemporary Lawyers' Association (CHD), have asked for the resignation of Interior Minister Ağar and Justice Minister Kazan on charges of causing the hunger strike. At a press conference held at the Human Rights Association, Kanar accused Kazan of making statements which posed a threat to the agreement reached after much effort on the part of intellectuals and artists. "Kazan has made untrue, unrealistic and dangerous statements. He should be aware of the fact that it is not possible to solve the problems in prisons through policies which aim at creating conflicts between inmates," Kanar said.

# Iranian push into N. Iraq threatens further instability

**Factions:** Barzani's KDP accuses Talabani's PUK of actively helping the Iranian military push into northern Iraq. PUK rejects claim

*Turkish Daily News*

ANKARA- The current Iranian military incursion into northern Iraq has imperiled the fragile truce holding among rival Kurdish groups in the mountainous region.

According to local sources, the Iranian force — reportedly 2,000 strong and backed by mechanized units — stopped at the town of Koi Sanjak, 80 kilometers from the main city Erbil where the Kurdish Parliament is located. It is not known whether the Iranian troops will withdraw.

Once the Iranian advance stopped, a war of words broke out between the two main Kurdish parties in northern Iraq: the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) headed by Jalal Talabani.

These two parties are bitter rivals, dividing the volatile northern Iraq between them and controlling different areas of the region. A U.S.-brokered cease-fire between the two is currently holding. KDP administered territory borders on Turkey, Iran and Syria, but the PUK only has a border with Iran.

The KDP in a written statement alleged that the Iranian forces had been invited by the PUK leadership. "Recently senior PUK leaders held talks with the Iranian government in Tehran and agreed to facilitate the logistics of the Iranian pasdaran [revolutionary guards] to carry out their attack in Koi Sanjak against a [Democratic Party of Iranian Kurdistan] KDPI base there," the KDP claimed.

KDP also said that the presence of Iranian troops in Iraqi Kurdistan was a serious and dangerous precedent for the security and stability of the region.

"It seems that Talabani's PUK agreed to the Iranian operation in exchange for military aid and assistance to start a new round of fighting against us," the KDP claimed in their statement.

PUK Ankara representative Sehzad Saib categorically denied the KDP claims and placed the responsibility for the raids on the KDPI — an Iranian Kurdish organization hostile to the Tehran regime. He said that one month ago Iranian officials had warned the PUK against KDPI infiltration into Iran. "The PUK told this to the KDPI and asked them to stop activities against Iran. But they did not," Saib said.

"The Iranians bombarded the KDPI bases. We cannot resist Iran. We have only one border and that is with Iran. But the KDP can resist the Iranians because they have good relations with the Iraqi regime, Turkey and Syria. Our regional government Prime Minister [Mohammed Rasul] Kostrat condemned Iran on Sunday evening," he said.

Meanwhile, more than 2,500 refugees escaping the Iranian push have arrived at the United Nations refugee camp in Erbil, the Anatolia news agency reported. An Iraqi Foreign Ministry spokesman spoke of 3,000 Iranian soldiers in the attack and alleged that they had killed many civilians.

Iran is trying to become the main force in northern Iraq and is supporting a number of Islamic groups in the region. Last year Iranian President Hashemi Rafsanjani sent a special delegation to northern Iraq. For the PUK, Iran is crucial because almost all its revenue comes from trade over its single border. Iran has also sent "Bedir Forces" which are opposing the Iraqi regime to northern Iraq.



President Saddam Hussein

# Opposition says US blunders caused coup in Iraq to fail

**Islamic leader Hakim:**  
"The CIA did not move in a determined and loyal manner, despite its expressed desire for changing the situation in Iraq"

*Reuters*

KUWAIT- An Iraqi opposition leader said on Monday Iraq crushed a U.S.-backed attempt to topple President Saddam Hussein this month because of U.S. intelligence blunders.

Mohammad Baqer al-Hakim, president of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) based in exile in Iran, added 25 to 30 Republican Guards officers were executed after the plot was uncovered, al-Rai al-Aam newspaper reported.

"The United States, in cooperation with Jordan and another country in the region, planned to change the situation in Iraq in July," Hakim was quoted as saying in an interview in

Tehran. "But the plan failed when the Iraqi authorities discovered a part of it and foiled the coup attempt at an early stage." Israeli state television said on Thursday Saddam narrowly missed death earlier in July when a bomb exploded in one of his palaces. It was not possible to verify the report independently.

"The (American) Central Intelligence Agency did not move in a determined and loyal manner, despite its expressed desire for changing the situation in Iraq," Hakim was quoted as adding. "Some 150 officers from the Republican Guards have been arrested, of whom 25 to 30 were executed in mid-July," he said, adding he was quoting from documents obtained in Iraq.

The newspaper added Hakim "accused it (the CIA) of working only to achieve its own goals and interests even if that led to bloodshed and the disclosure of people working with it." Hakim did not say who made the coup attempt, but the newspaper quoted what it called SCIRI sources as saying Washington had paid \$5 million to Iyad al-Alawi, leader of the Iraqi opposition.

## Turkey ready for European commission to investigate prisons

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey has invited the European Commission for the Prevention of Torture, an agency of the Council of Europe, to come and study conditions in Turkey's prisons.

Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel, at a press briefing for foreign media on Monday, said that during the hunger strikes Foreign Minister Tansu Çiller had received letters from German Foreign Minister Klaus Kinkel, French Foreign Minister Herve de Charette, Italian Foreign Minister Lamberto Dini, European Parliament Commissioner Hans van den Broek and European Parliament Socialist Group leader Pauline Green. Akbel said that Çiller emphasized several aspects of the situation in her replies to these letters.

Akbel said that the new Turkish government was happy that the hunger strikes had been concluded without any further loss of life. He acknowledged the efforts of distinguished writers and intellectuals in

resolving the situation.

Akbel pointed out that Çiller's letters of reply mentioned that studies are being carried out on improving living conditions and reducing restrictive measures in the prisons. Certain regulations have already been abolished.

"However, we should not lose sight of the fact that the purpose of the hunger strike was to damage the image of Turkey abroad.

Through the efforts of the terrorists to enforce the hunger strikes in prisons, six policemen were killed under the pretext of the hunger strike," Akbel said.

Akbel said that Turkey noted that there has been a negative impression given, which was essentially due to misinformation.

"However, the committee which was invited is known for its objectivity and has never in the past leveled serious criticism against Turkey concerning living conditions within its prisons," Akbel said.

Le Monde - 30 juillet 1996

# L'armée iranienne pourchasse les rebelles kurdes en territoire irakien

Une situation qui ne fait que se dégrader

**LE PARTI** démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a affirmé, dimanche 28 juillet, que 2 000 soldats iraniens sont entrés dans le Kurdistan irakien pour combattre des maquisards du PDKI. L'agence officielle iranienne IRNA s'est bornée à faire état de tirs de l'artillerie iranienne, qui ont fait huit morts et de nombreux blessés, contre des positions du PDKI, en territoire irakien. Un responsable de l'ONU a indiqué à l'AFP avoir vu « une trentaine de soldats iraniens armés dans la ville d'Erbil », « capitale » de la partie du Kurdistan qui échappe au contrôle de Bagdad. Une seule chose est sûre : des échanges de tirs qui ont opposé les deux parties, ont forcé les organisations humanitaires à restreindre leurs déplacements. Le correspondant de l'AFP a vu, pour sa part, quelque quatre cent cinquante familles se réfugier au siège du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), à Erbil.

En toute hypothèse, cette situation illustre l'imbroglio de plus en plus inextricable du Kurdistan irakien. Chargée depuis avril 1991 de protéger les populations kurdes contre les exactions du gouvernement de Bagdad, la force américano-franco-britannique basée à Incirlik, en Turquie, n'aura en définitive réussi à empêcher, ni les Kurdes irakiens de s'entretuer, ni les rebelles kurdes, turcs et iraniens de s'installer dans cette partie du nord de l'Irak, ni les gouvernements d'Ankara et de Téhéran de régler leurs comptes avec ces derniers.

Les tentatives séparées de médiation d'Ankara, de Téhéran et des Etats-Unis - qui tiennent

pourtant la protection des Kurdes irakiens entre leurs mains - n'ont pas réussi à réconcilier les deux principales formations kurdes irakiennes, qui se sont partagé le Kurdistan. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani contrôle la partie ouest, qui s'étend jusqu'à la frontière turque, et perçoit les revenus de l'exportation de pétrole vers la Turquie. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani tient la partie est, délimitée par la frontière avec l'Iran, et compte sur la réexportation de produits achetés dans ce pays.

Bien qu'il connaisse une pause depuis quelques semaines, un conflit armé provoqué par des querelles d'argent, de propriétés foncières, de rivalités tribales et de lutte pour le pouvoir, les oppose depuis décembre 1994 et a

fait plus de 2 000 morts. Le PDK accuse l'UPK d'avoir vendu son âme à l'Iran. Pour l'UPK, le PDK sert les intérêts des Turcs. En réalité, la géographie impose à l'un et l'autre ses choix.

## LUTTE D'INFLUENCE

La Turquie, l'Iran et la Syrie, qui ont tous d'importantes minorités kurdes, organisent régulièrement des réunions de consultation à propos de la situation dans le Kurdistan irakien, de peur de voir l'« autonomie » dont il jouit faire tache d'huile chez eux. Mais, dans le même temps, Ankara et Téhéran n'hésitent pas à s'allier à l'une ou l'autre des factions kurdes irakiennes contre leurs propres rebelles kurdes, et dans le but d'étendre leur influence dans cette partie de l'Irak. Si les Etats-Unis ne sont pas mécontents de la coopération entre le PDK et

leur allié turc, ils ne voient pas d'un bon œil, en revanche, l'influence iranienne s'étendre parmi une partie au moins des Kurdes irakiens. Mais ils ne peuvent officiellement rien faire.

Les forces blindées turques pénètrent régulièrement en territoire irakien à la poursuite des rebelles du Parti des travailleurs (PKK) qui y ont établi leurs bases arrières. Depuis 1984, Ankara jouit d'un « droit de poursuite » de ces rebelles d'une durée maximale de cinq jours, en vertu d'un accord conclu avec le gouvernement irakien. Mais ce délai n'est pratiquement jamais respecté, sans oublier les bombardements réguliers de l'artillerie et de l'aviation contre les rebelles.

Aucun accord du genre ne lie l'Irak à l'Iran, que la Turquie accuse de soutenir le PKK, ce dont il se défend. L'artillerie et l'aviation iraniennes ne se sont pas privées, à l'occasion, de bombarder ce qu'elles affirment être des positions du PDKI au nord de l'Irak.

Si les affirmations du PDKI sur l'entrée de forces iraniennes en territoire irakien étaient avérées, ce serait la deuxième incursion du genre. En août 1993, l'armée iranienne avait pénétré à 20 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. En outre, depuis novembre 1995, des combattants chiites irakiens appartenant aux brigades Badr, bras armé de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Iran (Asrii), basée à Téhéran, sont entrées dans le Kurdistan au nom de la lutte contre le régime de Saddam Hussein.

Mouna Naim

L'HUMANITE - 30 juillet 1996

**Kurdistan d'Irak**

# Des milliers de réfugiés fuient l'armée de Téhéran

**L'invasion du nord de l'Irak par deux mille soldats iraniens aurait fait des dizaines de morts et d'importants dégâts. Des milliers de réfugiés kurdes affluent à Erbil.**

Le peuple kurde fait face depuis quelques jours, dans le nord de l'Irak, à une nouvelle tragédie. Cette fois, les victimes sont essentiellement des Kurdes d'Irak qui avaient trouvé refuge dans des camps installés dans la région frontalière par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Depuis vendredi, ils font face à 2.000 soldats et pasdarans iraniens qui ont franchi la frontière avec armes et bagages et attaqué les camps du PDKI. Les bombardements, particulièrement violents, et les combats engagés avec les combattants du PKI qui tentent de résister à cette agression semblent avoir fait de nombreuses victimes et d'importants dégâts.

Selon un journaliste de l'AFP présent sur place, une douzaine de maisons et un hôpital ont été endommagés à Azad, le principal camp du PDKI. Erbil, la plus grande ville de cette région, est privée d'électricité depuis dimanche, en raison du bombardement par l'armée iranienne d'une station de distribution d'électricité à Azad.

Toujours à Erbil, les Nations unies tentent de faire face à un afflux de milliers de réfugiés, en majorité des femmes et des enfants. Ils arrivent depuis dimanche, épuisés et affamés, par des températures de plus de 40 °C. « Ils sont installés devant les bureaux. Nous leur avons fourni seulement de l'eau », a déclaré à l'AFP un responsable du Haut Comité pour les réfugiés. Les organisations humanitaires tentent de leur trouver un refuge. Beaucoup de ces réfugiés souffraient d'insolation et de diarrhée, selon l'ONU.

L'armée iranienne a lancé, hier, un ultimatum au PDKI lui intimant l'ordre d'évacuer avant 22 heures sa principale base dans la région, celle de Koî Sandjak.

L'agence IRNA annonce en outre que « plusieurs dizaines » de combattants du PDKI dont « au moins vingt membres importants » ont été tués dans les combats. Un général iranien a affirmé que ses troupes n'avaient pas l'intention de rester en Irak, et qu'elles s'en retireraient « dans un avenir proche », mais sans donner de date précise.

Les moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition au régime islamique iranien, dont les forces sont elles aussi basées dans le nord de l'Irak, ont affirmé lundi qu'ils se tenaient « aux côtés des Kurdes d'Irak ». Dénonçant les opérations militaires iraniennes, qu'il a qualifiées de « sauvages », le chef des moudjahidines, Massoud Radja-

vi, a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à « prendre position rapidement sur cette attaque qui fait partie des conspirations terroristes contre (nos) compatriotes kurdes en Irak ».

Le gouvernement irakien a, lui aussi, dénoncé « l'agression » iranienne et demandé le retrait immédiat des troupes de Téhéran. Le chargé d'affaires iranien à Bagdad a été convoqué lundi au ministère des Affaires étrangères, où les autorités lui ont remis une « note de protestation ». La note réclame « le retrait immédiat » des troupes iraniennes et souligne le droit de l'Irak à « défendre sa souveraineté » et à « réclamer des dédommagements ».

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

● **KURDISTAN DE TURQUIE Répondant à une question de Georges Marchais**, député communiste du Val-de-Marne, sur la situation des députés kurdes emprisonnés, le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette affirme : « L'objectif de la France demeure la libération de tous les députés emprisonnés. La dimension exclusivement sécuritaire donnée jusqu'à présent au problème kurde a montré ses limites. La France, comme ses partenaires européens, s'est prononcée en faveur d'une approche politique de cette question et de la reconnaissance, notamment, des droits culturels du peuple kurde. »

LIBERATION CHAMPAGNE - 30 juillet 1996

## Irak

### Des milliers de réfugiés fuient l'offensive iranienne

Les Nations unies faisaient face hier à un afflux de milliers de réfugiés dans le Kurdistan d'Irak, théâtre d'une offensive militaire iranienne contre des combattants kurdes iraniens.

Les combats qui opposent depuis la semaine dernière des soldats iraniens aux combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI, opposition) autour de la localité de Koî Sanjak, à 50 kilomètres de la frontière irako-iranienne, ont baissé d'intensité hier.

Selon le PDKI, cette accalmie est intervenue après que l'Irak ait lancé aux rebelles un ultimatum expirant hier à 20 h 30 locales (16 h 00

GMT), leur enjoignant d'évacuer leur principale base près de Koî Sanjak. Les combattants kurdes ont décidé d'ignorer cet ultimatum, a souligné le PDKI.

Quelque 2.500 réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants, étaient arrivés au cours des dernières 48 heures à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, et se sont regroupés près du siège du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Des responsables de l'ONU et du HCR à Erbil ont indiqué qu'ils examinaient avec d'autres agences de l'ONU et des organisations non-gouvernementales un plan d'aide à ces réfugiés, démunis et entassés à l'extérieur des locaux du HCR par 47 degrés Celsius.

« Ils sont installés devant les bureaux. Nous leur avons fourni seulement de l'eau », a déclaré à l'AFP un responsable du HCR après avoir précisé que les organisations humanitaires tentaient de leur trouver un refuge.

Beaucoup de ces réfugiés souffraient d'insolation et de diarrhée, selon des responsables de l'ONU.

Le PDKI avait affirmé dimanche que 2.000 soldats iraniens avaient pénétré la semaine dernière dans le nord de l'Irak, équipés d'artil-

lerie lourde, et s'étaient dirigés vers Koî Sanjak où vivent les rebelles kurdes iraniens et leurs familles.

Un porte-parole du PDKI, Moustapha Amine, a indiqué hier à l'AFP que les combattants kurdes étaient déterminés à « résister face aux forces iraniennes », en dépit de l'ultimatum de Téhéran. Il a précisé que les Iraniens avaient détruit la moitié des bureaux du parti ainsi que 13 habitations.

A Téhéran, l'agence officielle IRNA a indiqué que les forces iraniennes avaient tué dimanche « au moins vingt membres importants » du PDKI.

Au total « plusieurs dizaines » de combattants du PDKI ont été tués par les soldats du corps des Gardiens de la révolution (Pasdarans), ajoute IRNA qui cite un communiqué des Pasdarans.

Selon ce communiqué, « l'agression » dimanche matin de la rébellion kurde dans le nord-ouest de l'Irak « a été mise en échec ». Les Pasdarans « ont poursuivi les agresseurs et à l'aide de l'artillerie ont réussi à encercler totalement les rassemblements des contre-révolutionnaires ».

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Actu.

Turquie/Kurdes: reconduction du mandat de "Provide Comfort"

ANKARA, 30 juil (AFP) - Le Parlement turc a reconduit mardi pour cinq mois l'autorisation de stationnement en Turquie de la force multinationale chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

ce/jpa/agr

AFP /AA1234/301811 JUL 96

Eco.-Int.

La Turquie demandera à l'ONU l'autorisation de commercer avec l'Irak

ANKARA, 31 juil (AFP) - La Turquie demandera à l'ONU l'autorisation d'échanges commerciaux limités avec l'Irak afin de compenser les lourdes pertes dues à l'interruption des relations commerciales entre les deux pays à la suite de la guerre du Golfe, selon le ministère turc des Affaires étrangères.

Selon le porte-parole du ministère Omer Akbel, la Turquie demandera prochainement à bénéficier d'un "statut similaire" à celui accordé à la Jordanie qui a été autorisée par l'ONU à acheter du pétrole à l'Irak en échange de biens de consommation.

Lors d'un point de presse mercredi, le porte-parole a précisé que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne soutenaient la demande turque.

La Turquie affirme avoir perdu plus de 30 milliards de dollars en raison des sanctions imposées à l'Irak, qui était le deuxième partenaire commercial d'Ankara avant la guerre du Golfe.

"La Turquie est dans une situation similaire à celle de la Jordanie, à la fois en tant que voisin de l'Irak et pour ce qui concerne l'importance des pertes" subies, a ajouté M. Akbel.

Selon des sources diplomatiques, la Turquie a sollicité le soutien des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne pour obtenir cette autorisation en échange d'une prolongation du stationnement sur son territoire de la force multinationale chargée de l'opération "Provide Comfort".

Le Parlement turc a reconduit mardi le mandat de cette force chargée notamment de protéger les Kurdes irakiens.

ue/mr/jpa/agr

AFP /AA1234/311535 JUL 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

# US will not scale back commitments to Turkey

'This relationship stands on its own (and) should not be questioned'; Turkey is 'without any doubt one of the most important countries to the United States'

*While strongly reiterating criticism of Iran's incursion into northern Iraq, the US spokesman does not foresee danger that Iranian troops might clash with Operation Provide Comfort forces*

*TDN with dispatches*  
WASHINGTON- Pleased that the "first test of the new U.S.-Turkish relationship" has ended in a "great victory," the United States is rejecting unsolicited advice that it scale back its commitments to Turkey.

Speaking at his daily press briefing Tuesday on the heels of the Turkish Parliament's renewal of Operation Provide Comfort, the U.S.-led effort to protect Kurds in northern Iraq from the regime in Baghdad, State Department Spokesman Nicholas Burns said he did not know "anybody in Washington, D.C. — Republican or Democrat," who would argue that the U.S.-Turkey relationship is not "clearly in the vital national interests of the American people."

The spokesman reiterated language

American spokesmen have used frequently in recent months, terming Turkey "without any doubt one of the most important countries to the United States."

Burns was responding to questions about a commentary in Tuesday's *Washington Post*, in which foreign affairs columnist Lally Weymouth questioned the willingness of the new Turkish government to maintain Operation Provide Comfort and continue the embargo against the Baghdad regime of Saddam Hussein. "Washington would be wise to immediately abandon the idea... that it can tame the radical Islamists in Turkey. The best hope for the West is that the Erbakan-Çiller government falls in a democratic manner," Weymouth wrote.

Implicitly acknowledging that



State Department spokesman Nicholas Burns

Washington had had misgivings about the coming to power in Ankara of the pro-Islamist Welfare Party, Burns said the United States "at the minimum with its allies must respect the results of democratic elections." The Clinton administration was "trying to form a new relationship with this government" through bilateral diplomatic contacts: "That's our job, ... and we're going to try to form the best relationship that we can."

Burns pointed out that "what unites Turkey and the United States continues: our NATO alliance, our belief that a new relationship by Turkey with Israel is important, our belief that Turkey has a stabilizing role to play in Central Asia (and in Bosnia, where Turkey has taken a lead in 'equip-and-train' (the effort to build an indigenous Bosnian army)."

"This relationship stands on its own," Burns summed up, "(and) should not be questioned."

Reminded that he had earlier said that Washington would be weighing both the words and deeds of the new government, Burns cited the vote in the Turkish Parliament which had just approved extending Operation Provide Comfort until the end of 1996. Saying the vote was "really the first test of the new U.S.-Turkish relationship," he called it "a great victory for Turkey and the United States and for the Erbakan government. So we're pleased."

While strongly reiterating previous criticism of Iran's since-completed incursion into northern Iraq, Burns did not foresee a danger that Iranian troops might clash with the U.S.-French-British-Turkish coalition forces under Operation Provide Comfort.

While Iran is "a state that sponsors terrorism," he said, "I believe it probably has rational leaders in control in Tehran, and they would not want to put their troops into conflict with ours. I'm sure that will not happen. There are no reports of it happening."

Nonetheless, "Iran has no business in northern Iraq," Burns stressed. "One cannot foresee the complications that could arise were Iran to maintain its troops in Iraq. There are complications that could arise; there are mistakes that could be made."

Burns said he was unaware of Weymouth's allegation that the dormant pipeline from Iraq to the Turkish Mediterranean port of Yumurtalik had been used to illegally export Iraqi oil. He noted that Turkey has taken "the necessary steps, logistical steps," to prepare the pipeline for use when a United Nations-approved plan to permit Iraq to sell limited amounts of oil for specific purposes goes into effect.

Negotiations on this subject are now being held at U.N. headquarters in New York.



*Turkish Daily News* THURSDAY, AUGUST 1, 1996

# Paris welcomes extension of Provide Comfort, warns Iran

**Emphasis:** France underlines four points — the OPC operation is temporary, Iraqi territorial integrity should be respected, the NGOs should limit their activity to humanitarian aid, PKK activity in northern Iraq should not be allowed

*Turkish Daily News*

PARIS- France, one of the participants in the Provide Comfort force based in Turkey, welcomed on Wednesday the Turkish Parliament's vote to extend the mandate of this multilateral force for another five months.

"We welcome the decision of the Turkish Parliament to extend the term of Operation Provide Comfort, which France participates in, along with Turkey, Great Britain and the United States," French Foreign Ministry spokesman Jacques Rummelhardt said on Wednesday.

In his declaration, the spokesman also sought to quell the concern of the Turkish public and opposition deputies about several sensitive issues regarding the force which aims to protect the

Iraqi Kurds from Baghdad's wrath.

"The operation which enables the implementation of conditions put forward in U.N. Resolution 688 ... is of temporary nature," Rummelhardt said, in an apparent attribution to Turkish diplomats often expressed concern that the operation, which lacked a political settlement perspective, would become a permanent fixture. Stressing that France supported the territorial integrity of Iraq, he added that his country "wished for the reopening of dialogue (between the different political groups in Iraq) that would guarantee the rights of the population concerned."

He added that France hoped the situation in the three districts — Arbil, Dohuk and Suleymaniyah — would be normalized, and signalled that Paris was "watchful" of the situation regarding all the minorities in the region, including the Turkmen.

Touching on another sensitive issue for Turkey, Rummelhardt said that the activities of the non-governmental organizations in northern Iraq "should be limited to humanitarian aid." The French spokesman also condemned the attacks of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has bases in northern Iraq.

"We condemn, without any reservation, any terrorist attack against the Turkish Republic and call on all the political movements in the region to do the same and prohibit any PKK activity," he said.

In response to the presence of Iranian troops in northern Iraq, Rummelhardt repeated that the territorial integrity of Iraq should be "respected without any reservation" but added that France was aware that the problem in Iraq posed a security threat to its neighbors.

## Ankara warns embassies about NGOs in N. Iraq

*Turkish Daily News*

ANKARA- Ankara will send a warning note to all embassies in Ankara about the non-governmental organizations (NGOs) in northern Iraq. It will demand the non-interference of NGOs except for humanitarian aid.

Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel, speaking at his weekly press conference, said that from the beginning Turkey had been keeping a close eye on the NGOs in northern Iraq.

"The importance of the subject came onto the agenda before the extension of the mandate of Operation Provide Comfort (OPC).

Our sensitiveness was met with understanding by the coalition partners of OPC," Akbel said.

He indicated that naturally Ankara did not want to restrict humanitarian aid. "On the contrary, Turkey is one of the main countries which have helped the refugees and the people in northern Iraq," Akbel said.

There are more than 80 NGOs in northern Iraq, and Turkey has some doubts about their activities.

## PKK issue put in the hands of Sheikh Osman

**F**rom a July 31 article by Hürriyet's Ertuğrul Özkök: At lunch yesterday Democratic Left Party (DSP) leader Bulent Ecevit told us interesting things. During his latest meeting with Prime Minister Necmettin Erbakan the two discussed the mandate of the Operation Provide Comfort (OPC, the Turkey-based multinational force whose planes patrol northern Iraq to deter a fresh attack on Iraqi Kurds by Saddam Hussein's forces). Ecevit told Erbakan that step by step an independent Kurdish state was being founded in northern Iraq, and that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had a part in that plan.

Erbakan's reply was: "Don't worry. We will crush the PKK with the help of (Iraqi Kurdish leader Massoud) Barzani and Sheikh Osman. If we gave Barzani \$20 million worth of weapons he would take care of that issue." Ecevit said: "I wondered who Sheikh Osman was but I could not ask, thinking maybe he is a very important person and it would be a shame if I said I did not know him."

### *An Islamic leader*

**I** too wondered who Sheikh Osman was. I asked around. It turns out that he is the leader of the "Islamic Movement" in northern Iraq. From time to time he attended the meetings in Turkey of Erbakan's Welfare Party (RP). So Erbakan aims to mobilize an "Islamic umbrella" to solve the northern Iraq problem. In fact, newspapers close to the RP have recently made frequent remarks on the "Ottoman method of carrying ethnic problems to a supranational platform and solving these under an Islamic umbrella."

I have doubts about the help that is supposed to come from Barzani. When the prime minister uttered these words Iranian troops had not yet crossed the Iraqi border to start fighting against the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) peshmergas whom Barzani supports. Now a 2,000-strong (according to some sources 4,000-strong) Iranian force is in northern Iraq, confronting pro-Barzani forces. Unless that operation is not halted Barzani is bound to suffer greatly. And it would be a pipedream to expect Barzani, who has trouble with Iran, to help Turkey on the PKK issue.

Meanwhile, Erbakan's reference to Sheikh Osman, a person only a few of us in Turkey have heard of, indicates the complexity of the ground on which the formation in northern Iraq is taking shape. We have not adequately tackled the issue of Iran suddenly sending its forces into northern Iraq just when in Turkey renewal of the OPC mandate was being debated with the participation of all the political institutions concerned. I am aware

of the questions being asked on this issue at certain levels of the state structure. Officials at those levels are now referring to hitherto unspoken relationships.

### *In Talabani's camp*

**F**or example Teimur Mustafa, the public relations official of the KDPI which is supported by Barzani, says that the Iranian troops spreading in the Suleymaniah region have settled in Jalal Talabani's al-Salaam camp. If the information reaching Ankara is correct, Iran is conducting this operation together with Talabani, who is Barzani's biggest rival.

This is all too confusing because Talabani is an Iraqi Kurdish leader who is known for his closeness to the West in general and to the United States in particular. How come he now enters into an alliance with a country hated by the United States and attacks Barzani who has good relations with Turkey?

I cannot find an answer to that question. There is another question which I find equally puzzling. The Western officials and media who raise hell every time Turkish troops cross into northern Iraq, now remain silent in the face of the Iranian operation in northern Iraq. This issue is getting only minimal coverage without comment.

### *Turkey's power*

**D**uring discussions on this issue one question gets asked, though in a low voice: "Do the three countries (United States, Britain and France) whose planes make up the OPC) think that the Iranian troops crossing into northern Iraq all of a sudden while the Turkish Parliament was debating the OPC issue on such a delicate and difficult balance, is in line with their interests?"

This question seems to bring to mind "conspiracy theories." But asking that question becomes inevitable when one simply lists the latest developments in northern Iraq and Turkey.

And there is another aspect to this problem. The Iranian operation in northern Iraq is weakening Barzani, whose stance is nearer to Turkey than that of Talabani, while bringing with it the risk of strengthening Talabani, who has been proven to have assisted the PKK. Naturally such a development could reduce significantly the Turkish power over northern Iraq.

That is why the Iranian operation in northern Iraq closely concerns Turkey. In the past, Turkish security operations in northern Iraq had elicited a very strong reaction from Iran. Now we see that Turkey fails to react to the Iranian operation in an equally strong manner probably because now the RP is in power.

# US formally welcomes Turkish vote on OPC

**Burns: 'We have supported, support and will continue to support a secular and democratic Turkey'**

*Turkish Daily News*

**WASHINGTON-** After initially proclaiming Tuesday's vote by the Turkish Parliament extending Operation Provide Comfort to be a "great victory," U.S. State Department Spokesman Nicholas Burns formally welcomed the decision in a statement Wednesday. The statement read:

*The United States welcomes the decision by the Turkish parliament to extend the mandate of Provide Comfort II until the end of December.*

*Provide Comfort II is a multilateral operation designed to protect all the peoples of northern Iraq from the depredations of Saddam Hussein.*

*Operation Provide Comfort is working to deter Saddam Hussein's repression of the Iraqi people and prevent a recurrence of the 1991 refugee crisis.*

*Its members are committed to preserving the independence, unity and territorial integrity of Iraq.*

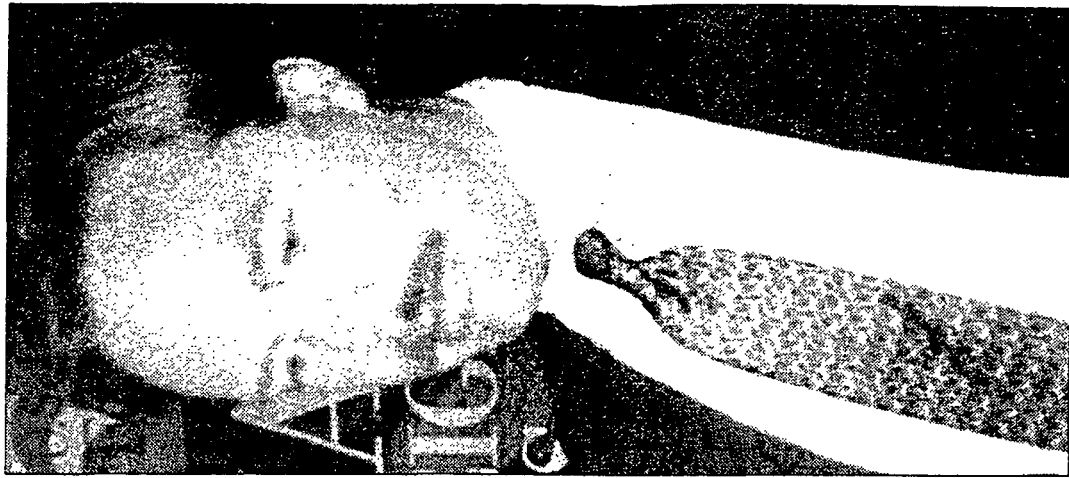
*The United States deeply appreciates the*

*support of the Turkish parliament in this multilateral effort.*

Burns, speaking separately to an Anatolia news agency reporter, sought to correct misunderstanding in the Turkish-language media regarding comments he had made. Anatolia reported that Burns had been quoted as saying that democracy and human rights were given more importance in Turkey than secularism and that this had caused several negative commentaries in the media.

"What I said was understood incorrectly," Anatolia quoted Burns as telling its reporter. "Secularism has been a very important part of the Turkish system since Atatürk. Just as now, secularism will be a very important element in the future of Turkey. Secularism is one of the cornerstones of the Turkish Republic and will remain so."

We have supported, support and will continue to support a secular and democratic Turkey."



Nicholas Burns

# 13,665 unsolved cases in State Security Courts

*Turkish Daily News*

ANKARA- A total of 13,665 murder cases remained unsolved at the end of 1995 but are still under investigation by the eight State Security Court (DGM) prosecutors' offices, the Anatolia news agency reported.

According to data from the General Directorate of Criminal Records and Statistics, the prosecutors received files on 2,401 new murder cases between Jan. 1, 1995 and Dec. 31, 1995, to be added to the 11,264 cases left over from previous years.

The court in Diyarbakır has the greatest number of unsolved cases, with 11,699. The court in Diyarbakır received 1,900 cases last year, while it had 9,799 cases from previous years. The court in Malatya takes second place with 879 unsolved murder cases, followed by Erzincan with 695. İzmir with 177. Istanbul with 83, Ankara with 73, Kayseri with 37 and Konya with 22.

The ratio of unsolved murder cases to the total workload of the state security courts was 56.4 percent. Diyarbakır is again in the lead with 75.2 percent, followed by Malatya with 50.4 percent and Erzincan with 35.4 percent.

In 1995, 255 cases were solved. The court in Diyarbakır solved 100 cases, İzmir 69, Malatya 32, Istanbul 27, Erzincan 26 and Kayseri one, while the courts in Konya and Ankara have not been able to solve any of their cases. On the other hand, 34 of the unsolved cases in the State Security Court in Istanbul were closed due to statute of limitations.

The average length of time a case remains unsolved is 3,294 days. The oldest unsolved case is in Erzincan (9,852 days), followed by Diyarbakır (3,852) and Kayseri (1,689).

## Egyptian FM backs talks as only course for Kurds

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Egyptian Foreign Minister Amr Moussa has put his country firmly behind peaceful means for Kurds in the Middle East to attempt to achieve their aspirations.

During a briefing at the Center for Strategic and International Studies, a Washington-based research center, Moussa was questioned by someone who identified himself as being with "the American Kurdish Information Network, an advocacy group here in Washington dedicated to the cause of Kurdish peace with Turks, Persians and Arabs."

The questioner said that, in speaking about the Arab-Israel peace process, the Egyptian official had "shared with us a vision, your hope of seeing the Middle East at the helm of emerging international order .... In the Middle East, as you know, 25 to 35 million Kurds live in captivity. Do you really think, is your vision realistic?"

Replied Moussa: "All those who aspire to a different future concerning their own determination of their future should do that through talks and peaceful means, especially at this age, at this time.

So if the Kurds wish to promote their cause through negotiations, through talks to determine their future and insist or promote their rights, I ... think that you would be on the right track.

Moussa was at CSIS late last week to discuss this week's visit to Washington by Egyptian President Hosni Mubarak.

The transcript of his appearance reached TDN on Thursday.

TURKISH PROBE AUGUST 2, 1996



Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan (left, foreground) and his ministers vote for OPC extension after five years of opposition. Reuters

### RAŞİT GÜRDİLEK

It was so unreal that the nation glued to TV monitors to watch a suspense-filled vote count failed to comprehend what had happened. "Those for," "those against" and in the space of a few seconds, the most difficult looking extension of the past five years for the Operation Provide Comfort (OPC) had cleared Parliament. The U.S.-British-French air force based at Incirlik, southern Turkey, was given another five months to patrol the skies of northern Iraq daily, to counter a not-too-real-looking threat from Baghdad to a self-governing Kurdish enclave there.

Until the last moment, there were still those who did not think that the Islamist deputies of the Welfare Party (RP), implacably opposed to the Western force until now, would vote to a man — except one deputy who had the ironclad excuse of prayer ablutions — heed the call of their leader, Necmettin Erbakan, to back the mandate renewal.

Although smooth, the extension was not passed without a price for everyone: the Americans, the Kurds, for Erbakan despite the almonds he has been showing around to explain the embarrassing U-turn, and even some Arab governments who, as a result, will

have to reach into their pockets.

But for everyone, the returns looked to outweigh the cost.

For public consumption, the United States provided some comfort to Turkey's coalition government in the form of a White House declaration pampering the national ego and addressing grievances about the OPC's activities and suspected ulterior motives behind its presence.

The statement first of all assured that the United States was against the division of Iraq and the emergence of an independent Kurdish state.

Going the full length in its display of care for Ankara's security worries, the 12-point White House declaration warned the Iraqi Kurds against supporting the PKK — the Kurdistan Workers' Party fighting a separatist war in southeastern Turkey. The PKK entrenchment in northern Iraq as a result of Baghdad's curtailed power in the north has been a main cause in Turkish reticence to keep hosting the OPC.

To further comfort the Turkish public ever suspicious that a multiplicity of non-governmental organizations purportedly engaged in relief work in northern Iraq were actually aiding the PKK or encouraging Iraqi Kurds toward independence, the White House statement urged these to concern themselves solely with humanitarian issues.

Finally, the statement listed Iraq's Turkmens, supported by Ankara in their bid to assert themselves, among the people OPC aimed to protect.

Armed with these concessions, described as cosmetic by opponents, Prime Minister Necmettin Erbakan confronted his party's Islamists on Tuesday to remove their remaining opposition to the U-turn after years of hostility to the OPC which they described as an "occupation force" serving the expansionist designs of Armenia and Israel — two favorite Islamist scapegoats.

Addressing the RP deputies before the critical vote, Erbakan applied another coat of sugar to the goodies. He said that, until now, the OPC personnel had been tipping off the PKK whenever Turkey attempted a surprise crossborder raid against the separatists.

But from now on, the Western force will assist Turkey's combat against the terrorists, providing valuable intelligence about the separatists' movements.

He chose to keep quiet, however, about the firm U.S. rebuttal of his demand for the transfer of the Military Coordination Center (MCC), a small liaison outfit based in Zakho, northern Iraq, to Turkey. Ankara has been seeking the transfer of the headquarters for the small band of intelligence officers, because the Iraqi Kurds were see-

ing it as the "boss's house" and not showing due concern to Turkey's sensitivity regarding PKK activities in northern Iraq. The transfer to Turkey of the MCC, in Turkish eyes, would make the Kurds more responsive to Ankara's demands. But in the end, the U.S. negotiators reportedly silenced the Turkish side with the simple question: "Would you agree to move the headquarters of the Turkish troops in Cyprus to mainland Turkey?" It was not clear whether the question merely appealed for reason, or hinted a retaliatory change of stance from Washington on the Cyprus issue. But it apparently settled the matter.

What Americans preferred to remain quiet about was the concessions connected with the military side. To help explain the policy reversal, Erbakan prepared the ground in advance, having senior General Staff officers and Foreign Ministry officials brief the Parliament general assembly as well as the defense and foreign affairs committees although opposition parties boycotted the briefings. But as the outcome of the vote hinged on the attitude of about 30 RP "dichards," Erbakan concentrated on them.

Just hours before the ballot, the Islamist leader told his deputies that beside the secured political benefits, the OPC was also subjected to some changes regarding its military activities.

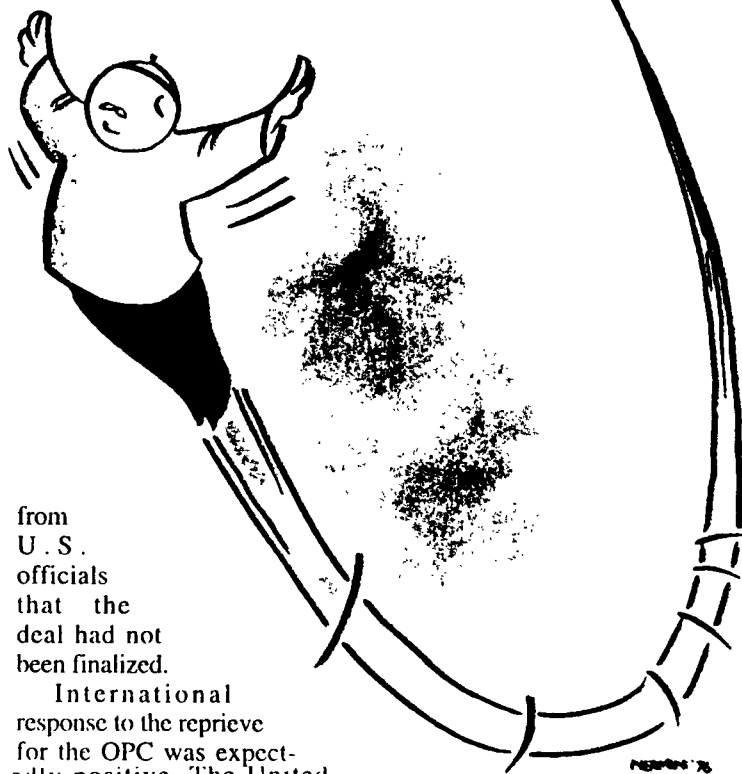
The most important change in this respect was the limitation of the flights by fully-armed OPC planes over northern Iraq, from 40-50 daily to two or three. But for Erbakan and his suspicious Islamists, the real prize was the American agreement to end the ground-skimming low altitude flights by the OPC jets.

"They were using the OPC mandate so far to give low-level flight training to the pilots," Erbakan objected. The restriction appeared addressed to appease the radical Islamists who have not completely buried their grievances about Turkey's military training accord with Israel signed in February. It is known that some Islamists believe that Israeli pilots are also trained in northern Iraq for low-level penetration capability "in preparation for strikes at nuclear installations in the area." Iran, suspected of harboring ambitions for nuclear weapons, has strongly protested the Turkish-Israeli accord.

Erbakan also hinted that in return for his government's docility, Turkey would reap economic benefits. He said Turkey would enjoy a Jordan-style exemption

from the U.N. sanctions against Iraq, although this would ultimately require a U.N. decision.

He and his government partner, True Path Party (DYP) leader Tansu Çiller, also advertised benefits from the oil-for-food deal between Iraq and the United Nations. They told Parliament that the 1,000-kilometer twin pipelines linking Iraq's Kirkuk oilfields to a Turkish Mediterranean port will start operating by mid-September, after remaining dormant for five years. The disclosures, however were followed by statements



from U.S. officials that the deal had not been finalized.

International response to the reprieve for the OPC was expectedly positive. The United States, Britain and France officially lauded the extension and reasserted their commitment to Iraq's unity. But inevitably, the back-flip looked awkward at home, with the left and radical right uniting in their condemnation of the announced dividends as cosmetic.

Erbakan, however, was not left alone to draw flak from the establishment. Chairman Mesut Yılmaz of the main opposition Motherland Party (ANAP) was blamed for not being courageous enough to oppose the deal and shake the coalition.

Trapped by his former acquiescence to the OPC when he shared power with the DYP, Yılmaz first said that ANAP would oppose a new extension unless the liaison center was moved to Turkey, but at the last minute he used a side exit, ordering his deputies not to participate in

## Benefits

Erbakan hinted that in return for his government's docility, Turkey would reap economic benefits. He said Turkey would enjoy a Jordan-style exemption from the U.N. sanctions against Iraq, although this would ultimately require a U.N. decision

## Test of Unity

There were those who did not think the Islamist RP deputies, implacably opposed to the Western force until now, would vote to a man

## A Brief Chronology of OPC

■ After the Gulf War, 1.4 million residents of Northern Iraq fled to Iran, 450,000 fled to Turkey.

■ Of these, thousands died of hunger, exposure and epidemics. Volunteer doctors estimated that in late March and early April 1991, between 900 to 1,000 Kurds died each day.

■ On April 5, 1991, President George Bush directed the start of Operation Provide Comfort.

■ On April 22, 1991, OPC leaders established a Military Coordination Center (MCC) in Pirinçlik with an coordination office in Zhako, Iraq.

■ Airdrop of relief ceased on May 10, 1991.

■ On May 13, 1991, the United Nations took over the responsibility for the Transit Camp. By early June in 1991, almost all Kurdish refugees had returned from Turkey.

■ Currently, an average of 1,600 coalition members serve in OPC.

■ In the first two months of operations, forces from 12 nations participated in OPC.

■ The UNHCR assumed the responsibility for relief efforts in Northern Iraq on June 7, 1991.

■ Jan. 17, 1993, a U.S. pilot downed an Iraqi Mig 23 which flew two nautical miles north of 36th parallel.

■ Aug. 19, 1993 saw two F-16s and two F-15Es drop cluster bombs and four laser guided bombs on an Iraqi SA-3 site after it launched two SAMs at these aircraft patrolling the no-fly zone.

■ On April 14, 1994, U.S. Air Force F-15s shot down two U.S. Army helicopters which they wrongly identified as Iraqi Mi-24 Hind gunships, killing all eight crew members and 18 passengers on board.

the voting when the request, coupled with a call for a shorter mandate, was turned down. The boycott enabled the government side to outnumber the opponents.

But while enraging the opponents, some analysts did not see all harm in the U-turn. Çiller's DYP was particularly pleased. After the endorsement of the military training accord with Israel and an earlier reversal of the opposition to the customs pact with the EU, Erbakan's defense of the OPC was seen as yet another sign of the party's rapid shift to the center. Apologists for Yılmaz, meanwhile, explained the walkout with "responsible statesmanship" and anxiousness to avoid strains with the United States as a likely candidate to take power soon. ■

TURKISH PROBE AUGUST 2, 1996

# Iran's Northern Iraq Push Raises Doubt over Motives

AYŞE KARABAT

### Restricted

Turkish operations in northern Iraq have been restricted ones and Turkish soldiers never penetrated as far as Erbil, limiting their actions to border areas

Amid the negotiations over the extension of the mandate for Operation Provide Comfort (OPC), the two-day Iranian incursion into northern Iraq against its separatist Kurdish rebels brought conspiracy theories, a frantic trading of accusations by rival Iraqi Kurdish groups against each other and new refugees once again to the region.

The Iranian force — reportedly 2,000 strong and backed by mechanized units — entered on Sunday to the town of Koi Sanjak, 80 kilometers from the main city Erbil where the Kurdish Parliament is located. In justifying the incursion, Iran claimed that the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), which has some bases in northern Iraq, had crossed over the border and attacked Iran.

Among the conspiracy theories the favorite says that Iran is bidding for more power in the region and was sending a message to the OPC partners saying: "I am here whether you stay or not but if I want to interfere in northern Iraq I can send my soldiers even as far as Erbil."

This incursion also shows that everyone is responsible for their own terrorists. One week before the Iranian incursion, Iranian deputy Foreign Minister Alaaddin Burujerdi visited Ankara to discuss border problems. The Iranians claimed that at the beginning of July, Turkish helicopters had crossed the border and attacked Iranian civilians, killing many. Turkey strongly rejected the claims but later said that the separatist



## Heavy Losses

Turkish military officials say that the casualties suffered by the Iranian Kurds had been much heavier than the reported 20

Kurdistan Workers' Party (PKK) attacked a gendarmerie patrol from over Iranian border. Iran in turn strongly denied that claim. Both parties are demanding compensation from each other and Burujordi was in Ankara to discuss these problems.

In those talks one of the items was, of course, northern Iraq. The foreign ministers of Turkey, Iran and Syria in the past used to come together and each time declare their respect for the territorial integrity of Iraq. At least two of those countries are suffering from their own terrorists which have bases in northern Iraq. But Turkey later declared that it does not trust Syria, and with that lack of confidence the meetings were canceled.

Turkey too frequently carries out military operations in northern Iraq against the PKK and used to justify this on security grounds. But the Turkish operations were restricted ones and Turkish soldiers never penetrated as far as Erbil, limiting their actions to border areas.

While the Turkish Foreign Ministry was reluctant to say anything about the Iranian military operation, the U.S. State Department declared that there was nothing to justify an Iranian incursion into northern Iraq.

Washington is already worried about Iran's rising influence in northern Iraq, undermining U.S. efforts to mediate a peace between Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

These two parties are bitter rivals, dividing the volatile northern Iraq between them and controlling different areas of the region. A U.S.-brokered cease-fire between the two is currently holding.

Turkish Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel, asked whether the OPC would react to the incursion, said that he did not think the Adana-based air force would react as a unit, although the countries which make up the force — the United States, Britain and France — might react unilaterally.

Once the Iranian advance stopped, a war of words broke out between the KDP and PUK.

The KDP in a written statement alleged that the Iranian forces had been invited by the PUK leadership. "Recently senior PUK leaders held talks with the Iranian government in Tehran and agreed to facilitate the logistics of the Iranian pasdaran [revolutionary guards] to carry out their attack in Koi Sanjak against a KDPI" the KDP claimed.

PUK Ankara representative Sezad Saib categorically denied the KDP claims and placed the responsibility for the raids on the KDPI. He said that one month ago Iranian officials had warned the PUK against KDPI infiltration into Iran. "The PUK told this to the KDPI and asked them to stop activities against Iran. But they did not," Saib said.

The Iranian incursion brought also new refugees, more than 2,500 escaping the Iranian push have arrived at the United Nations refugee camp in Erbil.



After the end of the operation the KDPI claimed that it had been a failure and that they had not lost any members. They said that there had been some material damages to their bases and indicated their thanks to the United Nations.

Meanwhile, Iran declared that 20 senior KDPI officials had been killed.

But the Turkish military officials told the TDN on Tuesday that the casualties suffered by the Iranian Kurds had been much heavier than the reported 20.

Although the success of the Iranian military operation was not clear, it is clear that Iran push into northern Iraq threatens further instability in the volatile mountainous region. ■

TURKISH PROBE AUGUST 2, 1996

# Mothers: 'We Want Peace'

## The Onset

Everything started with a statement from former Istanbul police chief and the then Justice Minister Mehmet Ağar that his regime would clean up the prisons from which terrorism was being directed

## The Conclusion

The hunger strikes that lasted 69 days and cost the lives of 12 prisoners ended on the night of July 27, a Friday and a holy day in the Islamic faith. However, the lives of 15 prisoners, suffering from the effects of their ordeal, are still said to be in danger

JAN PAÇAL AND  
ERDİNÇ ERGENÇ

Obviously the mothers of the prisoners were the ones who were the happiest when the 69 day long hunger strike of prisoners ended. These mothers are now waiting in front of hospitals rather than at the doors of prisons and now wait for new of their children's recovery rather than their death.

Mothers were the winners of the long marathon at the end. They too were suffering a slow death as their children approached death themselves. Now, with the end of the hunger strike they are returning to life.

They were at the fore front of all the protest movements, surprising people with their courage. Talking to the TDN some of the mothers stated that would not let their children die without speaking out.

"We gave birth to them and will not give permission to you to kill them" said mothers of prisoners waiting in front of Çapa Hospital. The mothers emphasized that they wanted peace and would struggle for peace until Turkey became the land of brotherhood. Everybody had a common idea that if the mothers of the prisoners hadn't come out and raise their voices then the reactions of both sides would have been more severe. During the latest Saturday protest a mother of a prisoner on the hunger strike said that there was no difference between the mothers of a prisoner and a slain police or a soldier. She

emphasized that the pain of mothers was the same and called for social peace.

## The Development of the Hunger Strikes

Everything started months ago with front page stories in newspapers saying that there would be violence in Turkey's prisons, a statement from former Istanbul police chief and the then Justice Minister, Mehmet Ağar. Ağar claimed that his regime would clean up the prisons from which terrorism was being directed. Then he published a series of restrictive circulars on May 6, 8 and 10 which imposed a new and oppressive set of controls on the prisons and prompted the start of the hunger strikes all over Turkey prisons.

At the beginning the government did not take the hunger strikes seriously but even after the new Refah-True Path Party coalition government and the new pro-Islamic Justice Minister, Şevket Kazan, cancelled the circulars the prisoners were not satisfied. Saying that nothing had really been changed the prisoners declared the hunger strike a death strike on the fiftieth day. The deaths started on the sixty third day and the total reached 12 before the stubborn attitude of the Justice Minister was broken and a truce was called, consensus

being reached with the help of some intellectuals.

The hunger strikes that gone for 69 days and cost the lives of 12 prisoners ended on the night of 27 July, a Friday and a holy day in the Islamic faith. However, the lives of 15 prisoners, suffering from the effects of their ordeal, are still said to be in danger.

Yaşar Kemal, Zülfü Livaneli, Esber

Yağmurdereli and Ercan Kanar were the mediators along with Refah Party (RP) Istanbul member of parliament Mukadder Başegmez and Republican People's Party (CHP) MP Ercan Karakaş who created the consensus. The mediators, except the MPs, signed a text except the MPs which secured the transfer of prisoners from Eskişehir Prison to Istanbul and the acceptance of

the humane demands of the prisoners.

After the consensus was reached, more than 170 prisoners whose health was critical were taken to hospitals. The Health Ministry stated that the prisoners were being treated in 15 hospitals. The Ministry issued a circular to hospitals to unlock the chains that the prisoners were bound in after public criticism. Fifteen of the prisoners were reported as having serious metabolic disfunctions and had serious problems, especially with their brains and other organs. Doctors point out that the returning of the strikers to normal health would take long months even if the strikers made a positive reaction to their treatment.



The families of dead and dying hunger strikers demonstrated in Ankara throughout the week as the death toll in Turkey's prisons mounted. The picture held by the woman shows All Ayata and Aygün Uğur. Ayata died on the 67th day in Bursa prison and Uğur on the 63rd in Istanbul's Ümraniye.

## A Monitoring Committee is Set Up

Yaşar Kemal said that they have set up a committee to monitor the developments in prisons. This committee will include the writer and lawyer Esber Yağmurdereli, journalist Zülfü Livaneli and Human Rights Association Istanbul Branch chairman Ercan Kanar. Kemal said that they persuaded RP Istanbul MP Mukadder Başegmez to participate in the committee. Kemal pointed out that there is no official signature on the agreement with the prisoners which they mediated.

Minister of Justice Şevket Kazan accused the writers on a TV show of intervening very late and claimed that he had been trying to end this action for over a month. Kazan revealed to the press that if the action did not end there would be a security operation against prisoners and that there was no text of agreement between the prisoners and government.

Kazan thus confirmed that the possibility of an operation which everybody feared was a reality. Kazan also went as far as to put aside his statesman's identity when referring to the coincidence of the night when an agreement was reached with the religious candle night.

"I thought of the sacred meaning of the night. This business had to finish tonight and everyone should be happy, I thought. Then I made my decision in that direction." ■

TURKISH PROBE AUGUST 2 1996

## —Focus on Human Rights—

### European Media, Opposition, & Rights Groups Slam Turkey

European media and opposition parties rallied support last week for some 150 Turkish prisoners on hunger strike to protest political detentions, but governments were muted in their response. Socialist members of the European Parliament said the EU should threaten to block funds for Turkey in budget talks later this year.

Their leader, Pauline Green, said she had written to Turkish Prime Minister Necmettin Erbakan voicing concern over the deaths of six strikers. In Strasbourg, Leni Fischer, the president of the European Council Parliamentary Assembly, called on Turkey to "respect the European Convention on Human Rights, the rules of the Council of Europe concerning prisons and to take into account the demands made by the prisoners."

German commentators and opposition politicians urged Bonn and other Western governments not to turn a blind eye to "abuses" by a NATO ally that is lobbying hard to join the European Union. Eight French human rights groups appealed to France and the European Parliament to pressure Turkey into yielding to leftist prisoners' demands after six inmates died in a hunger-strike.

"(They) demand that the European Parliament

react immediately by blocking all financial aid to Turkey," said the signatories, including the France Libertés foundation headed by former French first lady Danielle Mitterrand and the International Federation for Human Rights.

### 'Torture Victims' Center Urges Turkish Jail Probe

Doctors at Berlin's treatment center for torture victims on Monday called on Turkey to allow international observers into its prisons to inspect conditions they described as "inhuman." Their call came a day after about 150 prisoners in jails across Turkey abandoned a two-month hunger strike in return for Ankara's promise that some of their demands to improve conditions would be met.

"Prison conditions (in Turkey) are characterized by routine torture and systematic abuse," said the Berlin Treatment Center for Victims of Torture, which was set up in 1991.

"...the Turkish government continues to keep thousands of prisoners living in inhuman conditions," it added.

The center, based in Berlin's Westend hospital, is funded by the German government and private sponsors.

A large proportion of the clinic's patients —

over 300 refugees from 31 countries — come from Turkey.

"We know from survivors who come to us for treatment that during a 30-day period when they are banned from seeing their lawyers they are often tortured," the center said in a statement.

### Turkey Invites European Commission to Probe Prisons

Turkey has invited the European Commission for the Prevention of Torture, an agency of the Council of Europe, to come and study conditions in Turkey's prisons.

Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel, at a press briefing for foreign media on Monday, said that during the hunger strikes Foreign Minister Tansu Çiller had received letters from German Foreign Minister Klaus Kinkel, French Foreign Minister Herve de Charette, Italian Foreign Minister Lamberto Dini, European Parliament Commissioner Hans van den Broek and European Parliament Socialist Group leader Pauline Green.

Akbel pointed out that Çiller's letters of reply mentioned that studies are being carried out on improving living conditions and reducing restrictive measures in the prisons. Certain regulations have already been abolished.

FRANCE SOIR - 2 août 1996

### IRAK Avertissement à l'Iran

L'Irak a mis en garde hier l'Iran contre une nouvelle intervention militaire sur son territoire et a affirmé son droit à prendre les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté. Mercredi, l'armée iranienne avait achevé son retrait du nord irakien, après avoir mené une vaste offensive contre le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) faisant, selon l'ONU, plusieurs tués et blessés et poussant environ 2 500 personnes à l'exode.

LE PARISIEN - 2 août 1996

**TURQUIE**  
► De nouveaux affrontements entre l'armée et des séparatistes kurdes ont fait 18 morts avant-hier soir à proximité de la frontière irakienne. Six soldats, cinq gardes locaux et sept combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan ont été tués.

*Turkish Daily News* SATURDAY, AUGUST 3, 1996

# Uncertainty over anti-PKK front in northern Iraq

By M. Akif Beki

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The 75 year-old leader of the Kurdish Islamic Movement of Northern Iraq, Sheikh Osman ben Abdalazez, has for the first time come into the public eye in Turkey because of a statement from Prime Minister Necmettin Erbakan which appeared in the media recently.

The statement was to the affect that Erbakan had declared that a united front would be formed between Turkey and the Democratic Party of Kurdistan (KDP), led by Mesut Barzani, and Sheikh Osman's Islamic Movement.

The purpose of the front would be to combat the Kurdistan Workers Party (PKK), which, under the leadership of Abdullah Öcalan, has been fighting a protracted guerilla war against the Turkish government from the northern Iraqi area.

After media attention to this statement, Osman ben Abdalazez has become the subject of some enquiry, as he has until now been unknown to the majority of the Turkish public and to many political circles.

A relative of Sheikh Osman, who asked to remain anonymous, released a counter statement to the TDN that there had in fact not been any agreement of cooperation over the founding of a front against the PKK between Prime Minister Erbakan and Sheikh Osman.

"This statement referring to Erbakan was announced to the public by some media estab-

lishments.

We did not hear about that. Erbakan said we will finish the PKK together with Sheik Osman and Barzani." Referring to the source of the media reports, Osman's relative continued, "If Bulent Ecevit refers a statement to Erbakan, it must mean without doubt that Erbakan used it.

"That is why we do not want to discuss this controversial statement. Essentially, Sheikh Osman and Prime Minister Erbakan have not talked since the foundation of the government. The last talk between them took place at the conquest festival in Istanbul before this government had been founded.

"I do not think there was any negotiation between Sheikh Osman and Prime Minister Erbakan, as has been claimed."

In addition to this, Sheikh Osman has declared that the Islamic Movement has good relations and a high level of cooperation with the KDP, and that they support the Kurdish parliament, the provisional Kurdish administration established in Northern Iraq, which to them symbolizes the existence of the Kurdish nation.

"We think of ourselves under the same banner with Mesut Barzani," Osman said during an interview that was printed recently.

Whenever his proposals for a solution to the problem of Turkey and the Kurds have been asked for, Sheikh Osman has suggested dialogue and negotiation between both sides of the conflict. However, whatever was or was

not said, the debate might be cleared up soon by the return of Sheikh Osman from the United Arab Emirates to Ankara in a week's time.

## What is the Islamic Movement?

The Islamic Movement of Northern Iraq is the third power represented in the Kurdish Parliament after the political movements of Mesut Barzani, the KDP, and Celal Talabani's Kurdistan Patriotic Union (KYP).

The movement, which is concentrated around Selahaddin City, has branches in several other cities, towns and villages. In addition to this, it has a military academy which educates recruits for the movement's military branch, which is led by Sheikh Ali ben Abdalazez, the brother of Sheikh Osman.

The armed forces of the movement are divided into two parts — the Ordinary Fighters (Mojahed) Army and the Army of Islamic Defense.

The Islamic Movement of Northern Iraq has been fighting against the regime of the Iraqi dictator, Saddam Hussein, for many years and has also been a target for attacks by the Baghdad government because of its Islamic identity.

It is estimated that the movement has more than ten thousand militants under arms at present and Sheikh Osman, with this number of followers and his religious identity, is a keystone in the regional balance of power between Barzani and Talabani.

## PKK kills 11 security forces in clashes near Iraqi border

*Turkish Daily News*

ANKARA- Terrorists of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) have killed 11 Turkish security forces in the Şemdinli province of Hakkari near the Iraqi border, the Anatolia news agency reported.

The terrorists ambushed the security forces on Thursday night near the Ormancık village of Şemdinli, and after a short clash six soldiers and five village guards were killed. One soldier and one village guard were wounded and two terrorists were killed.

During operations against the PKK in Bingöl and Bitlis, security forces killed six terrorists.

In another incident terrorists attempted to raid Bulakbaşı village in the Uludere province of Şırnak but the pro-state village guards repelled them after a two-hour clash during which a village guard was wounded.

Operations to apprehend the terrorists are continuing in the provinces of Hakkari, Tunceli, Bingöl and Diyarbakır. The region has seen fighting since 1984 at a cost of an estimated 20,000 lives.

# British TV news program highlights MED TV's plight

By Orya Sultan Halisdemir

*Turkish Daily News*

LONDON- "The London-based Kurdish TV, MED TV, stepped up its campaign to find a company to transmit its programs," Channel 4's prime-time news program presenter stated on Thursday night in a story the channel ran for 10 minutes.

A month after its contract was terminated by the Polish PTT, MED TV is still looking for a company to sign an agreement which would allow them to resume broadcasting.

Channel 4 news quoted MED TV officials as saying Turkey has been a major force behind the station's inability to find a company willing to deal with MED TV.

Ilhan Kızıllan, an MED director, said that the station was only trying to be the voice of the Kurdish people. He also accused Turkey of pressuring companies not to do deal with the station.

Referring to a meeting in Germany the presenter said: "At this gathering in Germany the sign 'Long live the PKK' appears on the wall, where there are also brochures about MED TV.

This might be a sign of the alleged link between the two but it could also be said that MED TV gives to Kurdish people some sort of identity." A Kurdish refugee in Germany, together with his two "wives", said that MED was the only television they could watch.

The presenter of the program also quoted a MED TV official as saying that the station received many donations from ordinary Kurdish people.

Pauline Green, the leader of the Socialist Group in the European Parliament also condemned Turkey for its actions against MED TV and against the "Kurdish people as a whole. The Polish PTT had suspended the transmission of MED TV satellite feed on July 2.

Previously, Portuguese, Spanish, German and French companies had all ended contracts with MED TV.

MED TV is currently broadcasting on what they call a "neighbor dish" but are still looking for a company to broadcast from on a full-time basis. British Telecom is said to be among those being looked at.

BT officials had previously said that they cannot discuss financial arrangements with a third party but they did not deny anything.

The Foreign Office had expressed in the past that they had some sympathy with the Turkish authorities because Abdullah "Apo" Öcalan, the leader of the PKK, often appeared on the channel. They also said that they had advised BT of this but pointed out they could not force BT on a purely commercial decision.

## Human Rights Watch urges Turkey to implement prison promises

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Human Rights Watch Helsinki (HRW) has called on the Turkish authorities to implement the promises given during the negotiations that brought to an end the recent prison hunger strikes.

The HRW welcomed Foreign Minister Çiller's invitation to the Council of Europe to send a delegation to investigate the prisons and remarked that it hoped this was but the first of such missions to monitor Turkey's progress in addressing serious concerns over its jails.

The hunger strikes that took place in many Turkish prisons started on May 20 as a protest against new regulations issued by the Justice Minister of the time, Mehmet Ağar, which imposed strict conditions in prisons and reopened Eskişehir jail, dubbed "The Coffin" by its inmates.

The hunger strike turned into a "death strike" on the 50th day when the new Welfare Party (RP)/True Path Party (DYP)

coalition government's Justice Minister, Şevket Kazan, showed, in the striker's view, no interest in ending the protest. The strike cost the lives of 12 leftist inmates, but was ended after an agreement reached on the 69th day with the mediation of several intellectuals.

HRW Helsinki issued a press release calling on the Turkish government to work actively and aggressively in fulfilling its promise to correct problems in the Turkish prison system that violate international standards.

"While we are encouraged by the government's agreement to a July 27, 1996 protocol that promised improvements in prison conditions and the treatment of prisoners and resulted in the end of a hunger strike that had already lead to twelve deaths, the issue of prison reform and humane treatment of prisoners must remain

a top priority and be fully realized," the human rights group reported

Justice Minister Şevket Kazan denies claims that he has made any agreement with the hunger strikers.

The HRW also called on the Turkish government to work towards a general reform of its prison system and urged the creation of a nonpartisan commission of experts to investigate on a long-term basis conditions in prisons and police lockups.

Human Rights Watch Helsinki was established in 1978 to monitor and promote domestic and international compliance with the human rights provisions of the 1975 Helsinki accords. Human Rights Watch Helsinki is a division of Human Rights Watch, which was established in 1978 to monitor and promote the observance of internationally recognized human rights worldwide.

SATURDAY, AUGUST 3, 1996

Turkish Daily News

THE NEW YORK TIMES - SATURDAY, AUGUST 3, 1996

## Political Intolerance in Turkey

Turkey's war against its Kurdish guerrillas has taken 20,000 lives since 1984, mainly in the Kurdish southeast. Now the unwarranted arrest of nonviolent Kurdish political leaders threatens to put a political solution even further out of reach.

The new troubles revolve around a June gathering of the People's Democracy Party, a legal Kurdish party that advocates a political solution to the conflict and attracted 1.2 million votes in the last elections. During the party convention in Ankara, an unidentified man wearing a burnoose cut down the Turkish flag and raised the flag of the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., the Kurdish guerrilla group outlawed by the Government.

The flag substitution set off a furor around the country as Turkish television repeatedly replayed the incident. People's Democracy Party officials expressed regret, but the damage was done. The morning after, 49 party officials were detained and later that day the police began raids on various party offices, where, according to the Government, they found P.K.K. propaganda. Three party members traveling home from the convention were ambushed and killed. The man who yanked down the flag has not been caught.

On June 26, Sirri Sakik, a Kurdish politician who walked out of the conference to protest the incident, was arrested for allegedly saying, "People who desire that a certain respect be paid to their own flags should also be respectful of others' flags." The Government claims that Mr. Sakik's statement implies the Turkish flag is not his flag, which would

be a violation of Turkey's anti-terrorism laws. Several detained officials have been released, but the remaining 28, including Mr. Sakik, await trial.

It seems unlikely that the People's Democracy Party would disrupt its own convention and in doing so commit political suicide. Kurdish officials know they must step lightly, as 89 members of Kurdish parties have been killed since 1990 and the Government has frequently banned Kurdish political organizations.

Even if a People's Democracy Party member were responsible for removing the flag, the Government's reaction would be disproportionate. But no one knows who disrupted the convention. Nor is the alleged possession of P.K.K. literature a reason for a crackdown on a legal party and its members in a democratic country.

The People's Democracy Party representatives should be released. The repression of peaceful advocates of the Kurdish cause tramples on civil liberties and polarizes Turkish politics. If the People's Democracy Party is dissolved, it will fuel both sides in this bitter war. The Government will have closed an organization hard-liners accuse of working for the P.K.K. The P.K.K. will have scored a propaganda victory and lost its competitor for Kurdish support.

The arrests deepen ethnic animosities in a country already strained by division. The Turkish Government should be encouraging, not silencing, those who support a political solution to the Kurdish crisis.

*Turkish Daily News* SUNDAY, AUGUST 4, 1996

## Turkish hero's remains brought to Istanbul

*Reuters*

ISTANBUL- The remains of Turkish national hero Enver Pasha were flown to Istanbul from Tajikistan on Saturday, 74 years after he was killed there in a last stand against Bolshevik troops.

"The plane arrived with his body at around 1 p.m. (1000 GMT) at the military terminal," a spokesman at Istanbul's Ataturk airport told Reuters.

He said a small military ceremony was held for the arrival ahead of an official reburial ceremony to be attended by Turkish President Süleyman Demirel on Sunday, the anniversary of Enver's death.

Enver Pasha died aged 41 in a hail of machine gun bullets as he led Moslem guerrillas against Soviet forces in Central

Asia. He was buried by a local mullah in an unmarked grave. Enver, known by the title "Pasha", or general, was one of the ruling triumvirate — known as the Young Turks because of their new political ideas — which took the Ottoman Empire into World War One on the side of Germany in 1914.

He fled Turkey in a German submarine near the war's end in 1918 and later arrived in Central Asia via Berlin and Moscow after promising Soviet state founder Vladimir Lenin he would help spread communism.

But, swayed by Turkish nationalism in Central Asia, Enver abandoned Lenin to lead the Moslem "basmachi" guerrillas and their fight against the Bolsheviks.

Over 100,000 Soviet troops were sent to Central Asia to put down the basmachi.

Turkish Daily News SUNDAY, AUGUST 4, 1996

# We, the Turks

**What We Want:** Every Turk wants freedom of action and privilege but not universal freedom and rule of law. Every Turk wants privileges and exemptions but neither universal rights nor public responsibilities

By Doğu Ergil

**W**e Turks belong to a state-nation rather than a nation-state. It is not the nation that has created the state in Turkish history. At least our political philosophy emphasizes the primacy of the state over the nation. Once this is accepted as a fact, then the state acquires an omnipotent, omnipresent status. It shapes up the society, determines what culture is, how the economy should be run. The end result is the creation of a nation that is living in a world of "virtual reality." Yes, we Turks live in an artificially created world and time.

It is our world and our time: that is why we always feel irritated, even deceived when we come in touch with the real times and the real world. Then a painful stress starts between our own manufactured realities. Objective realities and studies into our history, sociology and multifarious culture have always been prohibited by the administrations in order to reduce this stress.

An official historiography and prohibited sociological inquiry allowed the state to build a propaganda machine that is called "national education." If every minister of education of every government has said "we will completely alter our national education" (and they have said so), our educational system must have never been national.

In fact to talk about national education in an age of globalization and technological scientific diffusion is an open declaration of parochialism.

It is this parochialism in the name of nationalism that has detached Turkish Education



from universal principles.

The gap was bridged by a national narcissism. Praising Turkishness (the virtues of being a Turk) to the Turks prevented critical thinking and a critical understanding of historical and sociological realities. Maybe that is why we Turks did not produce any philosophers.

Our few social scientists of international caliber have either succeeded on their own or through their affiliation with international scientific centers.

A few who insisted on staying and publishing in their country faced injunctions and prison terms together with the writers of this country.

Their guilt was to question the official understanding (propaganda) of the virtual reality presented as history, sociology and culture.

Any evidence or claim otherwise has not only met official punishment but also public resistance accusing such efforts of treason or betrayal. Domination of the political sphere (through the state apparatus) over the cultural, social and cultural spheres has politicized all (institutional) levels of social life.

Hence opposition to the state and official policies was not only confined to the political sphere and established forms of discourses. All the prohibition and insufficiencies affiliated with it were opposed as tax evasion; black marketing; speculating rather than producing; squatting on public property; mafia type organized crime etc.

National education based on Turkish language and Turkish nationalism was thought to be sufficient to create a uniform and solid society.

But solidarity-building measures through economic welfare, political participation and the rule of law were always neglected. So, the uniformity that was the motto of the republican regime was never really achieved...

The target of universal education was not reached. It is worse among women.

Poorer and less developed regions of the country still remain unintegrated with the national whole. ("The eastern question" is an epiphenomenon of this fact.) The state-run economy has become a black hole creating much of the national debt while producing very little in terms of value added.

We Turks could not wholeheartedly criticize the state or official policies because it was

"sacred" (!). The "sacredness" of the state was placed in the preamble of the Turkish Constitution until the latest amendments.

This understanding rendered government officials unaccountable to the public.

The large scale of corruption, torture, unidentified murders, missing under custody, unproductive use of public funds, and misuse of authority while keeping law and order in unlawful ways basically remained untouched.

The indictment of even petty officials in cases as serious as murder requires the offender's superiors' permission. Politicians are not exempt from this privilege.

That is why political parties of different names or ideologies resemble each other in their deeds.

They want power and booty out of state coffers. Politics in this environment becomes a clientelistic relationship. Every Turk wants freedom of action and privilege but not universal freedom, and rule of law.

Every Turk wants privileges and exemptions but neither universal rights nor public responsibilities. More than citizens, we Turks are clients. That is what the state wanted us to be.

*Turkish Daily News* MONDAY, AUGUST 5, 1996

## NYT: Arrest of HADEP leaders is dangerous

'The oppression of peaceful advocates of the Kurdish cause tramples on civil liberties and polarizes Turkish politics,' says US daily

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- In an anonymous editorial, the New York Times said that the recent arrests of pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) members "deepen ethnic animosities in a country already strained by division." The editorial entitled "Political Intolerance in Turkey" criticized the Turkish government's arrest of HADEP leaders after the June 26 party convention during which someone pulled down the Turkish flag and instead hoisted the PKK flag. The person who yanked the Turkish flag down was not caught.

Sırrı Sakık, "a Kurdish politician" in the Turkish parliament and brother of a senior PKK commander, was among the 29 arrested. After the convention Sakık reportedly said,

"People who desire that a certain respect be paid to their own flags should also be respectful of others' flags." For a Turkish politician not to recognize the Turkish flag is a violation of Turkey's anti-terrorism laws.

"It seems unlikely that the People's Democracy Party would disrupt its own convention and in doing so commit political suicide," the NYT opined.

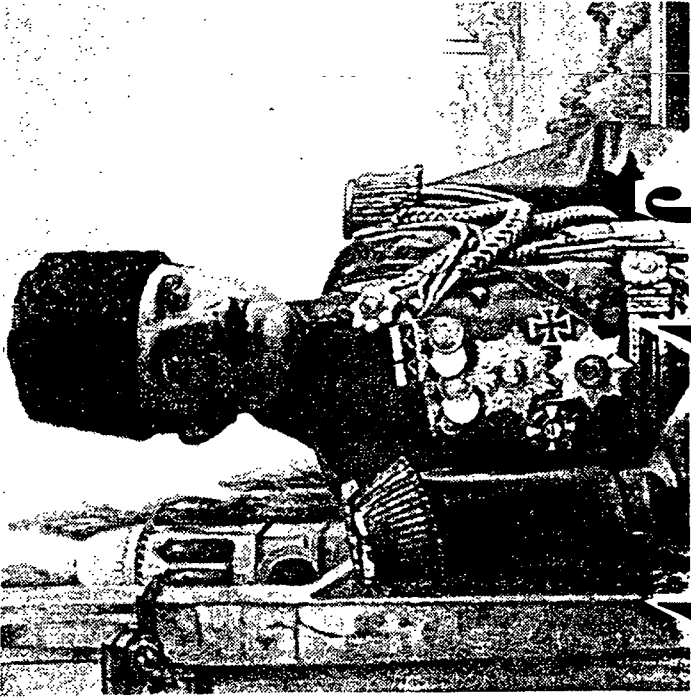
But "even if a People's Democracy Party member were responsible for removing the flag, the government's reaction would be disproportionate," NYT said.

NYT asked for the release of the HADEP representatives. "The oppression of peaceful advocates of the Kurdish cause tramples on civil liberties and polarizes Turkish politics. If the HADEP is dissolved, it will fuel both sides in this bitter war. The government will have closed an organization hard-liners accuse of working for the PKK. The PKK will have scored a propaganda victory and lost its competitor for Kurdish support." Most Turkish officials do not believe that HADEP is a "competitor" of the PKK. On the contrary, they believe that HADEP is nothing more than a legal front that the PKK uses to advance its agenda within the Turkish Parliament.



Sırrı Sakık





# Ottoman 'generalissimo' returns to fame

Exorcised by Kemalists fighting allied occupation of Turkey at the end of WWI, and hounded by the allies, Enver first toyed with communism, impressed by the Bolshevik Revolution but reverted back to pan-Turkism, dying fighting the Red Army

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** An adventurous Ottoman commander who gambled for restoring glory to the ailing empire — and lost — posthumously climbs back to hall of fame with his remains being repatriated from Tajikistan where he died chasing Pan-Turkist dreams.

The remains of Enver Pasha, a top leader of the reformist Union and Progress movement and the man who dragged the country to the catastrophic World War I on the side of Germans, is to be brought home aboard a Turkish Airlines plane from Dushanbe.

The remains will be buried with military honors at a mausoleum at a military cemetery which also includes the graves of Talat Pasha, a member of the Enver-led "triumvirate" which led the Ottoman Empire in its final years, and other

ence as a kingmaker manipulating the power balances in the tottering empire until he had himself appointed defense minister in 1914.

Shortly after, he took the Empire into the Great War on the side of the Axis powers, banking on Imperial Germany's military superiority to regain lost grandeur and territories of the Ottoman Empire.

He thus helped plan the "Ottomanization" of the German battle cruisers Goeben and Breslau at the end of a long chase by the British fleet in the Mediterranean. The warships later introduced Turkey to the war, by shelling the Russian Black Sea ports of Odessa and Sevastopol. More an adventurist than a military strategist — unlike Kemal Atatürk — he went against reason and advice from fellow generals — to launch a catastrophic winter offensive against Russia from eastern Anatolia, to relieve pressure on Germany's eastern front.

Although the Russians were taken by surprise, harsh winter took its toll among the ill-fed and ill-equipped Ottoman troops and the "Sarkaniş Offensive" ended with the loss of

70,000 troops who froze to death on mountain roads and the loss of eastern Anatolia to czarist Russia.

Exorcised by Kemalists fighting allied occupation of Turkey at the end of the First World War, and hounded by the allies, Enver first toyed with communism for a while, impressed by the Bolshevik Revolution. With Lenin's approval he tried to organize a Union of Islamic Soviets, but later he reverted back to pan-Turkist nationalism, capturing Dushanbe with the help of the Turkic tribes and demanded the Bolshevik Red Army to evacuate Bukhara and Horasan. But defeated by the Bolsheviks, he died in 1922 while leading a cavalry charge against a Red Army unit near Belcivan, Tajikistan from where he was planning to return to Europe.

The two other leaders of the ill-fated triumvirate, Talat Pasha was assassinated by an Armenian in Berlin where he fled after the war and Cemal Pasha, who fought the British in Arabia, was similarly struck down by an assassin in Tbilisi, Georgia.

*Turkish Daily News* MONDAY, AUGUST 5, 1996

# Ottoman WW I leader Enver Pasha buried in Istanbul

**Demirel:** 'Enver Pasha, with his faults and merits, is an important symbol of our recent history. We have no doubt that history will reach the proper judgements through evaluating past events'

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- A state funeral was held in Istanbul Sunday for Enver Pasha (1881-1922), the mercurial and tempestuous leader of the Young Turks revolution and a member of the triumvirate that ruled the Ottoman Empire during World War I.

In military ceremonies, attended by President Suleyman Demirel, ministers, deputies and Turkey's top generals, authorities buried the remains of the Ottoman general and former war minister, returned to Turkey Saturday from Tajikistan, at the Hürriyet-i Ebediye Tepesi, a memorial hill in the Çağlayan district.

"Enver Pasha, with his faults and merits, is an important symbol of our recent history. We have no doubt that history will reach the proper judgements through evaluating past events," President Süleyman Demirel said, adding that Enver Pasha's separation from his home country and exile had come to an end. State Minister Abdullah Gül said that Enver Pasha was a general who had died along with thousands of others, thus attaining the status of a martyr, while fighting to unite all Muslim and Turkic countries in Asia.

"We will build a monument on the spot where Enver Pasha's grave used

to be," he said. The hill contains an impressive monument 12 meters high commemorating the 1908 Young Turks revolution that restored the constitution and ended the absolute monarchy in the Ottoman Empire as well as the tombs of many of the leaders of the Committee of Union and

Progress, the political group that ruled the Ottoman Empire from 1900-1918.

The funeral began with a religious ceremony at Şişli Mosque, in downtown Istanbul, where thousands of Turks gathered. The flag-draped coffin was then carried through Şişli in a hearse to Memorial Hill where Enver Pasha was buried in a newly built tomb next to Talat Pasha, one of the Ottoman World War I triumvirate. The ceremony was held on the 74th anniversary of his death.

Enver Pasha entered the Turkish army and was sent to Salonika, where he instigated the Young Turks revolt.

He served as military attache in Berlin in 1909, returning to Istanbul to help suppress a counter-revolution.

He eventually became leader of the triumvirate, which included Ottoman Prime Minister Talat Pasha and Cemal Pasha, the marine minister, that led the Ottoman Empire to its defeat in World War I on the side of Germany and the losing Axis Powers and to its dismemberment.

After the end of the war, he was court-martialed in 1919 for signing a secret deal with the Germans and sentenced to one-year in exile and deprived of his civil rights.

He was also blamed for leading the



Enver Pasha

## Letter recounts longstanding loyalty to Enver Pasha

The Turkish delegation responsible for bringing back the body of Enver Pasha from Tajikistan have said that they were impressed by the local people's commitment to the Turkish national hero.

The residents of the remote mountain village of Obtar in Belcivan, Tajikistan, say that they understand that the Pasha, whom they deem to be a 'martyr' and a 'hero,' is going back to his motherland, but that they feel sad that they are parting from him. They say that it is a consolation that a monument will be built in the place of the grave.

The Turkish delegation is also bringing back a letter to Mahpeyker Hanım, Enver Pasha's daughter, from a "close friend of her father whom she does not know," living in the village of Obtar. Muzaffer Sah, who took care of the Pasha's grave, is the person who has helped the most to end the Pasha's 74-year long separation from his home country.

Muzaffer Sah's links to Enver Pasha go back to his father, Talip

Sah, who took care of financial matters at Enver Pasha's headquarters. After removing the Pasha's dead body so that it would not be desecrated by the Russians, Talip Pasha built a secret grave for him not only on Cegan Hill, but also on the spot where the Pasha's blood had collected in a ditch.

Talip Sah considered it a sacred duty for himself and his family to protect the grave of Enver Pasha, whom he called 'my commander' and accompanied until his last breath.

Muzaffer Sah, who is leading a very harsh life in Tajikistan which is currently suffering from political and economic crises, wrote in his letter:

"We greet the daughter of Enver Pasha. We have taken good care of your father for 75 years. We hope you will help us."

Osman Mayatepek, the grandson of the Pasha, could not hold back his tears upon reading the letter. "The Pasha's family will not let such an example of loyalty go unrewarded," he said.

disastrous Sar\_kam\_s winter military campaign in 1914, during which nearly 70,000 Ottoman soldiers froze to death in the cold weather. After the war, he fled from Istanbul to Germany and eventually to Russia where he sided first with the White Russians and then the Bolsheviks, with whom he finally broke to lead a failed Pan-Turkist movement aimed to unite all Turks under one flag in Central Asia.

He was killed in a battle on Aug. 4, 1922, leading a cavalry charge against Bolshevik troops near Dusanbe.

## Operations in Southeast: 20 PKK dead, 2 captured

*Turkish Daily News*

ANKARA- Twenty terrorists were killed in operations carried out by security forces in Van, Siirt, Diyarbakır and Bingöl, the Anatolia news agency reported.

A statement issued by the Office of the Emergency Rule Governor said that 11 terrorists in Van, four in Siirt, four in Diyarbakır and one in Bingöl were killed in clashes between security forces and PKK separatists. In Batman, a terrorist was captured during police searches and a female terrorist, who was running away from the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK), surrendered to security forces.

Turkish Daily News - MONDAY, AUGUST 5, 1996

## Turkey to produce its own helicopters

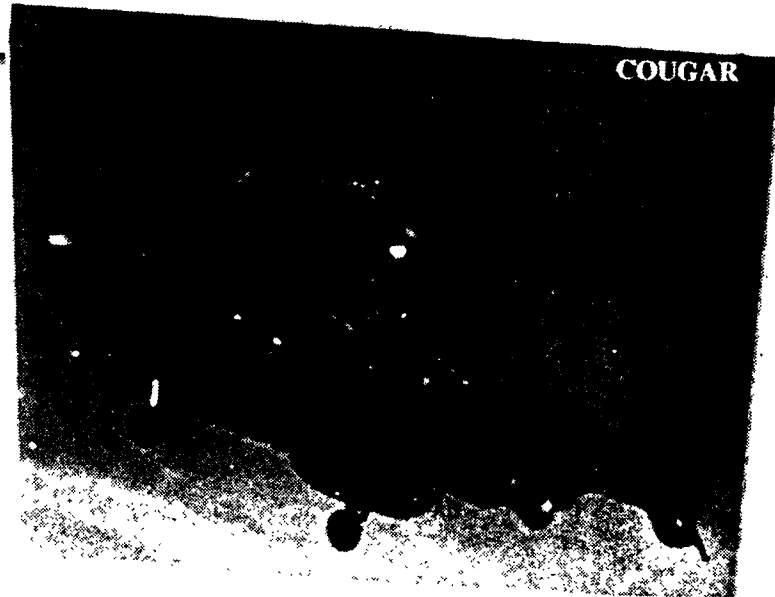
A working group was formed on July 25 during a meeting at the Chief of Staff's Office to take the preliminary steps needed to embark on this ambitious undertaking

*Turkish Daily News*

ANKARA- In a significant step toward its policy of meeting the country's defense industry needs through local production, Turkey has decided to set up its own helicopter industry. Defense industry sources say that the country will choose to build either an "assault" helicopter or a "third generation" helicopter and will produce 95 percent of the aircraft locally.

A working group was formed on July 25 during a meeting at the Chief of Staff's Office to take the preliminary steps.

The group is comprised of representatives of



the Turkish Aircraft Company (TUSAŞ) and the Foundation for the Strengthening of the Turkish Armed Forces (TSGV), and will be under the coordination of the Defense Industry Undersecretariat (SSM).

The helicopter chosen for production will be from among those on Turkey's "national production" list; namely, the A-129 International (Mangusta) built by the Italian company Augusta, the French-German Tiger built by the joint venture Eurocopter, Russia's Mi-28, as well as American products such as Bell's King Cobra, which is an advanced version of the Super Cobra, McDonnell Douglas's Apache, the Sikorsky, or Boeing's Comanche.

Turkey will produce the helicopters with one of these companies with 95 percent local input or will jointly produce a brand-new, third gener-

ation helicopter with the selected company.

Once the model and the production method are determined, the project, in which the Turkish Aviation Industry (TAI), Aselsan and Havelsan will take part along with a number of private sector establishments, will be ready for production by the year 2000. Initially, 100 helicopters are expected to be produced.

Prime Minister Necmettin Erbakan recently said that Turkey secures 75 percent of the defense industry products it needs from abroad, and that the aim was to meet these needs locally in the future.

He had announced that the relevant projects

would be activated without delay. Erbakan will receive a detailed briefing on the Turkish defense industry on Aug. 9.

Meanwhile, there are plans to produce the second phase of a project for 30 Cougar helicopters which Turkey had decided to buy from France using 30 percent local input.

The initial plan had called for the helicopters to be built with 20 percent local input. Negotiations are underway with France to raise that rate to 30 percent.

Officials note that 18 percent local input is being envisaged for the Black Hawk helicopters.

# Peace activist has guarded hopes for solution to Kurdish problem

By Ayşe Karabat  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Ismail Nacar, the writer who made headlines at the weekend through a meeting with Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan on possible ways to bring the 12-year-old separatist war waged by the Kurdistan Workers' Party (PKK) to an end, said he was guardedly optimistic about chances of success.

Talking to the TDN about the initiative, he appealed to politicians of all convictions, including the far right, to support it.

Noting the emergence of a "positive atmosphere over the past 72 hours," Nacar said "things are going well, there has to be a consensus and the (Democratic Left Party Leader) Bülent Ecevit [who has publicly opposed the initiative] and others should join it. This is not something (Erbakan's) Welfare Party (RP) can achieve by itself."

Nacar, who also spoke with PKK leader Abdullah Öcalan last year in connection with the peace efforts, warned against runaway expectations, saying even if "everything went well," peace was not something that could be established overnight.

"If everything goes well, there can be peace by the first days of the year 2000," the activist said.

He said, however, that both sides had to come forth with new positions for the initiative to bear fruit.

"The PKK should lay down its arms and

people in Turkey should rid themselves of the complex that contacts (with the separatists) entail concessions."

He said 50 percent of the job will be done by the mere start of dialogue, but for that the PKK should immediately stop "murders" and stop trying to infiltrate militants into Turkey from across its borders. "No state in the world can be expected to start bargaining with armed people," Nacar conceded in indirect justification of Ankara's consistent snub of cease-fire offers from the PKK and its calls for negotiations with a political settlement.

"But on the other hand, the state can open the way for other (moderate) elements, by letting the public draw its own conclusions and by listening to the most extreme elements as well," he argued.

*Turkish Daily News* TUESDAY, AUGUST 6, 1996



The (Turkish) state, first of all, would have to evolve a clearcut and reliable policy regarding the Kurdish issue, Nacar said. "Every government says something different and this creates an atmosphere of distrust."

The PKK and the Kurds seeking a solution, on the other hand, should drop unrealistic aspirations and come forth with concrete demands instead of ambiguous and abstract formulations, Nacar said. "I spoke with Öcalan, with the officials of the (now-banned) pro-Kurdish Democracy Party (DEP), with those of the subsequent People's Democracy Party (HADEP). There was talk of a federation, but I don't find federation realistic. It does not fit geographic realities. Three million Kurds live in Istanbul, what about them?" said Nacar.

"I told Öcalan on telephone (last year.) I told him 'you cannot expect to force the state into a corner with acts of terrorism.' For the past 1,000 years, this country has got accustomed to start a military campaign with every spring. So in the end, it's the people who suffer from terrorism. You cannot get anywhere by trying to impose your will."

As for the concrete demands, he lamented lack of consensus among various Kurdish groups with the result that "you cannot nail them to any credible program." He also blamed the state for "allowing them (the Kurdish extremists) to gain international sympathy by saying 'they are doing all this to us.'"

Progress toward national reconciliation could be achieved by strengthening local government at the provincial level. "The people should be able to elect their governors as well (beside the mayors.) But I am against local government on a larger (regional) scale." High up on the list of other measures the Turkish governments should adopt is the liberalization of education, allowing the Kurds to be educated in their own schools in their own language "although Turkish, of course, has to remain the official language."

Kurdish TV broadcasts were another measure Nacar advocated. "What if you do not allow your Kurds to listen to programs in their own tongue, there are Iranian broadcasts in Kurdish. Even the Voice of America has Kurdish programs. When Turkey lifted the ban on Kurdish music cassettes that was not the end of the world as some feared. So why shouldn't we have a Kurdish department at Dicle University (in Diyarbakır), for instance," he said.

### *Erbakan's initiative*

Nacar said it was Erbakan who sought his views on the issue and not the other way round, as was reported in the press.

Again, contrary to what has been reported, he said the prime minister had not asked him to go and meet with HADEP leader Murat Bozlak, jailed after a Turkish flag was insulted at the last party congress. But

Erbakan wanted to know about the meeting and so he visited him for a second time, Nacar explained.

But the Kurdish peace activist said although Erbakan was motivated with good will, he saw him as too optimistic for an early solution.

"I told him the matter was not an easy one, that help could not be forthcoming immediately from neighboring countries" — Öcalan resides in the Syrian capital, the

PKK is entrenched in northern Iraq and Turkey charges Iranian support — even in the framework of Islamic brotherhood.

## Who is Ismail Nacar?

Ismail Nacar, a well-known moderate Islamic writer, was born in 1950 in Malatya. He graduated from Ankara University with a degree in history and began writing in 1973. He has written numerous articles for different magazines and newspapers.

Nacar is known as one of the strongest proponents of an Islamic renaissance, which would combine Islamic principles and Western ideas such as pluralism and democracy.

In 1988 he made a failed attempt to establish a political party to represent his ideas. Since 1993, he has been working for the "internal peace of Turkey." Nacar and Doğu Ergil established the Peace and Friendship Solidarity Committee which collected signatures for a petition calling for peace and prepared a list of possible solutions to the Kurdish question.

Nacar has visited several European countries and participated in many meetings to discuss the Kurdish issue. Last year he caught public attention when he talked by telephone with Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK). He also met with important personalities from all parties last year, including Nationalist Movement Party leader Alpaslan Türkeş.

At the beginning of this year he launched another initiative, this time to secure the release of Turkish soldiers who were captured by the PKK, but this has not yet yielded any results.

Ismail Nacar has been actively pursuing a peaceful settlement to the war in southeastern Turkey for many years. He was involved in the unilateral cease-fire declared by the Kurdistan Workers' Party (PKK) at the end of 1995. On Oct. 13, that year the TDN talked with Nacar. Here are extracts from what he said then:

**TDN** - You talked with PKK leader Abdullah Öcalan. Could you give us some details about your conversation, what you offered Öcalan and what response he gave you?

**NACAR** - I called Öcalan on the phone and asked him to at least give his support to the establishment of peace in Turkey. I also gave him details about my talks with former deputies. I told him that no one can get anywhere by fighting. I told him there are some human rights and democracy troubles in Turkey such as the row over secularism and sect problems. I told him that we do not need to fight to solve the Kurdish issue. I also spoke to Öcalan about some matters that I cannot discuss here. Öcalan told me that he trusted me and would support the peace initiative. He said they (the PKK) will launch a unilateral cease-fire and that, in spite of the current difficulties, he would try his best. My impression after my talk with him was that the first steps have been taken for a unilateral cease-fire and I want to hope that they are sincere on this issue. The fight could be ended.

All sides to this dispute should not allow tensions to mount and should be look at the responsibilities under the framework of a reduced-conflict process.

**TDN** - What were Öcalan's actual words in his demands?

**NACAR** - I can tell you some of my concrete issues which I put before Öcalan. One of the concrete questions which I asked Öcalan was related to Turkey's territorial integrity. I asked him if their demands included any harm to Turkey's territorial integrity. I told him that nobody in Turkey, particularly myself, would make such a concession or even let it be negotiated, if the PKK made such a demand.

We had a long talk about the issue and he made it clear that they definitely did not have any such demands. "I am not a Kurdish nationalist, nor a Kurdish racist, I am a lover of Turkey," he said. Since I am a person who knows the past and current situation very well, I found it pointless arguing with him over the telephone.

However, when he started to talk about the official ideology of the state, I responded that everybody in Turkey, not only the state, has an official ideology, and particularly he himself. I also told him that, for this reason, they (the PKK) have also made major mistakes in the past and in the present, and I clarified these mistakes to him.

**TDN** - How did he respond to your criticism?

**NACAR** - He said that he agreed with my criticism and furthermore, he admitted that they had made a number of mistakes. That is to say, he was open to self-criticism. And, on principle, I don't mind having dialogue with people who are open to self-criticism. I told him that if they would sincerely put down their arms, declare a cease-fire, and pursue peace efforts until the end, we, the Peace and Friendship Solidarity Committee, would do our best to assist the process.

He told me that he would trust us until the end, that Turkey requires peace, that the domestic clashes harm Turkey and that it was Turkey, our common country, which is suffering from these wounds. Öcalan gave me some proposals which are very serious.

"I told him that the issue is multidimensional, that the underground contracting barons, foreign intelligence services, drug smugglers are involved," he explained.

"Finally I told him that the biggest weapon available to all these is the clamp on public debate of the issue," Nacar said.

He said the debate should also cover the possibility of a general amnesty (for the PKK militants) if positive results were to be expected.

### No fear

The Kurdish activist said he did not fear for his life although in the past he had received threats from anonymous callers.

"If something happens to me, it would be the handiwork of powers and forces who are hostile to Turkey. Drug traffickers, secret services ... These may have infiltrated the PKK, and even the state apparatus.

What I fear is making a mistake; I am not concerned for my personal safety."

*Turkish Daily News* TUESDAY, AUGUST 6, 1996

## DYP not against 'indirect talks through intermediaries' if PKK lays down its weapons, former defense minister says

Welfare Party's Fethullah Erbaş calls on PKK to release abducted soldiers.

*DYP expresses support for RP moves, while ANAP opposes talks with separatists*

*TDN Parliament Bureau*

ANKARA- Expressing support for Prime Minister Necmettin Erbakan's search for a peaceful solution to the Kurdish problem, a key official of the government-partner True Path Party (DYP) did not rule out "indirect talks" with the Kurdistan Workers' Party (PKK) to end the separatist war it has

been waging in southeastern Turkey for the past 12 years. Mehmet Gölhan, a close aide of DYP leader Tansu Çiller and a former defense minister supporting the military solution Turkey pursued for years, said talks through intermediaries would not be departure from the long-established policy of negotiating





with an armed gang. But for that, the separatists would have to lay down their arms.

Asked whether his party was supporting the RP moves concerning the Southeast, Gölhan said that the two parties had a joint responsibility in the government and the issues were discussed and the decisions were jointly taken. "Of course we support them.

Who would not want to see terrorism come to an end in eastern and southeastern Anatolia, and an end to the bloodshed?"

Main opposition Motherland Party (ANAP) opposed any deal between the government and the separatists, echoing the stance of Democratic Left Party (DSP) and the far-right Nationalist Movement Party (MHP).

Ilker Tuncay, a leading ANAP politician on Monday censured attempts for "negotiations with the terrorist organization."

"I am calling on Erbakan to protect the state. The peace and welfare of our citizens living in the east are very important for us. But we are against some people engaging in talks with a terrorist organization, people outside the state, and the state becoming a party to that."

But Gölhan accused the opposition of failing to show concern for the welfare of the people in the southeast.

He recalled that three years ago the government — then a coalition between the DYP and social democrats — had announced a TL 3.5 trillion (\$426 million) economic recovery package for the southeastern provinces "but before we even returned to Ankara the opposition was up in arms.

We took a lot of flak. We were criticized by those who said that there was no way investments could be made in the region without first wiping out the PKK."

Gölhan said, "Before everything else there is the issue of putting an end to this loss of blood, the PKK's laying down its arms, a reconciliation."

Pressed to comment on Erbakan's recent steps towards a peaceful solution to the Kurdish issue, Gölhan said "Supposing that some persons acted as intermediaries and made the PKK lay down its arms. What harm would that do to Turkey? That would be good for Turkey."

Reminded of Çiller's refusal to "talk to murderers" in earlier instances when PKK declared unilateral cease-fires, Gölhan said at one time the separatist organization had murdered 33 unarmed soldiers which showed these pledges should not be taken too seriously.

"We still do not favor direct talks. We are definitely not in favor of the state sitting down for talks with an armed gang.

If they lay down their arms that would be something else. Then there can be talks, indirectly. But we are still not in favor of sitting at the same table (with the PKK)."

Welfare Party (RP) Van Deputy Fetullah Erbaş, who has brought Prime Minister Necmettin Erbakan and author Ismail Nacar together to bring about a solution to the Kurdish problem, called on the (PKK) to release abducted Turkish soldiers.

Addressing a press conference together with the relatives of soldiers kept by the PKK, called on the rebels to prove their goodwill.

"I am addressing the terrorist organization. Let them end the suffering of these mothers. Let them send these soldiers back. If they want a solution through peaceful means, let them release these soldiers for the sake of their mothers."

Erbaş said they had information that the soldiers taken in a raid on a gendarmerie post last year, were held in northern Iraq.

Erbaş said that the state would not sit down for talks with terrorist organizations, but that civilian organizations could make efforts to save these soldiers.

Erbaş said that TV programs in Kurdish should be broadcast to the Southeast.

The pro-PKK Med-TV channel broadcasting from abroad was providing the region with misinformation and propaganda, he stressed. "Rather than having those

broadcasts from Britain it would be better to have programs in Kurdish broadcast to the region under the supervision of the Supreme Board of Radio-TV," he said.

An amnesty could also be considered, but that it would be an issue for the government to decide, the politician said that the involvement of the civilian organizations — rather than direct government involvement — could help solve the problem, recalling the way the prison inmates' "fast to death" was recently brought to an end.

State Minister M. Salim Ensarioğlu told reporters in the southeastern province of Siirt that he reacted "warmly" to PM Erbakan putting on the country's agenda the possibility of TV programs in Kurdish.

Ensarioğlu said that businessmen planning to make investments in the region would be offered tax exemptions for a period of 10 years.

Ensarioğlu said migration was the most important problem in the region, and stressed that the state had mobilized all its resources to help those who have migrated from rural areas to urban centers return to their villages.

## A ray of hope for the Kurdish issue

**W**hen the new coalition government between the pro-Islamic Welfare Party (Refah) and the center-right True Path Party (DYP) was set up we commented that Refah had to make a series of moves on human rights as well as the Kurdish issue to be able to satisfy the millions who had voted for it.

The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) won most of the votes in such major provinces in southeastern Turkey as Diyarbakır but because of the electoral rules as it could not pass the 10 percent threshold it could not win any seats and thus the lion's share of parliamentary seats went to Refah... Refah is the major representative of the suffering people of southeastern Turkey where separatist terrorism has caused havoc since 1984. The party won most of the seats in eastern and southeastern Turkey and thus has an obligation to fulfill the expectations of the masses in the region.

The millions of people in southeastern Turkey, who happen to be predominantly our citizens of Kurdish origin, simply want separatist terrorism to end. They also want state repression which is a by-product of this terrorism to be terminated. Thus Refah has a duty to its voters to end this sorrowful situation and once again allow the people of the region to feel that they are first class citizens of this country...

At the moment these people do not feel they are being treated even as second class citizens of the Turkish Republic and have voted for Refah to correct this situation.

Refah with its view that brotherhood borne out of Islam is a good remedy to bring together all the citizens under one flag and preserve Turkey's territorial integrity and the unitary state, has something positive to offer to the Kurds. Thus Refah had to make a move and the latest "feelers" show that the pro-Islamic party and its leader Necmettin Erbakan, the prime minister, are aware of their responsibilities.

Refah and Erbakan are pragmatic. They know well that if they put an end to the blood-bath in southeastern Turkey they will not

Editorial



By İlınur Çevik



only win very valuable political points but they will also end a conflict which is costing Turkey at least \$7 billion a year... That is valuable cash to be spent on economic development. İsmail Nacar, an intellectual who has been trying to put an end to the separatist war in Turkey, seems to have offered an opening to Refah. He has met Erbakan and a few Refah deputies involved in the Southeast. He has also met with the imprisoned leaders of

HADEP. Nacar is voicing cautious optimism that all that is happening now can produce some positive results. Nacar is aware that his efforts, which have the blessing of Erbakan, may be stalled by the hawks in the Turkish establishment as well as the hardliners in the separatist organization PKK, the Kurdistan Worker's Party... Nacar needs all the moral and material help he can get at this stage to end this meaningless conflict which has taken away so many of our young ones...

*Turkish Daily News* TUESDAY, AUGUST 6, 1996

## CHP Deputy General Secretary Sinan Yerlikaya: There is no return to the villages

**By Jan Pacal**  
*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Despite the claims of the new Refah Party-dominated government that there is now a wave of migrants returning to the south eastern provinces of Turkey there is little hard evidence to support these assertions. At least 2,500 villages, representing the homes of more than 350,000 people, have been evacuated in recent years due to the activities of the security forces and the outlawed separatist Kurdish Workers Party (PKK) who have been locked in a 12 year long struggle. There has been debate between the Interior Minister, Mehmet Ağar, and the governors of the provinces in the war torn region recently in which the blame for the failure of the reverse migration policy was laid at the door of the other. The Interior Minister stated that the trend to return to the villages has started and that the government had provided financial resources. In opposition to Ağar, the regional governors claimed that there was neither reverse migration nor any transfer of funds to promote resettlement.

Republican People's Party (CHP) Deputy General Secretary Sinan Yerlikaya released a statement yesterday on the issue, saying that the government had made many promises concerning reverse migration

but that there are only one or two villages where this is taking place. Sinan Yerlikaya pointed out that these villages were protected by the village guard militia.

"There are no activities taking place in parallel to the promises of the government," said Yerlikaya. "I made an study in Tunceli, there is no village where reverse migration is taking place. I also made observations in other regions, and it was the same situation. The population in this region is unemployed and poor. Those who have migrated to cities are in streets, in coffee shops and trying to survive in tents and stables.

There are a few villages where reverse migration is taking place. But they are (villages of) people to whom guns are given and who are forced to be village guards and to do what the security forces have to do.

There is neither agriculture nor social activities. These few villages are used completely as a platform. But what was basis of the 'back to village project'? To give back to the villages their ancient social and economic lives. But no need to mention the reverse migrations: the suicides are increased in this region and our girls have started prostitution," Yerlikaya claimed.

LIBERATION - 6 août 1996

### **Turquie-PKK: dialogue évoqué**

Le gouvernement turc pourrait entreprendre un dialogue indirect avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) si cette organisation séparatiste kurde renonce à la lutte armée, a affirmé hier un collaborateur du ministre des Affaires étrangères (et ex-Premier ministre) Tansu Ciller. C'est la première fois qu'un responsable politique proche du gouvernement turc mentionne explicitement la possibilité d'un dialogue avec le PKK, même indirect.

### **Un représentant du Kurdistan d'Irak assassiné en France**

Le représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan (PKD) irakien, Jaffar Hasso Guly, a été découvert assassiné à son domicile hier matin à Paris. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme, de 42 ans, a été étranglé et a eu le crâne fracassé à son domicile du XIII<sup>e</sup> arrondissement. Sa mort remonterait à plusieurs jours. Son appartement a été fouillé et, selon la police, des documents auraient disparu. Les enquêteurs n'excluent ni l'hypothèse du meurtre politique, ni celle d'un règlement de compte personnel. Hasso Guly travaillait pour une société actuellement en liquidation, note la police, sans plus de précisions.

Selon l'Institut kurde à Paris, Guly résidait en France depuis une vingtaine d'années. Après avoir terminé des études d'architecture, il était devenu le représentant à Paris du PDK de Massoud Barzani et avait été nommé, après la guerre du Golfe, délégué adjoint du gouvernement autonome kurde irakien en France. Il devait partir dans quelques jours pour le Kurdistan irakien afin de participer aux célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du PDK irakien. (D'après AFP)

L'HUMANITE - 6 août 1996

**TURQUIE. Ankara**  
**pourrait entreprendre un**  
dialogue indirect avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) si cette organisation renonce à la lutte armée, a déclaré, lundi, un proche collaborateur du ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller. Par ailleurs, selon le quotidien « Hurriyet », le gouvernement turc envisagerait d'autoriser la télévision d'Etat TRT à diffuser des émissions en langue kurde.

LA TRIBUNE DES FOSSES

6 août 1996

### **Étranger**

**FRANCE-KURDES.** Le représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien, Jaffar Hasso Guly, a été découvert assassiné hier à son domicile parisien, a indiqué l'Institut kurde à Paris. Selon les premiers éléments de l'enquête, cet homme de quarante-deux ans, qui avait la nationalité turque, a été étranglé et a eu le crâne fracassé. Sa mort remonterait à plusieurs jours. Son appartement a été entièrement fouillé et des documents auraient disparu.

**TURQUIE-KURDES.** Le gouvernement turc pourrait entreprendre un dialogue indirect avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) si cette organisation séparatiste kurde renonce à la lutte armée, a déclaré hier un proche collaborateur du ministre des Affaires étrangères, Tansu Çiller. « Nous ne voulons pas nous asseoir à la table de négociations avec une bande armée. Mais s'ils déposent les armes, alors il peut y avoir des discussions indirectes », a déclaré ce collaborateur, Mehmet Golhan. C'est la première fois qu'un responsable politique proche du gouvernement turc mentionne explicitement la possibilité d'un dialogue avec le PKK, même indirect.

L'ALSACE - 6 août 1996

### **REPÈRES**

**KURDES: SIGNAL  
A ANKARA...**

Le gouvernement turc pourrait établir un dialogue indirect avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) si cette organisation séparatiste renonçait à la lutte armée, a déclaré hier Mehmet Golhan, ancien ministre de la Défense et numéro 2 du Parti de la Juste Voie, la formation de Mme Tansu Ciller, ministre turque des Affaires étrangères.

C'est la première fois qu'un responsable politique proche du gouvernement mentionne la possibilité d'un dialogue avec le PKK, même indirect. Celui-ci a lancé en 1984 une campagne armée pour obtenir la création d'une entité kurde dans le sud-est de la Turquie.

Selon un journal libéral d'Istanbul, *Sabah*, le Premier ministre Necmettin Erbakan a rencontré à une date non précisée l'écrivain kurde islamiste Ismail Nacar, connu pour avoir des contacts avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan.

**... MAIS ASSASSINAT  
A PARIS**

Le représentant en France du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) irakien, Jaffar Hasso Guly, a été découvert assassiné, hier, à son domicile parisien.

Selon les premiers éléments de l'enquête, cet homme de 42 ans, qui avait la nationalité turque, a été étranglé et a eu le crâne fracassé. Sa mort remonterait à plusieurs jours. Son appartement a été entièrement fouillé et des documents auraient disparu.

La victime travaillait pour une société actuellement en liquidation.

Selon l'Institut kurde à Paris, Jaffar Hasso Guly résidait depuis une vingtaine d'années en France, où il a fait des études d'architecture. Il avait été nommé, après la guerre du Golfe, délégué adjoint du gouvernement autonome kurde irakien en France.

Les policiers français n'excluent aucune piste.

Turkish Daily News WEDNESDAY, AUGUST 7, 1996

# Coalition split on PKK

**No talks:** Çiller says 'The state will not talk with bandits, especially when blood is being shed' and DSP and MHP do not approve of bargaining either

By Ayla Ganioglu  
TDN Parliament Bureau

ANKARA- As Welfare Party (RP) leader and Prime Minister Necmettin Erbakan gives the green light for an indirect dialogue with the separatist terror organization, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), his coalition partner Tansu Çiller said that it was out of the question for the state to bargain with bandits.

Erbakan has expressed covert support for an attempt by RP Van Deputy Fethullah Erbaş and Islamist writer İsmail Nacar to act as intermediaries to help end terrorism in the Southeast. Nacar has urged the PKK to lay down its arms and Erbaş has called on the PKK to release a group of abducted Turkish soldiers in a gesture of goodwill.

On Monday Mehmet Gölhan, the deputy chairman of the RP's coalition partner the True Path Party (DYP), had expressed support for the RP wing's move to have talks with the PKK via intermediaries.

One day later the DYP leader and Foreign Minister Tansu Çiller, who during her time as prime minister had been criticized for giving priority to 'military solutions' in the Southeast, said that she was against the process initiated by the RP. She said: "The state cannot talk with bandits." Stressing that the government protocol was more important than the respective programs of the two parties which make up the coalition, Çiller said: "The government cannot have such a policy. And no policies disconnected from the state and the government can be elaborated in the first place."

Contesting the RP officials' argument that radio and TV programs in Kurdish can be permitted, Çiller said that the possibility had not yet been debated in government, and that the press reports on this issue resulted from hearsay.

Meanwhile, Defense Minister Turhan Tayan of the DYP also said that the state would not enter into bargaining with those who shed blood, and that for the time being the state did not have any "determined policy" outside that. "And there is no project, timetable or plan on the agenda or program of our government different to that policy line," he said. "The state will not enter into bargaining with the separatist bandits. I do not think that there is any such thing on the agenda of our state." When reminded of the possibility of indirect talks, Tayan said, "The state would not act as an intermediary. The state is the state."

## Ecevit opposes bargaining

Opposition Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit also came out against bargaining with the militants. "This is bargaining despite all the veiled references being made about it. And the issue of autonomy too will be put on the agenda in the course of that bargaining process."



FM Tansu Çiller dampens expectations caused by PM Necmettin Erbakan's initiative.

Ecevit told a press conference that he had met acar before the Dec. 24 election. "He (Nacar) had told me he was definitely against separatism. Naturally there is no way for me to know about his real intentions. I have no right to doubt his goodwill because I do not know his real thoughts. But I find it hazardous the start of a process which would pave the way for bargaining with the separatist terrorism."

Ecevit said that in the past agas and sheikhs had been accepted as speaking for the people of the region. And now PKK supporters, imprisoned People's Democracy Party (HADEP) figures, the so-called Kurdish Parliament and those foreigners aspiring to revive the Sevres Treaty had come to speak for the people of the Southeast.

The DSP leader stressed that there was no need to have an intermediary between the state and the people, and certainly no need to have "mysterious intermediaries." People wanted security of life and property. They wanted people of Kurdish origin not to be viewed with suspicion. And they wanted to be able to earn a living. People also wanted to be rid of pressure exerted by the state, the PKK and feudal powers. And it was the state's duty to ensure all that, Ecevit stressed.

He said that it was wrong to turn the Kurdish language into a bargaining issue. He stressed that it would be a pipedream to expect the PKK to end its terrorist attacks when greater freedom was available for the Kurdish language and Kurdish TV programs were permitted. "These are humanitarian issues. This should be pondered outside the dialogue process. The separatist organization is not going to discontinue its activities just because these freedoms have been granted."

Stressing the urgent need to wipe out the external sources of terrorism, Ecevit said that that was why his party had argued that Operation Provide Comfort (the Turkey-based multinational force whose plans patrol northern Iraq

to deter an attack on Iraqi Kurds by Saddam Hussein's forces) should go. He said that in the past the RP too had defended that view but now it had "surrendered to the United States." Noting that the PKK was starting to become active in northern Iraq, Ecevit said that the PKK might be thinking of suspending its attacks for some time so that it could focus on bolstering its position in northern Iraq.

The DSP leader also said it was right that Iraq too should take part in the talks with regional countries, namely, Iran and Syria. But he criticized the RP's failure to refer to the Turkmens living in Iraq when saying that the northern Iraqi Kurds too could take part in those talks.

"We are against the military option to solve the problem in the region," Ecevit said. "We want an economic, social, democratic and humanitarian solution. A democratic solution too is a kind of political solution but not in the sense that these separatists use the term."

Ecevit said that the DYP did not have a say in the coalition government, that Çiller had surrendered herself and her party to the RP for the sake of having corruption charges against her swept under the rug.

Commenting on criticism of PM Erbakan because of his

decision to visit Iran, Ecevit defended Erbakan's decision, saying he found nothing wrong with development of relations with the countries of the region.

### **MHP: 'The state cannot have talks with the PKK'**

Meanwhile, speaking in Kayseri, the assistant secretary-general of the ultrarightist Nationalist Movement Party (MHP) declared: "The state cannot talk with the PKK which is a terrorist organization which has martyred some 20,000 soldiers, policemen and civilians until now. Sitting down at the peace table with the PKK, having talks with it, would lend legitimacy to the terrorist organization. The PKK is proposing peace because it has lost its force to a great extent. Entering into a direct or indirect agreement with the PKK which wants to divide Turkey, would be a serious crime amounting to betraying the Turkish nation."

As a result of the efforts made by Turkey the world had come to consider the PKK as a terrorist organization, and the Turkish state taking the PKK as an interlocutor would undermine these gains, he stressed.

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, AUGUST 7, 1996

# PKK says indirect dialogue positive step but not enough

PKK sources tell the TDN that their bottom line demand is a Turkish-Kurdish federation comprising two republics with equal rights

**By Hayri Birlir**  
*Turkish Daily News*

ANKARA- The apparent search by Prime Minister Necmettin Erbakan for a means of dialogue to end the problem of separatist terrorism, and the statement by True Path Party (DYP) Deputy Chairman Mehmet Gölhan that "indirect talks" could be held if the Kurdistan Workers' Party (PKK) gives up its arms, have been received by that organization as a step that is "positive but not enough."

Sources close to the PKK have told the TDN that the organization wants first to see a response by the Turkish armed forces to the unilateral cease-fire it declared some time ago. In the second instance the PKK reportedly wants the Turkish govern-

ment to accept it as the sole interlocutor in any search for a settlement to the Kurdish problem.

Pointing out that once the Turkish security forces declare a cease-fire, these sources say that a process of political dialogue similar to the one being attempted between the British government and the IRA could then begin.

These sources are also claiming that this process of dialogue must take into account the right of the Kurds to self-determination.

They indicate that steps such as allowing Kurdish TV and radio broadcasts, the lifting of emergency rule in the Southeast and the dissolution of the village guard system, a general amnesty for political prisoners, and the lifting of barriers to political organization by Kurds are also not enough. These sources then go on to list the PKK's demands in the following manner:

"The state must immediately stop the operations it is conducting in the region, and accept the PKK as its interlocutor in the search for a settlement to the Kurdish problem. It must also conduct direct talks with the

PKK and not indirect ones through intermediaries. A draft constitution must be prepared for a Turkish-Kurdish federal state, and this draft must be submitted to the public in an referendum. The U.S., Swiss, Belgium, Spanish and German models can be taken as examples in this regard.

"The federal state must comprise two republics, one Turkish and the other Kurdish, which have their own parliaments, governments, budgets, and flags. The federal parliament and government must come from these republics. Kurdish should also be accepted as a language of the federation alongside Turkish and be used equally in central institutions.

"The language of education must be Kurdish in Kurdistan, and Turkish in Turkey. But teaching the other language must be free in both regions. In the Turkish segment of the federation Kurdish should be taught in areas where Kurds are concentrated, and these Kurds must be allowed to set up their own schools and cultural centers. The same rights must of course apply to Turks living in the Kurdish region."

# turkish daily news

Wednesday, August 7, 1996

## Great liberator of the Empire or the man primarily responsible for the Ottomans' catastrophic collapse?

The last of Ottoman radicals is back in Istanbul and the debate is still on

By Zafer F. Yörük

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Enver Pasha, the last of Ottoman radicals, has been brought back from his cemetery in Tajikistan to his new tomb in Istanbul on Sunday. Enver's body was brought to Turkey on Saturday and was reburied with a state ceremony to Hürriyet-i Ebediyye hill where Talat Pasha, the second powerful figure of the Young Turk government, Cemal Pasha who completed the Young Turk troika and Mahmut Şevket Pasha, Young Turk's prime minister for four months in 1913 until his assassination, along with the first Ottoman radical constitutionalist Mithat Pasha are resting. The transfer ceremony

coincided with the 74th anniversary of Enver's death (4 August 1922) in Tajikistan when leading rebellious Turkic contingents against the Red Army. Enver was born in 1881 in Istanbul and following his education in the modern military schools of the late Ottoman state, he graduated as a staff captain in 1902. Enver's promotion in the army was rapid in spite of his sympathies with the Young Turk movement abroad whose ideas, based on the principles of Liberte, Egalite, Fraternite, were spreading among military and civilian intelligentsia, at a period of Sultan Abd- ul Hamid's absolutism. Enver was



President Süleyman Demirel and other dignities pay their respects to Enver Pasha at the Şişli Mosque.

already a major, climbing the stairs of army hierarchy with considerable speed, when he joined the clandestine organization *İttihad ve Terakki* (Union and Progress) in 1907.

### *İttihad ve Terakki: The Jacobins of the Ottoman Empire*

*İttihad ve Terakki* (IT) was founded in 1889 as the second generation of Young Turks. The first generation, following their jacobinist coup under the leadership of Mithat Pasha, had forced Sultan Abd- ul Hamid to accept constitutional monarchy in December 1876. But the Sultan was quick to regain his absolute powers by dismissing the Constitution in 1878, sending the Young Turks to exile and executing their prominent figures, including Mithat Pasha. After this counter- coup, the Young Turks became active abroad, particularly in France as a thought movement. The exiled Young Turks adopted republican principles and stood for equal constitutional rights and parliamentary representation for all subjects of the multi ethnic Empire. The entire modernist Ottoman intelligentsia were won over by the ideas of the Young Turks and they founded *İttihad ve Terakki* as the indigenous wing of the movement. Cairo in Egypt and Rumeli (the European lands of the Empire) were the organization's strongholds.

It is worth mentioning here that the modern military schools of the late Ottoman state where the officers were trained were almost exclusively situated in Rumeli, at Salonika and Manastir, and that the army's officers constituted the most educated layer of Ottoman society, an intellectual elite.

Abd- ul Hamid, on the other side, was supported by the conservative Palace bureaucracy and his pro-Islamist convictions, along with populist policies which favored the Muslim- Turkish elements of the Empire to the disadvantage of non- Muslim subjects, gained him a strong constituency, especially in Anatolia.

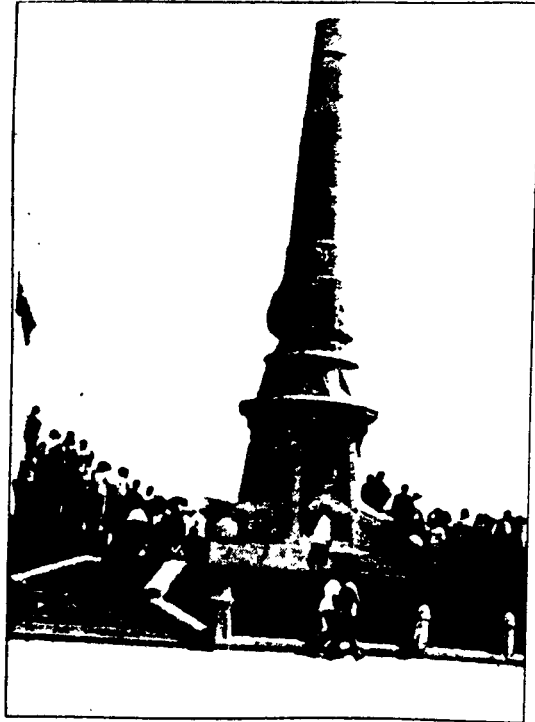
It is also necessary to mention, in order to complete the setting in which the *İttihad ve Terakki* was born, that all these developments took place at a time when the Ottoman Empire was in a process of collapse. Its land, especially in its European provinces where the Balkan peoples, discovering their national identities, were breaking away to form their own states and Russia was encroaching on the Ottoman borders in the East, was slipping from the Sultan's grasp and the Empire's economy was increasingly being controlled by the great powers, most particularly France and England, under the terms of the Capitulations. England had also gained defacto sovereignty over Egypt, though it was still nominally part of the Ottoman Empire.

The demands which formed the basis of IT's program were the restoration of the Constitution and the formation of a parliament. In the first Young Turk Congress in Paris in 1902, the liberal wing of the organization split from IT when the organization adopted merchantalist principles regarding their economic program.

A significant development which occurred in 1907 was that the Rumeli wing of IT, of which Talat Bey played a primary role and Enver was a member, gained the upper hand in IT by arguing that organizing the army officers was essential and only through an armed uprising, led by pro- IT officers, could Abd- ul Hamid's absolutism be brought down.

### *Enver the militant*

The Rumeli wing of IT had around 2,000 officers from the Third Army as members. The Third Army, based in Salonika, was primarily involved in counter insurgency operations against the nationalist guerilla movements in the Balkans. The IT appropriated the experience of these officers, who learnt from practice that the first principle in a civil war was to organize like your enemy, and adopted to a large extent, the form of the organization of the Bulgarian and Greek guerilla groups they were fighting against which were called "committees". The Rumeli wing of the IT operated like these committees, indulging in various forms of clandestine activities, including political assassinations. The assassination of the Central Commander of Salonika, Colonel Nazim, in 1908 was one example of these activities. The pri-



The monument to the Young Turks at *Hurriyet-i Ebediyye*

mary suspect in the murder was Major Enver. Colonel Nazim, an anti-IT officer, was Enver's uncle and this event gives an idea about the commitment of IT militants to their cause. Enver had to leave Salonika after this assassination in order to avoid arrest and took to the mountains, sending a message to the Sultan calling on him to accept a constitutional monarchy. Captain Niyazi in Resne and a number of officers in Salonika and Manastir with the regiments under their command followed Enver: the Young Turk revolution had begun.

The rebel forces invaded the town of Köprülü in Macedonia and declared a constitutional monarchy there. The Sultan, facing with the determination of the Rumeli officers, meekly surrendered to their demand for the restoration of the constitution of 1876. A parliament was formed in a short period in which all the ethnicities of the Empire, organized in various political parties, were represented.

### *From the idol of liberty to the most powerful man in the Empire*

Enver became the idol of liberty and his fame spread around the lands of the Empire as the leader of the revolution. He was assigned as the military attache to Berlin in 1908. His pro-German tendencies were strengthened during this time. Enver returned to Istanbul in 1909 to participate in the putting down of the March 31 uprising by the conservative forces loyal to Abd-ul Hamid. The Sultan was removed from the throne and the IT played an active role in the formation of a new cabinet. The IT designated the position of "political inspector" for themselves, overseeing the Ottoman administration, a move which would move the system towards a one party dictatorship in time. Political assassinations continued in the meantime. Three dissident journalists, Hasan Fehmi in April 1909, Ahmet Samim in June 1910 and Zeki in July 1911, became victims of three identical murders and all these murders remained "unsolved", even though they were overwhelmingly blamed on the clandestine units of IT.

Enver went to Tripoli to fight against the Italians who were trying, successfully, to annex the African province to their own empire. While the conflict in Tripoli continued the cabinet changed hands, the pro-British party of Hürriyet ve İtilaf, coming to power. This development took place when the newly independent Balkan states attacked the Ottomans

and advance as far as the outskirts of Istanbul. Enver came back from Tripoli and, with Talat, he raided the Babiali (the meeting place of the cabinet), forcing the cabinet to resign on 23 January 1913. After the Babiali coup, the Ottoman Empire came under the absolute control of the IT.

The ideological change in the IT was not limited to the shift towards authoritarianism at the expense of democratic principles but included more importantly a shift from Ottomanism, based on equal rights for all ethnicities represented in the Empire, to Turkish nationalism. The IT's nationalism was based on the principle of saving the Empire under the dominance of the Muslim Turkish population and the pan Turkist ideal of "liberating" the Turkic peoples in Caucasia and Central Asia from Russian domination. Ziya Gökalp, the chief ideologue of Turkish nationalism and Pan Turkism, became a member of the IT Central Committee in 1912.

The IT consolidated its power throughout the Empire by employing the authoritarian state apparatuses which they had opposed under Abd-ul Hamid's reign and even strengthened them by including their experience in clandestine activities into them. In addition to the network of secret police which they inherited from Abd-ul Hamid, they formed the Special Organization with the aim and duty of "Turkifying Anatolia" and liberating the "Outer Turks", a term which still is used to refer to the Turkic peoples of the Caucasus and Central Asia. The existence and activities of the Special Organization were debated several times in the Ottoman parliament and it is known today that the organization was financed by slush funds, its top ranks were staffed by senior army officers and police chiefs, its agents included many professionals such as doctors, teachers and engineers, its foot-soldiers consisted primarily of ex-murder convicts released from prison after agreeing to work for the organization. The Special Organization's most

remarkable "success" would be its primary role in the implementation of the infamous "deportation law" of 1915. This meant in practice the elimination of the entire Armenian population of Anatolia. Enver has been claimed by many historians to have been the architect and the chief of the Special Organization.

Lieutenant Colonel Enver led the Ottoman forces in July 1913 in capturing Edirne (Adrianople) from Balkan forces. This success saw him promoted to

General, and at the same time strengthened his position in the IT and in the state. He became War Minister in 1914, a position which he would hold until the end of the First World War. As the controller of the army, Enver became in effect the most powerful man in the Empire with his longtime comrade Talat, who then held the post of Prime Minister.

### *The road to disaster*

Enver Pasha's Germanophilia and Turkish nationalism determined his practice as War Minister. In accordance with secret agreements between the two countries, Enver assigned German officers to key posts in the Ottoman army, thus completely reorganizing it according to Prussian military doctrine. When the First World War broke out between the Central Powers, consisting of Germany and Austro-Hungaria, and the Allies, consisting primarily of Britain, France and Russia, the Ottoman administration and Enver Pasha in particular, came under considerable pressure from both sides. The Germans were demanding that the Ottomans join the Central Powers while the Allies were pressurizing them to remain neutral.

However, the Empire was soon compelled to enter the war following a fait accompli — strongly claimed to have been planned and carried out by Enver Pasha and German diplomats without the knowledge of the Sultan, the parliament or the cabinet. Two German warships, the Goeben and the Breslau, were signed over to the Ottoman navy following a chase through the Mediterranean which had led them to the still-neutral Istanbul. These ships in company with the rest of the Ottoman Navy then secretly weighed anchor and sailed into the Black Sea, bombarding Russian ports and sinking two Russian warships.

The Ottoman government declared that they had purchased the vessels from Germany and soon after this affair declared war against the allies on October 31, 1914.

Enver's fate, which was now closely associated with that of the Empire, would be to bring catastrophic collapse by the end of the war. He led the Ottoman army to march from one unsuccessful campaign to another.

The most catastrophic of these defeats took place on Turkey's eastern border in the Sarikamış mountains. Enver personally led a 100,000 strong army into the Caucasus in January 1915. Over 30,000 Turkish soldiers literally froze to death and most of the survivors were forced to surrender to the Russians. Only about 12,000 men managed to escape.

The War Cabinet, led by Enver and Talat, blamed the army's defeats on the non-Muslim elements of Anatolia, and the Armenian deportation began, under the supervision of German commanders, on



May 14, 1915, following the passing of the special "deportation law".

While Enver's profile was weakening, he was still in a position of great authority. However, the war also saw the rise of another military man, Mustafa Kemal, during the famous Gallipoli campaign.

Kemal had also been an IT member since his youth, but he had not been involved in active politics nor promoted rapidly in the military hierarchy as Enver had. Although born in the same year, Kemal was still a Lieutenant Colonel in 1915 when he fought successfully against the Allied invasion. The two men evidently disliked each other and Kemal's rise was the subject of various attempts at blocking by the envious War Minister, despite the fact that Kemal was the leading light of one of the only successful campaigns of the war for Turkey — Gallipoli. With the defeat of the Central Powers in late 1918, Enver, Talat and Cemal, the three prominent figures of the IT, left Istanbul secretly in a German submarine. Talat would later become the victim of an assassination by an Armenian gunman in Berlin in 1921. Enver, on the other hand, would remain militarily active during the rest of his life in exile.

### *The fight for Turan*

Enver crossed into the Caucasus and formed an army consisting of Turkish activists. Then he contacted the Bolsheviks and Turkish communists in order to cross back into Anatolia with his forces to help the war of liberation that had been started by Mustafa Kemal. But neither the Soviet government nor Kemal responded to Enver's insistent calls for cooperation. Kemal was leading the National Struggle in Anatolia, in the organizing of which he leaned heavily on the IT network. The ideological tenets of the struggle were ambiguous, although they came from strong nationalist convictions. The primary aim of the movement was limited to the liberation of Anatolia, which had been declared the Turk's homeland by the last Ottoman parliament's declaration of the National Pact.

Enver, on the other hand, disappointed after his exclusion from the national struggle and totally alone after the death of his best comrade, Talat, returned to his pan-Turkic convictions. He travelled to Turkistan where the Turkic lords were preparing a rebellion against the Soviet government. He was met with enthusiasm as the leader of the Turan — the mythical Turkish land where all the Turks are to be eventually united, according to the pan-Turkic utopia.

Enver united the Turkic forces in Central Asia and captured Dushanbe from the Red Army. There he declared the formation of a Central Asian state and demanded the removal of the Red Army from Horasan and Buhkara. After this, the Red Army attacked Enver's 30,000 strong army and decisively defeated them.

Following this defeat, Enver decided to return to Europe, but while on his way with a small contingent of Turkic soldiers, he ran across a Red Army force at Belcivan in Tajikistan. Leading a suicidal cavalry charge, Enver was killed on August 4, 1922 and was buried at the place where this last battle took his life.

### *Debating Enver*

Enver was the last of the Ottoman radicals and in consequence his reburial next to his old comrades Talat and Cemal in Istanbul has sparked some debate in the Turkish media and amongst the intelligentsia.

The continuity between the IT and Kemalism — the Young Turk government and the modern Turkish Republic, and consequently between Enver Pasha and Mustafa Kemal — has always been played down in the official versions of modern Turkish history.

These versions put the emphasis on the break between modern Turkey and the Ottoman past, while portraying Enver and the IT either as adventurers, Germanophiles or pan-Turkists. With Enver Pasha's reburial, the other side of the coin is being emphasized after 74 years — that Enver and the IT were at the same time good patriots and good nationalists armed with republican principles. In addition, they also laid down most of the groundwork for the formation of the modern republic, from educational reforms to the implementation of a national economy based on etatist, mercantilist principles.

Turkish media and intelligentsia though lost a golden opportunity which the occasion of Enver's reburial brought about, that is, to debate one other continuity between the IT rule and modern Turkish republic which has been emphasized through this text — that of an authoritarian state structure with its semi-clandestine core institutions, such as the Special Organization. This continuity is important, if an honest settling of accounts with the past is to be made today, and if democratization in Turkey and its obstacles are as real a concern as it was under the IT dictatorship.

*Turkish Daily News* WEDNESDAY, AUGUST 7, 1996

## **Nine PKK militants killed**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish security forces killed 9 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party on Monday night.

According to the Anatolia news agency, the militants were preparing to attack the gendarmerie in Van's Başkale province when the clash occurred.

One member of the security forces was killed in the fighting.

Operations against the PKK continue in the Southeast where a 12-year war with the separatists has claimed the lives of nearly 20,000.



Turkish Daily News WEDNESDAY, AUGUST 7, 1996

# The fourth country: Syrian Kurdish leader sheds light on unknown political struggle of Kurds in Assad's Syria

Part -I-

By Raşit Gürdilek  
Turkish Daily News

ANKARA- Everybody following the vicissitudes of the armed Kurdish struggle for self rule is familiar with the explanations that the Kurds in the region, numbering 25 million to 30 million in different estimates, are basically divided into four countries, Turkey, Iran, Iraq and Syria. But while the autonomy-oriented or separatist movements in the first three countries have captured the world's attention and have featured prominently in power equations for the area, little has been heard from the Kurds living in the fourth country, Syria, which harbors a sizable Kurdish population.

In an exclusive interview with the Turkish Daily News, a prominent Syrian Kurdish opposition figure has made clear that things are not as tranquil as they look in Syria under President Hafez Assad's rule. Salah, an official of the clandestine Kurdish Popular Unity Party (PHGKS) and the editor of Al-Ittihad, a Prague-based bi-monthly opposition publication, is also the author of three books treating the Kurdish problem and the Kurds' place in the new world order.

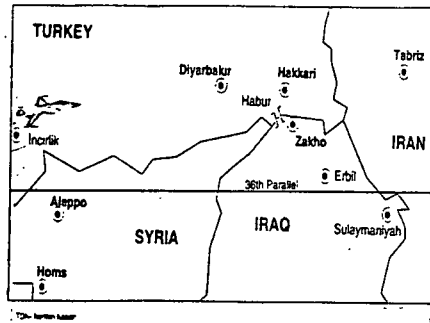
Badruddin, who describes himself as a democratic leftist, renounces violence as a method for promoting Kurdish rights and says the struggle of the Syrian Kurds is basically for democracy.

In the first of the two-part interview, the Syrian Kurdish politician also provides insight into Syria's official and unofficial Kurdish policies and its relations with Kurdish movements in other countries, particularly with Abdullah Öcalan, the leader of Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

Following is the full interview with the Syrian Kurdish leader

**BADRUDDIN-** Kurdish people are part and parcel of the fabric of the region. The Kurds had, and still have, in ancient history and at present, a big share in the culture of the region and its civilization. Especially the Islamic and Arabic civilization. There are about 2.5 million Kurds in Syria, making up nearly 16 percent of the population.

So I thought it is my duty to show the participation of the Kurds in the history of the region as such. Then I analysed what is the Kurdish problem? Why there has been a Kurdish problem? And where to start and



The Syrian regime does not want Syrian Kurds to talk about Kurdish rights in Syria, but it has nothing against their dying for the cause of Kurds in other countries

what to do from here? And what is the solution for it?

**TDN- And what was your conclusion?**

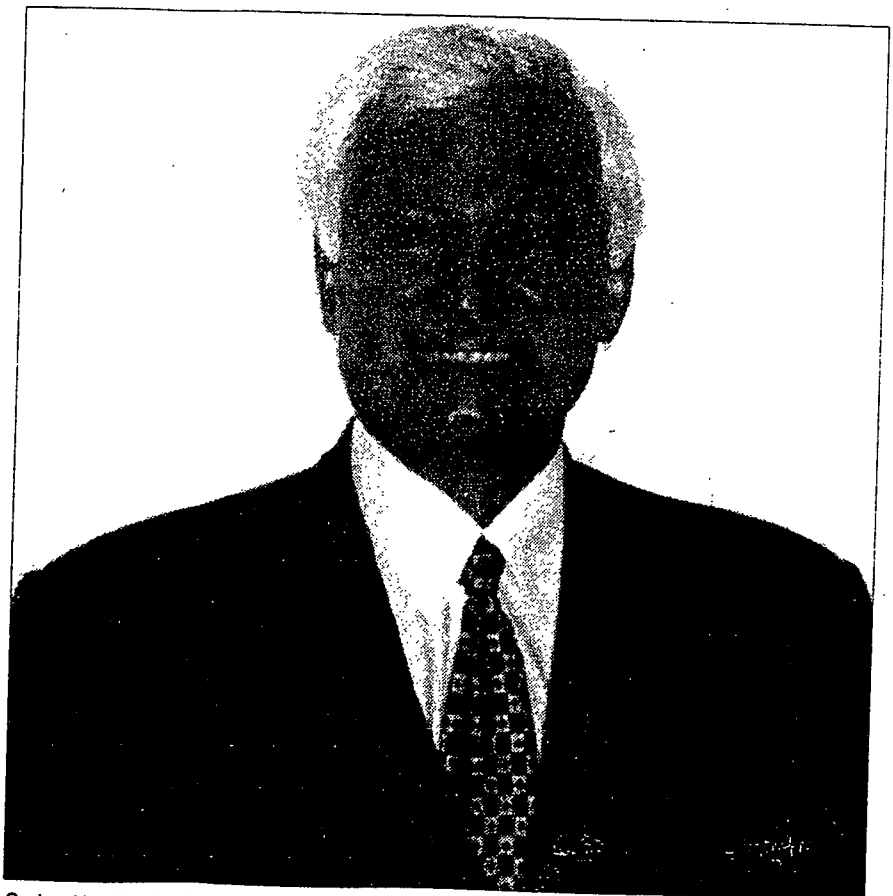
**BADRUDDIN-** It is obvious that the four states, Iraq, Iran, Turkey and Syria where the Kurds live have not decided to solve the Kurdish problem until now.

There has been action and there has been reaction. There has been violence and there has been counter-violence. This has been going on and on and on... Because of this, there is a collusion of interest between these four nations of the region, Arabs, Turks, Persians and the Kurds. Because of the denial of recognition between these peoples, and with the Kurdish people, there has been violence.

And my conclusion is that the wealth of the region can be distributed among all the peoples of the region and there will be even more.

If there is tolerance and recognition, this region will be a source of benefit and good for all.

There were historical mistakes in the aftermath of World War I. After the collapse of the Ottoman Empire, artificial borders were drawn. These were later mined. Borders were drawn not according to the will and wishes of the people. And nobody consulted the people.



Syrian Kurdish leader Salah Badruddin says violence is harmful to Kurdish cause.

**TDN-** So your books say that the present strains were the product of artificial borders and artificially provoked ethnical tensions. We all know about that. But there seem to be two conflicting views regarding the assertion of Kurdish rights. One is the violence, the armed struggle, and the other is the peaceful melding into the social and political fabric of the host states. To which school do you subscribe?

**BADRUDDIN-** In this respect, first a fact should be cleared up: These two schools of thought in Kurdish nationalism have been a result of many complications. Inside these four states, there are also two schools of thought: One of them is to solve the Kurdish problem in a democratic way. There is another school in these four countries, and, obviously, it is the use of force. So the Kurds are actually showing reaction to these two schools which exist inside the countries between which they are divided.

In Syria, for the past 39 years, we have been struggling with political means. We don't believe in violence. We believe that people's problems cannot be solved by means of violence and by force. The problem should be solved through dialogue, democracy and recognition by both sides.

**TDN-** Then why is there clandestine Kurdish activity in Syria?

**BADRUDDIN-** This is a good question, and indeed, this should be asked of the Baathist ruler of Syria.

Syria has no democratic government and it has not recognized Kurdish rights. We have always hoped to understand each other and come into agreement through dialogue. And now I propose dialogue, but the initiative is not in Kurdish hands. It is in the government's hands.

**TDN-** So, Syrian Kurds have chosen the road of peaceful struggle although the Syrian regime has suppressed the Kurds' democratic aspirations with force.

**BADRUDDIN-** Because if I take up arms, I will destroy my people, and I don't want my people destroyed. Especially if I carry arms, I will be obliged to depend on a neighboring country and that kind of a relationship between myself and the neighboring country will not be good; I will lose my independence in making decisions. It will only serve to further complicate the Kurdish problem in Syria.

So I think if in Syria there is a democratic movement through collaboration with a neighbor, it will not augur too well for that democratic movement. And as a Syrian Kurd, I will be accused of treason if I carry arms, and as result, have to seek help from a neighboring country.

**TDN-** Does your party represent the majority of Syrian Kurds, or are there other Kurdish parties?

**BADRUDDIN-** Although we are active in all regions of Syria, we do not claim we are the only one; there are other organizations as well, but we are the only one in opposition.

**TDN-** I am asking because in all the other three countries, there are parties which have chosen armed struggle in pursuit of independence, autonomy, whatever. In Turkey, it is the PKK, in Iran, it's KDP-I, in Iraq, KDP and PUK. But in Syria we have not heard of a strong Kurdish rebel movement.

**BADRUDDIN-** The main reason is the link with the general atmosphere of democratic movement inside Syria itself. The Syrian opposition has never carried arms against the government. There were, as you know, incidents at Hama in the past — instigated by the Muslim Brotherhood — and they were crushed. Well, of course, we're a part of the Syrian democratic movement. Secondly, we have studied the experience of brothers in other parts, in Turkey, Iran and Iraq. The armed struggle has had negative results.

And there is a third, geopolitical factor. In Syria's geography, the international atmosphere is not suitable for waging an armed struggle.

Traditionally, Syria has always had relations both with the West and the East and the Third World countries. So even if some Kurds had tried to take up arms, they would not have enjoyed support from the West or East.

So we have our own convictions and we believe the armed struggle is not to our benefit and it is the wrong way to demand your rights.

**TDN-** But on the other hand an armed struggle carries with it an air of romanticism. Kurds opposed to their governments in their countries tend to look at armed movements in neighboring countries romantically. They want to join them. For instance, in Turkey the PKK rebels who infiltrate from Syria, and now from Iraq have Syrian nationals among them. Does that indicate a growing sympathy among the Syrian Kurds for the PKK? Is the PKK building up its support in Syria at the expense of local Kurdish opposition groups?

**BADRUDDIN-** Each part of Kurdistan has its own program concerning that specific part. Of course, they have also got their points of views regarding the region in general. Of course, there is sympathy among Kurdish people everywhere for each other. Just like the sympathy Turks feel toward Uzbeks, Azerbaijanis and others. It is legitimate. There might have been some romantic motives for some Kurdish youths in Syria to join the PKK. But this not the only reason. A more important reason is Syria's tactics.

The Syrian regime is treating the Kurdish issue in Iraq and in Turkey tactically. The Syrian regime does not want

Syrian Kurds to talk about Kurdish rights in Syria, but it has nothing against their dying for the cause of Kurds in other countries.

**TDN-** You said there were 2.5 million Kurds in Syria and that there are several parties some of which support the government. So, how many Kurds support your party?

**BADRUDDIN-** We not only oppose Syrian policies at home; we also oppose Syrian policies abroad. We led a huge demonstration by Syrian Kurds in Bonn. That was in November last year. We organized a large demonstration in front of the Syrian Embassy in Bonn. We are also in close contact with human rights organizations like Amnesty International and Helsinki Watch. This kind of policy of nonviolence has drawn the majority of the Syrian Kurds to the support of this party.

**TDN-** Have there been attempts by Öcalan to enlarge his following in Syria and is Mr. Hafez Assad allowing him to do so?

**BADRUDDIN-** Publicly and officially there is nothing. Nothing comes out of the Syrian regime. But it is very obvious and it has been so for a long time, that the Kurds in Syria are encouraged to be silent about their own rights and to talk a lot about other Kurdish people's rights like those in Turkey. And this has damaged the Kurdish cause greatly.

We are warning our people to be very careful about this policy. Our urgent and direct concern is Kurdish rights in Syria. Of course it is natural to have talks with our brothers in other parts, to have dialogue, to have discussions on the problems and future.

This is legal. But if you do it in devious ways and the talks are conducted by some people sent by intelligence departments, this is wrong, and this is a typical Syrian tactic.

**TDN-** Is Öcalan free to move in Syria, or is his movements restricted? Can he talk to you, for instance?

**BADRUDDIN-** I don't think whoever wants to talk to Öcalan can do so; he hasn't that much freedom. I haven't heard that anyone can go and meet him unless he is linked with Syrian security. This is a secret arrangement. This is a Syrian underground operation. One can only wonder about it. There is a state which can adopt a political organization and that can promote it. But I can tell you: Regarding the Iraqi and Turkish Kurdish problems, the Syrian regime does not do anything "officially." There are delegations coming and some of them are meeting even with the president of the republic. But these are not publicized. No official statements are issued about these events. But when representatives of Arab opposition movements go to Syria, yes, there is a communique. So it is only the Kurdish issue kept under shroud.

# JAMA: Turkish physicians help torture

The authors report that 96 percent of physicians in Turkey indicate that torture is a problem in Turkey. However, 45 physicians did not consider beatings alone to constitute torture, and 34 indicated that interrogation involving threats of harm or intimidation with no physical injury was not torture either

## Turkish Daily News

ANKARA- Physicians in Turkey routinely fail to report evidence of torture discovered when examining criminal and political detainees, according to an article in this week's Hiroshima issue of The Journal of the American Medical Association (JAMA) alleges.

Vincent Iscopino, M.D., Ph.D., and his colleagues from Physicians for Human Rights write that Turkey's laws require all detainees be sent to a physician for an official medical examination.

Physicians are employees of the government and are under "extraordinary pressure by law enforcement officials to misrepresent or ignore evidence of torture in their examinations and certify that there are no physical signs of torture." Physicians for Human Rights distributed a questionnaire during a symposium titled "Human Rights and Physician Responsibility," held in Istanbul in January of 1995, to 68 Turkish physicians who conduct medical examinations of detainees.

The questionnaire assessed physicians' experiences in documenting evidence of torture and solicited their suggestions for possible reforms. Sixty returned the questionnaire, but some did not answer all of the questions.

Among the 58 physicians reporting totals, the authors estimate they submitted 24,000 to 58,000 medical reports in 1994.

The authors report that 96 percent of physicians (53 out of 55) indicated that torture is a problem in Turkey. However, 45 physicians did not consider beatings alone to constitute torture, and 34 indicated that interrogation involving threats of harm or intimidation with no physical injury was not torture either.

Fifty-six of the respondents considered severe physical and/or psychological injuries to constitute torture; three physicians did not.

Regarding their views of the prevalence of torture in Turkey, 31 of 52 respondents believed nearly everyone who is detained is tortured.

To gain further insight into the prob-

lems physicians experience in trying to accurately document evidence of torture, the researchers conducted an interview with 25 physicians who provided medical reports for detainees.

The authors write: "The physicians stated that police often insist on being present during the medical examinations, especially in the emergency zone, in Turkey's Southeast provinces. Police may respond to physicians' attempts to document torture with overt threats, by destroying the medical reports, or simply by obtaining a "favorable" report from a more compliant physician.

"One emergency department physician in southeast Turkey told of examining a young female detainee he knew from university. He noted bruises on her body. In his words: 'I was very troubled. I could see evident outward signs of torture.

But I could not write the report. It was terrible. I felt if I did, I would either be exiled or be a victim of a mysterious killing. I felt that as a physician, I was trampling on my own dignity.'" According to physicians interviewed in a city in southeast Turkey, police and security forces routinely present large groups of detainees with obvious injuries to physicians and demand that they sign medical reports indicating there were no physical signs of torture.

Moreover, some of the physicians argued that complying with police demands is the only humane choice since attempts to document evidence of torture might result in repeated torture for the detainee. The authors say interviews with torture survivors corroborate that honest medical reports can lead to repeat torture.

Some of the methods of physical torture reported by those interviewed were severe beatings, including bastinado; various forms of suspension, sexual violations, including squeezing and twisting the testicles; electric shock, blunt trauma causing injury to internal organs and burns.

Psychological methods of torture included being deprived of food and

water, being sprayed with cold pressurized water, threats to friends and family, isolation, immobilization, mock executions, and being forced to witness the torture of others.

The authors write: "As the medical director of a treatment center for torture survivors in Turkey noted: 'The torture professionals have reached technical perfection. They leave almost no outward signs.'"

Researchers say the Turkish Medical Association (TMA) has played a crucial role in investigating and attempting to impose sanctions on physicians who have participated in the torture of detainees and who have falsified medical evidence of torture.

The organization has called on authorities to end torture and impose sanctions on its perpetrators.

The TMA also has encouraged the medical community to recognize that "torture and mistreatment of prisoners can never be accepted even under conditions of acute pressure, and doctors should outrightly refuse to participate, whatever the consequences." By the end of 1995, the TMA was investigating allegations against approximately 60 to 70 physicians for involvement in torture, including writing false negative medical reports, but few formal sanctions have been imposed on physicians, according to the authors.

In an accompanying editorial in this week's JAMA, Joseph Westermeyer, M.D., M.P.H., Ph.D., from the department of psychiatry, Minneapolis Veterans Affairs Medical Center, writes: "It appears that in Turkey, legislators employ forensic physicians in police and prison system without doing anything to fundamentally change the police and prison system. Does this sound like a familiar theme? Have not our legislators and corporate health organizations put us in positions of serving systems rather than serving patients? We are being asked to hide alternatives from patients and make recommendations that limit patient freedom. I hope that we will never be asked to tolerate the torture of our patient.

However, once compromised, we become vulnerable to being compromised again."

He also writes: "The article on physicians' complicity in torture in Turkey reminds us that our roles cannot be restricted to the clinic. On the contrary, we bear roles and obligations in society at large."

# Both wings of coalition are drafting bills for Southeast

RP is said to oppose replacing the current emergency rule, which it wants abolished, with extraordinary powers for provincial governors

By Ayla Ganioglu  
TDN Parliament Bureau

ANKARA- Despite a rift between the coalition partners on the question of how to approach the problem in the Southeast, the government is nevertheless seen to be moving ahead with its efforts to solve the problem of terrorism in the region. Having voted for an extension of emergency rule in the region for five months as of July 1, the Welfare Party (RP)-True Path Party (DYP) coalition has speeded up its effort to abolish this arrangement which has been in force since 1987 in the Southeast. While Interior Minister Mehmet Ağar, from the DYP, is busy preparing a new bill regarding this issue, a group within the RP is said to be preparing its own draft on the topic.

A change in the legislation on emergency rule will

inevitably also require changes in the laws governing provincial administrations, firearms, village guards and identity papers.

The RP is now reportedly planning to call Parliament to meet in an emergency session during the last week of August in order to pass the relevant bills needed to abolish emergency rule. Justice Minister Şevket Kazan, from the RP, has said that they are aiming to lift emergency rule in six provinces at first and from border provinces later.

Interior Minister Ağar is said to have revised a draft bill on provincial administrations that had been drawn up during the previous DYP-Motherland Party (ANAP) coalition government in which he served as Justice Minister.

In that draft bill sweeping powers were to be given to provincial governors, including the right to

request cross border operations, albeit with final approval from the government and the office of the Chief of the General Staff.

The new bill, while preserving this right, also stipulates that the Interior Ministry must also be consulted if a cross border operation is to be undertaken. The RP had criticized this bill while in the opposition, asserting that it would turn all the governors into "super governors" and that this would mean that emergency rule would effectively spread to the whole of the country.

Speaking to the TDN, RP deputy Ömer Vehbi Hatipoğlu said on Wednesday that his party's signature would not be put on any bill that replaces emergency rule with one which gave governors in every province the powers of emergency rule governors.

Indicating that their own draft would incorporate what is necessary for combatting terrorism Hatipoğlu added, however, that no one should expect powers that are in excess of what is needed.

turkish  
daily news

Thursday, August 8, 1996

## Koç-Sabancı rivalries divide Turkish economy

By Metin Demirsar  
Turkish Daily News

ISTANBUL- When Hacı Ömer Sabancı Holding, Turkey's second biggest industrial group, began producing automobiles in the western Anatolian city of Adapazarı in October 1994, the initiative ignited old rivalries between it and Koç Holding, the country's largest conglomerate.

For the past four decades, bitter competition between the powerful Koç and Sabancı groups has divided Turkey's economy and split government policy makers on industrial development and foreign trade.

The two-family owned groups have sought to control Turkey's industry and dominate its economy.

The two giants are divided on many issues.

By manufacturing Toyota Corollas in a joint venture with Japanese partners, Sabancı Holding struck at the nerve center of Koç Holding, Turkey's biggest producer of passenger cars, commercial vehicles and automotive components

The groups compete in many sectors, including automobiles, banking, textiles, tourism, insurance, paper products and electronics. They also manufacture rival models of trucks and commercial vehicles and vie to sell their products outside Turkey

including a customs union between Turkey and the European Union, activated on January 1 of this year. Each group influences political parties to such an extent that their views often become government policy or the programs of the main opposition.

Sakıp Sabancı, the 63-year-old chairman of the Sabancı group, is a fervent backer of the customs union, saying it will help attract foreign investment to Turkey. His counterpart at Koç Holding, Rahmi Koç, 66, has not been as strong a supporter of the trade pact, fearing the opening of the floodgates to European imports could hurt his industrial empire.

Under the customs union, Turkey removed all trade barriers, including import taxes and duties, on

all industrial imports from Turkey starting January 1.

Turkey also adopted the lower EU tariff rates against imports from third countries and imposed quotas on imports from those countries. It also enacted legislation to protect copyrights, patents, trademarks and other intellectual property rights. The EU in return dismantled all quotas against Turkish textiles and pledged — but has yet to deliver — more than \$2 billion in economic aid to Turkey to help prop up fledgling industries threatened by an influx of cheap imports. In addition to automobiles, the Koç and Sabancı empires compete in banking, textiles, tourism, insurance, paper products and electronics. They also manufacture rival models of trucks and commercial vehicles and vie to sell their products outside Turkey.

Stock brokers recall how the two competitors fought furiously in the late 1970s for the control of Garanti Bankası, a commercial bank which then had a large stake in a Sabancı-owned tire company that was becoming a danger to a Koç-dominated tire manufacturer. The Koç group wanted control over the bank to thwart the Sabancı family's plan to enter the automotive industry. When the two groups could not gain a majority stake, they eventually sold their interests in the financial institution. Koç eventually acquired its own bank, Koç Bank, to rival Sabancı Holding's Akbank, one of Turkey's largest commercial banks. The Koç group works mainly with American and European firms. Sabancı Holding has been instrumental in bringing Japanese investment to Turkey, and has joint investments with several Japanese companies.

The two conglomerates are also completely different in operating style and outlook. Personality differences between their chairman only heighten the competition between the two groups.

### Striking the nerve center

But by beginning the manufacture of Toyota Corollas in a joint venture with Japanese partners, Sabancı Holding struck at the nerve center of Koç Holding, Turkey's biggest producer of passenger cars, commercial vehicles and automotive components. The Sabancı group owns 50 percent of the car maker Toyotasa. Japan's Toyota Motor Co., the world's third largest automobile manufacturer and fourth biggest public company, has a 40 percent stake. The remaining shares are held by Japan's Mitsui and Co. Ltd, one of the world's leading trading companies. Toyotasa plans to invest more than \$300 million in Turkey by the year 2000 to manufacture 100,000 Corollas annually. It also started up companies to build components. In 1995, Toyotasa turned out 21,458 automobiles and was the country's third biggest car maker, producing nine percent of Turkey's automobile output.

The Turkish-Japanese joint venture, the biggest to date, is also one of Turkey's largest foreign investments in recent years.

Forty-four out of 3,329 foreign firms operating in Turkey are Japanese, accounting for 7.8 percent of all foreign capital investment, according to the Directorate of Foreign Investment. Ten years ago only two Japanese firms had direct investments in the country.

The manufacture of Toyota Corollas in Turkey

has forced other domestic car manufacturers to introduce new models, make new investments and improve quality of their vehicles.

"The entry of more cars in the framework of the free market will undoubtedly increase competition," declared Nejat Emirli, general coordinator of the Turkish Automobile Importers Association. "But in terms of consumers, it will mean the availability of less expensive and higher quality automobiles." Sabancı Holding officials say there is plenty of room for local manufacture of automobiles because the market potential is huge. Only 50 people out of 1,000 own cars in Turkey, compared to the former West Germany, the most saturated car market in Europe where more than 450 people out of 1,000 are automobile owners.

The same officials said Toyotasa will first concentrate on the local market, but will eventually sell its vehicles in the EU in the coming years to benefit from the customs union. Toyotasa, they said, is also examining the possibility of establishing new plants in the former Soviet Caucasus and Central Asia, largely populated by Turkic-speaking people with ethnic and religious ties with Turkey.

### Cutthroat competition

In a broader perspective, the entry of Toyota into the Turkish market is part of the cutthroat competition American and European automobile makers are facing from Japanese producers worldwide.

South Korea's Hyundai, Kia and Japan's Honda and Mazda have also announced plans to produce passenger cars in Turkey by the year 2000, intending to make the country a major automobile export base. Hyundai is already investing \$300 million in a plant in Izmit, western Turkey, which will begin production in early 1997. Tofaş Türk Otomobil Fabrikası A.Ş., a joint venture in which Koç Holding and Italy's Fiat Spa each has a 37.9 percent share, is Turkey's biggest car manufacturer. In 1995, Tofaş produced 120,868 passenger cars. The Koç group also has a majority stake in Otosan, a producer of Ford cars, trucks and minibuses and interests in several other automotive manufacturers.

One of Turkey's largest and most profitable industrial companies, Tofaş has been producing cars since the early 1970s. Two other companies produce cars in Turkey:

Oyak-Renault Otomobil Fabrikaları A.Ş., which makes various Renault models at a plant in Bursa, and General Motors, which manufactures its popular Opel Vectra near the Aegean port city of Izmir. Turkey was the fastest growing automobile market in the world until the 1994 recession forced production cutbacks, layoffs and huge stock piles of cars and parts.

Automobile ownership leaped 54 percent between 1987 and 1991, the second largest percentage increase in the number of cars among 124 countries, according to the Geneva-based International Road Federation.

Koç Holding works with American and European firms. The Sabancı group has been instrumental in bringing Japanese investment to Turkey

The two giants are completely different in operating style and outlook. Personality differences between their chairman only heighten the competition between the two groups

tion cutbacks, layoffs and huge stock piles of cars and parts.

Automobile ownership leaped 54 percent between 1987 and 1991, the second largest percentage increase in the number of cars among 124 countries, according to the Geneva-based International Road Federation.

Officials at Koç Holding shrugged off suggestions that Toyotasa will endanger Tofaş' market on the short term. "Naturally all new players will affect the market," Hasan Subaşı, a division president and member of the management board of Koç Holding, told Kapital magazine. "Today Tofaş is number one and Renault is number two. In the short and medium terms, Toyota's entry will not affect this picture... But if it (Toyota) is willing to pour resources here, the picture could change." The vastly different backgrounds of Koç Holding and Sabancı Holding also perpetuate the economic feuding between Koç Holding and Sabancı Holding.

### *The late Vehbi Koç*

The Koç Group has often been described as the "third sector" of Turkey because of its various industrial holdings. The group was founded by the venerable Vehbi Koç, who died earlier this year at the age of 95.

Koç, the son of a Muslim literary scholar of modest means, went into business in 1917 when at the age of 16 he opened a grocery store in Ankara with an \$8 investment. By the 1920s, he had become sole

import and distribution agent for several leading U.S. and European companies.

After the Second World War, Koç turned to manufacturing, forming partnerships with U.S. multinationals General Electric, Ford and West Germany Siemens and Italy's Fiat.

Shielded from foreign competition by prohibitive tariffs and import taxes, Koç Holding became Turkey's biggest industrial and trade concern with assets around \$4.3 billion and 95 industrial and trading companies, dominating the nation's motor vehicle and consumer goods industries. The group also has a significant share of the television and video recorder markets. Employing 36,000 people, the Koç Group produces everything from tomato paste and matches to refrigerators and ovens. No home in Turkey goes without a product turned out by the Koç group. Durable consumer goods manufactured by Koç Group have made life easier for Turkish families. Its Migros chain of stores is Turkey's biggest retailer of food and basic consumer goods.

In 1995, the Koç Group had pre-tax earnings of \$621 million on sales of \$11.2 billion, up 40 percent from 1994, but far below its peak sales of \$14 billion in 1993. It had exports of \$884 million in 1995.

Fortune Magazine ranked Koç Holding as the world's 208th biggest industrial group in 1995 in terms of sales. It was ranked 84th biggest in 1993.

Koç retired in 1984, turning the reins of the group to his son, Rahmi, who succeeded him as chairman, his three daughters and American-educated and trained managers.

*Turkish Daily News* THURSDAY, AUGUST 8, 1996

## *The fourth country: Syrian Kurdish leader sheds light on unknown political struggle of Kurds in Assad's Syria*

Whatever ideological color has a solution for the Kurdish problem ... We'll welcome it. We don't care whether it is Islamist or leftist. We don't mind as long as it is democratic and as long as it supports the rights of the Kurdish people

*We very much welcome the emergence of a moderate Islamic orientation in Turkey, which rejects violence and terrorism, upholds democracy and believes in pluralism*

### **Part -II-**

**By Raşit Gürdilek**  
*Turkish Daily News / ANKARA*

**S**alah Badruddin, the Syrian Kurdish leader who rejects violence as a political instrument, is optimistic about a solution that will satisfy the Kurds in all the four countries of the region. In the second part of the exclusive interview with the

**TDN, he urges Turkey to play a more assertive role in the region, saying Turkey's reduced role has caused Iran to jump to the fore. He also sees positive roles for Turkey's Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan and Palestinian President Yasser Arafat for the settlement of the Kurdish problem.**

**BADRUDDIN-** The Kurdish problem is a social, political, economic problem. It is not a security problem. We must work together to search for a solution according to these factors. But the enemy is working underground. We Turks, Arabs, Persians, Kurds, we all share one destiny.

**TDN-** Who is the enemy working underground?

**BADRUDDIN-** The owners of the mentality of the management of the Kurdish problem, not its solution. This kind of mentality is linked with the foreign enemy. And the foreign enemy is, of course, an economic enemy, a cultural enemy. An enemy which does not allow for the region to prosper.



We were all living together under the Ottoman Empire. So how did it come to a collapse? There was an internal factor, but also there was an external factor. Now, if you allow me, I will quote (late Turkish President Turgut) Özal. When Özal made statements concerning the Iraqi Kurds, we developed the idea into one that will help solve the Kurdish problem in the whole region, and we have written many essays about Özal. For instance, he thought that in Iraq there should be a federal system between Arabs, Kurds and Turks. We wrote about that and I even went to Washington and discussed this with several congressmen who also appreciated the idea. With many people, we discussed how Özal's idea about Iraqi Kurdistan could be developed to be applicable to the whole Kurdish spectrum. For instance a federal system

uniting all these countries, Turkey, Iran, Iraq and Syria, a kind of confederation, a commonwealth. If such a commonwealth can be established, the Kurdish factor will change from one of instability to stability.

**TDN-** If you'll excuse me, I do not see such formulations as realistic. Of course it will be better if the whole world unites and all men become brothers. But look around. Does even an Arab commonwealth exist? Consider the so many conflicting interests of Iran, Iraq, Turkey and Syria. Can they all bury these for the sake of Kurds? If the Kurds base the solution of their problems on the assumption that one day this unity will be formed, won't this be day-dreaming?

**BADRUDDIN-** There are three ways, three methods to solve the Kurdish problem in the area: A national solution in each country within its borders. No need to say a democratic solution. Or to have a regional solution. And finally, the third one, an international intervention to solve the Kurdish problem. My party thinks that the first method is the best. The solution must be found within a specific country's borders. But for the past 50 years we have been trying this, but this solution has not been given a chance to be implemented. And we know that international intervention is not permitted by International Law because of the sovereignty of the states.

So, that leaves us the second, regional option, that's why I mentioned it.

**TDN-** But is there such a popular longing for a kind of a neo-Ottoman — albeit more democratic — arrangement? Do people give serious thought to the idea of four countries uniting under a confederation?

**BADRUDDIN-** Well, are the realities we see now results of peoples' aspirations? Is this reality popular? It's the same thing.

**TDN-** Iran is actively interested in the area. Because it also has a Kurdish population and a separatist movement, and maybe also to export its religion-based regime. The involvement is more marked in Iraq. Is there also signs of Iranian interference in Syria?

**BADRUDDIN-** There is a loose coordination between Syria and Iran toward the Kurds. And there is also a distribution of roles between the two countries. Concerning the Kurds in Syria, Iran absolutely can't do anything. But after Turkey reduced its involvement and role in Iraqi Kurdish

affairs, Iran increased its own.

Iranian incursions inside the region are also linked with the Syria-Israel situation. I consider it lost time because of the American elections which allows Iran a free hand. Iran may also be scared of an American strike. That's why they may be attempting to increase the tensions in the area. So Iran may be trying to show that it has many cards to play in the area and that it is strong enough to use them.

This Iranian involvement and activeness in the area is not at all strange to me. What is strange is the reduction of the Turkish role concerning the Iraqi Kurds. Turkey should be concerned as the host to Operation Provide Comfort which has always been discussed in Parliament. So, it has been concerned, but it is past now. Besides, Turkey has always had good relations with Iraqi Kurds. Then why is this reduction? We see a freeze in Turkey's involvement, its role in the area. When I say its role, I mean relations with the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the regional Kurdish government. But mainly with the KDP. Because the KDP is not only geographically neighboring Turkey, but also because the KDP leader Massoud Barzani has moderate qualities, and because it has historically been the mainstream of Kurdish nationalism. We are looking forward to an active Turkish role for peace and stability in the region. Look at how the diminishing Turkish role in the area has allowed Iran to assert itself and promote its interests.

**TDN-** Do you see the democratization of Syria as a near prospect?

**BADRUDDIN-** There might be, after the signing of a peace treaty between Syria and Israel and possible American permission to a positive Syrian role in Lebanon and other parts, will reflect positively on Syria's internal policies; will bring relief. If Syria has good neighborly relations with its neighbors, we believe that it will also be positive for ourselves. For the Kurds. Maybe, that can result in the dropping (of the Syrian support to) the PKK.

**TDN-** An Islamist-led coalition led by Necmettin Erbakan has taken power in Turkey. Syrian President Hafez Assad has shown immediate enthusiasm to make up with Turkey and has publicly said Erbakan's premiership was a chance for improvement of relations between the two countries. Do you expect spinoffs for Kurds from this rapprochement, or would you prefer to have an independent contact with the Refah-led government?

**BADRUDDIN-** Well, the majority of Kurds are Muslims. Tolerance and brotherhood are also among the principles and pillars of Islam. Whatever ideological color has a solution for the Kurdish problem, we are not against that. We'll welcome it. We don't care whether it is Islamist or leftist. We don't mind as long as it is democratic and as long as it supports the rights of the Kurdish people.

We very much welcome, though, the emergence of a moderate Islamic orientation in Turkey, which rejects violence and terrorism, upholds democracy and believes in pluralism. And of course, we welcome the brotherhood between the Turks and

Kurds, which is the choice of the Turkish people. We wholeheartedly respect it and give it high regard. I do believe that Mr. Erbakan has got the wisdom and imagination for a constructive initiative not only for the Kurds here, but also in the whole region.

I have talked about the role of Turkey in the region. It is no secret that half of the world's Kurds live in Turkey. Because of this, Turkey can play an important and legitimate role in solving the whole Kurdish problem. Under the Ottoman Empire we lived together for centuries. Before that, when Salahaddin Ayyubi liberated Jerusalem (from Christian crusaders) there were Kurds and Turks in his army.

I very much look for and expect a wise man as Erbakan to do what history is awaiting from him, for his country, for the Turks, for the Kurds, for the whole region, and actually, for humanity.

TDN- One final question. It seems that you are on very good terms with Palestinian President Yasser Arafat. Is there a constructive role for Arafat to play for the settlement of the

Kurdish problem? can he play a role for the improvement of Turkish Syrian relations?

BADRUDDIN- Mr. Arafat is one of the greatest leaders of national liberation movements in history. He has always tried to solve problems in a peaceful way, in a way that would bring stability. On many instances he was involved in mediation efforts between Baghdad and the Iraqi Kurds. I think Arafat has a big role to play as a mediator and a grand facilitator to bring peace between Turkey and Syria, and between Turkey and the whole Arab world.

Because there are so many complications within the Arab world, Arafat has not been able to play such a role. I believe that whichever government will attach importance to Arafat's role, it will benefit from that. Jerusalem is a uniter for all the peoples of the region. And it is Arafat who is a person most concerned about Jerusalem. Mr. Arafat has always expressed readiness to mediate between the Kurds and governments for the recognition of Kurdish rights. I am sure that he would very much like to find Kurds also in Syria enjoying their rights.

ԿԱՍՏ  
gank

ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԵՎ ՍՈՎԵՏԱՆԻ ԿՈՄՄՈՆԱԿԱՆԵՏԱՏՎԱԿԱՆ ԳՆԱԿԱՆՈՒԹՅԱՆ ԳՐԱԿԱՆՈՒԹՅԱՆ ԿԵՆՏՐՈՆ  
ՕՂՍՊԵՏՐՈՒՄ - QUOTIDIEN ARMÉNIEN  
ՀԵՎՈՒՆ 8 ԱՎՐԻ 1992  
17 ՀԱՅԱՆԻ ԿՈՊՆ

## TURQUIE

# Les honneurs militaires pour le retour en Turquie d'un ordonnateur du génocide arménien

Exhumée d'un cimetière d'une localité tadjik perdue au pied du Pamir après des mois de recherches et de tractations, identifié puis rapatriée par une expédition financée par Ankara, la dépouille d'Enver Pacha a été finalement inhumée une nouvelle fois dimanche, mais à Istanbul et avec



les honneurs militaires, 74 ans jour pour jour après la mort du membre du triumvirat jeune turc et organisateur du génocide des Arméniens. Présent lors de la cérémonie funèbre qui s'est déroulée au centre d'Istanbul, en présence d'autres personnalités offi-

cielles, civiles et militaires, le président turc Suleyman Demirel est venu rendre l'hommage de la Turquie républicaine et kémaliste à celui qui fut l'un des derniers dirigeants et selon certains le fossoyeur, de la Turquie impériale et ottomane. Devant la stèle commémorative, le président turc a même prononcé un discours, qui s'est voulu nuancé, faisant la part de ses "fautes et de ses mérites", non sans le désigner pourtant, sinon comme un héros national, en tout cas comme un "symbole important de notre histoire récente". Peu avant, la dépouille d'Enver Pacha avait été accueillie par une cérémonie militaire à l'aéroport militaire d'Istanbul, devant une petite foule qui a entonné l'hymne aux "martyrs immortels": après des

prières à la mosquée, son cercueil a été emporté par un attelage militaire à travers les rues de l'ancienne capitale impériale jusqu'à sa nouvelle et dernière demeure.

L'hommage rendu par le premier magistrat turc, censé incarné la Turquie laïque et républicaine, a de quoi surprendre, eu égard à la personnalité pour le moins controversée, même en Turquie, du leader jeune turc, considéré comme celui qui avait conduit le pays à sa perte en le faisant participer à la Première guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne.

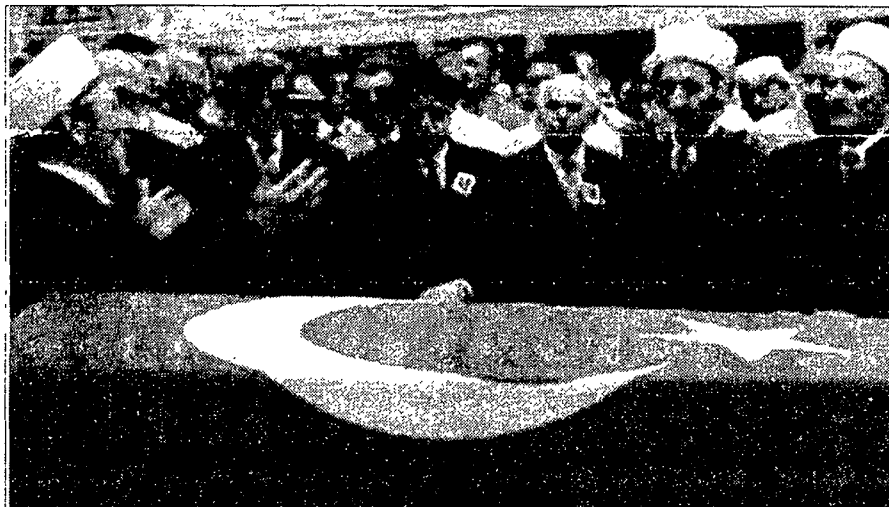


C'est Enver aussi qui signera un accord secret, sans même en aviser le Sultan, avec l'Allemagne, autorisant les sous-marins allemands à emprunter le Bosphore pour prendre à revers la flotte russe de la Mer noire, ce qui provoquera la déclaration de guerre de l'Empire russe à l'Empire ottoman. Pour nombre de spécialistes turcs, Enver reste un aventurier et a eu à ce titre la fin qu'il méritait, en tombant sous les balles des bolcheviks aux confins sino-russes du Turkestan, alors qu'il livrait sa dernière bataille pour le panturquisme.

C'est pour réconcilier la Turquie avec elle-même et avec son passé que M. Démirel aurait tenu à rendre

s'escrime ici contre les négationnistes du génocide arménien, une telle cérémonie témoigne de l'indifférence et du mépris que suscite un tel débat en Turquie même, et de l'incapacité de ses dirigeants à se remettre en question. Si la Turquie kémaliste fuyait ses responsabilités dans la tragédie arménienne en se cachant derrière la rupture avec l'Empire ottoman, plus de 80 ans après, ses héritiers semblent prêts à assumer en toute sérénité cet héritage.

Il est heureux qu'en ces moments d'autoglorification nationaliste, certains en Turquie aient eu le courage de rappeler les lourdes responsabilités d'Enver Pacha devant son peuple,



personnellement hommage à Enver Pacha, laisse entendre le chercheur islamiste Abdulrahman Dilipak. A un moment où l'arrivée d'un islamiste au pouvoir à Ankara témoigne de cette nostalgie impériale qui habite la Turquie et du nationalisme en vigueur dans ce pays, on peut se demander si une telle concession aux islamistes qui entretiennent un climat de glorification du passé national le plus discutable était bien opportune de la part du président turc d'un point de vue politique en tout cas, la question étant inutile sur le plan moral. La réhabilitation avec les honneurs de figures du passé qui ont contribué à l'anéantissement du peuple arménien, n'aidera sans doute pas le peuple turc à se mettre en paix avec sa conscience. A l'heure où l'on

comme Oktay Eksi, qui écrit dans les colonnes du journal "Hurriyet" : "Alors que certains rendent hommage à Enver Pacha, je pense à nos 90 000 jeunes qui sont morts de froid dans les monts Allahouakber, sur les ordres du général". Celui qui avait envoyé à la déportation et à la mort des centaines de milliers d'Arméniens, n'avait pas hésité non plus à envoyer à la mort des dizaines de milliers de jeunes appelés turcs mal entraînés et mal équipés, qui ont péri avant même de combattre contre les troupes russes. Ces mêmes morts turcs, au nom desquels l'historiographie turque voudrait faire passer le génocide des Arméniens ordonné par Enver et ses complices à pertes et profits de l'horrible banalité des guerres...

G.U.

## Erbakan aide says no permission required for PM's visit to Iran

By Ayla Ganioglu  
TDN Parliament Bureau

ANKARA- State Minister Abdullah Gül of the Welfare Party (RP), dubbed the "shadow foreign minister of the RP-DYP coalition government," said on Wednesday that RP leader and Prime Minister Necmettin Erbakan "is not in a position to seek permission from the United States to visit Iran."

Gül told a press conference in Parliament: "Turkey is not in a position to ask the United States, 'Would you veto this or not?' on all its foreign policy issues, demanding per-

mission. Turkey is an independent country. It has its own interests. On the other hand, the prime minister going to Iran must definitely not be interpreted as taking a stance against the United States."

Gül noted that Erbakan's planned trip to Iran had been decided after the current government took office whereas tension between the United States and Iran mounted in the course of the current week, that is, well after the decision to visit Iran was taken. "For that reason it would not be right to see the prime minister's visit as a stance taken against a certain country. On the contrary, the prime minister and all the rest of us would be pleased if this visit happened to make a beneficial effect on that tension."

Stressing that PM Erbakan had always thought that the tension between Islamic countries and the West was harming both, Gül said that during the visit Erbakan would duly strive to eliminate that tension.

Asked whether the Turkish side would refer to information indicating that Iran was behind the assassination of a number of Turkish intellectuals in recent years, Gül replied, "Our aim is to ensure mutual trust. All problems would be put on the agenda."

Gül gave the message that the accord to be signed with Iran would not be affected by the U.S. decision to impose an embargo on Iran. Noting that the Turco-Iranian natural gas accord involved Turkmenistan too, he said that "political resolve" was being displayed on this issue. He also said that talks would be held with various U.S. delegations.

Gül complained that the Iranian trip was being called Erbakan's first visit when the PM made his first overseas visit to the Turkish Republic of Northern Cyprus. Expressing his conviction that the PM's trip, which will take in Pakistan, Malaysia and



State Minister Abdullah Gül

Indonesia, would bear substantial results, Gül indicated that the emphasis would not be on political issues. Instead there would be an effort to develop trade and economic cooperation. Over 100 businessmen and industrialists will be accompanying Erbakan.

The "shadow foreign minister" underlined the government's conviction that the path to Turkey's development was by way of establishing friendly relations with its neighbors. He stressed that Turkey's long-term interests required that the country form a circle of friendship and security around it.

It would distress them to see that priority was being given to the interests of other countries, Gül noted, saying, "For us what has priority is the long-term interests of our own people."

### CHP protest

Meanwhile, the opposition Republican People's Party (CHP) has protested Erbakan's decision to visit Iran. The CHP protest came in the form of a refusal to contribute a CHP deputy to the parliamentary delegation which will accompany Erbakan. Deputy chairman of the CHP group in Parliament, Onder Sav, staged a press conference to announce his party's decision not to take part in "a trip to a country whose connection with terrorism is under discussion." He said: "The United States' attitude is of no concern for us. Each country is in a position to figure out its own legal rules."

### 'Indirect dialogue' with PKK still on RP agenda

Despite the fact that Foreign Minister Tansu Çiller has reacted strongly to any suggestion of dialogue with the Kurdistan

Workers' Party (PKK) by saying, "there can be no talking to bandits," the RP wing of the coalition appears to be still interested in searching for such a dialogue.

While continuing, on the one hand, with its drive to get the PKK to give up its arms, both wings of the coalition are also working to come up with draft bills that would enable the abolition of emergency rule in the region.

The RP's Gül says it was wrong to say that there was a rift between the coalition partners on the topic of indirect dialogue with the PKK.

Gül told Wednesday's press conference that the RP was not engaged in any initiatives which would ride roughshod over DYP wishes.

He charged that those speculating about such a rift were only trying to drive a wedge between the two coalition partners. "There is no one in the government or the state that is thinking about bargaining with the PKK, or making any concessions to the PKK," Gül said.

He added, however, that they were not against non-governmental organizations or individuals interceding to try and work out a settlement to the problem involving the PKK.

"If our deputies, journalists, businessmen are exerting certain efforts in this regard, we are not against it," Gül said.

He said their main consideration was that there should be no more "mothers of martyrs who are shedding tears."

Gül also indicated that he did not have any information on whether the military was upset by suggestions of indirect dialogue with the PKK, although he expressed his view that this was probably not true. He said that it was out of the question that the coalition partners and the military should have different approaches to this problem. Gül also said that there had been no change in his government's approach of listening to the "most authoritative people's views before developing policies on such important topics."

Prime Minister Necmettin Erbakan, asked about suggestions that the RP was supporting indirect talks with the PKK, maintained that reports in the press were "lacking in truth and true research."

"We would never offer concessions in the fight against terrorism, we would never sit at the table with terrorism," Erbakan said. He added that it was not possible for Turkey to give up its single nation, single flag and unitary state.

"These are reports that have no foundation but we are not in a position to deny them all one by one," Erbakan said.

### No amnesty

—Meanwhile Interior Minister Mehmet Ağar said Wednesday that no steps were being taken to pardon those convicted of providing assistance to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Ağar noted that some convicted inmates had sent statements to his office saying that they had been forced to help the PKK. He said an amnesty for such people might come on the agenda but that no amnesty would be considered for those who willingly provided assistance to the terrorist group.

Ağar said that the issue of pardons for those who had been forced to help the PKK was under discussion and that he and his colleagues were seeking a consensus from all parties.

Replying to journalists' questions during his visit with Fuat Miras, the chairman of the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB), and other members of the central executive board, Ağar said that writer İsmail Nacar's initiatives regarding the PKK's laying down arms was Nacar's personal initiative and that it could not be state policy. Ağar added that the issue of terrorism would end when foreign support for terrorism was stopped.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 8, 1996

## Turkish Leader Rejects Talks With Rebel Kurds

### Erbakan Won't 'Sit at Table With Terror'

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Necmettin Erbakan ruled out on Wednesday direct talks with Kurdish guerrillas as part of an Islamist peace plan to end 12 years of separatist rebellion.

"We will give no concessions in the fight against terrorism; we will not sit at the table with terror," he said after a meeting with President Süleyman Demirel.

İsmail Nacar, an Islamist writer and a member of Parliament who belongs to Mr. Erbakan's Welfare Party, recently met with moderate Kurdish leaders to try to resolve the conflict between security forces and guerrillas of the Kurdistan Workers Party.

More than 20,000 people have been killed in the fighting.

Mr. Nacar said Wednesday that Kurdish rebels would release eight soldiers captured during clashes with the Turkish Army and would ask nothing in return.

Mr. Nacar's efforts came amid what appears to be a split in Mr. Erbakan's coalition on how to handle the Kurdish conflict.

His party is apparently willing to enlist the help of nongovernmental groups to negotiate an end to the fighting, but a majority in the True Path Party of Tansu Ciller, Mr. Erbakan's coalition partner, oppose the move.

Mr. Erbakan tried to play down the split Wednesday.

"It is impossible for Turkey to abandon its approach of a single nation, single flag and unitary state," he said.

The rebels declared a unilateral cease-fire in December, but Turkey has ignored it.

Security officials said that troops killed 24 guerrillas in separate clashes in five different southeastern provinces on Tuesday and Wednesday. They gave no information on government casualties.

(Reuters, AP)

LE PROGRES - 8 août 1996

### Kurdistan : pas de négociations officielles

Vingt-quatre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans différentes zones du sud-est anatolien.

Le premier ministre turc Necmettin Erbakan a démenti mercredi avoir l'intention d'ouvrir des négociations avec le PKK qui mène une lutte armée depuis 1984. Mardi, un proche collaborateur du ministre des affaires étrangères Tansu Ciller, Mehmet Golhan, avait laissé entendre que le gouvernement pourrait entreprendre un dialogue indirect avec le PKK si l'organisation séparatiste renonçait à la lutte armée. Samedi, un journal libéral d'Istanbul, Sabah, affirmait que M. Erbakan avait rencontré l'écrivain islamiste kurde İsmail Nacar, connu pour avoir des contacts avec le chef du PKK Abdullah Öcalan.

D'autres journaux ont laissé entendre que M. Erbakan pourrait avoir l'intention d'ouvrir des discussions indirectes avec le PKK par l'intermédiaire de M. Nacar. C'était la première fois qu'un responsable politique proche du gouvernement mentionnait explicitement la possibilité d'un dialogue avec le PKK, même indirect. Ces informations et les déclarations de M. Golhan ont suscité de nombreuses réactions mercredi. «Il n'est pas question que l'Etat parle avec les terroristes alors que l'effusion de sang se poursuit», a ainsi déclaré Mme Ciller.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Turquie-Kurdes

Six personnes tuées lors d'une opération policière contre des rebelles kurdes

ANKARA, 8 août (AFP) - Six personnes, dont deux fillettes, ont été tuées jeudi lors d'une opération policière contre une maison dans le village de Kucukdikili (province d'Adana, sud), où s'étaient retranchés quatre militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence Anatolie.

Un policier a été tué dans un accrochage armé qui a éclaté lorsque les rebelles ont ouvert le feu sur les policiers qui encerclaient la maison, selon l'agence.

Les tirs provenant de la maison ont cessé après qu'une explosion eut lieu à l'intérieur du bâtiment.

Les corps de trois militants du PKK ont été retrouvés à l'intérieur de la maison. Un quatrième rebelle avait été blessé, toujours selon l'agence.

Les corps de deux fillettes, âgées de deux et de six ans, ont été retrouvés par les policiers dans la cuisine de la maison, tuées par la déflagration d'un engin explosif, selon la même source.

Un policier blessé lors de l'accrochage armé a été hospitalisé, a indiqué Anatolie.

Une femme et un enfant ont été également blessés lors de cette opération, a pour sa part indiqué la chaîne de télévision publique TRT, sans autre précision.

Trois pistolets, des balles et deux grenades à effet de fragmentation de fabrication russe ont été découverts dans la maison, selon Anatolie.

CE /bm t.f  
AFP /AA1234/081228 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## NATIONAL HEBDO

8/14 août 1996

### Saddam toujours

● L'armée irannienne a lancé une offensive en territoire irakien contre les Kurdes. Les Iraniens ont fait au Sud ce que les Turcs avaient réalisé au Nord. Les deux pays sont obligés de remettre de l'ordre dans les zones qui sont interdites à l'armée de Bagdad, rendant sans doute un service notable à Saddam Hussein. On apprend, d'autre part, qu'un coup d'Etat, préparé par Washington avec la complicité de la Jordanie et de militaires irakiens sunnites, aurait échoué. La répression aurait été impitoyable. Tous ces événements inquiètent le Koweït qui, six ans maintenant après l'invasion, reste persuadé que Saddam Hussein n'a pas renoncé à ses projets et veut en tout cas se venger.

LIBERATION - 8 août 1996

### La Turquie épinglée sur les droits de l'homme

Les atteintes aux droits de l'homme en Turquie ont été dénoncées hier devant la sous-commission des droits de l'homme réunie à Genève. La Commission internationale de juristes a dénoncé les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et les arrestations d'avocats défendant des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a rappelé qu'en Turquie «pas moins de 152 lois ont pour seul objet la réglementation de la liberté d'opinion et d'expression». Selon son affiliée turque, on a recensé l'an dernier 461 journalistes détenus, 231 disparitions en détention, 122 décès des suites de tortures ou d'exécutions extrajudiciaires. Selon une enquête réalisée par l'association Médecins pour les droits de l'homme, 96% des médecins turcs ont déclaré que la torture était un problème en Turquie, 31% estimant que presque tous les détenus y sont soumis, mais les médecins employés du gouvernement sont «soumis à une pression extraordinaire de la part des agents de la loi pour travestir ou ignorer les preuves de torture». (D'après AFP)

# 'PKK stamp for those who seek solutions'

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The Republican People's Party (CHP), the major opposition party in the Turkish parliament, is looking closely at the problems facing the residents of South Eastern Turkey. Most particularly, the party is considering the issue of reverse migration, as the policy of the new Refah Party (RP)- True Path Party (DYP) government of returning people displaced by the conflict in those provinces to their homes is known. Former member of parliament and current deputy secretary general of the CHP, Sinan Yerlikaya, made a statement to the media in which he said that he will make a number of shocking revelations concerning the true conditions in the south east of the country when the time is ripe and that important steps must be taken to find a solution for the many problems in that region of the country.

Yerlikaya claimed that those who seek a solution to the southeast question are condemned as being members or supporters of the outlawed separatist Kurdish Workers Party (PKK) and silenced.

Yerlikaya said that the Refah Party was taking steps with good intentions but they did not have a strong support and solid foundations for some of their proposed measures.

"These works cannot be undertaken without having a substructure, and without correct arrangements. It should not be misunderstood, the steps they are taking are good. But the problems cannot be solved just by tribal communities. The government should take legal precautions, television stations should be opened (to broadcast

Kurdish programs) and the schools should provide lessons in Kurdish."

The CHP deputy secretary also called for a general amnesty to be granted, and also accused those who did not want a dialogue with the PKK of wanting the war to go on and to see more blood. He also claimed that the government had silenced and accused them of being PKK supporters, and had also condemned those who were seeking a solution to the region's problems. Yıldırım also added that he had been judged in the Government Security Court (DGM) as a Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army (TIKKO) suspect.

"The government judged me in the DGM as a criminal who helps the illegal leftist association, TIKKO, in a period when we were trying to find a solution. I was acquitted after an investigation went on in the DGM. This is also an important part of the government's attitude," he said.

Yerlikaya emphasized that the region had been turned into its state today by the using of the PKK as an excuse, and those who spoke out about it had been marked as PKK supporters. "The truth is obvious.

The government itself pushes those who have had to migrate from the region to dishonesty. People are in the position where they have to sell their body, their life and their blood for a slice of bread. In Elazığ especially it is noticeable. The people who have escaped there are the victims of prostitution. Today in Hozat in a wedding hall, 15 families are trying to survive. They are not even called human. They cannot have baths, they starve and have no jobs," Yerlikaya went on to point out.

## Chaos of 'dialogue' with Öcalan's PKK

By Jan Paçal

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- As discussions on the controversial subject of a dialogue between the government and the illegal Kurdistan Workers Party (PKK) produce different statements from the authorities on a daily basis, claims that the Turkish General Staff has had a big influence on the subject have also now emerged. The discussion on a dialogue with the PKK was started a while ago by the Islamist writer Ismail Nacar, along with several Welfare Party (RP) members of parliament. Eight soldiers detained by the PKK were asked to be released as sign of good will, and many nongovernmental organizations were also called on to contribute to this action.

Prime Minister Erbakan, the leader of the RP-

True Path Party (DYP) coalition government, remained silent during these discussions, but appeared to be agreeing to a possible dialogue. This position led to reports in the media that Erbakan was "ready to sit at the table with the PKK." However, the prime minister has now issued a statement on this issue following a meeting with the president, Süleyman Demirel, which occurred after Erbakan had met with the General Staff. "Turkey will never give up the conceptions of a unique flag, a unique nation and a unitary state. We cannot make concessions in the struggle

with terrorism. We cannot sit at the table with terror," Erbakan has now stated.

"The press has to be blamed"

While Erbakan's statement has been evaluated in the media under headlines such as "The hodja has changed his mind for the sixth time," Erbakan has attacked the press, accusing it of distorting his words.

"These declarations are put forward by the press. These are the dialogues of the press. This news is devoid of any reality and is made without

any serious investigation. We can never make concessions in our struggle with terrorism. We cannot sit down at the table with terror. This is false news and we are not able to contradict it piece by piece," Erbakan reiterated. However, DYP Deputy General Director Mehmet Gölhan had declared in his speeches that his party were in agreement with the dialogue initiative started by the RP. Gölhan's statements were then left up in the air after the DYP chairwoman, Foreign Affairs Minister Tansu Çiller, and National Defense Minister Turhan Sayın declared that "We cannot sit down at the table with brigands." Gölhan has also said that "If some intermediaries get indirectly into contact with the PKK, if the PKK gives up guns, Turkey will be negatively effected."

The officials who have shared the same fate as Mehmet Gölhan are State Ministers Abdullah Gül and Fettullah Erbaş of the RP, have been left standing alone after the statement of their leader. Their attitude has been evaluated as being opposed to Erbakan's declarations and as opening a door to dialogue between nongovernmental individuals and institutions and the PKK. In addition,

claims have also been made that these officials have acted as "stalking horses", testing the water for ideas that their leaders may share but do not have the courage to do declare themselves.

**"The nongovernmental initiative must not be hindered"**

The Islamist writer and Peace and Brotherhood Solidarity Committee spokesman, İsmail Nacar, has pointed out that the reactions of Çiller and Demirel were natural, and has said that the subject of dialogue belongs to the nongovernmental initiative and should exclude the army and the state.

"We don't say that the state should bargain with the armed men — we agree with them on this," Nacar has explained, evaluating the statements of President Demirel and Foreign Affairs Minister Çiller concerning the subject.

Nacar has asked that Turkey, as a democratic country, allow some nongovernmental and peaceful steps to be made, calling on the authorities to take under consideration first the people living in the war torn areas and then the others. He has also asked that the state remove all the barriers that stand in the way of the nongovernmental initiative.

tive.

**"Preparing the state's surrender."**

While the debate continues, statements from both sides in the argument are still being issued. The member of parliament for Bartın, Köksal Toptan, who is also spokesman of the independent parliamentary members who left the DYP and are trying to look for a new party on the center-right, has seriously criticized the dialogue initiatives. "Those who seem to be looking for peace are in reality preparing a surrender of the state. The government hasn't shown any courage in making a peace agreement between Turkey and this armed organization — they have introduced intermediaries. However, all of this contradicts with the greatness of Turkey.

There is no state that has resolved the terrorism problem by surrendering. The UK has been continuing its struggle with the IRA for years. In Spain, even though the state has given big concessions to the ETA, the problems are still continuing. I propose to those who say the state has to sit at the table with PKK that they look at the maps that are being used in schools in Northern Iraq," Toptan recently declared.

Turkish Daily News FRIDAY, AUGUST 9, 1996

## When and how will the bloodbath end in the Southeast?

**T**he pro-Islamic Welfare Party (Refah) has started some unofficial contacts to seek ways and means of ending the separatist terrorist campaign that has created a bloodbath in southeastern Turkey since 1984. Governments have come and gone with the promise of ending the bloodbath but nothing has happened. On the contrary, most governments have left the issue to the military and have preferred to forget their own political responsibilities.

The military has been fighting a lone battle which has not been supported by social and economic measures that could have provided some relief to the suffering masses of southeastern Turkey...

Refah is now the senior partner of the coalition government and there are fresh expectations that this party will now offer something new to end the conflict. The fact that Refah has won most of the parliamentary seats representing the provinces in eastern and southeastern Turkey has also added to the expectations that it could come up with a new approach to the issue.

It is no secret that the people of southeastern Turkey have negative feelings towards Ankara. The fact that the pro-Kurdish People's Democracy

*Editorial*



Party (HADEP) emerged as the number one party in many provinces during

the December 1995 elections but failed to win seats in Parliament because of the ten percent national threshold shows the extent of the discontent the people of the region feel towards the establishment in Ankara. Refah was also the leading party in several areas and it won the seats that HADEP could not and thus has a great responsibility to live up to the expectations of the people in the Southeast... Refah has to address the discontent in the Southeast and offer solutions to the people. This means the leadership in Ankara has to be in close contact with the leading people of the region and receive feedback on the discontent. Refah has to offer economic and social remedies as well as political moves. Today the atmosphere of repression has eased only a bit in the area but the suffering and humiliation is still there for everyone to see. Even businessmen in the region are being taken into custody on charges that they are collaborating with the separatist terrorist organization, the PKK (Kurdistan Worker's Party).

The PKK is a reality and cannot be discounted simply as a terrorist organization. It has sympathizers and supporters in the Middle East as well as in Europe which further complicates the issue.

Of course, the crux of the matter is the fact that the PKK is not prepared to give up terrorism. Refah is trying to figure out under which conditions the PKK is prepared to lay down its arms and give up terrorism. The real complication here is the fact that there is discord within the PKK and even if its leader Abdullah Öcalan agreed to give up terrorism it is uncertain if he can convince the hardliners in his organization to follow suit...

Refah faces the dilemma of having to satisfy its voters in the Southeast while trying to cope with the conservative establishment in Ankara which sees every Kurd as a potential terrorist and a traitor...

By İlnur Çevik

*Turkish Daily News* FRIDAY, AUGUST 9, 1996

# Mazlumder supports dialogue and search for a civil solution in Southeast

By M. Akif Beki

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The ray of hope in the Welfare Party (RP)-True Path Party (DYP) coalition government's southeast policy that began with the reverse migration campaign seems now to be progressing toward a permanent solution to the lengthy and violent conflict in the region between government forces and the Kurdistan Workers Party (PKK). New steps have now been proposed including discussion and dialogue between the opposing sides in the conflict.

In particular, new proposals for an "indirect dialogue" have been seen as a positive development by many, including non-governmental organizations (NGOs), politicians and intellectuals.

As a result of this, the human rights and solidarity for oppressed peoples organization, Mazlumder, has accepted an invitation from the government sent by the RP's Fethullah Erbaş, MP of the eastern city of Van, to play the role of "peace maker" in this process.

In replying to the TDN's questions, Yılmaz Ensaroğlu, the chairman of Mazlumder, emphasized his hopes for the RP-DYP government's attempts to solve the southeast problem. "I believe that the government takes this issue seriously and cordially, but this will not be enough," said Ensaroğlu, and added that first of all the question had to be defined correctly by the government. They would have to decide if it was a Kurdish problem or a terrorism problem or southeastern problem. "Which one of them is right? This is the question now because any proposals for a solution will be produced in the light of our response to this question," he suggested.

"According to us, there is a Kurdish problem and it can be seen openly that a military policy has not been successful in solving this problem despite over 12 long years of fighting which have resulted in thousands of deaths and the spending of billions of dollars. "Now the new government campaign gives hope to us. But this means a long and difficult process too. We would be

pleased to contribute to this process, but we still do not have an idea as to what kind of mission is expected from us as govern-



Islamic writer Ismail Nacar

ment representatives have not contacted us yet."

## Mazlumder defends dialogue without the PKK

Mazlumder often sends commissions for investigation of violations in Southeast and organizing humanitarian campaigns for oppressed peoples of the region. That is why, MP Fethullah Erbaş, special representative of Erbakan is to hold talks on solutions with interested parties, asked Mazlumder to help him, said

Ensaroğlu. "I think Mazlumder can be a communication bridge between the government and the peoples of the region due the high level of esteem it is held in," he said and added that Mazlumder does not defend direct dialogue with PKK or to take it as a representative of Kurdish people.

"There is no need to make a show in this critical issue. Mazlumder has sent thousands of containers of humanitarian aid to the region but did not make a show during their distribution. This is why peoples of region accepted Mazlumder and trust in it," said Ensaroğlu.



Turkish Daily News - FRIDAY, AUGUST 9, 1996

#### State support behind the government

Islamist writer and former Southeast regional official of RP, Altan Tan, who supported the proposed solutions of the government, has an interested thesis for developments. "I think one side of the state supports these steps that are made by the Erbakan cabinet. They want a permanent solution for the Southeast problem more than PM Erbakan," he claimed. Tan says that talks between PM Erbakan and writer Ismail Nacar are an indication of proof of his claim. "We were together with Ismail Nacar in Oslo city recently for a three day Kurdish conference. Nacar said he had talked with PKK leader Apo by telephone and many representatives of Kurdish action Europe," said Tan. "Ismail Nacar, who is known as an Islamist writer has a connection with state and he does not need to hide this connection.

"In addition, I never saw an Islamic article or book written by Nacar. According to me, Ismail Nacar is a signal for a side of the state which supports a civil solution and dialogue. "But we don't know what the other side of the state will do against these developments, which defends military solutions in the Kurdish question and rejects dialogue."

An other source closely linked with Kurdish circles and RP, claimed that, Ismail Nacar was suggested to PM Erbakan by a circle in state and Nacar revealed secret talks to the media. The same source added that Ismail Nacar made a mistake and the process will be continued by MP Fethullah Erbaş after this time. "PM Erbakan tries to take the process under his control," he said.

## Five year increase in Turkish tourism reported

*Turkish Daily News*

ANKARA- There has been a considerable increase in the number of tourists coming to Turkey in the past five years, the Anatolia news agency reported.

The Turkish Tourism Association (TYD) has prepared an report on Turkish tourism which covers the last five years of the industry's growth in this country. The number of tourists in the period 1991-1995 increased from 2.2 million to 7.7 million. The increase in visitors earned Turkey an estimated \$4.9 billion last year, up from \$2.3 billion in 1991.

The largest number of tourists visited Turkey in July, August and September, the report said.

The most popular tourist sites are in Istanbul, Antalya and the Muğla region. The report notes that Turkey is among the "Top 20" of the world's most popular tourist destinations.

Turkish Daily News - FRIDAY, AUGUST 9, 1996

# turkish daily news

Friday August 9, 1996

*Koç-Sabancı Rivalries*

PART -II-

## Peasant farmer from Kayseri founds *Sabancı Holding*

Rahmi Koç is a suave businessman who likes his privacy. He was educated at Istanbul's Robert College and John Hopkins University. A tall gangly man, he is a collector of antiques who established Turkey's first and only industry museum. He likes swimming, yachting and playing gold as recreation, and inviting his high school classmates to his private island in the Sea of Marmara.

By Metin Demirsar

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Around the same time Vehbi Koç had set up a successful business in Ankara, 14-year-old Hacı Ömer, trekked 450 dusty kilometers from his village in the central Anatolian province of Kayseri to the southern region known as Çukurova, a fertile plain famed for its vast cotton fields, in search of work.

Young Hacı Ömer arrived in Adana, the hub of Çukurova, just after the Turkish army emancipated the region from its three-year occupation by the

French following the Ottoman Empire's defeat in World War One.

Turkey's economy was devastated after more than a decade of ruinous wars, which had killed or maimed hundreds of thousands of young Turkish men. Hacı Ömer's father had also been killed, fighting the enemy in the far off deserts of Yemen with the Turkish army in World War One.

But the Çukurova region presented great opportunities for young men like himself because of the immense world demand for its cotton and its fields were still blooming.

"When a man as intelligent as you arranges this sort of program and this sort of journey and contrives to have his name featured in the newspapers, he has got to have something on his mind. Had you been a politician or a party chairman, you would certainly have come to power by now."



Hacı Ömer started off in a cotton factory, working as a hamal, beast of burden, carrying huge bales of cotton on his back. Eventually, he established an informal employment office, matching jobs with vacancies in the cotton fields and gins. He had no formal education but was consumed by the desire to make money. Slowly, young Hacı Ömer became well known in Adana for his thriftiness and keen commercial sense. In a few years, he set up his own modest cotton business.

After the Republic was formed in 1923, the new Turkish government chose Hacı Ömer to restart factories abandoned in Adana by Armenians and Greeks following the end of the French occupation.

### *The plough maker*

In 1934, when the government ordered all Turks to take surnames, Hacı Ömer, by then already a wealthy millionaire and factory owner, took the surname Sabancı — meaning plough maker — as a reminder of his humble beginnings.

In 1948, Sabancı founded Akbank, which today is one of the world's leading banks.

By the mid-1950s, he had moved into apartment construction and textiles, establishing in Adana the giant Bossa factory, one of the world's biggest textile mills. A few years later he started up the insurance company Aksigorta.

Hacı Ömer passed his commercial skills, business acumen and strong sense of social responsibility to his sons who took over when he died in 1966. Under his sons, Sabancı Holding continued to be the most investment-minded group of Turkey, establishing new plants, such as Sasa, the Middle East's biggest producer of polyester fabrics, and forming partnerships with leading multinationals and stimulating growth through the importing of know-how and technology.

Today the Sabancı Group is one of the world's most powerful industrial and trade empires, employing 27,000 people. It has interests in insurance, tourism, education, health and cultural institutions and factories in textiles, and synthetic fibers, food and tobacco, plastics and paper, electronics and data processing, tires, automotive industries, cement, paper, pharmaceuticals and agribusiness.

In 1995, Sabancı Holding had net consolidated sales of \$8.39 billion and assets of \$6.26 billion. It had \$650 million in exports of 1995.

In 1993, in a move to reflect the group's growing high profile in international business, the holding company relocated to the impressive and spacious twin towers of Sabancı Center in Istanbul's Levent district from cramped quarters overlooking the harbor on the lower Bosphorus.

The group suffered a great tragedy in January of this year when extremist gunmen entered Sabancı Center undetected and shot and killed Özdemir Sabancı, one of the Sabancı brothers board member of the Holding company and chairman of

Toyotasa, the general manager of the car manufacturer Toyotasa and an executive secretary, a crime that has yet to be solved.



**Sakıp Sabancı at his famous residence, the Mansion with the Horse**

Both Sabancı and the Koç families operate competing charitable organizations. The Koç Foundation operates a private high school and a private institute of higher learning, Koç University, and has built a major library in Istanbul and provided scholarships for thousands of university students.

Sabancı Holding Vakfa Foundation has built more than 93 schools, cultural centers, student hostels and sports facilities throughout the country. The group also wants to endow a private university with a \$50 million donation to rival Koç University.

### *Personality differences*

One of the main causes of friction between the two groups has been the personality differences between their chairmen, Rahmi Koç, 66, and Sakıp Sabancı, 63, one of the four surviving sons of Hacı Ömer Sabancı.

Koç is a suave businessman who likes privacy. He was educated at Istanbul's Robert College and John Hopkins University, where he received a B.A. in industrial management and administration, and worked his way up through the Koç organization. Under Koç, the Koç Group diversified into such areas as refrigerated trucks and meat packaging. Like his late father, he often delivers lectures on management practices before university students.

A tall gangly man, he is a collector of antiques who established Turkey's first and only industrial museum. Koç loves swimming as a recreation and has built a closed swimming pool at Koç headquarters at Nakastepe, on the Asian side of Istanbul overlooking the Bosphorus. He is an avid

"I gathered my brothers around a table. Before we dispersed, we decided to run things as if we were the (five) fingers of one hand. It was necessary for us to make our decisions known to those who were observing us and wondering what Hacı Ömer's children would do now that Hacı Ömer was dead, and to eliminate any doubts they may have."  
*Charitable organizations*



Hacı Ömer Sabancı, founder of Sabancı Holding

Hacı Ömer started off in a cotton factory, working as a hamal, a beast of burden, carrying huge bales of cotton on his back. He had no formal education but was consumed by the desire to make money



Rahmi Koç, chairman of Koç Holding

golfer and likes yachting. He also enjoys inviting his high school classmates to his private island, Rahmi Koç Adası, in the Sea of Marmara off the coast of Istanbul Asian suburb of Tuzla.

In November 1994 he was elected president of the Paris-based International Chamber of Commerce, in recognition of his group's success and his business skills.

Sabancı, on the other hand, is one of Turkey's most colorful businessmen — a man known for his earthiness.

Although he is reputed to be one of the world's richest men, Sabancı is often seen travelling with workers in crowded buses, shaking hands with people in the streets of Istanbul, kissing babies in front of cameras, wearing colorful local costumes in public, riding a motorcycle or chopping wood in the forest. Admirers gather in long convoys of trucks and cars to follow him whenever he travels in Anatolia and cheer him as he gives speeches on

the economy.

An ultimate showman, he uses his high profile style public relations to further his business interests and create a favorable image of himself and his companies. When he was guest of honor in the summer 1994 at the Kumbet Plateau Festival in the Black Sea province of Giresun, he quickly donned local knee length boots, a worn gray jacket and cap of a feudal master, fingered colorful worry beads and rode a white stallion before thousands of delighted spectators.

"When a man as intelligent as you arranges this sort of program and this sort of journey and contrives to have his name featured in the newspapers, he has got to have something on his mind," the late Vehbi Koç once wrote to Sabancı. "Had you been a politician or a party chairman, you would certainly have come to power by now."

Although he still speaks with a heavy Anatolian peasant's drawl and has a warm, earthy touch, Sabancı has hosted such sophisticated international leaders as former U.S. President Jimmy Carter, former Chinese Prime Minister Zao Ziyang, Chase Manhattan Bank chairman David Rockefeller and ex-British Prime Minister Edward Heath at his magnificent residence, the Mansion with a Horse, in the Istanbul suburb of Emirgan, overlooking the Bosphorus.

Born in the village of Akçakaya in the province of Kayseri in 1933, he dropped out of high school as a young man to begin working with his father in Adana, where he learned the cotton and textiles businesses, the backbone of the Sabancı empire. When his father died in 1966, the brothers — Sakıp is the eldest — decided to remain tightly together, united as their father insisted they be, instead of parting in their own ways. "I gathered my brothers round a table. Before we dispersed, we decided to run things as if we were the fingers of one hand," he wrote in his autobiography "This is my Life".

"It was necessary for us to make our decisions known to those who were observing us and wondering what Hacı Ömer's children would do now that Hacı Ömer was dead, and to eliminate any doubts they may have."

A prolific speechmaker and writer, he has published a half dozen books, including his autobiography, and written hundreds of newspaper articles on Turkish business life. In 1984, he was awarded an honorary doctorate from the Anatolian University (in Eskişehir) and in 1986 a similar honor from the University of New Hampshire in the U.S.

against both of these countries," Burns acknowledged: "There's very little prospect of that, because the Europeans have made clear they're not going to go along. But we are in this for the long haul. The United States is prepared to stand alone and to face up to a worldwide problem of terrorism, much of which is being caused by Iran ... We think sooner or later out of their (the Europeans') own self-interest, because they are more often targets than we are, they will join us in this."

Implicitly conceding that the new legislation has its roots in domestic political concerns, Burns appealed to its foreign opponents to look at the reasons why Republicans and Democrats came together in an election year

to support this legislation. Republicans and Democrats agree on very little, but they do agree that we need a strong, assertive campaign against terrorist states."

And to sweeten the medicine, Burns said the legislation was "narrowly drawn ... focused on a particular sector of the Iranian and Libyan economics — the oil and gas sector" and contains "a great degree of flexibility": "There are six different types of sanctions listed in the legislation, but the president has the flexibility to employ two. He has the flexibility to waive the sanctions, should we believe that any country beyond our shores has taken tougher measures against Iran or Libya."

Burns reiterated past statements that the

bill's object "is to influence the behavior of Iran and Libya by pressuring them, by tightening the economic noose on them, by getting our European allies to agree that multilateral action will be more effective than unilateral action. Right now the United States is standing alone in the world on this legislation. We are prepared and comfortable to stand alone, but sooner or later they're going to have to join us."

Although "constructive engagement" worked with the former white government of South Africa, the European attempt at "critical dialogue" with Iran has "failed," Burns charged, calling for "more serious and tougher actions against Iran."

*Turkish Daily News* SATURDAY, AUGUST 10, 1996

## The secret heroes of Turkish history — Christian Turkish nationalists

The number of Turkish Orthodox, decreasing since 1920, is expressed today in a few dozens. Their patriarch, Selçuk Erenrol, who took this mission from his father, is a patriarch without a community

The Turkish Orthodox Church is seen as a barrier against the Fener Greek Patriarchate in nationalist circles



Pavli Pope Eftim delivers a speech in front of the old Parliament building in Ankara.

**By Jan Paçal**

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- Turkish Orthodoxy, and its nationalist Turkish adherents, are an interesting subject for the Turks, who in the past invaded a large part of the world in the name of Islam and have held the Muslim faith for centuries. They are a group that lives in the shadows of Turkish history.

These people, who were not only around at the end of the Ottoman Empire, but have a history going back to the invasion of Anatolia by the Seljuks, are members of the Turkish Orthodox Patriarchate, based in Istanbul. They even have branches in the USA and their own archbishops.

The living source for questions about the history of Turkish Orthodoxy is the patriarch of the Turkish Orthodox Church, Selçuk Erenrol. Erenrol is the spiritual leader of the Turkish Orthodox community, who numbered around two million during the period of his father Pavli Pope Eftim, but who today number only a few hundred.

### From Middle Asia to Anatolia

"Part of the Seljuks, who came from Middle Asia to Anatolia, chose the Moslem religion, and the other part the Christian," Erenrol relates. "Those Turkish Christians, although linked to the (Greek Orthodox) Fener Patriarchate, were worshipping in Turkish and never doubted their Turkishness. The public had no relations with the Fener Patriarchate. Only the monks had a direct relationship. This situation continued until the conquest of Istanbul and the rise of the Pontine Greeks in Trabzon.

"At the time of my father, the Fener Patriarch was sending orders to all Orthodox groups. No help would be given to Turks, they would be hindered and would be given no soldiers. This message was also sent to Pavli Pope Eftim and he reacted against it.

This put him up against the Fener Patriarchate. He gathered 72 clergy in Kayseri and declared he



Selçuk Erenerol, the present Turkish Orthodox Metropolitan Bishop.

Two million Orthodox Turks fighting on the side of Atatürk in the Liberation War are not even mentioned in the history books

would put an end to every link with the Fener Patriarch. This decision was sent to the government of the period as a petition. The name given to Pope Eftim at this time by Mustafa Kemal was 'General without soldiers', and even at his death, a sentence from Atatürk was written on his tombstone: 'Pope Eftim gave service to this nation as much as an army,' Erenerol continues.

"Pope Eftim became active in the Liberation War after separating from the Fener Patriarchate. He worked for the organization of the Turkish Orthodoxy and upheld the Kuvva-i Milliye. Upon Atatürk's orders, he made declarations in the squares of Ankara to unite the people.

"But the Lausanne Treaty, signed after the Liberation War, was a defeat for Turkish Orthodoxy because, according to the treaty, they had to go to Greece.

Pope Eftim also prepared for exile. However, a special decree was made by Atatürk and according to this, Pope Eftim was permitted to stay in Istanbul with his family.

"The Fener Greek Patriarch and its monks, who had bad relations with Turkey due to their Greek links, fled to Greece. They addressed Pope Eftim to ameliorate their relations with the new Turkish government.

"Pope Eftim, after consulting Atatürk, asked for three conditions in order to take the general proxy of the Patriarchate. The first condition was to be excluded from Greek aims and not to be an instrument of Greece.

The second condition was the removing of the monks who had risen against Turkey, and the third condition was the nomination of a supporter of the King, rather than a Venizelos supporter, to the Patriarch position that was empty at that time," Erenerol explains, referring to the bitter power struggle in Greece at the time between supporters of the King and supporters of the prime minister, Venizelos.

"However, a Venizelos supporter was nominated to this position. On this development, Pope Eftim dismissed the patriarch. Eftim, representing 72 clergy, shut himself in the Patriarchate for 17 days and didn't leave the place for all this time. But the event was portrayed in the world's press as if the patriarchate had been attacked by an armed mob. Eftim put an end to his occupation at the request of Turkish government in 1924.

"At the end of 1924, a native of Ürgüp of Anatolian origin, Dimyadinis, who headed the Galata church, addressed Pope Eftim with his 18 person committee and claimed that the Fener Patriarch was responsible for Greek massacres in Anatolia. The committee asked Pope Eftim to be their leader and this request was accepted.

"After this event a congress took place at the Central Panaya Church in Istanbul with the participation of the leading names of Anatolia. It was decided that the Turkish Orthodox Church, originally founded in Kayseri, would be moved to Istanbul. Pope Eftim became the Archbishop of the Panaya church with a ceremony attended by three other archbishops. Upon the request of the community, Pope Eftim stayed as the Patriarch of the Turkish Orthodox until his death".

Today, Pope Eftim's son, Selçuk Erenerol, continues the heritage of his father. Erenerol, known for his close connections with the ultra-right Nationalist Movement Party (MHP), states that their discussions with the Fener Patriarchate have continued since 1920.

"We don't have a religious problem with them," Erenerol further explains. "The problem is that they consider themselves the relics of Byzantium and we consider ourselves Turks. According to them all Orthodox people are Greek. No, sir, we are Turkish and Orthodox. Besides, they tried during the period of Menderes to destroy the Turkish Orthodox Church. They nominated during this period, in 1948, a patriarch who was not Turkish, but who had taken Turkish citizenship — even though this was in contradiction with our laws —



The ceremony of Pope Eftim's inauguration as Turkish Orthodox Metropolitan Bishop.

just because the USA asked for it," Erenerol declares.

"They thought that this would bring US dollars into the state. Menderes' chief advisor, Ahmet Salip Bey, asked my father personally to destroy the church. My father didn't accept. He asked for a law from parliament.

And at the end Ahmet Salih, who didn't give my father's Gazi (war veteran) pension for nine months, came to kiss his hands," Erenerol continues, referring to the payments made to veterans of the Liberation War.

To answer the question as to why Turkish Orthodoxy is not mentioned in the history books, Erenerol continues with his explanation.

"It is true that people do not know about the Turkish Orthodox. They are not there in the history books, nor in the books of the National Education Ministry. We can't explain that. We have not advanced either financially and spiritually, and the biggest responsibility for this lies with governments.

All those who have succeeded Atatürk, İnönü and Cemal Bayar are nothing but a big zero.

"We are very close to the 21st century. Our people are very slow to see everything in a wider perspective and to accept that things happen. This was very difficult in the past and then there was the obsession with 'giavour' (the name given to peo-

ple who are not Turkish) due to the pressure created by the Qu'ran. This situation began to break up with the coming of the Democrat Party."

Erenerol also draws attention to the fact that the Turkish Orthodox have been always protected by Islamist circles.

Erenerol then explains his relationship with the MHP and its leader, Alparslan Türkeş.

"Turkes is open to everyone — to everyone who says 'I am Turkish.' The most important thing for him is the nation, and religion is in second place. Whatever your religion is, it is not important. The other party leaders are lost within their own problems, they know nothing about us. We have never accepted financial aid until now, but we have always waited for spiritual support. Were they afraid of us because we said we were Turks? They have been disinterested in us so as not to offend Greece, not to hurt them."

The story of the Turkish Orthodox community, starting after its separation from the Fener Greek Patriarch in the 1900s, still continues. Selçuk Erenerol, known as the patriarch without a community, has linked his hopes to the Christian Orthodox Turks of the Balkans. He plans to bring some of them to Istanbul and to link them to the church.

However, nothing has taken place concerning this plan for the time being.

# Kazan and Sağlam to visit Iraq

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- Justice Minister Şevket Kazan and Education Minister Mehmet Sağlam will visit Iraq on Sunday for talks on reopening an oil pipeline between Iraq and Turkey and bilateral trade ties, Foreign Minister and Deputy Prime Minister Tansu Çiller said.

Çiller did not disclose how long the two ministers will stay in Baghdad.

"Our two ministers will hold talks on how Turkey may benefit from a \$2 billion trade volume to arise from the reopening of the Iraqi oil pipeline," she said.

The U.N. Security Council's sanctions committee on Thursday formally approved procedures to implement a pact allowing Iraq to sell \$2 billion worth of oil every six months, on a renewable basis, to finance humanitarian needs for its people.

Kazan said the visit was also part of Turkey's drive to prevent "terrorism" through talks with Iran, Iraq and Syria. Prime Minister Necmettin Erbakan flew to Tehran on Saturday to discuss improving trade ties between the two countries and and possible cooperation against separatist Kurdish terrorists.

"Iraq should not be left alone at the United Nations... We are improving relations which have been ignored so far," Kazan said. "These efforts will bring peace to the Middle East and our country."

## Iraq says oil sales to begin soon

Meanwhile, Iraq said on Saturday it would soon sign oil sale contracts with foreign firms as newspapers welcomed the approval of procedures for implementing Iraq's oil-for-food deal with the United Nations. Saddam Zeban al-Hassan, Director-General of the State Oil Marketing Organisation (SOMO), said Iraq was ready to export oil as soon as the United Nations sent to Iraq the overseers to approve oil contracts and the monitors to ensure that the plan worked properly.

Iraq was in the process of concluding oil sale contracts with European, American and Asian companies, he said. "We have met with these companies and they have expressed their full willingness to buy Iraqi oil. We are only waiting

for (U.N.) procedures to be completed in order to sign contracts," Hassan said. Exports would begin "very soon", he added. The U.N. Security Council's sanctions committee on Thursday formally approved procedures to implement the pact allowing Iraq to sell \$2 billion worth of oil every six months, on a renewable base, to buy humanitarian needs of the Iraqi people. The exports would be the first substantial Iraqi oil sales since the United Nations imposed strict economic sanctions on Iraq after it invaded Kuwait six years ago this month. In their first reaction to the approval of the procedures, Iraqi newspapers on Saturday welcomed the decision but blamed Washington for delaying it. The United States was the last member of the Security Council to approve the procedures for implementing the deal which was signed on May 20.

"At last...the memorandum of understanding is being implemented," the official al-Qadissiya newspaper said in a large front-page headline.

"The approval came after a deliberate delay by the American administration," it said.

Al-Iraq newspaper called for the lifting of the trade sanctions altogether, saying: "the continuation of the embargo violates the U.N. international charter."

Over the last few weeks Baghdad has been the venue of oil talks by businessmen from Turkey, France, Italy, South Korea, Jordan, Egypt, Algeria and other countries seeking either to buy Iraq's oil or sell food and medicine in line with the agreement. Iraqi newspapers said on Saturday a large group of Turkish businessmen was in Iraq meeting officials from different ministries trying to conclude business deals. An Algerian delegation is holding talks with Iraq's Trade Ministry to sell food and medicine.

Hassan said Iraq's oil export outlets — the pipeline from northern Iraq to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan and Mina al-Bakr terminal in the Gulf — were ready for operation. "Our (oil) ports and facilities are completely ready for export. Our port in the south, Mina al-Bakr, and the Turkish Ceyhan port are ready," he said.

Iraq, whose partial oil sales estimated between 700,000 to 800,000 barrels per day (bpd), intends to export 450,000 bpd via Turkey and the remainder through terminals on the Gulf.

Turkish Daily News SUNDAY, AUGUST 11, 1996

## Demirel blames disinformation on Turkey in European media

The president tells French daily Le Figaro that Turkey was the only secular democracy in its region.

*"The prisons are the school of terrorism... The state is strong and it can do all. But there would be bloodshed."*

By Nazlan Ertan

Turkish Daily News

PARIS- President Süleyman Demirel told French daily Le Figaro that Turkey was very much irritated by the image given to Turkey abroad and the situation in prisons were caused by terrorists' control of the jails. "All the democratic institutions you have, we also have," Demirel said. "We have free elections, a parliament... media. (As for the situation in the prisons) the prisons are not under the control of the state. The state was not able to enter the prisons."

The president, interviewed by Le Figaro's Edouard Sablier, said that it was the terrorists who controlled the prisons. "There are 2,700 prisoners in Bayrampaşa and 800 of them are the terrorists. It's them who control the prisons."

Demirel said that the Turkish state was strong enough to do all, but there would be bloodshed. "And this is what the terrorists want. They want to declare to the world that the Turks are killing the prisoners... There are 55 000 prisoners in jail, 8 000 of them are put into prison for terrorists acts. They control the prisons, the prisons are their school and their brain," he said. But he added, nevertheless, that a state cannot accept that it has lost control; but blamed the European media of not having a single word of condemnation against the terrorists who killed the police and the soldiers. "The terrorists have, maybe, some sort of moral support. This is not what we want but it is a reality," Demirel said.

He noted that Turkey was the sole secular democracy among fifty-three Islamic states and the only democracy "in the real sense of the word" in its region. "It is not easy to combat disinformation. We must be patient and I hope, one day, we will really be understood," Demirel said in conclusion of his interview.



Turkish Daily News SUNDAY, AUGUST 11, 1996

# Erbakan in Tehran despite US pressure

**Gas deal:** The Turkish Prime Minister is expected to seal a \$20 billion gas deal with Iran

*TDN with Wire Dispatches*

TEHRAN- Turkey's Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan arrived in Iran on Saturday despite pressure by the United States to isolate and was expected to seal a \$20 billion gas deal with the Islamic republic.

Erbakan was met by First Vice-President Hassan Habibi and other Iranian officials including Oil Minister Gholamreza Aghazadeh at Tehran's Mehrabad airport.

"Turkey rebuffed the U.S.," said the Tehran Times in an editorial. "This stand is commendable, for it gives priority to the Turkish national interests over those of the United States."

Iranian newspapers hailed the visit and said President Akbar Hashemi Rafsanjani would warmly receive Erbakan, the first Islamist premier in Turkey's modern history.

The two Moslem neighbours were expected to sign during the visit a deal for Iranian natural gas exports to Turkey worth more than \$20 billion over 22 years.

U.S. Senator Alfonse D'Amato urged the Clinton administration on Thursday to press Turkey to abandon the gas deal which would involve building a pipeline.

On Monday U.S. President Bill Clinton signed a bill which would penalise any company, including non-American ones, that made new investments of \$40 million or more in oil and gas industries in Iran or Libya. Europe and other world states have strongly denounced the unilateral legislation, known as the D'Amato law.

Erbakan has kept on good terms with NATO ally Washington since he took office in June. His government says the gas deal with Iran would not come under the U.S. ban because it foresees Turkey constructing a gas pipeline on its own soil.

"You have to read the U.S. decision very carefully," a senior Turkish energy official told Reuters in Ankara. "According to this



Prime Minister Necmettin Erbakan

agreement, we are making investments on our own territory."

The prime minister will win points with the staunchly secular military if he manages to persuade Tehran to tighten the two countries' common border against incursions into Turkey from Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorists, Turkey-based diplomats said.

The Kurdish issue is expected to be discussed in Tehran. Police commanders from the northwestern Iranian city of Orumiye on Thursday discussed

"enhancing of security along the borders of the two countries" with a special envoy of Erbakan who inspected the area. Turkish security officials have often said that the separatist terrorists attack Turkish border posts from Iranian soil but Turkish governments have often held back from openly criticising Tehran for frontier violations by the PKK separatist terrorists.

The visit is Erbakan's first major-foreign trip and will also take him to Pakistan, Singapore, Malaysia and Indonesia in a 10-day tour.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 12, 1996

# Islamic Turkey Perturbs West

## *Erbakan Pays Visit to Iran And Sets Off Alarms in U.S.*

By Steven Erlanger  
*New York Times Service*

WASHINGTON — Turkey's new prime minister, the leader of the country's growing Islamic party, has headed off on his first foreign visit — to fundamentalist Iran, the Clinton administration's least favored nation. He will then proceed on a kind of Muslim world tour: to Pakistan, Malaysia and Indonesia.

Prime Minister Necmettin Erbakan, installed last month when Turkey's Western-oriented parties split, wants better ties to Iraq and Syria, has spoken of an "Islamic NATO" and has praised Hamas, the Islamic fundamentalist Palestinian group that opposes Yasser Arafat and has sent suicide bombers onto Israeli streets.

The rise of Mr. Erbakan and his pro-Islamic Refah, or Welfare, Party has set off alarms in Washington, which is officially professing calm about the changes in a vital North Atlantic Treaty Organization ally that bridges Europe and Central Asia, the Balkans and the Middle East.

Morton Abramowitz, a former American ambassador to Turkey who is now president of the Carnegie Endowment, asked, "How do you deal with a NATO ally led by a man who is fundamentally anti-NATO, fundamentally anti-Semitic and fundamentally pro-Islamist, even when he's largely behaving himself?"

The rise of Mr. Erbakan presents serious policy concerns, especially in the Middle East and the Aegean, with the potential to undermine Washington's effort to isolate what it considers "rogue nations" that support terrorism, like Iran and Iraq, and to push Syria toward a comprehensive peace with Israel.

[Mr. Erbakan on Sunday approved a \$20 billion gas deal with Iran, despite the new U.S. law aimed at punishing investment in such countries, The Associated Press reported. He will formally sign the 22-year agreement, which calls for Iran to sell 4 billion cubic meters of gas a year to Turkey, on Monday.]

Greece and Turkey, which are both in NATO, almost went to war once this year over a tiny Aegean island, and Mr. Erbakan might raise the stakes. NATO regards its air bases in Turkey as vital, and any indication that Mr. Erbakan would want to limit their operations, or that he is sharing NATO intelligence with other countries, let alone Iran, would roil a NATO alliance that already has a post-Soviet identity crisis.

The Americans are not the only ones worried. President Hosni Mubarak of Egypt made a hastily arranged trip to Turkey two weeks ago to take the measure of Mr. Erbakan after the new leader met with a high-ranking member of the Muslim Brotherhood, a fundamentalist group that opposes the Egyptian government.

But senior administration officials argue that whoever his friends are, Mr. Erbakan's freedom of action will be restrained by his coalition partner, the conservative former Prime Minister Tansu Ciller, and by the powerful Turkish military, which values its NATO ties and has

intervened in politics before.

And while Mr. Erbakan's party finished first in the parliamentary election in December, it received only 21.4 percent of the vote. So, at least in the short term, the officials say, Mr. Erbakan will compromise to earn his party more credibility, if only to prepare for future elections. In any event, they say, nationalism and national interests will trump Islam.

Just recently, the officials note, the Turkish Parliament

voted to extend the operation that allows NATO aircraft based in Turkey to patrol northern Iraq, to protect Iraqi Kurds from President Saddam Hussein. The Welfare Party had originally opposed the extension, which Washington and the Turkish military had demanded.

In return, American officials said, Washington speeded up its approval of a United Nations mechanism to allow Iraq to sell some oil to buy food, medicine and other civilian needs. The sale will benefit Turkey, which has applied for an exemption from the boycott of Iraq that has cost Ankara an estimated \$20 billion since the Iraqi invasion of Kuwait in 1990.

Still, American officials acknowledge considerable longer-term concern. The Welfare Party, which tripled its vote from 1987 to 1995 in historically secular Turkey, is feeding on popular discontent with the political elite.

With experience in local government, Welfare is the best-organized and most modern political party in Turkey, the officials say, while the other centrist and rightist parties are in decline, representing powerful interests and individuals but with weak grass-roots support.

Mrs. Ciller, although a favorite in Washington for her Western manner and formerly staunch opposition to Islamic fundamentalism, is widely believed to have gone into coalition with Mr. Erbakan to halt corruption investigations Parliament initiated against her last spring. That is why their coalition is known in Turkey as "the government of deep secrets."

Part of the problem, said Mr. Abramowitz and Alan Makovsky, a Turkey specialist and former State Department official now at the Washington Institute for Near East Policy, is that the United States knows a lot more about Mr. Erbakan, 70, than about his friends and the younger members of his party, who are more radical and thought to be biding their time or quietly trying to take over important posts.

Although the Welfare Party is on a rising curve, "I remain to be convinced that these guys are the inexorable wave of the future, and the U.S. government shouldn't act as if they are," Mr. Makovsky said.

Both he and Mr. Abramowitz took part two weeks ago in a State Department seminar on the new Turkey. Ordered by Deputy Secretary of State Strobe Talbott, who attended, it was an effort to understand Turkey, but also to recover from what Mr. Makovsky called "a stumbling start."



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Kurdes

Reprise des violences inter-kurdes: 9 tués et 21 blessés, selon le PDK

NICOSIE, 9 août (AFP) - Les violences inter-kurdes ont repris dans le nord de l'Irak, où neuf civils ont été tués et 21 blessés mercredi à Erbil, dans le Kurdistan irakien, a affirmé vendredi le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Dans un communiqué reçu vendredi à Nicosie, le PDK accuse son principal rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'avoir "attaqué le 7 août à l'artillerie et aux obus de mortiers le complexe résidentiel de Kaszan, à 10 km au nord-est d'Erbil".

Neuf civils ont été tués, dont plusieurs enfants, affirme le PDK qui "condamne cette attaque injustifiée contre des civils".

"L'attaque est intervenue quelques jours après une grave incursion iranienne dans le nord de l'Irak, au cours de laquelle la direction de l'UPK a dirigé les Gardes révolutionnaires iraniens et leur a prêté assistance", poursuit le PDK qui accuse l'UPK d'avoir obtenu de l'armée iranienne "un grand nombre d'armes et de munitions".

Quelque 2.000 soldats iraniens avaient franchi le 28 juillet la frontière avec l'Irak dans une vaste opération contre des camps des rebelles kurdes iraniens dans la région Koi Sanjaq, située à 50 km de la frontière iranienne.

Le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Ils sont entrés en mai 1994 en un conflit armé qui a fait plus de 2.000 morts, jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu en septembre 1995.

sl/sb/lmt            tf  
AFP /AA1234/091731            AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LE MONDE - 10 août 1996

## La Turquie est de nouveau sur la sellette à l'ONU pour atteintes aux droits de l'homme

### GENÈVE

de notre correspondante

La Turquie a été mise sur la sellette à la réunion, à Genève, de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Cette instance doit siéger au palais des Nations jusqu'au 30 août, sous la présidence de M. Asbjorn Eide (Norvège).

Lundi 5 août, jour de l'ouverture de cette réunion, Claire Palley, expert britannique, a rendu hommage à Kutlu Adali, journaliste chypriote turc qui a critiqué la politique d'Ankara et qui a été assassiné. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont critiqué

vivement les violations des droits de l'homme en Turquie. Aboul Garidi Diallo a pris la parole au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) pour affirmer qu'en Turquie 152 lois ont pour unique objet la « régulation » de la liberté d'opinion et d'expression. Selon lui, la situation ne cesse d'empirer. Le recours abusif à l'état d'urgence et aux lois d'exception a pour effet de restreindre gravement toutes les libertés, notamment celle d'expression. Selon l'Association turque des droits de l'homme (IDH), 461 journalistes ont été détenus en 1995.

Les écrivains ne sont pas épargnés ; ainsi Yasser Kemal a été

condamné pour avoir publié un texte dénonçant la répression des Kurdes. Selon l'IDH, dix-sept de ses membres sont poursuivis pour avoir publié dans leur bulletin un article intitulé : « La seule solution est la paix ». Le cas de la députée kurde Leyla Zana, condamnée à dix ans de prison, notamment pour s'être exprimée en langue kurde à la tribune parlementaire, a été rappelé au cours de cette réunion de l'ONU. Celle-ci a marqué sa plus vive préoccupation devant la recrudescence de la violence dans le sud-est de la Turquie (Kurdistan).

Il a été aussi question des prisons. Le bilan fait par la branche turque de la FIDH pour 1995 est de 231 disparitions en détention,

122 exécutions extrajudiciaires; 321 meurtres par des assaillants inconnus, 57 décès en détention à la suite de tortures. 1 412 cas de tortures allégués. Selon la Ligue turque, les conditions de détention restent exécrables : surpopulation carcérale, mauvais traitements généralisés, transfert des détenus d'une prison à une autre pour rendre plus ardues les moyens de défense. Le représentant du gouvernement turc, Tugay Ulicivik, s'est étonné pour sa part que son pays fasse l'objet de tant de critiques au moment même où il se livre à un dur combat contre le « terrorisme » des Kurdes du PKK.

Isabelle Vichniac

# Erbakan's aim: Transforming Turkey into a 'Muslim Japan'

'We have to be a bridge between those countries who fundamentally oppose the West and Western countries who do not understand the Muslim world'

By İlnur Çevik  
*Turkish Daily News*

TEHRAN- Prime Minister Necmettin Erbakan says he does not want Turkey to turn its back on the West and says on the contrary that while Turkey should preserve its Muslim identity and national values it should also promote modernism and innovation. Erbakan says Indonesia and Malaysia, the two Muslim countries which he will visit on the last leg of his current tour, have opted to maintain close ties with Western countries and have developed their economies rapidly.

Erbakan, speaking to the Turkish Daily News in an exclusive interview, stresses that what Indonesia and Malaysia have done is very similar to what Japan achieved on the path to becoming an economic giant.

"They (the Japanese) did not give up on their values and traditions while they also became a part of the Western structure," the prime minister said.

Asked if he wanted Turkey to become a "Muslim Japan," the prime minister replied, "that is exactly our goal. We want conservatism and modernism to go hand in hand."

What Erbakan is trying to underline here is the fact that Indonesia and Malaysia have shown that Islam is not an obstacle to economic and technical development.

Of course the irony is that he is stating this in Iran, a country which after the Islamic revolution has fallen back in terms of its economic development and is still struggling for self-sufficiency despite its vast oil and natural gas resources. Erbakan says a new world order has to be set up — especially after the disasters that have been experienced in Bosnia and Chechnya — in which countries give up the idea of imposing their will on others but try to understand each other. "There are countries which fundamentally oppose the West, and Western countries which do not understand the Muslim world. We have to be a bridge between them and promote dialogue and understanding," Erbakan says.

He says after the collapse of the Soviet Union and communism some quarters have tried to create artificial enmity toward Islam. "We oppose this and we feel Islamic countries have a right to put their

*Turkish Daily News* MONDAY, AUGUST 12, 1996

case before the international community and show to everyone that they are being subjected to double standards," the prime minister says.

Erbakan feels Turkey should set realistic goals for itself and regain its respectability in the international arena. He says he will definitely visit Western countries but does not say when or where.

Meanwhile, while not turning his back on the West, Erbakan also says Turkey has to promote a new area of cooperation between the countries of Western Asia and the Pacific zone which could well counter the European Union in the future. Erbakan hinted this at a dinner given in his honor by his Iranian counterpart on Saturday night after extensive official talks.

On cooperation with Iran, Erbakan says he understands the sensitivities voiced by the United States about his trip to Tehran.

"If you look at it from their angle it is normal that they would be unhappy. However, people have to start looking at things from our angle as well. We cannot turn our back on a crucial neighbor like Iran especially when we desperately need their energy resources," the prime minister stressed. Erbakan said his trip to Iran was not a move against the West. "We want to promote dialogue between the Muslim world and the West," he says.

In his dinner speech Erbakan made a point of not giving any political messages at all and did not mention international issues. He concentrated on economic ties with Iran which he said have to be boosted in all fields.

Meanwhile, Turkey and Iran put the final touches to a 23-year natural gas deal which will be signed by Erbakan and his Iranian counterpart on Monday before he departs for Pakistan. The deal envisages the construction of a natural gas pipeline from Iran to Turkey worth about \$1.2 billion. The construction will take three years to complete with 270 kilometers of the pipeline in Iranian territory and 1,050 kilometers in Turkey. The pipeline will provide natural gas to Turkey's eastern and south-eastern provinces. In the initial stage the pipeline will carry 2 billion cubic meters of gas annually but this will gradually rise to an annual capacity of 10 billion cubic meters.

"This gas is vital for energy-hungry Turkey and I am prepared to discuss this with any American or other Western official," Turkey's Energy Undersecretary Uğur Doğan told the Turkish Daily News. Doğan, who negotiated the deal with Iran along with Turkish Energy Minister Recai Kutan, said Turkey was receiving Russian natural gas "but even what we are getting now is insufficient and we need all the natural gas we can get from any

possible source," he stressed.

The TDN learnt that the Foreign Ministry was against the signing of the deal with Iran in the initial phase but the fact that Turkey's energy deficit is growing at a fast pace had overcome all other considerations.

Turkish officials admitted Iran may have a problem is finding finances in building the 270 kilometer section of its own section of the pipeline but added Turkey did not anticipate similar problems in financing its section of the pipeline. The TDN has also learnt that Turkey will be purchasing electric power from Iran. In the initial stage a former energy transmission line with a capacity of 30 megawatts will be used but the capacity of this line will be increased in phases over the next two years to bring it up to 700 megawatts.

## Terrorism

On terrorism and allegations that separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists have bases inside Iran, Iranian officials told Erbakan they are prepared to put the Turkish military officials accompanying him on a plane and take them to the border area where they can show where they suspect the separatists have bases.

The Iranians told Erbakan they would like two of his close and trusted aides to accompany the military delegation to the border zone.

In recent months there have been claims that militants of the PKK have infiltrated into Turkey, from Iran and have attacked Turkish military outposts. Turkish military officials say they know the militants in these camps. Iranians now say they are prepared to fly the Turkish officials to the area and see where the bases are.

Turkish officials, however, say in the past such requests made by Turkey were turned down by the Iranians. "We do not want to go to the area now and but we want to do this at short notice sometime in the future," a Turkish official told the TDN. This seemed to mean that the Turkish military believes that these bases have been shifted and such an exercise of visiting the border would be futile.

The Iranians also pointed out to Erbakan that Turkey had agreed to send a delegation to investigate allegations that Turkish helicopters had mistakenly attacked Iranian villages near the border in their bid to chase PKK terrorists. They lamented that the delegation had still not come...

Erbakan also promised that Turkey would not allow the activities of Iranian opposition groups on its territory and would clamp down on anti-Tehran activists.

# Two Kars are better than one

*Turkish Daily News*

ANKARA- Kars is the name of a town in the East of Turkey that also is 25 miles away from the Canadian capital, Ottawa. "It's not confusing," said Professor Fahrettin Kırzioğlu at the Erzurum-based Atatürk University. "Canadians, impressed by the courage of the people from Kars during the 1855 Ottoman-Russian war, changed the name of East Wellington to Kars 141 years ago." Kırzioğlu, who is the author of the book called: "A Gift to the Canadian Kars," told the Anatolia news agency that because the British and Ottoman Empires were allies during the 1855 Crimea war, the British Empire sent a Canadian General Williams to Kars to rule over the Ottoman army.

General Williams sent a report to Queen Victoria explaining that the Ottoman army had lost 130 people while the loss of the Russian army was 20,000, and that even the women had battled against the Russians in Kars.

The report read: "Heroic people of Kars won a great victory in the war."

"Meanwhile, there was confusion going on in the Canadian post office because West and East Wellington were being mixed up.

The municipal assemblies of the two towns met and decided to change the name of one of the towns, which as a result of a draw, came out to be East Wellington," continues Kırzioğlu.

"Williams' report was also received by the members of the municipal assem-

blies. but they were having difficulty changing the name 'Wellington,' because it was precious to them; Wellington was the British admiral who took Napoleon hostage.

Ultimately, they were impressed by the victory of the Kars people and decided to call their town after this heroic Turkish town."

Kırzioğlu said that they were trying to continue dialogue with the sister town and that the Canadian Kars has dedicated a section of its municipal building to its sister Kars in Turkey.

Despite the fact that the two Kars are separated by thousands of miles, Kırzioğlu said there are some similarities: "They are also known for their buttery cheese, as is Kars in Turkey."

Turkish Daily News  
MONDAY, AUGUST 12, 1996

## Rising waters threaten safety at Van airport

**Flights every day:**  
Despite loss of runway length to rising water, flights continue in and out of eastern airport

**By Metehan Demir**

*Turkish Daily News*

ANKARA- The waters of Lake Van have risen to cover a 100-meter section of the southern end of the runway at Van airport, seriously threatening flight safety at the eastern city, civil aviation sources told the Turkish Daily News.

The level of Lake Van has been rising since 1995, threatening the

foundations of nearby houses and sometimes forcing the closure of roads such as the link between Van province and the nearby district of Edremit.

"Safe take-off and landing require a good length of runway but the increasing water level causes a shorter runway day by day, threatening safety," said the sources.

"Despite this dangerous situation, flights are still going in and out of Van.

Turkish Airlines, Istanbul Airlines, and private aircraft fly to Van every day.

Under civil aviation rules, such an airport should be closed until it has been made completely safe," said the sources.

They also complain that the

Transport Ministry and State Airports Authority (DHMI) have done nothing to prevent the steady degradation of the present runway. Feasibility studies for a new runway on higher ground have begun.

Last winter an airliner failed to locate the Van runway and crashed into a nearby mountain, killing 55 and injuring 21.

The crash was blamed on bad weather and faulty equipment. Water on runways is also a source of potential danger.

In August 1994, a THY Boeing 737 skidded on landing at Istanbul airport, slid across a road and came to a halt just short of a railway line. Two crew members were slightly injured.

## Turkish ministers to Baghdad

*TDN with wire services*

ANKARA- Turkish Justice Minister Şevket Kazan and Education Minister Mehmet Sağlam flew to Baghdad on Sunday to have talks on reopening of an oil pipeline

and bilateral trade ties.

The ministers, both from the Islamist wing of the governing coalition led by Prime Minister Necmettin Erbakan, were also expected to discuss possible ways of normalizing the ties.

The visit was seen by analysts as being in the context of Erbakan's efforts to improve ties with Baghdad and Tehran despite Washington's frowns.

Erbakan on Monday concludes an official visit to Iran on the first leg of a tour of Muslim states in Asia.

Anatolia news agency did not say how long Kazan and Sağlam would

stay in Baghdad.

The visit coincides with Erbakan's offer to Iranian officials for cooperation with Baghdad for the solution of the Kurdish problem.

"Our two ministers will hold talks on how Turkey may benefit from a \$2 billion trade volume to arise from the reopening of the Iraqi oil pipeline," Anatolia quoted Foreign Minister Tansu Çiller as saying.

The U.N. Security Council's sanctions committee on Thursday formally approved procedures to implement a pact allowing Iraq to sell \$2 billion worth of oil every six

months, on a renewable basis, to finance humanitarian needs for its people. Kazan said the visit was also part of Turkey's drive to prevent "terrorism" through talks with Iran, Iraq and Syria.

Prime Minister Necmettin Erbakan flew to Tehran on Saturday to discuss improving trade ties between the two countries and possible cooperation against separatist Kurdish rebels.

"Iraq should not be left alone at the United Nations... We are improving relations which have been ignored so far," Kazan said. "These efforts will bring peace to the Middle East and our country."

Libération - 12 août 1996

## Iran-Turquie: alliance antikurde

Necmettin Erbakan, le Premier ministre islamiste turc, n'a pas seulement consacré à l'Iran sa première visite officielle à l'étranger, ce qui suffisait à provoquer l'ire de son allié américain. Ankara et Téhéran ont fait part hier de leur volonté de coopérer militairement pour «renforcer la sécurité de (nos) frontières», c'est-à-dire pour ré-

primer la rébellion des Kurdes de Turquie qui perturbe leurs relations. Erbakan va plus loin en projetant un sommet réunissant Iran, Irak et Syrie pour trouver «une solution au problème de l'Irak du Nord» contrôlé depuis la fin de la guerre du Golfe par l'opposition kurde irakienne et une force multinationale basée en Turquie et conduite par les Etats-Unis. Une telle entente sur le dos des Kurdes pourrait permettre le rapprochement d'une Turquie

pilier de l'Otan, avec deux pays voués aux gémonies par Washington: l'Irak et la république islamique d'Iran. Pendant qu'Erbakan était chaleureusement accueilli à Téhéran, l'Irak reçoit aujourd'hui pour la première fois depuis la guerre du Golfe, une délégation ministérielle turque. Au menu: la fourniture de vivres et de médicaments à Bagdad et la réouverture de l'oléoduc irako-turc, fermé depuis six ans.

COURRIER PICARD - 12 août 1996

## Turquie-Iran : l'Islam rapproche

*Téhéran et Ankara veulent coopérer sur le terrain militaire. Le rapprochement entre les deux pays, dirigés par des islamistes, se fait aussi sur le plan économique, malgré les menaces américaines.*

La Turquie dériverait-elle aujourd'hui vers l'Est ? Le fait est là : l'Iran et la Turquie ont souligné hier solennellement leur volonté de renforcer leurs liens politiques et de lancer une coopération militaire sur leurs frontières communes. La cible est toute désignée : les maquisards kurdes, installés dans les deux pays.

« Nos forces armées doivent coopérer davantage pour renforcer la sécurité de nos frontières », a ainsi affirmé le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan, lors d'un entretien avec le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani.

« La Turquie ne permet aucune activité dirigée contre l'Iran à partir du sol turc », a ajouté M. Erbakan, soulignant sa volonté de créer « un climat détendu » dans les relations entre les deux pays.

Il s'agit de liquider un épais contentieux. On le sait : les tensions liées à la rébellion des séparatistes kurdes de Turquie à la frontière turco-iranienne ont perturbé régulièrement les relations entre Ankara et Téhéran.

La Turquie a, plusieurs fois, accusé l'Iran d'abriter sur son sol des bases du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée contre le gouvernement d'Ankara. L'Iran, pour sa part, accusait la Turquie de lancer des incursions militaires sur son sol. Cette époque de suspicion mutuelle devrait donc être révolue.

### La peur du vide

Le Kurdistan irakien, sous contrôle de l'opposition kurde irakienne depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, « protégé » par une force multinationale conduite par les Etats-Unis, basée en Turquie, constituent un autre sujet d'inquiétude pour Téhéran et Ankara.

Aussi, pour « trouver une solution au problème de l'Irak du Nord », M. Erbakan envisage d'inviter à un sommet les dirigeants d'Iran, d'Irak et de Syrie.

Le ministre turc de la Justice Sevkettin Kazan, qui devait partir hier pour Bagdad (lire ci-dessous), a d'ailleurs confirmé que M. Erbakan avait eu « des conversations à ce sujet en Iran ».

Pour ces pays, le temps est précieux. La Turquie, l'Iran et la Syrie, qui tiennent des réunions régulières pour examiner la situation dans le

nord de l'Irak, peuvent craindre que le vide du pouvoir dans cette région précipite à l'avenir la création d'un Etat kurde. Le Premier ministre syrien Mahmoud al-Zohbi doit se rendre en Iran « la semaine prochaine ». Il évoquera sans doute le problème avec ses interlocuteurs.

Pour sa part, M. Erbakan, dont la visite en Iran est le premier déplacement officiel à l'étranger, a appelé « au maintien et au renforcement de la sécurité sur les frontières communes ».

« La sécurité de nos frontières est indispensable au développement de nos relations », a-t-il ajouté, soulignant que son pays souhaitait développer ses liens avec Téhéran « malgré l'opposition » des Etats-Unis.

Les Etats-Unis avaient en effet qualifié d'« inopportun » ce déplacement officiel en Iran, pays considéré par l'administration américaine comme un des principaux instigateurs du terrorisme international.

### Israël et les Etats-Unis en accusation

M. Rafsandjani a lui-aussi appelé au renforcement de la

sécurité sur les frontières communes et assuré son interlocuteur que l'Iran « n'autorise aucune activité hostile à la Turquie à partir du sol iranien ».

« L'Iran a démontré sa volonté politique et militaire pour réprimer ceux qui portent atteinte à la sécurité des deux pays », a-t-il ajouté.

M. Rafsandjani a accusé cependant implicitement les Etats-Unis et Israël de chercher à porter atteinte aux relations irano-turques. « Les dirigeants de nos deux pays doivent agir en toute sagesse pour contrer les objectifs malicieux de ceux qui cherchent à porter atteinte au développement des relations entre Téhéran et Ankara », a-t-il souligné.

M. Erbakan, qui a eu droit à un accueil chaleureux à Téhéran en tant que « personnalité du monde islamique », a rencontré également le ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati et devait être reçu dans l'après-midi par le guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei.

Il doit signer ce matin un important contrat gazier avec l'Iran. Un contrat contre lequel Washington a d'ores et déjà brandi la menace de mesures de rétorsion. En vain.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Eco.-Energie-Mat.

La Turquie et l'Iran scellent leur rapprochement au détriment des Etats-Unis

par Christophe de ROQUEFEUIL

TEHERAN, 12 août (AFP) - Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a achevé lundi à Téhéran une visite qui a relancé les relations économiques, politiques et militaires entre l'Iran et la Turquie, passant outre les condamnations et les menaces de sanctions des Etats-Unis.

M. Erbakan a signé lundi un contrat de livraison de gaz iranien portant sur quelque 20 milliards de dollars, une semaine après l'adoption par Washington de la "loi d'Amato" menaçant de sanctions les investissements étrangers dans ce secteur-clé de l'économie iranienne.

Cette visite de trois jours, la première de M. Erbakan à l'étranger depuis la constitution de son gouvernement fin juin, a été ouvertement critiquée par les Etats-Unis, hostiles à tout contact avec un pays accusé de soutenir le terrorisme international.

M. Erbakan a mis en exergue tout au long de son séjour la solidarité entre pays musulmans et l'indépendance de son pays vis-à-vis des Etats-Unis, l'un des principaux alliés d'Ankara au sein de l'OTAN.

Le chef du gouvernement turc est reparti en déclarant que sa visite avait été "couronnée de succès" et en soulignant "les affinités religieuses et culturelles" entre la Turquie et l'Iran.

Le contrat signé lundi prévoit des livraisons de gaz iranien de 4 milliards de mètres cubes par an à partir de 1999, passant à 10 milliards dans les dernières années, ainsi que la construction d'un gazoduc entre les deux pays.

Avec la signature de ce contrat, en négociation depuis le début des années soixante-dix, l'Iran devient le deuxième fournisseur de gaz de la Turquie après la Russie.

Washington a fait savoir que cet accord pourrait tomber sous le coup de la "loi d'Amato", qui prévoit des sanctions contre les entreprises de pays étrangers investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier et gazier de l'Iran et de la Libye, deux pays accusés par les Etats-Unis de soutenir le terrorisme.

M. Erbakan, qui avait rejeté ces critiques dès son arrivée samedi, a déclaré lundi que les deux pays "entendaient augmenter très rapidement le volume de leurs échanges commerciaux".

Plusieurs autres accords ont été signés lundi, notamment dans le domaine des transports et des douanes. Téhéran et Ankara veulent atteindre la somme globale de 2,5 milliards de dollars d'échanges par an, contre 960 millions actuellement.

Les deux pays se sont également entendus pour "renforcer la sécurité à leur frontière commune" et coopérer sur le plan militaire contre la rébellion séparatiste du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), opposée à Ankara.

Cet engagement marque un net progrès dans leurs relations, régulièrement mises à l'épreuve par la présence de la rébellion kurde dans la région frontalière.

M. Erbakan a également insisté sur le "nécessaire maintien de la souveraineté et de l'intégrité de l'Irak", et son opposition à "tout plan de démembrement ou partition" de ce pays, un point de vue partagé par les autorités iraniennes.

Ankara, comme Téhéran, redoutent que la perte de contrôle de Bagdad sur les territoires kurdes au nord du pays ne précipite l'émergence d'un Etat kurde dans la région.

Les récents accords de coopération militaire entre la Turquie et Israël sont restés le seul point d'ombre apparent de cette visite.

Dimanche, le guide de la République islamique Ali Khameneï a demandé solennellement à M. Erbakan de "mettre un terme" à ces accords conclus en début d'année par le précédent gouvernement turc.

M. Erbakan n'a toutefois pas évoqué publiquement à Téhéran ce sujet controversé au sein de la coalition gouvernementale islamo-conservatrice qu'il dirige.

Le chef du gouvernement turc, accompagné d'une délégation de quelque 250 personnes, est parti de Téhéran pour le Pakistan, deuxième étape d'une tournée qui doit le conduire également à Singapour, en Malaisie et en Indonésie.

cro-kd/sl/nas

AFP /AA1234/121426

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENT OUEST - 12 août 1996

## Rapprochement entre l'Irak et la Turquie

Pour la première fois depuis la guerre du Golfe en 1991, Bagdad se prépare à accueillir une délégation ministérielle turque, espérant ainsi préparer une normalisation avec Ankara.

Le ministre turc de la Justice, Sevket Kazan, un proche collaborateur du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, a indiqué qu'il évoquerait à Bagdad une idée du chef du gouvernement turc de convier à un sommet les dirigeants de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie pour trouver « une solution au problème de l'Irak du nord » (Kurdistan irakien), contrôlé par les formations kurdes irakiennes d'opposition depuis 1991.

Par ailleurs, une délégation économique turque se trouve dans la capitale irakienne, dans le but de renouer les échanges commerciaux. En effet, Bagdad doit bientôt reprendre, pour la première fois depuis six ans, ses exportations de pétrole, en vertu d'une résolution de l'ONU l'autorisant à exporter du brut pour deux milliards de dollars par semestre, en échange de vivres et de médicaments.

## Iran et Turquie unis contre les Kurdes



LE MERIDIONAL - 12 août 1996

Alors que le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan (à gauche) est en Iran, une délégation économique de son pays sera reçue aujourd'hui en Irak.

L'Irak et la Turquie ont souligné hier leur volonté de renforcer leurs liens politiques et lancer une coopération militaire pour réprimer les activités de groupes hostiles sur leurs frontières communes, au deuxième jour d'une visite du Premier ministre turc à Téhéran.

"Nos forces armées doivent coopérer davantage pour renforcer la sécurité de nos frontières", a affirmé le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan lors d'un entretien avec le président irakien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani.

Necmettin Erbakan, envisage d'ailleurs d'inviter à un

sommet les dirigeants de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie pour trouver "une solution au problème de l'Irak du nord" (Kurdistan irakien).

Les tensions liées à la rébellion des séparatistes kurdes de Turquie à la frontière turco-irakienne perturbent régulièrement les relations entre Ankara et Téhéran.

La Turquie a, plusieurs fois, accusé l'Irak d'abriter sur son sol des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée contre le gouvernement d'Ankara, tandis que l'Irak accuse la Turquie de lancer des incursions militaires sur son sol.



# Turkey-Iran Gas Deal: A Test of U.S. Law on Terror?

By STEVEN ERLANGER

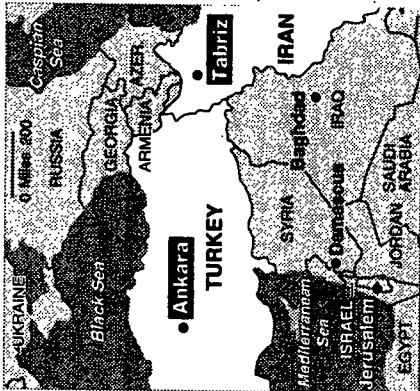
WASHINGTON, Aug. 12 — Turkey's new Prime Minister signed a \$23-billion, 23-year agreement today to purchase natural gas from Iran, raising the awkward possibility of the United States' invoking sanctions against a NATO ally.

"We're disappointed that Turkey is pushing toward a broader and more active relationship with Iran," a White House official said today. "Iran's use of terror to try to erode support for the Mideast peace process is well known and documented. And we find it perplexing that Turkey, which has itself been a victim of terror, has taken these steps."

The deal could provoke a variety of American sanctions against the state-owned Turkish oil and gas company under the Iran-Libya Sanctions Act, which gives the President the power to penalize foreign companies that invest \$40 million or more a year in the oil and natural-gas sectors of either country. President Clinton signed the measure last week, over the objections of European allies.

Contracts already in effect were exempted, but possible sanctions for the new deal could include denial of loans from the Export-Import Bank, denial of licenses for exports to the United States, a prohibition on loans or credits from American financial institutions and a ban on imports from the United States.

American officials were reluctant to say today whether the agreement, the text of which they have not seen, violates the new American law, for which operating regulations have not yet been written. They noted that pipelines needed to be built and that gas would not flow until at least 1999, and they suggested that given Iran's economic problems, those grand plans may prove overly optimistic.



The pipeline would go from Tabriz in Iran to Ankara in Turkey.

## Is a U.S. law being violated by an ally now led by an Islamist Premier?

law, because it is a trade agreement to purchase gas, not an investment in Iran, and each country will be responsible for its own infrastructure.

"The sanctions ban investments in Iran," a Turkish Cabinet minister Abdullah Gul, said today in Teheran where Mr. Erbakan signed the contract with the Iranian First Vice President, Hassan Habibi. "We're not going to invest in Iran. This is only a trade agreement. The two countries will build their own sides of the gas pipeline."

But the Iranian President, Hashemi Rafsanjani, hailed the agreement as a major triumph over American efforts to choke Iran's economy. And Mustafa Murathan, the director of the Turkish company, said Turkey might help cash-poor Iran build its part of the pipeline, from Tabriz to the border town of Teba, under a barter agreement.

Mr. Erbakan chose to go to Iran on his first official trip abroad as Prime Minister. He was met on Saturday with full state honors and told Turkish television in an interview, before leaving for Pakistan, "Turkey will not permit any third country to interfere in the growing trend of cooperation between Turkey and Iran."

Iraq and Libya are subject to United Nations sanctions, but the American effort to isolate Iran and Cuba has been sharply criticized by the European Union and other countries, like China, as an effort to apply "sec-

ondary boycotts" and bring foreign companies under American law. When Arab states tried to apply such secondary boycotts against American and other companies that did business with Israel, the United States objected, but now is applying the same principle to others, European diplomats argue.

Some nations, like Canada, have instructed their companies to ignore a separate law, the Helms-Burton Act, that punishes companies investing in formerly American-owned properties in Cuba.

In a public response, Glyn Davies, the State Department's deputy spokesman, said, "Our general reaction is that we believe that this deal's conclusion sends the wrong message to Iran." But the details of the contract will have to be studied before the United States can decide if sanctions should be applied, he said.

Top Turkish officials have told Washington that "this isn't an investment but a purchase of gas," Mr. Davies said, "and we'll see."

But he emphasized the strong relationship between the United States and Turkey and said, "We certainly don't expect that this will cause a major rift in our relationship."

Turkey plays a vital role in various American policies to broaden the "circle of peace" in the Middle East, to train and equip the Muslim-led Bosnian Army, to help the newly independent Muslim states of the Caucasus and Central Asia and to serve as a restraining buffer to Iran, Iraq and Syria.

Mr. Erbakan, while constrained by his coalition partner, the conservative former Prime Minister Tansu Ciller, could undermine those policies if he tries to reorient Turkey in a serious fashion, as opposed to making merely symbolic gestures to his Islamist constituency. American of-

officials say. It could also lead to a coup by the Turkish military, an embarrassing step away from democracy in a NATO that is looking to expand.

New strains between Turkey and Greece, first over tiny islands in the Aegean and now over last weekend's rioting on Cyprus between Greek and Turkish Cypriots, could be worsened by the nationalist Mr. Erbakan and lead to a new cycle of reaction and overreaction in Athens, the officials say.

So they are being careful to stress the longstanding ties between Turkey and the United States, while also indicating sharp displeasure at Turkey's new turn.

Under the agreement signed today, Iran will start supplying Turkey with 105 billion cubic feet of natural gas a year beginning in 1999, rising to 350 billion cubic feet in 2005.

## Turkish Aides Visit Iraq

BAGHDAD, Aug. 12 (AP) — Turkish Cabinet officials visited Baghdad today, seeking to improve connections with Iraq, another adversary of the United States, so as to complete plans to reopen a pipeline to carry Iraqi oil through Turkey.

Justice Minister Sevket Kazan and Education Minister Mehmet Saglam drove across the desert from Jordan for talks, scheduled to begin Tuesday, about "everything concerning our relations with Iraq," Mr. Kazan said.

The pipeline is part of an agreement struck with the United Nations Security Council to allow Iraq to sell some oil, despite sanctions against the country.

Turkey has been seeking United States and United Nations agreement to buy 200,000 barrels of Iraqi oil a day above the \$2 billion Baghdad can sell every six months under a United Nations agreement that allows it to sell the oil to buy food and medicine for its people.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Turquie

Deux ministres turcs entament leurs entretiens à Bagdad  
par Mohieddine RACHAD

BAGDAD, 13 août (AFP) - Une délégation ministérielle turque a entamé mardi à Bagdad des entretiens témoignant de la volonté du gouvernement islamiste d'Ankara de restaurer les liens politiques et commerciaux avec l'Irak.

Le ministre turc de la Justice Sevkettin Kazan, un proche collaborateur du chef du gouvernement Necmettin Erbakan, et le ministre de l'Education Mehmet Saglam, ont rencontré le vice-président de la République Taha Yassine Ramadan et le chef de la diplomatie irakienne Mohammed Saïd al-Sahhaf, a-t-on appris de source proche de la délégation.

"Les entretiens ont porté sur les relations bilatérales, et étaient axés sur les échanges commerciaux", a précisé cette source turque.

M. Ramadan, cité par l'agence officielle irakienne INA, a estimé pour sa part que "le développement des relations irako-turques dans tous les domaines contribuera à renforcer la stabilité régionale en raison de l'importance du rôle de l'Irak et de la Turquie".

La délégation turque, la première à ce niveau à Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991, a ensuite été reçue par le ministre irakien de l'Information Abdel Gani Abdel Ghafour, a constaté le correspondant de l'AFP.

Selon M. Saglam, la visite vise à "promouvoir les relations commerciales entre l'Irak et la Turquie et à porter le volume des échanges au niveau d'avant la mise en place de l'embargo", imposé à Bagdad par l'ONU depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990.

"Nous sommes venus en Irak pour lever les obstacles (commerciaux) créés par l'embargo imposé par l'ONU", a ajouté le responsable turc.

Les deux ministres doivent également évoquer une idée du chef du gouvernement turc de tenir un sommet quadripartite (Turquie, Iran, Irak et Syrie) pour trouver "une solution au problème de l'Irak du nord", le Kurdistan irakien contrôlé par les formations kurdes d'opposition depuis 1991.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati s'est montré très réservé mardi sur une éventuelle participation de l'Irak à un tel sommet.

Selon les analystes à Ankara, le rapprochement opéré par le nouveau Premier ministre turc en direction de l'Iran et sa proposition de sommet sur la sécurité avec Téhéran, Bagdad et Damas annoncent un virage radical de la politique étrangère turque, traditionnellement tournée vers l'Occident.

Le voyage des ministres turcs intervient alors qu'une délégation de 27 membres de la Chambre de Commerce d'Istanbul a achevé mardi une visite à Bagdad.

Selon le chef de la délégation Ahmet Kuscu, la Turquie a perdu environ 30 milliards de dollars en raison de l'embargo imposé il y a six ans à l'Irak, deuxième partenaire commercial d'Ankara avant la guerre du Golfe.

L'Irak doit bientôt reprendre, pour la première fois depuis six ans, des exportations limitées de pétrole, en vertu d'une résolution de l'ONU.

str-at/elf/jri t.f

AFP /AA1234/131306

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Eco.

L'Irak et la Turquie veulent reprendre leurs échanges, selon Bagdad

BAGDAD, 13 août (AFP) - L'Irak et la Turquie veulent reprendre à grande échelle leurs échanges commerciaux, dont le volume dépassera le milliard de dollars dans les six prochains mois, a affirmé mardi l'agence officielle irakienne INA.

L'agence citait des membres d'une importante délégation commerciale turque, qui ont quitté Bagdad mardi au terme d'une visite de quatre jours destinée à prospecter le marché irakien en prévision du prochain allègement des sanctions.

Selon le chef de la délégation de 27 membres de la Chambre de Commerce d'Istanbul, M. Ahmet Kuscu, "la visite a atteint ses objectifs et nous allons tenter d'obtenir que les autorités turques lèvent les obstacles entravant la reprise du commerce à travers la frontière commune".

Peu après le départ de cette délégation, les ministres turcs de la Justice Sevket Kazan et de l'Education Mehmet Saglam ont rencontré mardi à Bagdad le vice-président de la République Taha Yassine Ramadan et le chef de la diplomatie irakienne Mohammed Saïd al-Sahhaf.

Le volume d'échanges commerciaux turco-irakiens s'élevait à près de deux milliards de dollars par an avant la crise du Golfe en 1990.

Actuellement, des centaines de camions chargés de marchandises traversent quotidiennement le poste frontalier irako-turc de Habur dans les deux sens. Les formations kurdes irakiennes d'opposition contrôlent la région de la frontière.

M. Kuscu a réclamé la réouverture de la représentation commerciale turque à Bagdad, estimant qu'elle jouerait un rôle important pour "coordonner et développer les relations commerciales".

L'agence irakienne a cité plusieurs membres de la délégation turque se déclarant disposés à rétablir les échanges commerciaux avec l'Irak.

La Turquie a perdu environ 30 milliards de dollars en raison de l'embargo imposé il y a six ans à l'Irak, deuxième partenaire commercial d'Ankara avant la guerre du Golfe, selon M. Kuscu.

L'Irak doit bientôt reprendre, pour la première fois depuis six ans, des exportations limitées de pétrole, en vertu d'une résolution de l'ONU l'autorisant à exporter du brut pour deux mds USD par semestre afin d'acheter des vivres et des médicaments.

at/sl/ple

AFP /AA1234/131456 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### Turquie-Kurdes prév

La rébellion du PKK a 13 ans, sans aucune solution en vue  
Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 13 août (AFP) - La rébellion kurde déclenchée le 15 août 1984 par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) entre jeudi dans sa 13ème année, sans grand espoir de solution en vue.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont entraîné la mort de plus de 22.000 personnes, la destruction de nombreux villages et des déplacements de populations, souvent forcés pour mettre fin au soutien logistique dont bénéficie le PKK.

La rébellion, qui vise un Etat indépendant kurde dans le sud-est de la Turquie, est dirigée par Abdullah Ocalan, alias "Apo", chef et fondateur du PKK, mouvement qu'il a fondé en 1978 avec une dizaine d'étudiants kurdes.

"Apo", 47 ans, a lancé la lutte armée le 15 août 1984 lorsqu'il a jugé que ses effectifs "étaient désormais suffisants", pour "ne pas faire perdre de temps à la cause des Kurdes avec des débats politiques".

Après l'avoir initialement minimisée, Ankara a ensuite mobilisé une force très importante pour arrêter la rébellion. Faute de chiffre officiel, les experts estiment à un maximum de 300.000 hommes le nombre de militaires, de policiers et de miliciens pro-gouvernementaux armés par l'Etat, qui traquent quotidiennement les maquisards kurdes dans les montagnes du sud-est anatolien. Ces derniers utilisent par ailleurs le nord de l'Irak comme base arrière.

Le sud-est anatolien, que le PKK appelle "Kurdistan du Nord", situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, est le principal théâtre de la rébellion. Dix régions administratives y sont soumises à l'état d'urgence depuis juillet 1987.

L'action de la rébellion se traduit principalement par des attaques de postes militaires ou d'écoles, des actes de terrorisme contre les transports en commun, le tourisme et la population des villages kurdes qui refusent de coopérer.

L'embargo imposé par l'ONU à l'Irak après la crise du Golfe a ruiné l'économie du sud-est anatolien, une région déshéritée. L'arrêt du commerce avec le nord de l'Irak y a entraîné un chômage important, ce qui a attisé la rébellion.

Après un sommet en 1992 et 1993, les activités meurtrières du PKK connaissent une régression progressive depuis 1994, Mme Tansu Ciller, premier ministre de juin 1993 à mars 1996, ayant soutenu pleinement soutenu l'armée dans la lutte contre le PKK.

Le renforcement des opérations militaires en Turquie et dans le nord de l'Irak a largement immobilisé les rebelles du PKK dans les montagnes. Les autorités militaires, favorables à une lutte sans merci, affirment avoir neutralisé le PKK sur le plan militaire en dépit d'attaques rebelles, qui, selon elles, sont désormais des "cas isolés".

Une récente initiative du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, au pouvoir depuis fin juin, visant à instaurer un dialogue indirect avec le PKK, s'est heurtée à l'opposition de Mme Ciller, son partenaire au sein de la coalition gouvernementale.

Cette initiative, soutenue par des intellectuels pro-kurdes, a été contestée par l'ancien premier ministre, qui exclut tout contact avec le PKK, mais aussi par la majorité de la classe politique ainsi que par le président Suleyman Demirel.

L'armée, elle aussi, s'oppose à tout contact avec le PKK et n'a pas reconnu le cessez-le-feu unilatéral déclaré le 15 décembre 1995 par "Apo"

dans l'attente d'un dialogue avec Ankara.

Aucune solution n'est prévisible dans un proche avenir au problème kurde, qui empoisonne parfois les relations avec des institutions européennes qui demandent à Ankara de favoriser un règlement politique.

Cette rébellion affecte également les relations d'Ankara avec Damas et Téhéran, accusés par les autorités turques de soutenir ou d'abriter sur leur sol des rebelles du PKK.

CE/jri eaf  
AFP /AA1234/131210 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Turquie prév

Téhéran joue une carte politique régionale pour contrer les Etats-Unis

par Kianouche DORRANIE

TEHERAN, 13 août (AFP) - Frappé d'ostracisme par les Etats-Unis, l'Iran cherche à jouer sur le plan régional la carte d'un axe commun avec Ankara et Damas, tant sur le plan économique que politique.

La visite de samedi à lundi du Premier ministre turc Necmettin Erbakan a marqué un spectaculaire réchauffement des relations turco-iraniennes, avec en point d'orgue la signature d'un contrat gazier de 20 milliards de dollars vivement critiqué par Washington.

"Il n'y a pas de limites au développement de nos relations avec la Turquie", a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati mardi matin dans un entretien au journal Iran News, résumant le sentiment d'intense satisfaction qui règne à Téhéran après cette visite.

A peine M. Erbakan reparti, de nouveaux accords économiques significatifs se profilent entre l'Iran et la Syrie, dont le Premier ministre Mahmoud al-Zohbi sera à Téhéran dimanche. Une délégation économique syrienne est arrivée dès lundi soir en Iran pour préparer cette visite.

Selon la radio iranienne, plusieurs accords bilatéraux devraient être signés dans les domaines de la fiscalité, de l'agriculture, des transports, ou encore de l'industrie du ciment et de l'acier.

M. Erbakan, dont le pays est un allié privilégié des Etats-Unis dans la région, a eu droit à un accueil plus que chaleureux à Téhéran en tant que chef d'un gouvernement à dominante islamique et personnalité du monde musulman.

Inquiets d'un rapprochement entre le nouveau gouvernement d'Ankara et Téhéran, les Etats-Unis avaient qualifié d'"inopportun" le déplacement officiel de M. Erbakan dans un pays qu'ils accusent de parrainer le terrorisme international.

Les dirigeants iraniens se sont également déclarés prêts à prendre des mesures pour renforcer la sécurité sur les frontières communes, et aider le nouveau Premier ministre à résoudre le dossier délicat du séparatiste kurde.

La Turquie fait face à une rébellion armée dans le sud-est du pays dirigée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le gouvernement d'Ankara soupçonne l'Iran d'abriter les bases du PKK.

Les deux pays ont également engagé des discussions sur le Kurdistan irakien, sous contrôle kurde depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 et surveillé par une force multinationale conduite par les Etats-Unis, basée

en Turquie.

Affichant discrètement son opposition à une solution internationale qui ferait la part belle aux Américains, M. Erbakan a proposé à ses interlocuteurs iraniens la tenue d'un sommet régional entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie pour résoudre le problème du Kurdistan irakien.

Cette proposition devrait figurer à l'ordre du jour de la visite du chef du gouvernement syrien à Téhéran.

La volonté de Téhéran de jouer une carte régionale pour contrer les pressions américaines ne cache toutefois pas certaines divergences persistantes entre Ankara et son voisin.

Contrairement au désir d'Ankara, M. Velayati s'est montré très réservé sur une éventuelle participation de Bagdad à une rencontre régionale sur le problème du Kurdistan irakien.

Israël demeure aussi une divergence de taille entre Téhéran et Ankara.

Alors que la Turquie et Israël sont liés depuis février par un accord de coopération militaire et qu'ils sont en passe de signer deux autres accords militaires, le Guide de la république islamique 'ayatollah Ali Khamenei a ouvertement demandé à M. Erbakan de "rompre les liens récents" entre son pays et l'Etat hébreu.

M. Erbakan est resté muet sur ce sujet durant son passage à Téhéran.

kd/cro/elf eaf

AFP /AA1231/131330 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

L'HUMANITE - 13 août 1996

## Vers un front anti-Kurdes

Le premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, a achevé lundi à Téhéran une visite qui a relancé les relations économiques, politiques et militaires entre l'Iran et la Turquie. Les deux pays se sont entendus pour « renforcer la sécurité à leur frontière commune » et coopérer militairement dans la répression des populations kurdes de Turquie et d'Iran. L'éventualité d'un accord de même nature avec Bagdad a été évoqué. M. Erbakan a d'autre part signé lundi un contrat de livraison de gaz iranien pour 20 milliards de dollars.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, AUGUST 13, 1996

# Turkey Runs Risk of U.S. Sanctions

Washington Post Service

WASHINGTON — Energy-short Turkey's \$23 billion long-term agreement to buy natural gas from Iran could subject Ankara to U.S. economic sanctions and drive a political wedge between the United States and its NATO ally, analysts say.

In signing the agreement in Tehran on Monday, analysts here said, Prime Minister Necmettin Erbakan put his campaign promises, his Muslim beliefs and his desire to stake out an independent course for Turkey ahead of his desire to maintain friendly relations with Washington. A last-minute telephone call from Acting Secretary of State Peter Tarnoff to the Foreign Ministry in Ankara failed to head off the deal, State Department officials said.

Economic conditions in Iran and Turkey make it questionable whether the agreement will actually result in any gas deliveries, analysts said, but the political fallout in the United States and in Turkey could be extensive nevertheless.

Turkey — mostly Muslim but constitutionally secular, a member of NATO and a Middle East power — appears to be going through an identity crisis, in which Mr. Erbakan's minority government is nudging the country eastward.

The gas agreement drew immediate criticism from the Clinton administration, which regards Iran as the world's No. 1 promoter of anti-Americanism and international terrorism and has invested huge amounts of political capital in trying to persuade other countries not to do business with the Islamic republic.

"Signing this deal is not the kind of signal that we in the West should be sending to what is, in effect, a rogue government that opposes us on many important fronts and, most importantly, appears to harbor aggressive intents toward a number of nations in the West, particularly through sponsorship of terrorism," said a State Department spokesman, Glyn Davies.

But he added, "We certainly don't expect that this will cause a major rift in our relationship. We hope it won't."

Mr. Davies said it was too early to tell whether the agreement would bring on the economic sanctions required by a law President Bill Clinton signed last week. That measure mandates U.S.

sanctions against any foreign corporation, whether private or state-owned, that invests \$40 million or more a year in the gas or oil infrastructure of Iran or Libya.

Turkish officials have contended that the agreement should not trigger sanctions because it was initiated and initiated by the government of former Prime Minister Tansu Ciller before the new U.S. law was signed and because they plan to build a pipeline only as far as the Iranian border. Iran will build the pipeline on its side, according to the Turks, and thus Turkey is not investing in its energy infrastructure.

Alan Makovsky, an analyst of Turkish affairs at the Washington Institute on Near East Policy, said, "This wasn't done to defy Washington." He said Tur-

key was desperate for energy and had been looking for years for new sources of natural gas. Most of Turkey's natural gas comes from Russia, a dependence that makes Turkey uncomfortable because of its historic rivalry with Moscow.

Iran has 12.6 percent of the world's total known reserves of natural gas, the second largest reservoir after Russia. Under the agreement, news agencies reported, Iran will begin shipping 105 billion cubic feet of gas a year through the planned pipeline in 1999, with the total rising to 350 billion cubic feet by 2005.

Mr. Makovsky and other analysts said, however, that Turkey lacked the money to finance pipeline construction or pay cash for that much gas. And Iran is using more gas each year for its own consumption, they said.

## Iran Joins Dissenters At Talks on Test Ban

### *Fresh Doubts on Pact Raised in Geneva*

By Joseph Fitchett  
*International Herald Tribune*

PARIS — Iran said Monday that it would not accept the text of a proposed ban on nuclear tests, raising fresh questions about whether the treaty can be submitted this fall to the UN General Assembly for signing.

Stephen Ledogar, the U.S. ambassador to the treaty talks in Geneva, said, "The aim, I guess, is just to kill the treaty." He was referring to the last-minute objections from Iran after strong opposition voiced by India and echoed by Pakistan.

Iran revived objections, which most negotiators thought had been satisfied by compromises, about the accord's reliance on U.S. satellite monitoring, Israel's status in the accord and the absence of a timetable for nuclear disarmament.

Until Monday, attention focused on India's threat to block consensus ap-

proval of the draft treaty in a 61-nation conference in Geneva that is a disarmament committee for the UN assembly.

Clinton administration officials have said privately that, even if there is no breakthrough before the scheduled finish of those talks on Thursday, they will find a way to get the treaty on the UN agenda — in effect circumvent Indian opposition by forging cooperation among the vast majority of countries eager for the ban.

An Iranian attempt to kill the process in the last stage of negotiations will raise the stakes for the Clinton administration, which has frequently accused Iran of seeking to acquire nuclear weapons.

The United States has ruled out changes in wording as sought by India, Pakistan and now Iran. A U.S. official said during the weekend that Washington refused to reopen "the text which has a consensus, the text that's going to New York."

Negotiations seemed close to success earlier this year before a shift by India caused dismay among Western governments, which apparently were caught short by political changes there.

As recently as a year ago, when India was regarded as a supporter of the treaty, worries focused on potential objections from China, France or even the United States. All those countries have now pledged a no-exception ban on testing.

New Delhi's hard line, officials and analysts say, stems from mounting nationalist political pressures, which surfaced in a parliamentary election in May that left deep uncertainties about the country's future policy. Political power is so fragmented that "it is hard to conceive a ruling political configuration in India today that could deviate from the current policy," according to John Chipman, director of the International Institute of Strategic Studies in London.

For the moment at least, Indian leaders refuse to advocate a step liable to

close the door on the country's potential to build nuclear weapons. Instead, hawks have become increasingly vocal among India's nuclear weapons lobby, which includes military strategists and the bureaucracy associated with the nuclear research establishment in Bombay.

Indian strategists contend that the country needs a nuclear threat to deter China, now often portrayed not just as an ally of neighboring Pakistan but also as a potentially aggressive regional power.

This rationale seems dangerously mistaken to most Western strategists, for whom India's problems — and potential — are linked to economic challenges that are liable to worsen with the costs of a nuclear program. In addition, the analysts say, a weapons program would accelerate the arms race with Pakistan.

If such arguments have been drowned out, Indian officials say, it is partly because Washington aggravated nationalist sensitivities last year by leaking satellite data suggesting that India was about to conduct a nuclear test.

A Clinton aide dismissed the accusations, saying that test preparations were started, then halted as New Delhi wavered over its whole nuclear stance.

In the Geneva talks, India objects to a provision requiring it — along with Pakistan and Israel, the other undeclared nuclear powers — to ratify the test ban before it takes effect. India hopes to avoid being singled out as a holdout if the treaty is signed and ratified — a development that it is hoping to forestall by its procedural objections in Geneva.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-kurdes

Les Etats-Unis appellent les factions kurdes irakiennes à négocier

WASHINGTON, 21 août (AFP) - Washington a appelé à la retenue mercredi les factions kurdes irakiennes, dont les affrontements dans le nord de l'Irak ont fait au moins 100 morts, et les ont invitées à participer aux pourparlers de paix qui doivent s'ouvrir à Londres sous l'égide des Etats-Unis.

"Les discussions pacifiques restent pour les Kurdes irakiens le seul moyen de surmonter leurs différences", a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies.

Au moins 100 personnes, des civils et des combattants, ont été tuées dans les affrontements entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), deux formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991.

Les combats avaient repris samedi après une trêve d'un an, conclue à la suite d'une médiation des Etats-Unis.

Washington a une nouvelle fois invité les factions kurdes à se joindre aux pourparlers qui pourraient débuter dans les prochaines semaines dans la capitale britannique, afin de consolider la trêve obtenue l'année dernière. "Ce serait très bien si nous pouvions y parvenir dans les deux prochaines semaines", a commenté le porte-parole.

Le département d'Etat a par ailleurs estimé qu'une reprise des combats dans cette région "offre des possibilités à des intervenants extérieurs", citant l'Iran comme l'un des pays susceptibles d'attiser les affrontements.

"Nous voulons simplement expliquer à l'Iran qu'il ne peut jouer un rôle utile en Irak du nord", a ajouté M. Davies, estimant que Téhéran cherchait à accroître son influence dans la région.

Le PDK avait affirmé dans un communiqué que "l'opération militaire de l'UPK est soutenue par les troupes iraniennes qui bombardent les régions frontalières contrôlées par le PDK".

cml-et/esh/sg

tf

AFP /AA1234/212132

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



Turquie

## La république mafieuse

### • La vente de terrains appartenant à l'état

La mafia a des branches dans les agences de l'état dans des villes comme Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa et Adana. Elle vend des terrains appartenant à l'état pour encourager le développement de bidonvilles et s'occupe de ses affaires sans user d'armes à feu. Les membres sont connus pour être proches des représentants municipaux de leurs régions et sont connus pour donner des pots-de vins.

### • Opérations sur les lotissements de parking

Une nouvelle activité mafieuse dérivée de la vente des terrains de l'état, qui prévaut principalement dans les grandes villes et est prise en charge par des immigrants vers les grands centres urbains concerne les lotissements de parking. L'occupation des rues par ces gens, leurs extorsions d'argent auprès des propriétaires de voiture, et leur extension jusqu'à la presque totalité des grandes villes soulève des questions quand à savoir si les fonctionnaires municipaux et la police sont aussi associés avec cette branche de la mafia. La mafia n'hésite pas à endommager les voitures de ceux qui refusent de payer l'argent. Des plaintes auprès des autorités sont ignorées, renforçant l'idée que la municipalité et la police puissent être impliqués dans le crime organisé.

### • Ouverture de jardins de thé et d'emplacements

Les jardins de thé et les emplacements de marché sont dominés par les noms connus du monde du crime et constituent de grandes sources d'argent. La mafia transforme chaque terrain inoccupé sur les rives du Bosphore à Istanbul en jardins de thé ou en place de marché sans aucun bail légal. Cette branche de la mafia est bien connue pour ses relations étroites avec les fonctionnaires du gouvernement à tous les niveaux. Ces membres de gang parviennent à maintenir leur mode de vie illégal grâce à leurs amis dans le gouvernement et ils déterminent leurs propres prix pour les marchandises sur leurs emplacements de marché. Par exemple, le prix d'une tasse de café dans un jardin de thé avec une belle vue peut aller jusqu'à 250.000 LT. La non intervention des autorités municipales amène de nouveau à l'esprit la même question. Sont elles des partenaires du crime?

### • Information exclusive

Certains membres de la mafia gagnent leur vie en informant les gens des propriétés de l'état qui vont être mises en vente ou lorsqu'on invite à faire des offres pour un contrat avant qu'il soit officiellement annoncé. Ces gens sont généralement élégamment habillés et apparaissent fréquemment dans les cercles officiels, effectuant le travail pour leurs patrons qui n'apparaissent pas en public.

Ils tiennent des réunions avec des membres du parlement, des ministres et des bureaucrates dans les hôtels luxueux d'Ankara en ce qui concerne la construction de voies publiques, bâtiments Plaza, parking places ou jardins appartenant aux municipalités de la ville.

### • A l'intérieur du système judiciaire

Il existe une rumeur d'après laquelle différentes branches du crime organisé interfèrent aussi avec le système judiciaire turc. Leur influence sur certains avocats et juges dans des affaires de corruption grave ou dans des affaires concernant des familles connues et leurs intérêts a beaucoup retenu l'attention des médias récemment.

### • L'obtention de visas

Actifs dans les rues où se trouvent les ambassades et consulats étrangers, ces mafiosi aident à l'obtention de visas pour des citoyens turcs afin qu'ils puissent entrer dans des pays qui exigent un visa. Ces membres approchent les gens qui veulent obtenir un visa, leur demandent de suivre des procédures dont ils ont une brève description, et leur donnent des garanties qu'ils recevront les documents requis.

Le paiement varie suivant le pays. Ils peuvent demander 2000 DM pour l'Allemagne et 3000 dollars pour les États-Unis. La personne qui passe un accord avec la mafia paie la moitié de la somme d'avance et le reste après qu'il ou elle ait obtenu le visa. Ils sont fréquemment volés par le membre de la mafia qui peut facilement disparaître

après avoir pris l'argent.

La mafia accroit ses activités à travers la société dans le but de renforcer son emprise sur l'économie et sur le pouvoir et est devenue une réalité à laquelle il faut faire face. La mafia se développe chaque jour et draine dans ses rangs de nombreux jeunes gens qui sont attirés par les possibilités d'une vie criminelle à cause du manque d'opportunités dans le monde du travail et du système éducationnel inadéquat qui offre peu d'espoir d'un emploi rentable pour beaucoup de gens. Les activités de la mafia apparaissent attrayantes

pour le jeune et enrichissent ceux qui s'y engagent.

Dans une société où l'acquisition de la richesse devient de plus en plus un centre d'intérêt principal pour beaucoup de gens, spécialement les jeunes, la mafia est un tremplin idéal vers les buts auxquels ils aspirent. Dans un pays où la population voit les débordements des riches et des puissants paradant devant elle quotidiennement dans les médias, où la corruption est considérée comme un mode de vie acceptable, où on voit le crime et l'injustice impunis et de fait récompensés, y a-t-il de quoi s'éton-

ner que les rangs de la mafia se gonflent de nouvelles recrues.

Les membres du crime organisé sont connus pour leur courage aveugle et leur à prendre n'importe quel risque.

Ils ne craignent pas de se faire tuer et ne quittent pas leur travail avant la fin de leur vie. La mafia est un style de vie plutôt qu'une façon de gagner de l'argent, et c'est un style de vie adopté par de plus en plus de gens en Turquie. Nous verrons dans les jours prochains comment le premier ministre Mesut Yilmaz réussira à tenir sa promesse d'éliminer la mafia.



ՕՐԱՔԱՐԻՔ - QUOTIDIEN ARMÉNIEN

MERCREDI, 14 AOÛT 1996  
12<sup>e</sup> ANNÉE, N° 2977

## Renault investit en Turquie, la Turquie investit en Azerbaïdjan

Selon le journal Financial Times, la firme française Renault va investir 362 millions de dollars pour la production de voitures "Mégane" en Turquie et qui devrait, toujours selon le même journal, créer plus de 1 100 emplois dans ce pays.

Ce contrat, qui constitue le plus important accord financier de la Turquie depuis janvier 1996, date de son adhésion à l'Union douanière européenne, est interprété comme un signe de confiance envers la Turquie, malgré la récente nomination de l'islamiste Necmettin Erbakan comme premier ministre au mois de juin.

Renault, qui produit le tiers de la construction automobile en Turquie, se situe au deuxième rang après Tofas, une filiale de l'italien Fiat. Les firmes asiatiques sont aussi présents sur la scène de la production automobile en Turquie: Toyota construit des "Corollas" depuis 1994 et Honda va bientôt produire 30 000 "Civics" par an.

De son côté, selon Interfax, le groupe turc Anadolou participe à une hauteur de 90% à la capitale d'une nouvelle société mixte turco-azérie pour la production de boissons gazeuses de la marque américaine Coca Cola à Bakou. Avec 23 millions de dollars déjà investis, cette usine, dont la machinerie est de production française et allemande, est capable de produire 16 000 litres de boisson par heure. L'usine doit produire dans un premier temps du Coca Cola en bouteilles plastiques d'un litre et des bouteilles de verre de 250 g et les produits "Fanta" et "Sprite" pourront être produits dans un mois.

Le gouvernement azéri a accordé une exemption fiscale de deux années à cette nouvelle société dont les produits seront taxés à 25% à terme.



Le Monde - 14 août 1996

# Le premier ministre turc mène une diplomatie à hauts risques

Après avoir finalisé un accord de coopération militaire avec Israël, donné satisfaction à l'OTAN sur l'Irak, Necmettin Erbakan, chef du gouvernement islamiste à Ankara, vient de conclure à Téhéran un contrat gazier aux allures de provocation pour les Etats-Unis

**PROCHE-ORIENT** N'hésitant pas à contrarier les Etats-Unis qui veulent mettre l'Irak en quarantaine, le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a achevé, lundi 12 août, une visite de trois jours à Téhéran, au cours de laquelle il a signé un important contrat énergétique. ● **LE CONTRAT GAZIER** porte sur un montant de 20 milliards de dollars et couvre une période de vingt-deux ans. Il prévoit que l'Iran

tournisse à la Turquie, à partir de 1999, 4 milliards de mètres cubes de gaz par an, portés à 10 milliards dans les dernières années. Les deux pays ont aussi décidé de plus que doubler leurs échanges commerciaux annuels. ● **LES ETATS-UNIS** ont critiqué l'accord gazier qui, selon eux, « envoie un signal erroné » à l'Iran. Mais ils attendent d'en examiner le détail pour savoir s'il tombe, ou non sous la loi dite D'Amato-Kennedy.

(nord-ouest) à la frontière turque.

L'Iran a aussi accepté de porter de 80 000 à 100 000 barils/jour ses livraisons de pétrole à la Turquie.

● **Accord-cadre de coopération militaire avec Israël.** Signé, le 23 février, entre la Turquie et Israël, il dispose que les pilotes de l'armée de l'air israélienne pourront s'entraîner dans le ciel turc sur leurs avions, dépouillés d'armes et de tout équipement de surveillance électronique. Il prévoit l'accès mutuel des navires de guerre aux ports des deux pays et des échanges d'information et de personnels.

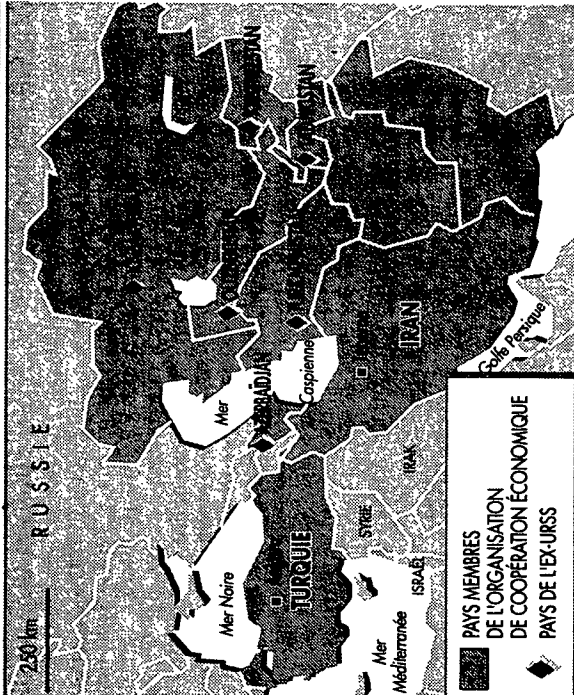
● **Nouvel accord de coopération sur la technologie militaire.** Il est en préparation avec Israël. Mais, selon un haut commandant de l'armée turque, cité par le quotidien turc *Yeni Yuzgü*, il offre à Ankara « la possibilité d'obtenir la haute technologie et des logiciels pour l'armée de l'air ». L'Etat juif et la Turquie s'appêtent aussi à signer un accord pour la

## Accords tous azimuts

Le gouvernement turc que dirige Necmettin Erbakan, chef du Parti islamiste de la prospérité (Rafah), a conclu ou prorogé plusieurs accords commerciaux et militaires, avec des partenaires aussi différents que l'Iran et Israël.

● **Accord gazier avec l'Iran.** En vertu de cet accord signé, dimanche 11 août, par la Turquie et son voisin iranien, Téhéran devient le deuxième fournisseur de gaz de la Turquie après la Russie. D'un montant de 20 milliards de dollars et d'une durée de vingt-deux ans, l'accord prévoit la livraison de 4 milliards de mètres cubes de gaz par an à partir de 1999, volume qui sera porté à 10 milliards de mètres cubes au cours des dernières années du contrat. Celui-ci prévoit la construction d'un gazoduc qui reliera la ville iranienne de Tabriz

Un vaste champ de rayonnement



modernisation de 54 avions de combat F 4 Phantom de l'aviation turque. Israël envisage d'octroyer à la Turquie un prêt de 457 millions de dollars pour cette modernisation.

● **Présence des troupes de l'ONU en Turquie.** L'autorisation de stationnement de la force multinationale chargée de protéger les Kurdes d'Irak a été reconduite, le 30 juillet, pour cinq mois, par le Parlement turc, approuvant ainsi une demande du gouvernement de Necmettin Erbakan. Le parti Rafah de M. Erbakan a voté pour la première fois en faveur de la reconduction. - (AFP)

**LE PREMIER MINISTRE** islamiste turc, Necmettin Erbakan, a fait un pari diplomatique osé, qui s'apparente parfois au grand écart : jouer la carte de la solidarité entre pays voisins - même si certains, comme l'Iran et l'Irak, sont mis à l'index par les Etats-Unis -, et celle d'une complémentarité entre pays musulmans, sans pour autant remettre en question l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, ni sa participation à la Force occidentale chargée de la protection des Kurdes irakiens, sans compromettre non plus le rapprochement avec Israël engagé par son prédécesseur. Ce pari a pris de court Washington, mais l'administration américaine semble, pour l'heure, plus désenparée que résolue à sévir.

La visite que M. Erbakan a achevée, lundi 12 août, à Téhéran, illustre cette nouvelle diplomatie.

## Washington critique un « signal erroné à l'Iran »

Les Etats-Unis ont critiqué, lundi 12 août, l'accord gazier signé entre Ankara et Téhéran, mais n'ont pas encore décidé s'ils allaient ou non prendre d'éventuelles sanctions. Ils examinent le contenu de l'accord afin de vérifier s'il ne tombe pas sous la loi dite D'Amato-Kennedy, qui menace de sanctions les entreprises étrangères qui engageraient des investissements de plus de 40 millions de dollars par an en Iran dans les domaines pétrolier et gazier.

« Cet accord envoie un signal erroné à l'Iran », a affirmé le porte-parole du département d'Etat, selon lequel le contrat ne devrait pas provoquer une déchirure majeure dans les relations entre la Turquie et les Etats-Unis. - (AFP)

Partenaires au sein de l'Organisation de coopération économique (ECO) dont ils sont, avec le Pakistan, les concepteurs - et qui inclut aussi l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan -, mais en même temps rivaux dans la course à l'influence au sein des républiques musulmanes d'Asie centrale et du Caucase ; familiers d'une concertation étroite à propos de l'attitude à adopter à l'égard des Kurdes irakiens, et néanmoins réciproquement méfiants et concurrents en cette affaire, la Turquie et l'Iran ont, il est vrai, toujours su jusqu'où ne pas aller trop loin dans leurs querelles lorsque leurs intérêts économiques étaient en jeu.

Pour autant, la visite à Téhéran de M. Erbakan, et l'annonce d'une coopération bilatérale plus étroite - dont la conclusion d'un contrat gazier d'un montant de 20 milliards de dollars est l'aspect le plus spectaculaire -, pourraient marquer une évolution qualitative des relations entre les deux pays. Car pour la première fois la Turquie est gouvernée par un islamiste, et pour la première fois l'Iran est soumis à une très forte pression américaine, ce qui le pousse à taire ses divergences avec Ankara au profit de ce qui l'en rapproche.

Le contrat gazier conclu entre Téhéran et Ankara - et qui devrait rapporter à l'Iran entre 850 millions et 1 milliard de dollars par an, pendant vingt-deux ans - était en négociation depuis les années 70. Dans la mesure où l'investiture de M. Erbakan dans ses fonctions de premier ministre ne remonte qu'au 8 juillet, il va sans dire que les termes de cet accord ont été élaborés avant son accession au pouvoir. Aussi, est-ce la seule décision de le signer, malgré les pressions exercées par les Etats-Unis, qui doit être portée à son actif ; et c'est peut-être précisément de cela que le gouvernement iranien lui sait gré. Dans le même temps, la Turquie réduit sa dépendance à l'égard de la Russie pour ce qui concerne son approvisionnement en gaz

#### ACCROÎTRE LES ÉCHANGES

L'Iran et la Turquie ont aussi décidé d'« augmenter très rapidement le volume de leurs échanges commerciaux » - qui ont presque toujours été en hausse constante - pour les porter à 2,5 milliards de dollars par an, au lieu de 960 millions actuellement - dont près de 690 millions pour les seules importations par la Turquie de pétrole iranien. C'est un autre « pied de nez » aux Etats-Unis, dont la Turquie a sollicité le soutien, en vain jusqu'à maintenant, pour obtenir

du Conseil de sécurité de l'ONU une dérogation à l'embargo commercial décrété en août 1990 contre l'Irak, et qui lui a fait perdre près de 30 milliards de dollars de recettes depuis six ans.

Quelques jours après avoir accepté - contrairement à son credo lorsqu'il était dans l'opposition - de reconduire le mandat de la Force multinationale chargée de l'opération Provide Comfort dans le Kurdistan irakien, M. Erbakan vient de prendre une initiative qui a toutes les chances de déplaire, elle aussi, à Washington.

#### CONTACTS AVEC BAGDAD

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, une délégation ministérielle turque s'est rendue à Bagdad, où l'ont précédée une trentaine d'hommes d'affaires, avec la ferme intention de relancer les échanges commerciaux avec ce pays, pourtant toujours sous embargo de l'ONU.

En revanche, l'annonce par M. Erbakan que l'Iran et la Turquie sont convenus de « renforcer la sécurité à leur frontière commune » et à coopérer contre la rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, laisse quelque peu sceptique. Des résolutions similaires ont été annoncées à plusieurs reprises dans le passé, ce qui n'a pas empêché les deux capitales de continuer à s'accuser épisodiquement de soutenir leurs opposants respectifs.

Ce fut le cas en 1992 à propos du soutien présumé de Téhéran au PKK, puis en 1993, après l'assassinat d'un journaliste turc dont l'Iran a été tenu responsable, et encore en 1994, suite à un rapport de la Sécurité générale turque accusant l'Iran de chercher à exporter la révolution islamique en Turquie. En avril encore, la Turquie avait demandé à l'Iran de rappeler quatre diplomates soupçonnés d'être des officiers de liaison avec un mouvement extrémiste turc, l'Organisation de l'action islamique.

L'originalité de la proposition de M. Erbakan de réunir un sommet quadripartite pour discuter de la situation dans le nord de l'Irak tient à l'association du gouvernement irakien à ces consultations - ce qui contredit l'objectif américain de maintenir le régime de Saddam Hussein en quarantaine. Les ministres des affaires étrangères des trois autres pays présents - c'est-à-dire la Syrie, l'Iran et la Turquie - ont quasi institutionnalisés les consultations périodiques sur l'évolution de la situation dans le Kurdistan irakien. Officiellement, Ankara, Téhéran et Damas ont toujours affirmé être attachés à l'intégrité

territoriale de l'Irak, mais leur véritable sujet de préoccupation est une éventuelle sécession kurde qui risquerait de faire tâche d'huile chez eux.

Pour autant, cela n'a jamais empêché Ankara et Téhéran de rivaliser pour étendre leur influence dans le Kurdistan irakien, ni la Turquie d'accuser Damas et Téhéran d'aider le PKK, ni l'Iran de reprocher à la Turquie l'asile qu'elle offre à ses propres opposants, ni la Syrie de se plaindre de l'usage fait par la Turquie des eaux de l'Euphrate, ni Damas et Téhéran de reprocher au gouvernement turc l'accord de coopération militaire qu'il a conclu le 23 février dernier avec Israël.

#### CONCURRENCE

Lorsqu'il a reçu, dimanche, à Téhéran, M. Erbakan, le Guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khameneï, lui a solennellement demandé de « mettre fin » à cet accord. Cela a peut-être été dit en termes courtois, mais cet accord inquiète Téhéran, qui voit en Israël l'un des moyens de pression des Etats-Unis contre lui. Le gouvernement iranien avait déjà vivement reproché à l'Azerbaïdjan, en 1995, d'avoir établi des relations diplomatiques avec Israël, faisant valoir que « le régime sioniste est l'ennemi juré des musulmans et que tout rapprochement avec lui porte atteinte à la solidarité islamique ».

Il est vrai que ce grief se doublait d'un autre, tout aussi grave pour l'Iran, qui s'efforce d'étendre son influence dans la région du Caucase. En avril 1995, l'Azerbaïdjan avait, en effet, annulé un contrat pétrolier qui prévoyait la participation de l'Iran à un consortium international chargé de développer les gisements pétroliers offshore de la mer Caspienne. Bakou avait décidé, sous la pression des Etats-Unis, de céder à la compagnie américaine Exxon Corp les 5 % de parts qui devaient revenir à l'Iran et de porter de 1,75 % à 6,75 % la part de... la Compagnie nationale turque des pétroles.

La concurrence entre la Turquie et l'Iran dans les républiques musulmanes d'Asie centrale et du Caucase a peu de chances de s'arrêter, à la fois pour des motifs historiques et en raison d'intérêts économiques. Or dans cette région plus encore qu'ailleurs, la Turquie a besoin du soutien des Etats-Unis face à la Russie et à l'Iran. M. Erbakan va devoir déployer des trésors d'imagination et d'équilibre pour concilier les inconciliables.

Mouna Naim

Le rapprochement d'Ankara avec Téhéran et Bagdad

# La Turquie inquiète les Occidentaux

*Le nouveau premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, se rapproche de ses deux turbulents voisins.*

## Le funambule d'Ankara

**B**ILL Clinton voulait isoler l'Iran, accusé de parrainer le terrorisme. Voilà que la Turquie, gouvernée depuis peu par un premier ministre islamiste, nargue les États-Unis en signant à Téhéran un contrat d'approvisionnement en gaz d'un montant de 20 milliards de dollars.

L'Amérique tempête. L'Europe compte les points. Unis dans leur rejet de la loi D'Amato, les Quinze ne sont pas mécontents de voir Ankara braver les sanctions américaines prévues contre les sociétés qui investissent en Iran.

Le contrat gazier vient à point nommé pour Téhéran. Il est le plus important jamais signé par l'Iran et montre que la République islamique est loin d'être un paria sur la scène internationale. Les Turcs assurent que le marché conclu ne tombe pas sous le coup des sanctions prévues par la loi D'Amato : il ne s'agit que d'un accord commercial. Mais l'Amérique est dans l'embarras. Elle ne peut dicter au monde la conduite à suivre vis-à-vis de Téhéran.

Le chef du gouvernement de Turquie, Necmettin Erbakan, a assuré qu'en se rendant à Téhéran pour son premier voyage officiel il ne voulait surtout pas « provoquer » les États-Unis. Son objectif était sans doute de marquer sa différence par rapport à ses prédécesseurs, tout en jouant sur la corde sensible du patriotisme. « Erbakan n'a pas à demander

Le rapprochement entamé par le nouveau premier ministre turc, l'islamiste Necmettin Erbakan, avec l'Iran et l'Irak inquiète les capitales occidentales.

● **Les États-Unis**, qui tentent d'isoler l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme, ont critiqué hier l'important contrat gazier signé la veille par Ankara et Téhéran.

● « **Cet accord envoie un signal erroné à l'Iran** », a déclaré le porte-parole du département d'État, ajoutant toutefois que ce contrat ne devrait pas « provoquer une déchirure majeure » entre Ankara et Washington.

● **Warren Christopher**, secrétaire d'État américain à la Défense, a déclaré, hier à Bruxelles, « qu'il y a un risque » que ce contrat « viole la loi D'Amato ».

● **Le contrat gazier porte**

*un visa à Washington pour se rendre à Téhéran* », relève Abdullah Gül, ministre d'État du gouvernement turc.

Mais, depuis son arrivée au pouvoir à Ankara, le chef du parti islamiste Refah a montré qu'il connaissait les limites de sa marge de manœuvre. Après Israël et l'Égypte, la Turquie est le troisième bénéficiaire de l'aide étrangère américaine. Sur le « flanc sud » de l'Otan, c'est l'un des plus précieux alliés militaires des États-Unis, dans une région particulièrement instable. Dans son propre pays, l'armée a les moyens de l'écartier de tout aventurisme.

Avant de se rendre chez ses « frères » islamistes, Erbakan a donc donné des gages à l'Occident. L'ancien premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, reste à la tête de la diplomatie



Necmettin Erbakan.  
(Photo Naki/Sipa Press.)

sur un montant de 20 milliards de dollars (100 milliards de francs) et couvre une période de vingt-deux ans. L'Iran devient ainsi le deuxième fournisseur de la Turquie en gaz naturel.

● **A Bagdad**, une délégation ministérielle turque a entamé dans le même

temps des entretiens pour restaurer les relations politiques et commerciales avec l'Irak.

● **Necmettin Erbakan**, au pouvoir depuis cinq semaines, avait donné jusqu'ici des gages aux Occidentaux. Il a confirmé notamment l'accord de coopération militaire avec Israël et voté la prolongation de la surveillance aérienne alliée en Irak du Nord.

● **Chef d'une coalition gouvernementale fragile**, le premier ministre islamiste dispose en fait d'une marge de manœuvre étroite. Il reste sous la surveillance de l'armée qui a tracé une « ligne rouge » à ne pas dépasser.

● **A Bagdad**, une délégation ministérielle turque a entamé dans le même

temps des entretiens pour restaurer les relations politiques et commerciales avec l'Irak.

● **Necmettin Erbakan**, au pouvoir depuis cinq semaines, avait donné jusqu'ici des gages aux Occidentaux. Il a confirmé notamment l'accord de coopération militaire avec Israël et voté la prolongation de la surveillance aérienne alliée en Irak du Nord.

● **Chef d'une coalition gouvernementale fragile**, le premier ministre islamiste dispose en fait d'une marge de manœuvre étroite. Il reste sous la surveillance de l'armée qui a tracé une « ligne rouge » à ne pas dépasser.

exercice d'équilibre. Reste à savoir si Erbakan est un bon funambule.

Pierre ROUSSELIN

LE FIGARO MERCREDI 14 AOÛT 1996

Le rapprochement entre la Turquie et l'Iran inquiète les capitales occidentales

# Les liaisons dangereuses de Necmettin Erbakan

*En signant un important contrat gazier avec Téhéran, le premier ministre islamiste s'est placé dans le collimateur des Etats-Unis.*

ANKARA :  
de notre envoyé spécial  
Claude LORREUX

C'est Washington qui parle le plus fort : à cause de l'Iran et du voyage que Necmettin Erbakan vient d'y effectuer. Avec, à la clé, 20 milliards de dollars (100 milliards de francs) entre Téhéran et Ankara. L'Iran devient ainsi le deuxième fournisseur de la Turquie en gaz naturel.

D'autres capitales suivent avec une attention inquiète les premiers pas du premier chef de gouvernement islamiste de la République de Turquie. En Europe, à cause notamment de l'Union douanière

qui lie Ankara à Bruxelles depuis un an et demi ; à Alger, à Tunis et au Caire parce que l'armée turque tolère une expérience unique que réprovoquent les « radicateurs » de ces trois pays ; dans l'ensemble du monde islamique enfin, car c'est bien de l'identité turque — « laïque » ou musulmane — qu'il est désormais question.

Necmettin Erbakan, auquel le Parlement turc a accordé la confiance le 7 juillet dernier, dirige un gouvernement de coalition. Son parti, le Refah (Prosperité) a arraché à la Juste voie de M<sup>me</sup> Tansu Ciller plusieurs ministères importants, dont la Justice et les Finances. La Juste voie a conservé les Affaires étrangères, l'Éducation et l'Intérieur.

Le gouvernement Erbakan a hé-

rité d'une grève de la faim dans les prisons, qui fit douze morts mais qu'il a réglé par un compromis. Il s'est signalé moins par des décisions inspirées du Coran que par des mesures sociales (hausses significatives des salaires) et économiques (privatisation des télécommunications).

## Trois coups d'Etat

Contrairement à certaines prévisions, ces premières semaines ne se sont pas mal passées. Essentiellement parce que l'expérience ne fait que commencer et que les principaux acteurs évitent jusqu'à présent de trop secouer l'embarcation où, bon gré mal gré, ils ont tous pris place. Les partis laïcs, de gauche comme de droite,

ont si souvent affiché leur nullité au cours des derniers mois que le bon peuple est scandalisé par leurs divisions et las de les entendre.

Malgré trois coups d'Etat en vingt ans, l'armée n'a manifestement pas réussi à « régénérer » les partis laïcs et kémalistes. Erbakan n'est pas son type d'homme. Mais que faire ? Elle surveille la partie et trace des lignes rouges.

Quant au premier ministre, il ménage ses forces. Il prépare les véritables échéances et d'abord les prochaines élections (vraisemblablement anticipées). Necmettin Erbakan avale des couleuvres avec le flegme d'un homme qui regarde plus loin que les autres. Il tolère l'accord de coopération mi-

litaire avec Israël et vote la prolongation de la surveillance aérienne allié en Irak du Nord. Le premier ministre confirme du même coup qu'il contrôle étroitement les militaires du Refah. Il les a rapidement mis en garde contre tout triomphalisme et tout extrémisme. Il n'y a pas eu d'incidents.

Résumant son premier mois de gouvernement, un ambassadeur du tiers monde déclare : « S'il n'a pas réglé les grands problèmes, du moins n'en a-t-il pas créé de superflus. Il ne s'est même pas brouillé avec l'indomptable M<sup>me</sup> Ciller ! » Il faudra bien pourtant que Necmettin Erbakan se « mouille » davantage. C'est l'espoir de ses militants... et de ses adversaires. Laïcs et militaires attendent la première faute. C. L.

# La guerre des minarets

*Islamistes et laïcs s'affrontent autour de la réouverture de Sainte-Sophie au culte musulman et de la construction d'une mosquée à Taksim.*

ISTANBUL :  
de notre envoyé spécial

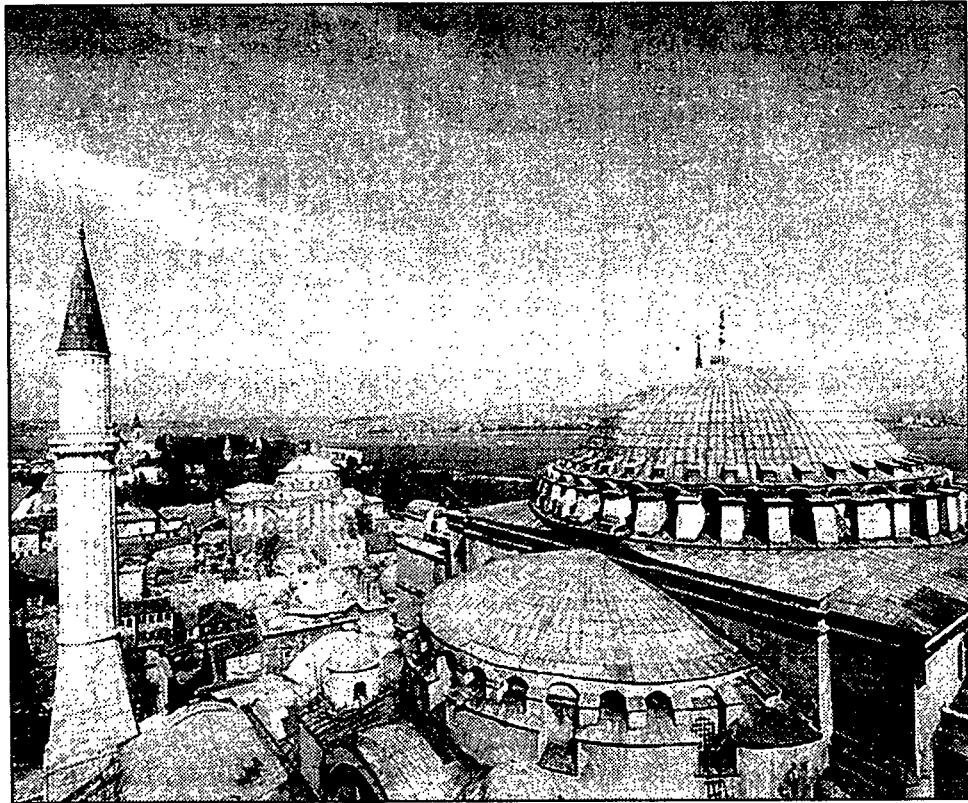
« *Aya Sofya Cami. İbadete açılan Bölüm* », ce qui signifie : « *Mosquée de Sainte-Sophie. Partie ouverte à la prière.* » Le bâtiment modeste, où des fidèles se retrouvent aux heures de culte, est comme écrasé par la masse rose de la basilique byzantine inaugurée en 537 par l'empereur Justinien, effroyablement pillée par les Croisés en 1204, transformée en mosquée en 1453 par le sultan Mehmet II (Ali Fatih Mehmet) le Conquérant et enfin en musée, en 1934, par Mustafa Kemal Atatürk. La mosquée de Sainte-Sophie est située derrière l'abside, à proximité des contreforts géants, dont le grand architecte Sinan renforça l'édifice qui menaçait de s'écrouler.

C'est dans les années qui précéderent le coup d'État militaire de septembre 1980 que cette « annexe » fut rendue à l'Islam, le reste de l'ex-basilique restant un musée. Un certain Necmettin Erbakan était alors vice-premier ministre. Sous les pressions de l'extrême gauche, de l'extrême droite et des islamistes, le gouvernement de l'époque avait lâché du lest pour apaiser les « barbus ».

Chef du parti islamiste Refah, Necmettin Erbakan est premier ministre de Turquie depuis le 8 juillet. La campagne pour le retour au culte musulman de l'ensemble de la basilique a repris... comme une vieille rengaine de la vie politico-culturelle de la République. La présidence de Turgut Ozal connut, il y a une dizaine d'années, une poussée de fièvre analogue qui finit par se calmer.

Les militants islamistes, qui viennent de porter leur chef charismatique au gouvernement normal la « reconversion » de Sainte-Sophie. Omer Bolat, secrétaire général de la Musiad (la confédération patronale musulmane), attend du gouvernement qu'il annule « le décret illégal qui transforma la mosquée en musée, sous prétexte de la restaurer, ce qui n'a toujours pas été terminé ».

Yalçın Beyaz, le maire



Basilique byzantine inaugurée en 537. Sainte-Sophie, pillée par les Croisés en 1204, fut transformée en mosquée en 1453, puis en musée en 1934. (Photo E. Cagatay/Gamma.)

d'Etimesgut, cité dortoir d'Ankara, plaide pour la même cause. « *Il est vrai que Sainte-Sophie fut une église, admet-il. Mais ses évêques en remirent les clés à Fatih Sultan Mehmet quand il conquiert Byzance. Sainte-Sophie est devenue un symbole de cette conquête.* »

Leman Aksay, la jeune présidente de la commission des femmes du parti Refah, fait valoir que les croyants respecteraient « *les décors et souvenirs historiques qui se trouvent à l'intérieur* ». Par la volonté du fondateur de la République, les calligraphies coraniques voisinent en effet avec les mosaïques chrétiennes byzantines.

## Les laïcs sur la défensive

Cette campagne inquiète à la fois les « laïcs », attachés aux réformes kemalistes, et les chrétiens de Turquie, une toute petite minorité si l'on songe qu'avec 70 000 fidèles les Arméniens sont les plus nom-

breux.

Un ecclésiastique compare la transformation de la mosquée en musée par Atatürk à l'imposition « *d'un traité de paix entre chrétiens et musulmans, aucune des deux communautés ne pouvant dominer l'autre* ». Si, poursuit-il, « *l'édifice redevient mosquée, le monde musulman interprétera la décision comme une victoire et la Turquie apparaîtra comme le leader des croyants. Les islamistes turcs, que l'on appelle parfois les « néo-Ottomans », aimeraient récupérer le califat* ».

Une autre personnalité chrétienne rappelle qu'une pétition pour la réislamisation de Sainte-Sophie recueillit, l'an dernier, des centaines de milliers de voix et qu'une décision dans ce sens signifierait que « *le christianisme n'a plus sa place en Turquie* ». Quand on remarque que toute cette histoire ressemble à celle du monstre du Loch Ness, il répond, non sans arguments, que « *le monstre cette fois*

*pourrait bien montrer le bout de l'oreille* ».

Il est vrai qu'un autre serpent de mer a fait sa réapparition. Le ministère de la Culture a donné son feu vert à la construction d'une mosquée sur la place historique de Taksim, de l'autre côté de la Corne d'or. Ce projet opposait depuis des années les islamistes et les kemalistes. Omer Bolat, secrétaire général de la Musiad, espère très fort que la première pierre sera posée par le gouvernement Erbakan. « *Le quartier de Taksim compte 25 églises, trois synagogues et tout juste deux mosquées. C'est une honte. Le problème est que les laïcs considèrent Taksim comme un haut lieu du kemalisme.* » La place, au cœur du quartier cosmopolite de Beoglu, est centrée sur la statue héroïque de Mustafa Kemal et dominée par la cathédrale grecque de la Trinité... un peu comme si une mosquée surplombait la place de la Bastille.

Les deux affaires - Sainte-Sophie et Taksim - sont sans doute plus liées qu'il n'y paraît. Dans un cas comme dans l'autre, les interlocuteurs des militants islamistes sont moins les chrétiens, rares et timides depuis le massacre des Arméniens et le traité de Sèvres, que les kemalistes.

La victoire du parti Refah et l'accession de son chef Necmettin Erbakan a mis les laïcs sur la défensive. Ils gardent néanmoins plusieurs leviers

de commandes et le premier ministre les ménage. Il espère ainsi amadouer l'électeur indécis et récolter, le moment venu, suffisamment de voix pour constituer une vraie majorité de gouvernement.

L'ancien ministre des Affaires étrangères Mumtaz Soysal juge que, dans l'affaire de Sainte-Sophie, « le gouvernement sera très prudent ». M. Soysal est dans l'opposition. Mais, en face, l'éditorialiste d'un journal islamiste

connu partage son point de vue. « J'aimerais pouvoir prier à Sainte-Sophie, dit-il. Mais je doute que ce soit possible. Ce serait attaquer un tabou. Sainte-Sophie est un double symbole : pour les musulmans, celui de la conquête, de Byzance. Pour les républicains, celui du Musée. Or ce n'est pas comme cela à un tabou. Pas dans une démocratie. » Il ajoute : « L'affaire de la mosquée de Taksim est plus simple. »

Soixante-dix ans après la révolution kemaliste, la Turquie s'interroge plus que jamais sur elle-même. Atatürk lui imposa une identité où beaucoup de Turcs se sentent à l'étroit, comme dans un corset. Erbakan propose sa solution : l'Islam. Sans grandes précisions d'ailleurs. Entre les deux, les Turcs hésitent. Ils se disputent autour de symboles. Sainte-Sophie d'un côté. Taksim de l'autre.

C. L.

**LE FIGARO** MERCREDI 14 AOÛT 1996

## Washington se sent trahi

*Le contrat signé avec Téhéran pourrait susciter des sanctions américaines, selon le secrétaire d'État Warren Christopher.*

WASHINGTON :

de notre envoyé spécial  
**Jean-Jacques MÉVEL**

Unique super-puissance et volontiers gendarme de la planète, les États-Unis s'estiment une fois de plus trahis par un allié : la Turquie a conclu avec Téhéran, leur bête noire, un contrat géant d'approvisionnement en gaz, huit jours à peine après que le président Clinton a signé une loi punissant les investissements en Iran au nom de la lutte anti-terroriste.

En juin, l'arrivée au pouvoir du premier ministre pro-Islamiste Necmettin Erbakan avait déjà sonné l'alarme au département d'État, inquiet du réchauffement promis par Ankara à ses voisins musulmans, l'Irak et surtout l'Iran. La signature lundi à Téhéran - par le chef du gouvernement turc lui-même - d'un contrat de 23 milliards de dollars (près de 100 milliards de F) a eu l'effet d'une gifle.

La Turquie est une pièce capitale sur l'échiquier américain : partenaire d'Israël, point d'appui en Méditerranée et dans les Balkans, allié de l'Otan aux confins du Caucase et du Moyen-Orient, contre-poids aux ambitions russes en Asie centrale. Pour le président Clinton, la manœuvre s'annonce délicate. Après avoir suscité un tollé en Europe et au Japon, la loi D'Amato ou *Iran-Libya Sanction Act* risque d'envenimer les relations déjà floues avec Ankara.

Pour empêcher la conclusion du contrat irano-turc, Wa-

shington a multiplié les démarches et les coups de téléphone, jusqu'au dernier moment. En vain. Devant le fait accompli, la Maison-Blanche semble embarrassée. Sans prononcer le mot « sanctions », la présidence s'est dite « déçue » de l'attitude de la Turquie.

Tout aussi ambigu, le secrétaire d'État Warren Christopher disait hier à Bruxelles qu'il « espère persuader (le gouvernement d'Ankara) qu'il n'est pas sain de commercer avec l'Iran ». Sans clairement demander à la Turquie de revenir sur sa signature, il a évoqué le « risque » de sanctions américaines. Dans l'immédiat, Washington va demander des éclaircissements sur le contenu du contrat, et décidera ensuite si l'*Iran-Libya Sanction Act* doit s'appliquer. Selon Glyn Davies, porte-parole, « tout dépend de ce que l'on entend par investissement » étranger en Iran...

Voté par un Congrès dominé par les républicains, l'*Iran-Libya Sanction Act* impose au gouvernement américain d'appliquer des sanctions à toute compagnie étrangère qui investirait plus de 40 millions de dollars (200 millions de F) par an dans le secteur de l'énergie en Iran et en Libye. En signant cette loi il y a neuf jours, le président Clinton soulignait que ces deux pays sont sur la liste noire « des plus dangereux soutiens au terrorisme » international. Il est désormais au pied du mur.

Dans l'arsenal américain des sanctions et représailles, ce texte vise un double objectif.

Punir les alliés des États-Unis qui tels l'Union européenne, le Japon et aujourd'hui la Turquie répugnent à appliquer les em-

## Loi d'Amato : Téhéran porte plainte

L'Iran a déposé plainte contre les États-Unis à la suite de l'adoption de la loi D'Amato renforçant les sanctions américaines contre Téhéran, auprès du Tribunal arbitral irano-américain établi à La Haye. Téhéran a simultanément demandé au Tribunal l'adoption de mesures conservatoires visant à « empêcher les États-Unis de mettre en œuvre » cette loi, de même que le programme américain de 20 millions de dollars destiné à financer des actes de déstabilisation en Iran, a déclaré le représentant iranien auprès du Tribunal, Zahedn Labbaf. La loi D'Amato menace de sanctions les firmes étrangères qui investissent plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier en Iran, et en Libye. (AFP).

bargos unilatéraux décidés par Washington, en dehors de toute enceinte internationale comme l'ONU. Etrangler ensuite l'économie de l'Iran et de la Libye, deux pays dont le principal espoir de développement

réside dans les revenus - et donc les investissements - qu'ils peuvent tirer de leurs exportations de pétrole et de gaz.

A douze semaines de l'élection présidentielle américaine, dans une opinion publique surchauffée par l'explosion du Boeing de la TWA et la bombe d'Atlanta, la pression risque de monter rapidement sur la Maison-Blanche.

A la Convention républicaine de San Diego, l'ancien président George Bush, qui sut ménager la Turquie lors de la crise du Golfe, a invité Bill Clinton à affirmer « le rôle dirigeant des États-Unis en joignant le geste à la parole ». Faucon républicain et inspirateur de la loi, le sénateur de New York Alfonso D'Amato a fait savoir par écrit au secrétaire d'État Warren Christopher que l'accord irano-turc est « un défi à la politique d'isolement de l'Iran » décidée à Washington.

J.-J. M.



# Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, AUGUST 15, 1996

## Turkey and Iran

When Turkey's new Islamic-led government came to power last month, the Clinton administration anticipated no sharp shifts in Ankara's generally pro-American foreign policies. Washington reasonably expected that Prime Minister Necmettin Erbakan's dependence on a secular coalition partner and his reluctance to offend Turkey's military commanders would keep relations between the two NATO allies on course. Those expectations must now be re-examined. The \$23 billion gas pipeline cooperation agreement that Mr. Erbakan signed with Iran this week directly challenges one of the Clinton administration's central foreign policy goals.

Washington wants to isolate Iran as a dangerous rogue state that sponsors international terrorism and seeks nuclear weapons. President Bill Clinton last week signed into law a bill to impose sanctions on any country making new investments in Iran's energy infrastructure. The Turkish deal represents just such an investment. It is also the largest energy export deal Iran has ever made.

For Washington to use legislation to impose secondary boycotts, as the sanctions law does, is unwise and will cause friction with America's allies in Europe and elsewhere. But the underlying policy of discouraging international economic support for the Tehran regime is sound.

The Clinton administration has not yet decided whether the Turkish deal formally violates the new sanctions law. Turkey contends, implausibly, that only trade, not investment, is involved. Yet it also talks about arranging barter deals to help Iran build its section of the proposed gas pipeline. American pressure may make international lenders so skittish about financing pipeline construction that the new conduit will never be built.

Mr. Erbakan ran for office last year promising to reorient Turkish foreign policy in an Islamic direction, downplaying Ankara's ties with NATO and Israel and improving relations with Iran, Iraq and Syria. Since taking power, he has moderated his rhetoric. Even since signing the Iran deal he says he seeks no conflict with Washington. But the symbolism of the huge deal, signed during a high-profile visit to Tehran and other Islamic capitals, speaks for itself. Turkey now seems set to embark on a more eastward-looking foreign policy. Neither the army nor Mr. Erbakan's secular coalition partners expressed any public objections to

the Iran oil deal. A last-minute plea from the State Department not to proceed was ignored.

Turkey remains a democracy and an important American ally, located at the juncture of Eurasia and the Middle East. Washington should proceed carefully. Unnecessarily alienating Turkey's new government would serve no American interest. Ankara need not follow Washington's lead on every foreign policy issue.

But the administration needs to be frank in expressing its concerns over Turkey's warming ties with Iran. Mr. Erbakan should understand that he cannot provide political and economic support to the current regime in Tehran without ultimately damaging his relations with the United States.

— THE NEW YORK TIMES.

## Other Comment

### Beware of Overreacting

"The wrong message to Iran" is how the State Department characterizes the deal signed on Monday that commits Turkey to buy \$20 billion worth of natural gas from the bitterly anti-American regime in Tehran.

Washington now faces a delicate problem in choosing how to respond to the Turkish move.

A controversial and unwise new law authorizes the president to take punitive measures against American and foreign companies that invest more than \$40 million a year in the oil and gas industries of Iran and Libya. Turkey insists that the new pipeline and the gas purchases that are to begin in two years are elements of a trade agreement, not an investment. From what is known of the deal, that seems right. Right or not, those in the U.S. Congress who championed the sanctions law may well demand penalties against Turkey.

The administration should move with considerable caution in this matter. For now, Prime Minister Erbakan's coalition government is behaving with restraint. While he clearly intends to warm up Turkish relations with other Islamic countries, he also has been careful to affirm support for Turkey's membership in NATO and for strengthening of its economic ties with the European Union.

The Iran gas deal is not to American liking, but it does not signal a major shift in Turkey's orientation. Washington should avoid overreaction.

— Los Angeles Times.

FRANCE SOIR - 15 août 1996

# La Turquie joue avec le feu iranien

**Le nouveau Premier ministre islamiste fâche les États-Unis en signant de gros contrats avec Téhéran**

**N**ouveau foyer de tension au Proche-Orient. Cinq semaines après son arrivée au pouvoir Necmettin Erbakan, Premier ministre islamiste de Turquie, vient de braver le géant américain en signant lundi à Téhéran un fabuleux contrat d'approvisionnement de gaz de 23 milliards de dollars. A peine installé dans ses fonctions, il défie les menaces de sanctions promises par les États-Unis dans « loi d'Amato » votée par le Congrès américain et paraphée la semaine dernière par le président Clinton devant les caméras de télévision.

La communauté internationale qui a diversement réagi à la loi d'Amato, - (imposition de sanctions contre les entreprises américaines ou étrangères investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur des hydrocarbures en Iran ou en Libye, pays accusés par les États-Unis de soutenir le terrorisme) -, suit attentivement le déroulement de la partie de bras de fer qui s'engage entre le Goliath américain et le David turc.

Chef du parti islamiste Refah, Necmettin Erbakan n'a pas perdu de temps depuis son arrivée au pouvoir le 8 juillet dernier. Il mène une

diplomatie tous azimuts quelque peu risquée, jouant sur plusieurs tableaux à la fois. Avant la signature du contrat gazier au terme d'un voyage de trois jours à Téhéran, il a d'abord prorogé un accord de coopération militaire avec Israël, reconduit l'autorisation de la présence des casques bleus chargés de protéger les Kurdes d'Irak, engagé des relations avec la Syrie, envoyé une forte délégation commerciale en Irak.

La signature de ce contrat qui fournira à la Turquie 4 milliards de mètres cubes de gaz par an pendant 22 ans est le contrat le plus important jamais signé par l'Iran. Les Américains, qui avaient multiplié les démarches pour l'éviter, ont réagi immédiatement, d'autant plus que la Turquie bénéficie de l'aide militaire américaine dans cette région particulièrement sensible.

## « Allié »

A Bruxelles, mardi soir, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a été d'une prudence toute diplomatique. Il n'a pas exclu que le contrat gazier constitue une violation de la loi d'Amato : « Il n'a pas encore été déterminé si ce contrat viole la nouvelle loi. Nous pensons qu'il y a un risque. » « Nous sommes très préoccupés par l'Iran pour son rôle dans le terrorisme et son opposition au processus de paix », au Proche-Orient. Nous voulons le faire savoir à nos amis et à notre allié turc. » Le secrétaire d'Etat américain a l'intention de dis-

cuter de ce contrat prochainement avec Necmettin Erbakan. « Nous essaierons de le convaincre, comme nous espérons persuader les autres que le commerce avec l'Iran n'est pas une bonne affaire. »

Côté militaire, le Pentagone a exprimé sa préoccupation : « La Turquie a un besoin en énergie très légitime. Nous pouvons comprendre comment ils en sont venus à cet accord, mais celui-ci pose des problèmes », a déclaré le porte-parole du Pentagone Kenneth Bacon. « La Turquie est "un allié loyal et dévoué" depuis longtemps et nous pensons que cela va continuer », a ajouté M. Bacon qui a admis que le fait de savoir si l'accord gazier, entre Ankara et Téhéran violait la loi d'Amato, serait long à être établi. Ce qui est important c'est que la Turquie reste dans l'Otan. Or, lors de sa visite à Téhéran, l'ayatollah Ali Khomeini a solennellement demandé à Erbakan de « mettre fin » à l'accord de coopération militaire entre la Turquie et Israël conclu le 23 février dernier.

Le rapprochement entamé par le nouveau Premier ministre turc avec l'Iran inquiète les capitales occidentales, mais le jeu risqué du Premier ministre turc les intéresse également, d'autant plus que les Quinze pourraient discuter en septembre d'éventuelles mesures de rétorsion contre Washington, dans le cas où la loi d'Amato serait appliquée par les États-Unis à des entreprises de l'UE.

Anne NOURRY

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Allemagne-Iran lead

Bani Sadr cité comme témoin au procès des meurtiers présumés de 4 kurdes

BERLIN, 15 août (AFP) - La justice allemande a cité jeudi à Berlin l'ancien président iranien Bani Sadr comme témoin au procès des auteurs présumés de l'attentat qui coûta la vie à quatre opposants kurdes iraniens en 1992.

Un Iranien, Kassem Darabi, soupçonné d'avoir organisé l'attentat, et quatre Libanais comparaissent depuis octobre 1993 devant un tribunal à



Berlin pour le meurtre des quatre opposants.

Selon une décision du tribunal, l'ancien président (de janvier 1980 à juin 81), destitué par le régime islamiste, doit être entendu la semaine prochaine sur deux jours d'audience.

Le parquet fédéral allemand, compétent pour les affaires de terrorisme, ainsi que la partie civile demandaient la comparution de Bani Sadr après les déclarations faites par ce dernier en juin au parquet fédéral, où il affirmait que l'actuel président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsandjani avait personnellement donné son feu vert à l'assassinat des opposants.

L'ancien chef de l'Etat, qui vit en exil en France, avait également donné le nom d'un des auteurs présumés de l'attentat qui n'a pas été identifié jusqu'alors et qui, selon les avocats de la partie civile, a tiré contre les opposants.

Les quatre opposants iraniens, parmi lesquels le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) Sadegh Charafkandi, avaient été assassinés à l'arme automatique dans le restaurant Mykonos en septembre 1992 à Berlin.

Le procès du Mykonos a provoqué de sérieuses tensions entre Bonn et Téhéran. Le parquet fédéral a lancé en mars un mandat d'arrêt pour meurtre contre le ministre iranien des renseignements Ali Fallahian, soupçonné d'avoir commandité ces assassinats.

vl/lal/pht TF  
AFP /AA1234/151045 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

L'HUMANITE - 16 août 1996

Point de vue

## Offensive turque tous azimuts

Par Françoise Germain-Robin

**L**E nouveau premier ministre turc, l'islamiste Necmettin Erbakan, ne perd pas de temps pour révolutionner la politique étrangère de son pays. Il n'y a pas deux mois qu'il est au pouvoir, et le voilà lancé dans une offensive diplomatique tous azimuts pour affirmer la présence, sinon la prédominance turque dans la région.

Dans la seule semaine qui vient de s'écouler, M. Erbakan s'est rendu personnellement à Téhéran pour signer un contrat gazier avec les ayatollahs tandis qu'il dépêchait deux de ses ministres auprès de Saddam Hussein pour rétablir les relations privilégiées d'avant la guerre du Golfe. Ankara était alors le deuxième partenaire commercial de l'Irak. Fustigeant « l'injustice de l'ONU », les envoyés d'Erbakan ont rappelé que l'embargo imposé à l'Irak avait coûté 30 milliards de dollars à la Turquie. Saddam Hussein,

ravi, les a félicités de leur « indépendance ». Sous-entendu : à l'égard de Washington. Ce qui sonne effectivement nouveau de la part d'Ankara.

**P**OUR l'instant, les Américains restent pantois. Peu préparés à voir l'un de leurs meilleurs alliés, pilier oriental de l'OTAN, aller aussi ouvertement contre leurs consignes d'isolement de l'Irak et de l'Irak, ils n'ont pas officiellement réagi. Le département d'Etat affirmait il y a un mois avoir obtenu l'assurance que l'orientation pro-occidentale de la Turquie ne serait pas modifiée par l'arrivée des islamistes. Il semble s'accrocher à cet espoir et se contente de faire remarquer que ces rapprochements sont des « signaux erronés » à l'égard des deux bêtes noires de l'Amérique. Au-delà des interrogations américaines, la nouvelle politique turque semble renouer avec les visées impériales de la Turquie d'antan.

La nostalgie de l'Empire ottoman n'est pas loin. Bien d'autres signes le prouvent : M. Erbakan ne vient-il pas de proposer un sommet quadripartite sur le Kurdistan qui réunirait autour de lui les chefs d'Etat d'Irak, d'Irak et de Syrie ? Une manière de réintroduire Saddam Hussein dans le jeu régional, mais avec l'ambition d'en redistribuer les cartes à l'avantage de la Turquie. Là encore, la volonté de puissance et les intérêts pétroliers vont de pair. Une partie du pétrole irakien qui sera bientôt vendu dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture » passera par l'oléoduc qui traverse les régions kurdes d'Irak et de Turquie. Et le gazoduc iranien traversera les régions kurdes d'Irak.

**L**A politique turque se montre également agressive à Chypre, où ce n'est pas un hasard si la tension se réchauffe. Erbakan a consacré à la zone occupée de Chypre son premier voyage de premier ministre. Une manière de montrer qu'il n'entend pas lâcher sa conquête de 1974 (il était alors vice-premier ministre), au moment où

l'on reparle de réunification dans une perspective d'adhésion de l'île à l'Union européenne. Pour compléter le tableau, rappelons la confirmation des accords de coopération militaire avec Israël. Cela semble contradictoire avec le rapprochement iranien et irakien, mais c'est encore une manière de se réintroduire dans une des régions dominées pendant des siècles par l'Empire ottoman. Comme l'Irak et l'Iran. Comme les Balkans : le premier avion qui s'est posé hier à Sarajevo, capitale de la Bosnie musulmane, ne venait-il pas d'Ankara ?

**R**IEN de tout cela n'est le fait du hasard. Panislamisme et panturquisme vont de pair. Les islamistes turcs et leurs alliés fascistes — qu'il s'agisse des Loups gris qui tuent à Chypre ou du parti républicain de Turkes — n'ont jamais caché leur nostalgie de l'époque où le drapeau ottoman flottait sur tout l'Orient. Une nostalgie que leur accession au pouvoir pourrait bien transformer en politique. Avec tous les risques que comporterait une telle aventure.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Media

GB: une télévision kurde pour le Moyen-Orient et l'Europe va réémettre

LONDRES, 16 août (AFP) - Une chaîne de télévision par satellite destinée aux populations kurdes d'Europe et du Moyen-Orient diffusera ses émissions à partir du week-end prochain via le satellite américain Intelsat, après une interruption de plus d'un mois, a indiqué vendredi le quotidien The Guardian.

Med-TV, qui avait dû suspendre ses émissions le 1er juillet, a signé un contrat avec une société, dont The Guardian n'a pas donné le nom, pour l'utilisation d'Intelsat qui lui permette de diffuser jusqu'à 10 heures de programmes quotidiens, à base d'informations et de divertissements.

Med-TV, qui avait diffusé ses programmes pendant 15 mois grâce au satellite européen Eutelsat, avait dû suspendre ses émissions à la suite de pressions exercées par les autorités turques sur des gouvernements et des milieux économiques européens, selon sa direction.

Tandis que les autorités turques accusent Med-TV d'être une branche médiatique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), la station de télévision jure de son indépendance.

Med-TV avait reçu l'agrément de la Commission indépendante pour la télévision (ITC), chargée de délivrer les autorisations d'émettre à partir de la Grande-Bretagne, en fonction du respect de règles sur l'objectivité de l'information. "Jusqu'à présent nous n'avons pas eu à intervenir" pour corriger le contenu des émissions de Med-TV, a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'ITC.

La chaîne de télévision, selon son directeur général Hikmet Tabak, est financée notamment par une centaine d'hommes d'affaires kurdes installés en Europe, et son objectif est "pour 70% d'apporter un service culturel aux Kurdes, et pour 30% de dégager des bénéfices".

M. Tabak, interrogé par l'AFP en juillet, avait estimé à 15 millions de personnes le public potentiel de Med-TV.

rm/chr/jag

AFP /AA1234/160845

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Le parti pro-kurde demande l'arrêt des opérations militaires

ANKARA, 18 août (AFP) - Le Parti pro-kurde de la Démocratie (HADEP) a demandé dimanche l'arrêt des opérations militaires contre les rebelles kurdes du PKK qui vise à établir un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Cette demande a été exprimée dans un communiqué signé par le secrétaire général du Hadep, Mehmet Satan.

Elle intervient quelques jours après une demande similaire du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste) en rébellion armée contre Ankara, Abdullah Ocalan, lors d'une émission diffusée par la Med-Tv.

Cette chaîne a repris ses émissions via le satellite américain Intelsat, après une interruption depuis début juillet sous la pression d'Ankara auprès des gouvernements européens.

M. Satan a annoncé l'opposition de sa formation à un sommet à quatre entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, pour trouver "une solution au

problème de l'Irak du nord", évoquée par le premier ministre turc Necmettin Erbakan lors de sa visite la semaine dernière à Téhéran.

L'Iran s'était montré très réservé sur une éventuelle participation de l'Irak à un tel sommet. Bagdad s'était dit favorable à la tenue d'une réunion bilatérale avec la Turquie sur la question kurde, écartant l'idée d'un sommet quadripartite.

M. Satan a accusé le gouvernement turc de "chercher une solution au problème kurde à l'étranger". "Le problème kurde doit être réglé en Turquie (...) Le gouvernement doit mettre fin aux opérations militaires pour répondre au cessez-le-feu", a indiqué M. Satan.

Le gouvernement d'Ankara ne reconnaît pas le cessez-le-feu déclaré unilatéralement en décembre 1995 par le chef du PKK pour obtenir l'ouverture d'un dialogue politique avec Ankara.

L'armée continue ses opérations contre les maquisards du PKK en Turquie et en territoire irakien frontalier, où les rebelles kurde trouvent refuge dans les montagnes.

"Nous sommes prêts à stopper nos actions si les opérations militaires s'arrêtent (...) "Nous demandons que le gouvernement garde ouverte la voie de la démocratie et d'un dialogue politique", avait dit à la Med-Tv Abdullah Ocalan, alias "Apo", qui réside généralement à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien.

Il avait également demandé au gouvernement turc de "lui reconnaître le droit à faire la politique" et "des garanties sur sa sécurité pour déposer les armes".

Ankara qualifie le PKK "d'organisation terroriste" et refuse tout marchandage avec lui.

M. Erbakan, interrogé au cours d'une conférence de presse samedi à Kuala Lumpur, quatrième étape de sa tournée en Asie", a critiqué les Etats-Unis pour "avoir autorisé les émissions de la Med-Tv".

"Les Etats-Unis expriment toujours sa volonté d'empêcher les activités terroristes. Ces émissions (de la Med-Tv) sont exactement des activités terroristes (...) Pour les Etats-Unis qui aident au terrorisme par voie d'émissions télévisées, c'est une contradiction", a dit M. Erbakan, cité par la presse dominicale.

Washington, allié le plus important d'Ankara au sein de l'Otan, qualifie le PKK de "terroriste" et soutient généralement le gouvernement turc dans sa lutte contre la rébellion kurde, tout en demandant à Ankara de favoriser également d'autres solutions non-militaires.

La rébellion du PKK et les opérations de l'armée ont fait plus de 22.000 morts depuis 1984.

CE/php t.f  
AFP /AA1234/181246 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes lead

Combats à grande échelle dans le Kurdistan d'Irak

DUBAI, 18 août (AFP) - Des combats à l'arme lourde opposent depuis samedi les deux formations rivales kurdes irakiennes qui contrôlent le nord de l'Irak, a-t-on appris dimanche auprès des belligérants qui s'en sont mutuellement rejeté la responsabilité.

Les affrontements entre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti Démocratique du Kurdistan (PKD de Massoud Barzani) se déroulent notamment dans l'est du Kurdistan d'Irak, non loin de la

frontière avec l'Irak.

Il s'agit des combats les plus importants entre les deux partis rivaux depuis la conclusion d'un accord de cessez-le-feu en septembre 1995, ont souligné des responsables des deux bords.

Aucun bilan n'a pu être obtenu. Le porte-parole de l'UPK à Londres, M. Latif Rachid, a affirmé qu'il y avait des victimes, sans autre précision.

"Les combats ont commencé samedi à l'aube et se poursuivent. Il s'agit de l'offensive la plus importante de l'UPK depuis la trêve conclue il y a un an à la suite d'une médiation américaine", a affirmé à l'AFP le représentant du PDK à Londres, M. Dilshad Miran, joint au téléphone depuis Dubai.

"Nous estimons que c'est la fin du cessez-le-feu", a-t-il ajouté.

M. Miran a accusé l'UPK d'utiliser dans les combats "toutes sortes d'armes lourdes qui lui ont été offertes en cadeau par l'armée iranienne pour le remercier de sa coopération au cours de la dernière incursion" de l'armée de Téhéran dans le Kurdistan d'Irak.

L'armée iranienne avait effectué une incursion fin juillet pour attaquer des bases d'opposants kurdes iraniens du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak.

Interrogé par l'AFP, M. Rachid a catégoriquement démenti que sa formation ait reçu des armes d'Irak.

L'UPK a affirmé dans un communiqué que le PDK avait provoqué les combats et accusé ce dernier de collusion et de "coordination" avec le pouvoir de M. Saddam Hussein, affirmant que Bagdad avait offert au parti de M. Barzani "des véhicules blindés qui sont utilisés" dans la bataille.

Le Kurdistan d'Irak, qui échappe au contrôle du régime de Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, est le théâtre depuis 1994 d'hostilités entre les forces de MM. Barzani et Talabani, qui ont fait quelque 2.000 morts jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu en septembre 1995 sous l'égide des Etats-Unis.

En avril 1995, les deux formations rivales avaient conclu un accord établissant des mesures de confiance mutuelle.

at/ht/tp/lmt tf

AFP /AA1234/181618 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

L'ONU confirme les combats entre formations kurdes dans le nord de l'Irak

ERBIL (Irak), 18 août (AFP) - De violents combats entre formations kurdes rivales ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, a indiqué dimanche à l'AFP un responsable de l'ONU dans cette région.

Selon M. Morgens Hansen, les combats opposaient l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) dans la région de Chouman, à 80 km au nord d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien.

"Plusieurs personnes ont été tuées et huit hommes blessés à Chouman. Des femmes et des enfants blessés ont été transportés vers la ville de Diana (70 km au nord d'Erbil)", a précisé M. Hansen.

Par ailleurs, Kamal Fouad, un responsable de l'UPK interrogé par l'AFP à Erbil, a pour sa part fait état de onze morts et 40 blessés dans une zone de l'est du Kurdistan irakien, près de la frontière avec l'Irak.

"Les combats se poursuivent", a affirmé M. Fouad, selon lequel "les

pertes de l'UPK s'élèvent à un mort et huit blessés, alors que le PDK a eu dix morts et 32 blessés".

De son côté, un dirigeant du PDK, Franso Hariri, a accusé les forces de l'UPK d'avoir attaqué les bases de son parti samedi dans la région de Qasrei, au nord d'Erbil. "De violents combats se poursuivent dans cette région et les victimes des bombardements de l'UPK sur Qasrei sont nombreuses", a-t-il ajouté.

Auparavant, le représentant du PDK à Londres, M. Dilshad Miran, avait accusé l'UPK d'utiliser "toutes sortes d'armes lourdes qui lui ont été offertes" par Téhéran en échange de sa coopération avec l'armée iranienne au cours de son incursion fin juillet dans le Kurdistan d'Irak contre des bases de Kurdes iraniens.

L'UPK et le PDK se partagent depuis mars 1991 le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à Bagdad depuis un soulèvement kurde dans la foulée de la fin de la guerre du Golfe.

Les derniers combats entre les deux partis rivaux sont les plus importants depuis ceux qui avaient éclaté en 1994 à cause d'un conflit sur le partage du pouvoir et des revenus du Kurdistan irakien.

Un accord de cessez-le-feu y avait mis fin en septembre 1995, et les deux partis avaient décidé en avril 1996 une série de "mesures de confiance".

Quelque 2.200 personnes ont trouvé la mort dans ces combats inter-kurdes.

na-ea/mr t.f  
AFP /AA1234/182142 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

#### Irak-Kurdes

Les combats font rage entre factions kurdes rivales en Irak  
par Nigah ARAM

ERBIL (Irak), 19 août (AFP) - De violents combats entre formations kurdes rivales se sont poursuivis lundi pour la troisième journée consécutive dans le nord de l'Irak échappant au contrôle de Bagdad, ont indiqué à l'AFP des responsables de l'ONU et kurdes dans cette région.

"Les combats ont commencé pour la troisième journée" entre les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) près de la frontière avec l'Iran, a indiqué M. Morgen Hansen, commandant des gardes de l'ONU à Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien.

Par ailleurs, M. Fouad Massoum, un responsable de l'UPK, a indiqué que les forces du PDK avaient attaqué lundi le village de Bakhicha, au nord-est d'Erbil, pour tenter de couper la route principale entre ce village et Soulemanieh, au nord.

Ni l'UPK ni le PDK "ne connaissent le nombre des victimes, mais les combats sont violents et il y a des morts de chaque côté", a ajouté M. Massoum.

L'UPK avait fait état dimanche de onze morts et 40 blessés dans ces combats entamés samedi, tandis que l'ONU évaluait les victimes à quelques morts et des dizaines de blessés.

Le correspondant de l'AFP a pu voir lundi à l'hôpital de Chaqlawa, à une cinquantaine de km au nord d'Erbil, les corps de huit combattants du PDK tués dans les combats.

"Ce que veut le PDK, c'est la capitale, Erbil, mais nous les attendons de pied ferme", a affirmé M. Massoum, dont la formation contrôle cette

ville.

Selon le représentant du PDK à Londres, M. Dilshad Miran, interrogé par téléphone par l'AFP, "beaucoup de civils ont fui la zone des combats".

"L'UPK a échoué dans sa tentative de prendre le contrôle d'une route stratégique entre la frontière iranienne et Salaheddine", quartier général du PDK, a-t-il affirmé.

Les deux partis se sont accusés mutuellement d'avoir lancé ces nouveaux combats. Le PDK a accusé l'UPK d'avoir déclenché les premiers combats samedi dans la région de Qasrei, au nord d'Erbil.

Mais dans un communiqué publié lundi à Ankara, l'UPK affirme que "la responsabilité de l'escalade des combats revient au PDK". "L'UPK se réserve le droit de se défendre et de riposter à l'agression du PDK", ajoute la formation kurde.

"Des informations crédibles font état d'une collaboration et d'une coordination accrues entre le PDK et le régime irakien pour déstabiliser davantage la situation au Kurdistan irakien", ajoute ce texte.

Au nom du PDK, M. Miran a rejeté ces accusations. "C'est une vieille chanson qui ne convaincra personne. A chaque fois qu'il lance une campagne militaire contre nous, l'UPK réitère ses allégations infondées", a-t-il déclaré à l'AFP.

L'UPK et le PDK se partagent depuis mars 1991 le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à Bagdad depuis un soulèvement kurde dans la foulée de la fin de la guerre du Golfe.

Les derniers combats entre les deux partis rivaux sont les plus importants depuis ceux qui avaient éclaté en 1994 à cause d'un conflit sur le partage du pouvoir et des revenus du Kurdistan irakien.

Un accord de cessez-le-feu y avait mis fin en septembre 1995, et les deux partis avaient décidé en avril 1996 une série de "mesures de confiance".

Quelque 2.200 personnes ont trouvé la mort dans ces combats inter-kurdes jusqu'ici.

ngh-at/sl/sb/lmt                      tf  
AFP /AA1234/191845                      AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Libération  
19 août 1996

L'Humanité  
19 août 1996

### **Kurdistan irakien: combats**

Les deux formations rivales kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak, l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Massoud Barzani, s'affrontent depuis vendredi à l'arme lourde près de la frontière iranienne. Ces combats, les plus importants depuis l'accord de cessez-le-feu de septembre 1995, surviennent alors qu'Irak, Turquie et Iran cherchent à s'entendre sur le dos des Kurdes.

● KURDISTAN. Des combats à l'arme lourde opposent, depuis samedi, les deux principales organisations kurdes qui se partagent depuis 1991 le contrôle du Kurdistan d'Irak : le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani. Ils se déroulent près de la frontière iranienne. Cette région a été le théâtre il y a deux semaines d'une incursion iranienne. Le PDK accuse l'UPK de « collusion avec l'Iran ». L'UPK affirme pour sa part que le PDK « collabore avec Saddam Hussein ».

L'ALSACE - 19 août 1996

### **KURDES**

De violents combats entre formations kurdes rivales ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, a indiqué hier un responsable de l'ONU dans cette région. Ils opposeraient l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dans la région de Chouman, sur fond de partage du pouvoir et des revenus du Kurdistan irakien.

Turquie-Kurdes-Irak prév

Combats entre factions kurdes: Ankara s'inquiète  
Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 20 août (AFP) - La relance des combats entre factions kurdes dans le nord de l'Irak inquiète à nouveau les autorités turques qui estiment qu'elle est bénéfique aux séparatistes kurdes du PKK, en rébellion contre Ankara.

De violents combats ont lieu depuis samedi entre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en janvier-février 1991.

Ankara considère ces combats comme un élément déstabilisant la situation d'une région échappant à l'autorité de Bagdad, et encourage donc les belligérants à respecter le cessez-le-feu.

"Nous voulons une rapide réconciliation entre les belligérants", a déclaré mardi une source gouvernementale. Ces hostilités sont bénéfiques au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) qui en profite pour mieux s'installer dans le nord de l'Irak, selon cette source parlant sous le couvert de l'anonymat.

Le PKK est la bête noire d'Ankara depuis qu'il a lancé en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Il utilise le nord de l'Irak comme base arrière pour ses attaques contre le territoire turc et l'armée d'Ankara mène souvent des opérations sur le sol irakien pour en déloger les maquisards du PKK.

Les derniers combats entre kurdes marquent la fin d'un cessez-le-feu fragile qui régnait depuis près d'un an sous la pression des Etats-Unis.

Washington avait réuni en août et en septembre 1995 les Kurdes d'Irak en Irlande, où ils avaient accepté cette trêve. Celle-ci avait mis fin à leurs combats qui duraient depuis mai 1994, faisant plus de 2.200 morts. Ces hostilités étaient dues à un conflit sur le partage du pouvoir et des revenus du Kurdistan irakien.

Un appel du premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan, la semaine dernière à Téhéran, à un sommet à quatre entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, en vue de trouver "une solution au problème de l'Irak du nord" s'était tout d'abord heurté à l'opposition de sa partenaire au sein de la coalition gouvernementale, Mme Tansu Ciller, ministre des Affaires étrangères.

L'Iran s'était montré très réservé sur une participation de l'Irak à un tel sommet. Bagdad s'était dit favorable à la tenue d'une réunion bilatérale avec la Turquie, écartant ainsi l'idée d'un sommet quadripartite.

Ankara, Téhéran et Damas ont des réunions assez régulières depuis novembre 1992 pour examiner la situation dans le nord de l'Irak. Ces pays, chacun ayant sa propre communauté kurde, craignent que le vide du pouvoir dans cette région ne précipite la création d'un Etat kurde.

Des photos publiées depuis dimanche dans la presse turque montrant Osman Ocalan, frère du chef du PKK Abdullah Ocalan, avec M. Barzani lors de la célébration du cinquantenaire du PDK, ont encore irrité les autorités turques.

En 1995, Ankara avait envisagé de confier sa sécurité frontalière du côté irakien à M. Barzani, ou sa formation est bien implantée.

"Celui qui unit son destin à celui du terroriste doit en supporter les conséquences", a averti Mme Ciller, dans une claire allusion à un éventuel rapprochement entre M. Barzani et le PKK.

CE/PHT EAF  
AFP /AA1234/201234 AOUT 96

Libération - 20 août 1996

### Combats interkurdes en Irak

Les forces kurdes rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) ont continué hier à s'affronter violemment près de la frontière avec l'Iran, pour la troisième journée consécutive. Quelque 2.200 personnes ont péri dans ces combats, ces deux dernières années.

Le Monde - 20 août 1996

■ **IRAK : de violents combats** entre les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak, a indiqué, dimanche 18 août, un responsable de l'ONU dans cette région. Ces combats mettent fin à une trêve relative observée depuis avril. - (AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### Turquie-Kurdes-Irak

#### Avertissement du gouvernement turc à Massoud Barzani

ANKARA, 20 août (AFP) - Le gouvernement turc a lancé un avertissement mardi au dirigeant kurde irakien Massoud Barzani, lui demandant de se distancer du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), a annoncé le vice-Premier ministre turc Mme Tansu Ciller, selon l'agence Anatolie.

Mme Ciller, qui est également ministre des Affaires étrangères, a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion à Ankara, consacrée à la situation dans le nord de l'Irak et à laquelle ont participé de hauts responsables militaires turcs et des membres du gouvernement.

Des informations selon lesquelles Osman Ocalan, le frère du chef du PKK, Abdullah Ocalan, alias "Apo", avait assisté samedi dans le nord de l'Irak à la célébration du cinquantenaire du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ont suscité une vive irritation à Ankara.

"Un tel contact (entre le PKK et le PDK) est tout à fait inopportun", a déclaré Mme Ciller. "L'avertissement nécessaire" à M. Barzani "a été fait", a-t-elle ajouté.

Un message du gouvernement turc destiné à Massoud Barzani a été remis au représentant du PDK à Ankara, Safeen Dizai, selon ATV, une télévision privée.

Le PKK qui mène depuis 1984 une rébellion armée contre Ankara, utilise le nord de l'Irak comme base arrière pour ses attaques contre l'armée turque. Cette dernière mène souvent des opérations sur le sol irakien pour liquider les maquisards du PKK.

"Le sort de ceux qui prêtent la main aux terroristes ne sera pas différent" de celui réservé aux "terroristes", a averti Mme Ciller.

Mme Ciller a implicitement évoqué la possibilité d'une opération militaire turque en territoire irakien. Soulignant que la lutte contre les séparatistes du PKK était menée avec détermination en territoire turc, elle a averti qu'elle pourrait se poursuivre "de la même façon en dehors des frontières" turques.

La rébellion du PKK, dont le théâtre principal est le sud-est anatolien à majorité kurde, a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

KG/mr T.F  
AFP /AA1234/202250 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Turquie-Syrie-Kurdes

Ankara souhaite un accord avec Damas pour lutter contre les séparatistes kurdes

ANKARA, 21 août (AFP) - Le Premier ministre turc Necmettin Erbakan a déclaré mercredi souhaiter la conclusion d'un accord avec la Syrie pour lutter contre les séparatistes kurdes.

Ankara reproche notamment à la Syrie d'héberger le principal dirigeant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan, ce que dément Damas.

"Nous pensons que nous allons arriver à un accord avec la Syrie contre le terrorisme", a déclaré M. Erbakan à la presse, ajoutant qu'il pourrait envoyer des émissaires à Damas "pour un accord anti-terreur avec la Syrie".

Les contacts officiels entre les deux pays, au plus haut niveau, sont interrompus depuis plus d'un an, et des responsables du ministère turc des Affaires étrangères ont exclu toute négociation avec Damas "tant que la Syrie soutiendra le PKK". Mais le nouveau chef de gouvernement, islamiste, est connu pour son désir de renforcer les liens entre les deux pays.

Plus de 22.000 personnes ont été tuées dans le sud-est de la Turquie depuis que le PKK a entamé en 1984 un conflit armé pour la création d'un Etat kurde.

ue/es/soh tf

AFP /AA1234/211802 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LE FIGARO - 21 août 1996

## TÉLÉVISION

# Med TV émet à nouveau

*La chaîne kurde, interdite de satellite européen, revient par le satellite américain.*

Med TV, la chaîne de télévision kurde, qui avait cessé d'émettre depuis plus d'un mois, reprend la diffusion de ses émissions cette semaine via le satellite américain Intelsat.

Destinée aux populations kurdes d'Europe et du Moyen-Orient, Med TV avait reçu l'agrément de la Commission indépendante pour la télévision (ITC), chargée de délivrer les autorisations d'émettre à partir de la Grande-Bretagne, en fonction des règles sur l'objectivité de l'information.

Montée sur le satellite euro-

péen Eutelsat, où Polonais, Portugais et Français lui avaient fait une place, Med TV avait dû suspendre le premier juillet ses émissions à la suite de pressions exercées par les autorités turques sur des gouvernements et des milieux économiques européens. Elles accusaient ce média d'être une branche médiatique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie, ce dont la chaîne se défend.

Ayant trouvé refuge, cette fois, sur le satellite américain Intelsat, la télévision kurde vient

de signer un contrat qui lui permettra de diffuser jusqu'à 10 heures de programmes quotidiens, à base d'informations et de divertissements.

Selon son directeur général, Hikmet Tabak, la chaîne est financée notamment par une centaine d'hommes d'affaires kurdes installés en Europe. Son objectif est « pour 70 % d'apporter un service culturel aux Kurdes, et pour 30 % de dégager des bénéfices ». Hikmet Tabak estime à 15 millions de personnes le public potentiel de Med TV.

Irak-Kurdes lead

Au moins 100 morts dans les combats dans le nord de l'Irak

ERBIL (Irak), 21 août (AFP) - Les combats entre factions kurdes irakiennes rivales dans le nord de l'Irak ont fait 100 morts au moins et des centaines de blessés depuis samedi, a-t-on appris mercredi auprès de l'une de ces factions.

Un représentant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a indiqué à l'AFP qu'au moins 100 personnes, des civils et des combattants, avaient été tués dans les affrontements avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), deux formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991.

Les combats avaient repris samedi après une trêve d'un an, conclue à la suite d'une médiation des Etats-Unis.

Dans un communiqué, la formation de M. Barzani a en outre accusé l'Iran de soutenir l'UPK en bombardant des positions du PDK et précisé que 25 de ses combattants avaient été tués lors d'un pilonnage par l'artillerie iranienne d'un village proche de la frontière.

Selon le PDK, 75 autres personnes, des combattants de cette formation et des civils, ont été blessés dans cette attaque.

"L'opération militaire de l'UPK est soutenue par les troupes iraniennes qui bombardent les régions frontalières contrôlées par le PDK", affirme le communiqué, estimant que l'intervention de Téhéran équivalait à "une déclaration de guerre contre le PDK et les Kurdes".

L'UPK, qui a nié ces accusations, a fait état pour sa part de la mort de 15 de ses hommes dans les combats alors qu'une trentaine d'autres étaient blessés.

Un responsable de cette formation, M. Kamal Fouad, a affirmé à l'AFP que l'UPK ne bénéficiait d'"aucune forme de soutien iranien, ni en armes, ni en personnel".

La formation de M. Talabani avait accusé dimanche le PDK de recevoir de l'aide du gouvernement irakien et affirmé que des unités blindées de l'armée de Bagdad avaient pris position près de la ville de Kirkouk, à la limite du Kurdistan irakien.

Par ailleurs, un habitant du village de Shawes, à 40 km au nord d'Erbil, principale ville de la région, a affirmé que trois civils avaient été tués dans sa localité dans des bombardements du PDK.

Taha Mohammad Taha, un vieil homme qui a fui Shawes, a précisé que sa localité avait été bombardée durant huit heures par l'artillerie du PDK. Outre les trois tués, trois personnes ont été blessées, selon lui.

Selon un représentant du PDK à Londres, Dilshad Miran, "des centaines de civils ont été déplacés du fait de la violence des combats et l'ONU tente actuellement de leur trouver des refuges provisoires".

Le conflit entre le PDK et l'UPK a éclaté en mai 1994 et a déjà fait près de 2.200 morts.

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde qui a suivi la guerre du Golfe en 1991, et dans laquelle l'UPK et le PDK avaient fait cause commune contre le régime de Saddam Hussein.

L'Iran est pour sa part intervenu fin juillet dans cette région, dépêchant 2.000 soldats pour attaquer des bases de rebelles kurdes iraniens alliés au PDK.

Enfin, la Turquie, en guerre depuis des années sur son sol contre les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a lancé depuis 1991 plusieurs opérations de grande envergure contre des camps du PKK dans le nord de l'Irak.

na-jly/elf/sb/lmt tf  
AFP /AA1234/212001 AOU 96

# Turkey: Some Will Be Asking Who Lost It, or Never Found It

**WASHINGTON** — Not “Who lost Russia?” or “Who lost Bosnia?” or “Who lost China?” or “Who lost Saudi Arabia?” No, the most heated foreign policy debate in this election year might turn out to be “Who lost Turkey?”

Turkey's new Islamist prime minister, Necmettin Erbakan, signed a \$23 billion deal with Iran this month calling for construction of a natural gas pipeline between the two countries and a long-term contract for Iran to keep that pipeline flowing with gas.

Such a deal with Iran by a NATO ally, coming just after President Bill Clinton signed a bill sanctioning any country

making new energy investments in Iran, amounts to a direct challenge to the Clinton policy of containing Tehran.

Mr. Erbakan's call for a Turkey-Iran-Iraq-Syria summit deal with the Kurdish problem challenges the Clinton policy of containing Iraq as well.

Suddenly Turkey's government, a longtime pillar of U.S. policy at the crossroads of Asia and Europe, is becoming, under Mr. Erbakan, an unreliable ally at best and a threat to U.S. interests at worst.

“Erbakan's visit to Iran had a sort of finger-in-the-U.S.-eye aspect to it,” says Richard Perle,

By Thomas L. Friedman

a former Pentagon official and a Dole foreign policy adviser.

“But it was a result of the fact that the pro-U.S. faction inside Turkey has been shamed into silence, because of the indifference with which the Clinton administration has treated Turkey.”

“The Congress has not been helpful either, but previous administrations fought for Turkey's interests in Congress in a way this administration has not. I don't see Dole giving a major foreign policy speech without mentioning how Turkey has been mishandled.”

But the looming “Who lost Turkey?” debate is more com-

plicated than just Clinton administration indifference. At least part of the blame for Turkey's drift away from Washington has to be placed at the doorstep of the Bush administration for the way it ended the Gulf war — with Saddam Hussein left in power.

With Saddam alive and well in Baghdad, the United States was forced to set up a no-fly zone over northern Iraq, to protect Iraq's Kurdish minority from further abuse by the Iraqi dictator. The only way the United States could enforce that protection was by flying fighter planes out of Turkey's nearby Incirlik air base. This became known as “Operation Provide Comfort.”

It was supposed to be temporary but has lasted five years, because Saddam is still in power. The Turks hate Provide Comfort. It costs them money, because they can't trade with Iraq, and it has left a power vacuum in northern Iraq in which Turkey's Kurdish opponents can operate.

One reason the Clinton team initially took a tolerant line toward Mr. Erbakan was that, like the Bush team, it was obsessed with winning Turkey's support for another six-month extension of Provide Comfort.

Mr. Erbakan seems to have misread this friendly overture from the Clinton administration and thought that if he renewed Provide Comfort he could get away with everything else. So he extended Provide Comfort and then followed up with his overtures to Iran and Iraq.

Also, no one has played a bigger role in losing Turkey than Turkey's own greedy, cynical, myopic political elite. Mr. Erbakan won only 21 percent of the vote. The only reason he is in power is that Turkey's secular politicians, representing the other 79 percent, wouldn't work together.

Finally, the Clinton administration did not lose Turkey. It never found it. Secretary of State Warren Christopher has spent virtually no time in Turkey in four years. Turkey was taken for granted.

If Mr. Erbakan continues with his present policies, either the global economy, to which Turkey is intimately linked, or the Turkish army could depose him. Standard & Poor's, the global credit-rating agency, is already threatening to downgrade Turkey's credit rating, which would boost inflation and interest rates even further. The International Monetary Fund has canceled a visit to Turkey. And the Turkish army just forced Mr. Erbakan to move ahead on a military cooperation deal with Israel.

If the army does step in, though, or if the Turkish lira goes into a tailspin, things are going to get very messy. And if that happens, there is only one thing you can be sure of: No matter who is at fault, the United States will be blamed.

So pull up a chair, get a scorecard and choose up sides. The “Who lost Turkey?” debate may be just around the corner.

The New York Times.

**Herald** INTERNATIONAL  **Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, AUGUST 22, 1996

COURRIER INTERNATIONAL - 22/28 août 1996

## TURQUIE-IRAN

La visite à Téhéran du Premier ministre turc - du 10 au 12 août - et l'accord gazier qui en est résulté ont tout pour inquiéter l'Occident : membre de l'OTAN, Ankara veut renouer des relations avec ses voisins musulmans.

# Ankara brise le blocus anti-iranien

*"The Times" conseille à l'Occident de réagir avec prudence*

THE TIMES  
LONDRES

**N**ecmettin Erbakan, le Premier ministre turc, vient de signer un contrat gazier de 23 milliards de dollars [116 milliards de FF] avec l'Iran. D'une durée de vingt ans, cet accord prévoit la construction d'un gazoduc de plus de 1 600 kilomètres de long entre les deux pays. Présentée à Ankara et à Téhéran comme le coup d'envoi d'une amélioration rapide et générale des relations entre la Turquie et l'Iran, aujourd'hui tous deux dirigés par des islamistes, cette transaction ne va pas manquer d'inquiéter l'Occident. Elle associe un membre essentiel de l'OTAN à un pays considéré dans les capitales occidentales comme l'un des principaux soutiens du terrorisme international, un promoteur actif de la révolution et un adversaire virulent des intérêts occidentaux dans le monde.

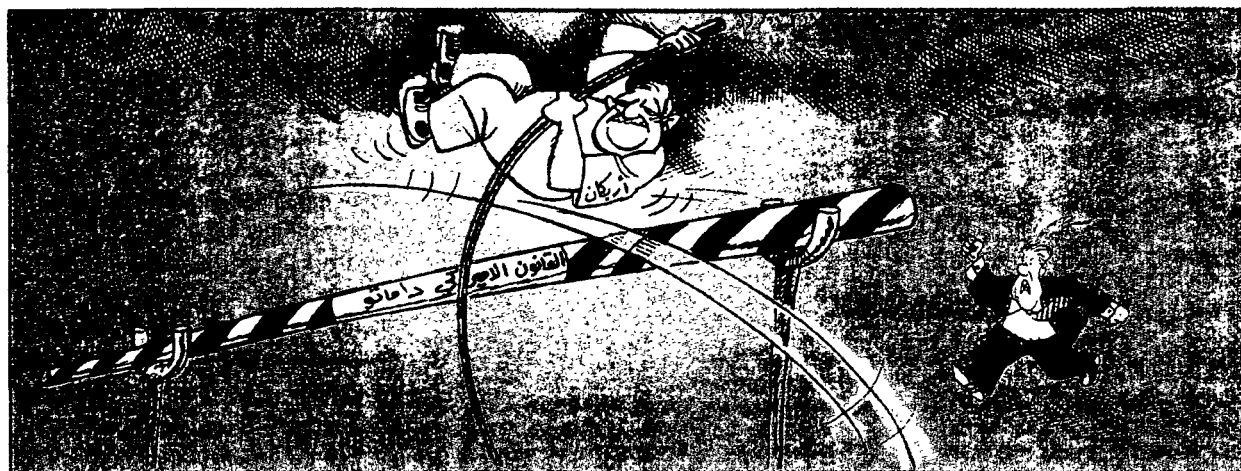
La signature du contrat n'intervient qu'une semaine après l'adoption, aux Etats-Unis, de la très controversée loi D'Amato-Kennedy, qui prévoit l'application de sanctions contre les entreprises qui investissent plus de 40 millions de dollars dans le secteur pétrolier de la République des ayatollahs. Ainsi, d'emblée, la nouvelle loi américaine est foulée aux pieds. Le coup porté au dispositif destiné à isoler l'Iran n'est pas seulement symbolique : pour le gouvernement américain, sur le pied de guerre, il confirme de façon provocante les craintes émises par les alliés de Washington,

qui considèrent la loi D'Amato comme inapplicable.

**Un rapprochement avec l'Irak pourrait effrayer les investisseurs**

Pourtant, cet accord commercial n'a pas de quoi surprendre les partenaires de la Turquie. M. Erbakan n'a jamais fait mystère de son intention de renforcer ses relations avec ses voisins musulmans. C'est d'ailleurs en partie ce qui faisait redouter aux pays occidentaux l'avènement d'un gouvernement islamiste à Ankara : ils craignaient de voir cet allié essentiel, bouclier du flanc sud de l'OTAN pendant la guerre froide, se tourner de nouveau vers les anciennes provinces orientales de l'Empire ottoman et délaisser ses partenaires à l'Ouest. Mais, à ce jour, M. Erbakan a su faire preuve d'un habile pragmatisme. Malgré ses prises de position véhémentes contre l'OTAN, il ne s'est pas distancié de ses alliés militaires. Il a fait reconduire l'autorisation d'utiliser les bases turques dans le cadre de l'opération Providé Comfort, qui permet aux avions de la Force multinationale de surveiller le nord de l'Irak. Et il n'a pas cédé à ceux qui souhaitaient dénoncer le récent accord de coopération militaire conclu entre la Turquie et Israël.

Du point de vue turc, il est compréhensible qu'Ankara aspire à une amélioration de ses relations avec les pays riverains. Les sanctions



Sur la barre : Loi américaine D'Amato. Personnage sur la perche : Necmettin Erbakan, Premier ministre turc. En bas : Clinton. Dessin d'Habib paru dans *Al Hayat* - LONDRES

prises contre l'Irak lui ont coûté cher et les promesses de compensation des Occidentaux n'ont pas été tenues. Les voisins méridionaux de la Turquie et les nouvelles Républiques d'Asie mineure et du Caucase représentent des marchés d'exportation fort attrayants. Ces Etats ne demandent qu'à recevoir des produits turcs, contrairement à l'Union européenne, toujours réticente et qui tarde à mettre en place une union douanière en raison des craintes de la Grèce. La Turquie peut faire valoir que, tant qu'elle était considérée comme rivale de l'Iran dans la lutte pour l'influence en Asie centrale (rivalité encouragée par l'Occident), il lui était impossible de profiter pleinement de la récente indépendance et des nouveaux marchés des pays en question.

En voulant dicter à la Turquie le choix de ses amis ou en essayant de

l'empêcher de redécouvrir son passé musulman, ses alliés occidentaux prennent un risque. En la matière, les décisions appartiennent aux électeurs turcs. Les Etats-Unis doivent faire preuve de prudence dans leur réaction à l'annonce du contrat gazier : une brouille avec un allié d'une telle importance géopolitique risquerait de porter atteinte à la cohésion de l'OTAN. Mais l'Occident peut adresser une mise en garde à M. Erbakan : un rapprochement trop net avec l'Iran, voire avec l'Irak, tel que le prônent les partisans d'un sommet régional, effraierait les investisseurs occidentaux potentiels. Cela pourrait représenter un manque à gagner colossal pour la Turquie, que ne compenseraient pas forcément les économies réalisées grâce au nouveau gazoduc. ●

# Ce que Turcs et Iraniens se sont dit

Un des journalistes de *Milliyet* qui a accompagné le Premier ministre turc au cours de son voyage en Iran du 10 au 12 août dernier raconte les discussions qui ont précédé la conclusion de l'accord sur la construction du gazoduc entre les deux pays. Il rapporte en particulier la solution "géniale" trouvée par Erbakan pour contourner la loi D'Amato-Kennedy, récemment votée par les Etats-Unis et punissant toute société étrangère investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier ou gazier iranien. Alors que la délégation turque est déjà à Téhéran, le ministre des Affaires étrangères à Ankara l'informe que "si la Turquie finance le gazoduc Tabriz-Dogu-Beyazit ou si elle fournit des pipelines à l'Iran, cela sera considéré [par les Etats-Unis] comme faire des investissements dans ce pays". Après cette mise en garde, la décision est prise de demander aux Iraniens eux-mêmes de construire la partie du gazoduc arrivant jusqu'à leur frontière, et qu'au-delà seulement les Turcs s'en chargeront. Ainsi, chaque pays aura investi dans ses propres territoires et, d'après le ministre d'Etat, Abdullah Gül, "cet accord ne pourra pas faire l'objet de la décision d'embargo américain". Selon le quotidien turc, Rafsandsjani a d'ailleurs lui-même dit à Erbakan : "Nous ne voudrions pas que vos rapports avec les Etats-Unis soient brouillés à cause de cette visite et de vos relations avec nous." Et le Premier ministre turc lui a répondu

en suggérant qu'Ankara pourrait jouer les intermédiaires pour tenter d'améliorer les relations entre Téhéran et Washington. "Le soir, écrit un autre envoyé du même journal, nous assistons à un banquet au palais de Sadabad, l'ancienne résidence du chah d'Iran, devenue le 'palais présidentiel' aujourd'hui. Des serveurs en smoking et en gants blancs s'affairent autour des tables dans la grande salle. Mais les cols de leurs chemises sont largement ouverts et il ne sont pas rasés depuis au moins une semaine. D'ailleurs, tous les Iraniens qui assistent au banquet sont barbus et sans cravate. Il fait une chaleur lourde. Les fenêtres sont grandes ouvertes car il n'y a pas de climatisation. Une grosse mouche tourne autour de nos assiettes avec obstination. Devant nous, des dossiers sur lesquels est inscrit 'Protocole de la présidence de la République iranienne'. La plupart des convives s'en servent comme d'un éventail, y compris notre hôte, le premier vice-président Hasan Habibi. Il est évident que, depuis l'époque du chah, peu de choses ont changé ici. De toute façon, aucun investissement sérieux n'a vu le jour en Iran depuis cette époque-là. La production n'existe presque plus. Ou quand elle existe, elle est d'une qualité très médiocre. Le pays est entièrement dépendant de l'étranger en ce qui concerne les produits de consommation. Et c'est l'Europe qui en profite essentiellement. Erbakan évoque cette question au cours

du repas : "Nous devons absolument augmenter notre commerce. Je donnerai les instructions nécessaires à mes ministres."

Le Premier ministre pense en particulier à des zones franches le long de la frontière, mais il craint que la terre ne rende ce projet impossible. Car parmi les questions soulevées figure en bonne place le soutien iranien au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), violemment combattu par Ankara. Selon *Milliyet*, la réponse de Téhéran est immédiate : "Impossible ! Il n'y a pas de membres du PKK sur le sol iranien. Si vous ne nous croyez pas, allez voir de vos propres yeux. Des voitures et des avions seront mis à votre disposition."

## "Nous connaissons les adresses des militants du PKK"

Le commentaire du quotidien est dubitatif : "La délégation turque prendra place dans des véhicules, gravira des montagnes et parcourra des centaines de kilomètres à la recherche des militants du PKK pendant que ceux-ci les attendront tranquillement sans bouger ? L'Iran est un voisin important, mais il n'est pas sincère."

De toute façon, le Premier ministre turc ne semble pas avoir besoin de visite sur le terrain : "Nous connaissons jusqu'aux numéros de téléphone des militants du PKK à l'intérieur de vos frontières, dit-il. Nous connaissons leurs noms et leurs adresses." Afin de montrer comment les forces de sécurité turques travaillent, "le

directeur général de la police, Alaaddin Yüksel, fournit à son homologue iranien un peu plus de détails : il lui explique sur quelle colline, dans quel village, dans quel hameau de l'Iran se trouvent exactement les camps du PKK et quel est le nombre des militants dans chacun d'eux. Résultat : un 'Conseil suprême de sécurité' doit se réunir début septembre avec la participation des vice-ministres des Affaires intérieures des deux pays."

Plus généralement sur le problème kurde, la délégation turque a dans ses cartons un projet bien plus ambitieux : celui d'une "coopération à quatre" réunissant Ankara, Téhéran, Bagdad et Damas afin de "trouver une solution" à la situation dans le nord de l'Irak, la région kurde qui jouit d'une large autonomie sous la tutelle des Etats-Unis et de ses alliés. A la proposition d'Erbakan, écrit *Milliyet*, Rafsandsjani répond : "Trois pays [la Turquie, la Syrie et l'Iran] s'entretiennent déjà à ce sujet. S'il le désire, l'Irak peut également participer à ce processus. Il n'y a aucune objection de notre part. Nous sommes, comme vous, pour l'intégrité territoriale de l'Irak." *Milliyet* note que "par cette réponse, Rafsandsjani a donné pour la première fois son feu vert à la participation de Saddam au sommet éventuel. Même si cela ne se concrétise pas tout de suite, on comprend que, dans l'esprit d'Erbakan, le projet d'un 'sommet pour le nord de l'Irak' existe, qui se tiendrait sans participation américaine." ●

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Trente-deux rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 22 août (AFP) - Trente-deux rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis mercredi dans diverses régions du sud-est anatolien, a rapporté l'agence Anatolie citant des sources officielles.

Dix-huit maquisards du PKK ont été abattus lors d'accrochages sur le mont de Mergesav, dans la région de Semdinli (extrême sud-est, province de Hakkari), selon l'agence qui cite un communiqué de la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir.

Cette dernière coordonne la lutte de l'Etat turc contre le PKK, dans 10 provinces du sud-est et de l'est anatoliens à majorité kurde.

Quatorze autres rebelles kurdes ont été tués dans les régions de Saray (province de van), Uludere (province de Sirnak) et de Eruh (province de Siirt), selon le communiqué.

Par ailleurs, 4 rebelles kurdes ont été capturés lors d'opérations dans la région de Kurtalan (Province de Siirt).

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens, a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

KG/php e.f  
AFP /AA1234/221211 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Cinq morts, 11 blessés, dans une embuscade des rebelles kurdes

ANKARA, 22 août (AFP) - Trois gardiens de villages (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) et deux civils ont été tués, 11 autres gardiens de villages blessés dans la nuit de mercredi à jeudi dans la région de Semdinli (extrême sud-est, province de Sirnak) dans une embuscade des rebelles kurdes, a rapporté l'agence Anatolie.

Les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont attaqué aux lance-roquettes un véhicule transportant un groupe de gardiens de village, selon la même source.

Les blessés sont tous des gardiens de villages, selon l'agence.

Quelques 60.000 gardiens de villages, payés par l'Etat turc, soutient les opérations des forces de l'ordre dans l'est et le sud-est anatoliens, le théâtre principal de la rébellion du PKK depuis 1984. Ils sont notamment chargés de garder les villages qui refusent de coopérer avec le PKK.

Cette rébellion a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires, gardiens de village et civils.

KG/pub eua.f

AFP /AA1234/221039 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Kurdes

Le PDK appelle les alliés occidentaux à intervenir contre l'Irak

DUBAI, 22 août (AFP) - Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) a appelé jeudi les alliés occidentaux à arrêter l'ingérence de l'Irak dans les combats qui l'opposent à une formation kurde rivale dans le nord de l'Irak.

Dans un communiqué reçu à Dubai, le PDK de M. Massoud Barzani a accusé l'Irak de "soutenir ouvertement" les combattants de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Les combats entre les deux formations font rage depuis samedi dans le Kurdistan d'Irak. Ils ont déjà fait au moins cent morts.

"L'agression de l'Irak (...) et son appui militaire à l'UPK visent à torpiller les arrangements humanitaires et de sécurité mis en place par la communauté internationale et l'opération 'Provide Comfort', et à contrecarrer les efforts américains de paix dans la région", a précisé le texte.

"Si les membres de la coalition alliée n'interviennent pas pour dissuader l'intervention iranienne, les répercussions seront très graves pour toutes les parties et les gouvernements concernés par la stabilité et la sécurité de la région", a prévenu le communiqué.

Le PDK a affirmé que "les autorités iraniennes ont facilité mercredi le mouvement de milliers de combattants de l'UPK sur son territoire" pour leur permettre "d'attaquer les positions arrières du PDK".

Selon le Parti Démocratique du Kurdistan, elles ont fourni à ces combattants "des armes, des munitions et des véhicules de transport" alors que "des officiers de liaison iraniens et des instructeurs militaires pour les mortiers et les mini-katiouchas escortent les forces de l'UPK".

Toujours selon le communiqué, "l'artillerie iranienne a violemment bombardé les villages et les positions du PDK, alors qu'une force conjointe de l'UPK et de l'Irak attaquait plusieurs positions du PDK" dans l'est de l'Irak.

La formation de M. Barzani a affirmé avoir "stoppé l'offensive à cinq km à l'intérieur du territoire irakien".

Les combats interkurdes avaient repris samedi après une trêve d'un an, conclue à la suite d'une médiation des Etats-Unis.

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde qui a suivi la guerre du Golfe en 1991. Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

at/tp/jcp tf

AFP /AA1234/221622

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



LE FIGARO - 22 août 1996

## **IRAK**

### **Affrontements entre factions kurdes : 100 morts**

□ Un représentant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué hier à l'AFP qu'au moins 100 personnes avaient été tuées dans les affrontements avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deux formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991. Les combats avaient repris samedi dernier après une trêve d'un an.

LES ECHOS - 22 août 1996

### **COMBATS ENTRE KURDES EN IRAK**

Les combats entre factions kurdes irakiennes rivales dans le nord de l'Irak ont fait au moins 100 morts et des centaines de blessés depuis samedi, selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) en lutte contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), deux formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991. Le Premier ministre turc Necmettin Erbakan a par ailleurs déclaré hier souhaiter la conclusion d'un accord avec la Syrie pour lutter contre les séparatistes kurdes.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Turquie-Kurdes-Irak

Londres "inquiet" des combats entre factions kurdes

LONDRES, 21 août (AFP) - La Grande-Bretagne s'est déclarée "inquiète" mercredi des informations faisant état de la relance des combats entre factions kurdes dans le nord de l'Irak.

"Le conflit va tout à fait à l'encontre des intérêts des gens du nord de l'Irak. Il met en danger un programme d'aide humanitaire internationale substantielle dans la région, ainsi que la mise en place de la résolution 986 des Nations Unies (portant sur l'échange "pétrole contre nourriture") que nous soutenons fermement", a indiqué un porte-parole du Foreign Office.

Ce dernier a appelé les partis à cesser les violents combats entamés samedi entre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en janvier-février 1991.

pjl/gic

tf

AFP /AA1234/211450 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

France-Irak-humanitaire

Appel à la solidarité en vue d'un "convoi pour les enfants d'Irak" (PHOTO)

PARIS, 22 août (AFP) - L'association humanitaire EquiLibre a lancé jeudi un appel pressant à la solidarité pour l'importante opération humanitaire qu'elle souhaite mener dans le sud de l'Irak, où meurent des milliers d'enfants, victimes de l'embargo international appliqué à l'Irak depuis bientôt six ans.

Au cours d'une conférence de presse, à Paris, EquiLibre a souhaité pouvoir acheter en gros des produits jugés indispensables, notamment pour l'hygiène, la désinfection et l'équipement d'hôpitaux. L'association espère ainsi envoyer environ mille tonnes de marchandises dans une quarantaine de camions, qui pourraient arriver à Bagdad le 15 ou le 20 novembre prochains. Des chèques peuvent être envoyés à l'ordre d'EquiLibre-Irak, CCP 777 T Lyon, précise l'association, basée à Villeurbanne et consultable sur minitel par le 3615.

Neuf minutes d'un film présenté à la presse et proposé aux télévisions françaises témoignent des souffrances d'enfants dénutris dans cinq hôpitaux irakiens, démunis de draps, de savon, de produits désinfectants, de climatisation, de matériel médical de base, etc.

Ce film a été réalisé en juillet dernier à Bagdad et dans sa région, librement et à l'improviste, par une équipe de quatre responsables d'EquiLibre. L'association, qui mène une importante mission humanitaire auprès des Kurdes dans le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre Iran-Irak, avait éprouvé jusqu'à présent des difficultés à intervenir dans le sud du pays, a indiqué son président et fondateur Alain Michel.

EquiLibre appelle également à signer des actes de soutien à cette initiative, "en vue d'enrayer la tragédie humaine, conséquence de l'embargo". L'ancien ministre Bernard Kouchner et l'écrivain Jean Rouault viennent de lui accorder leur soutien, a-t-elle indiqué. Elle souhaite que son "convoi pour les enfants d'Irak" puisse emmener beaucoup de journalistes, et que d'autres associations se joignent à l'opération.

L'association, qui s'est plainte de la lenteur des autorisations accordées par Nations-Unies pour l'importation et l'entrée en Irak de produits autorisés par l'embargo, estime qu'au moins 500 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour par manque de soins et d'alimentation.

mfm/but/ye/chb

AFP /AA1234/221802

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LYON FIGARO - 22 août 1993

**HUMANITAIRE**

# EquiLibre pour les enfants d'Irak

*L'entreprise humanitaire lyonnaise part en campagne pour les enfants d'Irak. Soumise à embargo depuis la fin du conflit du Golfe, la nation de Saddam Hussein ne peut plus venir en aide à sa population.*

**L'** embargo est une arme lâche qui prend les populations en otage et n'atteint pas son objectif de faire tomber les dictatures. Fidél Castro et Saddam Hussein sont d'ailleurs toujours en place". Choqué par les images d'enfants mourants dans des hôpitaux démunis de tout, Alain Michel, fondateur de l'entreprise humanitaire EquiLibre lance une opération qui devrait aboutir entre octobre et novembre à l'envoi de quarante camions bourrés de matériel médical et de nourriture de première nécessité. Des enfants avec des cathéters taillés pour des adultes, des plâtres qui remplacent les pansements faute de bandages, de faibles cris qui montrent cruellement le manque d'anesthésiants et de médicaments, le tout dans des lits sales et parfois sans drap. "Cet hôpital universitaire était un des meilleurs de Bagdad", raconte ce médecin interviewé par l'association... C'était avant l'embargo "imposé par des gens qui disent défendre les droits de l'Homme".

L'Unicef, la Croix-Rouge internationale, le Croissant rouge, l'Organisation mondiale de la santé savent déjà combien cette situation coûte de vies à l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe. L'Unicef mène par exemple "des actions limitées mais très efficaces en fournissant des kits médi-

caux correspondant à chaque maladie traitée", explique Serge Delpech, président d'EquiLibre Genève. Tous agissent et constatent la bonne répartition des marchandises sur place.

## **Quarante camions le plus tôt possible**

Mais les besoins sont énormes, ont constaté les Lyonnais d'EquiLibre en mission le mois dernier, pour la première fois, dans le sud de l'Irak. "Nous agissons dans le Kurdistan depuis le début du conflit. En 1995, nous avons servi 160 000 repas par jour aux écoliers kurdes. Et jusqu'à présent nous n'avions jamais obtenu les autorisations pour nous rendre au centre et au sud du pays", raconte Alain Michel. Ces autorisations, EquiLibre les a reçues en juin et s'est immédiatement rendu en mission d'évaluation vers Bagdad. "Là-bas, nous avons pu circuler et filmer librement. Nous sommes allés dans cinq hôpitaux et dispensaires de Bagdad".

Et les images rapportées par l'organisation humanitaires devront convaincre les Occidentaux: d'une part de lever l'embargo et d'autre part de donner les moyens à la nation irakienne de sauver ses enfants. 250 000 enfants seraient morts dans les hôpitaux depuis le début de l'embargo "trois ou quatre fois plus dans les

campagnes. On estime que chaque jour entre 500 et 600 enfants meurent faute de soins et de nourritures". Avec l'aide de ses adhérents, du public et des entreprises contactées, EquiLibre souhaite affréter le plus tôt possible quarante camions. En échange, l'organisation pourra bien sûr poursuivre son travail pour les Kurdes. Elle a également été assurée de la bonne répartition des dons.

Dix véhicules devraient donc partir de France d'ici à deux mois et trente autres seront loués et affrétés directement en Jordanie afin d'obtenir des tarifs plus avantageux. Pour les dix camions français, 5 millions de francs au moins seront nécessaires. Avec plus, l'organisation pourra se procurer du matériel médical en plus grande quantité. "Les besoins sont parfaitement répertoriés par les autorités médicales irakiennes. Nous savons quoi acheter". Quant aux marchandises sous embargo comme le chlore ou d'autres détergents, "nous irons à l'affrontement avec le conseil de discipline chargé de faire respecter l'embargo, mais nous passerons quand même..."; soutient le patron d'EquiLibre. Les enfants en ont besoin".

**NATHALIE BLANC**

EquiLibre: 23 allée du Mens, BP 1613, 69606 Villeurbanne cedex, tél.: 78 02 32 51 ou 78 02 32 52.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 23, 1996

## Deaths Mount As Kurd Rebels Battle the Turks

Reuters

ANKARA — Fighting between Turkish forces and Kurdish rebels raged Thursday, and the two sides issued widely differing death tolls for recent clashes.

The state-run Anatolian News Agency said 37 people, mostly Kurdistan Workers Party guerrillas, were killed in fighting in the southeast of the country.

But a Kurdish news agency close to the rebels gave a higher death toll and said most of the dead were members of the security forces.

Anatolian said Turkish troops had killed 32 guerrillas in separate clashes in Hakkari and Siirt provinces. It gave no details of military casualties or when the clashes took place. Security officials in the southeastern city of Diyarbakir were not immediately available for comment.

More than 20,000 people have been killed in the 12-year conflict between security forces and the rebels fighting for Kurdish autonomy or independence.

A leading official in Turkey's coalition called Parliament to an extraordinary meeting to discuss ending nine years of emergency rule in 10 mainly Kurdish southeastern provinces.



Joekel Finck/The Associated Press

**IRANIAN LEADER ACCUSED** — Police guarding a Berlin court where former President Abol-Hassan Banisadr of Iran testified Thursday that a special council including Iran's religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, must have ordered the killings of three Iranian Kurdish leaders in Berlin in 1992.

# En Irak, les deux principales factions kurdes concluent un cessez-le-feu

## L'accord a été négocié sous la houlette de Washington

Les deux principaux mouvements kurdes irakiens, l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Massoud Barzani, ont accepté, vendredi 23 août, sous

la pression des Etats-Unis, de conclure un cessez-le-feu, et de rencontrer, en septembre, le secrétaire adjoint américain chargé du Proche-Orient.

Les combats entre ces deux factions avaient repris, depuis une semaine, dans le nord de l'Irak, et se seraient soldés par plus de cent morts.

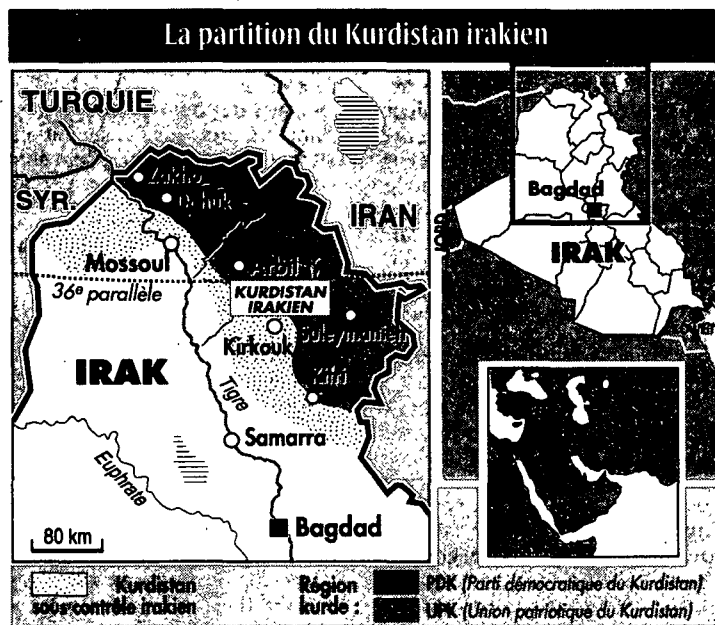
LE DÉPARTEMENT D'ETAT américain a annoncé, vendredi 23 août, que les factions kurdes qui s'affrontent dans le nord de l'Irak sont parvenues à un cessez-le-feu. Cet accord a été obtenu à l'issue d'une réunion entre des responsables américains, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Les dirigeants de ces deux factions ont accepté de rencontrer, en septembre, Robert Pelletreau, secrétaire adjoint américain, chargé du Proche-Orient, afin d'évaluer la situation.

Les Etats-Unis avaient appelé, une nouvelle fois, il y a deux jours, l'UPK et le PDK à régler leurs différends par « des discussions pacifiques ». Le porte-parole du département d'Etat avait alors estimé que la reprise des combats « ouvre des possibilités à des intervenants extérieurs », étant entendu que l'« intervenant » le plus dangereux est l'Iran.

### L'ALLIANCE ENTRE L'UPK ET L'IRAN

« Alors que la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie dressent des plans pour anéantir notre cohésion, Talabani et Barzani se disputent le contrôle de telle colline ou de telle autre vallée. » Mohamad Bamarni, ancien « député » de l'UPK au « Parlement » kurde, élu en 1992 dans le parti du Kurdistan qui échappe au contrôle de Bagdad, se disait consterné avant l'annonce du cessez-le-feu.

Les combats avaient, en effet, repris de plus belle, depuis une semaine, entre l'UPK et le PDK, faisant, selon lui, « beaucoup plus de cent morts ». En réalité, à l'en croire, cette nouvelle flambée de



violences était prévisible parce que les deux formations avaient mis à profit le répit relatif qu'elles observaient depuis près d'un an - sous la pression des Etats-Unis - pour se réorganiser, avec une même arrière-pensée : l'Etat de « ni guerre ni paix » ne saurait durer.

Les combats les plus acharnés auraient eu lieu autour de la « route Hamilton », l'une des plus anciennes de la région, construite après la première guerre mondiale pour relier l'Irak à l'Iran. Le PDK, qui en était maître, aurait perdu le contrôle d'une partie de cette voie de passage. Comme à l'accoutumée, chacune des deux formations a rejeté sur l'autre la responsabilité de la reprise des hostilités. Le PDK affirme que l'UPK, qui contrôle, depuis la résurgence en décembre

1994 du conflit interkurde, l'est et le sud du Kurdistan, adossés à l'Iran, bénéficie de l'appui de l'artillerie à longue portée iranienne et du soutien logistique d'instructeurs et d'hélicoptères de transport iraniens. L'UPK dément et accuse ses adversaires d'être soutenus par le gouvernement irakien.

Ce qui est sûr, c'est qu'une forme d'alliance, imposée ne fût-ce que par la géographie, existe entre l'UPK et l'Iran, lequel avait envoyé des troupes dans le Kurdistan irakien, à la fin de juillet, pour frapper les bases de ses propres rebelles kurdes repliés sur ce territoire. Téhéran a cherché en outre, depuis plus d'un an, à étendre son influence dans le Kurdistan irakien en tentant vainement de jouer les intermédiaires entre les factions

kurdes rivales. En bons termes avec Ankara, le PDK, qui contrôle l'ouest et le nord du Kurdistan frontalier de la Turquie, n'avait pas hésité, en 1995, à croiser le fer avec les rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs (PKK), qui disposent de bases dans le Kurdistan irakien. Cette entente semble toutefois ébranlée depuis qu'un *modus vivendi* s'est instauré entre le PDK et le PKK.

### L'ANNIVERSAIRE DU PDK

La participation d'Omar Ocalan, le frère du chef du PKK, Abdallah Ocalan, aux récentes cérémonies du cinquantième anniversaire du PDK, a suscité une vive réaction du ministre turc des affaires étrangères. « Quiconque unit son destin à celui du terroriste doit en assumer les conséquences », a déclaré Tansu Ciller.

Pour ne rien arranger, le gouvernement irakien a publiquement pris fait et cause pour M. Barzani qui, il est vrai, a continué, depuis la fin de la guerre du Golfe, en février 1991, à conduire par intermittence des négociations avec Bagdad.

En mars encore, le ministre irakien du pétrole, Amer Rachid, s'était rendu dans la ville de Do-houk sous contrôle du PDK, via le territoire turc. C'était la première fois qu'un membre du gouvernement irakien se rendait au nord du 36° parallèle depuis qu'en avril 1991 cette partie de l'Irak a été placée sous la protection d'une Force américano-franco-britannique, basée en Turquie. Et depuis le printemps, l'UPK affirme que le PDK a reçu ou acheté des blindés et des mortiers à l'Irak.

Mouna Naïm

LE PROVENCAL - 24 août 1996

### ◆ Cessez-le-feu entré Kurdes

Les factions kurdes qui s'affrontent dans le nord de l'Irak sont parvenues à un cessez-le-feu, et leurs dirigeants rencontreront un émissaire américain le mois prochain pour sceller leur réconciliation, a annoncé hier le Département d'Etat à Washington à l'initiative des négociations.

COURRIER PICARD - 24/25 août 1996

### Affrontements en Turquie

Dix-sept séparatistes kurdes et sept soldats turcs sont morts au cours de quatre affrontements récents dans le sud-est de la Turquie. Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde. Cette rébellion a fait plus de 22.000 morts.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Allemagne-Iran

M. Banisadr de nouveau entendu le 5 septembre par la justice allemande

BERLIN, 26 août (AFP) - L'ex-président iranien Abdolhassan Banisadr doit à nouveau témoigner le 5 septembre au procès des auteurs présumés de l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin dont il a rejeté la responsabilité sur les plus hauts responsables iraniens, a annoncé lundi la justice allemande.

M. Banisadr, qui a déjà témoigné jeudi et vendredi à Berlin, a accusé le guide de la République islamique Ali Khamenei et le président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani d'avoir commandité l'attentat et de superviser un véritable appareil d'Etat terroriste.

Les deux journées d'audience initialement prévues, qui ont duré treize heures, n'ont pas suffi à répondre à toutes les questions du parquet, a précisé le porte-parole du ministère régional de la justice de Berlin, Ruediger Reiff.

L'ancien président comparaît à la demande du parquet fédéral et de la partie civile.

Les quatre opposants, dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Sadegh Sharafkandi, avaient été tués à l'arme automatique dans un restaurant à Berlin en septembre 1992.

Un Iranien, Kassém Darabi, soupçonné d'avoir organisé cet attentat, et quatre Libanais sont jugés depuis octobre 1993 dans la capitale allemande pour le meurtre des quatre opposants.

Premier président de la République islamique (1980-81), proche de l'ayatollah Khomeiny, M. Banisadr, 63 ans, a été destitué en 1981 sur la pression des fondamentalistes religieux et vit depuis en exil en France.

vl/ib tf

AFP /AA1234/261218 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 26, 1996

## Germans Question Iranian Ties

BERLIN — Opposition leaders have demanded that Germany cut ties with Iran if it can be proved that Iranian leaders ordered the deaths of opponents abroad.

Social Democratic and Greens members of Parliament said Saturday that testimony by former President Abol-Hassan Banisadr of Iran provided support for a U.S. law punishing companies that invest in Iran and Libya.

Mr. Banisadr testified that Iran's religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, had signed a death warrant for a Kurdish leader, Sadiq Sharafkindi, who was assassinated with two other Kurdish leaders and a translator in Berlin in 1992. (AP)

CHARENTE LIBRE - 26 août 1996

## ■ Turquie

### Affrontements meurtriers en Anatolie

Vingt-quatre personnes — 18 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), quatre soldats turcs et deux gardiens de villages (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) — ont été tués depuis samedi lors d'affrontements dans le sud-est anatolien. La rébellion du PKK, déclenchée en 1984, a fait plus de 22.000 morts, rebelles, militaires et civils.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Les combats inter-kurdes se poursuivent dans le nord de l'Irak  
par Nigah ARAM

ERBIL (Irak), 26 août (AFP) - Les factions kurdes irakiennes ont continué à s'affronter lundi dans le nord de l'Irak, pour le dixième jour consécutif, en dépit des efforts diplomatiques des Etats-Unis pour parvenir à un cessez-le-feu, a indiqué un responsable de l'ONU.

Des accrochages entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) ont eu lieu dimanche soir et lundi matin dans la région de Choman, a indiqué à l'AFP ce responsable qui a requis l'anonymat.

Selon lui, le personnel de l'ONU n'est plus en mesure de poursuivre ses activités dans cette région située au nord-est de la principale ville du Kurdistan irakien, Erbil, et où se concentrent les derniers combats. Il a ajouté ne pas disposer d'indications sur d'éventuelles victimes.

Alors qu'un responsable du PDK à Erbil a fait état de combats entre sa formation et l'UPK autour de Chamon et de Qasri lundi, un responsable de l'UPK, a déclaré de son côté que sa formation était prête à accepter une trêve sans conditions préalables, mais aucun accord n'a encore été conclu.

Un porte-parole du département d'Etat à Washington, Glyn Davies, a annoncé vendredi que l'UPK et le PDK étaient parvenus à un cessez-le-feu. Leurs dirigeants sont convenus de cesser les combats et de se replier sur les positions occupées avant le début des affrontements le 17 août, a-t-il précisé.

Un responsable du PDK à Erbil avait affirmé que sa formation n'accepterait pas une trêve si Washington ne condamnait pas l'UPK pour avoir "provoqué" les derniers affrontements, et l'Iran pour son soutien militaire à l'UPK.

Les radios de l'UPK et du PDK ont continué à passer sous silence lundi l'annonce du cessez-le-feu et se sont rejeté mutuellement la responsabilité dans la reprise des combats, qui ont fait depuis le 17 août au moins cent morts.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en 1991.

Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Le conflit entre les deux partis a fait plus de 2.300 morts depuis mai 1994.

str-tp/sl/jj                      tf  
AFP /AA1234/261454              AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

#### LE JOURNAL DU CENTRE - 26 août 1996

##### □ L'Irak dénonce l'intervention de l'Iran dans les combats inter-Kurdes

Bagdad. — Les autorités irakiennes ont dénoncé l'intervention de l'Iran dans les combats inter-Kurdes qui se déroulent dans le nord de l'Irak et donné hier de nouveaux indices d'un rapprochement en cours avec l'une des factions kurdes.

Le vice-Premier ministre Tarek Aziz a accusé l'Iran d'intervenir aux côtés de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont il a qualifié le chef Jalal Talabani de « traître ».

Il s'agit de la première prise de position d'un responsable irakien dans les affrontements entre l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) qui avaient éclaté le 17 août dans le nord de l'Irak, sous contrôle des factions kurdes depuis 1991.

DIE ZEIT - 16- août 1996

## Erbakan ist ein Realo

**W**ill Necmettin Erbakan, der türkische Regierungschef, die Amerikaner provozieren? Gerade hat Bill Clinton ein Gesetz unterschrieben, das Investitionen im Iran verhindern soll, da reist der Islamist aus Ankara zu den Mullahs nach Teheran und verkündet eine neue Ära der Zusammenarbeit. Entsteht hier eine islamistische Achse?

Mitnichten. Viel zu groß sind die Unterschiede zwischen iranischen und türkischen Fundamentalisten. Ohnehin ist die von den Amerikanern beschworene „islamistische Internationale“ mit Hauptsitz Teheran eher Fabel als Realität.

Erbakan verfolgt im Iran nüchtern wirtschaftliche und innenpolitische Ziele. Eine von ihm angelegte Regionalkonferenz der Türkei mit Iran, Irak und Syrien, die sämtlich die PKK unterstützen, soll den militanten Kurden den Wind aus den Segeln nehmen. Realpolitik also, keine islamistische Ideologie. Der Pragmatiker Erbakan wird sich hüten, den Westen nachhaltig zu verprellen. Die Probleme der Türkei haben mit einem „Kulturkampf“ – Islam oder Westen – nichts zu tun. Die Probleme liegen woanders: in der anhaltenden Unterdrückung jedweder Opposition, vor allem der Kurden und der Linken. M.L.

## Herald Tribune.

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, AUGUST 27, 1996

# Turkey's Links With Iran Are No Cause for Panic

By Philip Robins

**O**XFORD, England — The recent visit by Turkey's new Islamist prime minister, Necmettin Erbakan, to Iran and the signing of a \$20 billion gas deal have fired a range of emotions in Washington, from anxiety to anger. It just takes the words "Islamism" and "Iran," it seems, for sober analysis to be automatically jettisoned.

Already there is talk of a response, with everything from expressions of disapproval to economic sanctions against Ankara being mentioned. But before the United States is tempted into

---

*The recently concluded gas accord must be put into its broader context.*

---

any form of action that might jeopardize the West's long-standing relationship with a trusted ally, let's put the issue in context.

• First, since Mr. Erbakan's Welfare

Party emerged as the largest single party in Turkey's general election in December, he has leaned over backwards to be accommodating to the political establishment at home and to Turkey's traditional friends abroad. Although he has been in power only since July 8, the restrained nature of the coalition government has been nowhere clearer than in the realm of foreign affairs. On two key issues, Turkey's military accord with Israel and the renewal of the mandate for Operation Provide Comfort — which provides for the protection of the Iraqi Kurds — Mr. Erbakan has dropped his well-publicized reservations and opted for continuity in policy.

• Second, Mr. Erbakan's visit to Iran was just part of a wider tour that has seen him fly to Pakistan, Malaysia and Indonesia. This has not been a tour of pariah nations but a swing through a series of important regional states, middle powers much like Turkey. The fact that they are all predominantly

Muslim allows the new Turkish prime minister a rare gesture — and it can be little more than that — to the Islamist constituency at home, which is seeking signs of what it considers a more balanced approach to foreign policy.

• Third, the signing of the gas deal with Iran was neither unexpected, nor does it spell the emergence of a strategic relationship with Tehran. In fact the two countries clinched the deal in principle well over a year ago, under the leadership of the strongly pro-American Tansu Ciller. It is true that the timing of the deal's conclusion was unfortunate, coming so soon after the U.S. Congress adopted legislation seeking to deter investment in the Iranian energy sector.

If anything, the agreement indicates less a new hierarchy of friends than Turkey's need for a rapid and large-scale expansion of energy imports over the next 15 years. In order to diversify its gas supplies away from a worrying overdependence on Russia, Ankara is not



cultivating just Iran. Liquid natural gas is already being imported from Algeria, and negotiations are continuing with Nigeria, Qatar and Turkmenistan. Iran has the commercial virtue of being closer and hence cheaper.

But the Erdogan journey to Tehran is not just about trade. It is also the latest chapter in Turkish attempts to stabilize relations with a large and potentially troublesome neighbor. Two years ago, while President Süleyman Demirel was paying his respects in Tehran, an authoritative Turkish columnist described Mr. Demirel as enjoying "a warm relationship" with his Iranian counterpart, President Hashemi Rafsanjani.

This consistently high level of engagement with Iran can be explained by Turkish security concerns, as well as by the desire to use economic interdependence as a way of promoting more stable, cooperative relations. Ankara has frequently claimed that it has suffered more than most at the hands of the Iranians: Kurdish insurgents operating

in Turkey are widely believed to have used Iranian territory for their activities, and Iran has been accused of training and supporting Islamist terrorists in Turkey.

Because of the proximity of Iran, the porous nature of the Turkish-Iranian border and the need to contain the latent competition between the two over everything from influence in Central Asia to the future of Iraq, Turkey does not have the option of refusing to have anything to do with Iran. Even under the leadership of pro-Western, secular politicians, Turkey has followed the path of accommodation with Iran.

Ironically, because of his Islamist background, Mr. Erdogan might stand a better chance of stabilizing the mercurial relationship between the two than his Kemalist predecessors. If the United States was really thinking deeply about the stability of a trusted ally, it might actually welcome such

an engagement.

Perhaps the West in general and the United States in particular should relax a little about Mr. Erdogan. We should by all means judge him by his actions, but let us view those actions in the context of his overall policy approach, and against the actions of secular, pro-Western Turkish politicians in the recent past. We should not take developments like the gas deal out of context and distort their meaning.

And here's a real clincher: The Turks are a proud and sensitive lot who do not take well to foreign interference. Selective criticism of Mr. Erdogan by Washington will help ensure that in Turkey's next general election, the vote for his Welfare Party will be higher than it otherwise would have been.

*The writer is a lecturer on Middle East politics at the University of Oxford and is the author of "Turkey and the Middle East." He contributed this comment to the International Herald Tribune.*

## Meanwhile, Ankara Forges Central Asia Ties

IT IS NO easy thing to cut Russian losses and withdraw from Chechnya. For one thing, granting independence to the rebels would only hearten the many remaining non-Russian nationalities within Russia itself, such as the Tatars and Bashkirs, who might like to follow the Chechens' path at the first sign of Russian weakness.

Even more important, the Chechens have the misfortune to run afoul of Russian oil politics. Not only do the Chechens possess their own reserves, but their capital lies on the north slope of the Caucasus mountain range, athwart the natural route from the vast oil deposits of the landlocked Caspian basin to the ports of the Black Sea. The weak Russian economy is relying on oil revenue for a restorative, and, as it happens, Prime Minister Viktor S. Chernomyrdin rose to national power as the head of Russia's vast petroleum monopoly.

Russians are not alone in coveting these rich oil deposits. Most of the fields lie in areas inhabited by Turkic Muslims,

formerly subjects of the Soviet Union. Russians in the government, and even more so in the military, are accustomed to regarding these regions as lying within their own strategic and economic backyard. The local people, who include the Turkmen, Uzbeks, Kazaks and Kyrgyz, naturally have other ideas, hoping to keep the revenues for themselves.

They now have important support from abroad. Turkey has long desired to form a coalition of Central Asian peoples, with whom they are linked by linguistic and religious ties. The idea of linking these Central Asian Turkic peoples, known as Pan-Turanianism, has been a periodic dream of Turkish leaders. The Soviet Union's disintegration has given new life and plausibility to the idea. During the past few years, Turkey has hosted several large Pan-Turanian conferences; it has also fostered cultural and political ties with Central Asian peoples. It is even widely rumored that Ankara has funneled weapons to the Muslim Chechens.

During the past several years, Turkish politics have been slowly turning away from the decades-long effort to integrate with Europe. Fed up with European racism and constant criticism of Turkey's human rights situation, Turks have been drawn to Islamic politics and a new look at an "eastern option."

In an important symbolic move, the government led by the new Islamist prime minister, Necmettin Erdogan, has signaled its new orientation by recovering the body of Enver Pasha, whom they will rebury in Turkey as a hero. Enver, one of the "Young Turks" who, with Kemal Atatürk, founded modern Turkey, died in 1922 while leading Central Asian Muslim rebels against the new Soviet state. He is the central romantic figure of modern Pan-Turanianism, and his reburial is a direct, if still symbolic, challenge to Russian authority in Central Asia.

*— Steven Merritt Miner, a professor of Russian history at Ohio University, commenting in the Los Angeles Times.*

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Projets de lois pour lever l'état d'urgence dans plusieurs provinces

ANKARA, 27 août (AFP) - Le gouvernement de coalition islamo-conservateur a déposé mardi au parlement une série de projets de lois visant à préparer une levée éventuelle de l'état d'urgence dans plusieurs provinces du sud-est de la Turquie, à majorité kurde, a rapporté l'agence Anatolie.

L'état d'urgence est en vigueur depuis 1987 contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dans dix provinces du sud-est de la Turquie à majorité kurde. La préfecture de l'état

d'urgence de Diyarbakir coordonne la lutte de l'Etat turc contre le PKK.

Le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan s'était engagé, dans son programme de gouvernement, à lever graduellement ce régime d'exception.

Les propositions de lois, présentées à la présidence du parlement, augmentent notamment le pouvoir des préfets dans toute la Turquie, sur les affaires liées à la lutte "anti-terroriste". Elles prévoient que les préfets pourront demander aux autorités militaires de mener des opérations transfrontalières.

Le système de gardiens de village (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) serait automatiquement aboli dans les provinces où l'état d'urgence serait levé. Ces miliciens, payés par l'Etat, sont chargés de garder leurs localités et de participer aux opérations des forces de l'ordre contre le PKK.

Le gouvernement de Necmettin Erbakan n'a pas encore annoncé dans quelles provinces il envisage de lever l'état d'urgence, mais, selon des informations parues dans la presse turque, il s'agit de celles qui ne sont pas frontalières avec l'Irak et l'Iran.

La rébellion du PKK et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 21.000 morts, rebelles, soldats et civils, depuis août 1984, date à laquelle le mouvement séparatiste dirigé par Abdullah Ocalan a pris les armes contre Ankara.

KG/sg

tf

AFP /AA1234/271544

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LIBERATION - 26 août 1996

## Combats interkurdes au nord de l'Irak

*Le cessez-le-feu signé vendredi sous l'égide des Américains n'est pas respecté.*

**D**es combats sporadiques continuaient d'opposer, dans le nord de l'Irak, les factions kurdes rivales du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), en dépit d'un cessez-le-feu annoncé vendredi à Washington. Cet accord a été obtenu à l'issue d'une réunion entre plusieurs responsables américains, Jalal Talabani et Massoud Barzani. «Les deux dirigeants sont convenus de cesser les combats et de se replier sur les

positions qu'ils occupaient avant le début des affrontements», a précisé un porte-parole du département d'Etat Glyn Davies, exprimant ses inquiétudes sur une possible ingérence étrangère - à savoir l'Iran - dans ce conflit entre les deux formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991. A Erbil, la capitale de l'entité kurde en Irak du Nord, les responsables du PDK affirment que leur parti n'acceptera pas de trêve tant que Washington n'aura pas condamné l'UPK pour avoir «provoqué» les der-

niers affrontements. Le PDK accuse Téhéran d'être intervenu aux côtés de l'UPK dans les combats qui se déroulent surtout dans l'est, près de la frontière, et le vice-Premier ministre de Bagdad, Tarek Aziz, a renchéri. De son côté, l'UPK accuse le PDK de collaborer avec le régime irakien, rappelant entre autres que Massoud Barzani avait reçu, en mars, le ministre irakien du Pétrole, Amer Rachid, qui se rendait en Turquie pour discuter de la réouverture de l'oléoduc irakoturc, fermé depuis six ans.

Les combats entre les deux factions rivales qui se disputent le contrôle du Kurdistan irakien ont fait depuis le 17 août au moins 100 morts et des centaines de blessés. Ils sont les plus violents depuis une trêve conclue il y a un an sous l'égide des Etats-Unis. Le Kurdistan irakien échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde qui a suivi la guerre du Golfe en 1991. Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération Provide Comfort. (AFP, Reuter)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes prev

Lutte d'influence entre Washington et Téhéran dans le Kurdistan irakien

par Acil TABBARA

DUBAI, 27 août (AFP) - Les Etats-Unis et l'Iran se livrent une lutte d'influence dans le nord de l'Irak, où Washington a échoué à calmer des combats interkurdes alors que Téhéran s'estime mieux placé pour ramener la paix.

Washington a réitéré lundi sans succès son appel aux deux formations kurdes rivales pour qu'elles cessent les combats qui les opposent depuis onze jours et participent à une réunion de réconciliation sous l'égide des Etats-Unis.

Mais le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Velayati a déclaré qu'il ne croyait pas au succès des initiatives américaines pour mettre fin aux combats dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991 et affirmé que son pays était le mieux placé pour ramener la paix dans cette région.

Les combats entre le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), appuyé selon son rival par des troupes iraniennes sur le terrain, ont déjà fait plus de cent morts depuis le 17 août. Ces combats se poursuivaient mardi.

Selon le PDK, la formation de M. Talabani a provoqué les combats afin de mettre en échec un règlement de paix parrainé par les Etats-Unis.

"Deux jours avant l'éclatement des combats, l'administration américaine était entrée en contact avec les dirigeants des deux partis (l'UPK et le PDK) pour mettre les dernières touches à un accord global", a affirmé à l'AFP le représentant du PDK à Londres, Dilshad Miran.

"C'est pour faire échouer cette initiative américaine qui était sur le point d'aboutir et pour renforcer l'influence de l'Iran dans la région que l'UPK, soutenu par Téhéran, a provoqué les combats", a affirmé M. Miran.

Il a expliqué que l'initiative américaine était basée sur les accords conclus en août et septembre 1995 entre les deux formations kurdes sous l'égide des Etats-Unis lors de réunion tenues à Drogheda (Irlande) et Dublin.

Ces accords avaient permis un répit d'un an dans les combats interkurdes, qui ont fait depuis mai 1994 plus de 2.300 morts.

Le PDK a affirmé qu'il n'accepterait pas une trêve si Washington ne condamnait pas l'UPK pour avoir "provoqué" les derniers affrontements, et l'Iran pour son soutien militaire à l'UPK.

Pour sa part, l'UPK a affirmé dans un communiqué que "le conflit est allé trop loin et nécessite un règlement global" car les "cessez-le-feu ne peuvent que perpétuer le statu quo et éventuellement permettre l'éruption de nouvelles violences".

Mais le représentant de la formation de M. Talabani à Londres, Latif Rachid, a assuré que l'UPK "a accepté l'initiative américaine avant même le PDK".

Interrogé au sujet de l'Iran, il a indiqué que son parti "accueillait favorablement toute initiative", soulignant que "l'Iran est un important voisin que nous ne pouvons ignorer", soulignant qu'il dispose "de longues frontières avec l'Irak".

Le département d'Etat avait exprimé ses inquiétudes face à l'intervention de Téhéran dans le conflit, affirmant sans nommer l'Iran qu'une "intervention extérieure visant à manipuler et à attiser le conflit doit prendre fin".

Une force multinationale, formée notamment d'Américains, est chargée depuis 1991 de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Pour sa part Bagdad, qui avait déjà accusé l'Iran d'intervenir dans les combats aux côtés de l'UPK, a dénoncé mardi les propos de M. Velayati.

"Les déclarations du chef de la diplomatie iranienne sont graves, car il donne à son pays le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak", a affirmé dans un éditorial le quotidien officiel al-Joumhouriya.

Le journal a mis en garde l'Iran contre "tout enlèvement dans le borbier du nord de l'Irak", estimant que les combats interkurdes "servaient l'objectif des forces impérialistes", notamment les Etats-Unis, "dont le but est de morceler l'Irak, l'Iran et la Turquie".

at/ht/jhd/cho tf

AFP /AA1234/271426

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

#### Irak-Kurdes

Poursuite des combats inter-kurdes malgré les appels au cessez-le-feu

ERBIL (Irak), 27 août (AFP) - Les factions kurdes rivales poursuivaient mardi, pour la onzième journée consécutive, leurs combats dans le nord de l'Irak, échappant au contrôle de Bagdad, en dépit des appels répétés de Washington à un cessez-le-feu.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani ont fait état de combats intenses dans la nuit de lundi à mardi à Qasrei et Rawandoz, au nord d'Erbil, principale ville du Kurdistan irakien.

Le PDK a affirmé avoir tué 86 hommes de l'UPK qui, de son côté, reconnaissait quatre pertes et faisait état de 40 tués parmi les partisans du PDK.

Les Etats-Unis ont réitéré lundi leur appel aux factions kurdes irakiennes à cesser leurs combats, quatre jours après l'annonce par Washington d'un cessez-le-feu conclu entre les belligérants par l'entremise d'un émissaire américain.

Le porte-parole du département d'Etat américain Glyn Davies a indiqué lundi avoir appelé les deux parties à "respecter leur engagement au cessez-le-feu et à la tenue d'une réunion" entre MM. Barzani et Talabani. M. Davies avait toutefois reconnu le "peu de progrès réalisé depuis l'annonce" de la trêve devant mettre un terme aux combats qui ont fait plus de cent morts depuis le 17 août.

Selon un responsable du PDK dans la région d'Erbil, Sami Abdul Rahman, "des combats féroces à l'initiative de l'UPK se poursuivent et on ne parle pas de cessez-le-feu pour l'instant". "Les bombardements de l'UPK ont tués deux civils à Diana" et l'hôpital de Ranya est "bondé de blessés du PDK", selon lui.

Pour sa part, la radio de l'UPK a renvoyé aux PDK ses accusations, sans faire mention du cessez-le-feu annoncé par Washington la semaine dernière.

Un porte-parole du PDK à Londres a accusé l'UPK d'avoir lancé lundi "une offensive d'envergure contre les positions de son parti aux alentours d'Erbil et à Chaqlawa, plus à l'est. Selon lui, le but de l'opération est

"d'effectuer une percée vers Salaheddine, quartier général du PDK" à 25 km au nord d'Erbil.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991. La reprise des combats, qui ont fait plus de 2.300 morts depuis mai 1994, est la plus meurtrière depuis la conclusion d'une trêve en septembre dernier.

na-ea/jhd/ib                      tf  
AFP /AA1234/271312              AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### EST RÉPUBLICAIN - 27 août 1996

● En Irak, les factions kurdes ont continué à s'affronter hier, pour le dixième jour consécutif, en dépit des efforts diplomatiques des Etats-Unis pour parvenir à un cessez-le-feu. Le conflit entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a fait plus de 2.300 morts depuis mai 1994.

### LIBERATION CHAMPAGNE - 28 août 1996

## Lutte d'influence entre Washington et Téhéran dans le Kurdistan irakien

Les Etats-Unis et l'Iran se livrent une lutte d'influence dans le nord de l'Irak, où Washington a échoué à calmer des combats interkurdes alors que Téhéran s'estime mieux placé pour ramener la paix.

Washington a réitéré lundi sans succès son appel aux deux formations kurdes rivales pour qu'elles cessent les combats qui les opposent depuis onze jours et participent à une réunion de réconciliation sous l'égide des Etats-Unis.

Mais le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Velayati a déclaré qu'il ne croyait pas au succès des initiatives américaines pour mettre fin aux combats dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991 et affirmé que son pays était le mieux placé pour ramener la paix dans cette région.

Les combats entre le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), appuyé selon son rival par des troupes iraniennes sur le terrain, ont déjà fait plus de cent morts depuis le 17 août. Ces

combats se poursuivaient mardi.

Selon le PDK, la formation de M. Talabani a provoqué les combats afin de mettre en échec un règlement de paix parrainé par les Etats-Unis.

"Deux jours avant l'éclatement des combats, l'administration américaine était entrée en contact avec les dirigeants des deux partis (l'UPK et le PDK) pour mettre les dernières touches à un accord global", a affirmé à l'AFP le représentant du PDK à Londres, Dilshad Miran.

"C'est pour faire échouer cette initiative américaine qui était sur le point d'aboutir et pour renforcer l'influence de l'Iran dans la région que l'UPK, soutenu par Téhéran, a provoqué les combats", a affirmé M. Miran.

Il a expliqué que l'initiative américaine était basée sur les accords conclus en août et septembre 1995 entre les deux formations kurdes sous l'égide des Etats-Unis lors de réunions tenues à Drogheda (Irlande) et Dublin.

Ces accords avaient permis

un répit d'un an dans les combats interkurdes, qui ont fait depuis mai 1994 plus de 2.300 morts.

Le PDK a affirmé qu'il n'accepterait pas une trêve si Washington ne condamnait pas l'UPK pour avoir "provoqué" les derniers affrontements, et l'Iran pour son soutien militaire à l'UPK.

Pour sa part, l'UPK a affirmé dans un communiqué que "le conflit est allé trop loin et nécessite un règlement global", car les "cessez-le-feu ne peuvent que perpétuer le statu quo et éventuellement permettre l'éruption de nouvelles violences".

Mais le représentant de la formation de M. Talabani à Londres, Latif Rachid, a assuré que l'UPK "a accepté l'initiative américaine avant même le PDK".

Interrogé au sujet de l'Iran, il a indiqué que son parti "accueillait favorablement toute initiative", soulignant que "l'Iran est un important voisin que nous ne pouvons ignorer", soulignant qu'il dispose "de longues frontières avec l'Irak".

Le département d'Etat avait

exprimé ses inquiétudes face à l'intervention de Téhéran dans le conflit, affirmant sans nommer l'Iran qu'une "intervention extérieure visant à manipuler et à attiser le conflit doit prendre fin".

Une force multinationale, formée notamment d'Américains, est chargée depuis 1991 de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Pour sa part Bagdad, qui avait déjà accusé l'Iran d'intervenir dans les combats aux côtés de l'UPK, a dénoncé mardi les propos de M. Velayati.

"Les déclarations du chef de la diplomatie iranienne sont graves, car il donne à son pays le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak", a affirmé dans un éditorial le quotidien officiel al-Joumhouria.

Le journal a mis en garde l'Iran contre "tout enlèvement dans le bourbier du nord de l'Irak", estimant que les combats interkurdes "servaient l'objectif des forces impérialistes", notamment les Etats-Unis, "dont le but est de morceler l'Irak, l'Iran et la Turquie".

Herald INTERNATIONAL Tribune

WEDNESDAY, AUGUST 28, 1996

## Kurds Clash As U.S. and Iran Vie to Spur Peace

Agence France-Presse

DUBAI — As fighting intensified between rival Kurdish factions in northern Iraq on Tuesday, the United States and Iran waged a behind-the-scenes battle for influence in the region.

Washington has repeatedly called on the factions to stop the latest fighting, which has cost the lives of several hundred people since it erupted on Aug. 17, and attend a reconciliation meeting under U.S. auspices.

But both the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party ignored calls and kept on fighting.

Meanwhile, Foreign Minister Ali Akbar Velayati of Iran said he doubted the U.S. initiatives would bear fruit and said Iran was in the best position to bring peace to the region.

Under the cover of U.S. and allied warplanes based in Turkey, the two Kurdish factions have controlled northern Iraq since President Saddam Hussein's troops lost the 1991 Gulf War.

But their long-standing rivalries degenerated into armed conflict in May 1994, which cost the lives of around 2,000 people until fragile truces were reached in August and September 1995.

The Patriotic Union of Kurdistan has accused the Kurdistan Democratic Party of starting the fighting and seeking to strengthen Iran's influence in the region.

"Two days before the fighting broke

out, the U.S. administration contacted the leaders of both sides to finalize a comprehensive accord" aimed at settling the conflict, the Kurdistan Democratic Party's London delegate, Dilshad Miran, said.

"The PUK, which is supported by Iran, started the fighting in order to scupper this promising American initiative and to bolster Iran's influence in the region of Iraqi Kurdistan," he told AFP when contacted from Dubai.

The U.S. initiative was based on agreements concluded last year between the rival Kurdish factions under the auspices of the United States at meetings held in Drogheda and Dublin in Ireland. The agreements led to a fragile truce.

A Kurdistan Democratic Party official said his group would not accept a new truce if Washington failed to condemn both the Patriotic Union of Kurdistan for having "provoked" the latest round of fighting and Iran for its alleged military support of the union.

The Patriotic Union of Kurdistan favored the U.S. initiative but believed the "conflict had gone too far and required a comprehensive settlement" because the "cease-fire can only perpetuate the status quo and eventually allow more violence to break out."

"We even accepted the American initiative before the KDP," a Patriotic Union of Kurdistan representative in London, Latif Rashid, said.

## UN Envoy Stirs Trouble, Iraq Asserts

Agence France-Presse

BAGHDAD — Demanding to know soon when weapons inspections will end, Iraq said Tuesday that Rolf Ekeus, the head of a special United Nations commission, was provoking trouble by insisting on searching sites vital to its national security.

Mr. Ekeus met with Tariq Aziz, the deputy prime minister, for a second time since he arrived Monday with a UN Security Council declaration demanding that Iraq stop blocking searches of suspected military sites. UN officials did not say how the talks were progressing.

But the state-run Jumhuriya newspaper said that Mr. Ekeus "has become involved in an American political plot hostile to Iraq that seeks to delay a lifting of the embargo" imposed six years ago.

The newspaper asserted that the UN commission's "insistence on searching sensitive sites linked to Iraq's sovereignty and national security on the pretext it is seeking important documents and missiles amounts to provocation."

It was clear Mr. Ekeus was involved in a U.S. plot "because he has obtained a declaration from the UN Security Council before coming to Baghdad," it said.

The Security Council demanded last week that Iraq provide complete and unrestricted access to its sites, warning that only full cooperation could lead to the lifting of the oil and trade embargo that was imposed on the country after its troops invaded Kuwait in 1990.

Baghdad has prevented UN inspectors from entering several sites although Iraqi officials signed an agreement June 22 allowing UN experts to visit any areas they suspect of concealing weapons material or information. Under the agreement, which came after a tense standoff earlier in June, the UN commission pledged to respect Iraq's security concerns while carrying out the inspections.

In his latest visit, Mr. Ekeus has also met Foreign Minister Mohammad Said Sahhaf and Oil Minister Amer Rashid.

Under UN resolutions ending the 1991 Gulf War, Iraq must satisfy the UN commission that it has dismantled all its programs for weapons of mass destruction and ballistic missiles before the embargo can be lifted.

Mr. Ekeus said in July that Iraq still possessed between 6 and 16 long-range missiles that could carry chemical or biological weapons.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdès-Irak

La Turquie appelle au cessez-le-feu entre les factions kurdes rivales

ANKARA, 28 août (AFP) - La Turquie a demandé aux deux factions kurdes rivales du nord de l'Irak d'observer un cessez-le-feu.

La Turquie a estimé que les heurts entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, séparatiste) faisaient le jeu du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit par Ankara.

"Nous demandons au PDK et à l'UPK d'accepter un cessez-le-feu réel", a déclaré mercredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Omer Akbel. "Les heurts continuels dans le nord de l'Irak renforcent le manque d'autorité dans cette région et des terroristes profitent de cette situation", a-t-il ajouté.

Le PKK mène depuis 1984 une guerre d'indépendance contre la Turquie et il dispose de bases dans le nord de l'Irak.

Les Etats-Unis avaient annoncé vendredi dernier un accord de cessez-le-feu entre le PDK et l'UPK, mais les combats ont continué depuis lors, et constituent depuis le 17 août dernier la plus importante violation de la trêve décidée en septembre dernier à l'instigation des Etats-Unis.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991. La reprise des combats, qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994, est la plus meurtrière depuis la conclusion d'une trêve en septembre dernier.

ue/es/bir tf  
AFP /AA1234/281543 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes lead

L'UPK annonce avoir accepté un cessez-le-feu avec son rival, le PDK

DUBAI, 28 août (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a annoncé mercredi avoir accepté un cessez-le-feu, entré en vigueur dans la matinée, dans les combats qui l'opposent depuis plusieurs jours à son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"A la suite de négociations mardi entre le secrétaire général de l'UPK Jalal Talabani et le secrétaire d'Etat américain adjoint pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, l'UPK déclare avoir accepté un cessez-le-feu avec le PDK, à partir de mercredi 8h00 (04h00 GMT)", selon un communiqué de l'UPK, reçu à Dubai.

L'UPK réaffirme à ce propos l'"engagement de M. Talabani à participer à de prochains pourparlers avec M. Pelletreau, devant se tenir à Londres en septembre pour aboutir à un règlement politique global entre l'UPK et le PDK".

Les Etats-Unis avaient annoncé vendredi un accord de cessez-le-feu entre le PDK et l'UPK, mais les combats entamés le 17 août ont continué, plus importante violation de la trêve décidée en septembre 1995 à Drogheda (Irlande) et Dublin à l'instigation de Washington.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991.

Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort". Les combats ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994.

L'UPK a appelé dans son communiqué au "stationnement d'inspecteurs le long de la ligne séparant les deux parties pour s'assurer du respect du cessez-le-feu et dénoncer la partie qui violera l'accord".

L'UPK a rendu le PDK responsable de l'échec d'un premier cessez-le-feu, le 23 août dernier. "Malheureusement, un premier cessez-le-feu négocié par les Etats-Unis, le 23 août, n'a pu entrer en vigueur en raison du refus du PDK de respecter ses engagements et de la poursuite de ses opérations militaires contre l'UPK", a ajouté le communiqué.

Selon l'UPK, un "règlement global entre les deux parties rivales, permettra au gouvernement régional du Kurdistan d'assumer ses responsabilités et de reprendre ses fonctions dans le Kurdistan irakien".

"Un règlement pacifique est crucial entre les deux parties, car il permettra la mise en application dans le Kurdistan de la résolution de l'ONU 986 (pétrole contre nourriture) sans l'ingérence du régime de Saddam Hussein, le président irakien, et aidera l'opposition irakienne à implanter un régime démocratique à Bagdad", a ajouté le communiqué.

Les Etats-Unis avaient appelé lundi les deux parties à "respecter leurs engagements à mettre en oeuvre un cessez-le-feu" et à participer à une réunion de réconciliation qui pourrait se tenir à Londres.

sam/jhd/bir tf  
AFP /AA1234/281911 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Washington confirme le cessez-le-feu entre les factions kurdes d'Irak

WASHINGTON, 28 août (AFP) - Les Etats-Unis ont confirmé mercredi avoir obtenu des factions kurdes en guerre dans le nord de l'Irak la signature d'un cessez-le-feu, entré en vigueur dans la matinée à 4h00 GMT, mettant fin aux combats qui les opposaient depuis plusieurs jours.

Cet accord de cessez-le-feu, obtenu grâce à la médiation du secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient Robert Pelletreau, a été signé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a précisé le département d'Etat.

"Nous sommes en train d'essayer de nous assurer que (cet accord) va être respecté", a indiqué un porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies.

Les factions kurdes se sont mises d'accord sur "le principe" d'une conférence de paix à Londres, mais aucune date précise n'a encore été fixée pour la tenue de cette rencontre, a encore indiqué M. Davies.

"L'objectif serait de les réunir pour qu'ils se rendent compte de leur intérêt à mettre de côté leurs différences et à travailler ensemble dans le nord de l'Irak", a-t-il ajouté.

L'UPK avait annoncé plus tôt dans la journée, dans un communiqué reçu à Dubai, avoir accepté un cessez-le-feu à la suite de négociations avec son rival du PDK et M. Pelletreau.

Les Etats-Unis avaient indiqué vendredi avoir obtenu un accord de cessez-le-feu entre le PDK et l'UPK, mais les combats commencés le 17 août avaient continué, en violation de la trêve obtenue en septembre dernier à l'instigation de Washington.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991. Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Les combats qui les opposent depuis mai 1994 ont fait plus de 2.000 morts.

cml-pa/gcv/mmr tf  
AFP /AA1234/282042 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



LE MERIDIONAL - 28 août 1996

■ **IRAK : poursuite des combats inter-kurdes malgré les appels au cessez-le-feu.** - Les factions kurdes rivales poursuivaient hier, pour la onzième journée consécutive, leurs combats dans le nord de l'Irak, échappant au contrôle de Bagdad, en dépit des appels répétés de Washington à un cessez-le-feu.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Allemagne-Iran

Téhéran demande à Bonn l'extradition de Banisadr

BONN, 28 août (AFP) - L'Iran a demandé à l'Allemagne l'extradition de l'ancien président iranien Abdolhassan Banisadr qui doit déposer à nouveau la semaine prochaine devant un tribunal berlinois, a indiqué le ministère allemand de la justice mercredi.

La demande d'extradition, parvenue lundi au ministère des Affaires étrangères, retient l'accusation de détournement d'avion, a précisé un porte-parole du ministère de la justice. L'ancien chef de l'Etat avait fui l'Iran en 1981 à bord d'un appareil militaire après avoir été destitué par l'ayatollah Khomeiny en 1981. Un porte-parole de l'ambassade d'Iran à Bonn a confirmé à l'AFP qu'une telle demande avait été remise.

Les 22 et 23 août, lors du procès à Berlin d'un Iranien et quatre Libanais accusés du meurtre de quatre opposants kurdes iraniens, Abdolhassan Banisadr, qui déposait en qualité de témoin, avait accusé les plus hauts dirigeants iraniens d'avoir commandité l'attentat commis en septembre 1992. Il avait directement mis en cause le Guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani. Abdolhassan Banisadr a été appelé à témoigner une nouvelle fois le 5 septembre.

L'Iran avait réfuté ces accusations, mais aussi mis en garde l'Allemagne contre une dégradation des relations bilatérales.

Dans les milieux gouvernementaux, on ne prêtait aucune chance de succès à la demande iranienne. On observait notamment que l'ex-chef de l'Etat (de janvier 1980 à juin 1981) jouissait du droit d'asile en France, ce que l'Allemagne ne pouvait ignorer.

lal/nj eaf

AFP /AA1234/281313 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LE FIGARO - 29 août 1996

**IRAK**

**Cessez-le-feu entre factions kurdes**

□ Washington a confirmé hier avoir obtenu des factions kurdes en guerre dans le nord de l'Irak la signature d'un cessez-le-feu. L'Union patriotique du Kurdistan

(UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) se sont mis d'accord sur « le principe » d'une conférence de paix à Londres, sans qu'aucune date précise n'ait été fixée. Les combats avaient repris le 17 août dernier. Depuis mai 1994, ils ont fait plus de 2 000 morts.

## Turkey Signs Defense Accord With Israel

*The Associated Press*

ANKARA, Turkey — Turkey and Israel on Wednesday signed another defense agreement, stepping up co-operation in the military field despite objections by some Arab nations.

The latest agreement appeared to underscore determination by government of Prime Minister Necmettin Erbakan to try to balance recent big energy and trade agreements with much of the Muslim world, including Iran, by cooperating with Israel.

Mr. Erbakan, whose platform was anti-Israeli, must also take into consideration the Western sympathies of Turkey's powerful military establishment.

The accord covers exchanging technical know-how and is likely to pave the way for a long-delayed deal worth \$650 million for the overhaul by Israel of 54 Turkish F-4 Phantom jets, according to the daily *Hurriyet*.

The Turkish Foreign Ministry did not disclose details of the agreement.

An earlier military agreement, signed in February, allowed Israeli jets to train in Turkish airspace. It provoked protests from some Arab nations. Mr. Erbakan's Welfare Party, which was in the opposition at the time, had criticized it harshly.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 29, 1996

## U.S. Brokers Truce for Kurds In Iraq and Presses for Talks

WASHINGTON — The United States confirmed Wednesday that it had brokered a new cease-fire between warring Kurdish militias in northern Iraq, the second in less than a week, and said that it hoped the move would clear the way for peace talks.

The truce appeared to be holding, the State Department said. It added that the United States was trying to bring about talks between guerrillas of the Kurdistan Democratic Party and the rival Patriotic Union of Kurdistan.

"We're looking to cement the cease-fire that we have in place, which builds on the cease-fire agreement that we had before, because every cease-fire builds on the other," said a State Department spokesman, Glyn Davies.

A truce took effect Friday after six days

of fighting, but quickly broke down.

The United States is nudging the factions to take part in proposed talks in London next month under the auspices of a U.S. assistant secretary of state, Robert Pelletreau, who brokered the latest truce by telephone from Washington.

The new cease-fire gives the United States the upper hand in an apparent power struggle with Iran for influence in the region. Iran's foreign minister said Tuesday that he had doubted whether the U.S. efforts would bear fruit and that Iran was in the best position to bring peace to the region.

The two Kurdish groups have controlled northern Iraq since Baghdad lost the 1991 Gulf War. Their rivalry has frequently erupted into combat.

*(Reuters, AFP)*

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes

Le médiateur américain rencontrera les factions kurdes à Londres

WASHINGTON, 29 août (AFP) - Le médiateur américain Robert Deutsch devrait rencontrer vendredi à Londres les représentants des deux factions kurdes irakiennes pour consolider le cessez-le-feu conclu dans le nord de l'Irak, a indiqué jeudi le département d'Etat.

Le directeur des affaires iraniennes et irakiennes du département d'Etat, M. Deutsch devrait y rencontrer les chefs de file de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui viennent de signer un cessez-le-feu entré en vigueur mercredi, a indiqué un porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies.

Le Congrès national irakien, une organisation regroupant plusieurs mouvements d'opposition au régime de Bagdad, devrait également participer à ces entretiens, a-t-il précisé.

Ces rencontres devraient notamment envisager l'adoption de mesures "destinées à renforcer le cessez-le-feu", a déclaré M. Davies.

Les factions kurdes devraient ultérieurement se retrouver pour une conférence de paix à Londres sous la présidence de secrétaire d'Etat

adjoint pour les affaires du Moyen-Orient Robert Pelletreau, selon des responsables américains.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991. Une force multinationale est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort". Les combats qui les opposent depuis mai 1994 ont fait plus de 2.000 morts.

cml-pa/ms/mmr tf  
AFP /AA1234/292200 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes prev

Les Etats-Unis parviennent à imposer une trêve dans les combats inter-kurdes

Par Acil TABBARA

DUBAI, 29 août (AFP) - Les Etats-Unis sont parvenus à faire cesser les combats qui faisaient rage depuis douze jours dans le nord de l'Irak entre les formations kurdes rivales, qui ont annoncé jeudi leur respect du cessez-le-feu.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a annoncé en milieu de journée avoir accepté un cessez-le-feu et indiqué que des pourparlers de paix avec son rival, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), s'ouvriraient vendredi à Londres sous l'égide des Etats-Unis.

Pour sa part, l'UPK avait annoncé dès mercredi soir qu'il avait accepté le cessez-le-feu obtenu grâce à la médiation du secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient Robert Pelletreau, qui est entré en contact avec les dirigeants des deux factions.

La situation sur le terrain était calme jeudi, selon les belligérants. "Nous n'avons pas été informés de violations majeures du cessez-le-feu", a déclaré à l'AFP le représentant du PDK à Londres, M. Dilshad Miran.

Pour sa part, le représentant dans la capitale britannique de l'UPK a assuré que sa formation respectait le cessez-le-feu.

Les combats entre les deux formations kurdes qui se partagent depuis 1991 le contrôle du Kurdistan avaient éclaté le 17 août et des appels précédents des Etats-Unis à un cessez-le-feu n'avaient pu les arrêter. Selon M. Miran, les affrontements ont fait "des centaines de morts".

Le PDK a indiqué que la réunion de Londres était "préliminaire" et qu'elle aurait pour but de "consolider le cessez-le-feu par le moyen du stationnement d'observateurs sur le terrain".

L'UPK a également appelé au "stationnement d'inspecteurs le long de la ligne séparant les deux parties pour s'assurer du respect du cessez-le-feu et dénoncer la partie qui violera l'accord".

Ces observateurs pourraient être des membres du Congrès National Irakien (CNI, alliance des partis d'opposition irakiens arabes et kurdes) qui ont par le passé veillé au respect de trêves entre les deux formations kurdes.

En outre, La réunion de Londres "évoquera la tension croissante dans le Kurdistan d'Irak, alimentée par la présence militaire iranienne dans la région et l'intervention directe des gardiens de la révolution irakiens aux côtés de l'UPK", selon le communiqué du PDK.

La formation de M. Barzani accuse son rival d'être directement appuyé sur le terrain par des forces iraniennes qui ont pénétré en territoire irakien.

Toujours selon le PDK, la réunion de Londres devrait également évoquer "les mouvements de troupes irakiennes autour de l'enclave kurde protégée par les forces de la coalition alliée".

Selon l'UPK, le régime de M. Saddam Hussein masse depuis le début de la semaine des troupes, notamment des forces de la garde républicaine (unités d'élite) à la lisière du Kurdistan d'Irak.

Les forces irakiennes "massent des centaines de chars et de blindés et un grand nombre de troupes" tout le long de la ligne séparant les zones tenues par les formations kurdes de la régions sous contrôle du pouvoir irakien, a précisé M. Rachid. L'UPK avait accusé son rival de "collusion" avec Bagdad et affirmé que les troupes irakiennes bombardaient les régions tenues par l'UPK.

Les deux formations se sont rendu mutuellement responsables de l'échec des tentatives précédentes des Etats-Unis d'imposer un cessez-le-feu depuis la semaine dernière.

Washington avait déjà parrainé deux réunions des deux formations kurdes en en août et septembre 1995 en Irlande, qui avaient permis la conclusion d'un accord mettant à terme aux combats qui avaient éclaté en mai 1994 et fait plus de 2.000 morts.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, en mars 1991. Une force multinationale basée en Turquie est depuis chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

at/elf/mb eaf

AFP /AA1234/291540

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LIBERATION - 30 août 1996

## Turquie: début d'ouverture islamo-kurde

*Le Premier ministre Erbakan envisage une négociation sur le problème kurde.*

Istanbul

de notre correspondant

**L**e Premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, tâte le terrain kurde et ébauche un dialogue. De son côté, le leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), Abdullah «Apo» Ocalan, prône une approche «conciliante» vis-à-vis des islamistes au pouvoir, et, en signe de bonne volonté, pourrait libérer 7 soldats turcs prisonniers. Certes, personne n'attend une solution à court terme de la «question kurde» – quelque 13 millions des 60 millions de citoyens turcs – et la cessation immédiate des accrochages, qui se multiplient comme chaque été. Mais, pour la première fois depuis douze ans, la possibilité d'une négociation se dessine alors



En Turquie, environ 13 millions des 60 millions d'habitants sont des Kurdes.

que la «sale guerre» dans le sud-est anatolien peuplé en majorité de kurdes a déjà coûté la vie de plus de 20.000 personnes.

Plusieurs éléments illustrent ce début d'une nouvelle politique kurde à la sauce Refah (Parti de la prospérité islamiste) de Necmettin Erbakan, traditionnellement très implanté dans les régions kurdes. Le PKK avait lui-même annoncé que le cessez-le-feu, déclaré unilatéralement en décembre 1995, resterait en vigueur «pour voir si le gouvernement islamiste tiendra ses promesses au sujet des Kurdes». Le Refah dans l'opposition avait en effet promis de mettre fin à l'état d'urgence, en vigueur dans les régions kurdes depuis 1987, ainsi que plusieurs autres mesures pour améliorer les conditions politiques, économiques et sociales des Kurdes.

Pour la première fois, un député du parti au pouvoir, Fetullah Erbas, élu du Refah à Van (Est), s'est rendu ces derniers jours dans un camp militaire du PKK en Irak du Nord pour discuter de la libération d'un groupe de soldats turcs prisonniers depuis quatorze mois. Président de diverses associations de droits de l'homme, il est lui-même kurde et a des parents dans les rangs de la rébellion. Le PKK tente d'exploiter à fond ce premier pas du dialogue et a affirmé que les prisonniers ne pouvaient encore être remis aux membres de cette délégation, leur initiative n'ayant pas de caractère «officiel».

Un autre signal de cette nouvelle donne est la reprise, depuis le 15 août, des émissions de la chaîne de télévision MED-TV, proche du PKK,

émittant depuis Londres après quarante-cinq jours d'interruption due aux obstructions diplomatico-commerciales d'Ankara. Plutôt que de chercher à bloquer «la propagande hertzienne du PKK» comme le précédent gouvernement, les islamistes travaillent actuellement sur un projet de chaîne de télévision islamiste diffusant en kurde depuis l'Irak du Nord. La langue kurde est la langue maternelle de plus de 30% des électeurs du Refah, qui répète que le problème kurde ne peut être résolu qu'au nom de l'islam.

Les développements de cette politique kurde des islamistes dépendront en fait des rapports de forces au sein de la coalition gouvernementale avec le parti de l'ex-Premier ministre, Tansu Ciller. Il leur faut aussi compter avec l'ar-

mée. Le Premier ministre islamiste multiplie les gestes de conciliation et ménage la haute hiérarchie militaire.

Son bras droit, le ministre de la Justice, Nevzet Kazan, n'en annonce pas moins sa volonté de rouvrir le dossier de la mort du général Bitlis, l'ex-commandant en chef de la gendarmerie, proche de l'ancien président Turgut Ozal, spécialiste du problème kurde, kurde lui-même et tué dans un accident d'avion en 1993.

Officiellement, il s'agissait d'un accident. Mais nombre d'observateurs, se référant aux rapports des experts étrangers, dénonçaient un attentat, estimant que ce général, ouvertement favorable à une solution politique au problème kurde, avait été assassiné par ses pairs ●

MUSA AKDEMIR

LE PELERIN MAGAZINE - 30 août 1996

## Irak Combats entre Kurdes

En cinq jours, la semaine dernière, les combats entre factions rivales kurdes, sur le territoire irakien, ont fait quelque 130 morts. Les affrontements opposent les partisans du Parti démocratique de Massoud Barzani à ceux de l'Union patriotique de Jalal Talabani.

LA CROIX - 30 août 1996

**IRAK**  
**Les États-Unis ont obtenu mercredi la signature d'un cessez-le-feu** entre plusieurs factions kurdes qui avaient recommencé à se battre dans le nord de l'Irak, le 17 août. Les factions ont fixé le principe d'une conférence de paix à Londres. Depuis mai 1994, les combats ont fait plus de 2 000 morts.

OUEST FRANCE  
30 août 1996

## Réunion des Kurdes irakiens à Londres

Les factions kurdes rivales qui s'affrontent, depuis plusieurs jours, en combats meurtriers dans le nord de l'Irak, doivent se rencontrer aujourd'hui à Londres. Des représentants des gouvernements britannique et américain ainsi que de l'opposition irakienne en exil participeront également à ces pourparlers. Washington est parvenu à imposer un cessez-le-feu, mercredi, au Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et à l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-USA-Irak-Kurdes prev-lead

Rencontre entre formations rivales kurdes pour consolider le cessez-le-feu

LONDRES, 30 août (AFP) - Les représentants des deux factions kurdes irakiennes ont entamé vendredi, en présence du médiateur américain Robert Deutsch, des négociations destinées à consolider le cessez-le-feu conclu dans le nord de l'Irak, a indiqué l'ambassade américaine à Londres où se déroule la réunion.

M. Deutsch, directeur des affaires iraniennes et irakiennes du département d'Etat, a entamé ses entretiens avec des responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui viennent de signer un cessez-le-feu entré en vigueur mercredi.

Le président du Conseil exécutif du Congrès National irakien (CNI), Ahmad Chalabi, était également présent, selon un porte-parole de cette coalition de mouvements d'opposition au régime de Bagdad.

Selon le porte-parole du CNI, l'UPK est représenté par son responsable en Grande-Bretagne, Latif Rachid, et le PDK par Hoshyar Zebari et Mohsin Dizayee.

Le gouvernement britannique y est seulement représenté par un observateur, selon le Foreign Office.

Les combats entre les deux formations kurdes qui se partagent le contrôle du Kurdistan depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe en mars 1991, ont éclaté le 17 août. Selon le PDK, ces affrontements ont fait "des centaines de morts".

Les factions kurdes devraient ultérieurement se retrouver pour une conférence de paix à Londres sous la présidence de secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Moyen-Orient Robert Pelletreau, selon des sources américaines.

Washington a déjà parrainé deux réunions des deux formations kurdes en août et septembre 1995 en Irlande destinées à mettre un terme aux combats qui avaient éclaté en mai 1994 et fait plus de 2.000 morts.

Dans une déclaration de principes signée en août 95 par les deux factions, ainsi que par le gouvernement turc, l'UPK et le PDK s'étaient engagés à rendre permanent leur cessez-le-feu, à démilitariser Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien contrôlé par l'UPK depuis décembre 1994.

Les deux factions devaient aussi partager les 100.000 à 150.000 dollars prélevés quotidiennement par le PDK sur le pétrole irakien transporté par camions en Turquie.

Ces livraisons de pétrole, effectuées en violation de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak depuis l'invasion du Koweït en 1990, sont la principale ressource financière des Kurdes irakiens.

Mais la déclaration de principes n'avait jamais pu déboucher sur un accord définitif lors de la réunion de septembre à Dublin.

Bien que les deux formations rivales aient ensuite assuré, chacune de son côté, qu'elles continueraient à respecter le cessez-le-feu, "en l'absence d'un accord définitif, la tension a continué et les choses ont empiré au cours de l'année", jusqu'au renouveau des combats le 17 août, rappelle une source du CNI.

hb/mm tf  
AFP /AA1234/301550 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### Irak-Kurdes

L'artillerie irakienne bombarde un camp militaire kurde du nord, selon l'UPK

ERBIL (Irak), 30 août (AFP) - Les troupes irakiennes ont bombardé vendredi soir un camp militaire d'une faction kurde, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), dans le nord de l'Irak, a affirmé l'UPK.

Un responsable de l'UPK, Saadi Pera, a déclaré à l'AFP que "l'artillerie irakienne a bombardé un camp militaire de l'UPK à Erbil", principale ville du Kurdistan irakien qui échappe au contrôle du pouvoir central à Bagdad depuis 1991. Il n'a pas été en mesure de préciser s'il y avait eu des victimes.

Interrogé, le personnel de l'ONU à Erbil n'a pas pu confirmer l'information.

(A Washington, le Pentagone a annoncé que des mouvements inquiétants de troupes irakiennes avaient été repérés vendredi dans le nord de l'Irak et que les forces américaines dans la région avaient été placées en état d'alerte, prêtes à intervenir.

("Les Irakiens sont en train de déplacer quelque chose là-bas", a déclaré un responsable militaire au Pentagone. "Nous surveillons la situation et nous disons à nos hommes de se préparer à bouger rapidement si nécessaire", a ajouté ce responsable.)

L'UPK et son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), avaient accepté jeudi un cessez-le-feu parrainé par les Etats-Unis, dans le nord du pays, après de violents combats qui ont fait en douze jours une centaine de morts.

Ces deux formations rivales kurdes se disputent le contrôle de la région depuis 1992.

L'UPK avait affirmé la veille que le régime du président Saddam Hussein massait depuis le début de la semaine des troupes, notamment des forces de la garde républicaine (unités d'élite) à la lisière du Kurdistan d'Irak.

L'Irak avait pour sa part accusé l'Iran de soutenir militairement l'UPK, et avait qualifié M. Talabani de "traître".

Des représentants de l'UPK et du PDK ont entamé vendredi, en présence du médiateur américain Robert Deutsch, des négociations à Londres destinées à consolider le cessez-le-feu.

str-bsm/tp/plh tf

AFP /AA1234/302235 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Kurdes-Iran

Bagdad réclame le retrait immédiat des troupes iraniennes du nord de l'Irak

BAGDAD, 30 août (AFP) - Le ministre irakien de l'Information Abdel Ghani Abdel Ghafour a réclamé vendredi le "retrait immédiat" des troupes iraniennes du nord de l'Irak, contrôlé par les formations kurdes d'opposition.

Dans une déclaration diffusée par l'agence officielle irakienne INA, le ministre a affirmé que "l'intervention iranienne dans le nord de l'Irak et l'appui des troupes iraniennes au traître Jalal Talabani donnent une nouvelle preuve que ce régime n'a toujours pas abandonné ses rêves expansionnistes".

Bagdad a accusé Téhéran de soutenir militairement l'une des deux factions kurdes en conflit dans le nord de l'Irak, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

"L'agression iranienne va de pair avec la présence colonialiste (...) des Etats-Unis" dans le nord de l'Irak, "ce qui constitue une preuve que l'Iran contribue à l'exécution d'un plan américain contre le peuple irakien", a ajouté le ministre, réclament "le retrait immédiat des forces iraniennes".

Une force multinationale, formée notamment d'Américains, est chargée depuis 1991 de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Les Etats-Unis sont parvenus à imposer mercredi une trêve dans les combats interkurdes et des représentants de l'UPK et du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) se réunissaient vendredi à Londres en présence du médiateur américain Robert Deutsch pour consolider le cessez-le-feu.

mch-at/Kar/bir tf  
AFP /AA1234/301449 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LA CROIX DU MIDI - 30 août 1996

## KURDISTAN IRAKIEN Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale s'inquiètent

Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale travaillant auprès des Kurdes depuis plus de dix ans condamnent vivement l'attaque iranienne du 27 juillet dernier contre les Kurdes iraniens réfugiés au nord de l'Irak.

Les équipes médicales de Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale basées pour Aide Médicale Internationale à Koysenjaq et pour Médecins du Monde à

Ranya et à l'hôpital d'Azadi (construit par Aide Médicale Internationale en 1993), confirment la destruction de très nombreuses habitations dans les camps des Kurdes iraniens ainsi que de sérieux dommages matériels. L'hôpital d'Azadi a reçu plusieurs obus et a subi une destruction partielle du bloc opératoire, de la salle de kinésithérapie et de la salle de radiologie.

Les équipes de Médecins du

Monde ont été évacués en urgence sur Ranya et les équipes d'Aide Médicale Internationale vers Erbil. Celles-ci retournées aujourd'hui sur place ont constaté qu'elles ne pouvaient plus y travailler. De plus, les réfugiés civils de cette région sont partis sur Erbil.

Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale s'interrogent sur l'avenir de ces familles. Elles demandent à la Communauté internationale et

aux instances des Nations Unies de prendre acte et de réagir contre le drame que vivent ces familles kurdes iraniennes subissant depuis de nombreuses années des actes de terrorisme répétés.

Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale rappellent qu'elles soutiennent les civils qui demandent protection aux Nations Unies.

(Communiqué)



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Le drapeau irakien flotte sur Erbil, selon des témoins cités par l'ONU

GENEVE, 31 août (AFP) - Le drapeau irakien a été hissé sur le bâtiment abritant le parlement kurde à Erbil alors que des chars ont pénétré dans la ville du nord de l'Irak où l'armée de Saddam Hussein est intervenue samedi pour la première fois depuis sa défaite dans la guerre du Golfe, a déclaré un porte-parole d'une agence de l'ONU.

Les combats avaient pratiquement cessé dans Erbil avec le coucher du soleil, après de violents bombardements d'artillerie et des tirs de Kalashnikov dans la journée, a rapporté M. Ron Redmond, porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés (HCR), citant des témoins.

Erbil est une des principales cités du Kurdistan, placé depuis 1991 sous protection occidentale. L'armée irakienne y est intervenue samedi pour soutenir le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'aider à reprendre le contrôle de la ville à son rival l'Union populaire du Kurdistan (UPK).

Des témoins ont dit avoir vu le drapeau irakien flotter dans la journée sur le parlement kurde tandis qu'une colonne d'une quinzaine de chars avait stoppé dans la soirée à 700 m du quartier général des Nations unies, dans le quartier d'Ankawa, distant d'environ un km du centre d'Erbil, selon le porte-parole.

Les témoins n'ont pas pu déterminer s'il s'agissait de chars irakiens mais cela est vraisemblable, a-t-il ajouté. Les soldats se sont installés pour la nuit alors que les chars étaient disposés en ligne.

Malgré les signes d'une présence militaire irakienne, des combattants du PDK ont affirmé à des gardes de l'ONU qu'ils contrôlaient la sécurité en ville mais que la situation restait dangereuse à cause de combattants et tireurs isolés de l'UPK, a déclaré M. Redmond.

Dans la journée, les quatre représentants du HCR à Erbil avaient été confinés par les combats dans les locaux qui abritent la plupart des personnels humanitaires.

Ils ont rapporté avoir vu 4 à 500 personnes se rassembler dans la rue devant les bâtiments, fuyant l'avancée des troupes irakiennes remontant du Sud vers le Nord. Mais la foule s'est soudain dispersée vers 16H00 locales.

Le HCR s'occupe d'environ 4.000 réfugiés kurdes iraniens dans la région d'Erbil et de 60.000 réfugiés au total dans le nord de l'Irak.

jlb/mmr tf

AFP /AA1234/312040 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Kurdes-doc prev

Les grandes dates du conflit entre le PDK et l'UPK (chronologie)

PARIS, 31 août (AFP) - Un conflit armé oppose depuis mai 1994 le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le PDK et l'UPK s'opposent sur l'attitude à adopter à l'égard du régime du président irakien Saddam Hussein. M. Talabani, hostile à des négociations avec Bagdad, est accusé par Massoud Barzani d'être soutenu par l'Iran.

Les dernières négociations entamées fin 1991 avec le pouvoir central n'avaient donné aucun résultat concret, l'un des principaux différends portant sur les frontières de la zone d'autonomie.

Les combats entre les deux milices kurdes ont fait plus de 2.000 morts entre mai 1994 et la signature d'un cessez-le-feu en septembre 1995.

Voici un rappel des grandes dates du conflit entre l'UPK et le PDK:

### 1995

- 8 janvier: accord de cessez-le-feu entre l'UPK et le PDK après six jours de combats au nord de l'Irak.
- 14-16 jan: reprise des combats. Le PDK refuse la proposition de dialogue formulée par le régime de Saddam Hussein.
- 27 fév: 78 morts et 136 blessés dans l'explosion d'une voiture piégée à Zakho, dans le Kurdistan irakien.
- 7 mars: les autorités de Bagdad reconnaissent l'implication de leurs troupes dans des accrochages avec l'UPK.
- 1er juin: le PDK prolonge le cessez-le-feu unilatéral jusqu'au 15 juillet. Le lendemain, l'UPK en accepte l'extension.
- 3 juil: lors de négociations indirectes à Téhéran, le PDK et l'UPK prolongent d'un mois le cessez-le-feu.
- 24 juil: l'UPK et le PDK acceptent de mener des négociations de paix sous les auspices des Etats-Unis.
- 11 août: à l'issue de 3 jours de négociations à Drogheda (Irlande), l'UPK et le PDK s'engagent notamment à tenter de rendre permanent le cessez-le-feu et à démilitariser Erbil (contrôlée par l'UPK depuis décembre 1994).
- 6-7 sept: explosion d'une voiture piégée devant un des bureaux de l'UPK dans le centre d'Erbil (3 morts et 5 blessés) et attentat à la bombe contre un responsable de l'UPK, Kosrat Rassoul, ancien "premier ministre" kurde qui sort indemne de l'attaque.
- 12-16 sept: échec de nouvelles négociations entre le PDK et l'UPK à Dublin en raison d'un différend sur la question du partage des taxes frontalières sur le pétrole irakien.

- 10 oct: le PDK et l'UPK parviennent à un accord sur la tenue en mai prochain d'élections générales dans le nord de l'Irak.

- 27 oct: le PDK de Massoud Barzani affirme avoir pris le contrôle de la principale base des séparatistes kurdes turcs dans le nord de l'Irak.

### 1996

- 5 août: le représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien, Jaffar Hasso Guky, est retrouvé assassiné à Paris.

- 17/23 août: violents affrontements entre le PDK et l'UPK, les plus importants depuis 1994 (au moins 100 morts). Le 23, Washington annonce un cessez-le-feu. Le 25, Bagdad dénonce l'intervention iranienne dans les

combats.

- 26 août: les combats se poursuivent pour la dixième journée consécutive, malgré l'accord de cessez-le-feu.
- 28 août: l'UPK annonce avoir accepté un cessez-le-feu avec le PDK.
- 31 août: le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz confirme que les forces irakiennes sont intervenues dans le nord de l'Irak à la demande du PDK pour chasser l'UPK d'Erbil.

bur-doc/bd/sl/stb

tf

AFP /AA1234/311605

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Des milliers de soldats iraniens ont pénétré au Kurdistan, selon le PDK

DUBAI, 31 août (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a affirmé que des milliers de soldats iraniens avaient pénétré dans le nord de l'Irak, où l'armée irakienne est intervenue samedi pour la première fois depuis 1991.

"Vendredi soir, des milliers de soldats iraniens ont pénétré en territoire irakien sur 40 km et ont établi des bases dans les régions de Haj Omrane et Chouman", a déclaré à l'AFP le représentant du PDK à Londres, M. Dilshad Miran.

Il a ajouté que les troupes iraniennes avaient pris le contrôle d'une route stratégique reliant la région d'Erbil à la frontière iranienne.

M. Miran n'a pas voulu confirmer que l'armée irakienne était entrée à Erbil samedi pour en déloger les forces de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

"Il est vrai qu'il y a eu des mouvements de troupes de l'armée irakienne dans la région d'Erbil, mais nous n'avons pas d'information en raison des difficultés de communication avec le Kurdistan", a-t-il indiqué.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a déclaré samedi que les forces irakiennes étaient intervenues dans le nord de l'Irak à la demande du PDK, pour chasser les forces rivales de l'UPK d'Erbil. Il a indiqué que l'offensive "limitée" de l'armée irakienne visait à contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" le nord de l'Irak.

Selon l'opposition irakienne, des combats de rue opposaient samedi en fin d'après-midi les combattants de l'UPK aux troupes irakiennes à Erbil.

Les combats entre l'UPK et le PDK, qui se partagent le contrôle du Kurdistan irakien depuis 1991, ont éclaté le 17 août. La formation de M. Barzani avait accusé l'UPK d'être soutenu par des forces iraniennes sur le terrain.

at/jhd/es

tf

AFP /AA1234/311640

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes 2elead

L'Irak "se prépare à une offensive militaire", selon la Maison Blanche

PADUCAH (Etats-Unis), 31 août (AFP) - Les Etats-Unis "pensent que l'armée irakienne se prépare à une offensive militaire" dans le nord de l'Irak et Washington "étudie tous les moyens nécessaires pour y faire face", a annoncé samedi le porte-parole de la Maison Blanche Michael McCurry depuis Paducah (Kentucky).

Le président Clinton et l'administration américaine "continuent de surveiller attentivement la situation en Irak du Nord", notamment les "mouvements d'unités militaires irakiennes qui, nous le pensons, se préparent à passer à l'offensive contre des unités liées aux factions kurdes rivales" qui s'affrontent dans cette région, a indiqué le porte-parole.

"Nous étudions très attentivement, très sérieusement, les informations selon lesquelles il y a eu des actions à et autour d'Erbil qui violeraient les résolutions des Nations Unies", a ajouté le porte-parole américain.

La Maison Blanche estimait toujours samedi matin que l'Irak n'avait pas encore violé ces résolutions, et qu'"il n'est pas exact de parler d'une agression caractérisée", malgré les informations de sources concordantes selon lesquelles les troupes irakiennes sont déjà passées à l'offensive.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a annoncé que l'armée irakienne avait lancé une offensive "limitée" dans le nord de l'Irak pour contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" cette région.

Selon Tarek Aziz, l'Iran tente d'imposer son contrôle sur la région par le biais du chef kurde Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique Kurdistan (UPK), et Bagdad a décidé d'intervenir à la demande du dirigeant kurde rival Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK).

M. McCurry a pour sa part indiqué que la situation sur place, "très confuse", avait été rendue "encore plus confuse" par le communiqué de M. Aziz. "Nous étudions" les déclarations du vice-Premier ministre irakien, a-t-il déclaré sans plus de précision.

M. McCurry n'a pas confirmé le franchissement par les troupes irakiennes du 36ème parallèle, une "zone interdite" aux troupes du président irakien Saddam Hussein établie par les Etats-Unis et ses alliés après la guerre du Golfe dans le but de protéger la minorité kurde.

(Selon un responsable de l'ONU, dix civils ont trouvé la mort samedi à Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, dans le bombardement d'une usine et d'une maison. Le responsable de l'ONU n'était pas en mesure d'indiquer qui avait bombardé les deux sites.)

M. Clinton, actuellement en tournée électorale en bus dans le Kentucky, a été tenu informé de la situation par son conseiller pour la sécurité, Anthony Lake, à Washington, selon le porte-parole. Le Pentagone a indiqué que le Conseil national pour la sécurité se réunissait samedi matin à Washington.

Interrogé, M. McCurry n'a pas précisé la nature des mesures annoncées vendredi soir par le président Clinton, et destinées à s'assurer que les Etats-Unis sont prêts à toute éventualité. Il a réaffirmé que toute attaque contre les Kurdes serait considérée comme "très grave" par les Etats-Unis.

Un haut responsable de l'administration, qui a requis l'anonymat, a pour sa part précisé que trois divisions de blindés de l'unité d'élite de la garde présidentielle irakienne, soit 30.000 à 40.000 hommes, se trouvaient dans le nord de l'Irak.

Ils disposent d'une importante artillerie, et peut-être de missiles sol-air, selon lui. "Nous n'avons pas vu ce type d'activités militaires

depuis 1991", a-t-il ajouté.

De plus, les soldats ont été équipés de balles réelles, "ce qui est assez rare car (le président irakien) Saddam Hussein ne fait pas vraiment confiance à son armée", a déclaré ce responsable.

Des combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ont pris samedi après-midi le contrôle d'un faubourg d'Erbil, où se trouvent les locaux de la plupart des agences de l'ONU et d'organisations humanitaires, a constaté l'AFP.

Ce faubourg d'Ankawa est situé à 5 km du centre d'Erbil, la principale ville du Kurdistan irakien, enjeu depuis l'aube d'une offensive appuyée par Bagdad et visant à en déloger les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), rival du PDK.

bur-et/mm tf  
AFP /AA1234/311811 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Kurdes lead

Le PDK "ne peut confirmer" son engagement aux côtés de l'Irak à Erbil

LONDRES, 31 août (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) ne "peut confirmer" son engagement aux côtés des troupes militaires irakiennes entrées dans la ville d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, a déclaré samedi à l'AFP un porte-parole du PDK à Londres.

"Nous ne pouvons confirmer cette information", a déclaré le porte-parole. Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz, cité par l'agence officielle INA, a déclaré samedi que les forces irakiennes étaient intervenues dans le nord de l'Irak à la demande du PDK, pour chasser les forces rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) de la ville d'Erbil.

"La situation est quelque peu confuse, nous pouvons juste confirmer qu'il y a de lourds combats à Erbil", située dans une zone protégée par les Alliés occidentaux au nord du 36ème parallèle et échappant au contrôle du régime de Saddam Hussein.

Erbil subit de "très lourds bombardements, il y a de nombreux incendies et de nombreux morts et blessés sont à déplorer", a déclaré à l'AFP un porte-parole du Congrès National irakien (CNI), coalition de l'opposition basée à Londres.

De son côté l'ambassade américaine à Londres a confirmé la poursuite samedi de la rencontre entre les représentants des deux factions kurdes irakiennes, le PDK et l'UPK, qui a débuté vendredi en présence du médiateur américain Robert Deutsch. Ces négociations étaient initialement destinées à consolider le cessez-le-feu conclu dans le nord de l'Irak.

Des combats entre les deux formations kurdes qui se partagent le contrôle du Kurdistan depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe en mars 1991, avaient éclaté le 17 août.

sd/dfg eaf  
AFP /AA1234/311301 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### Irak-Kurdes prev

L'Irak passe à l'attaque et s'expose à des représailles américaines de l'envoyé spécial de l'AFP, Maher CHMAYTELLI

BAGDAD, 31 août (AFP) - Le gouvernement irakien a lancé une opération armée dans les régions kurdes du nord pour la première fois depuis cinq ans, s'exposant à des représailles militaires américaines.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a indiqué que l'offensive "limitée" de l'armée irakienne visait à contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" le nord de l'Irak.

Selon lui, l'Iran tente d'imposer son contrôle sur la région par le biais du chef kurde Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique Kurdistan (UPK), et Bagdad a décidé d'intervenir à la demande du dirigeant kurde rival Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK).

M. Barzani a demandé le 22 août le soutien du président Saddam Hussein dans une lettre qui faisait état d'une "agression conjointe menée par l'Iran et les bandes de Talabani".

"Nous ne pouvons en aucun cas permettre à l'Iran de contrôler le nord du pays, directement ou par le biais des bandes Jalal (Talabani). Ceci mettrait la sécurité et la souveraineté de l'Irak en danger", a ajouté M. Aziz.

Selon lui, M. Barzani a affirmé dans sa lettre: "le complot dépasse nos capacités, c'est pourquoi nous demandons à votre excellence d'ordonner aux forces armées irakiennes d'intervenir à nos côtés pour repousser le danger étranger et mettre fin à la trahison de Jalal".

Le vice-Premier ministre irakien n'a pas dit explicitement que l'armée était entrée dans la ville d'Erbil, mais il a indiqué que l'offensive irakienne visait à "soutenir" le PDK face à une avance menée par l'Iran et l'UPK dans les régions de Chouman et Sidikan, dans la même région.

Un représentant du PDK en Iran a déclaré samedi que l'armée irakienne ne jouait "aucun rôle" dans les combats dans le Kurdistan d'Irak entre les forces du PDK et celles de l'UPK.

Il s'agit de la première action militaire irakienne dans le nord de l'Irak depuis la mise en place, en avril 1991, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'une zone de sécurité doublée d'une zone d'interdiction de vol pour protéger les populations kurdes.

Le gouvernement irakien souligne régulièrement que les combats opposant depuis 1994 l'UPK et le PDK, qui se partagent le contrôle du nord de l'Irak, ont fait des milliers de morts. Il a également dénoncé la multiplication des interventions dans cette zone de la Turquie et de l'Iran, chacun contre ses Kurdes séparatistes.

Selon un responsable de l'ONU, dix civils ont trouvé la mort samedi à Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, dans le bombardement d'une usine et d'une maison. Le responsable de l'ONU n'était pas en mesure d'indiquer qui avait bombardé les deux sites.

"Il est temps que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne revoient leur position, qu'ils respectent la souveraineté de l'Irak et qu'ils n'interviennent plus dans ses affaires internes", a affirmé M. Aziz.

L'action irakienne risque cependant de provoquer une réaction américaine, le président américain Bill Clinton ayant pris vendredi des mesures destinées à s'assurer que les Etats-Unis sont prêts à faire face à toute action offensive irakienne, selon un communiqué de la Maison Blanche.

En annonçant la mise en place de la zone de sécurité en avril, l'administration américaine avait prévenu l'Irak que toute interférence dans les opérations humanitaires des alliés au Kurdistan provoquerait une

réponse militaire immédiate des Etats-Unis.

"L'important est notre souveraineté nationale et la protection de notre population. Nous faisons face à une agression étrangère, les gains et les pertes" qui peuvent découler d'une attaque américaine "viennent en second ordre", a déclaré à l'AFP un responsable irakien sous couvert de l'anonymat.

L'annonce de l'intervention de l'armée irakienne dans le Kurdistan à la télévision de Bagdad a été suivie par une émission des chansons et des danses folkloriques kurdes saluant le "courage de Saddam".

A Londres, le conseil exécutif du Congrès national irakien (CNI), coalition de l'opposition basée dans la capitale britannique, a appelé la communauté internationale à stopper le "bombardement sauvage" des troupes de Saddam Hussein sur Erbil.

mch/sl/stb

tf

AFP /AA1234/311601 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Allemagne-Iran lead

Des services iraniens ont interrogé et menacé un diplomate allemand, selon Bonn

BONN, 31 août (AFP) - Des agents des services secrets iraniens ont pris d'assaut, fin juillet dernier à Téhéran, le domicile d'un diplomate allemand qu'ils ont ensuite interrogé sous la menace, a indiqué samedi le ministère allemand des Affaires étrangères.

Les agents iraniens ont en outre emmené sous la contrainte six écrivains iraniens invités à dîner par ce diplomate Jens Gust, a ajouté un porte-parole du ministère.

Celui-ci confirmait des révélations de l'hebdomadaire allemand Der Spiegel à paraître lundi.

L'opération remonte à fin juillet, a précisé ce porte-parole, ajoutant que Jens Gust avait été séquestré dans une pièce pour être entendu.

D'après Der Spiegel, les agents iraniens ont agi sous l'autorité du ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian. Ce dernier fait l'objet depuis mars d'un mandat d'arrêt lancé par le parquet fédéral allemand pour meurtre. Le parquet fédéral soupçonne en effet le renseignement iranien d'être derrière l'attentat qui a coûté la vie à quatre opposants kurdes iraniens en septembre 1992 à Berlin.

Le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères a souligné que l'ambassade d'Allemagne à Téhéran avait immédiatement et vivement protesté et que l'ambassadeur d'Iran en Allemagne Hossein Mousavian avait été convoqué.

Le ministère allemand a insisté à cette occasion sur le respect de l'inviolabilité des appartements diplomatiques.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a "déploré" auprès de Bonn l'action des services d'espionnage iraniens et Téhéran a fait état d'un "malentendu", a assuré le porte-parole allemand.

lal/es

tf

AFP /AA1234/311534 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

### Irak-Kurdes prev

Les Kurdes d'Irak: une amère expérience d'autonomie (encadré)

DUBAI, 31 août (AFP) - Les quelque 3,5 millions de Kurdes du nord de l'Irak, où l'armée irakienne est intervenue samedi, vivent depuis 1991 une amère expérience d'autonomie marquée par des combats fratricides.

Les combats entre les deux frères ennemis kurdes, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), ont fait depuis 1994 plus de 2.000 morts et paralysé toutes les institutions kurdes autonomes.

Dans le même temps, les deux pays voisins, la Turquie et l'Iran, ont effectué des interventions armées dans le nord de l'Irak, à la poursuite d'opposants kurdes turcs et iraniens.

C'est cet état de désagrégation qui a permis le retour dans cette région des troupes de Bagdad, qui ont marché samedi sur Erbil, "capitale" du Kurdistan tenue par l'UPK.

Les Kurdes s'étaient rebellés contre le pouvoir central de Saddam Hussein en mars 1991, au lendemain de la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

Pour faire cesser la répression des troupes de Bagdad qui avait provoqué l'exode de centaines de milliers de personnes vers la Turquie et l'Iran, les alliés ont instauré en avril 1991 une zone de protection dans cette région, assortie d'une interdiction de survol au nord du 36ème parallèle.

Forts de cette autonomie de facto, les Kurdes ont élu dans l'euphorie en 1992 un Parlement de 105 députés, non reconnu internationalement, partagé à égalité entre l'UPK et le PDK et constitué un gouvernement formé de sept membres de l'UPK, six du PDK, un communiste et un chrétien.

Mais ces institutions sont paralysées depuis 1994 par les combats fratricides intermittents entre les factions kurdes qui ont fait plus de 2.000 morts.

En août 1995, les Etats-Unis ont parrainé la tenue de réunions entre les belligérants en Irlande, qui ont abouti à la signature d'une déclaration de principe. Une trêve fragile a été observée pendant un an, avant l'éclatement le 17 août de nouveaux combats à grande échelle.

Musulmans en majorité sunnites, les Kurdes vivent dans les régions montagneuses d'Irak, d'Iran, de Turquie, de Syrie et d'Arménie. Ils sont estimés à 25 millions de personnes au total, en l'absence de recensement précis.

En 1920, les puissances qui avaient défait l'Empire Ottoman avaient envisagé de créer un Etat kurde indépendant dans le Traité de Sèvres, mais elles avaient abandonné l'idée à Lausanne trois ans plus tard.

Les Kurdes ont traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins mais ont aussi été souvent lâchés lors de retournements d'alliance. L'UPK a été accusée lors des derniers combats d'être à la solde de l'Iran, alors que le PDK se rapprochait du régime de Bagdad.

Bien que les régimes irakiens successifs aient été, sur le papier, plus généreux que les pays voisins en termes d'autonomie pour les Kurdes, ces derniers se sont soulevés régulièrement contre Bagdad.

La rébellion la plus menaçante pour l'Irak a pris fin en 1975, après l'accord d'Alger signé par l'Irak et l'Iran, qui cessa de soutenir les Kurdes irakiens.

Pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), les Kurdes qui avaient appuyé en 1988 une offensive iranienne dans leur région ont été brutalement reprimés, notamment par l'emploi de gaz de combat à Halabja, qui avait fait près de 5.000 morts.

at/hj/sl/stb

tf

AFP /AA1234/311614

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse



A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

## Irak-Kurdes prév-synth

Nouveau défi de Saddam Hussein aux Occidentaux dans le Kurdistan  
par Nigah ARAM

ERBIL (Irak), 31 août (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein a lancé samedi un nouveau défi aux alliés occidentaux en intervenant militairement au Kurdistan, zone du nord de l'Irak placée depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 sous protection américaine, britannique et française.

Les forces irakiennes ont "apporté leur soutien" à l'un des deux frères ennemis du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pour apparemment reprendre à l'Union populaire du Kurdistan (UPK) le contrôle d'Erbil, une des principales villes du Kurdistan.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a expliqué que cette offensive "limitée" visait à contrecarrer "une tentative iranienne de contrôler" le nord de l'Irak. Selon lui, l'Iran a apporté son soutien au chef de l'UPK, Jalal Talabani, et Bagdad est intervenu à la demande de son rival du PDK Massoud Barzani.

Le représentant à Londres du PDK Dilshad Miran a affirmé samedi que des milliers de soldats iraniens avaient pénétré vendredi dans le nord de l'Irak et établi des bases dans des zones frontalières.

"Nous ne pouvons en aucun cas permettre à l'Iran de contrôler le nord du pays, directement ou par le biais des bandes de Jalal Talabani. Ceci mettrait la sécurité et la souveraineté de l'Irak en danger", a affirmé Tarek Aziz.

"Il est temps que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne revoient leur position, qu'ils respectent la souveraineté de l'Irak et qu'ils n'interviennent plus dans ses affaires internes", a-t-il ajouté.

Les réactions des trois alliés occidentaux qui ont instauré en avril 1991 une "zone de sécurité" au nord du 36ème parallèle, comportant une interdiction de survol par l'aviation irakienne, se sont illustrées par leurs prudence.

Les Etats-Unis, qui avaient fait état vendredi de mouvements de troupes irakiennes dans la région, "pensent que l'armée irakienne se prépare à une offensive militaire" dans le nord de l'Irak et Washington "étudie tous les moyens nécessaires pour y faire face", a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche Michael McCurry.

"Nous étudions très attentivement, très sérieusement, les informations selon lesquelles il y a eu des actions à et autour d'Erbil qui violeraient les résolutions des Nations unies", a ajouté le porte-parole américain, sans mentionner un franchissement par les troupes irakiennes du 36ème parallèle.

Le président américain Bill Clinton a pris des mesures destinées à s'assurer que les Etats-Unis sont prêts à faire face à toute action offensive irakienne, avait indiqué vendredi la Maison Blanche.

Londres a "condamné l'intervention irakienne" et exprimé son "inquiétude". "Les Irakiens ont une réputation épouvantable quant à la façon dont ils traitent leur propre peuple", a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

Paris s'est contenté de "s'informer des mouvements de troupes irakiennes dans la région d'Erbil" où la situation "semblait assez confuse", selon un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

L'UPK a fait état dans Erbil de la présence de chars irakiens, qu'aucun témoignage indépendant n'est venu cependant confirmer. Le correspondant de l'AFP à Erbil a constaté en revanche que des combattants du PDK s'étaient emparés dans l'après-midi d'un faubourg d'Erbil où se trouvent les locaux

de la plupart des agences de l'ONU et d'organisations humanitaires.

Un responsable de l'ONU a indiqué à l'AFP avoir vu dans le centre-ville d'Erbil "de nombreux chars et véhicules militaires", sans être en mesure de préciser s'ils appartenaient à l'armée irakienne.

"J'ai vu dix chars dans le centre d'Erbil, mais on ne pouvait pas voir qui les conduisait. Je ne peux pas dire si c'étaient des soldats irakiens", a déclaré à l'AFP un autre témoin.

Les combats entre PDK et UPK, qui se partagent depuis cinq ans le contrôle du Kurdistan irakien (environ 3,5 millions d'habitants), durent depuis plus de deux ans et ont fait plus de 2.000 morts depuis 1994.

Une trêve fragile avait été instaurée en septembre 1995 sous l'égide des Etats-Unis, avant de voler en éclats le 17 août.

Une rencontre entre les deux factions rivales, prévue samedi à Londres sous l'égide américaine pour consolider un cessez-le-feu inspiré par les Américains, a été annulée, a annoncé l'ambassade américaine en Grande-Bretagne.

bur-jhd/sl/es

AFP /AA1234/311832

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

L'opposition chiite irakienne dénonce l'offensive de Bagdad contre Erbil

TEHERAN, 31 août (AFP) - L'opposition chiite irakienne a dénoncé samedi l'offensive de l'armée irakienne dans la région d'Erbil, principale ville du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, et a demandé une intervention de la communauté internationale pour y mettre fin.

"Cette offensive armée lancée sur trois axes a causé d'importants dégâts aux populations civiles et aux forces de résistance nationale", a affirmé l'Assemblée Suprême de la révolution d'Irak (ASRII, principal mouvement d'opposition chiite au régime irakien, basé en Iran).

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, l'ASRII demande à la communauté internationale d'"intervenir pour mettre fin à ce nouveau crime du régime de Saddam Hussein".

"Nous demandons à tous les groupes d'opposition de se donner la main pour faire échouer cette nouvelle agression de l'armée irakienne", indique l'ASRII, affirmant être "prête à déployer ses forces pour défendre le Kurdistan d'Irak face à l'agression de l'armée irakienne".

L'armée irakienne est intervenue samedi dans le Kurdistan, pour la première fois depuis 1991. Bagdad a affirmé que cette initiative répondait à une demande du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pour chasser d'Erbil les forces rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Des combats entre les deux formations kurdes, qui se partagent le contrôle du Kurdistan depuis l'insurrection kurde consécutive à la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe en mars 1991, avaient éclaté le 17 août.

La ville d'Erbil est située dans une zone protégée par les Alliés occidentaux au nord du 36ème parallèle et échappant au contrôle du régime de Saddam Hussein.

kd/jhd/plh tf

AFP /AA1234/311720

AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Kurdes lead

Nombreux blessés lors de l'entrée des forces irakiennes dans Erbil, selon le CNI

LONDRES, 31 août (AFP) - "De nombreux civils ont été blessés" lors de l'entrée samedi matin des forces irakiennes dans Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, a déclaré samedi à Londres Ahmad Chalabi, le président du Conseil exécutif du Congrès National irakien (CNI).

"Erbil résiste fortement aux troupes de Saddam Hussein" qui sont entrées dans Erbil vers 07h00 GMT, a déclaré à l'AFP M. Chalabi.

"La ville est bombardée, 12 obus par minutes tombent sur Erbil", a-t-il ajouté.

"Neuf tanks irakiens ont été détruits par les forces kurdes", selon Ahmed Allawi, un représentant du CNI à Erbil, cité par M. Chalabi.

La situation dans Erbil est "chaotique", alors que "les habitants cherchent à fuir", selon le CNI, coalition de l'opposition basée à Londres. sd/ob eaf.

AFP /AA1234/311111 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Kurdes

La Grande-Bretagne "condamne l'intervention irakienne" à Erbil

LONDRES, 31 août (AFP) - La Grande-Bretagne "condamne l'intervention irakienne" à Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, a déclaré samedi un porte-parole du Foreign office.

"Les Irakiens ont une réputation épouvantable sur la façon dont ils traitent leur propre peuple" et "nous sommes inquiets", a déclaré le porte-parole.

"L'implication irakienne ne peut en aucun cas être considérée comme utile" dans le cadre de la rivalité qui oppose le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et les forces rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a-t-il ajouté.

L'armée irakienne est intervenue samedi matin dans le Kurdistan, pour la première fois depuis 1991. Bagdad a affirmé que cette initiative répondait à une demande du PDK pour chasser d'Erbil les forces rivales de l'UPK.

sd/stb

tf

AFP /AA1234/311707 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Pas de troupes irakiennes à Erbil, selon le PDK

ANKARA, 31 août (AFP) - Erbil est sous le contrôle complet du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et il n'y a pas de forces irakiennes déployées dans la ville, a affirmé samedi à Ankara un représentant du PDK.

"Le PDK a libéré la ville de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et il n'y a pas le moindre soldat irakien dans Erbil, a assuré à l'AFP Safeen Dizayee.

Le porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) à Genève a toutefois assuré samedi, citant des témoins, que l'armée de Bagdad était entrée dans Erbil, l'une des principales cités du Kurdistan, et que le drapeau irakien a été hissé sur le bâtiment abritant le parlement kurde.

"Je ne qualifierai pas cela de retrait irakien parce que nous avons libéré Erbil nous-même", a ajouté M. Dizayee, assurant que les forces irakiennes étaient "situées près du 36ème parallèle".

Il a ensuite indiqué que les combats à Erbil avaient fait un petit nombre de victimes, mais n'a pas donné de chiffres.

"La nouvelle administration commencera à fonctionner demain (dimanche). Il n'y aura pas de panique car la population n'a rien à craindre".

M. Dizayee a ajouté que la plupart des combattants de l'UPK (de Jalal Talabani) ont fui la ville, mais qu'un petit nombre d'entre eux pourraient y être restés. Il ne leur sera fait aucun mal s'ils se rendent, a-t-il assuré.

Un conflit armé oppose depuis mai 1994 l'UPK au PDK pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

ue/rom/mm/mmr tf

AFP /AA1234/312318 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes lead

L'Irak annonce un "très prochain" retrait de ses troupes du Kurdistan

BAGDAD, 31 août (AFP) - L'Irak va procéder "très prochainement" au retrait de ses troupes du nord de l'Irak à l'issue de leur mission, a annoncé samedi un porte-parole officiel irakien, cité par l'agence irakienne INA.

"Conformément au plan convenu pour fournir un soutien à Massoud Barzani (chef du Parti démocratique du Kurdistan -PDK) et ses camarades dans leur lutte contre l'agression iranienne menée de concert avec Jalal Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan -UPK), et après avoir accompli l'essentiel de leur mission, nos forces vont retourner vers leurs positions antérieures très prochainement", a affirmé le porte-parole.

"Ce retrait a été convenu parce que la direction irakienne n'a pas encore décidé de rétablir l'administration gouvernementale dans les régions" kurdes, a ajouté le porte-parole à la suite d'une réunion du Conseil de commandement de la révolution (CCR, plus haute instance irakienne), présidée par le président irakien Saddam Hussein.

mch/jhd/mm

tf

AFP /AA1234/312318 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Le PDK affirme avoir pris le contrôle d'Erbil

NICOSIE, 31 août (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a affirmé samedi avoir pris le contrôle d'Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, au détriment de son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

"Le PDK a pris entièrement le contrôle d'Erbil, dont l'UPK a été expulsée, et il n'y a eu aucun exode de civils", a affirmé à l'AFP M. Hoshyar Zebari, qui a conduit une délégation du PDK à Londres où des négociations inter-kurdes, sous l'égide des Etats-Unis, ont été annulées samedi.

"Nous ne démentons pas que des bombardements de l'armée irakienne ont eu lieu. Ils se sont produits après l'intrusion de milliers de soldats iraniens jusqu'à 40 kilomètres à l'intérieur de l'Irak", a-t-il ajouté, joint par l'AFP de Nicosie.

Selon lui, les Gardes de la Révolution iraniens ont installé une base à Choman, sur la route liant Erbil à la frontière iranienne.

"Les Irakiens sont intervenus essentiellement en raison de la présence iranienne. Ils ont envoyés quelques forces et des unités blindées dans la zone kurde, mais ils sont restés dans les faubourgs d'Erbil", a-t-il précisé.

L'UPK a fait état de la présence de forces irakiennes dans Erbil, qu'aucun témoignage indépendant n'a pu confirmer.

hc/jhd/plh tf  
AFP /AA1234/312009 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.

FRS0543 4 I 0172 JOR /AFP-HK35

Jordanie-Irak-Kurdes

La Jordanie n'appuiera aucune intervention dans le Kurdistan irakien

AMMAN, 31 août (AFP) - La Jordanie ne permettra pas que son territoire soit utilisé pour une intervention au Kurdistan irakien et n'interviendra elle-même "d'aucune manière" dans le conflit, a déclaré samedi à l'AFP un responsable gouvernemental.

"La Jordanie n'interviendra d'aucune manière dans les développements dans le nord de l'Irak et ne permettra pas que ses bases aériennes soient utilisées comme point de départ pour mener des attaques contre qui que ce soit" dans cette région, a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.

L'armée irakienne est intervenue samedi à l'aube dans le Kurdistan (nord) qui échappe à son contrôle depuis 1991. Bagdad a affirmé que cette initiative répondait à une demande du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) pour chasser les forces rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) d'Erbil, la principale ville de la région.

RH/sb/es tf  
AFP /AA1234/311943 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

GB-Irak-Kurdes

Le CNI demande à la communauté internationale de stopper Saddam Hussein

LONDRES, 31 août (AFP) - Le conseil exécutif du Congrès national irakien (CNI), coalition de l'opposition basée à Londres, "appelle la communauté internationale à stopper le bombardement sauvage" des troupes de Saddam Hussein sur Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, dans un communiqué publié samedi à Londres.

Le CNI demande "à la coalition alliée qui surveille la zone protégée du nord de l'Irak, et particulièrement aux Etats-Unis, d'engager immédiatement une action militaire pour stopper la violation par l'Irak" de cette zone.

"Il y a des dizaines de milliers de vie en jeu", affirme le CNI, qui demande également au Conseil de sécurité des Nations unies de "condamner le régime irakien pour cette violation massive des droits de l'homme".

"Le monde doit agir avant qu'un énorme désastre humanitaire n'ait lieu", ajoute le communiqué.

"Cette action irakienne est une rupture flagrante de la résolution 688" du Conseil de sécurité de l'ONU, estime le CNI. Cette résolution adoptée en 1991 instaurait une zone de protection de la population dans le nord de l'Irak et était assortie d'une interdiction de survol au nord du 36ème parallèle.

sd/plh tf

AFP /AA1234/311501 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

Appel à l'aide de l'UPK à la France, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

PARIS, 31 août (AFP) - Le représentant à Paris de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) a lancé samedi un appel à l'aide occidentale après l'offensive de l'armée irakienne contre les zones kurdes du nord du pays.

M. Mohamed Ismaïl a appelé la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis "à intervenir d'urgence pour empêcher un massacre imminent de la population civile d'Erbil", principale ville du Kurdistan d'Irak.

Cet appel coïncide avec l'entrée, selon des témoins, de l'armée irakienne dans la ville d'Erbil, située dans une zone protégée par les Alliés occidentaux au nord du 36ème parallèle et échappant au contrôle du régime de Saddam Hussein.

"L'artillerie irakienne bombarde depuis samedi matin le centre d'Erbil et les combats se déroulent à la périphérie de la ville", a également indiqué le représentant de l'UPK de Jalal Talabani, une des deux factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak.

Il a affirmé enfin que l'armée irakienne a lancé dans la bataille plus de cinq divisions de la garde républicaine appuyées par 450 chars.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a confirmé samedi que les forces irakiennes étaient intervenues dans le nord de l'Irak à la demande du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), pour chasser les forces rivales de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de la ville d'Erbil.

az/ib eaf

AFP /AA1234/311246 AOU 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse